

331.3106244 S678B v.23 c.1
Societe de protection des a
Bulwings.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

0ISE CIR



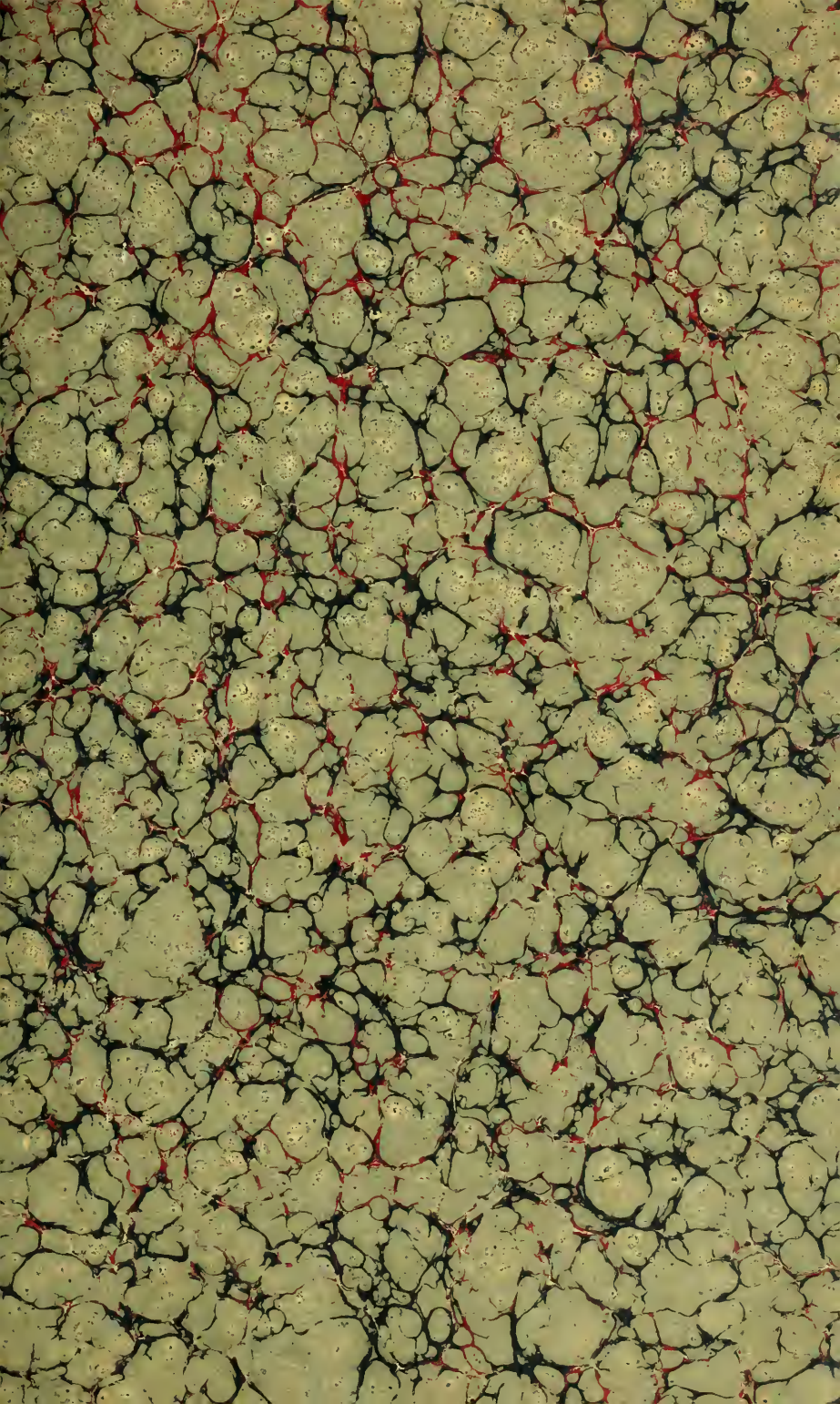
3 0005 02023 6470

THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada





LIDR

SEP 21 1970

THE ONTARIO DISTRICT
FOR LIBRARY

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS

ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

VINGT-QUATRIÈME ANNÉE

(TOME XXIII)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
44, RUE DE RENNES, 44

1890

Adresser à M. L. Durassier, ingénieur civil des Mines, Secrétaire,
rédacteur du BULLETIN, au siège de la *Société de protection*, les cor-
respondances et les communications relatives aux Questions de
l'*Apprentissage* et du *Travail des enfants dans les manufactures*.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868)

Paris, 44, rue de Rennes.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ

(BULLETIN DES LOIS, ANNÉE 1868, 2^e SÉRIE, T. 32, P. 56, N^o 23706)

ARTICLE PREMIER. — La Société a pour but d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures. par tous les moyens qui, respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

ART. 2. — Le siège de la Société est établi à Paris.

ART. 3. — Le nombre des sociétaires est illimité; leur cotisation est fixée à la somme annuelle de *dix francs*, qui peut être remplacée par un versement unique de *cent francs*.

ART. 4. — La présidence d'honneur appartient à Son Excellence le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Cinq vice-présidents d'honneur sont nommés par la Société.

Un Conseil d'honneur, également nommé par la Société, est composé de fonctionnaires dont la sympathie lui est acquise, mais que leur position officielle tient au dehors de son administration; de légistes, de médecins et d'officiers ministériels; de fondateurs ou de représentants d'œuvres créées en faveur des apprentis employés dans l'industrie.

ART. 5. — Le Bureau est composé d'un président, de cinq vice-présidents, d'un secrétaire général, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Il est formé sept comités et neuf commissions spéciales de huit membres. Les comités sont : le comité des *dépenses*, le comité des *recettes*, le comité du *Bulletin*, les comités d'enseignement *religieux*, d'enseignement *élémentaire*, d'enseignement *artistique* et le comité *judiciaire*. Les neuf commissions spéciales comprennent les diverses industries qui emploient les enfants.

ART. 6. — L'Assemblée générale se réunit au moins une fois chaque année. Tous les sociétaires ont le droit d'y assister. Elle procède à la désignation des membres du Bureau et à celle des membres des comités et des commissions, qui se renouvellent tous les ans par quart.

Les membres sortants des comités et commissions sont désignés par le sort: ils sont rééligibles.

ART. 7. — Le Conseil d'administration se compose du Bureau, des président et vice-présidents des comités et commissions. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

ART. 8. — Le président représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ART. 9. — Six censeurs sont élus par la Société. Il contrôlent les actes du Conseil, au point de vue de l'observation des statuts et font un rapport annuel à l'Assemblée générale. Nommés pour un an, ils sont rééligibles.

ART. 10. — Les ressources de la Société comprennent la somme des cotisations annuelles, les intérêts des cotisations perpétuelles et des dons ou legs que la Société pourra recevoir, quand elle sera reconnue comme établissement d'utilité publique.

ART. 11. — Les délibérations relatives à l'acquisition, à l'échange et à l'amélioration des immeubles, ainsi qu'à l'acceptation des dons et legs sont soumises à l'approbation du gouvernement.

ART. 12. — L'emploi des fonds est déterminé chaque année par le Conseil; il est contrôlé par les censeurs et soumis à l'approbation de la Société.

ART. 13. — Les revenus sont appliqués:

1^o A la publication d'un bulletin destiné à faire connaître tous les faits relatifs à la condition du travail des enfants employés dans l'industrie en France et à l'étranger.

2^o A aider, à encourager ou à signaler par des récompenses tous ceux qui auront directement assisté, moralisé ou instruit les enfants employés dans la petite industrie et dans la grande; ainsi que tous ceux qui auront coopéré au même résultat par une invention, une publication, l'institution de concours entre apprentis, ou des fondations spéciales.

Les capitaux disponibles seront placés en fonds publics français.

ART. 14. — L'action de la Société s'exerce plus particulièrement sur le département de la Seine, qu'elle a choisi comme siège de ses premières opérations; mais elle s'étendra toutefois sur ceux des départements où il se sera formé, avec son concours, des comités locaux constitués par ses membres et animés de son esprit.

Les propositions de ces comités seront discutées par des commissions spéciales au moment de la répartition des crédits, encouragements ou récompenses, concurremment avec celles qui intéressent le département de la Seine.

ART. 15. — En cas de dissolution de la Société, l'affectation des biens lui appartenant sera déterminée par l'acte même de la dissolution.

ART. 16. — Toute modification aux présents statuts ne sera exécutoire qu'après l'approbation du gouvernement.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RÉCOMPENSES OBTENUES PAR LA SOCIÉTÉ

VIENNE 1873
EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE
Médaille de bronze.

BRUXELLES 1876
EXPOSITION INTERNATIONALE D'HYGIÈNE ET DE SAUVETAGE
Diplôme et Médaille de 1^{re} classe en vermeil.

PARIS 1878
EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE
Diplôme d'honneur et Médaille d'argent.

AMSTERDAM 1883
EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE
Médaille d'or.

PARIS 1889
EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE
(Groupe de l'Économie sociale.)
Grand Prix.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

MEMBRES DÉCÉDÉS
DES CONSEILS D'HONNEUR ET D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ

MM.

J.-B. DUMAS, *fondateur et premier président de la Société.*

BARRESWIL.

Comte de BUTENVAL.

CARTIER-BRESSON.

Édouard CHARTON.

Michel CHEVALIER.

COLCOMBET.

DIETSCH.

Jean DOLLFUS.

DUCHOLLET.

Le baron DUPIN.

ENGEL-DOLLFUS.

DE LABOULAYE.

MARGUERIN.

Ch. PETIT.

Alph. PIVER.

ROLLAND.

Baron James Nathaniel DE ROTSCCHILD.

Eugène SCHNEIDER.

Comte SÉRURIER.

WOLOWSKI.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. le Ministre du Commerce.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Berthier** (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.
M. Chaix (A.), imprimeur-éditeur, fondateur de l'École professionnelle, *vice-président honoraire de la Société*.
M. Corbon, sénateur, président de la *Commission supérieure du travail des enfants*.
M. Legouvé, de l'Académie française.
M. Robert (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances contre l'incendie *l'Union*.
M. Simon (Jules), sénateur.
M. Teisserenc de Bort, sénateur.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. Bernard** (Martial), membre de la Chambre de commerce de Paris.
M. Binder, ancien membre du Conseil municipal de Paris.
M. Bonjean (Georges), président-fondateur de la *Société de l'Enfance abandonnée ou coupable*.
M. de Boureuille, ancien secrétaire général au Ministère des travaux publics.
M. Carriot, inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine.
M. Colcombet, manufacturier, à Saint-Étienne.
M. Délerot (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.
M. Gillet, manufacturier, à Lyon.
M. Girard (Paul), ancien directeur du Commerce intérieur (au Ministère du commerce).
M. Gréard, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, vice-recteur de l'Académie de Paris.
M. Herbette, directeur de l'Administration pénitentiaire au Ministère de l'intérieur.
M. de Heredia, ancien ministre, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.
M. Hiéland (Léon), membre de la Chambre de commerce de Paris.
M. Jacquemart, inspecteur général de l'Enseignement technique.
M. le baron Larrey, député, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine.
M. Lefébure (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce, *secrétaire général honoraire* de la Société.

- M. **Lemoine** (Henri), président-fondateur du Patronage de l'Ébénisterie.
M. le Dr **Marjolin**, chirurgien honoraire des Hôpitaux.
M. **Mourceau** (Hippolyte), ancien manufacturier.
M. **Nicolas**, directeur du Commerce intérieur au Ministère du commerce.
M. **Ollendorff** (Gustave), directeur du Personnel et de l'enseignement technique au Ministère du commerce et de l'industrie.
M. **Périn** (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, *secrétaire honoraire* de la Société.
M. **Petit** (Charles), président honoraire de la Société d'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et Plumes, ancien membre de la Chambre de commerce, *vice-président honoraire* de la Société.
M. **Porcher**, directeur de l'École Turgot.
M. **Riché** (Léon), publiciste.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. **Say** (Léon), député, membre de l'Académie française et de l'Institut, ancien président du Sénat, ancien ministre des finances, ancien ambassadeur de la République Française près le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. **Bérard** (Paul), secrétaire du Comité consultatif des Arts et Manufactures.
M. **Follot** (Félix), président d'honneur du Patronage du Papier peint.
M. **Nusse** (Ernest), greffier de la Cour de Cassation.
M. le Dr **E.-R. Perrin**, président du Patronage du III^e arrondissement.
M. **Turney** (R.), président de l'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et Plumes.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. **Renault** (Léon), avocat, sénateur, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE :

- M. **Durassier** (Léon), ingénieur civil des Mines, préparateur à l'École supérieure des Mines, ancien inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.

TRÉSORIER :

- M. **Roche** (Isidore), ingénieur civil.

CENSEURS :

- M. **Appert** (Léon), ingénieur, maître de verreries.
M. **Chaix** (Alban), fils, imprimeur.
M. **Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
M. **Kœchlin-Engel** (Rodolphe), manufacturier.
M. **Lombart**, fabricant de chocolat.
M. **Sriber** (Alphonse), président de la Chambre syndicale du caoutchouc.
-

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

COMPOSITION DES COMITÉS

I. — Comité judiciaire.

BUREAU

Président honoraire : MM. FAUSTIN HÉLIE.
Président : FROGER DE MONY.
Vice-Président : JORET-DESCLOZIÈRES.
Secrétaire : FÉLIX TOURNIER.
Secrétaire adjoint : LOUCHE-DESFONTAINE.

MEMBRES :

MM. COULON.	MM. MILLIOT.
FABRE.	NUSSE.
GIOT.	PÉRIN (JULES).
HUMANN.	ROCHE (PAUL).
MARTIN (TOMMY).	SALE (ÉMILE).

II. — Comité des Sociétés d'assistance paternelle ou Patronages industriels.

BUREAU

M. SRIBER.

MEMBRES :

MM.

III. — Comité des bibliothèques, des publications et de l'enseignement.

BUREAU

M. ALBAN CHAIX fils.

MEMBRES

MM.

IV. — Comité des accidents de fabrique.

BUREAU

Président : MM. LÉON APPERT.
Vices-Présidents : SYLVAIN PÉRISSE.
ROD. KOECHLIN-ENGEL.
Secrétaire : LE D^r ERNEST THOMAS.
Secrétaire-adjoint : MAHLER.

MEMBRES

MM.
P. BÉRARD.
ALBERT CHAUFTON.
ÉDOUARD GRUNER.
GASTON LE BEL.
H. REMAURY.
LE D^r ROBIN.
FÉLIX TOURNIER.

V. — Comité du placement des apprentis.

BUREAU

Président : MM. LE D^r PERRIN.
Secrétaire : IS. ROCHE.

MEMBRES

VI. — Comité du patronage des enfants étrangers

BUREAU

M. LOMBART.

MEMBRES

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES



MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS) ⁽¹⁾

M. LE MINISTRE DU COMMERCE;
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR;
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;
LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris.
Adelson-Monteaux, propriétaire.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Agard (Michel), à Marseille.
Alamagny, P., à Saint-Chamond (Loire).
Albert, négociant, à Paris.
Andreeff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Petersbourg (Russie).
Archino-Valenti, à Paris.
Arlès-Dufour, négociant.
Asile (T) de Vincennes.
Aubert, à Lisleux.
Aubert (L.), à Nancy.
Auger, propriétaire, à Paris.
A ***.

Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (feu), ancien secrétaire de la Société de protection.
Barreswil (M^{me}).
Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.
Bellay (M. de), à Paris.
Bérard (P.), trésorier de la Société de protection.
Berger (H.), à Monthéliard.
Berteaux, à Paris.
Berthier, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris.
Bertrand, ingénieur civil, à Paris.
Bessan, dir. de la Belle-Jardinière, à Paris.
Besson (le docteur Eug.), à Paris.

Bigo-Danel, imprimeur, à Lille.
Bixio, libraire-éditeur, à Paris.
Blache (le docteur), à Paris.
Blanche, manufacturier, à Puteaux.
Blanzy, à Boulogne (Pas-de-Calais).
Boissière, maître verrier, au Gast (Orne).
Bollaert, agent général des mines de Lens (Pas-de-Calais).
Boucicaut (M^{me}), négociant, à Paris.
Boulenger, à Choisy-le-Roi.
Brault, maître de forges.
Bréant, fabricant de châles, à Paris.
Brenot (M^{me}), à Paris.
Butenval (comte de).

Cacheux, ingénieur à Paris.
Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris.
Cail, constructeur-mécanicien, à Paris.
Carcenac, maire du 11^e arr^t, à Paris.
Cartier-Bresson fils, à Paris.
Cartier-Bresson (C.), à Paris.
Cartier-Bresson (J.), à Paris.
Cary, négociant, à Paris.
Chabert (J.), à Chomerac.
Chaix, imprimeur-typographe, à Paris.
Chambre des notaires, à Paris.
Chambre syndicale du caoutchouc, à Paris.
Champonnois, ingénieur civil, à Paris.
Chapuis de Montlaville, à Saint-Étienne.
Charbonneau et C^{ie}, maîtres-verriers, à Flaviac.
Charlier, à Paris.
Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse.
Chiris (E.), à Grasse.

(1) Les noms des Membres perpétuels figurent également sur la Liste générale des Sociétaires ci-après :

Chiris (S.), à Grasse.
 Cliff, fabricant, à Saint-Quentin.
 Clotilde (la princesse).
 Colombet, fabricant, à Saint-Étienne.
 Collège Rollin (le), à Paris.
 Colleson, négociant, à Paris.
 Commission locale du VI^e arrondissement, à Paris.
 Commission locale du VII^e arrondissement de Paris (n^o 44 hommes).
 Compagnie des Mines d'Anzin, à Anzin (Nord).
 Compagnie des forges du Creusot.
 Compagnie générale marit., à Paris.
 Compagnie des mines de Vicoigne-Neux (Pas-de-Calais).
 Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
 Couturier, à Vizille (sère).
 Crochard (M^{me}), à Paris.
 Cuvillier, négociant, à Paris.
 Damon, négociant, à Paris.
 Daubresse, directeur des mines de Carvin (Pas-de-Calais).
 Davanne, chimiste, à Paris.
 Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
 Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
 Delaporte (Georges), ingénieur, à Tarare.
 Délerot (Emile), à Versailles.
 Delicourt, à Paris.
 Delori et C^{ie}, à Ardres.
 Depresle, à Paris.
 Deschiens, construct.-mécan., à Paris.
 Descours, Genthon et C^{ie}, tissage mécanique d'étoiles, à saint-Paul-en-Corillon (Loire).
 Desfontaines, horloger, à Paris.
 Dheur, à Paris.
 Dietsch, à Liepvre (Haut-Rhin).
 Directeur général de la Société métallurgique de Vezin-Aulnoye, à Sous-le-Bois, près Maubeuge (Nord).
 Dollfus (Jean), à Mulhouse.
 Dommartin, à Paris.
 Donon, avenue Gabrielle, 42.
 Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
 Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
 Du Boys, notaire, à Paris.
 Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
 Dumas, J.-B., ancien Président de la Société.
 Dumas (Alexandre).
 Dumont, directeur des papeteries du Marais (Seine-et-Marne).
 Dumont, agent général des mines de la Compagnie de Béthune.
 Duplay (le professeur), à Paris.
 Dupont et Hervé, manufacturiers, à Paris.
 Dupont et Deschamps, fab., à Beauvais.
 Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
 Durenne, fab. de chaudières, à Courbevoie.
 Dussaut, à Paris.
 Dutloy (G.), négociant, à Moscou.
 Dutloy (Henri), négociant, à Moscou.
 Dutloy (F.), ingénieur-construct., à Lyon.
 Duvergier (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).

Ecole d'Aix.
 Ecole d'Angers.

Ecole centrale des arts et manufact., Ecole de Châlons.
 Ecole d'horlogerie de Cluses.
 Ecole des mineurs de Saint-Étienne.
 Ecole des mines.
 Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
 Ecole normale supérieure.
 Ecole des ponts et chaussées.
 Engel (Alfred), à Mulhouse.
 Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures.
 Engel (Gustave), à Mulhouse.
 Engel-Dollfus (Fr.).
 Engel-Gros, à Mulhouse.
 Escher-Ghesquière, à Biaches-St-Waast (Pas-de-Calais).

Fannien, manufacturier à Paris.
 Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
 Fauquet-Lemaistre, à Bolbec.
 Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.
 Follot (Felix), fabricant de papier peint à Paris.
 Frémont-Mustel, à Paris.
 Froger de Mauny, ancien magistrat, Paris.
 Fromage, fabricant, à Paris.
 Froment-Meurice, orfèvre, à Paris.
 Froment-Meurice (M^{me}).

Gandriaux fils, manufacturier à Fontenay-le-Comte.
 Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
 Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
 Gobley, de l'Académie de médecine.
 Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
 Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
 Godillot (Alexis), à Paris.
 Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
 Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
 Gosselin (le professeur), à Paris.
 Goulier (le colonel), à Paris.
 Gouvvy (H.), maître de forges, à Dieulouard.
 Goy, à Paris.
 Gratiens-Milliet, manufacturier.
 Griffon, négociant, à Paris.
 Grosdidier, fils et gendre, à Commercy.
 Grosselin (A.), à Paris.
 Gruyelle.
 Guerlain (A.), à Paris.
 Guerlain (J.), à Paris.
 Guillou, négociant.
 Guillout, fabricant, à Paris.
 Guimet (Emile), à Lyon.
 Guizot (Guillaume), à Paris.
 Gundelach, duc de Bade.
 Hadingue (fils), manufacturier à Béthune (Pas-de-Calais).

Hallopeau, métallurgiste, à Paris.
 Hamelin, manufacturier, à Paris.
 Herbet (M^{me}, née Barreswil).
 Heuzé, Gouvvy et Leroux, gérants de la Société linière du Finistère, à Landerneau.
 Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
 Hubault, à Paris.
 Hughes, parfumeur, à Grasse.
 Hugot, fabricant de sucre, à Lens (Pas-de-Calais).

Hulot, à Paris.
Husny-Bey (le commandant).
Jacqz, président de la Société *la Philanthropie commerciale*, à Paris.
Joannès Vintry, à Lyon.
Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
Joriaux, négociant, à Paris.
Jullien filateur, à Rouen.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
Kœchlin frères, à Mulhouse.
Lacan (Gustave), chef du secrétariat général du chemin de fer du Nord.
Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.
Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
Landon, négociant, à Paris.
Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
Laumonier, manufacturier, à Flers.
Laurent-Richard, à Paris.
Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
Leclert, négociant en bois, à Paris.
Le Coustellier, manufacturier, à Abbeville.
Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Roubaix.
Lefèvre (Emile), négociant, à Anvers.
Legrand, secrétaire de la Société des *Amis des sciences*.
Lemaire, fabricant, à Paris.
Lemaréchal (M^{lle}), à Paris.
Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
Lemoine (H), fabricant de meubles, à Paris.
Lepreux, fabricant, à Boulogne-sur-Mer.
Leroux (Emile).
Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.
Liebig (Johan).
Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême.)
Lombart, fabricant de chocolat, à Paris.
Loreau (A.), à Paris.
Luglien Leroy, manufacturier à Bouchers (Pas-de-Calais).
Lung frères, à Moussey.
Lycée Condorcet.
Lycée Charlemagne.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Fontanes.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).
Maillard, ancien négociant, à Louviers.
Mallet, négociant, à Paris.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Marjolin (le docteur), à Paris.
Marochetti (M^{me} ve), à Paris.
Martin, manufacturier, à Tarare.
Martin-Baron, à Paris.
Masquelier fils, au Havre.
Maurice (M^{me} ve), à Paris.
Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la Société *d'Ours-camps*.
Meunier (Félix), rentier, à Paris.
Meuriot (le Dr André), à Paris.

Michel, ingénieur des ponts et chaussées.
Migneret, à Paris.
Millescamps, à Paris.
Mines de Marles (Pas-de-Calais).
Mines de Bruay (Pas-de-Calais).
Mines de Meurchin (Pas-de-Calais).
Mines de Fléchinelle (Pas-de-Calais).
Moisset-Foye, à Paris.
Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (duc de).
Mouchy (duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant, à Paris.
Müller (A.), manufacturier, à Paris.
Murat (princesse).

Najean, manufacturier, à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.
Nusse (Ernest), avocat, docteur en droit, secrétaire de la Société de protection des apprentis.

Oberthur, imprimeur à Reanes.
Odiot, orfèvre, à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.

Payen, négociant en soieries, à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste.
Peltreau, manufacturier, à Paris.
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), Dr en droit, Secrétaire honoraire de la Société de protection des apprentis.

Perrin (le Dr), à Paris.
Petit (Francis), à Paris.
Piat, fondeur en métaux, à Paris.
Pillet (M^{me}).
Piver, fabricant de parfumerie.
Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.
Pommairac.
Porion, distillateur, à Wardrecques.
Portier, à Billy-Montigny.
Poure O'Kelly, à Boulogne-sur-Mer.
Prévot, avoué, à Paris.
Pruvost, à Lapugny.

Raingo (Victor), à Paris.
Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Ranchon (Georges), architecte, à Paris.
Rapet, inspecteur général honoraire de l'enseignement primaire.
Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.
Richard aîné, fabricant, à Paris.
Richard (Max), député.
Roche (Isidore), ingénieur civil, à Paris.
Richou, à Paris.
Robert (Charles), directeur de la Compagnie *l'Union* (Vie), Vice-Président de la Société de protection des apprentis.
Robin (Albert), le docteur, à Paris.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour de Paris.
Rondelet, chasublier, à Paris.
Rothschild (baron de).
Roy, négociant, à Paris.

Saint (Charles), manufacturier, à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.

Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel.
Salle (Julien-Rippolyte), banquier (Caisse commerciale).
Sauvage, ingénieur des mines, 4, rue Chaptal.
Schæffer, industriel, à Paris.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants, à Paris.
Scott Charles-Newton, à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société anonyme des forges et aciéries du Nord et de l'Est, à Valenciennes.
Société houillère de Lievin.
Société de la Vieille-Montagne.
Société industrielle de Reims.
Souplet, à Saint-Quentin.
Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'Agriculture et du Commerce.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.
Teste, manufacturier, à Lyon.

Thénard (M^{me} Henri).
Tissier fils, manufacturier, au Conquet.
Trapp, à Mulhouse.
Trille (Edmond), à Paris.
Trille (P.), à Paris.
Turner (Luke), à Londres.

Vancauwenberghe, Seys [E.], Snowden et C^e, filateurs, à Dunkerque.
Vatry (M^{me} la baronne), à Paris.
Vatry (baron Edgar de), à Paris.
Verde-Delisle (Ad.), à Paris.
Verde-Delisle (Paul), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Vulliamy (Edward), à Tillières-sur-Avre (Eure).

Wappler G., agent général de la Société suisse d'assurances de Winterthur.
Weens, employé de commerce à Paris.
Weldon (Mc), à Paris.

Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

11

Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Alavoine et C^e, ameublements, rue Gauthier, 9.
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 421.
Alicot (M^{me}), rue Sainte-Foy à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), avocat, avenue de Messine, 44.
Allain, négociant, rue Dieu, 40.
Allmayer, négociant en tissus élastiques, avenue Hoche, 2.
Alphand, insp^r génér. des ponts et chaussées, boulevard Beauséjour, 1.
Amson (A.), fabricant, rue de la Folie-Méricourt, 58.
Amson (G.), fabricant, rue de la Folie-Méricourt, 68.
Andrade Julio d', président de la *Société protectrice des animaux*, rue Ferrezial de Gima, 21, à Lisbonne (Portugal).

André (M^{me} ve J.), au Vieux-Thann (Alsace).
Appert frères, verriers, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 66.
Archdeacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 45.
Archambault (J.), ancien professeur de l'Université, 9, boulevard du Temple.
Armingaud (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 41.
Arnett (Georges), fabricant de tulles, rue Neuve, 28, à Calais (Pas-de-Calais).
Arthus (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.
Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Attias, nég^t, 43, rue de l'Entrepôt.
Aubert, à Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubry-Vitet, rue Barbet-de-Jouy, 9.
Aucoc (André), orfèvre-joaillier, rue de la Paix, 6.
Audifred (J.-F.), boul. des Capucines, 8.
Augé, tourneur en cuivre, rue Menilmontant, 26.

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} décembre 1890) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce *Repertoire* de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

Bac, fabricant, rue Portefoin, 12.
Badin (A.), filateur, à Barentin (Seine-Inférieure).
Badouilleau Levillain, r. de Courcelles, 73.
Baecque (E. de), ancien nég., rue de l'Annonciation, 39.
Baecque (Ch. de) et **Beau**, Faub.-Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue Saint-Denis, 168.
Baillencourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerie d'Egmont (M^{me}), rue Phalsbourg, 40.
Balsan (C.), manufacturier, rue de la Baume, 8.
Baraban, architecte, rue Perronnet, 116, à Neuilly-sur-Seine.
Baradoz (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, rue du Regard, 22.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (M^{me}), r. Fortuny, 17.
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 10.
Basquin, fabricant, rue du Collège, Saint-Quentin (Aisne).
Baudoin (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.
Baudrillart, membre de l'Institut, rue de Tournon, 12.
Baumgartner (Henri), à Mulhouse (Alsace).
Bayvet (G.), av. des Champs-Élysées, 93.
Beaufour, syndic, rue de la Boétie, 8.
Bèche, bijoutier, rue Vieille-du-Temple, 58.
Becker, avocat, avenue Victoria, 24.
Beer (J.), rue des Mathurins, 34.
Béhier (A.), boulevard Haussmann, 28.
Belart (Léon), fabricant de tulles, rue Samboir, 2, à Calais.
Belin, fabricant de sucre, à Saint-Martin-a-Laërt, par Saint Omer (Pas-de-Calais).
Bellay (de), boulevard Beaumarchais, 91.
Bellet, négociant, rue de Bretonvilliers, 6.
Bellon, de la maison Gauthier-Bellon, place Tolozan, 27, Lyon.
Bérard (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, vice-président de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.
Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
Berard, filateur, à Chateaufort-de-Mazenc (Drôme).
Berger-Levrault, impr.-libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Berger (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.
Bernard, de la maison Ponjean, à Saint-Etienne (Loire).
Bernard (Martial), ancien juge au tribunal de commerce, boul. Malesherbes, 49.
Bernot, présid. de la Commission locale, à Troyes (Aube).
Berrurier, manufacturier, à Saint-Cyr-l'École.
Berteaux, rue d'Aboukir, 10.
Berthe et Wulveryck, fabricants de boutons, à Jeulain, arrond. d'Avesnes (Nord).

Berthelemy, constructeur-mécanicien, rue Dauphine, 16.
Berthier, ancien présid. du Tribunal de commerce, place de la Madeleine, 30.
Berthier (Ch.), rue Daubigny, 6.
Berthier (G.) fils, capitaine d'état-major, à Tours.
Bertin (M^{me}), rue Ballue, 11 bis.
Bertinot, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 10.
Bertrand (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
Besançon, chef de division à la Préfecture de police.
Bessan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
Besselièvre (Ch.), manufacturier, rue de Crosne, 21, à Rouen.
Besson (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.
Beurné (H.), directeur du Patronage de Puteaux, rue des Pavillons, 12, à Puteaux.
Bentin, fabricant de tulles, rue du Général-Chanzy, à Calais.
Bezançon, fabricant de cêruse, rue du Château-des-Rentiers, 187.
Bianchi, agent de change, rue Jean-Goujon, 6.
Bibliothèque du Sénat, à Madrid.
Bibliothèque de la Ville de Paris.
Bibliothèque du Conservatoire des Arts et Métiers.
Bigo-Danel, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).
Bigo (Emile), trésorier de la Société industrielle, à Lille (Nord).
Bigot, Jacquemet et Dujoncq, fabricants de chaussures, à Sainte-Mesme (Seine-et-Oise).
Bimont, fabricant de tulles, rue des Couronnes, à Calais.
Binder (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 102.
Bironneau, pass. Taucanier, 45 (Fbg-St-Antoine).
Bischoffsheim, banquier, r. Taitbout, 3.
Biver, administrateur de Saint-Gobain, rue Meissonnier, 8.
Bixio (Maurice), quai Voltaire, 47.
Blache, doct.-médecin, r. de Suresnes, 5.
Blanche (le docteur), rue des Fontis, 15.
Blanche, manufact., à Puteaux (Seine).
Blandin (M^{me} V^e), pl. de la Madeleine, 49.
Boissière, maître verrier, au Gast, par Mortrée (Orne).
Bollaert, agent général des mines de Lens (Pas-de-Calais).
Bonamy, mécanicien à Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
Bonjean (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.
Bonnard, manufacturier à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Bontemps (M^e V^e), rue de Lisbonne, 66.
Bouasse-Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
Boudoux, manufacturier, à Saint-Quentin (Aisne).
Bouilhet (H.), l'un des direct. de la maison Christolle, rue de Bondy, 56.
Bouilhet (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
Bouillaut (Emile), ingénieur, fabricant de sucre, à Brébière, par Vitry (Pas-de-Calais).

- Boulenger** aîné, fabricant de carreaux mosaïques, à Auneuil (Oise).
- Boulenger**, fabric. de faïence, à Choisy-le-Roi.
- Boulley** (M^{me}), rue Monceau, 65.
- Bourdon**, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
- Bourdon** (H.), négociant, rue du Conservatoire, 6.
- Bourez**, manufacturier, à Bévill-le-Comte (Eure-et-Loir).
- Bourgoin**, rue Lafayette, 126.
- Bournat**, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
- Bourreau**, employé de commerce, rue Gny-la-Brosse, 2.
- Bourreuil** (de), ancien sec. général du Ministère des Travaux publics, rue de Tournon, 42.
- Bouvier** (Marius), moulinier en son, à bie (Drôme).
- Bouvry** (E.), imprimeur, rue du Larcin, 4, à Arras (Pas-de-Calais).
- Boyard fils** (M^{me} V^e) et **Brinon**, manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise).
- Brault et Bethouart**, fondeurs en métaux, à Chartres (Eure-et-Loir).
- Bréant**, fabricant de châles, rue d'A-boukir, 60.
- Briez** fils, manufacturier, faubourg Romille, à Arras.
- Brissonneau** frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf^{re}).
- Brochard** (Ed.), rue du Temple, 134.
- Brodard**, imprimeur à Coulommiers (Seine-et-Marne).
- Brogie** (Paul de), rue Bernard-Palissy, 4.
- Bruère**, directeur des fonderies de Saint-Ouen, près Vendôme (Loir-et-Cher).
- Brunet**, batteur d'or, rue Oberkampf, 125.
- Burat** (Louis), rue de Châteaudun, 17.
- Buirette-Gaulard**, filature et teinture, à Suippes (Marne).
- Buirette** Léon, fils, Glève de Sainte-Barbe, place du Panthéon.
- Bussy**, passementier, à Arques (Pas-de-Calais).
- Cacheux**, ingénieur des arts et manufactures, quai Saint-Michel, 25.
- Cadart**, fabricant de tulles, rue de la Vannerie, à Calais.
- Cahen d'Anvers**, banquier, rue de Grenelle, 148.
- Caizergues** (Auguste), instituteur libre, à Saint-Epien par Mouy (Oise).
- Cambier-Deprez**, fabricant, Pont-à-Vendin (Pas-de-Calais).
- Camus** fils aîné, rue Barbette, 2.
- Candelier**, fabricant, à Graincourt les-Havrincourt par Cambrai (Nord).
- Carcenac**, rue des Capucines, 20.
- Carenou et Turr**, fabricants de réglisse, à Moussac (Gard).
- Carlihan** (M^{me} V^e), rue de Berlin, 37.
- Carnot** (Adolphe), ingénieur en chef des Mines, inspecteur des études à l'école nationale supérieure des Mines, boulevard Saint-Michel, 60.
- Carré** (Charles), boulevard Voltaire, 58.
- Carré, Jaudin et C^o**, manufacturiers, à Montreuil-Faut-Yonne (Seine-et-Marne).
- Carriot**, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, rue Legoff, 9 bis.
- Cartier**, boulevard des Italiens, 9.
- Cartier-Bresson** fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (C.), b. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (J.), b. Sébastopol, 86.
- Cary**, négociant, rue Réaumur, 33.
- Castel** (Constant), négociant, à St-Etienne (Loire).
- Cauvet**, miroitier, faubourg Saint-Antoine, 100.
- Cavaillé-Coll**, f d'org., av. du Maine, 15.
- Célérier**, nég., rue Monthabor, 15.
- Cerf**, imprimeur, rue Duplessis, 59, à Versailles (Seine-et-Oise).
- Cerfbeer**, agriculteur, avenue Carnot, 12.
- Chabert et C^o** (J.), à Chomérac (Ardèche).
- Chaix** (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
- Chalandre**, rue Saint-Roch, 37.
- Chambre syndicale du bâtiment**, rue de Lutèce, 3.
- Chambre des Notaires de Paris**, place du Châtelet.
- Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments**, rue des Archers, à Lyon.
- Chambre syndicale du Caoutchouc**, b. St-Germain, 122 (M. Striber, prés).
- Chambre syndicale des Carrossiers**, 3, rue de Lutèce.
- Chambre de commerce de Toulon et du Var**, à Toulon (Var).
- Champonnois**, ingénieur civil, rue des Petits-Champs, 45.
- Changer-Blanchon**, moulinier en soie, à Flaviac (Ardèche).
- Chaperon**, ingénieur, inspecteur principal à la Compagnie de P.-L.-M., rue de la Bienfaisance, 33.
- Chapel**, fabric, rue Lepic., 46.
- Chappotteau**, négociant, rue Cuvier, 44.
- Chapuis-de-Montlaville**, avocat, à Saint-Etienne (Loire).
- Charbonneau et C^o**, maitres-verriers, à Reims (Marne).
- Chardin**, m^{re} de soies, r. Etienne-Marcel, 14.
- Charlier** (Timothée), ing., r. Blanche, 12.
- Charmet** aîné, nég., r. de L. Tour, 38.
- Charnelet**, apprêteur d'étoffes, rue de Meudon, 42, à Billancourt (Seine).
- Charpentier**, horloger, rue Garancière, 7.
- Chartiau**, architecte, boul. St-Michel, 11.
- Chartier**, fabricant de meubles artistiques, rue des Canettes, 20.
- Chartreux** (des) de la Grande-Chartreuse.
- Chenest et fils et Grandgeorge**, rue des Jeûneurs, 23.
- Chevalier**, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 64.
- Chirade** (Arm.), négociant, rue de Marivaux, 14.
- Chiris** (E.), à Nice.
- Chiris** (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse.
- Christoffe**, orfèvrerie, rue de Bondy, 56.
- Claudon** (G. fils), p^{re}, b. Malesherbes, 37.
- Claudon** (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
- Clavé Bertrand**, manufacturier, à Coulommiers (Seine-et-Marne).
- Cliff**, fabricant de dentelles, à Saint-Quentin (Aisne).

Coignet père et C^{ie}, manufacturiers, rue de Lafayette, 130.
Colcombet, fab. de rubans, à St-Etienne.
Collège Rollin (le), avenue Trudaine.
Collège St-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Colleson, nég., quai de la Loire, 22.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Collin, horloger, place du Théâtre-Français, 2.
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de droit, boul. Saint-Germain, 126.
Commission locale du travail des enfants du V^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VI^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VII^e arrondissement (hommes).
Compagnie des mines de Vicoigne-Neux (Pas-de-Calais).
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie des forges du Creusot.
Compagnie des mines d'Anzin (Nord).
Comptoir veuve Lyon-Alemand, r. Montmorency, 43.
Comptoir de l'industrie linière, à Frevent (Pas-de-Calais).
Conseil des Prud'hommes de Nîmes (Gard).
Constant, avocat, rue de Vaugirard, 28.
Copin, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 15.
Corbin, manufacturier, boulevard Haussmann, 155.
Cordier-Levray, fabricant de tulles, à Calais.
Cormouls-Houlé, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Corlieu (E.), administrateur du bureau de bienfaisance du IV^e arrondissement, rue de Sévigné, 17.
Cornély (Maximilien), négoc., 6, boul. de Strasbourg.
Corrard (A.), rue de Monsigny, 17.
Corroyer (Aug.), mécanicien, à Lillers (Pas-de-Calais).
Coulon (Henri), avocat, rue des Petites-Ecuries, 29.
Coulon, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 42.
Coulange (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.
Couturier, chez MM. Durand fr., à Vizille.
Couturier, fabricant de soies, à Bevenais (Isère).
Crété, imprimeur, à Corbeil (S.-et-O.).
Crété (Léon), imprimeur à Corbeil (Seine-et-Oise).
Crochard (M^{me}), rue Médecins, 7.
Croizier, à Saint-Etienne (Loire).
Croué, juge au Tribunal de commerce, rue Grange-Batelière, 15.
Dabin (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambron (Loire-inférieure).
Daguin, négociant, rue Château-Landon, 44.
Dambrocourt frères, fabricants, à Hallines (Pas-de-Calais).

Damon (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.
Darblay (P.) fils, rue du Louvre, 1.
Darmet, manufacturier, à Vierzon (Cher).
Darquer-Bacquet, fabricant de tulles, à Calais.
Dautriche (Francis), directeur du patronage de Nazareth, rue Stanislas, 11.
Davanne (A.), chimiste, rue des Petits-Champs, 82.
Davenière, fabricant de tulles, à Calais.
David, Trouiller et C^{ie}, rue des Jeûneurs, 24, et à Saint-Quentin.
David, manufacturier, rue La Fontaine, à Arcueil (Seine).
Daubresse, Direct. des mines de Carvin.
Daum, propriétaire de verreries, à Nancy.
Debauge, direct. de la filature d'Amiens.
Decauville, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
Decaux, directeur des teintures aux Gobelins, rue Notre-Dame-des-Champs, 107.
Decœur, pâtissier, rue Mouffetard, 42.
Dedieu, tailleur, rue Scheffer, 23.
Deffez (Louis), constructeur d'instruments de physique, rue St-séverin, 34.
Degousse, batteur d'or, rue du Terrage, 7.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Dehors, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.
Delaby (Ed.), maire, à Courcelles-Lens (Pas-de-Calais).
Delacroix-Vaucher, à Mulhouse.
Delafoy (L.), à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Delagrave (Ch.), édit. rue Soufflot, 45.
Delalain frères, imp. rue des Ecoles, 56.
Delaunoy (Constant), fabricant de tulles à Calais.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique, rue de l'Arcade, 15.
Delaporte (Georges), ingénieur de la Société anonyme des teintures et apprêts, à Tarare (Rhône).
De la Vallée, rue de Lisbonne, 47.
Delavigne (M^{me}), boulev. Haussmann, 45.
Délerot (Emile), bibliothécaire de la Ville, à Versailles.
Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.
Délicourt, Faubourg-Saint-Honoré, 43.
Delmiche, ingénieur, directeur des mines de Drocourt, à Hénil-Lietard (Pas-de-Calais).
Delori et C^{ie}, fabricants de sucre à Ardres (Pas-de-Calais).
Demeure, direct. de la Société des Acieries de France, à Isbergues (P.-de-Cal.).
Demont, directeur de manufacture, à Gonesse (Seine-et-Oise).
Denière (M.), boul. Malesherbes, 29.
Denis, court. en vins, port de Bercy, 40.
Denis (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-Daniel, près Mayenne.
Depresle (O.), rue de la Victoire, 94.
Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, rue Prony, 54.
Descours, Genthon et C^{ie}, tissage mécanique d'étoffes, à Saint-Paul-en-Gonnillon (Loire).
Desfontaines, horloger, galerie Montpensier, 43 (Palais-Royal).

Desgenetais frères, à Bolbec (Seine-Inf.).
Destors (M^{re}), boul. Saint-Michel, 95.
Detraux, filateur, à Arques (Pas-de-Calais).
Desurmont, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).
Deutsch, géog., rue Saint-Georges, 20.
Deviolaïne, directeur de la verrerie de Vauxrot, à Cullies (Aisne).
Didot P.J., négociant, rue de Beaune, 2.
Diederichs, tisseur et constructeur de machines, à Jailleu, près Bourgoin (Sère).
Dietz-Monnin, sénateur, r. Labruyère, 33.
Dinoire, ingénieur divisionnaire des mines de Lens, à Liévin (Pas-de-Calais).
Directeur général de la Société métallurgique de Vexin-Aulnay, à Sous-le-Bois près Maubeuge.
Directeur de la maison des apprentis, à Nancy.
Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
Dollfus (E.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (E.), coloriste, à Dornach.
Dollfus-Dettwiller, à Mulhouse.
Dommartin, rue Cambon, 41.
Donon, avenue Gabriel, 42.
Doucet, rue de la Paix, 24.
Douvin, filateur, à Fourmies (Nord).
Drouin, négociant en drogueries, avenue de l'Opéra, 43.
Dubonnet (Ve), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.
Dubourguet, boul. Magenta, 33 bis.
Dubuffe (E.), avenue de Villers, 43.
Ducher, rue de Richelieu, 42.
Duchesne-Fournet, à Lisieux.
Ducholet (M^{re}), présidente de l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes, rue de Rivoli, 70.
Ducray-Chevallier (M^{re}), opticien, p. du Pont-Neuf, 15.
Dulac, ing. des arts et manufactures, rue du Château-d'Eau, 53.
Dumas (M^{re}), rue Saint-Dominique, 3.
Dumas (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.
Dumas-Gardeux, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 47.
Dumont, ad.-dir. de la Société des papeteries du Marais et Sainte-Marie au Marais par Jouy-S.-Morin (Seine-et-Marnes).
Dumont, agent général de la compagnie des mines de Béthune (Pas-de-Calais).
Duplay, professeur agrégé de la Faculté de médecine, rue de Penthhièvre, 2.
Dupont (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
Dupont et Fould, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).
Dupont et Hervé, manufacturiers, rue d'Aboukir, 6.
Dupont, fab. de chaussures, à Arpajon (Seine-et-Oise).
Dupuich, fabricant de sucre à Vis-en-Artois (Pas-de-Calais).
Durassier (Léon), ingénieur civil des mines, secrétaire de la Société, avenue d. Wagram, 53.
Durenne, constructeur, à Courbevoie.
Duriez, filateur de lin, à Seclin (Nord).

Dutfoy (G.), avenue Montaigne, 85.
Dutfoy (Henri) avenue Montaigne, 85.
Duval-Arnould (Louis), avocat à la cour d'appel, rue de Rennes, 95.
Duvergier (M^{re} Ve), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
Du Vergier (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue de Turénne, 50.
Duviard, avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 19.
Ecole Centrale des Arts et Manufactures, rue Mongolfier, 4.
Ecole des Arts et Métiers d'Aix.
Ecole des Arts et Métiers d'Angers.
Ecole des Arts et Métiers de Châlons.
Ecole supérieure des Mines, boulevard Saint-Michel, 60.
Ecole des Mineurs de St-Etienne.
Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais.
Ecole des Ponts et Chaussées, rue des Saints-Pères, 28.
Ecole d'Horlogerie de Cluses.
Ecole Normale supérieure, à Paris, rue d'Ulm, 43.
Elèves du pensionnat des frères de Passy, rue Basse, à Passy.
Engel (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
Engel (Gustave), manufact., à Mulhouse.
Engel (Eugène), ingénieur, à Dornach (Alsace).
Engel (Michel), relieur, rue du Cherche-Midi, 94.
Engel-Gros, manufacturier, à Mulhouse.
Erlanger (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
Eschger Ghesquiere, manufacturier, à Biaches-Saint-Waast (Pas-de-Calais).
Fabre (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.
Faidhide, fabricant de soieries à Nicolas-Vernelle près Bourgoin (Sère).
Famchon (E.) Directeur de la Société des ciments français, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
Fannien (A.), manufacturier, rue de Chabrol, 32.
Fauquenbergue (J.), Scierie et tonnerie mécaniques, à Neuchâtel (Pas-de-Calais).
Fauquet-Lemaître, manufact., à Bolbec.
Faure-Baulieu, fabricant, rue de Tanager, 48 et 20 (Villette).
Favart (M^{re} Ve), rue Pierre-Charron, 43.
Favre et Braun, à Mulhouse.
Fayaud, négociant, rue Saint-Denis, 77.
Féray, filateur, rue Turbigo, 74.
Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
Féron-Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille (Indre-et-Loire).
Ferré (Armand), ingénieur, Directeur général de la Compagnie des chemins de fer de l'Etat Serbe, rue de Rome, 67.
Ferrière (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
Fiévet (Edouard), raffineur du sucre, à Sain-le-Noble arrond. de Douai (Nord).
Firmin-Didot, Directeur des papeteries à Sorel-Mosel (Eure-et-Loir).
Fiollet et Aubebert, fabricants à Saint-Omer (Pas-de-Calais).

Follot (F.), fab^t de papiers peints, boulevard biderot, 43.
Fontaine, rue de la Bienfaisance, 33.
Forges d'Eurville (Haute-Marne).
Forget, censeur du Comptoir d'Escompte, rue de Courcelles, 14.
Fouché-Lepelletier, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
Fouchet (M^{me}), rue de Berlin, 43.
Fouchet, banquier, rue du Faub.-Poissonnière, 7.
Fougasse, quai Tilsitt, 29, à Lyon.
Fould (P.), avoc, avenue d'Éna, 62.
Fourcy père, ingénieur constructeur à Corbehem (Pas-de-Calais).
Fournier, fabricant de tulles à Calais.
François négociant, rue de Paris, à Brest.
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 14.
Freté, et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 42.
Frey et C^{ie}, à Mulhouse (Alsace).
Friedel, ing. des mines, rue Michelet, 9.
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue Washington, 28.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetal (Seine-Inférieure).
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fumouze fils, rue du Faub.-St-Denis, 78.
Gabriel (Henri), découpeur à la mécanique, avenue Daumesnil, 37.
Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 145-147.
Galet, rue d'Hauteville, 38.
Gallien, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
Gandriau (fils), manufacturier, à Fontenay-le-Comte (Vendée).
Gandy (Paul), docteur en médecine, président du Patronage Saint-Joseph, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées).
Garnier (Charles) père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 15.
Garnier (Ernest) fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Gellé, parfumeur, avenue de l'Opéra, 6.
Genain fabricant, à Bailleul-sire-Berthoult (Pas-de-Calais).
Georges (Oct.), nég., à Dijon (Côte-d'Or).
Gerard père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gérardin (M^{me} V^e), propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
Gerault, négociant en papier, rue Montmorency, 10.
Gérôme, art. peintre, boul. de Clichy, 63.
Gibou, raffineur, rue de l'Argonne, 17.
Gigot (Paul), ingénieur de la Compagnie parisienne du gaz, rue du Faubourg-Poissonnière, 59.
Gillet (F.) père, à Lyon.
Gillet (F.) fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Charles-Dallerey, 5 et 7.
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.

Gindre (C.), rue du Puits-Gaillot, à Lyon.
Giot, avoué d'appel, 3, rue de Lutèce.
Giraud (Alex.) et C^{ie}, manu., à Lyon.
Giraud, président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue des Petits-Champs, 61.
Glaudel (M^{me}), fabricant, boulevard d'Argenson, 52, à Neuilly (Seine).
Glénard, fab. de filets, boulevard Bonne Nouvelle, 12.
Godchaux, éditeur, rue de la Douane, 10.
Godillot (Alexis), fab^t d'équipements militaires, rue d'Anjou, 50.
Goffinon, ancien entrepreneur de travaux publics, boulevard Magenta, 76.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
Goldschmidt (Léon), rue Murillo, 10.
Goldschmidt (F.), négociant, place Malesherbes, 15.
Gontier (Alph.), architecte, rue Saint-Lazare, 43.
Goulier (le colonel), 6, rue d'Estrées.
Goupil, éditeur de gravures, rue Chapital, 9.
Goupy (Victor), imprimeur, rue de Rennes, 71 bis.
Gourdault (M^{me}), avenue du Poirier, 3, à Saint-Mandé (Seine).
Gourdin et **Gravier**, manufacturiers, Orléans (Loiret).
Gouvy, maître de forges, à Dieulouard (Meurthe-et-Moselle).
Goy, négociant, rue d'Hauteville, 15.
Grados, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
Gravelin fils, rue Charlot, 10.
Gréard, insp. gén., direct. de l'enseign. prim. de la Seine, à la Sorbonne.
Crégory, fabricant de tulles, à Calais.
Grelault-Lécuyer, manufacturier, à Nemours (Seine-et-Marne).
Grellou, nég., rue François 1^{er}, 19.
Gremel, rentier, rue de Chézy, 15 à Neuilly, (Seine).
Gresland, filateur, place d'Aligre, 2.
Griffon (Jules), à Clairvaux-du-Jura (Jura).
Grimault, négociant, quai Jemmapes, 66.
Grosdidier, fils et gendre, maîtres de forges, à Commercy (Meuse).
Gros Roman Marozeau, à Wesseling.
Grosselin (Emile), à la Chambre des Députés.
Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 42, et à Vitry (Seine).
Gruyelle, fabricant et maire de la commune, à Hémin-Liétard (Pas-de-Calais).
Gueneau de Mussy (D^r Henri), rue du Cirque, 15.
Guény (M^{me} V^e), rue de l'Arcade, 20.
Guéret (L.), constructeur d'appareils à boissons gazeuses, boul. de la Gare, 72.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 15.
Guerlain (A.), parfumeur, r. de la Paix, 17.
Guillemin frères, orfèvres, rue des Mou-lins, 2.
Guignery (Alfred), ancien industriel, rue du Moulin-Vert, 9.
Guillout, fabricant, place du Théâtre-Français, 5.
Guilloux, fabricant de bâches, rue Montmartre, 131.

Guimet (Emile), fabricant, place de la Miséricorde, 4, à Lyon.
Guinet, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
Guizot (Guillaume), rue Monceau, 42.
Guy, négociant, quai de Valmy, 29.
Guy, fondeur, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
Guy (F.), directeur de l'Ecole typographique des pupilles de la Seine, à Alençon (Orne).
Guyot (M^{lle} Louise), brunisseuse, rue du Pont-aux-Choux, 22.
Haas, fabricant de chapellerie, rue du Temple, 71.
Hachette et C^{ie}, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
Hadamard (David), r. de Châteaudun, 53.
Hadengue (Emile) fils, fabricant d'équipements militaires, à Béthune (Pas-de-Calais).
Hallopeau (Alfred), professeur à l'école centrale, boulevard Magenta, 124.
Halphen (G.), rue Blanche, 2.
Halphen (J.), négociant, rue Drouot, 48.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 28.
Haguelon, négociant, quai Bourbon, 49.
Hanicotte (Léon), distillateur, à Béthune (Pas-de-Calais).
Haret, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 44.
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
Hartog (J.), manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
Hayem père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
Hecht (Myril), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hecht (Albert), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hecht (Henri), négociant, rue de la Victoire, 60.
Heilbronn (J.), négociant, r. de Messine, 30.
Heillmann-Ducommun et Steinlen, à Mulhouse (Alsace).
Heilmann frères, à Mulhouse.
Helbronner (Maurice), négociant, rue d'Offemont, 24.
Hellot (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
Heine, maître verrier, à Rougemont, par Cloyes (Eure-et-Loir).
Hélie (Faustin), juge au tribunal civil de la Seine, rue Duban, 48.
Hémonel E.), emballleur, r. St-Denis, 210.
Henrivaux directeur de la manufacture de Saint-Gobain (Aisne).
Henry-Lepaute, horloger, r. Lafayette, 6.
Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire, 17, rue Fortuny.
Heredia (de), député, boulevard de Courcelles, 177.
Hérissey, imprimeur, à Evreux.
Hermann, négociant, rue Miroménil, 81.
Hersent, entrepreneur de travaux publics, rue de Londres, 60.
Hertemathe, archit., boul. St-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), r. St-Dominique, 3.
Herzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Heuzé, Gouvy et Leroux, gérants de la société linière du Finistère, à Landerneau (Finistère).
Hié, fabricant de toiles, à Bailloul (Nord).
Hiléard, fab. de fleurs, cité Vanneau, 6.

Horevitze, rue Washington, 31.
Houette et Butler, fabricants de tulle, à Calais.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), rue Amelot, 64.
Hubner (Albert), manufacturier, rue de Téhéran, 9.
Huet, inspecteur général des ponts et chaussées, boul. Raspail, 42.
Hugot (Arthur), fabricant de sucre, à Lens (Pas-de-Calais).
Huques parfumeur, à Grasse.
Hulot, place Vendôme, 26.
Humann, avocat à la Cour de Paris, rue Thouin, 42.
Humbert, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
Hutchinson, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
Jacquemart, inspecteur général de l'enseignement technique, boulevard Saint-Michel, 145.
Jamme, à Mazamet (Tarn).
Jennin (M^{me} Phil.), rue de Provence, 49.
Javey, négociant, rue Saint-Denis, 224.
Jay (Raoul), rue Villars, à Grenoble.
Jeannin (Jules), entrepreneur de menuiserie d'art, rue de Grenelle, 64.
Jenny et C^{ie}, filateurs à la Chapelle (Aisne).
Jessé, arbitre de commerce, rue Vignon, 5.
Joaquin Salgueiro d'Almeda, Dr à Lisbonne (Portugal).
Joannès, propriétaire, rue de Rome, 46.
John Middleton, fabricant de tulle, à Calais.
John West, fabricant de tulle, à Calais.
Jolibois, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue du Louvre, 21.
Jolly, orfèvre, rue Rollin, 13.
Joly (Pierre-César), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly (Pierre-Théophile), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly frères et C^{ie}, Saint-Quentin (Aisne).
Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, 6, rue Garancière.
Jouanny, Faubourg-du-Temple, 70.
Jourdain, propriétaire, boul. Malesherbes, 84.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue de Florence, 2.
Juillard et Mégnin, à Mulhouse.
Julien (le général), à Epinay (Seine).
Kahn (J.), négociant, rue Drouot, 7.
Kientzy (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Kingsbourg directeur de l'usine du Marais, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Klotz (Victor), professeur, boulevard de Strasbourg, 37.
Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (Rodolphe), manufacturier, chez M. Dollfus-Mieg, rue Saint-Fiacre, 9.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin frères, négoc., à Mulhouse.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), rue Pierre-Charron, 14.
Krantz (Camille), maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue de Turin, 24.

Kullmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse.

Kusel, négociant, rue de l'Isly, 5.

Labarthe (M^{me}), rue de Tournon, 2.

Lacan (Gustave), chef du secrétariat général du chemin de fer du Nord, rue de Provence, 43.

Lacan (M^{me}), rue de Provence, 43.

Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.

Lacour (J.-B.), appréteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).

Lacroix, filleur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimar (Drôme).

Lafèche (Jules), fabricant de tissus élastiques, boulevard Sébastopol, 48.

Lagoutte (J.), ancien maître de forges, rue de Lille, 72.

Lalance (Auguste), rue de Prony, 29.

Lafigant, fabricant de papier, à Maresquel, par Beaurainville (Pas-de-Calais).

Lallemant, boulevard Haussmann, 110.

Lambry, fabricant de sucre, à Louzels-Duisans (Pas-de-Calais).

Lambert, fabricant de sucre, à Toury (Eure-et-Loir).

Lamé Fleury, ing. en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Verneuil, 62.

Lamourette et Leroux frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).

Landon, négociant, rue Montorgueil, 67.

Lang (Emmanuel) fils, filateur, à Nancy.

Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schiestadt (Bas-Rhin).

Landier, directeur de la cristallerie de Sèvres, au Bas-Meudon (Seine-et-Oise).

Langenhagen (de), fabricant et juge au Tribunal de Commerce, à Nancy.

Langénieux (Mgr), archevêque de Reims (Marne).

Langlois, rentier, rue du Rocher, 23.

Laniel (Eugène), manufacturier, à Vimoutiers (Orne).

Lannes (J.-L.), manufacturier, à Agen (Lot-et-Garonne).

Lanthonne et Lecocq, distillateurs, à Ablain-Saint-Nazaire (Pas-de-Calais).

Lantz (Lazare), à Mulhouse.

Laporte, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Paris.

Larcher, f^{nt}, à Annay (Pas-de-Calais).

Laroche imprimeur, à Arras (Pas-de-Cal).

La Roche-Joubert, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.

Larrey (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, rue de Lille, 91.

Lassource, fabricant, à Mazamet.

Lattès (Eugène), ingénieur, conseil de la Banque de Paris, rue d'Antin, 5.

Laumonier, manuf., à Flers (Orne).

Laurin, fabricant de faïences, à Bourgl-Reine (Seine).

Laval (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.

Laveissière (E.), rue de la Verrerie, 58.

Lavenne (Oscar), directeur des mines de Courcelles, à Courcelles-lez-Sens (Pas-de-Calais).

Lavollée, ancien préfet, rue de Passy, 78.

Lebas (Jules), fabricant de tulles, à Calais.

Lebaudy, raffineur de sucre, rue de Fladpre, 23.

Le Bel, architecte, route du Pont-de-Montessin, près la gare du Pecq, au Vésinet (Seine-et-Oise).

Leblan frères, filateurs à Lille (Nord).

Leblanc (J.) boul. de Strasbourg, 65.

Le Bris (M^{me}), rue de Monceau, 95.

Leclert (C.), notaire, à Charenton.

Leclert (M^{me}), b. Malesherbes, 37.

Lecler, négociant, passage des Petites-Ecuries, 5.

Leclert, n^e en bois, rue Michel-Ange, 34.

Lecocq frères, fabricants de sucre, à Annay (Pas-de-Calais).

Le Coustellier (C.), manufacturier, à Abbeville (Somme).

Lederlin, directeur de la blanchisserie et teinturerie de Thaon (Vosges).

Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.

Lefébure (Léon), ancien sous-secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, av. Marceau, 36.

Lefebvre (Th.) et C^{ie}, rue de Bouai, 105, à Lille.

Lefebvre-Ducatteau, man., à Roubaix.

Lefèvre (Emile), (C^{ie} hydroléine), à Tourcoing (Nord).

Lefèvre, fab. de vernis, r. de la Cerisaie, 13.

Lefranc, fab. de coul., r. de Turenne, 61.

Legendre, négociant, b. Malesherbes, 133.

Legouez (M^{me}), boulev. de Versailles, 17, Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

Legouvé, de l'Académie française, rue Saint-Marc, 14.

Legrand (A.), av. des Champs-Élysées, 37.

Legrand (les fils de Th.), filateurs, à Fourmies (Nord).

Lehideux, banquier, rue Drouot, 3.

Lelogeais, nég., port de Bercy, 12.

Lemaigre, tapissier, 14, rue de Birague.

Lemaire, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.

Lemaire-Seveste, manufacturier à Pussay (Seine-et-Oise).

Lemaistre-Pavotte et fils, manufacturiers, à Bolbec.

Lemaître (Léon), manufacturier, à Bolbec.

Lemaître, rue du Bac, 36.

Lemarchand, manufacturier, à Rouen.

Lemarchal (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.

Lemarchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.

Lemoine (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 17.

Lepreux, fabricant de plumes métalliques, à Boulogne-sur-Mer (P.-de-Calais).

Leroux (Emile), ingénieur civil, rue Cambon, 46.

Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de céruse, r. Bourg-Tibourg, 16.

Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Château-Landon, 11.

Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 111.

Levaigreur (F.), rue Tailbout, 80.

Levaigreur (M^{me} F.), rue Tailbout, 80.

Liebig (M^{me} la b^{ne}), à Reichenberg (Bohême-Autriche).

Loewenstein, nég., r. de Courcelles, 45.

Loizillon (M^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Motte-Piquet, 17.

Lombart, fabricant de chocolat, avenue de Choisy, 75.

Loreau (A.), rue d'Anjou, 10.

Louche-Pélessier, fabricant de carton, à Yizille (Isère).

Loulche-Desfontaines, avocat à la Cour d'appel, rue Washington, 31.

Luc, tanneur-corroyeur, à Nancy.

Lucas (Charles), architecte, président de la XVII^e Commission locale, boulevard de Denain, 8.

Luglien-Leroy, manufacturier, à Boubers par Frévent (Pas-de-Calais).

Lung fr., à Moussey, pr. Sénones (Vosges).

Lycée Charlemagne.

Lycée Condorcet.

Lycée Henri IV.

Lycée Louis-le-Grand.

Lycée Saint-Louis.

Macé (Jean), pension du petit château de Monthier par Neuilly-St-Fronts, (Aisne).

Magnier, négociant, rue d'Uzès, 9.

Majesté, imprimeur, à Châteauroux (Indre).

Maillard, ancien négociant, r. de Siam, 18.

Maistre, manufact., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).

Mahler (Pierre), inspecteur civil des Mines, rue Saint-Honoré, 372.

Mallet (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.

Mallet, négociant, boul. de la Villette, 54.

Mallet-Bachelier, anc. imp.-lib., rue de Médecis, 17.

Malliavin, fabricant de velours, à Mareuil par Arras (Pas-de-Calais).

Mame père, imprimeur, à Tours.

Mame fils, imprimeur, à Tours.

Mansais (Jules), référendaire au sceau de France, rue Fortuny, 16.

Manuel frères, filateurs, à Tonlouse.

Marbeau, conseiller d'Etat, rue de Londres, 27.

Marestaing de Mauran (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.

Margueritte, chim., Faub.-St-Honoré, 203.

Mariolle-Pinguet, maire de Saint-Quentin à Saint-Quentin (Aisne).

Marjolin Dr, chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaplat, 46.

Marjolin (Georges), 1, rue de la Paix.

Marochetti (M.), rue Tronchet, 8.

Marochetti (M^{me} V^e), rue Tronchet, 8.

Marquet, négociant, rue Vieille-du-Temple, 45.

Marteau, ingénieur civil, r. de Lanery, 54.

Marti (Pierre), horloger, à Montbéliard (Doubs).

Martin, fabricant, à Tarare (Rhône).

Martin, rue Solaine, 56.

Martin (Emile), distillateur, à Vaulx-Vrancourt (Pas-de-Calais).

Martin (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue Bastiat, 3.

Martin-Baron, ancien négociant, rue de Constantinople, 8.

Martinet, imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.

Masquelier fils, au Havre.

Massignon (M^{me}), cite de Londres, 2.

Masson (Georges), libraire-éditeur, boul. Saint-Germain, 120.

Mataja (Victor), private docent à l'université, Vienne (Autriche).

Mathieu, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las-Cases, 26.

Mathieu, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, rue Meslay, 10.

Maunoury, Wolff et C^o, fab. de papiers, rue Saint-Martin, 110.

Maurice (M^{re}), rue Daubigny, 10.

Maxton (Robert), fabricant de tulles, à Calais.

May (Ernest), secrét. gén. banque Franco-Egyptienne, rue Saint-Georges, 3.

Mayniel, ancien auditeur au Conseil d'Etat, rue des Ecuries-d'Artois, 20.

Mazade (A. de), manufacturier, boulevard Sébastopol, 107.

Mazaroz-Riballier, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 94.

Meignan, pr^e, avenue des Champs-Élysées, 93.

Melouzey, professeur d'histoire au lycée Fontanes, rue Clapeyron, 18.

Ménage, rue Port-Mahon, 6.

Ménier, manufacturier, rue de Château-dun, 56.

Méquillet, Noblot et C^o, à Héricourt (Haute-Saône).

Mercier, directeur de la Société d'Ourscamps, par Carlepont (Oise).

Mérice, président de la XXI^e commission locale, passage du Trône, 3.

Merlin, lapissier, rue Godot-de-Mauroy, 34.

Merner de Mérode, rue de Varenne, 55.

Meunie (F.), rue de Turin, 24.

Meuriot (André), docteur-médecin, rue Bérton, 17.

Meys, syndic, boulevard Magenta, 59.

Michal-Lardichère, fabricant de soieries, à Saint-Geoire (Isère).

Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.

Mieg (Ch.) et C^o, à Mulhouse.

Millescamps (Gustave), r. Lamennais, 10.

Millet, ingénieur, directeur des forges de Persau (Seine-et-Oise).

Milliot, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.

Ministre de l'instruction publique.

Ministre du commerce et de l'industrie.

Ministre de l'intérieur.

Mines de Marles (Les), (Pas-de-Calais).

Mines de Bruay (Les), (Pas-de-Calais).

Mirault (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière.

Moisset-Foye, tapis et literie, rue des Petits-Champs, 63.

Mollet-Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.

Mondollot, fabricant d'appareils gazogènes, rue du Château-d'Eau, 72.

Monot, maître-verrier, à Pantin (Seine).

Montbrun (M. de), au château de St-Augustin, par Théroutanne (Pas-de-Calais).

Moreau (M^{re} A.), rue de Monceau, 7.

Moreau-Chaslons (Georges), r. Prony, 26.

Morel-Motsch, à Cernay.

Morhange, robes, rue du Helder, 5.

Morin, fabricant de draps, à Dieulefit (Drôme).

Motel, propriétaire, 6, r. du Foin (Marais).
Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
Mourceau, fabricant, rue Vignon, 16.
Moutier (Paul), serrurier, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
Mousset-Grison, labr., Faubourg-Saint-Antoine, 2.
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.
Mullié frères, fab. de tulles, à Calais.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.

Nadeau (M^{me}), rue de Fleurus, à Lille.
Nast (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Lafayette, 62.
Nattan (G.), bijoutier, rue Grétry, 5.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Neau (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, boul. Voltaire, 42.
Neyme, négociant, à Nordansques par le Recousse (Pas-de-Calais).
Noël (Ch.), banquier, Faubourg-Poissonnière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.
Norberg (J.), maison Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
Normand (Jacques), avocat, rue Rembrandt, 2.
Noyon, ameublements, à Cherbourg.
Nusse, avocat à la Cour d'appel, boulevard Saint-Michel, 52, *vice-président de la Société*.
Nusse (M^{me} ve), rue du Foin, 6 (au Marais).

Oberndoerffer (Hugo), banquier, avenue de Messine, 30.
Oberthur, imprimeur, à Rennés.
Odier, orf^{re}, rue Basse-du-Rempart, 72.
Olivier (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, place Vintimille, 3.
Origet (M.), et **Destreicher**, négociant, rue du Conservatoire, 10.
Oriolle fils et **Rochard**, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 12, à Angers.
Orville, anc. magistrat, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 5.
Ouvriers (les) de la maison Christoffe et C^{ie}, rue de Bondy, 56.
Ouvré, manufacturier, à Souppes (Seine-et-Marne).

Pacon (Victor), négociant, passage Saulnier, 3.
Pagniou (F.), publiciste, rue de Rivoli, 208.
Papeteries du pont de Claix, rue Mazarine, 60.
Parfoury, marbrier, rue Saint-Sabin, 62.
Paris (Ch.), maître-verrier, au Bourget.
Pariset, fab. de coutellerie, r. de la Paix, 24.
Pasquier, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).
Patiny (E.), filateur, à Cramoisy, par Creil (Oise).

Péchiney, fabricant de produits chimiques, à Salindres par Alais (Gard).
Pelpel, nég., rue de Rivoli, 156.
Peltreau (M^{me}), à Château-Renault.
Pereire (G.), Faub.-Saint-Honore, 35.
Périn (Jules), avocat à la Cour de Paris, *secrétaire honoraire de la Société de protection*, rue des Ecoles, 8.
Perrin (le Dr E.-R.), secrét. de la Com. des logements insalubres, r. de Saintonge, 66.
Péru frères, entrepreneurs, à Corbehem (Pas-de-Calais).
Pestel (Augustin), rue d'Aguesseau, 11.
Petibon, rentier, rue de l'Eglise, 13, à Boulogne (Seine).
Petit (Francis), expert en tableaux, rue Godot-de-Mauroy, 12.
Petit (Léon), juge suppléant, conseiller d'arrondissement, à Evreux (Eure).
Petit-Rossignol, instit., à Troyes (Aube).
Pétry, mécanicien-horloger, à Montbard (Côte-d'Or).
V^e Philippe, présidente de la 38^e Commission locale, rue Cart, 6, à Saint-Mandé (Seine).
Piat, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
Picot, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 54.
Pierret, rue Ancelle, 6, à Neuilly (Seine).
Pillivuyt (Louis), fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
Pilter, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.
Pinet, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis, 44.
Pinet, fabricant de tulles, à Calais.
Pitet, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
Piver (AL.), rue Chalgrin, 12.
Plassiard, à Nancy.
Plichon, fr en fer, rue du Chemin-Vert, 107.
Plon fils, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
Poan de Sapincourt, ingénieur, rue Jeanne-d'Arc, 3, à Rouen (Seine-Inf.).
Pochebonne, fabricant à Hermes (Pas-de-Calais).
Poirot, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.
Poirrier, manufacturier, rue Lafayette 105.
Pombas, constr-mécanicien, à Reims.
Pommairac, directeur des mines de Ferfay, à Auchel (Pas-de-Calais).
Ponche (Narcisse), filateur, à Amiens (Somme).
Porcher, directeur de l'Ecole Turgot, rue de Turbigo, 69.
Porion, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).
Portier, C^{ie} des mines de Courrières, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais).
Pottier-Martin, scierie mécanique, à Lillers (Pas-de-Calais).
Poure O'Kelly, manufacturiers, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
Poron fils et **Mortier** frères, manufacturiers, à Troyes.
Poulain (Paul), rue Payenne, 44.
Poulet (Charles), fabricant de tissus de crin, rue de Turenne, 130.
Poussielgue-Rusand, fab. de bronzes, rue Cassette, 5.

Président (le) du Comité de patronage du XVII^e arrondissement.

Prevet, manufacturier, à Meaux (Seine-et-Marne).

Provins (M^{me} V^e) et fils, fabricants de sucre, à Bapaume (Pas-de-Calais).

Pruvost fils, filateur de coton à Lapugnoy (Pas-de-Calais).

Quenay (Edouard), avenue du Bois-de-Boulogne, 40.

Raingo (V.), rue de Prony, 40.

Rallet (A.), propriétaire, à Grenoble.

Ramoussset, architecte, rue d'Obligado, 9.

Ranchon (Georges), architecte, rue du Faulbourg-Poissonnière, 127.

Ratisbonne (E.), rue d'Angoulême, 52.

Raynaud, parfum., r. Saint-Honoré, 207.

Reber (J.-G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).

Rebblaub, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers, 4 bis.

Redgrave, chief inspector, home department, Whitehall, London.

Redouly et C^e, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclair), rue Saint-Georges, 14.

Regnier (J.), rue Logelbach, 3.

Regnier sœurs, couturières, rue de Vaugirard, 60.

Remaury (H.), ingénieur civil des mines, rue Saint-Lazare, 81.

Rembert, fabricant de tulles, à Calais.

Remy, filateur, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Renard, entrepreneur de travaux, rue de l'Université, 179.

Renault (Léon), sénateur, *secrétaire général de la Société*, rue Murillo, 8.

Renouard, avenue Bugeaud, 48.

Renty (C. de), directeur de la faïencerie de Creil (Oise).

Reynoid (E.), commissionnaire en marchandises, rue de la Victoire, 63.

Revolier, fabricant de faulx, à Renage près Rives (Isère).

Rhens et C^e, parfumeurs, boulevard des Italiens, 29.

Rhodé, nég., en soies, r. Saint-Lazare, 93.

Riché (Léon), nég., rue de Belzunce, 48.

Richelbois, propriétaire, rue Chalgrin, 42.

Ridoux, administrateur de la Société des mines de Flechinelle (Pas-de-Calais).

Richou, ingénieur civil, av. A. 5.

Riéder (Aimé), à Strasbourg.

Rime et Renard, fabricants de couvertures, à Orléans.

Riottot (Jules) fils, négociant, passage Saulnier, 3.

Riquier (Ernest), manufacturier, à Fresneville, par Valines (Somme).

Rivière, fabricant de bretelles, rue Grammont, 29, à Rouen (Seine-Infér.).

Robert (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vic), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*, rue de la Banque, 45.

Robert West, fabricant de tulles, à Calais.

Robin (D'Albert), rue de St-Petersbourg, 4.

Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue Madame, 70.

Roche (P^l), avocat près le Trib. civil, rue Sainte-Anne, 40.

Roche (Isidore), ingénieur civil, *trésorier de la Société*, rue de Strasbourg, 17.

Rocour (Georges), ingénieur des mines, à Liège (Belgique).

Rodanet, président du la Chambre syndicale de l'horlogerie, rue Vivienne, 36.

Rollin, directeur de la C^e d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.

Rollin (M^{me}), brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.

Rondelet, chasublier, r. Madame, 44.

Roret, libraire, rue Hautefeuille, 12.

Rose, dir^r des ventes de Baccarat, rue Paradis, 30 bis.

Rostaing (Léon), manufacturier, à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche).

Rothschild (A. de), rue St-Florentin 29.

Rothschild (Gustave de), rue Laflitte, 23.

Roussel (M^{me}), boul. Haussmann, 135.

Roussel, fabricant de chaussures, à Blois.

Roussel, rue Visconti, 43.

Rouvenat et Despres, fabricants de joaillerie, rue d'Hauteville, 62.

Rouvière-Houlès, propriétaire, à Mazamet (Tarn).

Roy (Gust.), nég., avenue Hoche, 1 bis.

Royaux fils, manufacturier, à Le Fores, (Pas-de-Calais).

Saguiet, fabricant de sucre, à le Transloy (Pas-de-Calais).

Sahler (L.), filat^r, à Audincourt (Doubs).

Saint (Charles), manufacturier, rue du Pont-Neuf, 4.

Saint frères, manufacturiers, à Flixecourt (Somme).

Saint-Phal (de), directeur des usines de Mazières, à Bourges (Cher).

Sakakini (J.), rue Boissy-d'Anglas, 43.

Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 39.

Salle (Julien-Hippolyte), banquier (*Caisse commerciale*), à Saint-Denis (Seine).

Salmon, maître de forges, à Abainville (Meuse).

Sarrail (A.), président du Conseil des prud'hommes, à Bordeaux.

Sartiaux (Romain), usine métallurgique à Hélin-Liéard (Pas-de-Calais).

Sauvage, ingénieur des mines, 4, rue Chaptal.

Sauvageot et C^e, marchands verriers, rue du Faub.-Poissonnière, 54.

Savard, fabt-bijoutier, rue St-Gilles, 22.

Savart, fabricant de chaussures, rue Rubeus, 5.

Say (Léon), sénateur, *président de la Société*, rue Fresnel, 21.

Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.

Schaeffer, industriel, boulevard Haussmann, 488.

Schloss (W^{me}), avenue de Messine, 30.

Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.

Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).

Schlumberger, Steiner et C^e, à Mulhouse.

Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 123.

Schneider et Cie, au Creusot.

Schryver (Isidore), industriel, à Hautmont (Nord).

Schwartz et C^e, à Mulhouse.
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Enghien, 6.
Scott (Charles-Newton), r. de l'Arcade 22.
Seydoux, fab^l., rue de l'Université, 39.
Sibén (M^{lle}), rue Truffaut, 35.
Sièber, régent de la Banque de France, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), député, Rond-Point des Champs-Élysées, 6.
Signol, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 83.
Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 10.
Sirot, maître de forges, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).
Six (Charles), filateur de laine, rue du Château, 62, à Tourcoing.
Smith, directeur de la fabrique de caoutchouc et appareils télégraphiques, à Persan-Beaumont (Seine-et-Oise).
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 24.
Société anonyme des anciens établissements Cail, quai de Grenelle, 15.
Société des Ingénieurs civils, cité Rougemont, 10.
Société de secours mutuels de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 41.
Société alsacienne de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Société industrielle de Reims.
Société de patronage du 17^e arrondissement, Paris.
Société houillère de Lievin (P.-de-Cal.).
Société anonyme de constructions en fer de Saint-Sauveur, à Arras.
Société de patronage de Chaumont (Haute-Marne).
Société anonyme des forges et aciéries du Nord et de l'Est, à Valenciennes.
Somasco (Ch.), ing. civil, à Creil (Oise).
Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 143.
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sriber (Alphonse), président de la Chambre syndicale du caoutchouc, boulevard Saint-Germain, 122.
Spriet (G.), fondeur à Lens (P.-de-Calais).
Stein (A.), fab. de fils métalliques, à Belfort (Haute-Saône).
Steinbach (Georges), à Mulhouse.
Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
Stoclin (J.-B.), fabricant de sucre, à S^{te} Marie Kerque, par Audruicq (P.-de-Cal.).
Strohl (Aug.), à Bâle (Suisse).
Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
Sydenham (V), filat., à Boullens (Somme).
Tabarin (M^{me}), boulevard Bourdon, 9.
Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
Tailbouis, propriétaire, Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
Taneur, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
Teisserenc de Bort, avenue Marceau, 80.
Teissonnière, rue des Pyramides, 27.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez par Villequier-Aumont (Aisne).
Tessier (F.), nég., r. du Port-de-Bercy, 12.
Teste, fabr. d'éping., à Lyon-Vaise (Rhône).
Tétard, Lainé et C^e, fabricants de tapis, à Beauvais (Oise).

Thénard (baron Arnoul), p. St-Sulpice, 6.
Thénard (M^{me} Henri), rue de Sèvres, 47.
Thézaud, commissionnaire, à Elbeuf (Seine-inférieure).
Thiébauld (V.), fond., rue Guersant, 32.
Thiéble, fabricant de pièces d'horlogerie, à Ruyaulcourt par Bertincourt (P.-de-C.).
Thierry, serrurier, boulevard Ney, 131.
Thierry-Mieg et C^e, à Mulhouse.
Thiriez (père et fils), filateurs, à Lille.
Thirion (A.), fabricant de tulles, à Calais.
Thiry, ingénieur, directeur de la Société des mines de Meurchin, à Bauvin (Nord).
Thomas, banquier, r. Boissy-d'Anglas, 6.
Thomas (Ernest), docteur en médecine, rue d'Argenteuil, 5.
Thomas (Isidore), fabricant de papiers peints, rue de Reuilly, 23.
Thuot (M^e), rue du Roi-Doré, 6.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
Tixier, rue de Reuilly, 73.
Tollu, notaire, rue Saint-Lazare, 70.
Topham aînés, fabricants de tulles, à Calais.
Tournier, Gluch et C^e, à Mulhouse (Al.).
Tournier (F.), avocat à la Cour de Paris, rue d'Alençon, 4.
Trapp, manufacturier, à Mulhouse.
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.
Tresca (Alfred), ing. civil, 57, r. Turbigo.
Trille (P.), rue Monsieur-le-Prince, 44.
Trille (E.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
Trottier (Jules), maître de forges, à Hennebont (Morbihan).
Troty-Latouche, manufacturier, à Rueil (Seine-et-Oise).
Turner (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
Turney, nég., rue Jacques-Lepaire, à Lagny (Seine-et-Marne).
Vacquerel, fabric. de papiers, rue Réaumur, 41.
Vaissier (J.) et C^e, fabricants de papier, à Fréteval par Morée (Loir-et-Cher).
Valdampierre, fabricant de cartonage (fantaisie), boulevard Magenta, 36.
Vancœuwenberghé, Seys (E.), **Snowden et C^e**, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).
Vandendorpel, fab. de papiers dorés, rue du Temple, 476.
Van Grutten, maire de la ville de Saint-Pierre-lez-Calais (Pas-de-Calais).
Varennes (M^{re} de), avenue des Champs-Élysées, 47.
Varin-Bernier, banquier, à Bar-le-Duc (Meuse).
Vatin, rue Joffroy, 58.
Vatry (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 402.
Vaucher (E.), à Mulhouse.
Vaury, négociant, rue Marengo, 6.
Vautier (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
Vée (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
Vermeesch (M^{me} V^e), fabricant à Arques, près Saint-Omer (Pas-de-Calais).
Vernay (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, à Ablon (Seine-et-Oise).
Vernes, pasteur, rue des Batignolles, 7.

Verstraete (Emile), référendaire au Sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.

Vidal (E.), filateur, à Mazamet.

Vieillemand, imprimeur, rue de la Glacière, 16.

Villard et Weill, fabricants de jouets d'enfants, à Lunéville (Meurthe-et-Mos.).

Vilmorin (H.), boul. Saint-Germain, 149.

Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.

Vinot, Directeur du Patronage des apprentis de Grenelle, rue Lourmel, 29.

Viol, rue de Cléry, 25.

Vivier, directeur de l'Ecole professionnelle des tailleurs, rue Sainte-Anne, 63.

Voisin (A.), directeur des mines de Dourges, à Hémin-Liétard (P.-de-Calais).

Vuillemin, Direct. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).

Vulliamy (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).

Waddington, manufacturier, à Saint-Remy-sur-Avre (Eure-et-Loir).

Wallaert frères, filateurs, à Lille.

Wallerand, teinturier, à Cambrai.

Wapler (C.), rue Louis-le-Grand, 7.

Weber, administrateur de la tannerie de la Providence, à Coulommiers (S.-et-M.)

Weens, employé de commerce, rue de Paris, 40, à Vincennes.

Weill, relieur, 5, rue Christine.

Wickham (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.

Wiener (René), papetier, rue des Dominicains, 53, à Nancy.

Wild et fils, fab. de chapeaux, à Nancy.

William Booth, président de la Children's Aid Society (New-York).

Worms (M^{me}), boul. Haussmann, 45.

Yates et C^o, fabricants de tulles, à Calais.

Zegut, à Tusey, près Vaucouleurs.

Zeyer, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.

Zuber (E.), à l'Ile-Napoléon, près Mulhouse.

Zuber (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868)

Paris, 44, rue de Rennes.

10^{ME} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

PROGRAMME DES PRIX

A DÉCERNER EN 1890

EXERCICE 1888-1890 (1).

LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES récompense, en séance solennelle, les personnes qui, par leur sollicitude pour les apprentis, l'ont aidée dans son œuvre, les contremaîtres et les contremaîtresses qui ont prodigué leurs soins aux enfants dont ils étaient chargés, enfin les apprentis qui se sont fait remarquer par une conduite et une moralité irréprochables.

Elle décerne :

- 1° Des mentions spéciales de reconnaissance ;**
 - 2° Des médailles de vermeil, d'argent ou de bronze ;**
 - 3° Des primes en argent et des livrets de Caisse d'épargne.**
-

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* : la 1^{re} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 27 octobre 1867 (t. I, p. 271-313) ; les *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868 (t. II, p. 319-345) et du 21 juin 1870 (t. IV, p. 10-33) ; la 2^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 5 juillet 1874 (t. VII, p. 357-410) ; la 3^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 30 avril 1876 (t. IX, p. 229-284) ; les *recompenses aux agents de l'autorité pour surveillance* (t. X, p. 9) ; la 4^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 28 juillet 1878 (t. XI, p. 401) ; la 5^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 4 juillet 1880 (t. XIII, p. 229) ; la 6^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 30 juillet 1882 (t. XV, p. 185) ; la 7^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 29 juin 1884 (t. XVII, p. 245) ; la 8^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE du 4 juillet 1886 (t. XIX, p. 163) ; la 9^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, du 1^{er} juillet 1888 (t. XXI, p. 241).

Les différents lauréats sont groupés dans l'ordre suivant :

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

OEuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles. Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

1^{re} Catégorie : — comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.

2^e Catégorie : — comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.

3^e Catégorie : — comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.

4^e Catégorie. — comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux Industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.

III. — CONTREMAITRES OU CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER.

(*Pièces à produire pour les candidats : — 1° un certificat de bonnes vie et mœurs émané de l'Autorité administrative ; 2° une proposition exposant les mérites du candidat et le nombre d'années de service, adressés à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.*)

IV. — APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

DES LIVRETS DE DIVERSES VALEURS ET DES MÉDAILLES OU MENTIONS SERONT DÉCERNÉS :

1° A des apprentis qui, présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Écoles professionnelles, Industriels. se seront fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante ;

2° A d'anciens apprentis devenus ouvriers qui seront restés dans la maison où ils ont accompli leur apprentissage.

(*Pièces à produire : — une proposition exposant les mérites du candidat, nom, prénoms, âge, années de service, etc., adressée à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.*)

PRIX SPÉCIAUX

DECERNÉS PAR LES COMITÉS-ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus dans l'ordre judiciaire, à la cause des apprentis et enfants employés dans les manufactures. (Défense des intérêts des enfants victimes d'accidents devant les tribunaux, etc.)

2. — PRIX DE L'**Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.**

Une médaille d'honneur à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

3. — PRIX DU **Comité des Accidents de fabrique.**

PRIX N° 1. — *Une médaille de vermeil et une mention spéciale*, pour une étude complète sur les transmissions de mouvement, faite au point de vue des accidents qu'elles peuvent causer et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 2. — *Une médaille d'argent*, à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 3. — *Une médaille d'argent* sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et une mention spéciale* pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage de scies circulaires.

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent*, pour une étude sur les scies circulaires et sur les établissements, situés dans Paris, qui les emploient.

Le mémoire comprendra deux parties : 1^o partie technique : 2^o partie statistique.

PRIX N° 6. — *Une médaille d'argent*, à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par d'autres scies moins dangereuses.

PRIX N° 7. — *Une médaille en vermeil et mention*, pour toute invention ou perfectionnement ayant pour but de prévenir

les accidents dans une industrie quelconque employant des enfants.

PRIX N° 8. — *Une médaille en vermeil*, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents.

PRIX N° 9. — *Une médaille d'argent*, pour les patrons qui auront protégé et reçu dans leurs ateliers les enfants mutilés recommandés par le Comité des accidents de fabrique.

PRIX N° 10. — *Une médaille d'argent avec mention spéciale* pour tout perfectionnement important apporté aux machines agricoles, en vue de les rendre moins dangereuses.

PRIX N° 11. — *Une médaille d'argent avec mention spéciale* pour une étude sur la nature et la fréquence des accidents occasionnés par les machines agricoles.

NOTA. — Des Programmes détaillés de ces divers prix seront envoyés par le Comité des accidents de fabrique aux personnes qui en feront la demande.

4. — PRIX DE L'**Oeuvre des Institutrices de charité.**

Une médaille d'honneur sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Oeuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprentis par des *Cours d'ateliers*.

5. — PRIX DU **Comité des Bibliothèques.**

Des médailles d'argent et de bronze, avec ou sans primes en argent, seront décernées :

1° Aux ouvrages d'éducation ou d'enseignement primaire et professionnel spécialement consacrés aux Apprentis et Enfants employés dans les manufactures;

2° Aux auteurs de publications littéraires ou scientifiques faites en vue d'instruire et de moraliser les enfants des ateliers.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Le Jury des récompenses, qui sera nommé par l'Assemblée de la Société dans sa séance ordinaire du 1^{er} trimestre 1890, commencera ses travaux le 1^{er} février 1890.

Les propositions de candidats, accompagnées des pièces à produire, devront parvenir avant le 1^{er} mai 1890, au siège de la Société, rue de Rennes, n^o 44.

TOUTE PROPOSITION TARDIVE SERA CONSIDÉRÉE COMME NON AVENUE.

Le jour et le lieu de la Distribution des récompenses seront fixés ultérieurement (1).

Pour le Conseil d'administration de la Société de protection :

Le Secrétaire général,

LÉON RENAULT,
Sénateur.

Le Président,

LÉON SAY,
Député,
de l'Académie française,
Membre de l'Institut.

(1) Les membres de la Société habitant Paris recevront une lettre d'invitation.

Il en sera remis également aux sociétaires des départements qui désireraient assister à la Distribution des prix.

— L'Agence de la Société de protection tiendra des billets d'entrée à la disposition des industriels qui lui en adresseront la demande.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

PRINCIPAUX LAURÉATS

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bullet. I, p. 295).
Filles de la sagesse, à Laon; — *médaille d'argent* (XVII, 267).

Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *médaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *médaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

Aube.

Orphelinat de Saint-Martin des Vignes tenu à Troyes par les sœurs de la Providence; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Patronage d'apprentis, fondé à Troyes par M. l'abbé Tridon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Société de protection de l'enfance ouvrière, fondée à Troyes par M. Bernot; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhoof (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *médaille de bronze* (II, 334).

Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur de Marseille (M^{lle} Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'); — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon,

à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 293).

Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame, à Caen, fondé par M^{lle} de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneux; — *médaille d'argent* (I, 290).

Charente.

Orphelinat, École, Crèches d'Angoulême; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 163).

Cher.

Atelier de couture de Torteron, — sœur Maria de Saint-Vincent de Paul, directrice; — *médaille de bronze* (XXI, 271).

Colonie professionnelle de Foëcy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Dordogne.

Œuvres de la Force (II, 333).

Doubs.

Association évangélique de Montbéliard pour le patronage des enfants indigents; — *médaille d'argent* (I, 291).

Association générale de secours et patronage à Besançon; — *médaille de bronze* (XIX, 163).

Drôme.

Maison de Recoubreau (II, 332).

Orphelinat Napoléon, à Valence (I, 289).

Œuvre des Orphelins de Crest; — *médaille de bronze* (II, 334).

Eure.

Patronage d'apprentis à Évreux dirigé par M. Odieuvre; — *médaille de bronze* (XV, 211).

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *médaille d'argent* (I, 293).

Eure-et-Loir.

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *médaille de bronze* (II, 334).

Finistère.

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

Gard.

Patronage des apprentis, Conseil des Prud'hommes de Nîmes; — *médaille d'argent* (XXI, 271).

Société de patronage des jeunes gens de l'Église réformée, à Nîmes; — *médaille d'argent* (I, 292).

Gers.

Œuvre des jeunes apprenties, fondée, à Auch, par M^{lle} Debus; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles, à Auch; — *mention honorable* (I, 294).

Gironde.

Atelier chrétien de M^{lle} Sivan, à Bordeaux (II, 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *médaille d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno, à Bordeaux, dirigé par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *médaille de bronze* (II, 35).

Haute-Garonne.

Orphelinat de l'Immaculée-Conception, à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *médaille d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse (M. l'abbé Merceille, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *médaille de bronze* (II, 249).

Haute-Loire.

Atelier de lingerie des sourdes et muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Haute-Marne.

Orphelinat des filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

Société de patronage des apprentis de la ville de Chaumont, président-fondateur, M. Aubry, — secrétaire, M. Merger, avocat; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 272).

Haut-Rhin.

École israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Ceraay; — *médaille de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé; — *médaille de bronze* (II, 334).

Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes; — *médaille d'argent* (I, 291).

Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles; — *médaille d'argent* (I, 294); — *rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche à Tours; — *mention honorable* (I, 294).

Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M^{me} Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de patronage des jeunes apprentis de Grenoble; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne, par M. l'abbé Monnier (II, 331).

Patronage du Treul, fondé par M. Ron-del — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la); — *médaille d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie, supérieure des religieuses de la); — *médaille de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné, à Nantes; — *médaille d'argent* (I, 299).

Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur del'); — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan, à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix; — *médaille de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du) — *médaille de bronze* (IX, 250).

Loir-et-Cher.

École maternelle et école d'apprentis, entretenues par MM. Normant, frères, à Romorantin; — *médaille de vermeil* (XXI, 271).

Orphelinat laïque dit de l'hôpital général à Blois; — *médaille de bronze* (XIX, 164).

Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille d'argent* (XI, 430); *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 272).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims; — *mention honorable* (I, 295).

Société de Bethléem à Reims; orphelinat; — *médaille d'argent* (XV, 211).

Meurthe-et-Moselle.

École professionnelle de Nancy (M^{lles} de Metz et Gardeil, directrices de l'); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Maison d'apprentis de la ville de Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy (M. Alexandre Wehrle, vice-président de la); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus. (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président); — *médaille d'argent* (IX, 250).

Patronage des jeunes ouvriers et

apprentis de la ville de Metz (directeur: M. l'abbé Risse); — *médaille d'argent* (VII, 389).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz; — *mention honorable* (I, 295).

Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry à Futeau (I, 288).

Patronage des apprentis à Verdun. *médaille d'argent* (XIX, 164).

Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient (M. Grouhel, négociant, à Lorient, collaborateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy); — *médaille d'argent* (VII, 388).

Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus, à Lille; — *médaille d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent-de-Paul, à Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Oise.

Orphelinat du Ménil-Saint-Firmin,

dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orne.

(Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon ; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault ; — *médaille d'argent* (I, 294).

Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée-Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288 ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388). — *Rappel* (XVII, 267).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer ; — *médaille d'argent* (I, 292).

Rhône.

École gratuite du dimanche (M. Tre-voux, fondateur de l'), à Lyon ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la) ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M^{lle} Masson, directrice de l') ; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M^{me} la supérieure de l'), à Lyon ; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M^{lle} Paula Gagny ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Église réformée, à Lyon ; — *médaille d'argent* (I, 292).

Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M^{me} la sœur supérieure de) ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Savoie.

Orphelinat de Douvaine, près Genève, fondé par le R. P. Joseph ; — *médaille d'argent* (XIII, 68).

Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu ; — *médaille d'argent* (I, 289).

Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes ; — *médaille d'argent* (I, 294).

Cercle des jeunes ouvriers, à Paris (I, 289).

Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur : le R. P. Montazeau, à Paris) ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice : M^{me} Eug. Roche en religion sœur Saint-Augustin de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge) ; — *médaille d'argent* (XI, 431).

Comité de patronage de l'Église réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré. 4) ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Église évangélique de la Confession d'Augsbourg ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage du XVII^e arrondissement, à la mairie ; *mention honorable* (XIX, 165).

École professionnelle pratique de jeunes filles (directrice : M^{me} Carot née Chuard), à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Etablissement à Saint-Denis, fondé par M^{lle} Génin ; — *médaille de vermeil* (XI, 430).

Guérin et Mourra (M^{lles}), orphelinat

- de charité, 10, rue Nicolo, Passy ;
— *médaille d'argent* (XVII, 268).
- Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Angsbourg (M. Lucien Coutellier, directeur de la) ; — *médaille de bronze* (IX, 252).
- (Œuvre de jeunes apprenties, dirigée par la sœur Magniol, à la Chapelle ; — *médaille d'argent* (I, 290).
- Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Léocadie, à Paris ; — *médaille d'argent* (I, 292).
- Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Payen, à Grenelle ; — *médaille d'argent* (I, 290).
- Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292) ; — *médaille de vermeil* (IX, 253).
- Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur : P. Plainemaison, rue Lhomond, 18) ; — *médaille de bronze* (II, 334).
- Œuvre des sourdes-muettes de Bourglala-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire ; — *médaille de bronze* (II, 335).
- Œuvre du patronage de la Confession d'Angsbourg (I, 286).
- Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).
- Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M^{me} la baronne de La Doucette (I, 285).
- Œuvre générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris — *médaille d'argent* (IX, 252).
- Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue des Billettes, 16 ; — *mention honorable* (I, 295). — M^{me} la supérieure de l' ; — *mention honorable*.
- Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Pannier ; — *médaille d'argent* (I, 290) ; — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).
- Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice (directeur le P. Besserat, rue Lhomond, à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Orphelinat des arts fondé par M^{me} Marie Laurent et plusieurs autres dames artistes ; *médaille d'argent* (XV, 211).
- Orphelinat des Saints-Anges, à Paris (I, 289).
- Ouvroir de l'École d'apprentissage de couture (M^{me} la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l', rue des Boulangers, 19 ; — *médaille de bronze* (VII, 388).
- Ouvroir interne de la paroisse Saint-Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux ; — *médaille d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice : M^{me} Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul) ; — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Genève (M^{me} la sœur Vincent, directrice de l', rue Boutebrie, à Paris ; — *mention honorable* (IX, 254).
- Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel ; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur) ; — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).
- Patronage de l'Église réformée (I, 287).
- Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez) ; — *médaille d'argent* (VII, 388). — M. Vasseur, directeur ; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des apprentis et ouvriers israélites, à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).
- Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris ; — *mention honorable* (I, 245).
- Patronage et école, dirigés par les

seurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).

Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *médaille de bronze* (IX, 25.).

Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *médaille d'argent* (IV, 26).

Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *médaille d'argent* (IV, 26).

Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).

Pensionnat de jeunes filles de l'Église réformée, à Paris, rue de Reuilly, 97; — *médaille d'argent* (I, 294).

Société de patronage des enfants protestants insoumis, 7, rue de Clavel; — *médaille d'argent* (XIX, 164).

Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 293).

Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Société des amis de l'Enfance (I, 287).

Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable fondée à Paris par M. Georges Bonjean; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 211).

Société de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *médaille d'argent* (I, 294).

Société des ateliers d'avengles, 11, rue Basfroi, à Paris, fondée par M. Lavanchy Clarke; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 211).

Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Société protestante des écoles du dimanche (I, 287).

Seine-et-Marne.

Orphelinat de Mary-sur-Marne, fondé et dirigé par M^{lle} Colombes; — *médaille de bronze* (XV, 212).

Patronage et orphelinat des apprenties de Meaux, dite l'Œuvre des jeunes économes, dirigé par M^{me} Dumont; — *médaille de bronze* (XV, 212).

Seine-et-Oise.

Asile maternel de Versailles, dirigé par M^{lle} Portz; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les frères de la Doctrine chrétienne; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de l'Assomption, à Élan-court, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *médaille d'argent* (I, 294).

Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Sorot; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye. — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).

Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

Seine-Inférieure.

Œuvre des Dames de la Providence formant les apprenties pour la confection de la dentelle et de la couture à Dieppe; — *médaille d'argent* (I, 291).

La même Œuvre, à raison de son École professionnelle du Filet, de son Orphelinat, de ses Écoles et de son Dispensaire; — *médaille d'argent* (XV, 211).

Orphelinat de Crosnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *médaille d'argent* (VII, 289).

Orphelinat de Notre-Dame-des-Flots, à Dieppe, dirigé par la sœur Elisabeth, *médaille d'argent*; — (XV, 212).

Somme.

Patronage des jeunes ouvriers. di-

rigé par M. Caille, à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

Tarn.

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

Tarn-et-Garonne.

Établissement fondé par M. le marquis de Bellisens, à Monbeton (II, 333).

ÉTRANGER

Suisse.

Œuvre de la Cure d'été et des Vacances en Suisse, fondée par M^{me} Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE
POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL
DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

Ain.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

Aisne.

Compagnie des Chemins de fer du Nord, cours professionnels de Ternier; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 268).

Maillard (M.), fabricant de châles, à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Poilly de Brigode et de Fitz James, propriétaires de la verrerie de Follembray; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 165).

Sevart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

Allier.

Boigues, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon et de Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Ardèche.

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson et Montgolfier (MM.), Papeterie de Vidalon-lez-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C^{ie} (MM.), filateurs de soie, à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantévin aîné (M.), moulinage de soie, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des directeurs de la Papeterie de Vidalon, près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

Ardennes.

Mines de Blanzay (Compagnie des), I, 300).

Aube.

Poron (M.), manufacturier, à Troyes; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Thévenot père et fils (MM.), filateurs à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 243).

Bas-Rhin.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).

Bouches-du-Rhône.

Direction des écoles professionnelles publiques de la ville de Marseille; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 165).

Messageries nationales (Transports maritimes). Établissement de La Ciotat (I, 304).

Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Cher.

Chauveau (M.), directeur de forges, à Torteron; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Rivière (M.) directeur de la verrerie de Vierzon; — *médaille d'argent* (XVII, 268).

Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII 389).

Finistère.

Henzé, Gouzy et Leroux, gérants de la Société linière du Finistère, à Landerneau; — *médaille d'argent* (XIX, 166).

Gard.

Carenou et Tur (MM.), fabricants de réglisse, à Moussac; — *médaille d'argent* (XV, 213).

Compagnie des mines de la Grand'-Combe (I, 300).

Escale (M.), directeur des hauts fourneaux de Tamaris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muets de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricants de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII, 390).

Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432); *médaille de vermeil* (XXI, 273).

Haute-Loire.

Colcombet et C^{ie} (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarde (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

Haute-Vienne.

Haviland et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines, à Limoges; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Vignerie (M.), directeur de papeterie à Saint-Junien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Haut-Rhin.

Association pour prévenir les acci-

dents de machines de Mulhouse ;
— *médaille* (I, 307) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C^{ie} (MM.), à Wesserling (I, 300).

Hartmann, Schmalzer et C^{ie} (MM.),
filature de laine, à Malmerspach ;
— *médaille d'argent* (II, 36).

Kœchlin-Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse ; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse ; —
mention spéciale de reconnaissance
(II, 343).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

Hérault.

Maistre (M.), filateur, à Villeneuve
près Clermont ; — *médaille de bronze*
(IX, 256), *médaille de vermeil et*
mention spéciale de reconnaissance
(XXI, 273).

Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur, à Rennes
— *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs,
à Rennes ; — *médaille d'argent*
(VII, 390) ; — *médaille de vermeil,*
mention spéciale de reconnaissance
(XI, 432).

Indre.

Balsan et fils (MM.), fabricants de
draps, à Châteauroux ; — *médaille*
d'argent (XI, 433).

Indre-et-Loire.

De Montgolfier (M.), directeur de la
papeterie de La Haye-Descartes,
Balesmes ; — *mention spéciale de*
reconnaissance (XV, 214).

Durand (M. Albert), à Tours ; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs, à
Tours ; — *rappel de médaille d'argent*
(IX, 256).

Isère.

Durand (M. Eugène), à Vizille (I, 301).

Loire.

Alamagny (M.), à Saint-Chamond ; —
médaille d'argent (IV, 29).

Colcombet (M. Victor), fabricant de
rubans, à Saint-Étienne ; — *médaille*
de vermeil (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argen-
tal ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impé-
riale des Tabacs de Nantes ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Loiret.

Augenault, sculpteur sur bois, à Orlé-
ans ; — *médaille d'argent* (XIX, 166).

Bapterosses (M. F.), fabricant de
boutons et perles, à Briare ; — *médaille d'argent* (VII, 390) ; — *men-
tion spéciale de reconnaissance*
(XIII, 269).

Gondouin (M.), directeur de la faïen-
cerie artistique, à Gien ; — *men-
tion spéciale de reconnaissance*
(XIII, 269).

Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), fila-
teurs de chanvre, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 256) ; — *rappel*
de médaille d'argent (XI, 433).

Max Richard, L. Caillaux et Segris
(MM.), filateurs de chanvre, à An-
gers ; — *médaille d'argent* (XI, 462).

Oriolle fils et Rochard (MM.), fila-
teurs de laine, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Marne.

Buirette-Gaulard (Eugène M.), filateur
à Suippes ; — *médaille de vermeil*
(XXI, 273).

Compagnie des chemins de fer de
l'Est, cours professionnels d'Éper-
nay ; — *mention spéciale de recon-
naissance* (XVII, 269).

Harmel (M.), filature et tissage de
laines (I, 302).

Ninet aîné, directeur de la Société
anonyme des déchets de la fabrique
de Reims ; — *médaille d'argent*
(XV, 214).

Pol et Firmin Charbonneaux (MM.),
maîtres de verrerie à Reims ; *médaille de vermeil* (XXI, 273).

Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier, à Fontaine-Daniel, près Mayenne ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Meurthe-et-Moselle.

Cristallerie (La) de Baccarat, à Baccarat (I, 299) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 390).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Meuse.

Salmon (M. A.), maître de forges à Abainville, par Gaudricourt ; — *médaille de bronze* XXI, 273.

Varin, papeterie, de Jaud'heurs, près Bar-le-Duc ; — *médaille de bronze* (XIX, 166).

Morbihan.

Trottier, administration des Forges d'Hennebont, à Lachrist et Kerglaw ; — *médaille d'argent* (XIX, 166).

Nord.

Agache fils (M.), filature et tissage à Pérenchies ; — *médaille d'argent* (XXI, 273).

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai ; — *médaille de bronze* (II, 257).

Danel (M. Léonard), imprimeur à Lille ; *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).

Drotlers-Vernier, filateur de lin à Lille ; — *mention honorable* (XVII, 269).

Scrive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau ; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton, à Lille ; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosses et conseiller général, à Beauvais ; — *médaille*

d'argent (XI, 433). *Rappel de médaille d'argent* (XV, 214).

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures ; directeur : M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont ; — *médaille d'argent* (IX, 257). Parzudaki (M.), successeur, *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 214).

Lebeuf, Millet et C^{ie} (MM.) ; — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique d'Ourscamps ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21) ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers ; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubers-sur-Canche et de Cercamps-les-Frevent ; — *médaille d'argent* (II, 337).

Luglien-Leroy, filateur à Boubers-sur-Canche ; — *médaille de bronze* (XIX, 167.)

Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie, à Lyon, quai de Serin ; — *mention honorable* (I, 307) ; — *mention honorable* (IV, 29) ; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 301).

Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

Savoie.

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry ; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Seine.

Baster et Viellemard (MM.), litho-

- graphes, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).
- Boileau, vice-président de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 167).
- Boullenger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi; — *médaille de bronze* (II, 340). — Idem et M^{me} Boullenger; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).
- Carriot, directeur de l'Enseignement de la ville de Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 167).
- Cartier-Bresson (M.), filature de coton à Pantin, route de Flandre; — *médaille* (I, 308); — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).
- Chaix et C^{ie} (MM. A.), imprimeurs, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 304); — *médaille d'honneur* (VII, 40).
- Chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).
- Chambre syndicale de la bijouterie en imitation, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 270).
- Chambre syndicale patronale des carrossiers, charrons et selliers du département de la Seine, à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 270); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 167).
- Chambre syndicale ouvrière des chauffeurs, conducteurs mécaniciens à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 270).
- Chambre syndicale patronale de la confection et couture pour dames et enfants; — *médaille de bronze* (XIX, 167).
- Chambre syndicale patronale des corsets et fournitures à Paris; — *médaille de bronze* (XVII, 270).
- Chambres syndicales ouvrières des ébénistes, des sculpteurs et des meubles sculptés à Paris; — *médaille de bronze* (XVII, 270).
- Chambre syndicale des fleurs, plumes et modes, à Paris; — *mention honorable* (XVII, 270).
- Chambre syndicale de l'horlogerie, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 270).
- Chambre syndicale de la maroquinerie, gainerie, à Paris; — *mention honorable* (XVII, 271).
- Chambre syndicale ouvrière des mécaniciens en précision, à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 271).
- Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 271).
- Chambres syndicales de la passementerie et de la dentelle, à Paris; — *mention honorable* (XVII, 271).
- Chambre syndicale des tapissiers de Paris; — *médaille d'argent* (XIX, 167).
- Chambre syndicale des ouvriers en voitures, à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 271).
- Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise); — *médaille d'argent* — (I, 303); *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).
- Claye et C^{ie} (MM.), imprimeurs, à Paris, rue Saint-Benoît; — *médaille d'argent* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).
- Compagnie (la) des chemins de fer de l'Ouest ayant son siège à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).
- Deschiens (M.), fabricant de télégraphie et horlogerie électriques, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).
- Dupont (M. Paul), imprimeur, à Paris (I, 305).
- École professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil; — *médaille d'argent* (XVII, 271).

- Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la Chambre de la tabletterie, à Paris, rue du Temple, 103; — *médaille de bronze* (VII, 391).
- Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).
- Gérard, constructeur mécanicien, 3, place Daumesnil, Paris; — *médaille d'argent* (XIX, 167).
- Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Meudon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30; — *médaille d'argent* (VII, 391).
- Godehaux et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).
- Goffion et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).
- Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Appoline, 12, et à Vitry-sur-Seine; — *médaille d'argent* (I, 304); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Hamelin (M.), filateur à Paris (I, 301).
- Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de colcravates (manufacture du Phénix), à Paris, boulevard Voltaire, 145; — *médaille d'argent* (VII, 392).
- Hémon (M. Alexandre), bijoutier en imitation, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).
- Huthwohl, secrétaire du Comité de patronage des tapissiers; — *médaille de bronze* (XIX, 167).
- Jolifié (M. et M^{me}), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13; — *médaille d'argent* (XI, 434).
- Leclaire (M.), entreprise de peinture dirigée par M. A. Desfourneaux; — *médaille* (I, 304).
- Lekime van den Orst (M^{me}), rue de Charenton, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 20).
- Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes à Paris (I, 301).
- Lemoine, président-fondateur du patronage de l'Ébénisterie; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 168).
- Lombart (M.), chocolatier, 75, avenue de Choisy, à Paris — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).
- Monnin frères (MM.), verriers, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 28).
- Mourceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement, à Paris; — *médaille* (I, 307); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Muller (M. Émile), professeur à l'École centrale des arts et manufactures, architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry; — *médaille d'argent* (II, 337).
- Najean (M.), à Saint-Denis, Seine; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Œuvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).
- Paris (M. Émile), verrerie, au Bourget; — *médaille* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Petit (M. Charles), fabricant de fleurs à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392). *Rappel et médaille de vermeil* (XV, 219).
- Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311); — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).
- Peblaud (M^{me}), directrice de l'École professionnelle, 4 bis, rue des Rosiers; — *médaille de bronze* (XVII, 272).
- Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).
- Sara Mayer, Morange et C^{ie}, couturières, 5, rue du Helder; — *mention honorable* (XVII, 272).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique des Fleurs et Plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ébénisterie ; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, boulevard Sébastopol, à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vaquerel (M.), fabricant de papiers de fantaisie, à Paris ; — *médaille de bronze* (II, 340) ; — *mention honorable* (IV, 29).

Seine-et-Marne.

Barluet (M.), fabricant de faïences, à Montereau ; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Bernard et C^{ie}, fabricants de verre à Bagneaux ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).

Cendré (M.), directeur de la faïencerie de Montereau ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 168).

Dumont (M.), directeur des papeteries du Marais ; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Haurean (M.), imprimeur, à Lagny-sur-Marne ; — *médaille de bronze* (XV, 215).

Seine-et-Oise.

Berrurier (M.) fabricant de bretelles à Saint-Cyr-l'École ; — *médaille de vermeil* (XXI, 274).

Chardin (M.), à Persan ; — *médaille* (I, 303).

Crété (M. Jules), imprimeur à Corbail ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 274).

Féry (M.), manufacturier, à Essonnes ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 270).

Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin ; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Cheffray (M.), imprimeur sur étoffes, à Maromme ; — *médaille de bronze* (XIII, 270).

Courché (M.), négociant fondeur, 16, rue Dauphine, au Havre ; — *médaille de bronze* (XVII, 272).

Fauquet-Lemaître fils (M.), filateur de coton, à Bolbec ; — *médaille d'argent* (IV, 29) ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur-gérant de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray ; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Somme.

Le Coustellier (Cyprien) fabricant de cordages, à Abbeville ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).

Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux ; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi ; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vindennes ; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vienne.

Hambis (M.), filateur à Ligugé ; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du) ; — *médaille* (I, 306).

Legrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette ; — *médaille d'argent* (II, 337).

ETRANGER

Alsace.

Boucard (M.), manufacturier, à Guebwiller; — *médaille* (I, 303).

Dietsch frères (MM.), manufacturiers, à Liepvre; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 213. V. aussi I, 308).

Steinheil (M.), à Rothau; — *médaille* (I, 305).

Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Ecosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique

de toiles, à Carnoustie; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabrique de tissus du Pacifique Mills, à Lawrence; — *mention spéciale de reconnaissance* 342).

Prusse.

Schoeller, Mœvissen et Buckler (MM.) manufacture de lin, à Durin; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Schoren, près Bâle; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

2^e Catégorie : — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

Aube.

Herbin (MM. Jules et Alfred), manufacturiers, faubourg Savine, à Troyes; — *médaille d'argent* (XVII, 273).

Ardèche.

Blachier (M. Francisque), tissage de la soie, à Annonay; — *médaille de bronze* (II, 339).

Bas-Rhin.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg; — *médaille* (I, 308).

Cher.

Rétif aîné (M.), fabricant de carrosserie, à Sancoins; — *mention honorable* (XVII, 273).

Sauvard Martin (M.), manufacturier, à la Guerche; — *mention honorable* (XV, 216).

Côte-d'Or.

M. l'abbé Rey, à la colonie de Cîteaux — *médaille d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur; — *médaille de bronze* (II, 340).

Robin (M^{me} V^e A.), filature de laine, à Dijon; — *médaille d'argent* (VII, 394).

Côtes-du-Nord.

Hernot (fils), sculpteur, à Lannion; — *mention honorable* (XIX, 168).

Deux-Sèvres.

Pairault (M.), sculpteur-ornemaniste, à Niort; — *médaille d'argent* (XIX, 168).

Drôme.

Latune frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crest; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Daliphard (M.), manufacturier, à Rade-
pont; — *médaille* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaitre, à Rade-
pont; — *médaille* (I, 308).

Vuillamy frères (MM.), filature de
laine, à Nonencourt; — *médaille de*
bronze (II, 340).

Eure-et-Loir.

Grandvincent (M.), directeur de la pape-
terie Firmin-Didot, à Sorel-Moussel;
— *médaille de vermeil et mention*
spéciale de reconnaissance (XIX, 169).

Grillon (M. Pierre-Adolphe), fabricant
de lingerie, à Civry par Varize; —
médaille de bronze (XVII, 273).

Gard.

Péchiney (M.), fabricant de produits
chimiques, à Salindres; — *médaille*
d'argent (XIII, 271).

Hautes-Alpes.

Chancel (M.), peignerie de déchets de
soie, à Sainte-Catherine; — *mé-*
daille de bronze (II, 339).

Haute-Vienne.

Sazerat (M. L.), fabricant de por-
celaines, à Limoges; — *médaille*
d'argent (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph, au Dorat; —
médaille de bronze (II, 341).

Haut-Rhin.

Dollfus Jean (M.), manufacturier, à
Mulhouse; — *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.), à Munster, fila-
ture et tissage du coton; — *médaille*
d'argent (II, 337).

Japy frères et C^{ie} (MM.), à Beaucourt;
— *médaille d'argent* (II, 338).

Zuberet Rieder (MM.), fabrique de pa-
pier, à Fils Napoleon, près Rixheim;
— *médaille d'argent* (II, 336).

Ille-et-Vilaine.

Sacher-Delaunay (M^{me}), fabrique de
papiers peints de M^{me} Hermant, à
Rennes; — *médaille de bronze*
(VII, 394); — *rappel de médaille de*
bronze (XI, 435).

Indre.

Brillaud et C^{ie} (MM.), fabricants de
lingerie, à Argenton-sur-Creuzé;
— *mention honorable* (XVII, 273).

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), maison
de lingerie et couture, à Château-
roux; — *mention honorable* (VII,
394).

Majesté (M.), imprimeur, à Château-
roux; — *médaille d'argent* (XVII,
273).

Maris Guillemet (M.), fabricant de
lingerie, au Blanc; — *médaille de*
bronze (XVII, 273).

Valadon (M^{lle} A.), couturière, à Châ-
teauroux; — *mention honorable*
(VII, 394); — *médaille de bronze*
(XI, 435).

Vauvreur (M. François), fabricant
de confections de linge, au Blanc;
— *mention honorable* (XIII, 271).

Indre-et-Loire.

Demetz (M.), directeur de la colonie
pénitentiaire, à Mettray; — *médaille*
d'argent (IV, 27).

Isère.

Auger (M.), fabricant de soieries, à
Boussieux, près Bourgeois; — *mé-*
daille de bronze (II, 339).

Malescourt (M^{lle}), à Saint-Jean-de-
Bournay; — *mention honorable*
(IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage
de la soie, à Renage et à Vienne;
— *médaille de bronze* (II, 339).

Jura.

Clevénod (M.), maître de forges, à
Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges, à
Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

Loire-Inférieure.

Buisson (M.), directeur de la manu-
facture des tabacs, à Nantes; —
médaille de bronze (IX, 260).

Brisonneau frères (MM.), construc-
teurs-mécaniciens, à Nantes; —
médaille d'argent (IX, 260); — *rap-*
pel de mention spéciale de recon-
naissance (XIX, 172).

François Leglas, (M. Maurice), manufacture de meubles, à Nantes; — *médaille de vermeil* (XXI, 274).

Loiret.

Flcury (M.), libraire à Orléans; — *médaille d'argent* (XIX, 169).

Pépin-Vieillard (M.), fabricant de couvertures, à Orléans; — *mention honorable* (XIII, 271).

Loir-et-Cher.

Beaufils (M.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XIX, 169).

Poulain (M.), fabricant de chocolat, à Blois; — *mention honorable* (XIX, 169).

Rousset, Estribaud (MM.), fabricants de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XV, 216); — *médaille de bronze* (XVII, 274); — *médaille d'argent* (XIX, 169).

Maine-et-Loire.

Religieuses du Bon-Pasteur, à Angers (M^{mes} les); — *médaille de bronze* (II, 341).

Manche.

Brehier (M.), filateur delaine, à Saint-Brice-de-Landelle; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Meurthe-et-Moselle.

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des); — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint-Cœur-de-Marie (M^{mes} les), à Nancy; — *médaille de bronze* (II, 341).

Meuse.

Les fils d'Ulrich-Vivien (MM.), fabricants de corsets, à Bar-le-Duc; — *mention honorable* (XVII, 274).

Nièvre.

Sœurs de Charité et Instruction chrétienne, à Nevers; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nord.

Dansette Joseph (M.), filateur, à Marquette-Bareuil; — *médaille* (I, 308).

Messenger, contremaître, à Caudry; — *médaille* (I, 308).

Rogez frères (MM.), filaterie, à Lille; — *médaille d'argent* (XXI, 274).

L'abbé Socket (M.), directeur de l'École des apprentis du collège libre de Nancy; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thiriez frères (MM.), à Esquermes Lille; — *médaille* (I, 308); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 169).

Toffin (M.), à Caudry; — *médaille* (I, 308).

Oise.

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais; — *médaille d'argent* (II, 338).

Patiny (M. Émile), dir. de la filature de laine de Cramoisy; — *médaille d'argent* (XXI, 274).

Pas-de-Calais.

Bonneau (M.), président du syndicat pour la construction des navires, à Boulogne-sur-Mer; — *médaille d'argent* (XXI, 275).

Lebas (M. Jules), fabricant de tulles et dentelles, à Saint-Pierre-lez-Calais; — *médaille de vermeil* (XXI, 275).

Pyrénées-Orientales.

Bardou (M.), directeur de la fabrique de papiers à cigarettes, à Perpignan; — *médaille de bronze* (XIX, 170).

Bardou frères (MM. Eugène et Léon), manufacturiers, à Perpignan; — *médaille de bronze* (XXI, 275).

Rhône.

Teste (M.), fabricant d'aiguilles, à Lyon; — *médaille* (I, 308).

Saône-et-Loire.

Andelle (M.), verrier, à Epinac; — *médaille* (I, 308).

Seine.

Baras (M. F.), ingénieur-mécanicien, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).

Barat (M.), fabricant de robinets à

- Paris; — *médaille de bronze* (XIX, 170).
- Chertonne (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Chevalier (M. Émile), ciseleur, faubourg du Temple, 17, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).
- Chotin (M^{me}), polisseuse, 59, rue d'Argout, à Paris; — *médaille de bronze* (XXI, 275).
- Cohadon (M^{me}), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 344).
- Defourneaux et C^{ie} (MM. A.), ancienne maison Leclaire, peinture, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 395).
- Delaporte (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Delaunay (M^{me}), couturière, à Paris — *mention honorable* (XIX, 170).
- Delhaie (M^{me}), fabricante de fleurs, aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).
- Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Dostal (M.), ciseleur, 11, rue des Tournelles, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).
- Dubosq (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Fransioli (M^{me}), couturière, à Paris; *mention honorable* (XIX, 170).
- Frémont (M.), polisseur sur métaux, 39, rue Volta; — *mention honorable* (XVII, 274).
- Galniche (M.), mécanicien, , rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).
- Génestine (M.), cartonniier, 14, rue Debelleyne; — *mention honorable* (XVII, 274).
- Gillon (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Guyot (M^{me}), brunisseuse, à Paris; — *médaille d'argent* (XIX, 170).
- Haffner (M.), à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonnage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Heymann (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 271).
- Honnet (M^{me}), couturière, 15, rue du Quatre-Septembre, à Paris; *médaille de bronze* (XXI, 275).
- Keyder (M^{me}), institutrice de charité, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).
- Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Lepetit (M.), fabricant de jumelles, à Paris; — *médaille de bronze* (XIX, 170).
- Lequin (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).
- Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen; — *mention honorable* (I, 308).
- Midocq et Guillard (MM.), fabricant de trousse de voyage, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Monot (M.), cristallerie, à Pantin; — *médaille* (I, 308).
- Montandon (M.), fabricant, à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Mourceau (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Navette (M^{me}), lingère, 226, rue Saint-Denis, à Paris; *médaille d'argent* (XV, 217).
- Ott (M.), président de la Commission locale du XIV^e arrondissement; — *médaille de bronze* (XIX, 170).
- Paris (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308); — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).

Piat (M.), fondeur, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 396).

Pleyel, Wolf et C^{ie} (MM.), manufacture de pianos, à Paris ; — *médaille d'argent* (I, 338).

Pointeaux (M.), horloger, à Paris ; — *mention honorable* (XIII, 272).

Rollin (M^{me}), brunisseuse, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 272) ; — *médaille d'argent* (XVII, 274).

Rocatti (M. Giovani), tailleur, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Talbert (M.), fondateur de l'Œuvre des apprentis du collège Rollin ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Thoury (M^{me}), blanchisseuse, à Paris ; — *mention honorable* (XIII, 272).

Thuot (M^{me}), brunisseuse à Paris ; — *mention honorable* (XIX, 171).

Vériae (M.), horloger, 54, rue du Temple, à Paris ; — *médaille de bronze* (XV, 217).

Vieillenard et ses fils, imprimeurs à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 171).

Vilpelle et Gamba (MM.), graveurs sur métaux, à Paris ; — *mention honorable* (I, 308).

Wickam (M. Georges), président de la Chambre syndicale des instruments et appareils de l'art médical ; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Seine-et-Marne.

Brodard (M^{me} Paul), directrice des jeunes filles de l'imprimerie Brodard, à Coulommiers ; — *médaille d'argent* (XVII, 274).

Seine-et-Oise.

Berrurier (M.), fabricant de bretelles, à Saint-Cyr-l'École ; — *mention honorable* (XV, 217). *médaille de vermeil* (XXI, 274).

Corbin (M. Paul), fabricant de sucre, à Magny ; — *médaille d'argent* (XIII, 272).

Cerf (MM.), imprimeurs, à Versailles ; — *médaille d'argent* (XIII, 272).

Delamotte (M.), directeur de la fabrique

de produits alimentaires de M. Prévet, à Meaux ; — *médaille d'argent* (XXI, 275).

Baillet (M. et M^{me}), fabricants d'épingles, à Viroflay ; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Cécile (M.), fabricant de registres, à Meulan ; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Goulon (M. et M^{me}), fabricants de tricots, 9, rue Saint-Charles, à Versailles ; — *mention honorable* (XV, 217).

India Rubber Company (The), fabrique de caoutchouc ; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Lavaud (M. Jules), entrepreneur de menuiserie, à Marly-le-Roi ; — *médaille de bronze* (XVII, 274).

Malot (M.), directeur de l'imprimerie Belin, à Saint-Cloud ; — *mention honorable* (XV, 217).

Moutier (M.), entrepreneur de serurerie, à Saint-Germain-en-Laye ; — *médaille de bronze* (XV, 217).

Seine-Inférieure.

Bardin (M.), filateur de Rouen ; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Fromage (M.), fabricant de tissus en caoutchouc, à Rouen ; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manufacture de MM. Fromage, à Rouen ; — *rappel de médaille d'argent* (XI, 462).

Tarn.

Vidal (M.), filateur de laine, à Mazamet ; — *médaille d'argent* (XV, 217).

Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs, à Avignon ; — *médaille de bronze* (VII, 260).

Vendée.

Filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (M^{mes} les) ; — *mention honorable et médaille de bronze* (II, 41).

Vosges.

Lung frères (MM.), filateurs et tisseurs, à Moussey, près Senones ; — *médaille d'argent* (IV, 29).

ETRANGER

Alsace.

Bleeh (M.), manufacturier, à Sainte-Marie-aux-Mines ; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Bruststein (M.), fabricant de papier, à Meynard ; — *médaille* (I, 308).

Angleterre.

AKroyd (M.), filateur de laine, membre de la Chambre des Communes ; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur ; — *médaille* (II, 27).

Tinnins Chance (M. James), verrier, à Smetwick, près Birmingham ; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la protection des enfants ; — *médaille d'argent* (IV, 32).

Hollande.

Suringar (M.) ; — *médaille d'argent* (IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille de diamants ; — *mention honorable* (IV, 32).

3^e catégorie : — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Maltarèche (M. Aug.-Alexandre), moulinier en soie, à Dornas ; — *mention honorable* (XVII, 275).

Palluat et C^{ie}, filateurs et mouliniers de soie, à Largentière ; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne ; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Côtes-du-Nord.

Hernot (Yves), carrier, à Lannion ; — *médaille de bronze* (XIV, 171).

Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Maréchal, fabricant de peignes à Evry ; — *mention honorable* (XIX, 171).

Eure-et-Loir.

David (M^{lle} Isménie-Eugénie), coutu-

rière, à Boisville-la-Saint-Père ; — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Foucher, née Houlier, (M^{me} Désirée) couturière, à Châteaudun ; — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Grillon, bonnetier, à Civry ; — *médaille d'argent* (XIX, 171).

Lambert (M.) fabricant de sucre, à Toury ; — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Gard.

Tardieu Jarrige et Sacconney (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes ; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur, à Toulouse ; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur, à Giromagny ; — *médaille* (I, 309).

Hérault.

Carrière (M. Émile), filateur de soie, à Ganges ; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) frères, filateurs de laine, à Lodève; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; — *mention honorable* (I, 309).

Indre.

Langlois (M^{me} Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs. Tours; — *médaille* (I, 309).

Loiret.

Gillet frères, directeurs des docks, à Montargis; — *mention honorable* (XIX, 172).

Loir-et-Cher.

Estribaud (M.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XIII, 273).

Marne.

Cabanis (M.), directeur de l'établissement du conditionnement des laines, à Reims; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Meuse.

Cloquemain, fabricant de tricots, à Bar-le-Duc; — *mention honorable* (XIX, 172).

Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai; — *médaille* (I, 309).

Oise.

Cléretet et Fortin, fabricants de boutons, à Beauvais; — *médaille de bronze* (XIX, 172).

Puy-de-Dôme.

Bourg-Descottes (M. Mathieu Antoine), apprêteur de cheveux, à Ambert; — *médaille de bronze* (XVII, 275).

Seine.

Alexandre (M.), fabricant d'orgues, à Ivry; — *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et imprimeur sur étoffes; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Boudin Vidalat (M^{me}), couturière, 6, rue de la Boétie, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Boucher (M.), brossier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Bourgade (M^{me} V^e), brodeuse, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perforées, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine, fabrique de poteries artistiques; — *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Dehenne (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Delaplace (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Deroy (M.), brocheur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 261).

Engel (M.), relieur, à Paris; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Fourdinois (M.), fabricant de meubles, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes, à Puteaux; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Husny-Bey (M. le major); — *mention honorable* (IV, 32).

Kirmain (M.), tourneur, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ladois (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Lasnier (M.), menuisier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Léoty (M^{me}), corsetière, 8, place de la Madeleine; — *mention honorable* (XVII, 275).

Leroy (M. Jean-Pierre-Hippolyte),
9, rue Casimir-Delavigne, — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Lhermite (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 336).

Moulines-Rothier (M^{me}), couturière, 14, rue des Saussaies; — *mention honorable* (XVII, 275).

Pankoucke (M.), typographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Poupinel (M.), cartonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ramard (M.), imprimeur-lithographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Robert-Houdin fils (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Sauzo (M. de), blanchisserie, 119, rue de Tocqueville; — *mention honorable* (XVII, 275).

Taborin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Vanoni (M.), président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 262).

Vigneau (M.), relieur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 262).

Seine-et-Marne.

Jacquin (M.), fabricant de bonbons, à Dammarie-les-Lys; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Somme.

Aubert (M.), de la maison Aubert, Bulot, Lhotelier, à Amiens; — *mention honorable* (XIII, 273).

Boquet et C^e (MM.), à Ailly-sur-Somme; — *médaille* (I, 309).

Reyder (M^{lle} Marie-Clémentine), fondatrice de la maison de charité pour les filles mineures sans ressources, 217, route de Paris, à Amiens; — *médaille de vermeil* (XXI, 276).

Vendée.

Gandriau fils, fabricant de chapeaux, à Fontenay-le-Comte; — *médaille de bronze* (XIX, 172).

4^e Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

Aisne.

Féry, instituteur, à Saint-Quentin; — *médaille d'argent* (XIX, 173).

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur public, à Pont-à-Bucy; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Aube.

Biéclanski (M^{me} née Charton), institutrice à la filature de MM. Hoppenot, à Troyes; — *médaille de bronze* (XXI, 277).

Chaplain (M^{lle} Louise), institutrice

retraitée, à Troyes; — *médaille de bronze* (XVII, 275).

Gayon-Philéas (M.), ancien instituteur public, à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Guyot (M^{me}), institutrice, à Troyes; — *mention honorable* (XVII, 276).

Petit-Rosignol (M.), instituteur public à Troyes, — *médaille de bronze* (XV, 218), *médaille d'argent* (XIX, 173).

Petit (M^{me}), institutrice, à Troyes; — *médaille de bronze* (XVII, 276), *médaille d'argent* (XXI, 277).

Bas-Rhin.

Kunzer (M^{me} V^e), à Bischwiller; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Bouches-du-Rhône.

Sœurs de la Sainte-Famille (M^{mes} les), attachées aux établissements de la Compagnie impériale des messageries; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de M. Laroche-Joubert, directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Plotz (M^{lle}), institutrice, à Angoulême; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Cher.

Messon (M.), instituteur public à Vierzon-Forges; — *médaille d'argent* (XXI, 277).

Vincent, instituteur aux usines de Mazières; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Aubusson et aumônier du collège de cette ville; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), instituteur public, à Louviers; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Haute-Loire.

Hommes de l'Instruction (les), au Pay; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 341).

Maurin (M^{me} Marie), en religion sœur Elisabeth, supérieure de la maison de la Seauve; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Colcombe, à la Seauve; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Haute-Saône.

Pochard, instituteur, à Héricourt; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Ille-et-Vilaine.

Cabdas (frère), sous-directeur des écoles municipales de Rennes; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Célestin (frère), directeur des écoles municipales de Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Cornéls (frère), inspecteur des écoles municipales de Rennes; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Fouquet, (M. Benjamin-Victor) à Rennes; — *médaille d'argent* (XXI, 280).

Bérard (M. Émile-Joseph), professeur technique, maison Oberthur à Rennes; — *médaille d'argent* (XXI, 280).

Indre-et-Loire.

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M^{mes} les) dans la manufacture de M. Albert Durand, à Tours; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Tétrel Flavie (M^{me}), en religion sœur Saint-Antoine, institutrice, à la papeterie de la Haye-Descartes; — *mention honorable* (XV, 219).

Isère.

Iléraud (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Loire.

Bourlès (M. Émile), directeur de l'école professionnelle de Saint-Chamond; — *médaille d'argent* (XXI, 277).

Brochet (M^{me} Marie), en religion sœur Louis-Ernest, directrice de l'Internat et des écoles de MM. Colcombet, à Bourg-Argental; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Élisa (sœur), née Marie Morin, directrice des apprenties de MM. Colcombet; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Loiret.

Maertens (M. Henri), soldat à la 5^e section d'administration, à Orléans ; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Loir-et-Cher.

Brocheton (M.), inspecteur des enfants assistés du département de Loir-et-Cher ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Desneux (M. Auguste), instituteur public, à Romorantin ; — *mention honorable* (XXI, 277).

Loire-Inférieure.

Livet (M.), chef d'institution, à Nantes ; — *médaille d'argent* (XIX, 164).

Maine-et-Loire.

Mérou (M^{me} René), en religion sœur Sainte-Rose, institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C^{ie}, d'Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Pion (M^{me} Marie), en religion sœur Sainte-Léonie, institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M^{me} Louise), en religion sœur Saint-François-Xavier, institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M^{me} la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Vaux (M^{lle} Ch. de), en religion sœur Saint-Léopold, directrice de l'école de MM. Oriolle fils et Rochard, à Angers ; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Marne.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes ; — *mention honorable* (IX, 263).

Delorme (M. Émile-Auguste), instituteur, à Reims ; — *médaille de bronze* (XXI, 278).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Maget (M^{me} Marie-Cédulie), institutrice à l'école de la rue du Ruissellet, à Reims ; — *mention honorable* (XV, 219).

Mangenot (M. Joseph), instituteur à l'école du boulevard Carteret, à Reims ; — *mention honorable* (XV, 219).

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes ; — *mention honorable* (IX, 263).

Mayenne.

Beaumer (M^{me} Marie, née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier, à Fontaine-Daniel ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Meurthe-et-Moselle.

Bellieni (M^{lle} Marie), école professionnelle de Nancy ; — *médaille d'argent* (XVII, 276).

Comité des apprentis du bureau de bienfaisance de la ville de Nancy ; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Didelot (M. l'abbé), chanoine honoraire, à Nancy ; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Ferry (M^{lle} Léonie), institutrice, école professionnelle de Nancy ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Gilles Neveu (M^{me}), secrétaire du patronage des apprentis ; — *médaille d'argent* (XVII, 276).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy ; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M^{mes} les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Meuse.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Varlet (M^{lle}), institutrice, à Bar-le-Duc — *mention honorable* (XXI, 278).

Nord.

Cattoir (M^{lle} E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque ; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Émile), instituteur, à Douai ; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Herlem (M.), instituteur, à Sars-Poteries ; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Josse (M^{me}), institutrice, à Sars-Poteries ; — *médaille de bronze* (XIX, 174).

Hantz (Sœur Alexis), directrice de l'ouvroir de M. Philippe Vrau, à Lille ; — *médaille de bronze* (XXI, 278).

Tarranzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai ; — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur, à Haumont, — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Oise.

Chatelain (M. Pascal), instituteur libre, chez M. Mercier, à Ourscamp ; — *médaille de bronze* (XXI, 278).

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Cramoisy ; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Gouzon (M.), maison Dupont, à Hanvoile ; — *médaille de bronze* (XIX, 174).

Pigeard (M^{lle}), institutrice, à Beauvais ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Poulain (M.), instituteur, à Voisinlieu, près Beauvais ; — *médaille de bronze* (XV, 219).

Roisse (M.), instituteur, à Voisinlieu ; — *mention honorable* (XIX, 174).

Weber (Sœur Christine), institutrice libre, chez M. Mercier, à Ourscamp ; — *médaille d'argent* (XXI, 278).

Orne.

Feret (M. Alexandre, en religion frère Émile), instituteur, à Flers, par Domfront ; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Pas-de-Calais.

Aumont (M. Jean-Baptiste), instituteur, à Courcelles-les-Leus ; — *médaille d'argent* (XXI, 278).

Gallet (M. Stanislas), instituteur retraité, à Loos ; *médaille de bronze* (XXI, 279).

Hild (Sœur Mélanie), institutrice à Liévin ; — *médaille d'argent* (XXI, 397).

Lebas (Sœur Sidonie), directrice à l'Asile d'Auchel ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Norieux (M.), instituteur, à Lapugnois ; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Pannequin (M. A.-J.-B.), instituteur aux mines de Liévin ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Prévost (M. Antoine), instituteur, à Bruay ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Séry (M. Auguste), instituteur à Cernamp-les-Frévent ; *médaille d'argent* (XXI, 279).

Thuillier (M. Charles-Joseph), instituteur, à Boubiers-sur-Couche ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Yvard (M^{lle}), institutrice, à Loos ; — *mention honorable* (XXI, 279).

Rhône.

De Liguori (Sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine.

Arnould (M. Honoré), homme de lettres, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Barion dit Chapuis (M. Joseph) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 280).

Bachotet (M. Étienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

Brun (M. Auguste), instituteur à la faïencerie de Choisy-le-Roi ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Berger (M. Gustave), attaché à l'Imprimerie A. Chaix ; — *médaille de bronze* (III, 431).

Canonge (M.), directeur de la Tulette, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Albony, 27 ; — *mention honorable* (IV, 30) ; — *médaille d'argent* (VII, 397) ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 274).

Canonge (M^{me} Constance-Camille), 27, rue Albony ; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Carpentier (M. Émile-Léonard), instituteur-adjoint à l'école de demi-temps, 14, rue Michel-le-Comte ; — *mention honorable* (XVII, 277).

Cayar (M. Auguste-Adolphe), 3, rue de Turenne, Paris ; — *médaille de bronze* (XXI, 280).

Charpentier (M.), surveillant à l'école de dessin et de modelage de la Chambre de la Bijouterie ; — *médaille de bronze* (VII, 397).

Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 279).

Deflicz (M.), membre de commission locale, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIX, 174).

Duploux (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Féty (M.), directeur de l'école ouvrière de carrosserie ; — *médaille d'argent* (XIX, 174).

Fichot (M.), bandagiste, à Paris ; — *mention honorable* (IV, 30).

Gerdalle (Sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprenties de l'Association des jeunes économes de Marie ; — *médaille de bronze* (VII, 398).

Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 398).

Hennequin (M. Lucien), professeur de dessin à l'école de fabrique de MM. Mourceau et Leduc, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Huré, professeur à l'école d'apprentis de M. Piat, fondeur, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 275).

Joly (M.), directeur de l'école ouvrière des mécaniciens ; — *médaille d'argent* (XIX, 174).

Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des Postes, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).

Lespinasse (M.), à Aubervilliers ; — *mention honorable* (IV, 30).

Louvel (M.) instituteur public, 14, rue Michel-le-Comte ; — *médaille d'argent* (XV, 220).

Marais (M. Léon), instituteur à l'Imprimerie Chaix, à Paris ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Moynier (M.), employé à la mairie du 1^{er} arrondissement ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Porphyre (Le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Ramé (M. A.), secrétaire de la Chambre syndicale du Papier peint, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 275); — *rappel* (XV, 215).

Sarcey (M. Francisque), homme de lettres, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Scribe (M^{me} Louise), directrice des cours commerciaux du X^e arrondissement, 11, faubourg Saint-Martin; — *médaille d'argent* (XVII, 277).

Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc.; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris; — *médaille d'argent* (VI, 27).

Trombert (M. Albert), professeur à l'école professionnelle de M. Chaix à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Weil (M.), directeur de la Pension israélite d'apprentis; — *mention honorable* (IV, 30).

Seine-et-Oise

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles; — *mention spéciale de reconnaissance* (IV, 310).

Seine-Inférieure.

Calbry (M.), instituteur libre, à Lillebonne; — *mention honorable* (XIII, 275).

Chopard (M.), instituteur libre, à Monville; — *mention honorable* (XIII, 275).

Dillois (M^{me} Léopoldine), en religion sœur Sylvie, directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin. — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 275).

Grimin (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'école de fabrique de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen; — *mention honorable* (XII, 275).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M^{me} Adolphine), institutrice-adjointe, à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M^{me} Marie-Virginie-Aline), en religion sœur Stéphanie, institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 441).

Née (M.), instituteur aux écoles de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *mention honorable* (XIII, 276).

Pégard (M.), instituteur, à Darnetal; — *mention honorable* (XIII, 276).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276).

Rousselet (M. A.), instituteur, à Maromme; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Serrurier (M.), directeur de l'école Sainte-Marie, au Havre; — *mention honorable* (XIII, 276).

Sèvres (Deux-).

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaille de bronze* (IX, 264).

Somme.

Barbier (M.), instituteur, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XIX, 174), *médaille d'argent* (XXI, 280).

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276); — *médaille d'argent* (XV, 220).

Macque (M. Camille), instituteur, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XXI, 280).

Dault (M.), instituteur-adjoint, à Abbeville; — *mention honorable* (XV, 220).

Macque (M.), instituteur, à Abbeville;
— *mention honorable* (XIX, 174).

Les Religieuses Augustines, institutrices, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XV, 220).

Tarn.

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures;
— *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Faie (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Vienne.

Dubreuil (M.), ancien instituteur public, à Ligué; — *médaille de bronze* (XV, 220).

ÉTRANGER

Alsace.

Maréchal (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M^{lle}), institutrice, à Rothau
— *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

PRIX SPÉCIAUX

PRIX DU COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Bouches-du-Rhône.

Francez (M. Pierre), ingénieur à Marseille; — *mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 335).

Marne.

Dauphinot (MM.) père et fils, filature et tissage de laine à Reims; — *médaille d'argent* (XXI, 335).

Marteau frères et C^e (M.), filateurs de laine, à Reims; — *médaille d'argent* (XXI, 336).

Poullot (M.), filature et tissage de laine, à Reims; — *médaille d'argent* (XXI, 335).

Haute-Marne.

Bernard (M.), chef mécanicien aux forges d'Eurville; — *médaille d'argent* (XXI, 336).

Carbillet (M.), chef mécanicien aux forges de Manois; — *médaille de vermeil* (XXI, 336).

Forges de Clos-Mortier.

Forges d'Eurville.

Forges de Manois.

Forges de Marnaval; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

Pasquier (M. Lucien), ingénieur aux forges d'Eurville; — *médaille d'argent* (XXI, 336).

Vincent (M.), chef de fabrication aux forges d'Eurville, — *médaille de vermeil* (XXI, 337).

Meuse.

Forges de Commercy; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

Pas-de-Calais.

Dinoire (M.), ingénieur aux mines de Lens; — *médaille d'argent* (XXI, 336).

Seine.

Administration des Pompes funèbres

de Paris ; — *médaille d'argent* (XXI, 335).

Association des industriels de France à Paris ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 335).

Étienne (M.), chef d'atelier de M. E. Bourdon, à Paris ; — *médaille de bronze* (XXI, 336).

Seine-et-Oise.

Millet (M. Félix), ingénieur aux forges de Persan ; — *médaille de bronze* (XXI, 336).

Société française anonyme des munitions, aux Bruyères, commune de Sèvres ; — *médaille d'argent* (XXI, 336).

Seine-Inférieure.

Fauquet-Lemaître (M.), manufacturier, à Bolbec ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

Des Genetais (MM.), frères, manufacturiers, à Bolbec ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 9 janvier 1890.

PRÉSIDENCE DE M. TURNEY, l'un des vice-présidents de la Société.

En prenant possession du fauteuil, M. Turney demande à l'assemblée de vouloir bien lui permettre, avant que d'ouvrir la séance, de rendre un hommage public à la mémoire de M. Ch. Petit, vice-président honoraire de la Société, que nous venons d'avoir la douleur de perdre.

« Nous comptions M. Ch Petit, parmi nous, non seulement parce qu'il était sympathique à l'enfance ouvrière comme tous nos adhérents, mais parce qu'il avait pour elle une véritable tendresse.

» Notre regretté collègue était de ceux qui se donnent tout entiers ; une fois entré dans son cœur on y était pour toujours. C'était l'homme des solides amitiés, et du dévouement poussé jusqu'à l'abnégation.

» D'une trempe antique, l'âme fière dans sa simplicité, il n'admettait aucune transaction avec le droit, aucune faiblesse dans l'accomplissement du devoir.

» Il n'avait qu'un défaut : trop de modestie. On le trouvait toujours à la peine, il se dérobaît toujours à l'honneur.

» Il a été l'inspirateur et le fondateur de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes dont il a été le premier président.

» Il a imprimé à cette création le sceau de son inaltérable bonté, de sa sollicitude toujours en éveil et pour tous ceux qui ont été associés à cette œuvre de bien ou en ont reçu les bienfaits. L'annonce de sa mort a été un coup terrible; et ils ont partagé avec une filiale émotion la douleur si profonde de ses enfants bien-aimés.

» Son nom restera toujours attaché à cette œuvre non seulement par une bien légitime reconnaissance, mais aussi pour que ses successeurs dont nous avons le très grand honneur d'être le premier s'inspirent toujours de son exemple et de ses vertus.

» La Société de Protection qui avait reconnu les mérites de M. Ch. Petit et lui avait décerné les honneurs de la vice-présidence, tiendra certainement, elle aussi, à faire quelque chose pour sa mémoire. Elle inscrira son nom à côté de son illustre fondateur et de ses membres les plus dévoués que la mort a déjà moissonnés.

» Elle voudra aussi qu'un témoignage de bien vive et bieu sympathique condoléance soit envoyé de sa part à la fille et aux deux fils de notre vieil ami que nous pleurons avec eux si amèrement. »

L'assemblée s'associe tout entière aux paroles émues de son président M. *Turney* et souhaite que l'expression de ses profonds regrets soit un adoucissement à une douleur qui ne peut être autrement consolée.

La séance est, ensuite, ouverte à 8 h. 1/2.

S'étaient excusés : MM. *Paul Bérard*, *Charles Lucas*, *Rod. Kächlin-Engel*, le Dr *E.-R. Perrin*, *Sriber*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sous réserve d'une observation présentée par écrit par M. *Sriber*. L'honorable correspondant signale que dans cette séance, et sur sa demande, des remerciements ont été votés par la réunion à M. *Gontier*, architecte, qui a bien voulu exécuter gratuitement les dessins sur lesquels a été exécuté l'élégant monument de notre exposition à l'esplanade des Invalides.

La parole est ensuite à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance.

-- MM. Dinoire et Albert Chaufton ont envoyé leur adhésion à Société;

— M. Boisson, président du Patronage des enfants de l'Ébénisterie, M. Colmet d'Aage et M. le Dr E.-R. Perrin demandent à la Société de continuer à leurs œuvres de protection de l'enfance ouvrière ses subventions antérieures;

— M. Wilhelm Weybora, premier secrétaire de la Société centrale viennoise pour l'éducation des Apprentis, sollicite l'envoi d'un spécimen de notre Bulletin.

— M. de Bellay, remet les renseignements qu'il a bien voulu se charger de recueillir pour la Société sur l'OEuvre de l'adoption des Petites Filles abandonnées fondée par M^{me} Tarbé des Sablons. Ces renseignements seront insérés au Bulletin.

— De plus, pendant le 4^e trimestre de 1889 la Société a reçu :
De M. Étienne, inspecteur fédéral suisse du travail dans l'Industrie.

1^o La loi fédérale suisse du travail dans les fabriques du 23 mars 1877, commentée par son exécution pendant les dix premières années de son existence 1877-87;

2^o Le discernement dans le choix des professions (conférence faite à Neuchâtel par M. Étienne);

3^o Six rapports successifs des gouvernements cantonaux sur l'exécution de la loi fédérale concernant le travail pour les exercices 1882-83, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88;

4^o Le dix-neuvième rapport annuel de l'Association suisse des propriétaires d'Appareils à vapeur;

5^o Un opuscule en allemand donnant une série d'appareils et dispositions pour la préservation de la santé et de la vie des travailleurs;

— De M. J.-B. Gauthier, Président de la Chambre syndicale de couverture et de plomberie.

1^o Les études syndicales,

2^o Le travail ancien et le travail moderne;

— De la Société d'assistance aux enfants de New-York, son trente-septième rapport annuel;

— De M. Albert Chaufton, sa conférence: l'assurance contre les accidents industriels;

— De M. Maurice Payen, son compte rendu du congrès international des accidents du travail;

— De M. Joseph Hiastin, sa note présentée à la commission permanente du Congrès international des accidents du travail;

Les rapports et les procès-verbaux du congrès des accidents du travail;

Le rapport du comité de patronnage aux apprentis tapissiers:

— De M. le Préfet de police, le rapport de la Commission départementale supérieure pour 1888;

— De M. Chaix, sa très élégante brochure pour l'Exposition universelle de 1889.

De M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, un exemplaire de la collection de dispositions et appareils destinés à éviter les accidents de machines présentés à l'Exposition universelle de 1889 par M. Engel Gros Président de l'Association de Mulhouse.

— De M. Ch. Robert, sa conférence: Le contrat de participation aux bénéfices, son caractère et ses résultats.

— Enfin tous les périodiques avec lesquels la Société échange son bulletin: *la Réforme sociale*, le *Bulletin de la Société des ingénieurs civils*, le *Journal des Prud'hommes*, la *Revue chronométrique*, l'*Union nationale*, etc.

M. le Secrétaire termine cette longue énumération en indiquant que MM. Ch. Lucas et Léon Say ont autorisé la reproduction dans le Bulletin de leur discours et conférence sur l'enseignement professionnel:

Que M. G. Salomon a adressé des remerciements pour l'insertion de son travail sur le même objet;

Que M. S. de Heredia a adressé des remerciements pour la notice sur l'Ecole professionnelle des Ternes;

Que MM. Turney et Paul Berard ont transmis respectivement les acceptations de MM. Ollendorff et Léon Appert comme candidats du Comité aux élections de ce jour;

Que le décès de M. Achille Baudouin, membre de la Société, vient de lui être annoncé par sa veuve.

L'ordre du jour appelle ensuite le compte rendu des travaux des Comités.

Le Comité de Placement et le Comité judiciaire ont fonctionné avec leur régularité accoutumée.

Le Comité des Accidents est en voie de reconstitution.

M. le Président demande alors ce que devient le Comité des Bibliothèques.

M. le Secrétaire répond que l'on est toujours en présence d'un certain nombre de livres sans emploi. Il propose de les distribuer à notre prochaine fête des récompenses.

M. le Président croit que le Comité pourrait fonctionner utilement en créant une bibliothèque centrale à laquelle pourraient emprunter les différentes Associations de Patronage des Enfants.

M. Froger de Mauny demande que l'on fasse revivre également le Comité du Bulletin, les divers Comités d'Enseignement.

M. le Président craint que le Comité du Bulletin ne soit la cause de tiraillements qui retardent sa publication au lieu de l'accélérer.

Quant aux divers Comités d'enseignement, il déclare que, suivant lui, il est très important que la Société ne prenne point parti dans les conflits d'opinion qui se produisent chaque jour sur ce terrain.

M. Froger de Mauny partage cette manière de voir ; mais il n'en estime pas moins qu'il conviendrait que la question du fonctionnement des divers Comités prévus par les Statuts fût étudiée.

L'assemblée partage cette manière de voir et une Commission composée de MM. Froger de Mauny, Nusse et Durassier est élue pour procéder à cette étude.

M. le Secrétaire dit alors que le fonctionnement soulève une question qui n'est pas sans importance, celle des jetons de présence. Beaucoup de membres du Comité et notamment quelques-uns de ceux du Comité judiciaire estiment qu'il est très difficile de demander le concours des bonnes volontés sans aucune compensation, surtout quand on a à s'adresser aux jeunes gens qui ont leur position à faire.

M. Joret-Desclozières développe toutes les considérations qui militent en faveur de cette création sans laquelle il est à craindre que les Comités ne fonctionnent que bien mollement.

Ce n'est certainement pas la valeur vénale du jeton de présence qui en ferait le prix ; ce serait bien plutôt le témoignage qu'il constituerait de l'œuvre accomplie.

M. le Trésorier pense que les finances de la Société permettraient cette dépense ; mais qu'il y aurait lieu de l'examiner spécialement.



Quant à M. le Président il n'est nullement partisan de la création de ces jetons de présence; la Société accomplit une œuvre philanthropique et nul de ses membres ne doit rechercher une rémunération de la coopération plus ou moins effective qu'il y apporte.

En présence de ces opinions contradictoires, l'assemblée reste indécise et la question est réservée.

MM. les scrutateurs remettent alors à M. le Président les résultats du dépouillement des votes et il les proclame tels qu'ils sont relatés en tête du présent Bulletin. L'unanimité des suffrages exprimés a été générale pour tous les noms.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire de la Société,

LÉON DURASSIER.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(Comptes rendus de leurs travaux).

COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du 13 janvier 1890.

Présidence de M. *Froger de Mauny*, Président.

Présents : MM. *J. Desclosières, Durassier, Froger de Mauny, Louiche-Defontaine, Tournier.*

M. *Tommy-Martin* s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le Comité prend connaissance des documents qui lui ont été soumis relativement à la question qu'il a examinée dans ses séances des 18 novembre et 16 décembre derniers. Les délibérations, qui ont eu lieu dans ces deux réunions, sont résumées par MM. *Desclosières, Louiche-Defontaine* et *Tournier*, après quoi l'avis; suivant est émis et rédigé.

« Le Comité judiciaire de la Société, consulté sur la question de savoir si une compagnie d'assurance peut légalement garantir un industriel contre les réparations civiles qu'il encourrait pour infractions aux loi et décrets sur le travail des enfants dans les manufactures.

» Après en avoir délibéré ;

» Considérant que les infractions prévues et punies par la loi du 19 mai 1874 et les décrets qui la complètent, ont toutes le caractère de délits intentionnels ;

» Qu'il est de principe que nul ne peut se faire garantir des conséquences de ses propres délits, c'est-à-dire des actes dommageables par lui commis volontairement ;

» Considérant, d'autre part, que la responsabilité civile encourue par les maîtres, chefs d'industrie ou patrons à raison des délits commis par leurs préposés, contremaîtres ou directeurs, conformément aux principes posés par l'article 1384 du Code civil et l'article 25 § final de la loi du 19 mai 1874, n'implique pas de la part des premiers une participation à l'élément délictueux des actes de leurs mandataires.

» Est d'avis ;

» 1^o Que toute assurance qui garantirait contre les réparations civiles (et, à plus forte raison, contre les amendes et frais) motivées par leurs propres délits, les auteurs d'infractions aux lois et décrets précités est nulle comme illicite et contraire à l'ordre public.

» 2^o Que doit être, au contraire, considérée comme valable en principe l'assurance dont le but est uniquement de garantir le chef d'industrie des conséquences de la responsabilité civile dont il peut être tenu en second ordre à raison des infractions commises par ses subordonnés, sans sa participation et à son insu. »

Le Comité décide que cet avis sera adressé au correspondant qui l'a sollicité.

M. Desclosières signale un projet de loi déposé à la Chambre des députés portant modification de la législation relative aux Conseils de Prudhommes. (*Journal officiel* du 13 janvier 1890.)

Cette question se rattachant à l'organisation du travail et pouvant influencer sur les conditions de l'apprentissage, l'honorable membre propose au Comité de se livrer à son examen.

La proposition est adoptée.

M. L. Durassier fait connaître que le Comité des accidents de fabrique est sur le point de se reconstituer dans les conditions

dont il a précédemment parlé, avec l'adjonction d'un membre du Comité judiciaire.

La date de la prochaine séance est fixée au lundi 3 mars 1890, à 2 heures 1/2.

Le Secrétaire du Comité.

Félix TOURNIER.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Procès-verbal de la séance de réorganisation du 2-1 mars 1890.

La séance est ouverte à 4 heures et le bureau est ainsi constitué :

Président : M. *Léon Appert*, ingénieur, membre du Conseil de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

Vice-Présidents : M. *Rodolphe Kœchlin-Engel*, manufacturier, M. *Sylvain Périssé*, ingénieur.

Secrétaire : M. le Dr *E. Thomas*.

Secrétaire-adjoint : M. *Pierre Mahler*, ingénieur civil des mines.

Membres : MM. *Paul Bérard*, secrétaire du Comité consultatif des Arts et Manufactures; *Albert Chaufton*, avocat à la Cour de cassation; *Édouard Gruner*, ingénieur des mines; *Gaston Lebel*; le Dr *Albert Robin*, professeur à la Faculté de médecine; *Remaury*, ingénieur; *Félix Tournier*, avocat.

Le Comité décide qu'une démarche sera faite auprès de MM. *Froment-Meurice* et de M. *Marestaing*, directeur de la « Pré-servatrice » pour leur demander leur précieux concours.

M. *Bérard*, sur l'invitation de M. le Président, rappelle que le Comité des Accidents de fabrique qui renaît aujourd'hui, a eu, il y a quelques années, une période très florissante sous la présidence de M. *Engel Dollfus*. En 1873, la question de préservation des accidents n'avait pas pris encore la place d'honneur qu'elle occupe

dans les préoccupations des industriels et du Gouvernement. M. Engel Dollfus, M. Chaix, M. Bérard, M. le Dr Perrin, M. le Dr Albert Robin avaient essayé de faire résonner au sein de la Société de protection un écho de la Société de Mulhouse.

Les préoccupations de M. Engel Dollfus et de M. A. Robin, se rattachaient à trois chefs principaux :

1^o Établir par des statistiques la manière dont se produisaient les accidents ; leur fréquence ;

2^o Provoquer par des récompenses le zèle des inventeurs ; vulgariser les appareils de protection ; signaler les organes dangereux dans une machine ;

3^o Réparer dans la mesure du possible l'accident qui avait frappé l'enfant au travail et essayer, suivant la formule si consolante adoptée par M. Engel Dollfus, de rendre la mutilation profitable à l'enfant.

Les tentatives de statistique n'ont pas abouti complètement, malgré l'appel fait aux inspecteurs du travail des enfants, aux hôpitaux, à la préfecture de police. Les renseignements sont restés incomplets, et il a fallu, pour faire œuvre utile, se limiter à une industrie particulière — les filatures et les tissages.

Peu après, la mort frappait M. Engel Dollfus, et du même coup le Comité recevait dans sa vitalité une profonde atteinte. Il suspendit ses séances non sans avoir, toutefois, dans une dernière réunion, adressé un appel suprême et provoqué la formation d'une société plus vivante, que M. Müller se plaisait à appeler ici même notre grande mais toujours respectueuse fille.

M. le Président remercie M. Bérard de ces renseignements, et s'informe de l'état des ressources dont peut disposer le Comité.

M. Roche, trésorier, déclare que le Comité possède 2,308 fr. 25 comme capital disponible, mais que les finances de la Société permettent de demander à la prochaine réunion générale un crédit annuel de 1000 francs pour le fonctionnement du Comité.

M. Bérard rappelle que cette somme de 2,308 fr. 25 provient de dons faits par M. Engel Dollfus et de souscriptions recueillies par lui.

M. le Président pense que tous les industriels qui s'intéressent aux travaux du Comité pourraient être invités à nous venir en

aide par des souscriptions et que nous disposerions ainsi de plus de moyens d'études et de vulgarisation. Mais il importe de fixer dans quel sens le Comité devra parler dans son bulletin des inventions qui lui seraient présentées.

M. le *Président* et M. *Chauffon* sont d'avis que le Comité doit se borner à publier et à décrire les appareils nouveaux sans encourir par un patronage une responsabilité quelconque.

M. *Bérard* et M. *Durassier* font remarquer que, puisque le Comité récompense les inventeurs, cela semble dire qu'il fera parmi les inventions une étude et un choix, et qu'il n'y a aucun danger, restrictions faites sur les perfectionnements à venir, à patronner un appareil ou une disposition de machine qui répond à un besoin. D'autre part, ne sera-ce pas dans ces jugements fermes rendus par le Comité que résidera son autorité?

M. *Gruner* est du même avis, et il espère que même pour les appareils signalés en province le Comité trouvera toujours par ses relations un correspondant compétent qui pourra faire une enquête sur place et en adresser le résultat.

Du reste ne pourrait-on pas admettre deux modes de vulgarisation? Dans certains cas on signalerait simplement un appareil sans l'approuver ni l'improver, dans d'autres cas, à la suite d'une étude critique satisfaisante, on ferait tous les frais utiles pour vulgariser l'invention reconnue satisfaisante en tous points.

Le Comité entier se range à cette manière de voir.

M. *Durassier* demande que le Comité se divise en trois groupes chargés respectivement de l'étude de la prévention, de la réparation et de la législation de l'accident.

M. *Rodolphe Kœchlin* croit cette subdivision bien théorique. Il pense que les questions peuvent être traitées en séances ordinaires du Comité, la parole et l'autorité restant tout naturellement à ceux de ses membres plus spécialement compétents.

M. *Roche* informe le Comité que des programmes de prix ont été adressés, par ses soins, aux Inspecteurs du travail des enfants, aux Industriels, et que les présentations seront reçues jusqu'au premier mai.

M. *Durassier* annonce qu'il prépare un rapport sur l'introduction de l'air comprimé dans les mines de Blanzv et ses conséquences dans la disparition du grisou et dans l'amélioration du travail du mineur.

M. *Gruner* veut bien accepter l'étude d'un appareil protecteur des scies circulaires.

M. *Mahler* fera un rapport sur un nouveau mode d'arrêt des transmissions.

M. *Durassier* donnera son avis sur un évite-molette présenté au Comité.

M. *Bérard* profite de cette occasion pour rappeler que dans la mesure du possible nous devons limiter nos recherches à la préservation de l'apprenti. Et à ce sujet il donne lecture d'une lettre de M. le ministre du Commerce l'autorisant à prendre communication du rapport de M. Delaissement sur les accidents qui frappent les enfants dans le laminage de la verge de tréfilerie. La Commission supérieure du travail des enfants est saisie en ce moment de cette importante question.

M. *Chaufton* invite ses collègues à étudier les dispositions de la loi votée par le Sénat et à en faire l'objet d'un examen critique à la prochaine réunion.

La prochaine réunion aura lieu le lundi, 12 mai, à 3 heures, au siège de la société, et le Comité commencera l'étude des appareils présentés au concours des médailles.

Le Secrétaire,
D^r E. THOMAS.

RAPPORT DES CENSEURS SUR LES FINANCES

EXERCICE 1889

PROJET DE BUDGET POUR 1890

M. A. CHAIX, fils. *rapporteur.*

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous rendre compte, au nom du Comité des Censeurs, des opérations de notre Société pendant le dernier exercice, et de sa situation financière au 31 décembre 1889.

Ces comptes résultent très régulièrement des écritures et des pièces à l'appui.

Total des Recettes	Fr.	24.932 03
Total des Dépenses		<u>24.519 42</u>
Reste en caisse	Fr.	412 61
Balance de notre compte au Crédit Foncier . . .		<u>7.521 82</u>
TOTAL	Fr.	<u><u>7.934 43</u></u>

Le total des recettes se décompose comme suit :

En caisse au 1 ^{er} janvier 1889	Fr.	107 33
Cotisations (dont 4 arriérées et 4 avancées) . . .		7.496 50

Subventions et Dons :

Du Lycée Charlemagne	Fr.	50 »
— Condorcet		300 »
— Henri IV		300 »
— Louis-le-Grand		300 »
— Saint-Louis		40 »
Du Collège Rollin		400 »
Du Ministère de l'Intérieur		300 »
		<u>1.390 »</u>
Souscriptions perpétuelles à capitaliser		500 »
Vente de livres		<u>177 15</u>
A reporter	Fr.	9.670 98

<i>Report.</i> . . Fr.	9.670 98
Intérêts de coupons (encaissés directement par la Société, le surplus ayant été recouvré par le Crédit Foncier)	1.804 20
Prélèvement au Comptoir d'Escompte	10.694 »
Prélèvement au Crédit Foncier.	2.762 85
TOTAL . . . Fr.	24.932 03

Voici maintenant le détail des dépenses :

Subventions aux établissements ci-après :

Société de protection des apprentis du papier peint,	
Pour 1888. Fr.	200 »
Pour 1889.	200 »
Société d'apprentissage de jeunes orphelins	100 »
Société d'apprentissage de jeunes orphelins des deux sexes	200 »
Assistance paternelle des fleurs et plumes Bernot, à Troyes.	100 »
École professionnelle Sainte-Anne, à Nancy	100 »
École d'horlogerie.	200 »
— de Puteaux	50 »
Patronage laïque du III ^e arrondissement.	150 »
Les Prud'hommes de Nîmes.	50 »
Patronage d'apprentis et jeunes orphelins	100 »
Congrès des accidents de fabrique	100 »
Orphelinat Saint-Charles	100 »
Chambre syndicale du papier	100 »
Patronage des apprentis du XVII ^e arrondissement	100 »
	2.350 »
Loyer	802 »
Appointements de l'agent de la Société	800 »
Frais administratifs	683 85
Comité de placement.	1.032 40
Publication du Bulletin.	3.435 35
Frais de convocations et d'élections	295 40
<i>A reporter.</i> . . Fr.	9.399 »

	<i>Report.</i> . . Fr.	9.399 »
Frais de recouvrement		393 30
Comité de secours.		252 45
Frais d'exposition		2.724 67
Versements au Comptoir et au Crédit Foncier . .		11.750 »
	TOTAL . . . Fr.	24.519 42

La situation générale de la Société se résume ainsi :

118 obligations P.-L. M. à 350 francs.	Fr.	41.300 »
135 obligations Est 3 0/0 à 350 francs		47.250 »
Solde du compte du Crédit foncier		7.521 82
En caisse.		412 61
	TOTAL de l'actif . . . Fr.	96.484 43
D'où il faut déduire :		
Dû au Comité des Accidents de fabri-		
ques.	Fr.	2.508 25
Plus intérêt à 1 0/0		25 08
Compte Chaix non payé		4.141 55
Pour souscription perpétuelle à capita-		
liser		500 »
		4.144 88
RESTE à l'actif de la Société . . . Fr.		92.339 55
La balance au 31 décembre 1888 était de		90.687 05
Soit une différence de (en plus) . . . Fr.		1.652 50

Nous venons vous proposer, Messieurs, pour l'exercice 1890 le projet de budget suivant :

RECETTES

Avoir disponible.	Fr.	7.934 43
Vente probable de livres		50 »
Subvention probable.		1.500 »
Cotisations probables		7.500 »
Coupons de titres en dépôt (253 obligations). . .		3.681 44
	Fr.	20.665 57

DÉPENSES

Publication du bulletin.	Fr.	4.500	»
Subvention aux Sociétés patronnées et secourues.		2.600	»
— et secours imprévus		500	»
Frais de recouvrement		400	»
Loyer		800	»
Appointements de l'agent de la Société		800	»
Frais de convocations et d'élections		500	»
Frais administratifs		500	»
Comité de placement		4.100	»
Fêtes des récompenses		5.000	»
	Fr.	46.700	»

Auxquels il convient d'ajouter le montant des
sommes restant dues sur l'exercice 1889, savoir :

Comité des Accidents de fabrique. Fr.	2.508	25
Factures de l'Imprimerie Chaix . . .	1.111	55
Souscription perpétuelle à capitaliser.	500	»
		<u>4.119 80</u>

20.819 80

Laissant un déficit de . . . Fr. 454 23

Pour balancer le chiffre des recettes sus-indi-
qué Fr. 20.665 57

DOCUMENTS OFFICIELS

PROJET DE LOI

CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS DONT LES OUVRIERS
SONT VICTIMES DANS LEUR TRAVAIL

(Texte adopté par le Sénat en première délibération, le 13 février 1890.)

TITRE PREMIER

Des indemnités en cas d'accidents.

ARTICLE PREMIER. — Dans toute industrie où le travail sera reconnu dangereux, le chef d'entreprise est responsable de tout accident survenu par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, à ses ouvriers ou employés, à moins qu'il ne prouve que cet accident est survenu par la faute lourde de l'ouvrier ou employé.

Ce principe est applicable aux exploitations gérées pour le compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics.

Un règlement d'administration publique déterminera les industries dans lesquelles le travail sera reconnu dangereux.

Dans le cas où l'accident serait dû à la faute lourde du chef d'entreprise ou de ses préposés, la réparation comprendra la totalité du dommage causé, conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil.

Si l'accident est dû à une imprudence ou à une négligence légère du patron ou de ses préposés, ou de l'ouvrier ; à un cas fortuit ou de force majeure ; ou si la cause est inconnue, l'indemnité est à la charge du chef d'entreprise, dans les conditions et suivant les distinctions qui seront déterminées ci-après.

Dans les cas prévus par les précédents paragraphes du présent article, le bénéfice de l'assistance judiciaire sera acquis à l'ouvrier ou employé victime de l'accident ou à ses ayants droit, dans les conditions qui seront déterminées ultérieurement.

ART. 2. — Dans les cas prévus au paragraphe 5 de l'article premier, le chef d'entreprise doit les indemnités suivantes :

1^o Pour l'incapacité partielle et temporaire de travail d'une durée

de plus de trois jours, il est alloué à la victime une indemnité journalière égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité partielle du travail devient permanente, l'indemnité consiste dans une pension viagère dont le capital est calculé sur la même base;

2^o Pour l'incapacité absolue et temporaire du travail, il est alloué à la victime une indemnité journalière égale à la moitié du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité absolue de travail devient permanente, il est alloué à la victime une pension viagère dont le capital est calculé sur la même base.

Toute indemnité journalière est due à partir du jour de l'accident et payable par quinzaine; toute pension viagère est payable par trimestre et d'avance.

Le versement de la somme représentative de la pension doit être fait, si la victime le demande, en totalité ou en partie, à capital réservé.

Un tiers au plus de la somme représentative de la pension peut être immédiatement alloué par le tribunal, à la victime, sur sa demande;

3^o En cas de mort avant le règlement de l'indemnité, les personnes ci-après désignées auront droit aux deux tiers des allocations qu'aurait reçues la victime.

L'attribution d'un tiers du capital représentatif de la pension, ainsi qu'il est dit au n^o 2, et de la pension viagère elle-même, sera faite par le tribunal au profit des ayants droit suivants :

1^o Au conjoint non séparé ou divorcé et sans enfants ;

2^o S'il y a des enfants mineurs, moitié au conjoint, moitié aux enfants jusqu'à leur majorité ;

3^o En totalité aux enfants, si le conjoint est prédécédé ;

4^o A défaut d'enfant, moitié au conjoint, moitié aux ascendants dont la victime était le soutien ;

5^o A défaut de conjoint et d'enfants, aux ascendants, dont la victime était le soutien.

Les frais funéraires seront, en outre, à la charge du chef d'entreprise.

ART. 3. — La victime, ou ses ayants droit, conserve contre les auteurs de l'accident, autres que le chef d'entreprise ou ses préposés, le droit à la réparation du préjudice causé. Toutefois, le chef d'entreprise sera exonéré de toute indemnité dans le cas où la victime de l'accident aurait obtenu, d'un tiers déclaré responsable, une allocation égale ou supérieure à celle qui lui est due par application de la présente loi.

ART. 4. — Les employés et ouvriers dont les appointements dépass-

sent 2,400 francs ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

TITRE II

De la déclaration des accidents et de l'enquête.

ART. 5. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail et survenu dans une des entreprises auxquelles se réfère l'article premier, sera l'objet d'une déclaration par le chef d'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration sera faite, dans les vingt-quatre heures de l'accident, au maire de la commune qui en dressera procès-verbal, dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. Il sera produit, dans les quarante-huit heures, par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante au déposant.

ART. 6. — Lorsque la blessure paraîtra devoir entraîner la mort ou une incapacité de travail de plus de vingt jours, le maire transmettra sur-le-champ copie de la déclaration au juge de paix du canton.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procédera à une enquête aux fins de rechercher :

1^o La cause, la nature et les circonstances de l'accident;

2^o La personne ou les personnes tuées ou blessées;

3^o La nature des blessures produites;

4^o Le lieu où se trouvent les personnes blessées ou tuées;

5^o Les parents des personnes tuées ou blessées dans l'accident et qui pourraient prétendre à une indemnité.

ART. 7. — L'enquête aura lieu contradictoirement, en présence des parties intéressées ou elles dûment convoquées, d'urgence, par lettre chargée.

Si l'avis médical fourni par le chef d'entreprise ne lui paraît pas suffisant, le juge de paix pourra, dans tous les cas, commettre un médecin pour examiner le blessé.

Le juge de paix pourra commettre un ou plusieurs experts, qui l'assisteront dans l'enquête.

Toutefois, il n'y aura pas lieu à constitution d'experts dans les établissements de l'État où s'effectuent des travaux qui doivent rester secrets. Dans ces établissements et dans les entreprises administrativement surveillées, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle transmettront au juge de paix, pour être joint au pro-

cè-verbal d'enquête, un exemplaire du rapport que le service doit adresser à l'autorité judiciaire. Le juge de paix pourra réclamer du Service tous autres renseignements qui seraient utiles à la manifestation de la vérité.

ART. 8. — L'enquête devra être close dans le plus bref délai et au plus tard dans la huitaine, à partir de l'audition du premier témoin.

Le juge de paix avertira, par lettre chargée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront toujours en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition sur papier libre.

TITRE III

De la fixation de l'indemnité et de la procédure. Dispositions pénales.

ART. 9. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relative aux indemnités temporaires prévues par l'article 2, seront jugées, en dernier ressort, par le juge de paix.

ART. 10. — En ce qui concerne les autres indemnités, le dossier de l'enquête, prévue à l'article 6, sera, le jour même de la clôture, transmis au président du tribunal de l'arrondissement où l'accident aura eu lieu.

Dans les huit jours de cette transmission, le président convoquera les parties en son cabinet, à l'effet de tenter une conciliation.

Les parties seront tenues de se présenter en personne. En cas d'empêchement dûment justifié elles pourront se faire représenter par un mandataire spécial.

Si les parties se concilient, le président rendra une ordonnance qui constituera leur titre.

Si l'une des parties ne comparait pas, ou si les parties ne tombent pas d'accord, le président autorise la partie la plus diligente à assigner à bref délai pour la plus prochaine audience. Il sera statué, comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Le délai pour interjeter appel sera de quinze jours. Ce délai courra, pour les jugements contradictoires, du jour de la signification à personne ou domicile, et pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

ART. 11. — Toute demande d'assistance judiciaire est soumise au juge de paix du domicile du demandeur. Le juge de paix prononce d'urgence au vu de l'extrait du rôle et après s'être rendu compte de la situation du demandeur.

La décision est ensuite adressée au bureau compétent qui statue, en la forme ordinaire dans le délai de quinzaine.

En cas de rejet de la demande par le bureau, l'assistance est retirée et il est fait application des articles 24 et 25 de la loi du 22 janvier 1851.

L'assistance judiciaire est étendue aux actes d'exécution du jugement de condamnation.

Les frais de ces actes seront recouvrés comme les dépens de l'instance.

ART. 12. — Les ordonnances du président prévues à l'article 10, et les jugements, rendus en vertu de la présente loi, seront exécutoires, nonobstant opposition ou appel, sauf en ce qui concerne le versement d'une partie de l'indemnité en capital, prévu par l'article 2.

Ils pourront être exécutés sur simple extrait, qui devra être délivré par le greffier du tribunal, dans les vingt jours du prononcé du jugement.

ART. 13. — Le tribunal pourra, lorsque la contestation soulevée par la victime d'un accident sur le chiffre de l'indemnité ne lui paraîtra pas justifiée, décider, par une disposition spéciale du jugement, que les frais faits par le chef d'entreprise seront, en tout ou en partie, compensés avec l'indemnité.

ART. 14. — Seront punis d'une amende de 16 francs au moins et de 100 francs au plus, les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5 de la présente loi.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera élevée de 100 à 300 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu des paragraphes précédents.

ART. 15. — Sauf la portion de capital versée aux termes de l'article 2, les rentes, pensions et indemnités accordées aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit, sont incessibles et insaisissables; elles jouissent du privilège de l'article 2101 du Code civil et y gurent sous le n° 4 et, en concours, pour deux années d'arrérages de la rente ou pension.

Dans tous les cas, les ordonnances du président et les jugements de condamnation détermineront les garanties nécessaires pour assurer le paiement desdites pensions.

En cas d'assurance contractée par le chef d'entreprise, l'ouvrier ou l'employé victime d'un accident et ses ayants droit auront un privilège, dans les termes de l'article 2102 du Code civil, sur l'indemnité due par l'assureur.

ART. 16. — L'action en indemnité, prévue par la présente loi, se prescrit par un an, à dater du jour de l'accident.

ART. 17. — Toute contravention contraire à la responsabilité du chef d'entreprise, telle qu'elle est établie dans la présente loi, est nulle de plein droit.

Si le chef d'entreprise, par des conventions particulières passées avec ses employés et ouvriers, ou par des versements faits à leur profit dans les caisses d'une institution de prévoyance, a assuré aux victimes d'accidents des indemnités ou des pensions viagères, il sera tenu seulement de compléter jusqu'à due concurrence le montant des allocations prévues par la présente loi.

TITRE IV

Des caisses et compagnies d'assurances contre les accidents.

ART. 18. — Les syndicats visés par la loi du 21 mars 1884 pourront, sans autorisation, constituer des caisses spéciales d'assurance mutuelle contre les risques prévus par la présente loi.

ART. 19. — Un règlement d'administration publique déterminera les garanties que devront fournir les caisses et les compagnies d'assurances contre les accidents.

TITRE V

Disposition exceptionnelle.

ART. 20. — Il n'est en rien dérogé aux lois, ordonnances et règlements qui concernent les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux arsenaux de la marine.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des graveurs en tous genres.

Procès-verbal de l'assemblée générale du 21 mars 1889.

PRÉSIDENCE DE M. TASSET.

M. DEVAMBEZ, président-rapporteur de la Commission du Bal annuel, donne lecture de son rapport sur le bal donné au bénéfice de la caisse des Concours d'apprentis.

« Messieurs, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte rendu du bal donné par la Chambre syndicale au profit de la caisse de ses concours d'apprentis.

» La commission dans sa dernière séance a vérifié les comptes et établi le résultat de cette tentative :

» 199 billets ont été placés et ont produit avec les bénéfices du vestiaire et du buffet la somme de 915 fr. 70 c. Les frais se sont élevés à la somme de 924 fr. 65 c. Ce qui fait une différence, en déficit, de 8 fr. 95 c. Ce petit déficit a été couvert par la commission qui a pense que, si la caisse des concours d'apprentis n'avait pas de bénéfice, elle ne devait pas, non plus, avoir de perte.

» Vous le voyez, Messieurs, le résultat est maigre, et nous pensions pouvoir compter sur un succès, étant donné l'accueil favorable qui a été fait à l'annonce de ce bal, lors de la dernière distribution des récompenses de nos concours.

» A quoi attribuer cet insuccès ?? Peut-être à la date tardive de ce bal, aux maladies, aux deuils, etc., mais, nous le craignons, aussi à l'indifférence d'un grand nombre des membres de la Chambre, car sur 79 membres dont elle se compose, 33 seulement ont collaboré au

placement des billets. Il s'ensuit donc que 46 membres se sont complètement désintéressés de cette œuvre.

» A tous les points de vue, c'est regrettable.

» Je dois dire cependant, afin de n'être pas trop pessimiste, que plusieurs personnes compétentes ont émis l'avis que, pour un premier bal, si on faisait les frais, c'était presque un succès, mais cela n'amène pas d'argent dans la caisse.

» Je dois dire aussi que malgré le nombre restreint de danseurs (120 personnes seulement ont passé au contrôle) cette soirée a été charmante; car le peu de graveurs qui y assistaient ont rivalisé d'entrain, de gaieté et de bonne volonté, et ont ainsi fait les honneurs du bal aux invités qu'ils avaient amenés, ce qui a permis à l'excellent orchestre de Mélé, d'exécuter entièrement son programme qui se composait de trente-quatre danses, qui ont duré jusqu'à cinq heures et demie du matin. Un excellent souper à 3 fr. par tête a ensuite réuni une partie des personnes encore présentes, et on s'est séparé à six heures et demie se promettant de revenir l'année prochaine.

» La commission remercie vivement toutes les personnes qui ont participé à cette fête de famille, soit par leur présence ou leurs souscriptions, membres de la Chambre et étrangers à la Chambre, ainsi que M. Muzet, président du Syndicat général, M. Chapuis, président des concours de la Papeterie, et M^{me} Chapuis, qui ont bien voulu nous honorer de leur présence et prendre part à nos danses.

» La commission regrette de n'apporter cette fois aucun bénéfice à la caisse des concours, et elle espère que, si l'année prochaine, la Chambre syndicale renouvelle cette tentative auprès de tous ses membres, elle trouvera un accueil plus favorable qui lui permettra de fonder des espérances sérieuses sur son appui, appui si nécessaire pour l'augmentation des fonds destinés au développement de ses concours d'apprentis. »

M. MARIN demande que l'on prenne les dispositions nécessaires pour que le bal de l'année prochaine ait lieu à une époque moins avancée de la saison,

M. JANVIER, secrétaire-trésorier, donne lecture du rapport concernant l'état financier de la Chambre :

« Messieurs et chers Collègues, J'ai l'honneur de vous présenter le compte rendu de nos différentes caisses.

» L'encaisse de celle des concours d'apprentis présente un solde créditeur de 313 fr. 45 c., somme que nous pensions voir s'augmenter par le produit du bal donné le 2 mars au Grand-Orient et dont le résultat a été malheureusement contraire à nos espérances, car, au lieu d'un bénéfice, il s'est soldé par un très léger déficit qui a été, séance tenante, comblé par les membres présents de la commission

du bal. Il ne faut pas, cependant, s'exagérer l'importance de cet apparent insuccès; nous disons apparent, parce qu'avec l'expérience acquise, il nous serait possible, avec les mêmes recettes, d'obtenir un boni de cent cinquante ou deux cents francs par de certaines économies que nous avons vues réalisables, sans cependant diminuer, en quoi que ce soit, l'importance du bal. La date et le jour que nous avons, pour différentes causes, été obligés de fixer (le samedi gras), nous ont occasionné une dépense supplémentaire de plus de deux cents francs pour la location de la salle et de l'orchestre.

» Nous pouvons donc espérer obtenir, pour la prochaine fois, un succès réel et nous ne pouvons qu'être encouragés par la bonne composition de la réunion ainsi que par la tenue parfaite et l'entrain qui n'ont cessé de régner pendant toute la durée de la fête. Nous en exprimons ici notre reconnaissance aux personnes qui nous ont honorés de leur présence et nous leur donnons rendez-vous pour le prochain bal en les conviant à nous amener le plus grand nombre possible d'amis.

» Les dépenses pour le concours d'apprentis ont été aussi très importantes; cependant elles n'ont pas été en excédent sur les recettes, lesquelles, comme précédemment, sont dues à la générosité de nombreux souscripteurs et donateurs à qui nous sommes heureux de présenter ici le témoignage de toute notre reconnaissance, puisque, sans eux, il n'y aurait pas possibilité de continuer l'œuvre si utile que nous avons entreprise; nous espérons donc que leur bienveillant concours ne nous fera jamais défaut et qu'ils voudront bien nous aider à faire connaître les bons résultats de nos efforts, afin de nous procurer de nouvelles adhésions. Le nombre des souscripteurs a été de 86, le montant des sommes reçues de 930 fr. 50; celui de la collecte faite à la distribution de 63 fr. 70, soit 1,014 fr. 20; nous avons eu également seize donateurs, desquels nous avons reçu des ouvrages divers, des médailles, des livrets de la Caisse d'épargne.

» D'autre part, les dépenses se sont élevées à 1,002 fr. 05, somme supérieure à celle du précédent concours, il est vrai, mais qui ne doit pas étonner si l'on considère que, l'importance du concours augmentant, nous avons dû donner plus d'éclat à la solennité et faire des dépenses d'installation et de matériel qui nous permettront de faire quelques économies futures.

» Caisse des concours de graveurs.

» Cette caisse, qui commence seulement à se fonder, ne peut, comme de juste, avoir encore pris beaucoup de développement; nous espérons cependant que cela viendra avec le temps, car le but à atteindre a son importance puisqu'il s'agit d'élever autant que possible la production de la gravure.

» Nous remercions bien sincèrement les personnes dévouées et généreuses qui ont jusqu'à présent contribué à former le premier fonds de caisse s'élevant à la somme totale de 303 fr. 45, défalcation faite de quelques petites dépenses.

» Quant à la caisse de la Chambre, son état est resté stationnaire; à l'encaisse de 31 fr. 05, existant lors de la dernière Assemblée générale, s'est ajoutée la somme de 38 fr. 45, produit de la collecte faite ce jour.

» Cette collecte, alimentant seule cette caisse spéciale, nous allons avoir l'honneur de la renouveler, en vous priant d'agréer nos remerciements anticipés. »

La discussion est reprise sur la limite d'âge fixée pour les concours des graveurs.

M. LE PRÉSIDENT demande sa suppression, en raison des objections qui lui sont faites à ce sujet par des personnes auxquelles il s'est adressé pour obtenir leur participation pécuniaire à cette œuvre.

MM. DEVAMBEZ et DEMENGEOT combattent énergiquement cette proposition, et, après une vive discussion entre ces Messieurs et M. Tasset, M. Dujardin, parlant de la limite d'âge fixée l'année précédente, dit que la Chambre ne peut se déjuger sans avoir commencé une mise à exécution du projet.

M. TASSET répond que, pour commencer, il faut de l'argent, et que ceux qui peuvent en donner sont contraires à une limite d'âge.

Il est procédé au vote et la proposition est repoussée.

Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment.

Séance du vendredi 8 novembre 1889.

La séance ordinaire est ouverte à huit heures et demie sous la présidence de M. Choquet.

COMMISSION DES APPRENTIS

La Commission des apprentis s'est réunie à différentes reprises; M. Chapuis, son président, et ses collaborateurs habituels ont continué à apporter à l'œuvre de notre École professionnelle leur dévouement et tous leurs soins.

Un secrétaire administratif a été adjoint à M. Chapuis; ce parti était le seul possible, car la direction était tout à fait surchargée de travail. — Cette année, il est nécessaire d'apporter quelques restrictions à la satisfaction exprimée par nos précédents comptes rendus annuels; quelques membres de la Commission, sans doute très occupés

par les travaux occasionnés par l'année exceptionnelle que nous venons de traverser, ont un peu négligé leur service; permettez-moi de rappeler ici combien la présence et le service effectif de tous les membres de la Commission est nécessaire pour mener à bien une œuvre aussi laborieuse; nous espérons le concours de tous les membres de la Commission pour le présent exercice.

Cette année, le nombre des cours a été augmenté et ils ont lieu les dimanche matin, lundi, mardi, mercredi et jeudi soir. Le résultat des divers concours a été très satisfaisant et la solennité des plus brillantes; elle a eu lieu à l'Ambigu comme les deux années précédentes.

Nous avons eu la satisfaction de voir M. Bazin recevoir, le 14 juillet dernier, les palmes académiques; cette récompense, bien méritée par le concours dévoué apporté par M. Bazin aux travaux de la Commission des apprentis, est aussi un encouragement pour nos dévoués collaborateurs. (*Applaudissements.*)

M. J. CHAPUIS, président de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis, donne lecture de son rapport.

« Messieurs, j'ai à vous informer que la réouverture de nos cours d'enseignement professionnel a eu lieu le dimanche 13 octobre, en l'hôtel des Chambres syndicales.

» Le nombre des élèves inscrits jusqu'à ce jour s'élève à 74, dont 53 apprentis papetiers et 21 cartonniers de 1^{re} et 2^{eme} année.

» Les conférences-promenades à l'Exposition universelle ont été organisées les lundis 7, mardi 8, mercredi 9 octobre et vendredi 1^{er} novembre.

» Un certain nombre d'apprentis ont répondu à notre appel et ont paru s'intéresser vivement à ces conférences.

» Nous avons à adresser publiquement nos plus vifs remerciements à M. Failliot, président de la Chambre syndicale des papiers en gros, qui a bien voulu se mettre à notre disposition dès le premier jour de nos conférences, et nous a aidés à guider nos élèves dans les principales sections où les produits pouvaient les intéresser et notamment dans la classe 58 (matières premières) pour la fabrication du papier, puis à la machine à fabriquer le papier de MM. Darblay père et fils; à l'établissement de MM. De Nayer et C^{ie}; puis après une visite à la classe 22 (papiers de fantaisie), nous avons dirigé nos élèves dans les sections de l'Autriche-Hongrie, de Hollande, du Japon, de Grèce, de Norvège, de Russie, de Grande-Bretagne, des États-Unis, de Suisse, de Belgique, et enfin dans la section française, classes 10 et 6, 7 et 8 de l'enseignement professionnel.

» Nous devons adresser tous nos remerciements à MM. les exposants qui ont bien voulu se mettre à notre disposition pour donner à nos élèves des renseignements sur les produits exposés.

» Monsieur le Président, Messieurs et chers Collègues, dans les divers congrès du Havre, de Bordeaux, des Chambres syndicales et plus récemment dans les congrès internationaux de l'enseignement technique, du commerce et de l'industrie, de nombreux vœux ont été émis dans le but d'organiser d'une façon rationnelle et complète l'enseignement technique et professionnel.

» Tous les industriels, tous les hommes compétents sont d'accord pour penser que le développement de l'enseignement technique et professionnel est un des meilleurs et des plus sûrs moyens de travailler au relèvement de notre industrie, mais c'est à la condition que cet enseignement professionnel soit sagement et pratiquement organisé.

» Je ne vous donnerai pas l'énumération de tous les vœux qui ont été adoptés dans ces divers congrès, mais seulement ceux qui me paraissent le plus vous intéresser, et sur lesquels je crois devoir appeler plus particulièrement votre attention, car leur réalisation devient de jour en jour plus pressante, et, en première ligne, ceux concernant les contrats d'apprentissage, qui sont conçus en ces termes :

» 1^o Tout apprentissage à temps déterminé devra être l'objet d'un contrat en double, fait sur papier libre et dont l'enregistrement sera gratuit :

» 2^o Aucune juridiction ne devra accueillir les réclamations relatives aux apprentissages sans la présentation de ce contrat ;

» 3^o La loi du 22 février 1851 devra être modifiée comme suit :

« Toute personne qui occupera un apprenti ne présentant pas le » congé d'acquit de son apprentissage ou le certificat le déclarant » libre de tout engagement, pourra être rendue légalement respon- » sable des dommages-intérêts accordés par le tribunal au patron » abandonné, quel que soit le nouvel état adopté par l'apprenti. »

» Il a été constaté que près de 50 0/0 des enfants placés en apprentissage ne finissent pas le temps déterminé et cela au détriment des patrons qui ont fait des dépenses de temps, d'argent, de soins, et souvent, plus l'enfant a profité de son séjour à l'atelier, plus il a de tendances à le quitter. Les parents ne secondent pas le patron, et lorsque l'enfant sait un peu son métier, ils ont un intérêt direct à le faire sortir de l'atelier : l'enfant obéissant à cette influence devient insubordonné et se fait mettre à la porte.

» Les patrons ont recours au Conseil des Prud'hommes qui rendent un jugement platonique illusoire, s'appliquant à des parents ne possédant rien ou à peu près.

» Il est donc absolument indispensable d'introduire dans la loi une prescription pour faire respecter les contrats et obliger les apprentis à ne se présenter dans un atelier qu'en fournissant un

certificat de libération de leur apprentissage; dans le cas où un apprenti serait accueilli sans que cette formalité ait été remplie, le patron qui le recevrait dans ces conditions serait rendu responsable des indemnités dues à celui qui avait l'enfant en apprentissage.

» Il faudrait également que cette nouvelle loi oblige les jeunes gens de 14 à 17 ans qui ont terminé leurs études primaires, à suivre les cours des écoles de perfectionnement d'enseignement professionnel.

» Les vœux concernant l'enseignement technique et professionnel sont les suivants :

» 1^o Que des cours professionnels du jour, du soir, du dimanche, soient créés en aussi grand nombre que possible et par spécialités, afin de compléter l'instruction technique des apprentis et des ouvriers;

» 2^o Que des patronages ou sociétés de protection soient créés avec ou en dehors des cours professionnels dans le but d'encourager et de récompenser les efforts, le mérite et les résultats des élèves, employés, ouvriers, apprentis, de leur faciliter leur placement et aussi d'établir entre eux des liens de confraternité;

» 3^o Que des encouragements soient accordés aux patrons ou aux établissements qui formeront les meilleurs apprentis ;

» 4^o Que les Chambres syndicales apportent à toutes ces œuvres leur concours le plus dévoué et le plus désintéressé, et que, par leur initiative, elles provoquent ou secondent l'action des pouvoirs publics, de toutes les institutions et de toutes les personnes qui s'intéressent à l'œuvre du progrès de l'industrie nationale.

» Ces derniers vœux ont été en partie réalisés par notre Chambre syndicale et nous sommes persuadés que nos successeurs auront à cœur de continuer l'œuvre entreprise qui réclame tant de sollicitude.

» D'autres vœux, relatifs aux *Institutions de prévoyance, à la participation aux bénéfices*, ont été émis et nous croyons utile de vous les rappeler ici, comme faisant suite à ceux cités plus haut.

» 1^o Qu'il soit donné aux apprentis, soit dans l'atelier par le concours du patron, soit dans l'école professionnelle par celui d'un des maîtres, les premières notions de la prévoyance et que chez les jeunes ouvriers les dispositions à l'épargne soient autant que possible encouragées ;

» 2^o Que la participation du personnel aux bénéfices de l'entreprise est un moyen à recommander pour constituer aux employés et ouvriers stables un fonds de prévoyance.

» De même que pour les précédents vœux, la Chambre syndicale les a mis en pratique depuis longtemps. Car, depuis la fondation de son œuvre d'encouragement en faveur des apprentis, les principales récompenses décernées aux élèves qui suivent les cours ainsi qu'aux apprentis qui prennent part aux divers concours, sont des livrets de la Caisse d'épargne, des livrets de la Caisse de retraites ; ce sont là

assurément des indications de prévoyance et d'épargne que nous ne cessons de propager.

» Tels sont, Messieurs, les vœux exprimés dans les différents congrès et sur lesquels nous appelons tout particulièrement votre attention, en vous priant de nous apporter votre concours afin d'en obtenir promptement la réalisation complète. »

Ce rapport est également applaudi. M. VACQUEREL fait seulement quelques réserves sur les jugements platoniques du Conseil des Prud'hommes, en faisant remarquer que les prud'hommes appliquent la loi mais que les plaideurs n'exercent souvent pas leurs droits conformément au jugement rendu.

M. CHAPUIS relève que ce n'est pas son opinion qu'il émet, mais celle des différents congrès.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

Séance du 5 novembre 1889.

PRÉSIDENCE DE M. A. PIEL, PRÉSIDENT.

M. LEJOLLIOT rend compte des démarches faites par lui comme président de la Commission de l'École de dessin afin de savoir exactement les conditions à remplir pour faire reconnaître d'utilité publique notre École de dessin.

M. Lejolliot s'est présenté chez M. Tantet, maire du III^e arrondissement, lequel a approuvé notre idée, a promis de l'appuyer et a conseillé de s'adresser au ministère du commerce. En l'absence de M. Ollendorff, directeur de l'Enseignement technique et professionnel, M. Lejolliot s'est adressé à son chef de service; les renseignements qu'il a donnés sont les suivants : Pour être reconnu d'utilité publique, il nous faudrait être en société, garantir par des capitaux suffisants la vitalité de notre institution; nous deviendrions société civile et aurions de ce fait le droit de recevoir légalement des legs ou dons.

M. LEJOLLIOT pense qu'il ne nous est pas facile d'atteindre ce but. Malgré cela, nous avons été engagés à persévérer dans notre idée. Peut-être aurions-nous quelque chance de réussir tout en n'étant pas formés en société. Il nous faudrait faire une demande à M. le Ministre du commerce et de l'industrie. Cette demande serait transmise à la préfecture de la Seine, qui l'enverrait au Conseil d'État, lequel repousserait ou accepterait la demande.

M. LEJOLLIOT ajoute que plusieurs de nos collègues pensaient que, par ce fait d'être reconnus d'utilité publique, les crédits qui nous sont alloués par le ministère du commerce l'étaient à titre définitif. C'est

une erreur, le ministre ne donnant les allocations qu'autant que les Chambres votent les crédits affectés à cet effet.

M. LEJOLLIOT a vu également M. Pasquier, chef de bureau au ministère du commerce, au sujet de la loterie de l'Exposition; il lui a demandé qu'au cas où de nouveaux lots seraient achetés, l'administration veuille bien penser à notre école professionnelle; que nous avions fait ainsi que nos élèves de réels sacrifices; il a fait ressortir tout l'intérêt qu'avait notre école, au point de vue du développement qu'elle pouvait donner à notre industrie en élevant le niveau artistique de nos futurs ouvriers. M. Pasquier a répondu que, si les fonds promis étaient versés, il ferait une part à notre école.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Lejolliot des démarches qu'il a faites et rappelle qu'il a été assez heureux de faire accorder à M. Topart ainsi qu'à M. Lejolliot une médaille de collaborateur. (*Approbation générale.*)

M. LEJOLLIOT remercie M. le Président et ajoute qu'il est d'autant plus flatté que la Chambre veut bien apprécier les services qu'il a pu rendre à notre école de dessin; il croit fermement qu'il a rendu ainsi un service à notre industrie et que, pour lui c'est la plus belle récompense.

M. LE PRÉSIDENT lit une lettre de M. Lefebvre, président de l'Orphelinat de la bijouterie, joaillerie et industries qui s'y rattachent, remerciant la Chambre d'avoir bien voulu, en s'inscrivant membre honoraire, patronner pour notre industrie l'œuvre qu'il dirige. Nous en détachons le passage suivant :

« Comme je vous l'ai dit, nous sommes heureux de recevoir des souscriptions honoraires, mais nous cherchons aussi à étendre les bienfaits de l'œuvre aux diverses corporations qui sont intimement liées entre elles; vos ouvriers et les nôtres ne sont-ils pas de la même famille? »

Assistance paternelle des fleurs et plumes

(Patronage industriel)

Séance du mardi 10 décembre 1889.

PRÉSIDENCE DE M. R. TURNER, PRÉSIDENT.

Assisté de MM. Caillaux, R. d'Isle et Andrisson, vice-présidents; Longuet, Ménétret, secrétaires; Deilles, trésorier.

Sont en outre présents la plupart des membres du Conseil d'administration.

Le Conseil de censure est représenté par M. Javey père.

M. LE PRÉSIDENT ouvre la séance et, après adoption du procès-verbal, prononce l'allocution suivante :

« Mesdames, Messieurs, A mesure que l'on avance dans la vie, on voit s'égrèner sur le chemin les amitiés, les relations affectueuses; une longue communion d'idées et de sentiments se trouve soudain interrompue par un déchirement irréparable; on jette dans une tombe béante une part de ses joies les plus intimes, souvent la meilleure.... Puis, tout est dit: loin de se combler, le vide ne peut plus que grandir! Tous nous passons par là; c'est le commun destin.

» Les Associations mêmes n'échappent qu'incomplètement à cette loi de nature; toutefois, elles en sont d'ordinaire moins cruellement atteintes, car bientôt leurs rangs se reforment et se serrent au drapau; *uno avulso, non deficit alter*.

» Il en allait ainsi pour l'Assistance paternelle des fleurs et plumes; si les deuils, depuis quelque temps surtout, ne lui étaient pas ménagés, elle en sentait atténuer l'amertume par les bonnes volontés nouvelles qui venaient se grouper autour de son œuvre.

» Mais aujourd'hui que disparaît l'inspirateur, le fondateur de cette œuvre; aujourd'hui qu'a cessé de battre le cœur généreux dont la tendresse pour l'enfance ouvrière avait créé de toutes pièces notre Patronage, en lui imprimant le sceau d'une inaltérable bonté, d'une sollicitude toujours en éveil, comment ne ressentirions-nous pas une filiale émotion? Famille morale, comment ne partagerions-nous pas la douleur de la famille naturelle qui pleure son chef bien-aimé?

» Par l'étendue de notre perte, nous pouvons presque apprécier l'immensité de la sienne: avec elle, nous aimions ce modèle de toutes les vertus privées et publiques, cet homme de dévouement et d'abnégation, dont la sereine fierté d'âme n'admettait ni transaction avec le droit, ni compromission avec le devoir; avec elle, nous nous souvenons de son inébranlable fidélité envers ceux qu'il rencontrait dans la voie ardue dont il n'avait jamais dévié. Avoir mérité son amitié, c'était la retrouver à toute épreuve!

» Aussi conserverons-nous sa mémoire comme une sainte tradition: nous nous en inspirerons pour continuer à faire le bien, sans préoccupations personnelles, pour l'amour seul du bien. Ce sera la meilleure preuve de notre reconnaissance.

» Depuis plusieurs années, à son insu, nous nous efforçons de lui en donner un éclatant témoignage: nous réclamions pour lui une haute distinction que son excessive modestie ne lui eût pas permis de solliciter, mais que nul, assurément, ne méritait plus. Le succès nous a été refusé. D'autres que nous doivent le regretter; car notre ami, celui de nos protégées, était un digne, un loyal, un vrai chevalier d'honneur.

» Pendant sa longue carrière, M. Ch. Petit avait constamment cherché à se dérober après la tâche accomplie; il avait mis un soin jaloux à dissimuler les bienfaits dont on lui était redevable. Sa famille a voulu se conformer à la même pensée : elle a demandé qu'il ne fût prononcé aucun discours.

» Mais, comme le disait éloquemment notre collègue M. L. Hiélard, « pour être muet, l'hommage de la foule recueillie n'était ni moins profond ni moins sincère ».

» Le nôtre ne s'éteindra qu'avec la Société elle-même : le nom de M. Ch. Petit restera à jamais inscrit en tête de notre livre d'or ! »

Cette allocution est écoutée avec une bien vive émotion.

En signe de deuil et de respect, M. le Président propose de lever la séance.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

Le secrétaire de la séance,
G. MÉNÉRET.

Dans sa deuxième séance du 10 courant, le Conseil d'administration a constitué, comme suit, son bureau pour l'année 1890 :

Président : M. R. Turney;

1^{er} Vice-président : M. J. Caillaux;

2^e — M. R. d'Isle.

3^e — M. F. Andrisson.

Secrétaires : MM. G. Ménétret, Longuet, Ed. Aron.

Trésorier : M. L. Deilles.

Assemblée générale du 19 novembre 1889.

PRÉSIDENCE DE MM. R. TURNEY ET J. CAILLAUX

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidence de M. R. TURNEY, président, assisté de MM. J. Caillaux, R. d'Isle et Andrisson, vice-présidents; MM. Aron et G. Ménétret, secrétaires; Deilles, trésorier.

Le Conseil de censure est représenté par MM. Javey père et Grosset.

Un grand nombre de sociétaires ont répondu à l'appel qui leur a été adressé. Quelques-uns se sont fait excuser, parmi lesquels M^{mes} Chauvin, V^{te} Gosse-Perier et Vignat; MM. Bergaut, Briançon père, Diringer, Laloue, Longuet et Patay.

M. le deuxième vice-président, R. d'ISLE, donne lecture du compte rendu de la dernière assemblée générale, lequel est adopté.

Ordre du jour :

1^o Rapport de l'exercice par M. le Secrétaire G. Ménétret ;

2^o Compte rendu du Trésorier, par M. Deilles ;

- 3° Rapport du Conseil de censure, par M. Grosset;
- 4° Additions ou modifications aux statuts, prescrites par la Préfecture ou proposées par plusieurs membres;
- 5° Exposé de la situation des groupes de famille, par M. le vice-président Caillaux;
- 6° Élections pour le renouvellement partiel des Conseils d'administration et de censure;
- 7° Communications diverses.

M. le Président TURNÉY regrette de ne pas avoir, cette année, à sa droite, notre bien-aimé président-fondateur, M. Ch. Petit, dont l'état de santé justifie, malheureusement, les plus tristes prévisions; il est convaincu que l'assemblée tout entière s'associera au sentiment qu'il éprouve. Par contre, il est heureux de pouvoir féliciter nos professeurs des cours du dimanche, qui ne cessent de donner de réelles preuves de sympathie et de dévouement à notre œuvre.

M. Gustave OLLENDORFF, fort souffrant par suite probablement des travaux excessifs que lui a imposés l'Exposition, n'a pu encore nous donner le discours qu'il a prononcé lors de notre distribution des récompenses, ce qui explique le retard anormal dans l'impression de notre bulletin annuel. M. Turney ajoute que ce délai, tout fâcheux qu'il soit, se trouvera compensé par la facilité que nous lui devons de pouvoir insérer les modifications aux statuts que l'assemblée de ce soir jugera convenable d'adopter.

M. LE PRÉSIDENT rend témoignage à MM. Caillaux et R. d'Isle pour l'activité qu'ils ont déployée dans l'organisation de notre double exposition: une très grande part leur revient assurément dans notre brillant succès.

La parole est à M. le secrétaire G. MÉNÉTRÉ pour la lecture du compte rendu de l'exercice :

« Mesdames et Messieurs, pour la première fois, j'ai l'honneur de vous présenter le compte rendu des travaux de l'Assistance paternelle : aussi vous demanderai-je de bien vouloir m'accorder toute votre indulgence.

« Depuis que j'occupe le poste de Secrétaire, je n'ai obtenu que des encouragements de tous, et les vœux de notre cher président m'ont beaucoup facilité ma tâche. Je me permets de commencer mon travail par le remercier sincèrement,

« Les Groupes de famille, devenus l'un des principaux objets de notre sollicitude, sont remarquablement dirigés par nos vice-présidents. Cette utile fondation, due à notre courageuse initiative, place notre patronage au premier rang des sociétés similaires et nous assure, dans le présent et pour l'avenir, de précieuses sympathies. M. le pré-

mier vice-président, J. Caillaux, aura l'honneur de vous donner un compte rendu plus explicite et plus autorisé de la marche progressive de cette création.

» M. Turney qui, par suite de graves préoccupations de famille, avait dû fixer sa résidence à quelques lieues de Paris, voulait remettre la présidence de notre Société entre les mains d'un successeur; mais cédant à nos instances éloquemment exprimées par plusieurs membres délégués auprès de lui par notre Conseil, il a bien voulu revenir sur sa détermination et nous conserver un concours que nous avons promis de lui faciliter autant que possible. Nous espérons fermement qu'il nous continuera le bénéfice de son expérience et des influentes relations qu'il a su intéresser à notre œuvre.

» Nous sommes heureux d'apprendre que nos donateurs ont été plus nombreux : plusieurs dons ont été affectés à nos groupes de famille, et, parmi eux, nous avons le devoir de citer, avec une gratitude toute particulière, ceux de deux maisons anglaises, que nous a transmis notre président.

» Par contre, nous avons éprouvé une vive déception : par suite d'une erreur que nous n'avons pas réussi à faire réparer, la subvention de la Ville de Paris a été diminuée de 1,000 francs. Nous ne négligerons rien pour essayer de la faire rétablir l'année prochaine, au moins à son ancien chiffre. Néanmoins, ne nous berçons pas d'illusions et efforçons-nous d'accroître, par nos efforts individuels, les libéralités de ceux qui peuvent augmenter nos ressources.

» M. Gustave Ollendorff, le président de notre fête du Trocadéro depuis quelques années, a bien voulu, avec un empressement dont nous avons été très flattés, accepter le titre de membre d'honneur de notre association. Il nous a promis son cordial concours et, bien mieux, nous a toujours prouvé que ce n'était pas une vaine promesse.

» Avant de continuer, je dois parler de l'Exposition, cette triomphante manifestation de la force vitale de la France. Nous y avons pris part dans deux sections : celle de l'Enseignement technique et celle de l'Économie sociale. Dans *chacune*, nous avons été assez heureux pour nous voir décerner une *Médaille d'or* par le Jury international.

» Une grande part de cet éclatant succès revient à nos deux vice-présidents MM. J. Caillaux et R. d'Isle, qui ont déployé, comme toujours, une initiative admirable et un véritable talent d'organisateurs pour occuper dignement la place d'honneur, mise à notre disposition par le ministère du commerce. De chaleureux éloges leur sont légitimement dus et je suis sûr qu'ils ne leur manqueront pas. (*Applaudissements.*)

» La bibliothèque de prêts suit la marche ascendante prévue, et nos enfants y trouvent des ouvrages qui les délassent de leur labeur. Là encore, les donateurs seront les bienvenus.

» Nous avons continué, cette année, à voir s'augmenter le nombre des maisons qui font concourir leurs élèves. Ce nombre, qui était l'année dernière de 29, a été porté à 36.

» 94 apprenties se sont présentées devant le jury. Aussi, a-t-il été difficile de diminuer, autant que nous l'aurions désiré, le total des livrets de Caisse d'épargne.

» Le nombre des enfants patronnés est de 111, avec une augmentation de 24 sur l'exercice précédent. Nous avons 207 membres, tant actifs qu'honoraires. Nous ne commenterons pas ces chiffres, ils sont assez éloquentes d'eux-mêmes.

» Les concours ont eu lieu comme par le passé. Les résultats en ont été brillants; aussi, les récompenses données ont-elles montré que nos apprenties pourront dignement contribuer à maintenir nos fabrications au premier rang.

» Pour l'instruction, M^{me} Girard-Scribe et M. Chaplot ont obtenu des résultats aussi satisfaisants que le permet le peu de temps que nous pouvons mettre à leur disposition.

» M^{lle} Solange Muffang, pour le dessin, continue les excellentes traditions de M^{lle} Hermann, et arrive, grâce à sa persévérance et à son mérite, à nous montrer de réels progrès. Merci à ces dévoués collaborateurs, qui consacrent leurs loisirs du dimanche à instruire la jeunesse ouvrière de nos industries.

» M. le docteur Gallet-Lagoguey met généreusement sa science et son dévouement au service de santé de nos jeunes protégées.

» M. le Ministre du commerce et de l'industrie a bien voulu nous aider à témoigner notre reconnaissance à M. Gallet-Lagoguey, en lui décernant, en séance solennelle, une médaille d'argent, grand module.

» Notre fête, présidée par M. Gustave Ollendorff, suppléant M. le Président du Conseil, a eu son succès habituel. Le concert, dont le programme était brillamment composé, a fait suite au compte rendu de notre président, M. Turney, à la verve étincelante de M. Gustave Ollendorff et enfin à la distribution des récompenses.

» M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts nous avait offert deux paires de vases de Sèvres pour notre tombola. De gracieux collègues se sont empressés de les garnir de fleurs.

» Merci à M. le Ministre! Merci à nos collègues.

» La musique du 31^e de ligne, obligeamment mise à notre disposition par M. le Gouverneur de Paris, est venue ajouter au charme de notre fête et a eu sa légitime part de succès.

» Nous voudrions pouvoir nous arrêter à cette énumération de nos succès et de nos joies; mais nous devons un souvenir ému aux amis que nous avons perdus.

» Cette année nous a été particulièrement cruelle. Trois de nos anciens membres, MM. L. Marienval, Millon et Gaudey ont été enlevés

à l'affection de leur famille et à l'estime générale de leurs confrères.

» Le premier, M. Marienval, qui avait toujours rempli les fonctions de censeur, a laissé un souvenir ineffaçable. Toute l'industrie des Fleurs et des Plumes a pris part au deuil des siens et vénérera toujours sa mémoire. Plusieurs adieux prononcés sur sa tombe ont montré le vide que cette mort laissait parmi nous. Ce doyen de nos corporations, qui occupait un haut rang dans la Légion d'honneur, distinction méritée par les services rendus pendant tant d'années, avait tenu à avoir les obsèques de la Société de Secours mutuels des Fleurs et Plumes. Il avait désiré qu'on ne lui rendît pas les honneurs militaires auxquels il avait droit. L'homme se trouve là dans sa mort comme dans sa vie : « Rendre service et s'effacer. »

» M. Millon, que ses capacités venaient de faire nommer membre du Conseil des prud'hommes, est mort après de bien terribles souffrances. C'était l'homme serviable par excellence. L'affluence des confrères qui l'ont accompagné à sa dernière demeure a montré en quelle haute estime il était tenu, et quelques paroles prononcées sur sa tombe ont été l'expression des sympathies générales.

» Cette consolation suprême nous a manqué pour notre regretté collègue, M. Gaudy. Son décès, arrivé brusquement en province, nous a été notifié trop tard pour que nous puissions lui rendre les derniers devoirs.

» De même que, pour occuper la place de M. Marienval, notre Conseil de censure a choisi M. Grosset, que désignaient ses capacités toutes spéciales, efforçons-nous, Messieurs et Mesdames, de combler les vides que les années produisent successivement dans nos rangs. Recrutons les bonnes volontés, faisons appel aux dévouements, et et que la conscience du bien que nous voulons faire, le sentiment des succès réalisés, nous encouragent à marcher dans la voie de philanthropie et de progrès professionnel que nous a tracée notre vénéré président-fondateur, M. Ch. Petit, à qui nous adressons avec respect, un salut affectueux et reconnaissant. » (*Applaudissements prolongés.*)

M. LE PRÉSIDENT invite le trésorier, M. Deilles, à exposer la situation financière de la Société.

RECETTES

Solde au 8 novembre 1888	Fr.	4.146 60
Reçu des protecteurs de l'œuvre.		5.050 »
— des donateurs		2.065 »
— des sociétaires		2.036 »
— d'un membre fondateur.		200 »

A reporter. . . Fr. 13.497 60

	Report. . Fr.	13.497 60
Reçu de deux sociétaires pour coopération aux frais de l'Exposition universelle	200 »	
Quête au Trocadéro	654 05	
Vente des programmes.	415 10	
Groupes de famille.	4.611 30	
Ressources diverses	1.509 30	
Vente de 174 francs Rente 3 0/0	4.988 20	
Remboursement Dordéans.	300 »	
	TOTAL. . . Fr.	26.175 55

DÉPENSES

Cours du dimanche et fournitures scolaires . . . Fr.	448 »	
Impressions diverses.	112 »	
Frais du concert.	1.369 »	
Frais des programmes	270 60	
Frais des concours.	96 30	
Livrets de Caisse d'épargne.	4.185 »	
Prix spéciaux, diplômes, mentions	259 95	
Prix à l'Association des orphelins.	56 »	
Groupes de famille.	10.504 60	
Bibliothèque de prêts gratuits	90 30	
Souscription à l'Association des industriels contre les accidents de fabrique	10 »	
Personnel de l'Union nationale	50 »	
Frais pour l'Exposition universelle	1.990 »	
Frais d'encaissements, d'affranchissements et divers .	215 40	
En caisse chez le trésorier	771 40	
— au Crédit industriel.	5.752 70	
	TOTAL. . . Fr.	26.175 55

» Mesdames et Messieurs, comme commentaire au compte que je viens d'avoir l'honneur de vous soumettre, je vous ferai remarquer que le chapitre des dépenses porte :

Frais du concert. Fr.	1.319 »
Frais des programmes.	270 60
Soit. . . Fr.	1.639 60

» Il convient de dire que le chapitre des recettes porte :

Quête au Trocadéro Fr.	654 »	
Produit de la vente des programmes	415 10	1.069 10
il ne reste donc qu'un écart de 570 fr. 50 pour frais nets du concert		570 50

» En votant toutes les années le concert et les dépenses qui en sont les conséquences, vous avez compris que nous devons entourer notre distribution des récompenses d'un certain prestige et d'une publicité destinée à faire connaître notre Société, pour amener des adhérents à notre œuvre, à laquelle vous apportez tous un très grand dévouement.

» Je dirai aussi que la rubrique « Groupes de famille » porte comme dépenses Fr. 10.504 60

» Il est juste d'en déduire les recettes qui sont, vous le savez, les sommes payées comme journées par les patrons occupant nos élèves, soit 4.611 50

» La dépense nette n'est donc que de Fr. 5.893 30

» De plus, nous devons ajouter que nous recevons plusieurs dons et subventions spécialement affectés à ce chapitre.

» Cependant, en vous disant l'année dernière que nous devons compter sur une dépense moyenne et annuelle de 5,000 francs, j'étais, vous le voyez, au-dessous de la vérité; pourtant mes prévisions ont été vivement combattues : Qui était dans le vrai?

» Quoique le devoir de votre trésorier soit toujours de vous crier gare quand on touche à votre caisse, les services rendus par l'institution des Groupes de famille sont assez grands pour qu'il fasse taire ses pensées d'économie, espérant, comme le disait si bien notre cher président, que nos ressources annuelles arriveront à suffire à l'entretien et au roulement de nos Groupes. Il devait assurément en être ainsi.

» Vous trouverez peut-être élevée la dépense pour l'Exposition universelle : 4,990 francs.

» Nous ne pouvions nous y soustraire; il y a, d'ailleurs, à en déduire 200 francs qui figurent aux recettes, et nous ont été versés par deux sociétaires, MM. Turney et Patay, pour coopération aux frais. En outre, nous avons reçu, pour cet objet spécial, de M. le Ministre du commerce une somme de 1,000 francs en plus de la subvention qu'il nous donne annuellement, ce qui réduit à 790 francs la dépense afférente à l'Exposition jusqu'à ce jour.

» Les frais divers, encaissements, affranchissements, sont des plus réduits; mais il faut dire que certains de nos collègues préfèrent payer de leur poche plutôt que de réclamer à votre trésorier les débours qu'ils sont obligés de faire sans aucun doute.

» Je dois ajouter, cependant, que l'ensemble des dépenses devrait être plus élevé que celui que je vous fait connaître; car, nous n'avons pas eu à payer cette année les frais d'impression du Bulletin, retardé pour les causes que vous connaissez.

» M. Patay, ayant dû s'absenter de Paris, a confié sa mission à M. Crosset, qui s'est adjoint M. Javey, père.

» Ces deux membres du Conseil de censure ont examiné les livres de notre trésorier, qui sont tenus dans un ordre parfait; les comptes sont d'une clarté admirable; les récépissés de nos valeurs ont été contrôlés. Tout est en ordre, et M. Grosset déclare n'avoir que des éloges à adresser à M. Deilles. » (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT exprime toute sa satisfaction de pouvoir féliciter notre trésorier de son concours; sur l'exposé financier, il n'a rien à dire, cependant les chiffres présentés lui suggèrent deux observations :

« Comment se fait-il que notre Société trouve plus de ressources parmi les membres honoraires et donateurs, étrangers pour la plupart à nos industries, que parmi les membres actifs? Ces derniers sont pourtant les seuls intéressés à notre succès, et devraient avoir plus à cœur d'y contribuer. Il conjure les membres présents de redoubler d'efforts pour secouer l'apathie actuelle; il espère qu'ils réussiront à décider beaucoup de nouveaux membres à se joindre à nous, pour nous aider, par leur exemple et leurs cotisations, à former de bonnes et vaillantes ouvrières. — il y a là une question de dignité corporative.

» Il a sur le cœur un autre grief, dont il lui faut s'expliquer franchement, une bonne fois : c'est le produit dérisoire de nos quêtes. Eh! quoi, une fois par an, nous donnons une fête splendide, la véritable et seule fête de la corporation : grâce à nos démarches, les pouvoirs publics, les premiers artistes viennent en rehausser l'éclat; et, dans une salle qui réunit 5,000 personnes, dont la plupart n'ont reculé devant aucune sollicitation pour obtenir d'être invitées, nos quêteuses reçoivent en moyenne dix centimes de chaque assistant, en y comprenant les loges et les fauteuils : ce que donnent pour les pauvres ceux qui assistent, sans conviction, à un service quelconque! et l'on se croit ainsi quitte envers notre œuvre! Il voit là un vrai scandale, et désire vivement que ses paroles indignées franchissent cette enceinte et réveillent au dehors quelques susceptibilités trop longtemps assoupies. Il répète que ce n'est qu'en son nom personnel et sous l'impulsion du moment qu'il les a prononcées : il en accepte toute la responsabilité. »

M. CHARLES jeune s'associe aux sentiments du président et voudrait qu'ils fussent franchement exprimés en plein Trocadéro.

M. J. CAILLAUX fait observer que cela a déjà été fait, aussi clairement que le permettent les égards dus à des invités; que M. G. Ollendorff lui-même a bien voulu accentuer l'appel fait à la libéralité de notre public; mais que le résultat n'en a, malheureusement, pas été plus satisfaisant.

L'acceptation des comptes du trésorier avec décharge à ce jour, et l'approbation du rapport du Conseil de censure sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité.

Les diverses modifications aux statuts, prescrites par la préfecture, sont ainsi conçues :

« *b.* — *Art. 6* : La Société reçoit avec reconnaissance les offrandes, dons *manuels* et même les dons en nature.

» *c.* — DISPOSITIONS GÉNÉRALES. *Art. 29* (nouveau) : Les discussions politiques ou religieuses sont formellement interdites dans les réunions quelconques de la Société.

» *d.* — *Art. 30* (nouveau) : Le Président fera connaître en temps utile à l'autorité compétente les changements qui viendraient à se produire dans la composition des Conseils d'administration et de censure. Il lui adressera, chaque année, le bulletin contenant la liste des membres et le compte rendu financier et moral de la Société. »

Ces articles sont votés à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT réclame toute l'attention de l'assemblée pour statuer sur le cas de dissolution éventuelle de la Société.

Après une discussion assez vive, à laquelle prennent part MM. *Turney, Caillaux, d'Isle, Ed. Aron, Arquín, E. Chandelet fils, Dupuis* et *J. Périer*, l'assemblée se rallie à la proposition suivante :

« *e.* — *Art. 31* (nouveau) : La dissolution de la Société ne pourra être prononcée que par une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, dont la décision, exprimée par bulletins signés, ne sera valable que si elle est votée par les deux tiers au moins des membres *actifs*.

» Au cas où cette proportion ne serait pas atteinte, il sera convoqué, à quinzaine, une deuxième assemblée générale, dont la majorité absolue, quel que soit le nombre de membres présents, aura qualité pour prendre une résolution définitive et obligatoire.

» Le Conseil d'administration en exercice aura pleins pouvoirs pour la liquidation, sous le contrôle du Conseil de censure et des Sociétaires que l'assemblée générale croirait devoir lui adjoindre.

» Après paiement de toutes les dettes, et libération de tous les engagements sociaux, l'excédent de l'actif sera attribué par moitié à la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, Société reconnue d'utilité publique, dont le siège est à Paris, rue de Rennes, 44, et à la Société de secours mutuels des Fleuristes et Plumassiers de Paris.

» Il est entendu d'ailleurs que les dispositions qui précèdent peuvent toujours être modifiées par l'assemblée générale conformément à l'article 32 ci-après.

» f. — Addition à l'article 32 nouveau (ancien article 29) :

» Aucune modification statutaire ne pourra être mise en vigueur sans l'assentiment préalable de l'autorité compétente. »

L'article relatif aux membres agrégés est voté à l'unanimité.

Il est ainsi rédigé :

« a. — Art. 5, 4^e alinéa : A la double condition de faire régulièrement connaître au président leurs adresses et changements de domicile et de continuer à faire partie de l'industrie des Fleurs et Plumes, sont *membres agrégés* tous les anciens élèves du Patronage ayant obtenu, aux concours de 3^e année, un prix d'Excellence ou un PREMIER prix de travail professionnel, ainsi que les contremaîtres et contremaîtresses, ouvriers et ouvrières qui ont reçu des récompenses de la Société. »

M. E. CHANDELET fils tient à remercier l'assemblée au nom de la Société de Secours mutuels dont il est vice-président, pour la pensée généreuse qu'elle a eue à l'égard de cette Société.

M. TURNEY, obligé de se retirer, cède le fauteuil de la présidence à M. le premier vice-président, J. Caillaux.

Celui-ci, en sa qualité de président de la Commission des groupes de famille, rend compte de son mandat ainsi qu'il suit :

« Mesdames, Messieurs, la fondation de nos Groupes de famille remonte au 1^{er} avril 1886; la plupart d'entre vous savent que cette organisation, due à votre Conseil d'administration, a eu pour but le développement de l'apprentissage dans nos industries, en facilitant son recrutement; mais elle a aussi une portée sociale qui ne vous échappe pas, car elle procure gîte et nourriture à des enfants qui ne pouvaient être placés sous notre patronage, soit par l'éloignement ou l'absence de leurs parents, soit par l'impossibilité où les patrons étaient de les loger et de les nourrir.

» Cette œuvre, à laquelle nous attachons tous nos soins, a donc un caractère philanthropique bien marqué; elle a de plus un caractère professionnel, puisqu'elle nous permet de fournir à nos adhérents des apprenties en plus grand nombre que nous ne le pouvions faire avant le fonctionnement de ce service.

» L'an dernier, nous vous annoncions que notre 4^e groupe allait être formé. En effet, il fut ouvert le 15 novembre. Depuis cette époque, nous inspirant des délibérations de votre dernière assemblée générale, nous avons résolu de nous arrêter dans notre marche ascendante, afin de pas trop grever notre caisse, lorsque des présentations d'enfants nous furent faites. Devions-nous refuser cette pépinière? Nous ne l'avons pas pensé; aussi pour concilier tous les intérêts, notre Conseil d'administration a limité à *vingt* la quantité d'apprenties

à placer dans nos Groupes de famille, en conservant toute latitude pour le nombre des directrices.

» Cette décision nous permettait d'avoir moins d'enfants dans chacun de nos Groupes, ce qui, à notre avis, est préférable.

» Dans notre dernière réunion, la formation d'un 5^e Groupe fut décidée, et, après l'enquête habituelle, M^{me} V^e Follot, demeurant rue Thibaud, 2 (près la gare de Sceaux), a été acceptée comme directrice. Cette dame, respectable à tous égards, a paru remplir les conditions nécessaires; nous sommes persuadés qu'elle dirigera nos enfants dans la bonne voie.

» Nous avons la satisfaction de vous annoncer que ce 5^e Groupe a commencé son fonctionnement aujourd'hui même : trois apprenties y sont installées; nous avons ainsi 19 enfants.

» Il reste une seule place libre, et une enquête se poursuit au sujet d'une postulante. Nous ne devons donc plus pourvoir qu'au remplacement des enfants ayant fini leur apprentissage.

» Le dernier concours de fabrication réunissait onze de nos protégées des Groupes de famille; quatre d'entre elles obtenaient à notre distribution des récompenses un 1^{er} prix, trois autres un 2^e prix, une autre un 3^e prix, les trois dernières une mention de travail professionnel; elles recevaient en outre des récompenses dans les autres facultés. C'était, certainement, le meilleur moyen de nous prouver leur reconnaissance.

» Deux de ces enfants sont maintenant ouvrières; notre tâche est terminée envers elles; aussi espérons-nous qu'elles se rappelleront les bons conseils que nous n'avons cessé de leur prodiguer.

» A la suite du décès de M. Dejardin, notre dentiste, nous avons eu la bonne fortune de voir M. Touzé nous offrir gracieusement son concours; nous sommes heureux de l'en remercier.

» Vous connaissez tous le désintéressement de notre dévoué docteur, M. G. Gallet-Legoguy; M. le président du Conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, a bien voulu, sur notre demande, décerner dans notre séance publique, à notre cher docteur, *une médaille d'argent*, grand module.

» Cette année, les résultats de la surveillance exercée par nos collègues sur la régularité et la conduite de nos protégées sont de bon augure: une seule difficulté a surgi; remercions nos dames déléguées : M^{mes} Gosse-Périer et Lecornu, M^{lles} Constance Laruelle et Trisotin; et prions-les de vouloir bien continuer à exercer leur vigilance.

» N'oublions pas non plus, Mesdames et Messieurs, dans les remerciements que nous vous prions d'adresser, les membres de la Commission des groupes : MM. d'Isle, Deilles, Diringer et Vallentin, chargés des enquêtes et de toutes les questions se rattachant à la

bonne marche de notre intéressante fondation : la tâche que ces collègues se sont imposée est souvent bien délicate et demande beaucoup de tact et d'expérience; leur dévouement rend donc à notre œuvre de grands services.

» Nous avons la satisfaction de constater, Mesdames et Messieurs, que vous avez bien voulu répondre à l'appel que nous vous adressions l'année dernière : nous vous demandions alors de recruter des donateurs nouveaux, pour nous permettre, sans amoindrir notre petit capital, d'assurer l'existence et la prospérité d'une nouvelle création, l'honneur de notre Société.

» Nous pouvons de plus vous annoncer que les subventions et les dons spécialement affectés aux *Groupes de famille* nous ont été maintenus; nous citerons : *M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies*; la *Société de protection aux apprentis et enfants des manufactures*; *M. Poirier, sénateur, président de la Chambre de commerce de Paris*; *M. Goy, juge au tribunal de commerce*; *M. Briauçon*; *M. Verchère*.

» Nous sommes heureux d'inscrire parmi nos nouveaux donateurs annuels :

MM.	Roquencourt	Fr.	100	»
	R. Fletcher et sons		100	»
	plus un don de		500	»
	John Tuffnell et Cie		100	»
	Georges Besnard		50	»
	La Chambre syndicale des tissus et nouveautés . .		30	»
M ^{me}	Schneider-Jeandon		25	»

» Nous adressons nos plus vifs et nos plus sincères remerciements à ces généreux donateurs; nous sommes persuadés qu'ils trouveront de nombreux imitateurs, et que *tous*, nous ferons nos efforts pour en augmenter le nombre. »

De vifs applaudissements approuvent le rapport de M. Caillaux.

L'ordre du jour appelle les élections.

M. R. d'Isle propose comme membre du Conseil M. Hachet, qui nous consacre toujours avec une abnégation admirable son temps, lors de nos concours de travail. M. Caillaux ajoute que M. Hachet a contribué au succès de l'exposition par le goût déployé dans l'arrangement de notre vitrine.

M. DERNEDEX déclare ne point accepter de candidature.

M. LE PRÉSIDENT suspend la séance pour que l'assemblée prépare ses bulletins de vote. Sont à nommer : Conseil d'administration, neuf membres pour trois ans; Conseil de censure, un membre pour trois ans et un membre pour un an.

Au bout de dix minutes la séance est reprise.

Après dépouillement des scrutins sont proclamés :

Membres du Conseil d'administration pour trois ans :

MM. Bergaut, E. Chandelet fils, Charles jeune, Laloue, A. Longuet,
M^{me} Vignat, MM. Arquin, Lavanoux, M^{me} V^{re} Gosse-Périer.

Membres du Conseil de censure :

MM. Patay, pour trois ans; Grosset pour un an.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole,
la séance est levée à onze heures et demie.

L'un des Secrétaires,
G. MÉNÉRET.

DISTRIBUTION DES PRIX

École professionnelle de l'imprimerie Chaix.

La distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle a eu lieu le dimanche 13 octobre 1889, dans l'une des salles de l'imprimerie disposée pour la circonstance.

M. Alban Chaix, entouré des chefs de service, des contremaîtres et des professeurs de l'École présidait la réunion.

Un grand nombre d'anciens apprentis, ainsi que le président de l'Association amicale des anciens élèves, étaient venus encourager de leur présence, les efforts faits par leurs jeunes camarades et applaudir aux récompenses accordées aux plus méritants d'entre eux.

Deux causes avaient concouru cette année à rendre la Distribution particulièrement intéressante : le succès obtenu par l'École à l'Exposition de l'économie sociale, section de l'apprentissage, dans laquelle une médaille d'or lui avait été accordée; et la 4^e répartition quinquennale des fonds que la Maison consacre chaque année pour assurer le fonctionnement de la Caisse des retraites qu'elle a créée en 1866 en faveur des apprentis qui, leur apprentissage terminé, restent comme ouvriers dans la Maison.

Nous détachons du compte rendu présenté par l'un des professeurs de l'École, les renseignements suivants, relatifs à la constitution de l'épargne et du fonctionnement des institutions de prévoyance, qui nous paraissent devoir intéresser nos lecteurs.

La quatrième répartition quinquennale (du 1^{er} janvier 1884 au 31 décembre 1888), qui comprend deux parties, a donné les résultats suivants :

1^{re} Répartition commune à tous les apprentis.

Somme totale répartie au 31 décembre 1888.	Fr. 6,177 »
Nombre de participants	242
Part versée à la Caisse des retraites pour chaque ancien apprenti, ayant cinq ans de présence au 31 décembre 1888	Fr. 37 »

2^e Répartition spéciale aux apprentis compositeurs.

Somme totale répartie au 31 décembre 1888	Fr. 1,838 »
Nombre de participants	60
Part versée à la Caisse des retraites pour les apprentis ayant cinq années de présence au 31 décembre 1888. Fr. 52 »	
TOTAL des sommes versées à la Caisse des retraites en faveur de tous ceux qui ont cinq ans de présence révolus	Fr. <u>8,035 »</u>

D'un autre côté, les sommes consacrées par la Maison pour assurer pendant l'année 1888 le fonctionnement des institutions de prévoyance : caisse de retraites, caisse d'assurance collective en cas d'accidents, caisse d'assurance en cas de décès, caisse de participation dans les bénéfices, se sont élevées à Fr. 4,248 »

La Caisse d'Épargne scolaire des apprentis a donné :

Don de la Maison de 2 francs pour 18 déposants nouveaux	Fr. 36 »
Versement des compositeurs.	219 »
— — margeurs.	489 »
Soit	Fr. <u>744 »</u>

L'Épargne volontaire des anciens apprentis a produit 13,446 francs se décomposant ainsi :

Versé à la Caisse d'épargne	Fr. 5,412 »
— à la Caisse des retraites.	8,034 »

Les prix d'honneur ont été attribués dans la section des compositeurs et lithographes à Chartrain (Alexandre), et dans celle des imprimeurs et services divers, à Eisenschmidt (Louis).

Parmi les élèves, dont les noms ont été le plus fréquemment appelés, nous avons remarqué : Clément (Georges), Fay (Victor),

compositeurs; Boussuge (Jean), Plouzeau (Paul), Vimeux (Albert), Durand (Ernest), imprimeurs.

Les récompenses décernées aux anciens apprentis devenus ouvriers pour encouragement à l'épargne comprenaient deux livrets de 25 francs chacun, mérités par Lagny (Victor), compositeur, épargne annuelle : 300 francs, et Meynier (Paul), aide-conducteur, épargne annuelle : 432 francs.

Pour encouragement au travail et à l'exactitude, deux volumes richement reliés ont été donnés, l'un à Leplat (Florimond), compositeur, et l'autre à Annequin (Gustave), margeur-pointeur.

Un prix exceptionnel, une médaille d'argent à l'effigie de Gutenberg, a été décerné à Joly (Prosper), employé à la Comptabilité.

L'ASSURANCE

CONTRE LES

ACCIDENTS INDUSTRIELS

Responsabilité des chefs d'industrie. — Réformes législatives en France et à l'étranger. — Intervention de l'État dans l'assurance ouvrière contre les accidents. — Ce qu'elle doit être (1).

MESDAMES, MESSIEURS,

J'ai à vous entretenir d'un sujet un peu austère.

L'assurance éveille des idées graves et tristes. Elle évoque les faits les plus émouvants et les plus sombres de notre existence : les naufrages, les ouragans, les incendies, les accidents de toute sorte, enfin l'accident suprême, la mort. Elle travaille sur l'éternelle et inépuisable matière des infortunes humaines ; elle utilise le cours du temps, qui roule dans ses eaux troubles tous ces éléments de ruines, comme le meunier utilise le cours de la rivière.

Mais comme sa mission est de réparer ces infortunes et ces ruines, elle a droit à votre bienveillant accueil, et je vous demande de vouloir bien étendre votre bienveillance jusqu'au conférencier à qui est échu le périlleux honneur de venir, au milieu des splendeurs et des joies de l'Exposition, au milieu de ces merveilles ensoleillées qui vous sollicitent de toute part, vous parler, dans cette salle modeste, de quelque chose qui ne se voit pas.

On a pensé avec raison que ce magnifique inventaire des richesses du xix^e siècle que vous admirez tous les jours ne serait pas complet si on ne vous parlait pas de quelques institutions créées ou perfectionnées par ce siècle, et qui, bien qu'elles ne puissent vous montrer ni leur outillage comme les entreprises de transports, ni leurs produits comme les usines, n'en ont pas

(1) (Conférence faite le 23 juillet 1889, à l'Exposition d'économie sociale, au Cercle populaire de l'Esplanade des Invalides).

moins sur la marche de la société une grande et salutaire influence.

Les assurances sont au nombre de ces institutions. Elles ont créé la sécurité des patrimoines comme les chemins de fer ont créé l'ubiquité des personnes et des choses.

Je ne vous parlerai pas de toutes les institutions d'assurance. Je m'arrêterai à une seule branche de cette grande industrie, l'assurance contre les accidents, et, pour me restreindre à la partie la plus intéressante de ce vaste sujet, je ne l'étudierai que dans son application aux ouvriers et aux patrons dans leurs rapports avec leurs ouvriers.

Appliquée aux ouvriers, l'assurance contre les accidents, qui se rattache par des liens très étroits à l'assurance sur la vie, prend une importance sociale considérable.

Quel est le point noir de l'existence de l'ouvrier? C'est qu'il n'est pas sûr du lendemain. Tant qu'il travaille et touche régulièrement son salaire, il peut suffire aux exigences de la vie; mais, vienne une maladie, un accident; ses ressources sont vite épuisées, et il tombe à la charge de la charité.

Vous avez certainement arrêté quelquefois votre pensée sur ce qu'il y a de poignant, et, à la longue, de démoralisant dans cette incertitude du lendemain.

Les classes riches, elles-mêmes, ont eu l'occasion d'éprouver cette angoisse morale, dans certaines épidémies de choléra, alors que la mort plane sur tous et frappe à coups redoublés.

Je n'ai donc pas besoin d'insister sur l'importance sociale de l'institution qui vient donner à l'ouvrier ce bien suprême, la sécurité du lendemain, la sécurité pour lui et pour les siens.

Lorsque nous voyons un accident se produire dans une mine, dans une fabrique, dans un atelier quelconque, instinctivement un cri nous échappe. Cri de pitié! Que vont devenir ces malheureux blessés? S'il y a des morts, que vont devenir leurs femmes et leurs enfants?

Cri de justice en même temps! Qui est responsable de l'accident?

Cet appel instinctif à la pitié et à la justice indique avec une exactitude parfaite les termes du problème qui se pose en face d'une pareille situation.

Il y a un malheur à réparer. Qui va le réparer?

Situation de l'ouvrier sans l'assurance. — Supposons que l'assurance n'existe pas. Comment les choses vont-elles se passer?

Il se peut que le patron vienne spontanément au secours de l'ouvrier blessé, lui paie ses journées de maladie, lui procure des ressources à lui-même, s'il devient impotent, à sa femme et à ses enfants, s'il meurt. C'est là une des solutions possibles, la meilleure sans contredit.

Mais il peut se faire aussi que le patron ne soit pas disposé, pour un motif quelconque, à venir au secours de l'ouvrier blessé ou de sa famille, ou ne lui donne qu'une aide insuffisante. Alors un procès s'engage, un procès difficile au point de vue judiciaire, pénible au point de vue moral. L'ouvrier, ou ses représentants, demandent au juge de condamner le patron à leur payer une indemnité ; mais, pour réussir, il faut qu'ils démontrent la faute du patron, c'est-à-dire qu'ils prouvent que le patron n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour éviter l'accident, preuve souvent impossible à faire.

Voilà les deux seules solutions possibles, si l'assurance n'existait pas.

Les inconvénients d'une pareille situation sont aussi évidents que nombreux.

Le principal, c'est que l'ouvrier ou sa famille n'ont, dans la plupart des cas, aucun secours assuré et tombent à la charge de la charité publique et privée.

On estime (c'est là, il est vrai, une estimation purement approximative) que sur les accidents qui se produisent dans l'industrie. 68 0/0 sont dus aux cas fortuits, à la force majeure ou à des causes inconnues ; 12 0/0 à la faute du chef d'entreprise ; 20 0/0 à la faute de l'ouvrier.

L'ouvrier n'a un droit acquis aux secours du patron que dans 12 cas sur 100, puisque son droit est fondé sur la faute de ce dernier.

Dans 88 cas sur 100, — que l'accident provienne de la force majeure, du cas fortuit, de causes inconnues ou de sa propre faute, — l'ouvrier est sans droit contre le patron. Il n'a que les ressources qu'il aura su se créer par une sage prévoyance, ou celles que lui fournit la charité d'une main nécessairement parcimonieuse.

Dans les 12 cas sur 100 où sa situation est meilleure, l'ouvrier a encore à subir les lenteurs de la justice et les risques de l'insolvabilité du chef d'entreprise.

Telle est la situation de l'ouvrier sans l'assurance.

Voyons maintenant quel va être le rôle de l'assurance.

Situation de l'ouvrier avec l'assurance. — L'assureur vient tenir au chef d'entreprise le langage suivant :

» Moyennant une prime, qui sera calculée à tant par jour et par ouvrier, ou à tant, pour cent du salaire que vous payez annuellement, j'assure vos ouvriers contre tous les accidents survenus pendant le travail et provenant du travail.

» En cas de mort, je paierai une indemnité à la veuve, ou aux enfants mineurs, ou aux ascendants de la victime.

» En cas d'incapacité permanente et absolue de travail, je paierai une rente viagère à la victime ; si l'incapacité de travail n'est que partielle, je paierai une rente proportionnellement diminuée. En cas d'incapacité temporaire, je paierai une indemnité quotidienne.

» Le chiffre des indemnités est fixé d'avance. »

Si le chef d'industrie accepte le contrat que vient lui proposer l'assureur, vous voyez tout de suite la différence immense qui existe entre la situation nouvelle de l'ouvrier et celle que je vous décrivais tout à l'heure.

L'assureur prend à sa charge presque tous les accidents industriels qui peuvent frapper l'ouvrier ; d'abord les 68 0/0 provenant de la force majeure, des cas fortuits ou des causes inconnues ; puis la plus grande part des 20 0/0 provenant de la faute de l'ouvrier et des 12 0/0 provenant de la faute du chef d'industrie.

Je dis la plus grande part, parce que, dans ces 20 0/0 et dans ces 12 0/0, l'assureur excepte les accidents provenant de la faute lourde. Il laisse à chacun la responsabilité de ses imprudences coupables. En tenant compte très largement de cette exception, on peut dire que l'assureur prend à sa charge 90 0/0 des accidents industriels. Nous sommes bien loin, comme vous le voyez, des 12 0/0 qui, sans l'assurance, se trouvaient seuls garantis par la responsabilité naissant de la faute du chef d'entreprise.

Ces deux proportions indiquent d'une manière frappante la différence des deux régimes : sans l'assurance, l'ouvrier est garanti 12 fois sur 100 ; avec l'assurance, il l'est 90 fois sur 100 ; on peut même dire 93 fois sur 100, si l'on tient compte du recours que l'ouvrier peut exercer contre le chef d'industrie qui a commis une faute lourde.

Vous l'entendez bien ; l'assureur ne couvre que le risque naissant

du travail et, pendant le travail, le risque que j'appelle industriel ; si un ouvrier, en venant de l'atelier, est frappé d'apoplexie et meurt, sa famille n'a droit à aucune indemnité. Le risque de mourir d'apoplexie dans la rue n'est pas un risque industriel, c'est un risque humain. C'est un risque que nous courons tous. Ce risque est couvert, non pas par l'assurance contre les accidents, mais par l'assurance sur la vie.

Avec quel argent l'assureur paye-t-il toutes ces indemnités qu'il promet ?

Avec l'argent des assurés.

Mais de quelle façon et suivant quelles règles ?

Comment fonctionne l'assurance. — C'est ici le lieu de vous expliquer le fonctionnement si simple, du moins théoriquement, et en général si mal compris, de l'assurance.

L'assurance ne fait pas de miracles. Elle n'élimine pas le hasard des affaires humaines, comme on l'a dit à tort ; elle lui assigne sa part ; elle ne fait pas disparaître la perte qui résulte des naufrages, des incendies, des accidents de toute sorte qui peuvent nous frapper, mais elle fait que cette perte n'est pas sentie, parce qu'elle est partagée.

L'assurance est le mécanisme à l'aide duquel s'opère ce partage.

L'assurance prévoit les pertes et les répartit d'avance entre ceux qui pourraient les subir.

Cent personnes se réunissent dans une pensée de prévoyance.

Une de nous, se disent-elles, sera frappée cette année par tel ou tel sinistre. Nous ne savons pas qui sera frappé, mais nous savons que, quel qu'il soit, sa perte sera égale à 1,000 fr. Versons donc 10 fr. à un caissier commun, qui sera chargé de verser les 1,000 fr. à celui qui aura été frappé.

Ce caissier, c'est l'assureur.

Toute assurance a sa base dans une combinaison de ce genre.

J'ai supposé cent personnes se réunissant pour s'assurer ; supposons mille, dix mille, cent mille personnes réunies dans ce but. Elles forment alors une de ces imposantes mutualités que nous voyons prospérer sous le nom de Sociétés mutuelles d'assurances ou de Compagnies d'assurances à primes fixes.

Appliquons ce même raisonnement à l'assurance contre les accidents.

Nous sommes cent ouvriers exposés à des accidents industriels. Un de nous sera frappé cette année. Il éprouvera un préjudice

que nous évaluons à 1,000 fr. Versons chacun une cotisation de 10 fr. dans une caisse commune. Les 1,000 fr. ainsi recueillis seront attribués à celui qui sera frappé.

Supposons 1,000, 10,000 ouvriers se réunissant ainsi et 100, 1,000 ouvriers victimes d'accidents. Les rapports réciproques des assurés et des sinistrés restent les mêmes. Ils restent encore les mêmes si ce sont les chefs d'industrie qui paient les primes au lieu et place des ouvriers, comme cela se passe en fait dans l'assurance dite collective, qui est la véritable assurance ouvrière. Que 100 ouvriers s'assurent individuellement, ou que le chef d'industrie les assure collectivement, la situation est en effet la même au point de vue de l'assurance.

Tout cela paraît très simple.

Malheureusement, dans la réalité, les choses ne se présentent pas aussi simplement.

Tous les ouvriers n'offrent pas à l'assureur un risque égal. Le grand problème de l'assurance est de mesurer la prime au risque, c'est-à-dire de fixer, suivant la vérité et la justice, la contribution que doit verser chaque assuré. Il serait contraire à la vérité et à la justice de faire payer une prime égale à un menuisier et à un couvreur, puisqu'ils ne courent pas le même risque. Quelle prime doit payer proportionnellement un menuisier, un couvreur, un ouvrier d'un corps d'état quelconque, pour rester dans les limites de la vérité et de la justice ? La statistique seule peut répondre à cette question.

Il faut que, dans des relevés exactement dressés chaque année, depuis longtemps, on ait noté, pour chaque corps d'état et pour chaque genre d'atelier, le nombre d'ouvriers employés et le nombre d'accidents survenus. A l'aide de ces relevés, on peut évaluer, par un chiffre, pour chaque ouvrier, le risque annuel d'être tué ou blessé dans telle profession ou dans tel atelier. On peut ainsi dresser une table des accidents comme on a dressé des tables de mortalité. Cette table des accidents indiquerait pour l'ouvrier de chaque corps d'état, travaillant dans un atelier organisé de telle ou telle façon, la probabilité d'être tué ou blessé dans l'année. A cette probabilité correspondrait le montant de la prime que devrait payer chaque ouvrier.

Cette table des accidents n'existe pas, ou, si elle existe, elle n'a pas été publiée.

Sans doute les compagnies d'assurances contre les accidents ont

dans leurs archives des relevés statistiques sur lesquels sont fondés leurs tarifs, mais elles considèrent ces relevés comme un secret professionnel qu'elles refusent de divulguer. Nous aurions été heureux d'en obtenir la production à l'exposition d'économie sociale, mais les compagnies n'ont pas répondu à notre appel.

L'assurance étant fondée, comme vous venez de le voir, sur la concordance établie entre les chances aléatoires courues par chaque ouvrier dans sa profession et la prime qu'il paye, on conçoit qu'elle ne peut couvrir la faute lourde du patron ou de l'ouvrier.

Faute lourde. — La faute lourde est celle où il entre, à un degré plus ou moins grand, de la mauvaise volonté. L'ouvrier ne veut pas suivre les prescriptions les plus simples des règlements de l'atelier ; le patron ne veut pas prendre les précautions les plus élémentaires pour soustraire ses ouvriers à certains périls : voilà la faute lourde.

Si elle cause un accident, l'assureur ne garantit pas contre les suites de cet accident, parce que l'ouvrier ou le patron ont troublé par leur fait l'équilibre des primes et des chances aléatoires prévues. Ils sont comme des gens qui tricheraient au jeu. Ils trichent contre le hasard ; ils en modifient les effets. Ils doivent donc être exclus de la répartition des indemnités qui a pour base la loi du hasard étudié en lui-même, en dehors de toute cause perturbatrice provenant de la volonté humaine.

Véritable objet de l'assurance. — Pour résumer les explications que je viens de vous donner, je ne crois pas aller trop loin dans l'expression de ma pensée en disant que l'objet de l'assurance (et je ne parle pas ici seulement de l'assurance contre les accidents, mais de toutes les assurances) est non seulement de répartir sur la communauté les pertes subies par l'individu et de créer ainsi entre les hommes une forme particulière de solidarité, mais c'est encore et surtout de faire régner dans cette répartition la vérité et la justice, représentées par une série de coefficients qui donnent l'exacte mesure du risque de chaque assuré.

Cette conception de l'assurance, surtout si on l'applique aux accidents industriels, est tout à fait moderne, je dirai même contemporaine.

Développements successifs de l'idée d'assurance. — Il est intéressant de suivre depuis un siècle le développement de l'idée d'assurance, de comparer à ce point de vue, comme on l'a fait à d'autres, l'année 1789 et l'année 1889.

Une fois l'assurance imaginée, il fallait savoir à quoi on l'appliquerait, en d'autres termes quelles étaient les choses assurables.

On a d'abord pensé à assurer les navires contre les risques de la navigation maritime. C'était la seule assurance pratiquée en 1789, du moins en France.

Plus tard, on a assuré les maisons, les récoltes, les biens de toute sorte contre les risques d'incendie. C'est vers 1820 que cette assurance a débuté en France.

Puis, l'idée de capital, par conséquent de chose assurable, se dégageant peu à peu des notions confuses qui l'obscurcissaient, l'homme comprit que lui-même est un capital que la mort peut prématurément détruire; qu'il renferme donc en lui-même une chose assurable, sa propre existence. Et il imagina l'assurance sur la vie, c'est-à-dire l'assurance contre la destruction prématurée du capital humain. Cette assurance est née en France vers 1820, mais elle n'a commencé à se développer que vers 1839.

L'homme comprit ensuite que si le capital humain peut être prématurément détruit par la mort, il peut aussi être condamné au chômage par les maladies, par les accidents, par la vieillesse, et il imagina l'assurance contre l'incapacité de travail causée par les maladies, par les accidents, par la vieillesse. L'assurance contre les accidents, que j'étudie particulièrement aujourd'hui, est née en France vers 1864, mais elle ne s'est réellement développée que vers 1876.

L'assurance contre la destruction prématurée du capital humain, c'est-à-dire l'assurance sur la vie, l'assurance contre le chômage du capital humain, c'est-à-dire l'assurance contre les maladies, contre les accidents, contre l'incapacité de travail de la vieillesse, sont de grandes institutions populaires dont on n'a pas tiré encore tout ce qu'elles peuvent donner.

Le capital humain, c'est la faculté de travail que chacun de nous possède.

Il n'est pas le privilège de quelques-uns; il appartient à tous. Il existe même chez le manœuvre qui n'a que ses deux bras pour travailler. Il a sa source dans la volonté, dans l'effort sans cesse renouvelé.

A ce point de vue, il n'y a plus ni pauvres ni riches; tous nous devenons, si nous voulons, chacun suivant nos forces, des capitalistes du travail.

L'assurance vient dire à ces capitalistes : « Votre capital, qui

repose sur votre travail, est fragile comme vous-mêmes ; je peux lui donner la durée et la sécurité. Faites un sacrifice sur le produit de vos efforts actuels et je vous garantirai dans l'avenir, en cas de malheur, un minimum de ressources proportionné à ce sacrifice. »

Et l'assurance sans faire de miracles tiendra sa promesse. Ce sont les minimales sacrifices de tous, qui, solidarisés dans la caisse d'assurance, créent le patrimoine futur de ceux qui seront frappés par le destin. Cette nouvelle forme de la solidarité a pour base les plus nobles qualités de l'homme, le désintéressement, la persévérance, l'empire sur soi-même, et pour règle la vérité et la justice.

On peut donc affirmer que l'état plus ou moins prospère de l'assurance contre la destruction prématurée ou contre le chômage du capital humain est pour un peuple le véritable *criterium* de la culture morale et de la civilisation ; c'est pour ainsi dire la fleur du développement social moderne.

État actuel de l'assurance contre les accidents industriels. — Revenons à l'assurance contre les accidents industriels, et voyons jusqu'à quel point, sous cette forme, l'assurance du capital humain est entrée dans nos mœurs en France.

Dans les comptes rendus, malheureusement très incomplets, publiés par les compagnies d'assurances contre les accidents pour l'exercice 1887, nous voyons que 12 compagnies ont perçu pendant l'année plus de 5 millions de primes pour les assurances collectives.

Ce chiffre prouve qu'un grand nombre d'industriels assurent leurs ouvriers employés dans les travaux dangereux, et il peut paraître satisfaisant si l'on songe que les compagnies sont arrivées à ce résultat en dix ans. Mais, d'un autre côté, il est urgent de généraliser l'heureuse solution que l'assurance vient apporter à ce grave problème de la garantie des accidents industriels.

Une intéressante question se pose donc ici :

Le temps suffira-t-il pour faire pénétrer dans tous les ateliers l'assurance contre les accidents industriels, ou le législateur doit-il intervenir pour hâter le développement de cette institution ?

Nous allons examiner cette question à laquelle les projets de loi soumis dans ces dernières années au Parlement donnent un grand intérêt d'actualité.

Réformes législatives. — Sous l'influence de l'esprit socialiste

qui souffle d'Allemagne, la Chambre a voté en 1887 une loi dont le but est de favoriser le développement de l'assurance contre les accidents industriels.

Cette loi a soulevé les plus vives critiques. Je crois qu'elle les mérite dans une large mesure, mais d'un autre côté elle a introduit dans notre législation un grand principe de justice, ainsi que je l'établirai tout à l'heure, en étudiant les textes de plus près.

La France n'a pas eu l'initiative du mouvement législatif en cette manière.

En Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Angleterre, en Italie, en Belgique, on s'est vivement préoccupé, dans ces dernières années, des rapports entre patrons et ouvriers et des mesures à prendre pour donner à ces rapports un caractère plus conciliant et plus favorable à la paix sociale.

Les lois faites dans ces différents pays s'inspirent de deux idées. On a pensé d'abord qu'il y avait lieu de modifier au profit des ouvriers le droit commun en matière de responsabilité. En second lieu, on a cru utile de créer de nouvelles institutions d'assurance.

Nous allons étudier rapidement les réformes réalisées sous l'empire de ces deux idées.

*Réformes apportées au droit commun en matière
de responsabilité.*

Nous commençons par les réformes apportées au droit commun en matière de responsabilité.

Loi allemande du 7 juin 1871. — Ici l'exemple a été donné par l'Allemagne. La loi allemande du 7 juin 1871, bien que fort incomplète, est un événement législatif considérable. L'article 1^{er} de cette loi pose, mais timidement encore, le principe nouveau en matière de responsabilité à l'égard des accidents industriels. Il dispose que, lorsque dans une exploitation de chemin de fer un ouvrier est tué ou blessé, l'entrepreneur de l'exploitation doit réparer le préjudice qui en résulte, à moins qu'il ne prouve que l'accident est dû à la force majeure ou à la faute de l'ouvrier lui-même. C'est ce qu'on a appelé le système du renversement de la preuve.

Ce n'est plus l'ouvrier qui doit prouver la faute du patron pour être indemnisé. C'est le patron qui doit prouver le cas de force majeure ou la faute de l'ouvrier pour ne pas payer d'indemnité,

Ce principe n'était applicable qu'aux exploitations de chemin de fer, mais ce germe modeste allait prendre des développements considérables sous l'influence de M. de Bismarck. Nous trouvons ces développements dans la grande loi du 6 juillet 1884 composée de 111 articles et dans quelques lois subséquentes.

Loi allemande de 1884. — L'idée maîtresse de la loi allemande de 1884 est l'idée de l'assurance obligatoire, sur laquelle je reviendrai plus loin. L'idée de responsabilité est noyée dans l'organisation si complexe de cette assurance. C'est un des grands défauts de la loi.

En principe, cette loi rend les patrons responsables des accidents qui arrivent à leurs ouvriers, dans les industries qu'elle énumère, quelle que soit la cause de ces accidents; mais leur responsabilité est limitée, et elle est couverte par l'assurance obligatoire.

La loi indique le taux des pensions qui seront attribuées en cas de décès, en cas d'incapacité absolue ou partielle de travail. Quant à la faute, le législateur allemand en fait à peu près abstraction, qu'elle vienne de l'ouvrier ou du patron. En effet, d'une part, l'ouvrier n'est déchu de son droit à l'indemnité que s'il a causé volontairement l'accident (art. 5). D'autre part, le patron n'est soumis à la responsabilité intégrale des suites de l'accident que s'il est établi par une sentence pénale qu'il a causé volontairement l'accident (art. 95). De pareils cas ne se présenteront presque jamais.

La loi allemande a cru couper court à toute difficulté sur l'appréciation des fautes, appréciation toujours délicate, en limitant la responsabilité du patron, en laissant par conséquent une part de la responsabilité des accidents à la charge des ouvriers, en un mot en partageant les risques des accidents entre les deux collaborateurs de la production industrielle, l'ouvrier et le patron. Nous pensons que cette idée du partage des risques industriels est rationnelle et équitable, et qu'il est bon de l'introduire dans l'économie sociale. Nous pensons qu'on peut la réaliser de la manière la plus simple en limitant la responsabilité pécuniaire du patron, ce qui n'est pas payé par le patron restant nécessairement à la charge de l'ouvrier. A ce point de vue nous ne pouvons qu'approuver les dispositions de la loi allemande. Mais la loi allemande nous paraît avoir imposé au patron une charge trop lourde en prenant pour base de l'indemnité les deux tiers du

salaire réel gagné par l'ouvrier dans l'année de l'accident, et, de plus, elle ne laisse pas un champ assez large à l'initiative et à la prévoyance personnelle de l'ouvrier. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

Enfin elle ne tient pas suffisamment compte de la faute. Il ne faut pas oublier que c'est le sentiment de la responsabilité personnelle chez le patron et chez l'ouvrier qui a été, est et sera toujours le plus puissant ressort du progrès dans l'organisation des usines et des ateliers. Si on ne tient plus compte des fautes, on brise ce ressort si précieux.

Je ne vois pas, en effet, pourquoi les ouvriers et les patrons seraient si attentifs à éviter les accidents lorsque, à moins de délits bien caractérisés, ceux qui sont prudents et soigneux et ceux qui ne le sont pas sont traités de la même façon.

Loi anglaise du 7 septembre 1880. — Le principe de la responsabilité limitée du patron en matière d'accidents industriels a été introduit dans la législation par les Anglais en 1880 (loi du 7 septembre 1880). Ils voulaient ainsi remédier à l'inégalité des indemnités attribuées par les jurys en cas d'accident : ils n'ont pas vu la grande portée sociale qu'on pouvait donner à cette innovation.

Loi suisse du 23 juin 1881. — Ce principe a été reproduit et appliqué avec plus de largeur par le législateur suisse dans la loi fédérale du 23 juin 1881. Cette loi est une loi très sage qui a su éviter l'écueil de l'assurance obligatoire, et sans trop surcharger l'industrie (le maximum des indemnités est en capital de 6,000 fr.), n'a pas eu l'imprudence d'énervier le ressort de la responsabilité personnelle. Cette loi serait très digne, à beaucoup d'égards, de servir de modèle au législateur français.

Loi autrichienne du 28 décembre 1887. — L'Autriche, comme l'Allemagne, a cru au mirage trompeur de l'assurance obligatoire. Sa loi du 28 décembre 1887 est une nouvelle édition, corrigée et améliorée sur plusieurs points, de la loi allemande de 1884. Elle est plus sage que la loi allemande en ce sens que, si elle est trop indulgente pour la faute de l'ouvrier (art. 6), elle ne couvre pas du moins la faute lourde du patron (art. 45, 46, 47).

En Belgique et en Italie les graves questions qui nous occupent aujourd'hui ont été aussi longuement agitées et ont donné lieu à des projets qui ne sont pas convertis en lois.

Loi préparée par le Parlement français. — J'ai hâte d'arriver

à la France. La France, au milieu de cet immense travail législatif, ne devait pas rester et n'est pas restée inactive. De 1880 à 1882 le Parlement était saisi de plusieurs propositions de loi relatives à la responsabilité des accidents industriels. Ces propositions de loi ont abouti à la loi votée par la Chambre en 1887 et déjà partiellement discutée devant le Sénat.

La loi votée par la Chambre confond toutes les causes qui peuvent avoir occasionné l'accident industriel; elle met sur la même ligne le cas de force majeure, le cas fortuit, la cause inconnue, la faute du patron et de l'ouvrier. Le patron est responsable en tout cas, de l'accident, mais sa responsabilité est limitée.

Il n'est responsable intégralement des suites de l'accident que s'il existe à sa charge un délit établi par une condamnation pénale. De son côté, l'ouvrier n'est déchu de son droit à l'indemnité que s'il a intentionnellement provoqué l'accident. C'est le système de la loi allemande de 1884. Néanmoins (et c'est là une innovation importante sur la loi allemande), la loi votée par la Chambre laisse au juge, pour tenir compte de la faute du patron ou de l'ouvrier, la faculté de déterminer le chiffre de la pension entre le tiers et les deux tiers du salaire moyen gagné par l'ouvrier dans l'année de l'accident.

Le Sénat n'a pas admis ce système. Il a pensé avec raison qu'il ne laissait pas une part assez large à la responsabilité humaine, puisque, même en cas de faute lourde, l'ouvrier pouvait recevoir une rente égale au tiers de son salaire moyen, et le patron échapper au paiement de l'indemnité intégrale.

Il a posé en principe, avec une netteté que nous ne retrouvons même pas dans la loi suisse de 1881, que l'ouvrier et le patron auraient la responsabilité absolue de leur faute lourde et que le patron serait responsable, dans les limites indiquées par la loi, de tous les accidents qui ne seraient dus ni à sa faute lourde, ni à la faute lourde de l'ouvrier.

Le Sénat applique ici, comme l'avait fait la Chambre, le principe de la responsabilité limitée du patron, c'est-à-dire de la responsabilité partagée entre le patron et l'ouvrier.

Voilà la série de dispositions votée en première lecture par le Sénat dans l'article 1^{er} de la loi, après une laborieuse et brillante discussion.

Véritable portée de cette loi. — Il est vraisemblable que ce premier article de la nouvelle loi ne subira aucune modification

en deuxième lecture, et cela est désirable, car cet article consacre une grande et utile réforme.

Il ne faut pas voir là une simple innovation de procédure qui se manifesterait par le renversement de la preuve. Non. L'innovation a une portée beaucoup plus haute et marquera comme un fait considérable dans l'histoire de l'économie sociale.

Pour tous les accidents où n'apparaît pas la faute lourde, il n'y a pas de preuve à faire.

Le patron, de par la loi, est déclaré responsable dans une certaine mesure. Qu'est-ce à dire ? Que les calamités nées de la fatalité, dans la vie industrielle, seront désormais partagées, en ce qui concerne leurs conséquences pécuniaires, entre le patron et l'ouvrier. Au nom de la solidarité sociale, l'État législateur exige ce partage, et il l'exige sans porter aucune atteinte à l'idée du juste, base inébranlable des sociétés modernes, car il laisse entière la notion de la responsabilité personnelle, avec ses sanctions légales.

Dans le domaine de la fatalité, solidarité de l'ouvrier et du patron, parce que l'ouvrier et le patron sont également faibles et désarmés devant ces forces aveugles que l'industrie a soumises à ses lois, mais qui se déchainent parfois et brisent tout ce qui les entrave.

Dans le domaine de la responsabilité, individualisme de l'ouvrier et du patron, parce que la faute (il s'agit ici seulement de la faute lourde), suivant d'antiques maximes qu'il serait périlleux d'abolir, est essentiellement personnelle.

Voilà la formule du droit nouveau.

Cette formule est nouvelle dans notre législation, mais elle ne l'est pas dans nos mœurs, c'est la formule qui se dégage des contrats d'assurance collective que les industriels font tous les jours avec les compagnies d'assurance. Je vous disais il y a un instant que l'assurance collective couvrait les 68 0/0 d'accidents provenant de la force majeure, ou des cas fortuits, ou de causes inconnues, et dans les 32 0/0 provenant de la faute du patron ou de l'ouvrier, tout ce qui n'était pas dû à la faute lourde.

La loi dont le Sénat est saisi généralise cette solution ; elle édicte la responsabilité dont les industriels qui s'assurent se chargent volontairement pour s'en décharger sur la compagnie d'assurances. Ce qui est aujourd'hui volontaire et contractuel deviendra nécessaire et légal. C'est donc l'assurance libre qui a

imaginé la formule que la loi nouvelle va adopter et c'est précisément ce qui lui donne toute sa valeur.

Je tiens à le constater pour rendre hommage à la vérité : en introduisant cette formule dans la législation, on ne fera que consacrer légalement une création spontanée de la liberté.

Intervention de l'État dans l'assurance.

Nous sommes ainsi ramenés à l'assurance, et à cette question, la seconde que j'ai à examiner avec vous : pour faire face à cette nouvelle responsabilité qui va résulter de la loi, l'État doit-il créer de nouvelles institutions d'assurance ?

Je n'hésite pas à répondre négativement.

Il y a pour l'État plusieurs manières d'intervenir dans l'assurance.

Ou il peut rendre l'assurance obligatoire, ou il peut la laisser facultative et l'entreprendre lui-même, ou il peut se borner à organiser de nouvelles institutions d'assurance avec ou sans sa garantie financière.

Assurance obligatoire par l'État. — Étudions ces diverses hypothèses, et d'abord l'assurance obligatoire. Je dis sur ce premier point, que l'assurance obligatoire n'a pas besoin d'être créée parce qu'elle existe déjà.

L'assurance ou l'association obligatoire contre les maux qui frappent l'humanité, c'est l'État lui-même.

L'État donne, en vertu de la loi, des secours sous forme de dégrèvements d'impôts ou de subventions pécuniaires aux personnes qui ont éprouvé des pertes par suite d'événements extraordinaires. Si on veut confier à l'État, comme un service public obligatoire, l'assurance contre les accidents industriels, il faudra lui donner le droit de lever un impôt nouveau pour alimenter ce service. Sur qui sera levé cet impôt ? Sur les industriels riches. Car les pauvres ne paieront rien et ils auront droit néanmoins à l'assurance ; tel est en effet le but poursuivi. L'assurance obligatoire n'est donc pas autre chose que la charité légale.

L'assurance ici n'est qu'un mot qui déguise un impôt mis sur les industriels riches au profit des industriels pauvres. Et que ce soit l'État, ou des associations professionnelles qui se chargent de l'assurance obligatoire, c'est-à-dire de la perception d'un impôt spécial destiné à couvrir des dépenses spéciales, la situation reste

la même. Dans le système d'assurance obligatoire organisé par la loi allemande de 1884, il est dit (art. 74) que *les cotisations irrécouvrables tombent à la charge de l'ensemble des associés*. Ce sont toujours les riches qui payent pour les pauvres. Rien n'est plus faux ni plus dangereux que cette confusion des idées d'assurance et de charité. Veut-on faire de la charité légale, qu'on le dise franchement et qu'on ne parle pas d'assurance, l'assurance et la charité étant deux idées contradictoires. Mais je ne crois pas qu'en France personne ait sérieusement l'intention d'établir un tel système de charité légale.

Assurance facultative par l'État. — Supposons maintenant que l'assurance soit facultative et que l'État crée une caisse à laquelle on puisse s'assurer ou ne pas s'assurer.

Dans ce cas trois éventualités sont à prévoir.

Ou l'insuccès de la caisse de l'État sera complet parce que l'État ne saura pas exercer l'industrie des assurances, industrie difficile, qui demande des études et des capacités spéciales, et c'est précisément ce qui est arrivé.

Il y a en France une caisse d'assurances contre les accidents fondée en 1868, et gérée par l'État. Cette caisse est profondément inconnue du public et elle n'a jamais fait d'affaires (1). Il faut du reste s'en féliciter, car si elle en avait fait, avec les tarifs tout à fait insuffisants qu'elle applique, elle aurait infailliblement créé un passif qui aurait lourdement pesé sur le budget de l'État.

Nous arrivons à la seconde éventualité à prévoir, celle où l'État ferait des affaires comme assureur, mais les ferait à perte.

De l'avis des personnes les plus compétentes, les tarifs insuffisants annexés à la loi votée en 1887 par la Chambre préparent cette éventualité. D'une manière générale, elle ne serait que trop à redouter, parce que l'État, lorsqu'il s'occupe d'industrie, n'est pas contenu par la crainte salutaire de la faillite et est toujours porté à abuser de ce banquier inépuisable qu'on appelle le contribuable.

Enfin (troisième éventualité possible), l'État, nous le supposons, aurait la sagesse d'administrer sa caisse d'assurance contre les accidents à l'exemple des compagnies privées; mais alors pourquoi viendrait-il s'emparer d'une industrie qui, jusqu'à présent, s'est exercée librement dans notre pays? Quel intérêt y aurait-il

(1) Voir le discours de M. Maze au Sénat (séance du 22 mars 1889).

à transformer cette industrie en service public, si l'État ne l'exerce pas autrement que les compagnies privées. Or il ne peut l'exercer autrement sans se ruiner et sans nous ruiner.

Dira-t-on que les entreprises privées ne présentent pas une certitude absolue de solvabilité?

Les faits répondent à cette objection. Nous avons en France des compagnies qui exercent très économiquement et très sagement l'assurance contre les accidents. En tout cas on peut les soumettre à un contrôle, leur imposer certaines conditions financières, comme on l'a fait pour les compagnies d'assurance sur la vie.

Enfin, si les intéressés trouvent insuffisantes les entreprises d'assurance actuelles, ils peuvent en créer de nouvelles.

Je n'entrevois donc pas pour l'État la nécessité, ni même l'utilité de se faire industriel en cette matière; j'en vois au contraire très clairement le danger qui est démontré par l'expérience.

Création par l'État de nouvelles institutions d'assurances. — Il y a une dernière solution que l'on a récemment essayée dans des pays voisins et dont je dois encore vous parler. Cette solution a consisté à créer de nouvelles institutions d'assurances indépendantes de l'État au point de vue financier.

Institutions créées par la loi allemande du 6 juillet 1884. — En Allemagne, la loi du 6 juillet 1884 a organisé très minutieusement un mécanisme d'assurance très compliqué. Ce sont les chefs d'industrie eux-mêmes qui, réunis en associations professionnelles, assurent contre les accidents industriels, sous la surveillance d'une administration centrale, constituant un service général de l'Empire, un véritable ministère. A ces associations se rattachent des juridictions arbitrales chargées de se prononcer sur les contestations en matière d'indemnités, et des délégations chargées de surveiller les industries. Les indemnités sont payées par l'intermédiaire de la poste. Cette loi enrégimente tous les industriels et les tient sous le contrôle étroit de l'État, sans du reste leur donner sa garantie financière.

L'exécution de cette loi a causé de grandes désillusions.

Un de ses principaux défauts, le seul sur lequel nous insisterons faute de temps, est d'avoir créé une organisation bureaucratique très lourde et qui coûte très cher.

En 1886, les dépenses se sont élevées à 2,301,542 marks, et les indemnités payées aux ouvriers à 1,711,699 marks pour 9,723 cas d'accidents, et cependant la poste et la police donnent

gratuitement leurs services. Pour régler ces 9,723 accidents, il n'y avait pas moins de 17.000 fonctionnaires créés par la loi, presque deux fonctionnaires par accident ! Il est difficile d'imaginer un système où les moyens et la fin soient aussi disproportionnés, et qui rappelle plus, permettez-moi cette expression, l'histoire de l'ours prenant un pavé pour écraser une mouche.

Il est instructif de comparer ces chiffres avec ceux que l'industrie privée des assurances peut nous montrer en Allemagne. Les frais de l'assurance organisée par l'État s'élèvent par accident, en 1886, à 216 marks 50, et l'indemnité moyenne à 176 marks. En 1887, la situation est meilleure ; mais les frais s'élèvent encore par accident à 226 marks 80, alors que l'indemnité est seulement de 336 marks 40. En regard de ces chiffres, en voici quelques autres empruntés à l'industrie privée. Dans la Société générale d'assurance de Magdebourg, de 1873 à 1880, les frais par accident se sont élevés à 34 marks 60, et l'indemnité à 150 marks 70. Dans la Société de Leipzig, en 1880, les chiffres sont encore plus favorables. Les frais par accident s'élèvent à 32 marks 19, et l'indemnité à 153 marks.

Nous n'ajouterons aucun commentaire à des chiffres aussi éloquents par eux-mêmes ; nous les recommandons à l'attention de nos législateurs.

Institutions créées par la loi autrichienne du 18 décembre 1887.

— L'Autriche a cru un instant que l'exemple de l'Allemagne était bon à suivre. Nous ne savons pas si elle n'est pas un peu revenue de cette illusion.

Quoi qu'il en soit, elle a fait, le 18 décembre 1887, une loi sur l'assurance ouvrière qui est une copie améliorée de la loi allemande de 1884.

Cette loi crée l'assurance obligatoire contre les accidents du travail, et confie la gestion de cette assurance à des associations, non pas professionnelles comme en Allemagne, mais territoriales. En outre, et c'est là son immense supériorité sur la loi allemande, elle soumet cette assurance, en ce qui concerne le taux des cotisations à payer, aux principes rigoureux de la science de l'assurance.

Voilà les traits principaux de cette loi infiniment plus sage que la loi allemande. Cette loi, le gouvernement autrichien n'a pas encore pu, ou n'a pas encore osé l'exécuter. Il n'a pas pu, parce qu'en fait il éprouve de grandes difficultés à organiser les asso-

ciations territoriales créées par la loi. Il n'a pas osé, parce qu'il n'a pas de statistique exacte pour dresser les tarifs.

J'appelle encore l'attention de nos législateurs sur ces hésitations significatives du gouvernement autrichien.

Caisse nationale de Milan. — Enfin l'Italie a voulu, elle aussi, créer une institution particulière d'assurance contre les accidents. Dans les moyens qu'elle a employés, elle a été beaucoup plus avisée que l'Allemagne et l'Autriche. En Italie, il n'est pas question d'assurance obligatoire; les économistes italiens n'auraient pas laissé passer une pareille erreur.

Sous la surveillance et à l'instigation du Gouvernement, sous la garantie limitée des grands établissements financiers du pays, il s'est fondé à Milan, le 8 juillet 1883, une caisse nationale d'assurance contre les accidents dont l'organisation est remarquable, et qui jouit de grands avantages (tels que l'exemption de tout impôt et l'usage gratuit des caisses d'épargne postales).

Je n'ai pas l'intention d'étudier en détail le fonctionnement de cette caisse. Il me suffira de vous dire que, malgré son excellente organisation et les avantages qui lui ont été concédés, elle ne fait pas d'affaires.

En 1887, elle a encaissé 149,000 livres de cotisations et payé 95,000 livres d'indemnités. En 1888, elle a encaissé 159,000 livres et payé 121,000 livres d'indemnités. Cette institution n'a pas de vitalité.

Pourquoi cet insuccès, ou plutôt ce simple succès d'estime d'une institution très recommandable à beaucoup de points de vue?

C'est qu'il ne suffit pas de créer dans un pays une caisse d'assurance contre les accidents industriels, pour y faire naître en même temps cette assurance comme d'un coup de baguette. Il faut encore former les mœurs industrielles et sociales du peuple qui doit s'en servir, il faut que l'institution prenne racine dans les âmes.

Quels enseignements devons-nous tirer de ces multiples expériences qui, en définitive, n'ont pas réussi?

A mon sens, ces enseignements sont clairs et décisifs, et il convient d'autant plus de les mettre en lumière que la loi votée par la Chambre en 1887 et le projet de loi présenté par la commission du Sénat prévoient et règlent la création de nouvelles institutions d'assurance sous le nom de syndicats mutuels, pour couvrir les risques d'accidents industriels, et les rattachent étroi-

tement à la caisse de l'État, fondée en 1868, et que l'on essaye même de donner une vie nouvelle à cette caisse complètement oubliée, solutions qui présentent plusieurs des dangers que nous venons de signaler.

La vérité qui ressort de ces enseignements, c'est que l'État ne doit se mêler ni de créer, ni d'organiser des institutions d'assurance, et encore moins prétendre faire lui-même de l'assurance.

Son rôle doit se borner à surveiller et à contrôler dans une certaine mesure les institutions d'assurance que la spéculation privée a fait naître, et aussi à ne pas les entraver dans leur développement en les frappant d'impôts trop lourds.

C'est à la liberté que l'industrie des assurances doit tous ses perfectionnements, c'est la liberté qui l'a créée, c'est la liberté qui la fera encore grandir et prospérer dans le nouveau domaine des accidents industriels qu'elle a récemment conquis.

Véritable rôle de l'État.

Responsabilité à créer. — J'entends la liberté sagement réglée, car, suivant moi, l'État ne peut abandonner à elle-même cette grande force sociale et économique de l'assurance. Mais, je le répète, la tâche qui incombe à l'État ne consiste pas à se servir lui-même de cette force; l'État construit les canaux, mais il laisse à l'industrie privée le soin de transporter les marchandises par ces canaux. De même, dans ce domaine immatériel des responsabilités où se meut l'assurance, l'État peut ouvrir une voie nouvelle aux esprits, créer un courant d'idées en lui imprimant le caractère de la nécessité légale, mais il doit laisser à l'industrie privée le soin de les utiliser.

C'est ainsi qu'il doit remplir ici le rôle de haute direction et d'initiation qui lui appartient dans les différentes branches de l'activité sociale.

En créant une responsabilité à la charge des chefs d'industrie, l'État ouvre une voie nouvelle à l'assurance. Il rend l'assurance nécessaire en ce qui concerne cette responsabilité. Cette responsabilité va en effet créer des charges pécuniaires, des pertes pour les chefs d'industrie. Les intéressés répartiront ces pertes entre eux par l'assurance, soit en s'assurant entre eux, soit en s'adressant aux compagnies d'assurances.

L'État ne doit ni ne peut se charger de cette répartition.

Limites de cette responsabilité. — Je m'empresse d'ajouter que l'État, en créant une responsabilité à la charge des chefs d'industrie, n'a pas rempli toute sa tâche.

Il lui faut encore assigner des limites à cette responsabilité.

La grande innovation de la loi projetée, innovation que nous pouvons considérer comme acquise, c'est de faire supporter, au nom de la solidarité sociale, par les deux collaborateurs de la production industrielle, des risques que jusqu'ici l'ouvrier seul supportait.

Mais dans quelle mesure ces risques seront-ils à la charge du patron, dans quelle mesure à la charge de l'ouvrier ?

Il y a là un partage que l'État législateur doit faire au nom de la justice sociale.

Le danger ici est de faire trop, car il serait dangereux de grever l'industrie de charges trop lourdes, — ou de faire trop peu, car il est bien désirable d'assurer aux victimes des accidents du travail un minimum de ressources qui ne soit pas insignifiant.

Il est difficile de déterminer un chiffre qui ne soulève aucune objection. Mon avis est que les chiffres de 400 fr. de rente pour les hommes et de 250 fr. de rente pour les femmes, considérés comme chiffres minima par la Chambre, sont des chiffres acceptables. Seulement je crois que ces chiffres doivent être considérés, non comme des chiffres minima pouvant être augmentés suivant les cas, mais comme des chiffres fixes et invariables. Suivant moi, en fixant l'indemnité due à l'ouvrier à 400 fr. de rente, et à l'ouvrière à 250 fr. de rente, en cas d'incapacité permanente et absolue de travail, et en attribuant éventuellement ces rentes à la famille de la victime suivant certaines proportions, le législateur aura fait avec équité la part du chef d'entreprise dans la fatalité des accidents industriels. Cette indemnité ne doit pas varier suivant le salaire réellement gagné par l'ouvrier; cette variabilité de l'indemnité constituerait pour l'industrie une charge trop lourde et trop difficile à évaluer. On proposait ces jours derniers devant le Sénat de donner à l'ouvrier, en cas d'incapacité permanente et absolue de travail, une rente égale à la moitié de son salaire réel. Un ouvrier gagnant 3,000 fr. par an aurait une rente de 1,500 fr.; un ouvrier gagnant 2,000 fr. aurait une rente de 1,000 fr. Cela est inacceptable. L'industrie ne pourrait supporter une pareille charge. 400 fr. de rente pour l'ouvrier, 250 fr. de rente pour l'ouvrière, sans doute, cela est modeste, mais il

faut faire une loi qui puisse être appliquée. Ne vous y trompez pas; cette attribution de rentes de 400 fr. et 250 fr. aux ouvriers, dans les cas où l'accident n'est dû qu'à la fatalité, en dehors de toute faute lourde du chef d'industrie, réalise déjà une véritable révolution dans le contrat de travail et dans la constitution du salariat. Ma conviction est qu'on ne peut pas, qu'on ne doit pas aller plus loin.

N'oubliez pas en effet que le chef d'entreprise n'est responsable que pour une part des accidents industriels, et que l'ouvrier a aussi sa part de responsabilité. Il doit, de son côté, apprendre à être prévoyant et à s'assurer contre les risques qui lui incombent.

Ce système de l'indemnité fixe a l'avantage de n'imposer au chef d'industrie qu'un sacrifice bien défini et dont on pourra d'avance calculer l'importance. Il crée au profit de l'ouvrier un minimum de garantie sur lequel il est utile qu'il puisse compter et que les chefs d'industrie pourront du reste dépasser, s'ils le veulent. Quant à l'ouvrier, il pourra, par l'assurance individuelle, augmenter les ressources que lui fournira cette garantie.

Le chef d'industrie aura donné sa part de garantie, l'ouvrier devra créer lui-même celle qui reste à sa charge. Il sera, de cette manière, incité à être prévoyant par lui-même, à développer en lui-même ces fortes qualités d'économie, de persévérance et d'empire sur soi-même qui sont la base de la prévoyance.

Ainsi la prévoyance de la loi n'aura pas pour effet de créer l'imprévoyance de l'ouvrier.

Voilà comme je comprends le partage des effets de la fatalité industrielle, en dehors de toute idée de faute lourde, entre les deux collaborateurs de la production, l'ouvrier et le patron.

Je ne puis qu'indiquer ce système qui repose sur le principe de la fixité de l'indemnité maxima à allouer à l'ouvrier.

Exception pour les petits accidents. — Faut-il appliquer cette idée de partage des risques, sans exception aucune, à tous les accidents qui se produisent dans la vie industrielle?

Je réponds négativement.

Les accidents qui peuvent arriver à l'ouvrier présentent différents degrés de gravité : il y a les accidents qui entraînent la mort ou l'incapacité absolue de travail; il y a ceux qui entraînent seulement une incapacité de travail de quelques jours. Le patron doit-il être déclaré par la loi responsable de tous ces accidents?

Non. Les petits accidents doivent être mis en dehors de cette responsabilité.

J'entends par petits accidents tous ceux qui n'entraînent qu'une incapacité temporaire de travail de moins de trois mois. Ce sont de beaucoup les plus nombreux. Pour vous en donner une idée, je cite quelques chiffres empruntés à une statistique récente faite en Allemagne. Sur une population ouvrière de 1,957,548 personnes, observée pendant quatre mois, on a relevé 29,574 accidents. Dans ce nombre, il y a eu 662 cas suivis de mort, 123 suivis d'incapacité absolue de travail, 437 suivis d'incapacité partielle, et 28,352 suivis d'incapacité temporaire.

Le danger en ce qui concerne ces petits accidents, c'est que la simulation n'en prolonge les suites dans des proportions considérables. Les journées de chômage étant payées, la tentation est bien grande de les multiplier.

Ce danger est tellement certain, et en même temps entraîne des conséquences si désastreuses au point de vue financier, que beaucoup de compagnies d'assurances ne prennent à leur charge les petits accidents qu'avec certaines réserves. Ainsi, les compagnies suisses stipulent en général qu'elles ne paieront rien pour les accidents entraînant moins de vingt jours d'incapacité de travail. La loi allemande de 1884 a écarté les accidents entraînant une incapacité de travail de moins de treize semaines.

Est-ce à dire que les ouvriers blessés qui, pendant cet intervalle, auront véritablement besoin de secours, seront repoussés par les institutions de prévoyance? En aucune façon. Ils s'adresseront aux caisses de secours spéciales créées, soit par les sociétés de secours mutuels, soit par les syndicats professionnels, qui finiront par comprendre l'usage de la force que la loi a mise entre leurs mains.

Alors que certains assureurs reculent eux-mêmes devant les périls de l'assurance des petits accidents, il serait souverainement imprudent d'en imposer en principe la charge aux chefs d'industrie. En fait, ces accidents sont le domaine de la simulation. Il y aurait duperie à vouloir légiférer sur ce point, et à prétendre couvrir du manteau de la solidarité sociale les petites habiletés d'un égoïsme trop ingénieux. C'est l'individualisme seul, et l'individualisme poussé à son dernier degré de vigilance, tel qu'il existe dans les petites associations locales, ou dans les associations professionnelles, qui peut venir à bout de ces manœuvres.

J'ai étudié dans ses grandes lignes la question de l'assurance ouvrière contre les accidents.

Limite d'efficacité de la loi future. — Avant de terminer, j'ai encore un mot à dire d'un dernier problème qui se pose nécessairement ici.

La loi que le Parlement prépare ne va-t-elle pas faire concevoir à la classe ouvrière des espérances qui seront déçues par la réalité?

Cette charge de 400 fr. ou de 250 de rente pourra-t-elle être supportée par tous les chefs d'industrie? Il faut reconnaître sincèrement que non. Quelle sera exactement la limite d'efficacité de la loi? Il est impossible de la déterminer d'avance. Faut-il dire qu'il y aura là une charge supportable pour la grande industrie, trop lourde pour la petite? Nous croyons qu'il n'y a pas lieu de s'attacher ici à cette distinction de la grande et de la petite industrie. Où finit la grande industrie? Où commence la petite? On ne l'a jamais bien su. Cette distinction ne répond à aucune idée claire.

La limite où s'arrêtera nécessairement l'efficacité de la loi, c'est ce fait (qui pourra être plus ou moins fréquent suivant les époques) que le patron sera assez pauvre pour n'avoir rien à redouter de la responsabilité mise à sa charge par la loi, c'est ce fait que le patron sera aussi pauvre, ou à peu près, que l'ouvrier. La loi n'est pas faite pour ce cas. Où il n'y a rien, le roi perd ses droits, et la Loi aussi.

C'est là une situation douloureuse, mais qui n'est plus du domaine de la responsabilité, ni de l'assurance.

Il faut donc le dire, et le dire bien haut. pour ne pas faire germer dans les âmes de vaines espérances, la loi projetée ne peut produire des effets absolus. Elle ne peut créer des ressources là où il n'y en a pas. Elle sera en certains cas impuissante. Ce n'est pas une loi d'assistance. Nous croyons qu'elle diminuera dans une large mesure le nombre des malheureux, mais elle ne les fera pas disparaître.

Conclusion. — J'ai fini et je résume en quelques mots ces trop longues observations.

J'ai montré quelle serait, suivant moi, la meilleure solution à donner à la question de l'assurance ouvrière contre les accidents.

Les chefs d'entreprise déclarés en principe, en dehors de toute présomption de faute, partiellement responsables des effets de la

fatalité industrielle, et amenés ainsi à répartir entre eux, par l'assurance librement organisée, les conséquences pécuniaires de cette responsabilité, la vérité et la justice présidant par l'assurance à cette répartition, l'ouvrier incité à la prévoyance personnelle par la modicité des ressources que lui procure la loi, enfin l'idée de la responsabilité personnelle de la faute lourde planant sur cet ensemble de garanties, voilà la solution que je rêve. Est-ce un rêve? Non, car voici que ce rêve devient une réalité.

Nos législateurs sont saisis de la question; ils l'ont discutée avec beaucoup de science et d'éclat, et déjà le Sénat a voté le principe d'une loi qu'il saura faire sage et efficace. Saluons donc ensemble, avec une émotion pleine de confiance, cette aurore d'une vie meilleure qui se lève sur le monde des travailleurs, et bénissons le génie de notre siècle qui, en donnant à l'assurance, cette force inconnue de nos pères, sa direction et sa portée définitives, a su créer, non pour quelques privilégiés mais pour le plus grand nombre, ce bien suprême, plus précieux que tous les biens de l'heure présente, la sécurité du lendemain.

A. CHAUFTON,

*docteur en droit,
avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation,
lauréat de l'Institut,
membre du comité d'admission de la section VI
de l'exposition d'économie sociale.*

(Extrait de la *Revue des Institutions de Prévoyance.*)

FÊTES INDUSTRIELLES

Fête du 10 Novembre 1889 à la Cristallerie de Sèvres.

La Cristallerie de Sèvres ayant obtenu à l'Exposition de 1889, toutes les plus hautes récompenses : Légion d'honneur, Grand Prix, Médailles d'or, d'argent et de bronze, une grande fête industrielle y fut organisée pour célébrer ce légitime succès.

De nombreux et chaleureux discours furent prononcés dans cette circonstance à l'honneur de cet établissement et de son habile Directeur M. Landier, homme de bien autant que grand industriel.

Nous ne pouvons nous laisser aller à reproduire ici toutes ces allocutions ; nos lecteurs nous sauront gré de leur donner, tout au moins celle de M. LINARÈS, Inspecteur divisionnaire du Travail dans l'Industrie, dont ils connaissent la haute valeur professionnelle et le dévouement sans bornes à l'enfance ouvrière.

Voici ces paroles vibrantes de notre excellent collègue recueillies par la sténographie :

« MESSIEURS,

» Un toast de l'Inspecteur du travail, représentant le Ministre du Commerce et de l'Industrie, a bien sa place dans cette assemblée, qui célèbre le triomphe d'un grand industriel français et d'une grande industrie française, une de celles qui ont le plus à souffrir et le plus besoin d'être encouragées, alors que les étrangers, pour qui toutes les armes sont bonnes pour nous supplanter, calquent nos modèles pour livrer à prix dérisoires leurs marchandises frelatées, sur tous les marchés du monde !

» Dans cette guerre, où la France aura toujours la supériorité assurée par le génie de ses artistes, servi par l'habileté de main et le goût incomparable de l'ouvrier français, le succès est essentiellement lié à l'accord, à la bonne harmonie entre le patron et l'ouvrier, le premier faisant une juste et généreuse part au second, et celui-ci comprenant qu'il ne peut rien seul, secondant de son mieux son chef pour la prospérité de la maison, et sachant borner ses légitimes exigences lorsqu'elles pourraient compromettre l'existence même de l'industrie.

» Solidarité, voilà la devise à faire enseigner partout. Le capital et le travail ne sauraient être ennemis sans amener la ruine de l'indus-

trie. Les grands intérêts industriels ont des luttes incessantes à soutenir, sur cet autre champ d'honneur où la vapeur remplace le canon et où la victoire appartient aussi de nos jours à celui qui sait organiser et conduire les gros bataillons! (*Vifs applaudissements*) des bataillons de travailleurs, l'armée moderne de l'industrie, qui a également ses grands capitaines, ses héros... , je le disais hier dans une autre fête analogue, à propos des Decauville; j'en pourrais nommer beaucoup d'autres de ma connaissance.

» Aujourd'hui, nous n'avons qu'à nommer MM. Landier et Houdaille. (*Acclamations.*)

.....

» Honneur donc à nos grands chefs d'industrie! leurs victoires sont aussi celles de la France, qui saura toujours les placer au nombre de ses plus glorieux enfants, car ils accroissent la production et la richesse nationales et contribuent à assurer à notre chère patrie la suprématie sur le terrain du goût et du génie industriel où, malgré ses épreuves, elle a su garder et gardera, comme elle vient de le prouver plus que jamais dans le grand concours, dont nous fêtons l'un des plus légitimes succès, le premier rang dans le monde. (*Salves d'applaudissements.*)

» N'oublions pas le jeune bataillon, les petits conscrits de notre armée victorieuse, qui au nombre de 80 desservent nos verriers de l'usine et pour lesquels M. Landier, fidèle observateur de la loi protectrice, a fondé et entretient à grands frais une école où ils ont fait des progrès remarquables depuis deux ans, avec leur nouvel instituteur que je félicite aussi. L'enfance ouvrière et son apprentissage, son instruction, c'est l'avenir, l'espoir de la France industrielle.

» Aux enfants! aux apprentis! aux jeunes ouvriers de la Cristallerie de Sèvres! »

CORRESPONDANCE

La Société ayant prié M. de Bellay de vouloir bien prendre des informations sur l'OEUVRE DE L'ADOPTION DES PETITES FILLES ABANDONNÉES, Fondée par M^{me} Tarbé des Sablons en a reçu la lettre suivante :

Paris, 13 novembre 1889.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Chargé par vous de prendre des informations sur l'OEuvre d'adoption des petites filles abandonnées, fondée en 1879 par M^{me} Tarbé des Sablons, et autorisée le 8 juin 1885 par un arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur; je me suis présenté chez M^{me} Sevenants, secrétaire-trésorière, qui, au nom de M^{me} la comtesse de Brigode, maintenant présidente, est chargée de recevoir les adhésions en faveur de cette œuvre. Les registres compulsés à première vue me parurent si régulièrement tenus et si dignes d'intérêt, que je priai M^{me} la Trésorière de vouloir bien en préparer un relevé qu'elle a bien voulu me promettre, et qu'elle vous adressera certainement si ce n'est déjà fait; car je m'étais présenté hier afin de m'en assurer, mais cette dame était sortie et je n'ai pu avoir de réponse précise.

Ce sera probablement pour la séance prochaine.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de la considération la plus distinguée de votre bien dévoué,

DE BELLAY.

Cette lettre ayant été écrite hier soir et la liste de M^{me} la Trésorière arrivée ce matin, je n'ai fait qu'y relever les détails suivants :

170 inscrites jusqu'à ce jour :

dont 5 rendues	5
— 7 renvoyées	7
— 9 reprises	9
— 6 décédées	6
	27

Il reste à savoir si les neuf jeunes filles reprises l'ont été par l'OEuvre de l'adoption ou par leurs parents.

Nous croyons devoir joindre à cette lettre le document suivant qui l'explique et l'éclaire :

ŒUVRE DE L'ADOPTION DES PETITES FILLES ABANDONNÉES

Fondée par M^{me} TARBÉ DES SABLONS

Autorisée par un arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur du 8 juin 1885.

L'Œuvre de l'Adoption des Petites Filles abandonnées a été fondée en 1879.

Elle a pour but de recueillir les petites filles abandonnées âgées de 6 à 12 ans; d'arracher à la misère et de préserver ainsi du vice toutes celles qui manquent de tutelle morale et de protection matérielle; de leur donner une éducation chrétienne, une instruction élémentaire, une profession sérieuse, et de ne les livrer à leurs propres forces que lorsqu'elles ont atteint l'âge de 21 ans.

Les petites filles abandonnées recueillies par l'Œuvre sont placées dans les Orphelinats de :

ALENÇON, dirigé par les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny;

— maison du Petit-Châtelet;

ANDELYS (Eure), ouvroir Sainte-Clotilde;

ANGERS, par les Sœurs du Bon-Pasteur;

BLOIS, dirigé par les Sœurs de Notre-Dame-de-Charité;

— par les Sœurs de la Providence;

CLERMONT (Oise), par les Sœurs de la Sagesse;

DIEPPE, par les Sœurs de la Providence;

PERSAN, Orphelinat Sainte-Suzanne;

RAMBOUILLET, par les Sœurs de la Sainte-Enfance;

ROCHECHOUART (Haute-Vienne), par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul;

SAINT-CALAIS, (Sarthe), par les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie;

SAUMUR, par les Sœurs de Saint-Joseph;

SENIS, par les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny;

SENS, par les Sœurs du Bon-Pasteur;

TROYES, par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul;

VENDÔME, par les Sœurs du Saint-Cœur-de-Marie;

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 3. — La Société se compose :

De Bienfaiteurs, d'Adhérents, de Souscripteurs.

1^o Sont Bienfaiteurs de l'Œuvre ceux qui versent la somme de cent francs *une fois donnée* et une cotisation annuelle de dix francs.

2^o Sont Adhérents ceux qui versent une cotisation annuelle de six francs;

3^o Sont Souscripteurs ceux qui versent annuellement une somme de dix centimes.

Les adhésions sont reçues au siège de la Société, 4, rue Blanche, à Paris, par M^{me} Sévenants, secrétaire-trésorière, au nom de la COMTESSE DE BRIGODE, *présidente de l'œuvre*.

Les personnes qui veulent bien accorder une aumône à l'OEUVRE DE L'ADOPTION DES PETITES FILLES ABANDONNÉES sont priées de s'assurer de l'identité de la dame quêteuse qui sollicite leur offrande et qui doit être munie de pièces justificatives. Un reçu leur sera envoyé sous forme de remerciement par la Secrétaire-Trésorière.

INFORMATIONS

COMITÉ PERMANENT INTERNATIONAL

DU CONGRÈS DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Avant de se séparer, le Congrès international des Accidents du Travail, qui s'est tenu à Paris du 9 au 14 septembre dernier, a voté la formation d'un Comité permanent international, qui serait chargé, en premier lieu, de servir de lien entre tous ceux qui, dans les pays divers, s'intéressent à cette grande question, et de constituer à leur profit un centre d'informations statistiques, techniques et législatives sur la matière; en second lieu, de préparer le prochain Congrès des Accidents.

Conformément à cette décision, le Bureau du Congrès a procédé à la formation de ce Comité, dont la composition résultait naturellement du but assigné à son action.

En ce qui concerne d'abord la France, ce Comité a dû comprendre, outre quelques-uns des membres les plus actifs du Congrès, des représentants ou délégués des grandes associations qui avaient témoigné leurs sympathies effectives à ce Congrès, ou de celles qui se rattachaient d'une façon plus ou moins étroite à son objet.

Grâce à la juxtaposition de ces divers éléments, le Comité présentera ces garanties d'impartialité et de neutralité qui ont fait déjà le succès et le crédit du Congrès lui-même. Il ne s'agit pas, en effet, de défendre tel ou tel intérêt, tel ou tel système, mais de faire la lumière sur les questions et de fournir des matériaux de bon aloi à ceux qui se donnent la mission de les traiter devant l'opinion publique ou qui ont la responsabilité de les résoudre dans les Parlements.

Quant à l'étranger, on s'est de même adressé aux hommes que désignaient plus spécialement leur compétence, leur participation active à ce genre d'études, leur notoriété et leur situation.

Pour remplir son rôle, le Comité a besoin d'un organe de publicité.

Cet organe sera un bulletin dont la périodicité et l'étendue dépendront des ressources disponibles.

Il appartient aux adhérents de procurer les moyens de le faire vivre et de le développer. Son sort est entre leurs mains. Plus ils seront nombreux et généreux, plus ce bulletin pourra être fréquent et substantiel.

Aussi est-il fait appel à l'adhésion personnelle de tous ceux qui s'intéressent à ces questions et à leur propagande en faveur de l'institution.

On obtient le titre d'adhérent moyennant une cotisation annuelle de 10 francs, qui donne droit à recevoir les publications du Comité. Sont membres donateurs tous ceux qui, outre la cotisation annuelle, versent une somme d'au moins 50 francs à titre de subvention.

Les souscriptions pour 1890 doivent être adressées à M. GRUNER, secrétaire général du Comité, 6. rue Férou (ou 37, boulevard Magenta).

CHRONIQUE

M. LÉON DUCRET a pris texte des travaux du *Congrès du commerce et de l'industrie* pour apporter sa quote-part aux études de la Chambre syndicale des industries diverses sur l'Exposition. Il résume le rapport suivant :

MESSIEURS,

Avant nos vacances, vous avez décidé qu'il y avait lieu de faire appel à la bonne volonté de tous nos collègues, en les priant d'examiner l'admirable Exposition dont les portes vont fermer, et de nous dire ensuite quels enseignements on en peut tirer pour chacune des industries représentées par la Chambre.

Vous pensez bien que votre président ne songea pas une minute à se dérober. Étant à l'honneur, il doit être au labeur; mais il n'est plus dans les affaires et le choix du sujet à traiter était pour lui assez embarrassant. Après bien des hésitations, il résolut de s'occuper d'une partie fort intéressante de l'Exposition : les Congrès !

Toutefois, leur nombre le rendit perplexe. L'Exposition, on l'a dit déjà, a été le triomphe du fer et des congrès. Entreprendre de les résumer tous, c'était vouloir vous fournir la matière de plusieurs volumes. Tel n'était pas votre désir, et c'est pourquoi il a borné sa part de collaboration à l'œuvre commune au compte rendu du Congrès qui nous représentait le plus complètement : celui du *commerce et de l'industrie*.

Le Congrès international du commerce et de l'industrie s'est ouvert le 23 septembre, à dix heures du matin, à l'amphithéâtre des Arts et Métiers, sous la présidence de M. Poirrier, et en présence d'une assistance nombreuse, composée des notabilités du monde commercial et d'économistes français et étrangers.

Dans un rapport très complet, le secrétaire général, M. J. Hayem, rappelle l'origine du Congrès et résume les mesures prises pour lui donner toute l'importance désirable. Il espère que cette réunion internationale du commerce et de l'industrie tiendra une place honorable parmi les congrès provoqués par l'Exposition universelle. Il n'en saurait être autrement, déclare-t-il, puisqu'il a reçu les adhésions des hommes les plus éminents en matière économique. Au nom du comité, il les remercie de leur concours et souhaite la bienvenue aux étrangers.

Il est ensuite procédé à la nomination des bureaux du Congrès et des sections.

L'assemblée décide de maintenir dans leurs fonctions les membres du comité d'organisation et d'y adjoindre un certain nombre de délégués français et étrangers. Enfin, sur la proposition d'un membre qui fait observer que les Chambres syndicales ne sont pas représentées dans le bureau, on y adjoint trois représentants de ces assemblées.

En résumé, la composition des bureaux du Congrès est ainsi fixée :

Président d'honneur : M. TIRARD, ministre du commerce.

Président : M. POIRRIER, sénateur, président de la Chambre de commerce de Paris.

Vice-Présidents : MM. DIETZ-MONNIN, sénateur ; LAUSSÉDAT, directeur du Conservatoire des Arts et Métiers ; LEVASSEUR, membre de l'Institut ; ROY, ancien président de la Chambre de commerce ; SÈVÈNE, président de la Chambre de commerce de Lyon ; FABRE, président de la Chambre de commerce de Marseille ; PLOM, président de la Chambre de commerce de Bordeaux ; MAS, président de la Chambre de commerce de Lille ; MALLET, président de la Chambre de commerce du Havre ; WITEHEARD, lord-maire de *Londres* ; BURGER, président du comité d'*Autriche-Hongrie* ; CARLIER, commissaire général de *Belgique* ; SÈVE, consul général de *Belgique* ; DE CAVALCANTI, commissaire général du *Brésil* ; GUZMANN, commissaire délégué du *Chili* ; BALLEN, conseiller général de l'*Equateur* ; MATHIAS LOPEZ, sénateur, président de la Chambre de commerce de *Madrid* ; général W.-B. FRANKLIN, commissaire général des *Etats-Unis* ; VLASTO, commissaire général de *Grèce* ; CRISANTO MEDINA STOUT, commissaire du *Nicaragua* ; DE MELICIO, président de la section du *Portugal* ; DIAZ-MIMIAGA, commissaire général du *Mexique* ; ALCORTA, président de la Commission *Argentine* ; POSNANSKI, commissaire général de *Russie* ; PECTOR, consul général du *Salvador* ; Numa DROZ, ancien président de la *Confédération helvétique* ; VAN DER VLIET, délégué de la *Hollande* ; LÉON DUCRET, vice-président de l'Alliance syndicale ; VÉE, président du Comité central ; DEPASSE, vice-président du Syndicat général.

Secrétaire général : M. Julien HAYEM, président du jury de la classe 35.

Secrétaires : GRELLEY, directeur de l'Ecole supérieure de commerce ; PIAULT, membre de la Chambre de commerce ; CHAUSSETTE-DELGOUFFRE, délégué de la Commission *belge* ; SERRAULT, vice-président de la Chambre de commerce de *Montréal*.

1^{re} SECTION. — *Président* : M. DIETZ-MONNIN.

Vice-Présidents : MM. ROY, Hiélard, Bürger (*Autriche-Hongrie*), SÈVE (*Belgique*), SÈVÈNE, Martial-Bernard, LÉON DUCRET.

Secrétaires : Grelley, Strauss (*Belgique*), Chaussette-Delgouffre (*Belgique*).

2^e SECTION. — *Président* : M. OLLENDORFF.

Vice-Présidents : MM. Alcorta (République Argentine), Numa Droz (Suisse), Sabatier (Belgique), Siegfried et Salicis.

3^e SECTION. — *Président* : M. LEVASSEUR.

Vice-Présidents : MM. Cousté, Raffalovich, Strauss (Belgique), Barclay (Angleterre), Baetzmann (Norvège), Cheysson, Lyon-Caen, Wendt (Angleterre) et Freywald.

Secrétaires : MM. Piault, Clunet (Angleterre), Cortazzi (Italie).

Le Président remercie le Congrès de la nouvelle marque de confiance qu'il vient de donner au Comité d'organisation et, dans un excellent discours, il dit l'importance des résolutions à prendre, surtout en ce qui touche la question des traités de commerce qu'il examine à fond.

La première séance est terminée par la fixation de l'ordre du jour général du Congrès.

Enseignement professionnel.

N'ayant point le don d'ubiquité, il ne m'a pas été possible de suivre les études du Congrès sur l'enseignement professionnel. Aussi bien, la comparaison des termes du rapport de M. Ollendorff, — directeur du personnel de l'enseignement technique au ministère du commerce, — avec les résolutions prises en assemblée générale, montre que les discussions n'ont pas été bien vives. Cela tient assurément à ce que ces questions avaient été déjà élucidées par un congrès spécial.

L'honorable rapporteur s'attache d'abord à définir cet enseignement et propose d'adopter la dénomination générale d'*Enseignement technique*. Il n'y a pas d'inconvénient, mais le mot « technique » s'applique à toutes choses, comme celui de « professionnel » ; pourquoi changer ?

La classification en trois degrés est beaucoup mieux justifiée. Elle correspond à la division universitaire et facilitera l'introduction du travail manuel dans les écoles primaires, secondaires et supérieures. On sait que des mesures ont été prises en ce sens et, je suis heureux de le constater, le haut fonctionnaire qui dirige l'important service de l'éducation professionnelle se préoccupe d'en étendre la pratique et d'obtenir des résultats vraiment efficaces.

Avec son esprit libéral, M. Ollendorff a compris que l'intervention administrative devait être secondée par l'initiative privée ; c'est pourquoi il réclame une action énergique des sociétés de protection, des syndicats, des chambres de commerce, des municipalités, pour augmenter le nombre et la valeur des cours professionnels du soir ou du dimanche. Il rappelle ce qui a été fait en faveur de ces institutions sérieusement encouragées par l'Etat.

Il y a peu de choses à dire sur l'*apprentissage*. La durée et les con-

ditions en sont nécessairement subordonnées aux exigences de chaque métier. Il faut laisser aux intéressés le soin de les déterminer.

Il convient seulement d'assurer l'exécution des contrats librement consentis. C'est ce qui n'a malheureusement pas lieu dans la pratique. On reproche aux patrons de trop spécialiser leurs apprentis, c'est-à-dire de leur faire exécuter toujours la même besogne et de ne leur apprendre qu'une partie de leur état. C'est pour eux un moyen de tirer presque immédiatement profit de l'enfant qui leur est confié.

D'un autre côté, les apprentis, de complicité avec leurs parents, ne se font pas faute de quitter l'atelier, avant la fin de leur engagement. Aussitôt qu'ils croient pouvoir gagner un salaire, ils s'en vont ailleurs offrir leurs services. Ce système est déplorable. Avec lui on ne fait plus d'ouvriers. On a des « petites mains » incapables de produire en dehors de leurs spécialités.

Le contrat d'apprentissage doit être sérieux et respecté des parties ; tel est le but poursuivi par le Congrès.

La partie *commerciale* de l'enseignement professionnel est depuis longtemps la préoccupation des pouvoirs publics.

En France, le gouvernement a presque accompli son œuvre. Les grandes lignes en sont tracées, les questions de détail offrent peu de difficultés, c'est à l'opinion publique à faire le reste.

En effet, l'enseignement spécial a été créé dans tous les lycées et collèges.

Une sanction lui a été donnée par la création d'un examen de fin d'études comparable au baccalauréat. Des écoles de commerce de divers degrés sont en pleine activité. Enfin l'article 23 de la loi militaire décide qu'en temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, les élèves diplômés de l'École des hautes études commerciales et des écoles supérieures de commerce reconnues par l'État, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve.

Mais, comme le fait justement observer M. Ollendorff, les écoles supérieures ne sont point officiellement reconnues par l'État. On s'occupe de donner satisfaction à la loi en préparant un règlement d'administration publique pour déterminer les formalités et les obligations auxquelles seront soumises ces écoles pour être admises au bénéfice de l'article 23.

M. le Directeur de l'enseignement technique fait connaître au Congrès dans quel esprit ce règlement sera édicté : Il est permis de penser que les diplômés donnant droit à l'exemption du service militaire seront remis aux jeunes gens qui auront obtenu, pendant tout le cours de leurs études commerciales, un nombre minimum de points à déterminer.

Voilà une mesure sage et de beaucoup supérieure à un examen

semblable au baccalauréat qui, on le sait, est une question de chance plutôt que de vrai mérite.

Ne voulant pas abuser de votre attention, je ne m'arrêterai pas sur les autres points, relatifs à l'enseignement, examinés par le Congrès. Les vœux adoptés en indiquent suffisamment le sens.

Régime économique

La première section avait dans son programme l'examen des questions économiques. C'était là un domaine bien vaste, mais heureusement il a été limité par le Congrès.

Le premier point, celui dont la solution nous inquiétait le plus par suite du souffle protectionniste qui semble régner sur les principales nations, a été examiné par M. Julien Hayem.

Le sympathique secrétaire général s'est excusé de remplir le rôle de rapporteur sur ce sujet : La mission devait être confiée à des membres beaucoup plus autorisés que lui, dit-il, mais, la période des élections coïncidant avec les travaux du Congrès, au dernier moment de nombreuses abstentions se sont produites et il a fallu y suppléer. M. Hayem rappelle les travaux de 1878. Le Congrès tenu à cette époque s'était énergiquement prononcé pour le principe de la liberté des échanges, et préconisait, en attendant, le renouvellement des traités de commerce avec droits de plus en plus réduits. On sait que, malgré ces vœux, notre tarif a été augmenté et que nos traités de 1882 sont moins libéraux que ceux de 1860. Enfin des taxes ont été créées sur les céréales et augmentées sur les sucres, les bestiaux et les alcools. La France n'est pas seule à suivre ces errements économiques, nos protectionnistes ont même invoqué l'exemple donné par d'autres gouvernements pour obtenir une partie des droits qu'ils sollicitaient.

La question des traités de commerce va revenir bientôt devant le Parlement.

Les idées de protection, cela est à redouter, seront plus accentuées dans la nouvelle Chambre. Le rapporteur ajoute que M. Léon Say aurait lui-même abandonné, devant ses électeurs, quelques-unes des idées libérales dont il a toujours été le défenseur. Il y a donc lieu de se prononcer une fois encore. Qui pourrait le faire avec plus d'autorité qu'une assemblée composée presque exclusivement d'industriels et de commerçants appartenant à toutes les nations civilisées ?

L'orateur donne ensuite les chiffres d'importation et d'exportation pour divers pays à des époques différentes, et démontre que les périodes libérales ont été les plus favorables au commerce international. Il conclut au maintien des traités de commerce avec réduction de droits actuellement en vigueur, ou tout au moins sans augmentation.

Le discours de M. Poirrier, à la séance d'ouverture, nous avait fait pressentir que la majorité de la Chambre de commerce de Paris partageait la même opinion. Quelques-uns de ses membres ne sont cependant pas de cet avis.

M. Blouet pense bien que l'avenir est à la liberté des échanges, mais malgré l'instabilité des tarifs généraux, il croit que leur application à toutes les nations constituerait un régime préférable, à titre *transitoire*. Ce serait, à son point de vue, un moyen de faire tomber la clause de la nation la plus favorisée et avec elle l'article 11 du traité de Francfort.

On a beaucoup discuté sur la question de « la nation la plus favorisée » qui semble être mal comprise. Cette clause place les pays exportateurs sur le même pied et assure la libre concurrence; sans elle, une nation conserverait la faculté d'accorder à un tiers des avantages de telle nature que les traités postérieurs deviendraient illusoires. Quant à l'article 11 du traité franco-allemand, il est une gêne pour la France depuis que nos voisins ont tenté l'expérience du régime protectionniste, mais ils s'en trouvent fort mal et les nombreuses réclamations qui se produisent au delà du Rhin y apporteront un prompt remède.

Notre convention avec l'Angleterre est uniquement basée sur la clause de la nation la plus favorisée (c'est l'article 11) et on ne récri-mine pas.

M. Marc Maurel, de la Chambre de commerce de Bordeaux, après avoir protesté contre les droits protecteurs, — lesquels constituent des monopoles en faveur de certaines industries et grèvent le consommateur de charges énormes au profit d'une catégorie de producteurs, — est partisan de traités à long terme (vingt ans), dont les droits se réduiraient d'un vingtième chaque année, de manière à amener la liberté des échanges au bout de cette période.

D'autres membres du Congrès ont tour à tour parlé pour ou contre les traités de commerce; les délégués de l'Angleterre, naturellement; et ceux de l'Autriche — ce qui est bon à noter — ont proposé d'affirmer une fois encore le principe de la liberté absolue. Comme on le verra, l'assemblée a voté, presque à l'unanimité, une résolution à peu près conforme aux conclusions du Rapporteur.

La question des droits *spécifiques* ou *ad valorem* avait été élucidée dans un rapport présenté par M. Léon Chausette-Delgouffre, délégué de la Belgique. Elle n'a pas provoqué de longues discussions. Des négociants, des industriels, chaque jour aux prises avec les douanes savent que, lorsque les droits spécifiques sont clairement désignés, les difficultés de perception disparaissent en grande partie. Il y a pour eux économie de formalités, peu de discussions, par conséquent tout avantage. Ils n'ignorent pas non plus que les droits *ad valorem*

sont l'occasion de fraudes nombreuses et placent le commerçant honnête dans un état d'infériorité vis-à-vis d'un concurrent peu scrupuleux. Mais ils se rendent compte que, dans certains cas, il est impossible à la douane de classer les produits, notamment les tissus. Les progrès de la fabrication amènent tant de mélanges différents, qu'on ne sait vraiment plus à quelle catégorie appartient tel ou tel article. C'est pourquoi le Congrès a adopté une résolution recommandant la généralisation de la perception au poids, les droits *ad valorem* n'étant admis que pour les produits dont le classement offrirait des obstacles vraiment sérieux.

M. Levasseur, membre de l'Institut, demandait au Congrès de s'associer à un vœu tendant à provoquer chez toutes les nations la revision de leurs tarifs douaniers et statistiques officielles, de manière à adopter des *classifications comparables* et des *vocables uniformes*.

L'honorable professeur au Collège de France sait quels obstacles s'opposent à la réalisation complète de ce projet. Il a suivi les tentatives faites en ce sens et a constaté leur inanité; mais sans poursuivre l'unité de classification qu'on n'atteindrait probablement pas, on peut demander aux rédacteurs des statistiques officielles une clarté suffisante pour que les articles les plus importants deviennent aisément comparables dans les documents publiés par les divers États. Un répertoire alphabétique, accompagné de notes, servirait à définir les mots ayant un sens douteux.

L'éminent rapporteur a néanmoins étudié une classification plus détaillée. C'est une œuvre originale, tenant le milieu entre les méthodes adoptées par les Expositions et celles généralement usitées en matière de douanes. Elle a pour base les besoins matériels et intellectuels de l'homme et se complète par l'échange des produits.

Il en résulte les grandes divisions suivantes : *Chasse et pêche, Agriculture, Industries extractives, Industries préparatoires, Industries de consommation, Industries des transports, Commerce de capitaux, Commerce des produits*.

L'assemblée a félicité M. Levasseur de son intéressante étude et a pris des décisions conformes à ses désirs.

C'est un partisan convaincu du régime libéral et des traités de commerce qui a exposé au Congrès le projet de résolution demandant que *les conditions d'échange avec les Colonies ne jouissant pas de leur autonomie, soient discutées en même temps que les traités de la Métropole*. Le rapport de M. Louis Strauss (Belgique) résume fort bien les conditions actuelles des droits coloniaux. Il en résulte une diversité des plus bizarres et une instabilité préjudiciable à ces colonies, par conséquent aux États dont elles dépendent. Or c'est vers les colonies, c'est-à-dire sur des marchés laissant encore une large place à l'exploitation européenne, que les efforts de l'industrie doivent se porter.

La conclusion de traités libéraux, ayant une certaine durée, contribuera plus que tout autre moyen à développer la richesse dans ces pays neufs, destinés à absorber le trop-plein de notre fabrication. La résolution prise par le Congrès tient compte de diverses observations sur la difficulté, pour les nations continentales, de traiter sur cette base avec l'Angleterre, dont les principales colonies ne sauraient être contraintes à se soumettre aux idées *libérales* de leur suzeraine, sans une pression de la métropole.

Quelle est l'influence des grands syndicats de production ou de vente sur le commerce international? L'étude de cette question, présentée par M. Arthur Raffalovich, est venue démontrer, une fois de plus, les inconvénients des droits protecteurs. L'auteur définit le but de ces syndicats : Forcer le consommateur à subir les conditions des détenteurs et déterminer artificiellement les prix.

Ainsi on cherche à supprimer la concurrence, à mettre obstacle au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. Mais on n'y parvient réellement que sur les articles protégés par les douanes. C'est d'ailleurs dans les pays de protection que les syndicats ont pris une véritable consistance. Partout ailleurs, après une existence précaire, ils ont sombré à la suite de pertes considérables.

M. Raffalovich refait l'histoire de quelques syndicats des États-Unis et de l'Allemagne. Il démontre quel préjudice ils causent aux consommateurs, à la main-d'œuvre, aux finances de ces nations.

Mais si là se bornait l'action des syndicats, les étrangers n'auraient pas à intervenir. Il n'en est pas ainsi. Les syndicats, réalisant de gros bénéfices sur la vente à l'intérieur, peuvent en abandonner une partie pour écouler leur trop-plein hors frontières. On en a connu qui, par ce système, vendaient au dehors à un taux inférieur au prix de revient. C'est là une concurrence à armes inégales. Aussi le rapporteur est d'avis qu'il n'y a pas à se préoccuper des coalitions dans un pays de liberté commerciale. La punition des fautes commises en ce sens dépasse tout ce que le Code pénal peut imaginer. Aucun tribunal ne prononcerait des amendes égales aux pertes dont sont victimes les auteurs de ces accaparements, Mais il déclare nuisibles les syndicats protégés par les douanes.

Tout en s'associant aux idées si bien mises en relief par le rapporteur, le Congrès n'a pas cru devoir retenir ses conclusions, lesquelles resteraient sans sanction.

Avec l'abolition des entraves établies aux frontières, l'un des meilleurs procédés pour favoriser le développement des relations économiques est évidemment de multiplier les moyens de communication rapides et à bon marché. C'est là une vérité sur laquelle M. Dietz-Monnin n'a pas eu besoin d'insister devant le Congrès, lorsqu'il a réclamé son appui pour obtenir des *Compagnies de transports de toutes*

les nations — voies ferrées et navigation — des *rabais en faveur des gros consommateurs*. Ainsi que le constate l'honorable sénateur, un pas a déjà été fait dans cette voie par l'organisation des voyages circulaires. Il est nécessaire d'aller au delà.

Les itinéraires fixes ne répondent pas aux besoins du commerce et, en résumé, il importe peu aux Compagnies qu'un voyageur consomme un nombre de kilomètres quelconque en un temps donné, par la répétition constante du même voyage, ou le parcours d'un cercle plus ou moins étendu. Ces réclamations ont amené les Compagnies françaises à créer des cartes de circulation à demi-prix, c'est un progrès, puisqu'ainsi on a établi l'entente entre nos divers réseaux, mais il est désirable que cette unité de vue devienne internationale. On doit souhaiter aussi que, pour profiter de cette réduction, on n'impose pas au voyageur un minimum de kilomètres trop élevé et que la somme à verser soit réduite.

Une autre question, soulevée par M. Dietz-Monnin, est relative aux *taxes spéciales imposées aux voyageurs de commerce et à la franchise des droits pour leurs échantillons*.

La France est ici hors de cause. On sait que malgré les vexations de toutes sortes infligées à nos voyageurs, en dépit des taxes qui leur sont imposées par certains pays, nous avons laissé notre pays largement ouvert à tous nos concurrents. Ils sont placés sur le même pied que nos nationaux et nous ne songeons à aucune représaille. Mais, puisque le Congrès a la bonne fortune de compter un grand nombre de membres étrangers, il leur demande d'user de leur influence pour mettre fin à un état de choses qui dure depuis trop longtemps.

Il est vraisemblable, ajoute l'orateur, que si les Compagnies de chemins de fer et de navigation arrivaient à considérer leurs réseaux comme le prolongement les uns des autres, et accordaient aux voyageurs des réductions, d'après un barème kilométrique à base décroissante, les États devraient, de leur côté, assurer le libre accès des frontières et l'immunité des taxes de patente ou de séjour.

L'assemblée discute les moyens à recommander pour arriver à la réalisation de ces vœux et adopte des résolutions en ce sens.

Législation industrielle et commerciale.

L'unification des législations en matière commerciale a été bien souvent réclamée.

Les relations toujours plus importantes qui s'établissent entre les pays civilisés en ont absolument besoin. Mais c'est une œuvre de longue haleine, et bien des années se passeront encore avant qu'on ait atteint cet idéal. On y tend en essayant de réduire, peu à peu, les

divergences des lois. C'est ce qu'a voulu faire le Congrès en s'occupant des divers points que nous allons examiner avec lui.

M. F. Contuzzi, professeur de droit international, s'occupe des moyens *d'assurer aux étrangers le même traitement qu'aux nationaux dans la répartition des produits de la faillite*. Il préconise une solution qui donnerait satisfaction à bien des intérêts, y compris ceux des créanciers, en proposant une convention internationale ainsi conçue : L'étranger, quelle que soit sa nationalité, jouit des mêmes droits civils que le citoyen.

Or, sous l'expression de « droits civils », l'honorable rapporteur entend les droits qui n'entrent pas dans la sphère des droits politiques, ceux qui appartiennent à l'individu en tant qu'homme.

M. Contuzzi soutient cette thèse avec une connaissance parfaite du sujet, mais il ne se fait pas d'illusion sur le succès de sa proposition dans l'état actuel des esprits. Examinant plus particulièrement la question de la faillite, il dit que l'Italie traite les étrangers comme ses nationaux et il souhaite qu'il en soit ainsi dans toutes les nations.

M. Cousté rappelle qu'en France, cette équitable législation est en vigueur, mais il est obligé de constater que d'autres tendances se font jour. L'opinion de la Cour de cassation, par l'organe de son président, M. Larombière, a demandé, à regret, il est vrai, que la loi sur les faillites contienne une disposition ayant pour effet d'établir, vis à vis des étrangers, le principe de la réciprocité.

Avec le vice-président de la Chambre de commerce de Paris, le Congrès a pensé qu'il était plus digne et plus conforme à nos sentiments libéraux de maintenir notre législation actuelle.

Nous faisons allusion, tout à l'heure, aux difficultés que rencontre l'unification des législations; si on avait besoin d'une preuve, on la trouverait dans les tentatives nombreuses qui ont été faites pour établir une convention internationale sur les *effets de la lettre de change*. A première vue, cependant, la chose semble aisée : La lettre de change est d'un usage universel; partout elle a le même rôle, et tout le monde devrait être d'accord. C'est une erreur. M. Cousté le fait bien voir dans sa récapitulation des législations sur la matière, et M. Piault, membre de la Chambre de commerce de Paris, en résumant les résolutions prises dans les congrès d'Anvers (1885) et de Bruxelles (1888), montre combien les discussions ont été nombreuses sur ce sujet. Espérons qu'avec la sanction que vient de leur donner le Congrès de Paris, ces résolutions auront bientôt force de loi dans les principaux États. S'il en était ainsi, un progrès réel serait accompli, car bien des exigences de détail disparaîtraient de législations aujourd'hui caduques. La lettre de change conserverait sa valeur : lorsqu'elle est payable au lieu même de sa création; quand l'indication de la valeur dont elle est la représentation n'est

pas stipulée; si les mots « lettre de change » ne sont pas énoncés dans le titre; l'endossement aurait tous ses effets par l'apposition d'une simple signature, etc.

Bien des commerçants, dans la pratique, passaient outre à ces prescriptions légales sans se douter de leur irrégularité, tellement les mœurs avaient déjà modifié les lois.

Dans les réunions antérieures, comme à Paris, on a discuté longuement la faculté de créer des lettres de change et billets au porteur et à vue. Le premier point a été admis, mais il a paru impossible d'adopter le second et de trancher ainsi, incidemment, la question si complexe du droit d'émission d'une monnaie fiduciaire; un effet au porteur et à vue étant en réalité un billet assimilable au billet de Banque.

Une des questions les plus controversées à Anvers et à Bruxelles était celle de maintenir ou non la « provision » en matière de lettre de change. Grâce, sans doute, à la clarté avec laquelle le rapporteur a exposé ce point litigieux, le Congrès de Paris ne s'y est pas longuement arrêté. Il a pensé que la conception d'une lettre de change reposant sur une cession de créance n'est plus exacte; que maintenant on envisage bien moins les rapports du tireur avec le tiré, que les rapports du tireur avec le preneur. En conséquence, le maintien de la provision n'a d'intérêt que pour les pays — assez rares — où elle donne droit à un privilège en matière de faillite; or, ces nations, si elles y tiennent, inscriront cette clause dans leurs règlements de faillite; point n'est besoin d'en faire mention dans la loi concernant les lettres de change.

Ensuite, vinrent les questions relatives au libellé des *connaissements*, en vue d'éviter leur négociation frauduleuse, et aux *abordages maritimes*. Les vœux émis indiquent d'une manière précise le but qu'on se propose d'atteindre. Ce rapport étant déjà trop long, je ne m'y arrêterai pas.

En ce qui concerne la législation des *magasins généraux*, rappelons simplement que des réserves ont été expressément formulées contre la réglementation du droit d'émettre des warrants. Mais, ce système n'étant guère usité qu'en France, le Congrès a pensé qu'il serait plus utilement examiné dans des assemblées s'occupant spécialement du régime économique français.

À notre grand regret aussi, je ne puis insister sur l'excellent rapport de M. Cheysson concernant la *réglementation internationale du travail des adultes, femmes et enfants*. On sait avec quelle compétence l'éminent membre de l'Institut international de statistique traite de telles questions. M. Cheysson ne croit pas qu'une réglementation internationale du travail soit applicable, elle n'aurait aucune sanction. Elle resterait platonique ou dégènerait en tracasseries, peut-être en conflits internationaux.

Tout n'est point du domaine international et la personne humaine reste en dehors de la prise des Congrès. La matière est identique partout, mais l'homme est « ondoyant et divers ». On ne peut couler tous les peuples dans le même moule. Le grand partisan de l'intervention de l'État dans les choses sociales, M. de Bismarck, reconnaît qu'une semblable législation est inexécutable.

Déjà un règlement national sur le travail a de graves inconvénients (1), mieux vaudrait laisser faire l'initiative privée.

Là où elle agit, elle est plus généreuse que la loi. Le rapporteur, après avoir rendu justice aux conférences de Berne, qui préparent l'opinion publique, toute-puissante en cette matière, propose d'émettre un vœu approuvant la création d'un bureau international chargé de recevoir tous les documents relatifs à la question du travail.

On verra qu'en adoptant la proposition de M. Cheysson, le Congrès n'a pas admis l'étude d'un projet de réglementation sur le travail des adultes.

M. Louis Strauss a saisi le Congrès d'un intéressant rapport sur *les conséquences économiques des institutions de prévoyance*.

C'est une étude très complète du fonctionnement, des rendements et de l'influence exercée sur les ouvriers par les caisses d'épargne, de retraite, secours mutuels, etc., dans les divers pays.

La place nous manque, malheureusement, pour suivre l'auteur sur cette question, dont l'étude approfondie a été renvoyée à un prochain Congrès.

Avant de se séparer, et après les remerciements d'usage, l'assemblée a exprimé le désir de rendre les réunions de cette nature plus fréquentes. Elle a chargé les membres français du Bureau d'examiner les moyens de réaliser ce dernier vœu.

Ce compte rendu serait incomplet si l'on passait sous silence la réception de M. le Président de la République. Après avoir entendu M. Poirrier, qui insista plus particulièrement sur la nécessité de ne pas retourner en arrière en matière de traités de commerce, M. Carnot a répondu que, sans préjuger les résolutions du Parlement, il était persuadé qu'on tiendrait le plus grand compte des décisions prises par une assemblée aussi compétente. Les questions économiques deviendront probablement la principale préoccupation de la nouvelle législature; il le souhaite vivement, car ce serait un grand bien pour le pays.

Avec sa bonne grâce habituelle, le Président de la République remercie ensuite les étrangers de leur collaboration au Congrès et

(1) Les *Trades Unions*, tout récemment ont, avec un rare bon sens, repoussé la limitation obligatoire de la journée de travail à huit heures. Sur 750,000 adhérents, ce projet de règlement n'a réuni que 33,000 voix.

exprime le désir qu'ils emportent chez eux un bon souvenir de la France, heureuse de les recevoir.

Pour conclure, on peut dire que le Congrès a tenu ce qu'il promettait. Il a sagement limité son action, et les questions y ont été examinées avec maturité. Les séances générales et celles des sections ont été très suivies. Les résolutions adoptées à la presque unanimité résument l'opinion d'un ensemble d'hommes pratiques et de savants, appartenant à toutes les nations; elles ont donc une valeur réelle, et nous espérons qu'elles recevront la sanction des pouvoirs publics.

LÉON DUCRET.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES EN SÉANCES PLÉNIÈRES PAR LE CONGRÈS INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Du régime économique.

Le Congrès émet le vœu :

« Que les relations commerciales entre les différentes nations soient réglées par des traités de commerce;

» Que ces traités soient inspirés d'un caractère franchement et réciproquement libéral;

» Que les droits spécifiques soient de préférence adoptés pour les tarifs douaniers, sauf les cas d'impossibilité absolue;

» Que le gouvernement français, après s'être concerté avec les différents gouvernements, fasse rédiger, dans toutes les langues des peuples civilisés, un vocabulaire comparé des noms qui figurent dans les publications statistiques du commerce et dans les tarifs douaniers;

» Que les nations adoptent dans leurs tarifs douaniers et dans leurs statistiques officielles, des classifications comparables et des vocables uniformes;

» Que les différents États placent une table alphabétique détaillée des matières à la fin des publications statistiques de leur commerce extérieur;

» Que, quand les voyageurs parcourront, dans une même année, un nombre de kilomètres déterminé, soit en France, soit en pays étranger, les compagnies des transports français et étrangers s'entendent pour accorder des réductions communes de tarifs s'appliquant au prix des places et au transport des bagages;

» Que, dans tous les pays, on supprime pour les voyageurs de commerce toutes les taxes de séjour ou autres taxes spéciales, et qu'on assure, grâce à certaines mesures de précaution, la franchise des droits et la préservation des échantillons. »

De l'enseignement professionnel.

» 1^o L'enseignement technique, pris dans son acception la plus large, a pour objet l'étude des arts et des sciences en vue de leur application à une profession déterminée.

» Il suit la variété des professions elles-mêmes, et ses degrés s'échelonnent selon le but qu'il poursuit.

» Il peut comprendre deux parties distinctes, l'une théorique, l'autre pratique et faisant appel aux exercices manuels; à cette dernière ressortit plus particulièrement l'apprentissage.

» Le Congrès, désireux que tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement technique emploient des termes identiques afin d'éviter toute confusion, émet le vœu que dorénavant, dans le langage international, les mots « enseignement technique », lorsqu'ils ne sont suivis d'aucune épithète, désignent l'ensemble des deux enseignements industriel et commercial.

» L'enseignement technique primaire est celui qui est donné dans les écoles d'apprentissage et les écoles primaires supérieures.

» L'enseignement technique secondaire correspond à l'enseignement donné dans les écoles d'arts et métiers.

» L'enseignement technique supérieur est celui qui correspond à l'enseignement donné à l'école centrale des arts et manufactures.

» Quant à la sanction des études, le Congrès ne peut que recommander la continuation de la remise des diplômes et des certificats d'études actuellement pratiquée dans un grand nombre d'établissements.

» 2^o Le Congrès, d'accord avec les décisions antérieurement prises par les Congrès du Havre, de Bordeaux et des chambres syndicales de France, reconnaissant que le travail manuel doit faire partie intégrante d'un bon système d'éducation générale, puisqu'il contribue à développer l'activité, l'observation, la perception et l'intuition et aussi le goût des occupations manuelles, émet le vœu qu'il soit introduit, le plus tôt possible, dans les écoles élémentaires où il ne l'a pas encore été.

» Le Congrès émet, en outre, le vœu que les exercices de travail manuel dans les écoles primaires élémentaires soient faits de façon à produire surtout ces résultats : permettre l'indication des aptitudes de l'enfant, lui faire acquérir l'habileté de la main, et le préparer à recevoir plus tard l'enseignement technique.

» 3^o Le Congrès émet le vœu que les écoles d'apprentissage soient créées en aussi grand nombre que possible et appropriées aux industries locales pour fournir de bons ouvriers, et que le travail et les exercices manuels reçoivent le plus grand développement possible dans les écoles primaires supérieures.

» 4° Le Congrès émet le vœu que des cours professionnels du jour, du soir, du dimanche, soient créés en aussi grand nombre que possible, et par spécialités, afin de compléter l'instruction technique des apprentis et des ouvriers, sans leur laisser perdre l'instruction générale acquise à l'école primaire;

» Et que l'éducation ménagère, déjà organisée, dans certains centres et pays, reçoive l'extension nécessaire pour permettre aux jeunes filles d'acquérir les connaissances indispensables à la ménagère.

» 5° Le Congrès émet le vœu que des patronages ou sociétés de protection soient créés en plus grand nombre, avec ou en dehors des cours professionnels, dans le but d'encourager et de récompenser les efforts, le mérite et les résultats des élèves, employés, ouvriers, apprentis; de faciliter leur placement et aussi d'établir entre eux des liens de confraternité.

» 6° Le Congrès émet le vœu que les conseils généraux, les chambres de commerce, les municipalités, les chambres syndicales et les syndicats professionnels apportent à toutes ces œuvres leur concours le plus dévoué, et que, par leur initiative, ils provoquent ou secondent l'action des pouvoirs publics, de toutes les institutions et de toutes les personnes qui s'intéressent au progrès de l'industrie nationale.

» Le Congrès, appréciant les résultats obtenus dans les cours techniques professés à Paris et dans plusieurs grandes villes par les associations libres d'enseignement populaire, appelle l'attention des syndicats et, en général, de tous les intéressés sur le précieux concours que ces sociétés sont susceptibles de leur prêter.

» 7° Il est préférable de faciliter dans tous les pays l'enseignement technique en abrégant, dans la mesure du possible, le temps du service militaire des jeunes gens qui se destinent aux carrières commerciales et industrielles et qui justifient de titres suffisants.

» 8° Le Congrès, considérant que le commerce et l'industrie occupent près de la moitié de la population totale des pays manufacturiers, qu'il importe, en conséquence, de leur donner l'enseignement professionnel à tous les degrés et sous toutes les formes, émet le vœu :

» Que l'enseignement technique soit doté dans une large mesure plus en rapport avec l'importance du commerce et de l'industrie.

» 9° Le Congrès considérant les services que rendent aux employés des deux sexes les cours du soir, émet le vœu que les syndicats professionnels encouragent dans la plus large mesure leur développement et leur recommande, dans ce but, la coopération des sociétés d'enseignement populaire.

» 10° Le Congrès renouvelle le vœu :

» Qu'une union permanente soit constituée entre les écoles de commerce françaises, et que des relations actives et suivies s'établissent entre toutes les écoles de commerce françaises et étrangères.

» 11° Le Congrès, estimant que la sténographie peut rendre des services dans les maisons de commerce, émet le vœu :

» Que l'étude de la sténographie prenne place, à titre facultatif, dans les programmes de l'enseignement commercial.

» 12° Le Congrès, considérant les grands services que les musées commerciaux peuvent rendre au commerce et à l'enseignement technique, émet le vœu :

» Que des établissements de ce genre soient créés dans les divers pays afin de permettre des échanges de marchandises qui y seront déposées, et appelle l'attention des pouvoirs publics sur l'intérêt qu'il y aurait pour la France :

» 1° A profiter de l'Exposition de 1889 pour organiser un musée commercial à Paris;

» 2° A provoquer dans ce but, de la part des exposants, des donations de toutes les collections qui pourraient figurer avec honneur dans ce musée;

» 3° A obtenir également, après l'Exposition, des dons des vitrines indispensables au musée.

» 13° Il serait désirable que dans les écoles, les maîtres profitent des leçons de morale usuelle pour donner aux enfants, dans la mesure que comporte leur âge, des notions simples et élémentaires d'économie politique.

» 14° Le Congrès, considérant que la connaissance des langues étrangères est un puissant moyen de seconder les relations commerciales internationales, émet le vœu que les plus grands encouragements soient donnés dans tous les pays à l'étude des langues étrangères dans tous les établissements publics.

» 15° Le Congrès émet le vœu :

» Qu'afin d'assurer le recrutement du personnel chargé de l'enseignement technique dans les écoles publiques et privées, les autorités compétentes dans chaque pays se préoccupent de fonder dans la plus large mesure possible, des écoles ou des sections normales auprès des établissements d'enseignement technique industriel et commercial. »

(Union nationale du 23 novembre 1889.)

LES ARTS GRAPHIQUES A L'EXPOSITION DE 1889

*Rapport présenté à la Chambre syndicale des Industries diverses
dans la séance du 19 novembre 1889,*

Par M. Édouard DURY, secrétaire.

La décision prise par notre Chambre syndicale m'oblige aujourd'hui, en ma qualité d'imprimeur, à vous parler de la classe IX.

Ce n'est pas, Messieurs, je l'avoue, sans une certaine hésitation

que j'ai entrepris ce travail. D'abord un scrupule m'était venu ; ne trouverions-nous pas une plume plus autorisée que la mienne pour retracer les beautés de cette classe ?

Alors je me suis mis à feuilleter fiévreusement l'Annuaire de nos Chambres, à lire et relire la liste des membres de notre Syndicat et, finalement, je n'ai découvert qu'un imprimeur, un seul typographe, parmi les 600 noms qui composent la Chambre syndicale des Industries diverses.

Battu de ce côté, je me suis demandé quel intérêt ce rapport aurait pour mes collègues ?

Les salles des Arts graphiques n'avaient-elles pas été surnommées le Sahara de l'Exposition — on n'y voyait personne, même pas un dîneur.

Bref, j'allais abandonner tout projet de rapport,

Lorsque, pendant l'horreur d'une profonde nuit,
Notre cher président devant moi s'est montré,
Comme au jour de séance aimablement paré,
Tremble ! m'a-t-il dit, ô rapporteur sans foi,
C'est le Dieu des lâcheurs qui l'emporte sur toi,
Mon fils !...

J'étais vaincu !

Je me suis donc mis au travail ; mais, l'examen des vitrines n'exhibant que des reliures et des titres d'ouvrages mêlés à de rares volumes ouverts à la page à effet ne pouvant vous intéresser que médiocrement, je me suis promis de n'y faire qu'une courte visite, me réservant de m'arrêter aux quelques salons où nos éditeurs en renom étalaient les richesses de leur maison et où je pouvais feuilleter à l'aise les volumes qui garnissaient les bibliothèques.

Vous m'excuserez donc si j'examine un peu en détail ces expositions et si, contrairement aux autres rapports, je cite plusieurs noms et fais une espèce de livre d'or de l'imprimerie et de la librairie ; — j'ai pensé que comme point de comparaison pour l'avenir cela serait intéressant : puis la mésaventure d'un de mes amis qui, désirant voir les Arts graphiques, s'était adressé, mais en vain, à plus de vingt gardiens, m'étant revenue à la pensée, j'ai craint, je l'avoue, que quelque membre des industries diverses ait erré lui aussi dans le palais des Arts libéraux sans trouver l'imprimerie et mortifié, ait échoué dans les prisons du rez-de-chaussée. Je lui devais donc à ce malheureux quelques renseignements posthumes.

Après l'examen des expositions proprement dites, je passerai en revue les perfectionnements apportés à la confection du livre depuis 1878 et je terminerai en faisant une fugue dans la classe LVIII qui comportait les machines typographiques et la fabrication du papier.

La classe IX (Imprimerie et Librairie) occupait au Champ de Mars la longue galerie du premier étage du palais des Arts libéraux ; — je ne sais si cet emplacement avait été choisi pour justifier la devise *quo non ascendam* prise par une famille d'imprimeurs d'antan, mais toujours est-il que cette installation ou plutôt cette relégation tout là-haut, près du cintre du palais, n'a jamais attiré, à part les intéressés, que quelques malheureux affolés par l'inférieure musique que faisaient dans la salle voisine les essayeurs de pianos.

La section française de la classe IX comptait 287 exposants ; dans ce nombre, 42 appartenaient à la province et 32 aux colonies ; ce nombre était sensiblement plus élevé qu'en 1878 qui ne comptait que 251 exposants.

Les sections étrangères comprenaient environ 400 exposants disséminés un peu partout dans les immenses palais qui couvraient le Champ de Mars.



En entrant dans les salles d'exposition, on était frappé du goût qu'avaient mis imprimeurs et éditeurs à orner leurs salons, ils avaient su tirer un très bon parti d'une architecture vraiment par trop sévère.

La maison Plon, Nourrit et Cie, une des plus importantes imprimeries et maisons d'édition de la Capitale, avait une exposition des plus complètes.

Quoi de plus charmant que ces délicieuses impressions polychromes si en vogue aujourd'hui et illustrées par Monvel, Mars, Raffaëlli, Caran d'Ache, pour le plaisir des enfants et que les parents n'abandonnent qu'à grand regret à leurs instincts destructeurs !

Quoi de plus merveilleux dans un autre genre que ce splendide in-folio : *Les Maîtres florentins*, ce magnifique *François d'Assise*, illustré d'eaux-fortes de Flameng, et çà et là ces ouvrages renfermant des chefs-d'œuvre signés de l'aquafortiste Lerat ou des gravures sur bois de Deschamps et Hayot !

Rien d'étonnant qu'avec de pareilles éditions, les produits allemands aient été jugés inférieurs l'année dernière à l'exposition de Copenhague.

Venait ensuite la maison Hachette ; l'on trouvait dans son salon *l'Histoire de l'Illustration du Livre en 1889* ; les maquettes de l'artiste dessinées sur bois d'après les esquisses, puis les bois gravés d'après ces dessins.

A côté de cette exposition si instructive, citons des livres connus et appréciés de tous les amateurs et bibliophiles qui ont le culte du beau : *le Tour du monde*, *l'Histoire des Grecs et des Romains* de Duruy, *l'Alsace de Grad*, *Mireille*, etc., etc.

Puis on rencontrait la maison Firmin-Didot avec *le Consulat et l'Empire*, *Napoléon et son temps*, *l'Algérie*, *l'Égypte*, *Walter Scott*, *la Céra-*

mique japonaise, toute une série d'œuvres capitales où le talent de l'imprimeur venait rehausser celui de l'artiste.

La maison Jouaust, dénommée de longue date l'imprimeur des bibliophiles, avec ses *Lettres persanes* et la nouvelle bibliothèque classique.

Quantin et C^{ie}, maison qui imprime et édite pour elle avec un soin remarquable et qui exposait une série de planches chromotypographiques des plus réussies.

Hetzel, renommé à juste titre et comme auteur et comme éditeur, nous montrait une superbe collection de livres pour la jeunesse.

Plus loin, nous trouvons la maison Mame, si connue par ses livres de piété, ses livres classiques, ses livres d'étrennes et de prix, et enfin ses publications artistiques si richement illustrées et si luxueusement imprimées.

Quels progrès accomplis lorsque le souvenir se reporte aux livres de prix que cette maison vendait il y a quarante ans !

Aujourd'hui, les propriétaires de ce vaste établissement ne se contentent plus d'employer 1,000 ouvriers, de produire quotidiennement 20,000 volumes et d'en relier ou façonner 8,000, mais ils font de la philanthropie, ils ont organisé des cités ouvrières, créé des écoles, établi des caisses de secours, des pensions de retraites, et, chose à noter, ont acquis la reconnaissance entière de leur personnel.

Avec la maison Gauthier-Villars, nous entrons dans les mathématiques, l'algèbre, la cosmographie, et, disons-le, nous trouvons une collection de volumes d'une typographie irréprochable.

La maison Danel, de Lille, maison chargée de l'impression du catalogue officiel, exposait des éditions de luxe très réussies et des spécimens d'anciennes reliures en chromotypographie véritablement étonnantes comme exécution.

Puis venait l'Imprimerie nationale, cet atelier d'État qui empiète si fréquemment sur les droits de l'imprimerie privée. Cet établissement nous montrait des spécimens composés en langue étrangère, genre dans lequel elle excelle grâce à sa collection complète de dialectes différents. Quant à ses volumes, vraie concurrence à l'imprimerie privée, ils étaient généralement bien tirés. Nous accorderons une mention spéciale aux reproductions photographiques et aux planches tirées en phototypie et en photogravure qui étaient parfaites.

La maison....

Mais arrêtons-nous là, je m'aperçois que je vous fatigue en voulant vous narrer toutes ces beautés individuelles. J'ai déjà abusé — mais que voulez-vous, le bibliophile, vrai collectionneur, ne peut quitter ce qu'il vénère.



Un mot maintenant sur les nouvelles découvertes qui occupaient

une grande place dans les salons de nos exposants et qui, depuis 1878, sont venues enrichir les Arts graphiques et les faire entrer dans une nouvelle voie artistique.

Je vous parlerai donc, si vous le voulez bien, des applications des procédés photographiques à la photogravure sur zinc qui est un des grands progrès de la gravure chimique et des applications de la chromotypographie.

La photogravure sur zinc en relief est un procédé qui consiste à transformer en gravure typographique n'importe quel sujet ou dessin reproduit photographiquement.

Il suffit donc, s'il doit s'agir d'un dessin, de le faire à l'encre ou au crayon sur papier blanc, de le photographier et de le convertir en gravure sur zinc.

C'est grâce à MM. Gillot et Yves et Barret qu'on est parvenu, en se servant des principes que possèdent une plaque de gélatine bichromatée et le bitume de Judée, à produire d'une façon très industrielle et très économique la photogravure chimique.

On prend une plaque de zinc plane sur laquelle on applique une solution sensible ou plutôt une couche de bitume de Judée; sur cette plaque, ainsi préparée, on place un cliché photographique impressionné mais non développé; on expose le tout à la lumière du soleil juste le temps voulu pour que l'image se trouve reportée sur le bitume de Judée; on développe avec de l'essence de térébenthine pour enlever le bitume aux endroits correspondant aux parties opaques du cliché et l'on obtient un dessin au bitume faisant réserve sur le zinc.

Ce dessin obtenu, il ne reste plus qu'à passer à la gravure chimique proprement dite, soit de soumettre la plaque aux morsures voulues pour avoir en creux les parties blanches du dessin et en relief les parties noires nécessaires à l'impression typographique.

Cette opération consiste à encreur la planche avec de l'encre lithographique à report, de façon à ce que les parties noires du dessin s'empâtent; on soumet la planche ainsi encrée à un bain d'acide; l'acide, bien entendu, n'attaquant que les parties non encrées laisse les parties grasses en relief.

Afin d'obtenir, d'une manière très nette, toutes les teintes et demi-teintes du dessin, cette opération, qui demande beaucoup d'expérience et d'habileté, est renouvelée plusieurs fois. Puis on atténue, à l'aide du grain de résine, les parties qui ne doivent pas venir à plat et l'on proportionne le grain de résine à l'intensité du ton que l'on veut avoir.

Lorsque cette opération est terminée, la planche est lavée, puis essuyée, découpée et enfin montée sur bois. Il ne reste plus alors qu'à mettre sous presse.

Tel est, Messieurs, le procédé de la photogravure sur zinc.

Il y a bien d'autres procédés qui dérivent de la gravure : tels que la photogravure sur zinc en creux, la chromogravure, la chromolithographie, la phototypie et la photoglyptie ; mais ces procédés étant du domaine de la lithographie, j'en laisserai l'examen à un de mes collègues bien au courant de ces genres d'impressions.

Passons, maintenant, à la chromotypographie.

A l'époque où Albert Durer et Blœmart excellaient dans leurs impressions en camaïeu, la chromotypographie existait déjà à l'état d'enfance ; mais ses applications pratiques qui consistent à faire sur machine typographique des tirages en plusieurs couleurs au moyen de plusieurs clichés n'ont été véritablement établies que depuis la découverte de la paniconographie ou gillotage faite par M. Gillot.

Pour obtenir ces clichés nécessaires aux tirages on procède de la manière suivante :

Étant en possession d'un zinc, c'est-à-dire grâce au gillotage ayant un dessin complet reporté sur zinc à l'aide du papier autographique ou du papier de Chine encollé, il s'agit de faire autant de zincs ou clichés que le dessin comportera de tons.

Supposons que le dessin ait quatre couleurs ; il faudra donc quatre planches comprenant chacune les parties du dessin devant être tirées de la même nuance.

Pour les obtenir, on tire sur le zinc quatre épreuves chine que l'on reporte séparément sur pierre ; on a donc ainsi quatre dessins complets.

Sur chacun de ces dessins, on efface les parties dont on n'a pas besoin, c'est-à-dire que l'on conserve, par exemple, sur l'une les parties qui doivent être tirées en bleu, sur une autre celles à tirer en rouge, etc. ; puis, sur chacune de ces parties, on reprend un chine, on les reporte séparément sur des zincs, on procède à l'opération de la gravure comme nous avons vu plus haut ; on lave, on essuie, et finalement on a quatre zincs différents contenant chacun une des parties du dessin, les quatre zincs rapprochés faisant le dessin complet.

Finalement, il ne reste plus qu'à mettre sous presse et à tirer chaque zinc suivant la couleur désignée.

A l'époque de Libermann on employait pour les impressions en couleur jusqu'à vingt-trois tirages ; aujourd'hui l'avantage, c'est le petit nombre de planches ; il faut savoir profiter de la superposition des couleurs deux à deux ou trois à trois ; pour obtenir le violet, par exemple, superposer la planche du bleu à celle du rouge.

Aussi emploie-t-on au maximum huit tirages, d'où rapidité et par suite bon marché ; — mais cette perfection n'a pas été obtenue sans difficultés de tous genres qu'il a fallu surmonter : régularité de repérage, recherche des couleurs, etc. Enfin on y est arrivé et aujourd'hui les spécimens que nous offraient les maisons Plon, Lahure, Goupil,

Quantin, — maisons dont les chefs s'occupent depuis longtemps de rendre aux impressions en couleur leur activité passée — laissent loin derrière eux tous les spécimens exposés par les meilleures maisons étrangères.

Quoi de plus joli, en effet, que ces fac-similé d'aquarelles rendues avec toutes leurs finesses et toute l'harmonie des couleurs! — Quoi de plus réussi et de plus charmant que ces superbes planches de *Paris Illustré*, du *Figaro Illustré* et du volume faïence et porcelaine.

En somme, et j'en demande pardon à mon collègue Missier, la chromotypographie, c'est la chromolithographie, avec des planches en relief — plus finement exécutées.

Désireux d'établir un point de comparaison entre nos exposants et ceux des sections étrangères, je vais maintenant parcourir rapidement ces expositions.

J'ai d'abord constaté avec plaisir que chaque pays avait tenu à honneur de nous offrir quelques spécimens de ses impressions.

Les Pays-Bas, qui ont revendiqué longtemps à l'Allemagne l'honneur de la découverte de l'Imprimerie, avaient une exposition des plus importantes.

La Russie, pays très artiste, nous avait envoyé de très beaux spécimens qui prouvaient combien ses maîtres imprimeurs se tiennent au courant de tous les progrès.

L'Espagne, remarquable par l'emploi des procédés photographiques, avait une exposition fort importante.

La Belgique, pays pour lequel je devrais être très sévère, étant donnée la concurrence des imprimeurs belges sur notre place, faisait preuve de beaucoup de goût dans ses nombreux produits.

Cela n'a rien d'étonnant, la Belgique étant le pays de l'impression par excellence.

Citons encore les expositions des États-Unis, du Mexique, du Danemark, de la Finlande, du Chili, qui toutes avaient fait un grand effort et nous montraient des tirages irréprochables.

Et maintenant que j'en ai fini avec les Arts graphiques, laissez-moi vous communiquer une curieuse statistique qui fera, j'en suis certain, grand plaisir à l'un de nos vice-présidents, membre de la Société de statistique. C'est dans le palais des Arts libéraux que j'ai fait cette trouvaille; je vous la livre pour ce qu'elle vaut. Il s'agit du nombre de journaux en Europe.

Il paraîtrait que l'Allemagne tiendrait la corde et publierait 5,500 journaux différents par jour; puis viennent l'Angleterre avec 3,800; la France avec 2,820; l'Italie, 1,400; l'Autriche-Hongrie, 1,200; l'Espagne 1,160; la Russie 950; enfin la Suisse 450, ce qui fait un total de 20,000 journaux par jour, en y comprenant les autres pays dont les publications sont peu importantes.

L'Amérique compte 12,500 journaux.

Quant à l'Asie, plus modeste, elle ne donne le jour qu'à 3,000 feuilles paraissant presque toutes au Japon : la Chine, pays heureux par excellence, ne compte à son actif que trois journaux.

Enfin on a calculé, étant connue la population du globe, qu'il existait un journal par 82,600 habitants.



Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur la classe LVII dont les produits étaient exposés dans la galerie des machines.

Cette classe comportait les procédés et matériel de la papeterie et des impressions et, je m'empresse de le dire, était des mieux aménagées puisqu'elle figurait dans la magnifique galerie des machines élevée au Champ de Mars. Ses exposants y étaient fort nombreux, ayant tenu à honneur de montrer : les uns, les différents perfectionnements apportés à l'outillage typographique, les autres, le grand progrès accompli dans la fabrication du papier.

Aussi cette exposition était-elle fort complète autant par le nombre des exposants que par la variété des modèles. Malheureusement elle était plutôt nationale, la plupart des constructeurs étrangers s'étant abstenus ; par crainte, sans doute, de la comparaison.

Je n'entrerai pas dans l'énumération de toutes ces machines de types différents que vous avez tous admirées fonctionnant dans la galerie des machines, mais ce que je dirai avec plaisir, c'est que, tout en ne trouvant rien de nouveau dans l'ensemble de cette exposition, j'ai constaté une grande quantité d'applications et de détails importants qui ont rendu de bien grands services aux Arts graphiques.

Nos machines typographiques et lithographiques ont, en effet, reçu des modifications nouvelles qui assurent des tirages parfaits ; la machine rotative tirant à papier continu et pliant les feuilles, qui n'existait que pour les journaux, est fabriquée pour labours et vignettes noires et en couleur : l'imprimerie mécanique en taille-douce, dont les débuts étaient constatés en 1878, est maintenant chose acquise ; enfin, la machine lithographique cylindrique, exigée par la découverte de la zincographie est construite.

À côté de ces grandes machines nécessaires pour l'impression en général, on remarquait aussi d'autres machines créées pour une nouvelle économie de main-d'œuvre : par exemple, la *machine à plier*, qui a fait un grand pas depuis 1878 et qui peut aujourd'hui, tout en n'ayant pas encore atteint la perfection voulue, venir en aide aux faonneurs de papier, brocheurs et imprimeurs.

Puis la *machine à coudre*, qui trouve son emploi pour les petites piqures à un point unique de couture, soit à l'aide du fil ordinaire, soit à l'aide du fil métallique, mais qui n'a pas encore été con-

struite d'une façon pratique pour coudre les livres, les carnets, les registres, etc.

Enfin, une dernière machine, celle-là toujours à l'étude depuis fort longtemps et présentée jusqu'ici sans succès et sous des formes différentes à toutes les expositions. J'ai nommé la *machine à composer*.

Cette année nous avons, comme toujours, un spécimen de cette machine et, chose bizarre, elle diffère de toutes celles que nous avons vues jusqu'ici en ce qu'elle ne bouleversait pas l'imprimerie et qu'elle lui conservait, dans une certaine mesure, son côté artistique.

Le compositeur restait compositeur, seulement il produisait plus avec moins de fatigue, il pouvait lever 4,500 lettres à l'heure au lieu de 1,800.

Malheureusement, comme toutes les autres, elle renfermait, à notre avis, une défectuosité. Elle ne pouvait justifier, c'est-à-dire qu'elle ne mettait pas régulièrement entre les mots les blancs qui forment les séparations sans l'aide d'un ouvrier spécial et, par suite, l'économie que l'on était en droit d'attendre d'elle n'existait pas complètement.

Malgré tout, cette machine était des plus originales et le mécanisme des plus ingénieux.

Elle se composait de trois petites machines : une composeuse, une trieuse, une justifieuse ; les deux premières seules étaient fort curieuses.

Lorsque le compositeur voulait composer, il plaçait devant lui la composeuse qui était surmontée d'un petit entonnoir à l'avant du bas de casse, il mettait sa copie entre le bas et le haut de casse, de façon à ne rien masquer et, puisant des deux mains dans les cassetins à lettres, il jetait chaque lettre dans l'entonnoir sans se préoccuper comment elle s'y engageait. La lettre lancée dans l'entonnoir tombait dans la composeuse, était redressée mécaniquement et chassée dans une rainure qui la conduisait au composteur. Chaque fois que la longueur déterminée de la ligne ou justification était atteinte, une sonnerie avertissait le compositeur qui lançait dans l'entonnoir un cylindre plus haut que les lettres. Ce cylindre terminait donc chaque ligne dans le composteur. La composeuse, une fois garnie, était vidée et la composition était portée à la justifieuse.

Quant à la trieuse ou machine à classer les espaces, elle était aussi fort curieuse.

Un apprenti plaçait devant lui un tas d'espaces, il les prenait, les faisait tomber dans un entonnoir et la machine, au fur et à mesure, les classait par épaisseur et les mettait en place dans une rainure spéciale ; si par hasard il se trouvait des espaces tordues ou brisées, la machine les rejetait.

Comme vous le voyez, cette machine méritait l'attention et, malgré

la critique que je me suis permis de lui faire, pouvait, dans une certaine mesure, rendre quelques services à l'imprimerie.

Tel est, Messieurs, le bilan de nos machines.

Quant à la papeterie, c'était bien différent; là nous ne constatons plus un perfectionnement, mais une découverte nouvelle — l'usage du bois venant suppléer et bien souvent remplacer le chiffon.

C'est en vertu de ce principe que toute fibre peut servir à faire du papier, qu'après avoir utilisé les fibres du chanvre, du lin, du coton, de la paille et de l'alfa, on s'est demandé si on ne pourrait pas utiliser les fibres du bois, et cet essai a si bien réussi qu'à l'heure actuelle, le bois est le plus généralement employé dans la fabrication du papier; il a d'ailleurs un double avantage, c'est qu'il est plus rapidement réduit en pâte que les autres fibres et qu'il procure par suite une grande économie. Contrairement au chanvre, au lin, au coton, employés sous la forme de chiffons qui demandent à être triés, nettoyés, lessivés, défilés, blanchis et raffinés, le bois, lui, comme la paille et l'alfa, ne s'utilisant que sous forme de pâte mécanique ou chimique, n'a besoin que d'être réduit en sciure ou en cellulose obtenue chimiquement par le lessivage à la soude ou au bisulfite.

Malgré ce grand emploi du bois, on ne s'en sert que pour la fabrication du papier de qualité inférieure, le chiffon étant toujours destiné à la fabrication du papier de qualité supérieure. On peut, cependant, pour obtenir un papier de qualité intermédiaire, mélanger la pâte de bois à la pâte de chiffon.

Le kaolin, qui est une terre de porcelaine, sert à rendre le papier opaque et à aider le blanchiment des qualités inférieures.

Comme on le voyait à l'Exposition, le papier peut se fabriquer de deux manières différentes — à la main ou à la machine.

Pour le papier à la main, on n'emploie que les pâtes de chiffons et l'on procède de la manière suivante :

Le papetier prend avec une forme la pâte liquide dans une cuve, cette forme, sorte de tamis, laisse écouler l'eau; la feuille se forme donc aussitôt que l'excédent d'eau est parti, puis elle est pressée entre deux feutres et séchée à l'étendoir.

La fabrication du papier à la machine comporte, elle, toutes les sortes de pâte. La pâte toujours très liquide descend sur une toile métallique sans fin qui laisse, comme la forme écouler l'eau en excès, puis est entraînée sur un feutre où des presses la compriment. A ce moment, le papier est formé. Toujours entraîné sans solution de continuité sur un nouveau feutre, il passe sur des cylindres creux chauffés où il se sèche. Alors le papier est fait.

Arrivent ensuite les opérations du calandrage, de la coupe en format, du triage et de l'empaquetage.

Les pâtes de papier étant « buvard » naturellement, on les rend imperméables en les collant. Le collage se fait généralement à la gélatine pour les papiers à la main et au savon résineux pour les papiers à la machine.

Nous trouvions d'ailleurs à l'Exposition deux magnifiques machines à papier, vrais colosses, exposées par M. Darblay d'Essones, et M. Naeyer d'Anvers — qui, grâce à la fabrication sur place, ont dû vous initier au travail si curieux de la fabrication du papier.



Il ne me reste plus qu'à tirer une conclusion en présence de ce magnifique tournoi industriel :

C'est de constater pour tous les pays les grands progrès accomplis dans l'industrie du livre ; et d'être heureux et fier de pouvoir dire ici que l'Exposition des Arts graphiques en 1889 a affirmé sans conteste la supériorité de la France.

CONSEILS DES PRUD'HOMMES

Le *Journal officiel* vient de publier la note statistique suivante :

Le nombre des conseils de prud'hommes ayant fonctionné en France pendant l'année 1888 a été de 128.

Ces tribunaux ont été saisis de 41,117 affaires, soit une diminution de 800 par rapport à l'année 1887.

Les bureaux particuliers ont concilié 16,793 affaires ; 7,868 ont été retirées par les parties avant que le bureau ait statué ; 16,219 n'ont pu être conciliées et 235 ont été reportées à l'année 1889.

Sur les 16,219 affaires qui n'ont pu être conciliées, il y en a 3,533 qui n'ont pas été portées devant les bureaux de jugement.

Ces bureaux ont été saisis de 12,686 affaires plus 232 restant à juger de l'année précédente, soit au total 12,918 : 7,435 ont été retirées avant le jugement ; 4,464 terminées par des jugements en dernier ressort et 830 par des jugements susceptibles d'appel ; 189 ont été renvoyées à l'année suivante.

D'un autre côté, les 41,117 affaires soumises en 1888 aux conseils de prud'hommes de France se répartissent de la manière suivante quant à la nature des contestations :

Apprentissage, 800 ; Congés, 3,889 ; Salaires, 29,141 ; Malfaçons, 1,066 ; Livrets d'acquets du tissage, 71 ; Affaires diverses, 6,150.

Dans ce dernier chiffre sont comprises les questions relatives aux expertises d'ouvrages, prix de façon, indemnités de chômage, frais de voyages ou déplacements, application de tarifs, exécution des conventions, etc.

En Algérie, quatre conseils, ceux d'Alger, de Bône, de Constantine et d'Oran, ont fonctionné en 1888.

1,744 affaires leur ont été soumises : 715 ont été conciliées, 282 retirées par les parties avant que le bureau particulier ait statué et 747 n'ont pu être conciliées.

Sur ces 747 différends, 600 ont été portés devant le bureau général, ce qui, avec les 2 restant à juger de l'année 1887, forme un total de 662. De ces affaires, 383 ont été retirées avant le jugement ; 228 terminées par des jugements en dernier ressort ; 48 par des jugements susceptibles d'appel et 3 ont été reportées à l'année 1889.

Enfin les 1,744 affaires soumises aux conseils de prud'hommes d'Algérie se répartissent, d'après leur nature, de la manière suivante :

Apprentissage, 4 ; Congés, 415 ; Salaires, 808 ; Malfaçons, 148 ; Et 669 affaires diverses.

De plus, le Conseil de Constantine a prononcé une condamnation à l'amende pour irrévérence envers le conseil.

UN ATELIER SOCIALISTE

J'ai reçu l'autre jour un billet d'une de nos lectrices qui m'adressait ce reproche :

« Vous ne nous parlez guère que de l'Enfer parisien. N'y a-t-il pas aussi des paradis parisiens où nous serions bien contentes qu'on nous conduisît ? L'émotion du drame est poignante : il y en a une autre, plus douce, et où l'on aime à se reposer... »

Le Badaud est bien fort de cet avis-là. Il bat les rues, sans parti pris, le nez en l'air, et ce n'est pas sa faute, lorsqu'il vient grossir un attroupement de curieux, si c'est presque toujours un blessé ou un coquin qu'il découvre au milieu du groupe. Les gens heureux ne font pas tant de tapage. Ils se cachent encore plus jalousement que ceux qui ont besoin d'ombre. Si l'on se mettait en chasse pour les atteindre on aurait bien des chances de revenir bredouille ; il faut que le hasard vous mette sur la bonne piste.

Je viens pourtant d'en découvrir une.

C'était hier, le long du boulevard Voltaire, à la terrasse d'un mas-troquet. A côté de moi, deux ouvriers causaient, des gens dans la cinquantaine. On s'était rencontré sur le trottoir, on buvait un verre de vin en devisant.

Et l'un disait :

— Si tu avais vu ça ! Nous étions douze cents, réunis à la mairie du onzième. On nous a fait un beau discours, et les petites étaient joliment fières. Sais-tu que, rien qu'avec sa prime, notre fillette paye notre loyer ? C'est un bonheur qu'elle soit entrée là-dedans. Si elle continue de marcher droit, sa vie est arrangée ; elle se mariera, elle

n'aura pas à souffrir ce que la bourgeoisie et moi nous avons souffert.

Ma curiosité était piquée, je me mêlai à leur causerie.

Les honnêtes gens se reconnaissent entre eux à certains signes de maçonnerie. On ne fit pas de difficulté pour me répondre. Et j'appris qu'il s'agissait de la distribution des parts de bénéfices qu'on venait d'octroyer, en cérémonie, aux ouvrières brodeuses des Immeubles Industriels.

* * *

Les gens du monde ne visitent guère la place du Trône qu'au moment de la foire au pain d'épice, et je ne sais si beaucoup d'entre eux ont remarqué tout en haut du boulevard Voltaire, une étrange rue de construction symétrique, américaine, mi-fer, mi-briques, qui est percée en courant d'air jusqu'au faubourg Saint-Antoine. Cela s'appelle la rue des Immeubles-Industriels, et c'est une ruche laborieuse pleine du bourdonnement des volants. On dirait que sous le pavé, qui tremble comme le pont d'un paquebot, bat une hélice gigantesque.

Au numéro sept, une inscription peint ces mots sur la muraille :

Ateliers de broderie.

C'est quatre ou cinq fenêtres aux vitres dépolies sur la façade de la rue. Qui sait pourtant si, un jour, cette maison, si pareille aux autres, ne deviendra pas un monument historique, si une plaque commémorative ne se chargera pas d'apprendre aux passants le nom de l'homme modeste, du bon Français, qui a donné un admirable exemple, tranche tout seul cette fameuse question sociale qui ne s'est jamais posée plus menaçante, et avec une impatience de justice plus exaspérée?

* * *

Il s'appelle M. Nayrolles. Retenez ce nom obscur. Vous avez la tête remplie de fausses gloires qui ne valent point celle-là.

Depuis des années, il dirigeait les ateliers parisiens d'un des plus grands industriels du Nord. Après des jours de prospérité, M. Nayrolles avait constaté le déclin annuel de son commerce : les commandes n'affluaient plus comme autrefois, les ouvrières se traînaient dans la redite de modèles déjà connus, la clientèle s'égaillait, et devant l'indifférence du public, M. Nayrolles se demandait avec angoisse :

— D'où vient le mal? Où est le remède?

Voici ce qu'il imagina :

Il choisit dans les divers ateliers où il faisait travailler à façon sept ou huit ouvrières modèles, et il leur dit :

— Je vous paierai le même salaire que vos anciens patrons ; à la fin du semestre, je vous distribuerai le quart de nos bénéfices dans la proportion de votre travail individuel.

Pour établir équitablement cette répartition, M. Nayrolles fit remettre à chaque ouvrière, en même temps que sa tâche quotidienne, une petite note sur laquelle était inscrit le prix de la commande.

Lorsque, à la fin du semestre, l'administrateur appela les jeunes filles dans son cabinet, elles y vinrent avec indifférence. Ce n'était pas la première fois qu'on leur parlait de les intéresser aux bénéfices ! Jamais on n'avait tenu ces promesses.

— Si vous aviez vu leurs visages, m'a dit M. Nayrolles, lorsque j'ai remis entre leurs mains l'or qu'elles avaient gagné ! C'étaient des rires et aussi des larmes. J'en vois une d'ici à qui je demandai : « Mon enfant, pourquoi pleurez-vous ? » Elle me répondit : « Monsieur, c'est de joie... Jamais on n'aura vu tant d'argent à la maison. » Et le lendemain ? Le lendemain, j'avais un atelier unique, car, de ce jour, l'émulation est entrée dans leurs cœurs, une fièvre les a prises d'inventer des modèles nouveaux. Il n'y a pas de jalousie possible entre nos ouvrières, car ici le grand juge c'est le public, la commande, qui approuve un dessin, une coloration, et qui en fait fabriquer une série. Cette bonne concurrence a excité toutes les volontés, toutes les imaginations. L'ouvrière sait bien que c'est son intérêt de ne plus gaspiller ni son temps, ni les matériaux de travail que je lui fournis. Et les bons résultats financiers ne se sont point fait attendre. Un commerce qui périssait s'est relevé de telle façon qu'il a fallu tout d'abord quadrupler le nombre de nos ouvrières. Au bout de trois ans d'efforts, nous allons encore nous agrandir : dans quelques mois, j'aurai soixante jeunes filles pour servir une cinquantaine de machines. L'année dernière, en dehors des gains qui oscillent, selon le mérite de la travailleuse, entre quatre ou neuf francs par jour, j'ai pu distribuer à mes vingt-neuf associées dix mille francs de bénéfices. Dimanche dernier, pour un seul semestre, ma première brodeuse a touché trois cent vingt-sept francs, la moins habile a reçu cent trente-cinq pièces blanches. Ah ! il est bien entraîné mon atelier, vous n'en trouveriez pas dans tout Paris un qui ait meilleure tenue. Jugez-en vous-même.



Le petit bureau s'ouvrit et j'entrai chez les brodeuses.

Vous souvenez-vous de ces descriptions de Michelet, où les bonheurs modestes, les joies du travail sont peints avec des couleurs si vives que l'on en conçoit un peu de méfiance, et qu'on résiste à la séduction ?

Il a pourtant raison le poète, et j'ai ressenti, à la visite de cet atelier de femmes, la tiédeur de joie dont il parle, ce coup de brise, ce souffle heureux d'espérance qui gonfle le cœur comme une voile, et pousse à l'action.

Dans une série de chambres, claires comme des cages, visitées par le soleil pâlot d'hiver, elles étaient alignées, les petites brodeuses

penchées sur leurs machines, que la vapeur faisait mouvoir avec un grand ronron de volants. J'ai parcouru toutes les salles, je n'ai vu que des dos attentifs, de jeunes têtes inclinées. C'étaient les tenues simples et pour un rien coquettes de l'ouvrière parisienne, une brillante netteté dans les coiffures, soignées pour l'atelier comme pour le bal, et de ces petits luxes où toutes les femmes glissent dès que la misère ne les attriste pas, une broche, un joli peigne, un bouquet de fleurs au corsage.

Les doigts légers, les ongles de demoiselles manœuvraient avec une habileté féerique les carrés de velours sous la piqure de la machine. Et la broderie d'or enrichissait les peluches d'arabesques dentelées, en repoussoir, fines, saillantes comme des orfèvreries. On n'a pas le loisir d'échanger une parole; mais les chansons peuvent jaillir, cela entraîne la course des machines, cela soutient l'agilité des petits doigts.

J'étais très frappé de ce recueillement qui ne donnait pas à une paire d'yeux le loisir de se lever sur notre promenade. Je m'en ouvris à M. Nayrolles qui me répondit avec ravissement :

— M. Carnot a fait la même observation que vous quand nous avons eu, il y a quelques mois, l'honneur de sa visite. Il est entré dans l'atelier à l'improviste, suivi d'une vingtaine de personnes. Pourtant, pas une de nos ouvrières n'a tourné la tête. Quand il a été sorti, j'ai demandé à mes jeunes filles : « Eh bien ! mesdemoiselles, comment trouvez-vous M. le Président de la République ? » Elles se sont écriées : « Mais nous ne l'avons pas vu ! » Alors je leur ai dit : « Dépêchez-vous donc, car il n'est pas encore monté en voiture. » Et tout le monde s'est précipité aux fenêtres.



Voilà les résultats financiers que M. Nayrolles a obtenus.

Mais la question a un aspect moral qui est pour le moins aussi instructif. Quiconque a mis le pied dans des familles ouvrières sait bien que leur plaie c'est la dette — la dette que ne parvient jamais à éteindre le salaire quotidien. C'est par la dette qu'on entre en ménage, car le mobilier n'est presque jamais payé tout d'un coup. Vienne une maladie, ou simplement une faiblesse de la femme après les relevailles, et le petit budget est déséquilibré pour toujours, car l'ouvrier n'a jamais dans les mains la grosse somme qui lui permettrait de liquider son passé, de repartir pour une vie nouvelle.

Avec ce système des primes semestrielles, le tableau change et M. Nayrolles est dans la stricte vérité quand il dit :

— Autant d'ouvrières qui entrent dans notre atelier, autant de familles heureuses.

Chaque distribution de bénéfices a été suivie de mariages, et l'ouvrière, devenue mère de famille, est restée plus que jamais attachée à ses patrons. Une fillette que j'ai vue a élevé tous ses frères et sœurs,

soutenu sa mère par son travail. Il y a trois ans, ses pieds prenaient l'air dans ses bottines. Aujourd'hui, elle est presque coquette.

Il faut avoir un peu plongé dans le gouffre, vu de ses yeux combien souvent la femme a été perdue, malgré son courage, par l'insuffisance du salaire, pour apprécier à leur juste mérite ces efforts d'une sainte et intelligente solidarité. En traversant cet atelier modèle, je me souvenais de ce mot que M. le directeur de Saint-Lazare me dit autrefois lors d'une visite à la prison :

— Il est infiniment rare qu'une femme qui sait travailler à la machine vole ou se prostitue.

Voilà les leçons de pitié sociale que nous devrions tous méditer à l'heure qu'il est, avec la volonté de passer de la réflexion aux actes. Les illusions sont finies, il faut voir les choses comme elles sont. La bourgeoisie s'est autrefois insurgée contre le privilège de la noblesse qui était le nom; la classe ouvrière, quatrième état, s'organise pour résister au privilège de la bourgeoisie qui est l'argent exploiteur. Ces nouveaux venus ont pour eux la force et le nombre. Ils peuvent tout bouleverser d'un coup d'épaule. Ne les poussons pas à bout. Parmi les concessions qu'ils demandent, il y en a une nécessaire entre toutes : ils veulent être associés directement au succès de leur travail.

Ce n'est pas là seulement un acte de justice : l'expérience de M. Nayrolles a prouvé que c'était une habileté commerciale.

UN BADAUD.

(*Le Figaro*, du 24 janvier 1890.)

LE LIVRE DE RAISON D'UN OUVRIER

L'expression de « Livre de raison » est peu familière sans doute à la grande majorité de nos contemporains, et cela se conçoit, la chose à laquelle ce mot s'applique étant devenue presque absolument étrangère à nos mœurs. Elle n'était pas de règle générale au temps d'autrefois, mais elle y était en grand honneur.

Autrefois, les chefs des familles bien administrées et ordonnées tenaient un livre de dépenses très ponctuel qui était en même temps un mémorial de tous les événements auxquels ces dépenses s'étaient rattachées, par conséquent de toutes les joies, de tous les deuils, de toutes les vicissitudes de la maison. Fréquemment, ce mémorial se continuait pendant une longue série de générations, constituant ainsi l'histoire sincère et véritablement « documentaire » d'une famille. On appelait cela le « Livre de raison ».

Les dépôts de manuscrits de nos bibliothèques publiques possèdent un certain nombre de ces antiques archives familiales, que l'on ne consulte pas assez et qui sont cependant bien intéressantes pour les économistes, les moralistes et même les historiens.

Or, un ouvrier anglais, un ébéniste de Londres a eu l'inspiration, — très probablement spontanée, — d'écrire et de tenir à jour son « livre de raison », et cela pendant trente-sept ans, de 1850 à 1887. Ce livre de comptes est aussi intéressant qu'un roman. C'est toute une existence de travailleurs du dix-neuvième siècle racontée en chiffres; et ces chiffres font assister aux joies, aux douleurs, aux épreuves d'une famille entière. L'École naturaliste n'a rien produit d'aussi saisissant que ce roman qui est arrivé, que ce roman « pour de vrai ».

Le *Board of trade* (bureau officiel du commerce) de la Grande-Bretagne avait ouvert une enquête sur les conditions économiques de la vie des ouvriers anglais, et lancé sept cent trente questionnaires sur les « budgets ouvriers ». Il n'y a été fait que trente-six réponses, lesquelles n'ont pas semblé présenter des qualités à beaucoup près suffisantes d'exactitude ou de sincérité. Ce qui en résultait de plus clair, toutefois, c'est que plus de la moitié de ces budgets se soldaient par un déficit.

Mais le livre de raison ou de comptes de l'ébéniste, divulgué récemment par un des livres bleus relatifs aux questions ouvrières, est venu mettre hors de doute, par un témoignage précis, minutieux, irrécusable à dire d'experts, l'extrême difficulté de vivre en faisant honneur à ses affaires, qui est la règle pour l'ouvrier de Londres — et probablement d'ailleurs.



Feuilletons sommairement cet instructif et mélancolique mémorial.

En 1850, le jeune ouvrier ébéniste gagne en moyenne 15 shillings par semaine (soit 18 fr. 75 c.). Il vit en pension, comme l'indique cet article « Logement et pension », qui absorbe la presque totalité de ses gains.

En 1853, devenu plus habile dans son métier, il gagne davantage. Il se marie en 1854, et la rubrique : « Logement et pension » fait place à celle-ci : « Loyer et subsistance du ménage ». L'année suivante, il lui naît un enfant, et cette naissance amène la gêne. Le livre de comptes en témoigne avec son éloquence laconique : « Médecin et sage-femme, 6 livres » (150 fr.). La dette s'installe au foyer domestique : « 17 livres (425 fr) environ, dont 1 livre au boulanger, 3 au prêteur sur gages et un autre emprunt de 5 livres ».

L'enfant tombe malade et meurt en 1856. On lit, dans le budget de cette année, les deux rubriques suivantes :

« Honoraires du docteur, 2 livres; enterrement de notre chère Rose, 4 livres 10 schellings (165 francs environ). » Et le ménage doit toujours 16 livres.

Deux ans après, un second enfant vient au monde; mais la femme remise en santé gagne quelque petite chose en travaillant. On peut payer quelques dettes avec le secours des « gains de Fanny ».

En 1866, au bout de dix ans de ménage et de travail acharné, la dette n'est plus que de 7 liv. (175 francs). A ce moment le salaire de l'ouvrier produit par an 78 liv. (1,950 francs). Son livre de compte récapitule ses gains de dix ans qui s'élèvent en tout à 17,000 francs ou 660 livres.

* * *

L'année 1864 marque le maximum de la prospérité de ce laborieux ménage, ses *jours dorés*. Il y a trois enfants à élever, mais le père gagne 2,500 francs. Il s'est libéré de ses dettes, s'est payé le luxe d'une montre « de Genève » et a fait, avec sa petite famille, quelques excursions à la campagne. Mais il n'a pas pu mettre de côté la moindre économie en prévision de l'avenir. Il n'a pas négligé, d'ailleurs, de se faire recevoir membre d'une société de secours mutuels, dont il paye exactement les cotisations.

Il demande à une petite spéculation, volontiers pratiquée par les artisans anglais, celle de principal locataire d'une maison, un surcroît de recettes. L'entreprise ne réussit que modérément et il l'abandonne en 1870, époque où les enfants commencent à travailler.

En 1871, le père, la mère, les deux frères Tom et Fred et leur sœur Kate gagnent ensemble 110 livres (2,750 francs).

Mais de nouvelles et lourdes charges incombent au chef de famille. Il faut qu'il soutienne sa vieille mère; et il s'impose d'assister un autre vieux parent; de sorte qu'en 1872, les dettes ont reparu et l'exercice se clôt par un déficit de 200 francs.

A dater de 1876, la fille s'est mariée, et les fils travaillent pour leur compte. Ce sont, comme leur père, de bons ouvriers, très rangés. Ils ont pris pension chez lui et le payant exactement. Mais il a toujours un déficit.

En 1880, notre homme a travaillé trente ans et gagné en tout 2,422 livres (60,500 francs). Mais il n'a pu se faire le plus petit fonds de réserve et doit 25 livres (625 francs)... En 1882, le voilà arrivé au déclin de l'âge et la période fatale, inexorable de la déchéance progressive du salaire. En 1886, c'est un vétéran du travail qui parvient avec peine à réaliser dans son année un gain de 36 livres, soit deux livres de moins qu'en sortant d'apprentissage.

En 1887, date où s'arrête le mémorial de l'ébéniste de Londres, il nous montre cet ouvrier, honnête et laborieux entre tous, payant son loyer par acomptes et endetté d'un arriéré dont le règlement apparaît douloureusement problématique. Ses fils ont-ils pu lui venir en aide comme lui-même soutient ses vieux parents, ou sa triste vieillesse a-t-elle dû s'échouer dans un *workhouse*? Nulle réponse à ce point d'interrogation, — qui se dresse lamentablement dans la perspective ultime de la carrière du travailleur dans bien des pays.



Car ce n'est vraisemblablement pas dans la seule Angleterre, patrie de notre ébéniste au « mémorial » que, pour qu'un ouvrier gagne de quoi joindre les deux bouts, sans mettre d'ailleurs rien de côté pour les vieux jours, il doit réaliser l'ensemble des conditions suivantes :

Se porter toujours bien, — travailler dur, — ne chômer jamais, — n'avoir pas plus de deux enfants, — mais n'avoir aucun vice et guère de défauts.

— Hélas oui ! rien que cela, messieurs les politiciens d'occasion ou professionnels, voués à la haute politique de groupes, de sous-groupes, de couloirs et de comités. Excusez du peu, et toutefois daignez y réfléchir un peu !

Thomas GRIMM.

(*Le Petit Journal* du 23 janvier 1890.)

L'HYGIÈNE DE L'ADOLESCENCE (1)

L'*adolescence* est la seconde partie de l'enfance ; elle s'étend environ de 12 ans à 21 ans. Les adolescents sont souvent désignés sous le nom d'*enfants*, comme dans la loi française de 1874, qui règle les conditions de leur travail dans les manufactures, et nous emploierons souvent ce mot dans le même sens.

Il y a deux caractères principaux qui distinguent l'adolescence des autres âges de la vie et lui créent une hygiène spéciale : le squelette et le cerveau achèvent de se développer, et, après divers tâtonnements, diverses oscillations, ils se fixent dans leur forme définitive.

Le squelette est l'ensemble des os qui constituent la charpente du corps. En dehors de son importance comme document paléontologique, en dehors de son rôle artistique comme élément fondamental de la beauté plastique (et des conséquences sociales de ses déviations), le squelette a un rôle hygiénique de premier ordre. Si les pièces en sont déformées, elles agissent dans la mécanique humaine comme des leviers faussés ; et les muscles, qui trouvent là des points d'attache défectueux, fonctionnent comme des courroies déraillées. En pareil cas, le travail physique est difficile, fatigant, parfois impossible. En outre, la déformation des os qui servent d'enveloppe à la poitrine gêne les fonctions des organes qui y sont contenus, c'est-à-dire du cœur et des poumons. Or la déformation du squelette se produit le plus souvent à l'âge de l'adolescence.

A cette époque, en effet, les os n'ont pas la rigidité qu'ils auront plus tard. Dans le tout jeune âge, l'os est d'abord une substance car-

(1) Conférence faite au Conservatoire des Arts et Métiers, le 19 janvier 1890, avec projections de M. Molteni.

tilagineuse ; peu à peu, il s'incruste de sels calcaires qui lui donnent sa dureté. Mais, jusqu'à la fin de l'adolescence, il reste dans l'os une partie cartilagineuse qui diminue sa résistance. Dans les os longs, comme celui de l'cuisse (*fémur*) et du bras (*humérus*), le corps de l'os (ou *diaphyse*) est séparé de chaque extrémité (ou *épiphyse*) par une rondelle cartilagineuse dont l'ossification indique la fin de l'adolescence. Avant cette soudure des épiphyses à la diaphyse, on doit éviter les efforts qui pourraient amener, comme chez les jeunes chevaux, l'inflammation des épiphyses et même leur décollement, leur arrachement.

C'est pour cela que des règlements d'administration publique ont établi les prescriptions suivantes : 1^o Les enfants de 10 à 12 ans ne peuvent être employés à porter ni à trainer des fardeaux ; 2^o les enfants de 12 à 14 ans ne peuvent porter une charge dépassant 10 kilogr. ; 3^o pour ceux de 14 à 16 ans, la charge ne doit pas dépasser 15 kilogr. ; 4^o les enfants de 12 à 16 ans ne peuvent trainer des charges exigeant des efforts supérieurs à ceux qui correspondent aux poids indiqués ci-dessus.

Dans les guerres de l'Europe, au commencement de ce siècle, on a constaté chez toutes les nations que les soldats au-dessous de 20 ans, en campagne, étaient tous à l'hôpital, tandis que les soldats ayant passé 22 ans résistaient à toutes les fatigues. C'est d'après cette observation que l'âge de la conscription a été fixé à 21 ans.

En général, à cet âge, l'adolescence est terminée, et l'adolescent passe à l'état d'adulte : les épiphyses sont soudées, la croissance s'arrête. Pas toujours pourtant : quelques conscrits grandissent jusqu'à 25, 26, 27 ans.

Tant que les épiphyses ne sont pas soudées, la taille s'accroît ; cependant, il y a des limites à cet accroissement. La taille moyenne de l'homme est comprise entre 1^m 20 et 2 mètres ; au-dessous, on dit que les individus sont des *nains* ; au-dessus, ce sont des *géants*. Les tailles extrêmes observées sont celle d'un nain adulte, mentionné par Buffon, et dont la stature ne dépassait pas 43 centimètres (or la taille de l'enfant nouveau-né est de 45 à 50 centimètres), et celle d'un Finlandais signalé par M. Sappey, et qui atteignait 2^m 83. Les premiers hommes n'avaient pas une taille sensiblement supérieure à la nôtre : les trois squelettes d'hommes contemporains du mammoth, découverts par M. Émile Rivière, de 1872 à 1875, dans les Grottes-Rouges, près de Menton, avaient 2^m 05, 1^m 95, 1^m 85. Quant aux géants de 6 et 8 mètres de haut, on sait aujourd'hui que c'étaient des éléphants fossiles. Les prétendus ossements de Teutobochus, roi de Cimbres et des Teutons, découverts en 1613 en Dauphiné, appartenaient au *mastodon angustidens* (mastodonte à dents étroites).

L'achèvement du squelette, qui s'accomplit à l'époque de l'adoles-

cence, exige trois conditions hygiéniques principales : une alimentation très abondante, un air très pur, des exercices musculaires de tout le corps.

L'accroissement du squelette entraîne l'accroissement des muscles, de la peau, de toutes les parties du corps. Pour les adultes, il suffit d'une ration d'entretien ; pour les adolescents, il faut ce qu'on appelle dans l'élevage du bétail une ration d'accroissement. Au surplus, la nature indique d'elle-même ses besoins. On connaît l'appétit formidable des enfants de 13 ans : leur estomac est un véritable gouffre, et parfois ils s'arrêtent de manger parce que leurs mâchoires sont fatiguées avant que leur faim soit satisfaite.

L'air pur n'est pas moins important que les aliments pour l'entretien de la vie et la réparation des tissus. Mais ce besoin est encore plus impérieux chez l'enfant que chez l'adulte. L'enfant engloutit l'air comme les aliments, avec la même avidité. L'adulte peut vivre dans l'air confiné ; l'enfant y étouffe. L'adulte résiste aux germes aériens de la phtisie et de la fièvre typhoïde ; l'enfant y succombe. Il en est de même pour l'altération de l'air par les produits industriels. Dans la liste très longue et très détaillée des industries interdites aux enfants dans les manufactures par la loi de 1874, on voit sans cesse revenir les motifs d'interdiction suivants : *poussières nuisibles ; émanations malsaines, dangereuses ; vapeurs irritantes, corrosives ; gaz délétères*, etc. En effet, on a observé que, dans les travaux insalubres, les enfants et les adolescents sont plus rapidement et plus profondément atteints que les adultes.

Enfin, pour les exercices musculaires de tout le corps, nous n'avons encore ici qu'à consulter la nature. Le besoin de mouvement est instinctif chez les enfants ; on connaît leur vivacité naturelle, pareille à celle des jeunes animaux. Ils sont remuants, très remuants ; on le leur reproche et on a tort.

Les mouvements généraux, tels que ceux qui s'accomplissent dans les jeux au grand air, sont très utiles dans l'adolescence : ils excitent l'appétit et facilitent la digestion : ils activent la circulation du sang et l'entrée de l'air dans les poumons ; ils favorisent enfin le développement de tout le système musculaire. Mais ils ont encore un autre effet : ils donnent au développement du squelette une direction normale, tandis que les mouvements partiels amènent forcément une déviation du squelette.

Chaque partie du corps est mise en mouvement par des muscles agissant dans des sens divers. Le bras, la jambe sont fléchis par certains muscles, et redressés par d'autres muscles qui sont leurs antagonistes ; le tronc subit en avant, en arrière, à droite, à gauche, des inflexions qui sont détruites par l'action de muscles antagonistes. Or, toutes les fois qu'un ensemble de muscles fonctionne trop longtemps

ou trop exclusivement, sans que son action soit contre-balancée par celle des muscles antagonistes, il en résulte une déviation du squelette.

Ces déviations méritent surtout d'être étudiées lorsqu'elles portent sur la colonne vertébrale, parce qu'elles entraînent une déformation de toute la cage thoracique et une altération dans les fonctions du cœur et des poumons.

L'attitude qui conserve le mieux à la colonne vertébrale sa forme normale, c'est celle du soldat au port d'armes. Jamais, dit Bichat, on ne pourra confondre un soldat vieilli dans les rangs avec un laboureur courbé par le travail de la terre.

Les déviations principales que subit la colonne vertébrale sont les suivantes :

1^o La *cyphose*. C'est la voussure du dos, qui se produit à la longue chez les portefaix, les laboureurs, les vignerons. et, avec beaucoup plus de facilité, chez les adolescents des deux sexes occupés, soit aux travaux d'aiguille, soit à ceux du dessin, soit à ceux des études scolaires (lecture, écriture), surtout lorsque la table est trop basse ou trop éloignée du banc;

2^o La *lordose*. C'est l'enfoncement des reins creux, l'exagération de la cambrure. Elle se produit chez les marchandes qui se renversent en arrière pour faire contrepoids à un éventaire qu'elles portent devant elles. Elle se produit également chez les écoliers obligés de se renverser, parce que leur table est trop haute ou trop près du banc. La lordose est beaucoup plus fréquente chez les jeunes filles que chez les jeunes garçons, parce qu'on les oblige (pour se tenir droites) à exagérer la courbure des reins;

3^o La *scoliose*. C'est une déviation latérale de la colonne vertébrale; de toutes les déviations, c'est la plus fréquente. Ce qu'on appelle « une épaule plus forte que l'autre », c'est une scoliose légère. Cette déviation provient, soit de l'habitude de porter toujours un fardeau de la même main, soit de l'habitude de tenir par la main un enfant en bas âge, et surtout, pour les enfants, de porter d'autres enfants sur le bras. Elle est fréquente chez les blanchisseuses et surtout chez les repasseuses, chez les femmes qui font de la tapisserie au métier, et enfin chez les écoliers obligés d'écrire sur une table trop élevée, ou de se plier à des méthodes d'écriture qui forcent la colonne vertébrale à se contourner.

Toutes ces déformations thoraciques, lorsqu'elles sont très prononcées, amènent une gêne mécanique de la respiration et de la circulation, et favorisent le développement des maladies du poumon et du cœur.

Pour empêcher ces déviations de se produire, il faut d'abord abréger la durée du travail, soit chez les jeunes ouvriers, soit chez les écoliers.

Avant 1840, on faisait travailler dans les manufactures les enfants dès l'âge de 7 ans; et ces enfants de 7 ans travaillaient au moins

14 heures par jour, et même 15, 16, 17 heures (usines d'Elbeuf), et jusqu'à 18 heures (dans les fabriques de châles de Lyon). La loi du 23 mars 1841 décida que les enfants ne pourraient plus être admis dans les manufactures avant 8 ans. De 8 à 12 ans, ils n'avaient que 8 heures de travail, divisées par un repos (repas et goûter). De 12 à 16 ans, le maximum de travail était de 12 heures. Le travail de nuit fut interdit avant 13 ans, et le travail du dimanche avant 16 ans.

Cette loi a été améliorée encore par celle qui l'a remplacée. La loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, a fixé la limite d'âge inférieure à 12 ans, et le maximum du travail à 12 heures, divisées par un repos. Exceptionnellement, dans 14 industries, on admet les enfants de 10 à 12 ans, mais avec un travail maximum de 6 heures, divisées par un repos. En outre, la loi interdit le travail de nuit et le travail du dimanche aux garçons avant 16 ans, et aux filles avant 21 ans.

Pour les élèves des écoles, la durée du travail a été également diminuée. A la suite d'une discussion commencée en 1887 à l'Académie de médecine sur le surmenage scolaire, le Conseil supérieur de l'Instruction publique a pris au mois de décembre 1889 les mesures suivantes : pour les élèves de 7 à 10 ans, le travail sédentaire, jadis de 10 heures, est réduit à 6 heures ; et pour ceux de 11 à 17 ans, le travail, jadis de 12 heures, est réduit à 8 ou 10. De plus, le sommeil a été allongé : jusqu'à 15 ans, il est de 10 heures, et, au delà, de 9 heures au moins.

Un autre moyen d'empêcher les déviations du squelette consiste à faire fonctionner les muscles antagonistes de ceux du travail réglementaire. On y arrive de la façon la plus simple par les jeux divers de l'enfance, accomplis au grand air par les écoliers et les ouvriers dans l'intervalle de leurs travaux. Pour les écoliers, le Conseil supérieur a augmenté les récréations de 2 à 3 heures par jour, savoir 6 heures et demie (au lieu de 3 heures et demie) pour les enfants de 7 à 10 ans, et 5 heures et demie ou 4 heures et demie au moins (au lieu de 2 heures et demie) pour ceux de 11 à 17 ans.

Pour redresser le squelette dévié, il y a deux moyens très efficaces : l'un, à la portée des deux sexes, la gymnastique ; l'autre, réservé aux hommes, le service militaire, qui les redresse tous d'office.

Passons maintenant au cerveau, qui peut, comme le squelette, subir dans l'adolescence une bonne ou une mauvaise direction.

Le cerveau est le siège des facultés intellectuelles, affectives et morales. Ces facultés sont absolument absentes chez l'enfant qui vient au monde ; son cerveau est une table rase, un papier blanc où n'existe aucune empreinte ; mais avec l'âge, les empreintes se succèdent et les facultés se développent peu à peu.

Ces empreintes ou impressions nous viennent du dehors par les

organes des sens, surtout par la vue et par l'ouïe, et elles laissent sur le cerveau des traces matérielles absolument comparables aux clichés de la photographie. Ainsi s'accumulent les clichés cérébraux qui constituent le souvenir, les rêves, les hallucinations de la vue. Il en est de même pour les sensations auditives ; leur cliché donne naissance aux hallucinations de l'ouïe, aux souvenirs des sons, et à la faculté de les reproduire. Ici, le cerveau se comporte comme un véritable phonographe, et il ne répète que les sons marqués sur ses clichés phonographiques. On en pourrait donner plusieurs preuves, et, notamment pour la parole, citer les différences de langage chez les différents peuples, les différences d'accents chez les individus d'une même langue, et enfin l'absence de la parole chez les individus sourds de naissance, qui sont fatalement condamnés à rester muets.

On peut même, à ce propos, donner un nouvel argument de la plasticité du cerveau suivant l'âge de l'enfant. L'empreinte de la parole reste sur le cerveau, passé l'âge de 8 ans. L'enfant qui devient sourd après 8 ans, n'est pas muet : le cliché phonographique persiste. Quand la surdité survient de 4 à 8 ans, on reste ordinairement muet, par oubli du langage : le cliché phonographique s'efface. Quand la surdité se déclare avant 4 ans, l'enfant est toujours muet ; le cerveau est comme une cire trop molle sur laquelle le cliché phonographique ne s'est pas formé.

Toutes ces impressions venues du dehors donnent naissance à nos idées et ensuite à nos actions. De là, l'importance extrême des empreintes que reçoit le cerveau de l'adolescent par les yeux et par les oreilles. Il faut donc surveiller soigneusement les spectacles de tout genre, les tableaux, les images, les lectures, les paroles, les exemples qui seront offerts à son attention. On a dit l'enfant imitateur, comme le singe. Ce rapprochement pourrait se justifier par plusieurs exemples ; il nous suffira d'en citer un seul.

En 1875, à Brunoy, près de Paris, un Parisien en villégiature déjeunerait avec sa petite fille, âgée de 3 ans, en compagnie d'un singe familier. Le père s'absente un instant pour aller chercher quelque objet dans la pièce voisine ; il est bientôt rappelé par des cris affreux : il aperçoit le singe qui venait de couper à la petite fille le nez et une oreille. Il commence par tuer le singe d'un coup de revolver ; puis, tout en donnant des soins à l'enfant, il cherche quel a pu être le mobile de ce drame. Il se souvient alors qu'il avait acheté la veille, à Paris, une gravure représentant un supplice chinois, qui consiste à couper au patient le nez et les oreilles. Le singe était resté longtemps en contemplation devant cette gravure, et il l'avait simplement mise en action.

Depuis vingt ans, on déplore l'excessive publicité donnée au récit de tous les crimes. Aussi, nous voyons les imitations se multiplier.

Et quels sont les assassins ? Tous des adolescents de 15 à 20 ans, singes malfaisants que l'on compte aujourd'hui par douzaines.

C'est cette possibilité de modeler le cerveau dans l'adolescence qui est le principe et la base de toute éducation, de toute instruction. Il s'est produit en ce sens un mouvement de plus en plus considérable, que les hygiénistes ont même trouvé exagéré, et dont ils ont signalé les dangers sous le nom spécial de *surmenage scolaire*.

Il est bien vrai qu'on a observé chez quelques écoliers des maux de tête plus ou moins persistants, des saignements de nez, des troubles du sommeil (tantôt des insomnies accompagnées de cauchemars, tantôt une somnolence invincible). Mais ces accidents ne doivent pas être attribués au travail excessif du cerveau : la meilleure preuve, c'est qu'ils ne se présentent pas chez les élèves qui travaillent le mieux. Ces accidents tiennent à la faiblesse nerveuse de certains enfants, et parfois même à la fatigue d'une croissance exagérée, insuffisamment compensée par une mauvaise nourriture, par le manque d'aération et par les autres conditions hygiéniques, souvent défectueuses, de l'internat.

Il nous reste à dire un mot d'un dernier groupe d'adolescents, les saltimbanques, qui sont protégés par une loi spéciale en date des 7-20 décembre 1874. Le premier article de cette loi interdit les exercices dangereux aux enfants âgés de moins de 16 ans, et en particulier les « tours de force périlleux ou les exercices de dislocation ». Un commentaire très approfondi de cette loi, dû à deux docteurs en droit, MM. Ernest Nusse et Jules Périn, avocats à la Cour de Paris, donne à ce sujet d'utiles explications et de précieux renseignements. Les tours de force périlleux consistent, par exemple, à lancer l'enfant dans l'espace, à le faire marcher sur la corde raide à de grandes hauteurs (gymnasiarque en l'air), à le faire participer à cet échafaudage connu sous le nom de *pyramide humaine*, etc. Quant aux exercices de dislocation, ils consistent à se renverser en arrière, de façon à faire rejoindre la tête et les pieds, ou encore à faire « le grand écart », les deux jambes écartées horizontalement sur le tronc. Les différentes tortures préparatoires auxquelles on soumet l'enfant pour le disloquer, réussissent d'autant mieux que les os et les jointures sont plus flexibles ; mais ces manœuvres n'en sont que plus dangereuses.

Une observation importante s'impose d'elle-même ici comme conclusion générale. Quand il s'agit des préceptes ordinaires de l'hygiène, c'est celui qui en est l'objet qui doit en faire à lui-même l'application. Mais ici, il ne le peut pas ; la loi s'y oppose. La loi considère l'adolescent qui n'a pas dépassé la vingtième année comme un être inachevé ; elle ne lui reconnaît pas le squelette assez formé pour être soldat, ni le cerveau assez mûr pour agir en pleine liberté. Il est mineur ; il est obligé d'obéir aux autres, à ses parents, à ses patrons,

ses maîtres, quels qu'ils soient. C'est donc à eux que revient le devoir d'appliquer à l'adolescence les prescriptions de l'hygiène, et de préparer pour l'avenir une génération robuste et sensée, qui réalise complètement cette simple maxime où nous résumerons tout ce qui précède : *Un esprit droit dans un corps droit.*

DE HECTOR GEORGE,

Maître de Conférences à l'Institut national Agronomique.

Extrait du *Genie Civil* du 22 mars 1890.)

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents :
MM.

Présentateurs :
MM.

Chagot (Jules) et C^{ie}, mines de Blanzv à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire)

DURASSIER, secrétaire.

Perissé (Sylvain), ingénieur civil, 12, rue de Turin (Paris).

id.

MEMBRES ORDINAIRES

Chaufton (Albert), docteur en droit, avocat au Conseil d'Etat, 20, rue Godot-de-Mauroi (Paris) .

DURASSIER

Durassier (Alexandre), secrétaire de l'inspection du Génie maritime en retraite, 24, avenue de Wagram (Paris)

id.

Gruner (Edouard), ingénieur civil des mines, 6, rue Féron (Paris).

id.

Jumeau et Jallot, tapissiers décorateurs, 82, boulevard Montparnasse (Paris).

id.

Mathet, ingénieur en chef des mines de Blanzv, à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire)

id.

Hurel, représentant de MM. Schneider et C^{ie} du Creusot, 25, rue Chapeyron (Paris)

id.

Poussiélgue-Rusand (Maurice), orthèvre, 5, rue Cassette (Paris)

id.

Girardin (Henri), 122, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Paris).

id.

Walrand (Charles), ingénieur des mines, 9, rue Logelbach (Paris)

id.

Chotin (M^{me}), polisseuse sur bijoux, 59, rue d'Argout (Paris)

Roche, trésorier.

Jacquier (Francis et Aimé), sculpteurs-marbriers, à Caen (Calvados)

Valant, insp. division.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 17 avril 1890.

PRÉSIDENCE DE M. FOLLOT, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

S'étaient excusés : MM. A. Chaix, le Dr E.-R. Perrin, Turney.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

La parole est donnée à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance.

La Société a reçu des lettres de remerciements de MM. Léon Appert, A. Chaix père, Gustave Ollendorf, le Dr E.-R. Perrin pour leurs nominations respectives dans ses conseils d'honneur et d'administration.

— M. Paul Bérard lui a transmis une lettre de M^{me} V^e Ernest Dumas, par laquelle elle fait don à la Société du buste de son beau-père qui figurait dans notre exposition de l'année dernière à l'esplanade des Invalides.

M. le Secrétaire est invité à donner lecture de cette lettre à la réunion. Elle est très vivement impressionnée du haut témoignage d'attachement que la famille de notre illustre fondateur veut bien donner à notre Société; et M. le Président est l'interprète des sentiments de tous en exprimant combien nous sommes reconnaissants à M^{me} V^e Ernest Dumas du don si précieux qu'elle veut bien nous faire.

Rien ne pouvait nous être plus agréable que de recevoir l'image vivante de celui dont nous vénérons tous la grande mémoire; et sous l'égide duquel nous avons été si heureux de placer notre Exposition à l'Économie Sociale.

Notre cher vice-Président, M. Paul Bérard, sera prié d'exprimer à M^{me} V^e Dumas notre profond respect et notre bien vive gratitude.

— Nous avons été avisés des décès de M^{me} V^e J.-B. Dumas, de M. Ernest Dumas son fils, et de MM. Meignan et P. Poussielgue-Rusand, membre de notre Société, et de celui de M. Victor Colombet, membre de notre Conseil d'honneur.

— Il n'a pas été donné à notre Société de s'associer publiquement au deuil si légitime de M^{mes} Hervé-Mangon et Ernest Dumas, ces deux vénérables veuves, héritières si distinguées des plus grands noms de la science française. Mais nous n'en avons pas été moins douloureusement émus de ces deux morts les frappant coup sur coup en les atteignant dans leurs affections les plus chères. Puissent ces sentiments dont nous leur envoyons l'expression à titre d'hommage profondément respectueux, en même temps que de souvenir à la grande mémoire qui nous unit à elles, être de quelque adoucissement à leur profonde douleur.

Nous devons également un souvenir particulier à M. P. Poussielgue-Rusand. — Il était de ces patrons qui nous demandaient de récompenser à chacune de nos fêtes un certain nombre de leurs collaborateurs les plus méritants. C'est là certainement le plus agréable de notre mission. Aussi notre reconnaissance est-elle acquise à ceux qui nous fournissent l'occasion de l'accomplir comme M. Poussielgue-Rusand.

Le prix qu'un tel homme attachait à nos récompenses était d'ailleurs extrêmement flatteur pour nous.

Placide Poussielgue-Rusand était, en effet, un grand artiste dans un art où il faut une maîtrise incomparable pour que la beauté de l'œuvre ne succombe pas sous l'éclat de la matière.

Il fut un éminent interprète des admirables conceptions des Viollet-le-Duc, des Bœswillwald, de tous ces grands architectes, restaurateurs patients de nos monuments historiques ; et son nom parmi les orfèvres de notre temps est déjà inscrit à côté de celui des Froment-Meurice.

Un tel artiste ne pouvait donc être qu'un bon juge et l'estime qu'il faisait de notre Société était bien faite pour nous toucher. Nous avons tenu à nous en enorgueillir.

Nous sommes d'ailleurs déjà assurés que les sentiments qui l'animaient envers nous, nous seront fidèlement conservés par son fils, digne continuateur de son œuvre, et que le nom de Poussielgue-Rusand continuera à retentir longtemps encore dans chacune de nos fêtes de l'enfance ouvrière.

M. *Victor Colcombet*, membre de notre Conseil d'honneur, était l'une des plus grandes personnalités représentant notre rayonnement en province.

Nous l'avons souvent cité en exemple ; mais la mort met comme une auréole à de tels hommes, dont l'œuvre paraît encore plus grande quand elle ne disparaît plus derrière eux. C'est une heure d'apothéose où l'œuvre et l'artisan rayonnent de tout leur éclat. Nous en graverons le souvenir dans nos annales, dans la notice que nous consacrons à cet homme éminent.

— Nous avons eu pendant le premier trimestre 1890, treize adhésions nouvelles dont deux à titre perpétuel.

— La Société française des habitations à bon marché nous a sollicités de souscrire à son œuvre.

M. *le Président* exprime l'opinion que bien que notre Société ne puisse être que très sympathique à une œuvre aussi éminemment utile, elle ne saurait cependant y souscrire parce qu'elle est trop en dehors de la mission qui lui est assignée par ses statuts. La réunion partage cette manière de voir.

— M. *Marbeau*, membre de la Société des Crèches nous demande de signaler, dans notre Bulletin, la portée nationale des crèches.

M. *le Président* pense que nous pouvons satisfaire au désir exprimé par M. *Marbeau* et M. *le secrétaire* est prié de le faire.

— Nous avons reçu de la Société industrielle d'Amiens le programme des questions mises au concours pour l'année 1889-1890.

Il n'y a pas lieu d'insérer ce programme qui paraîtrait trop tard pour être consulté utilement par nos lecteurs.

— De même pour le programme de la nouvelle série des conférences Forney que M. le Préfet de la Seine a bien voulu nous envoyer.

— Nous avons reçu des invitations à la Distribution des récompenses des Enfants du Papier peint; — à la Distribution solennelle des prix aux apprentis et ouvriers israélites de l'École de du travail de la rue des Rosiers; — à une conférence de M. Maurice Bellom sur les Caisses de secours et d'assistance pour les ouvriers mineurs du district de Freiberg (Saxe royale) à la Société d'économie sociale,

— Notre Société a enfin reçu :

Du Patronage industriel des enfants de l'Ébénisterie, le compte rendu de la Distribution des prix aux élèves du concours de 1889;

De la Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de Fleurs et Plumes, le compte rendu de la séance solennelle du 19 mai 1889;

De la Société de patronage des apprentis et ouvriers israélites de Paris, le compte rendu pour 1889 de son École de travail de la rue des Rosiers, 4 bis;

De M. A. Chaix, le compte rendu de la Distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle qu'il a fondée dans son Imprimerie (on trouvera une analyse de ce compte rendu au Bulletin);

De la Société industrielle de Reims le n° 78 de son Bulletin;

De l'Association des industriels de France, son Bulletin pour 1889;

Du Congrès international des accidents du travail, les procès-verbaux des séances;

Du Comité permanent de ce congrès, son premier Bulletin pour 1890.

De M. E. Cacheux, le premier numéro du *Bulletin officiel de l'exposition de sauvetage de Toulon* et les deux premiers numéros de la revue mensuelle *l'Économie sociale*; de M. Marbeau, le n° 37 (Janvier 1890) du *Bulletin de la Société des crèches*.

Enfin, tous les numéros parus pendant le trimestre des périodiques avec lesquels la Société échange son Bulletin : *Bulletin de la Société des ingénieurs civils*, *Bulletin de la Société d'économie sociale*, *Journal des Prud'hommes*, *Revue chronométrique*, *l'Union nationale*, etc., etc.

Toutes ces publications seront placées dans la bibliothèque de la Société.

L'ordre du jour appelle les *Communications diverses*.

M. le Secrétaire rappelle qu'un inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie avait demandé à la Société d'intervenir en faveur du fils d'un garde-barrière de la Compagnie de l'Est, à Sauvière (Aube), qui avait eu la jambe brisée dans une machine à battre.

La Société avait décidé de transmettre cette demande d'intervention à M. Bernot, président de la Société de protection de l'enfance ouvrière de Troyes.

M. Bernot a répondu. Il a vu l'ingénieur de la voie de la Compagnie de l'Est, qui est d'avis que le père de l'enfant transige avec l'industriel, pour une somme raisonnable, plus les frais de maladie.

L'ingénieur promet, de plus, de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour l'instruction de l'enfant et son entrée ultérieure dans la Compagnie.

Cette réponse de M. Bernot a été communiquée à l'Inspecteur divisionnaire et nous avons, en même temps, engagé le père de l'enfant à suivre l'avis de son supérieur hiérarchique.

M. le Secrétaire donne ensuite lecture du rapport présenté par M. A. Chaix au nom de la Commission des censeurs sur les finances de la Société.

Les comptes de l'exercice 1889, mis aux voix, sont approuvés à l'unanimité; et les subventions suivantes, déjà admises par le Conseil d'administration, sont également accordées sans observation :

Patronage du III ^e arrondissement	Fr.	150	»
Apprentissage des jeunes Orphelins		100	»
Enfants de l'Ébénisterie		200	»
École professionnelle du Papier et des industries qui le transforment		100	»
Assistance paternelle des Fleurs et Plumes		500	»
Orphelinat de la rue de Turenne		200	»
Société de protection des Enfants du Papier peint		200	»
Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes		100	»
Patronage des Apprentis du XVII ^e arrondissement		100	»
École professionnelle des Ternes, pour jeunes filles		100	»
A reporter		1750	»

	<i>Report.</i> . . .	1750	»
Patronage de Puteaux		50	»
Concours d'apprentis des Prud'hommes de Nîmes .		50	»
Société d'instruction professionnelle de la Carrosserie		50	»
École d'Horlogerie de Paris		200	»
Patronage Saint-Charles		100	»
Patronage Notre-Dame-de-Nazareth.		100	»
ENSEMBLE. . . Fr.		2300	»

De plus, notre Comité des accidents de fabrique a accordé sur sa dotation particulière :

Au Comité permanent des accidents du travail, 100 fr. ;

A l'Association des industriels de France pour prévenir les accidents, 100 fr.

M. *Périssé*, président de cette Association, présent à la réunion, remercie notre Comité de cette subvention qui témoigne de sa sollicitude et de celle de notre Société envers tous ceux qui cherchent à améliorer les conditions du travail dans l'industrie.

L'ordre du jour appelle ensuite les travaux des Comités.

M. *le Secrétaire* donne lecture de la savante consultation formulée par notre Comité judiciaire sur l'importante question de savoir si une Compagnie d'assurance peut légalement garantir un industriel contre les réparations civiles qu'il encourrait pour infractions aux loi et décrets sur le travail des enfants dans les manufactures. (Séance du 13 janvier 1890.)

M. *le Secrétaire* rend compte également de la séance de notre Comité des accidents de fabrique, dans laquelle il a constitué son bureau, attribué quelques subventions, commencé la discussion de l'attribution de ses prix spéciaux à l'occasion de notre 10^e fête de l'Enfance ouvrière.

M. *Isidore Roche* donne ensuite lecture de son rapport sur les Travaux de nos Comités de placement et de secours pendant l'année 1889.

M. *le Président* remercie vivement M. Roche et la réunion décide que son rapport paraîtra *in extenso* au Bulletin.

M. *le Secrétaire* expose, enfin, combien il conviendrait, suivant lui, de créer un Comité de l'Enseignement professionnel et de

l'apprentissage, — à côté de ces Comités de placement et des Patronages, des accidents de fabrique et judiciaire dont les travaux viennent d'être successivement présentés à la réunion. — Notre Société se trouverait ainsi à même d'étudier, par chacun de ses Comités, les moyens les plus propres à satisfaire d'une manière avantageuse aux quatre besoins primordiaux de l'enfance ouvrière : éducation professionnelle; — tutelle dans l'apprentissage; — sécurité dans le travail; — défense en cas de préjudice.

M. le Secrétaire termine en appelant l'attention de la réunion sur la convenance de doter chacun des quatre Comités d'une somme suffisante pour assurer son fonctionnement régulier; et une discussion s'engage sur les deux questions soulevées : l'opportunité de la création d'un Comité d'enseignement et d'une dotation à chacun des Comités.

M. *Périssé* expose tout d'abord, à propos du Comité d'enseignement, l'état de la question de l'enseignement professionnel, dont le Gouvernement se préoccupe très vivement en ce moment et qu'il lui a été donné de constater tout spécialement, puisqu'il est inspecteur de l'enseignement technique.

Il indique, avec sa haute compétence, les besoins de l'industrie à cet égard; et il montre combien ont été précaires les solutions que l'on a trouvées jusqu'ici.

Il rappelle les écoles manuelles d'apprentissage, les écoles primaires supérieures, où l'enseignement théorique tient plus de place que la pratique du métier, absolument à l'inverse de ce qui devrait être.

Il fait part enfin à la réunion que l'inspection de l'enseignement technique, qui a poursuivi une large enquête sur cette question sur toute l'étendue du territoire, a déposé ses rapports et que le Gouvernement ne tardera pas à présenter un projet d'organisation à cet égard; qu'il convient donc d'ajourner jusque-là la constitution de notre Comité.

M. le *Président* réplique qu'on est unanime à reconnaître que l'école professionnelle, telle qu'elle existe actuellement, ne donne pas d'ouvriers; mais ce doit être une raison de plus de rechercher les moyens de suppléer à l'apprentissage par l'atelier qui dépérit chaque jour davantage, comme nous n'avons que trop d'occasions de le constater.

La constitution d'un Comité d'enseignement professionnel et d'apprentissage est, par suite, admise en principe par la réunion.

Quant à la question d'une dotation à chaque Comité de nature à assurer leur fonctionnement normal, elle est réservée jusqu'après examen par le Conseil d'administration.

M. *Is. Roche* demande alors que les dépenses du Comité de placement et du fonds de secours soient approuvées.

M. *le Président* met aux voix cette approbation que la réunion accorde à l'unanimité.

M. *le Président* remercie enfin les membres présents de leur bienveillante attention et de leur intervention éclairée dans la discussion.

La séance est levée à 10 heures 1/4.

Le Secrétaire de la Société,
LÉON DURASSIER.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(Comptes rendus de leurs travaux.)

COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du 9 juin 1890.

Présidence de M. F.-A. Hélie, Président honoraire.

Présents : MM. L. Durassier, F.-A. Hélie, Tournier.

MM. J. Desclosières, Froger de Mauny, Louiche-Defontaine, Tomy-Martin s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. L. Durassier dépose sur le bureau le texte de la loi belge du 13 décembre 1889, concernant le *Travail des femmes, des adolescents ou des enfants, dans les établissements industriels*.

Il en signale notamment les articles 5, 9 et 17 et fait remarquer qu'elle renferme certaines mesures de protection, même pour la femme adulte; mais que, moins rigoureuse que notre loi du 19 mai 1874, elle n'interdit l'emploi, dans les travaux souterrains des mines, des filles et des femmes qu'autant que celles-ci sont âgées de moins de 21 ans (article 9).

On y doit noter également une disposition pénale qui atteint les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille contrairement aux prescriptions de la loi.

Ce partage de la responsabilité entre les parents et les patrons répond à une idée équitable qui mériterait de trouver place dans toutes les législations sur la matière.

Le Comité décide qu'il étudiera cette loi dans sa prochaine séance.

M. le *Président*, à propos de la prochaine fête des récompenses, exprime le regret qu'aucune présentation n'ait été faite pour le prix de l'*OEuvre de l'Assistance judiciaire*. Bien que le concours des hommes de loi ne manque jamais aux protégés de la Société, quand ils en ont besoin, il serait à désirer que, parmi les premiers, quelques-uns se missent en rapport habituel avec le Comité judiciaire pour activer les affaires dont peuvent être saisis les Tribunaux.

Si leur désintéressement ne les fait pas aspirer aux récompenses, celles-ci, du moins, auraient l'avantage de les désigner plus particulièrement aux familles des jeunes ouvriers qui trouveraient auprès d'eux, le cas échéant, des conseils plus prompts et plus efficaces.

Un appel dans ce sens sera fait aux membres du jeune Barreau.

La prochaine séance sera fixée au lundi 21 juillet à 2 h. 1/2 après-midi.

Le Secrétaire du Comité,
Félix TOURNIER.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Séance du 12 mai 1890.

Présidence de M. *Leon Appert*, président du Comité.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents : MM. *Léon Appert*, *Albert Chaufston*, *Léon Durasier*, *Fr. Froment Meurice*, *Edouard Gruner*, *Rod. Kæchlin-Engel*, *Gaston le Bel*, *Pierre Mahler*, le D^r *Ernest Thomas*, *Félix Tournier*.

M. *Sylvain Périssé*, absent de Paris, s'est fait excuser.

M. le *Président* témoigne le désir qu'un membre du Comité soit délégué à l'Exposition des appareils de préservation des acci-

dents qui va s'ouvrir prochainement à Amsterdam sous le patronage de la reine; et que le Comité soit mis ainsi au courant de questions de son ressort pouvant devenir le point de départ d'études spéciales à publier au Bulletin.

Et le budget particulier du Comité ne lui permettant pas de faire seul les frais de cette mission, M. le Président offre, si son désir paraît justifié, de demander à la prochaine réunion de la Société un crédit suffisant à prendre sur les ressources générales.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. *Durassier* insistant sur le triple intérêt qu'il y aurait pour l'enfant, pour la famille et pour l'industrie à ce que les conditions d'hygiène et de sécurité des ateliers devinssent telles, que loin d'être obligé d'apporter des restrictions nouvelles à l'emploi des enfants ou filles mineures dans les industries dangereuses, il fût au contraire possible au législateur de diminuer celles déjà fixées à cet égard, demande au Comité de voter l'acquisition de vingt et un exemplaires de l'admirable collection des appareils et dispositifs préconisés par l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents du travail.

Ces exemplaires seraient distribués aux inspecteurs du travail dans l'industrie pour lesquels ils seraient une source précieuse de renseignements qui leur permettrait la vulgarisation des moyens propres à accroître la sécurité et l'hygiène des ateliers. Ils accompliraient par là une œuvre éminemment utile et pour laquelle ils semblent tout spécialement désignés.

M. *Gruner* se met à la disposition du Comité pour intercéder auprès de M. Engel-Gros, président de l'Association de Mulhouse, afin d'obtenir gratuitement tout ou partie de ces albums (1).

M. *Thomas* soumet à l'examen du Comité les propositions qu'il a reçues pour les prix à décerner en 1890.

Après discussion et votes, différentes médailles sont accordées dont la proclamation et la remise seront faites en Sorbonne à la prochaine fête des récompenses le dimanche 29 juin 1890.

(1) M. Gruner a fait la démarche auprès de M. Engel-Gros qui nous a donné les vingt et un albums et nous allons les distribuer en son nom et au nom de notre Société aux vingt et un inspecteurs divisionnaires du travail dans l'industrie.

M. *Durassier* demande alors au Comité d'attribuer deux de ses prix à MM. Reumaux, ingénieur en chef des mines de Lens, et Mathet, ingénieur en chef des houillères de Blanzky.

Ces deux ingénieurs ont très largement accru l'hygiène et la sécurité du travail dans chacune de leurs importantes exploitations : M. Reumaux par des appareils de sécurité dans le service des puits d'extraction : évite-molettes, clichage conjugué du jour et du fond, etc., etc. ; M. Mathet par l'emploi de l'air comprimé aux divers travaux intérieurs : traçage, abattage et ventilation secondaire.

De cet emploi de l'air comprimé à Blanzky, est résulté un tel accroissement de sécurité dans les chantiers que, depuis qu'il est pratiqué, on n'a plus eu à déplorer, dans cette mine grisouteuse, de ces explosions terribles par lesquelles elle était autrefois tristement célèbre.

Et ce résultat paraît bien dû à l'usage général de l'air comprimé, à l'emploi à l'intérieur de la mine, d'une force particulièrement bien appropriée à l'industrie et à ses conditions spéciales. L'air comprimé permet, en effet, un aérage secondaire très efficace, grâce auquel le grisou est noyé dans une telle masse d'air, dans les culs-de-sac des galeries de traçage, qu'il n'est plus sensible à la lampe. Il permet, de plus, l'abattage au coin à grande pression et supprime l'emploi des explosifs toujours susceptibles d'enflammer un mélange détonant.

Enfin, dans des cas d'éboulement, bien des asphyxies ont été évitées grâce à ce que les petits ventilateurs ont permis d'envoyer de l'air frais aux victimes par les tuyaux d'aérage engagés.

Un meilleur aérage au front de taille, c'est aussi un abaissement de température dans la mine ; de meilleures conditions du travail ordinaire.

M. Mathet a donc réalisé dans sa mine des conditions d'hygiène et de sécurité toutes particulières. Cet exemple doit être récompensé par notre Comité des accidents, parce qu'il témoigne qu'on peut réaliser dans les mines des conditions de travail telles que celui des enfants n'ait plus besoin d'y être soumis à des restrictions nouvelles. Et c'est très important pour eux d'abord, qui ne sauraient être habitués trop tôt au travail, et pour leurs familles qui ont besoin de leur salaire, ensuite ; et enfin pour l'industrie des mines elle-même.

Le grand obstacle au développement de notre production houil-

lère inférieure d'un tiers à nos besoins (ce qui constitue un véritable péril national), c'est, en effet, l'insuffisance du personnel ouvrier.

Et les restrictions au travail des enfants dans les mines sont très graves à cet égard, en ce qu'elles diminuent l'importance du personnel dans le présent et compromettent non seulement son accroissement, mais même son recrutement dans l'avenir.

Il faut donc que l'industrie des mines devienne moins pénible et moins dangereuse.

Il faut donc que les exemples donnés par MM. Reumaux et Mathet soient récompensés pour qu'on soit incité à les suivre; — et que l'enfant puisse entrer dans la mine comme dans toute autre industrie; que, par là, le personnel actuel de nos exploitations soit accru et son recrutement assuré, et qu'en raison de cet accroissement nos gîtes minéraux soient plus complètement exploités au grand profit de la richesse nationale et de la sécurité de l'État.

Les prix demandés, mis aux voix, sont accordés à l'unanimité.

M. *Mahler* rappelle que, dans le même ordre d'idée, M. *Fayol*, directeur général des mines de Commentry-Fourchambault, a rendu des services signalés. C'est à lui que l'industrie des mines doit l'invention d'un appareil qui permet aux ouvriers de circuler dans les milieux irrespirables. C'est lui qui a le premier appliqué, d'une façon rationnelle, la méthode dite de « l'embouage » pour mettre à l'abri des incendies les chantiers d'exploitation. A tous ces titres, M. *Fayol* est digne de toute la reconnaissance de notre Société.

Un prix du Comité est également décerné à M. *Fayol*.

M. *Gruner* donne lecture d'une étude qu'il a faite d'un appareil présenté par M. *Valant*, inspecteur divisionnaire du travail à Caen.

Cet appareil dû à M. *Hommet*, régisseur de l'usine de la Société des bois de Normandie à Lisieux, a pour but de réaliser l'arrêt rapide, après débrayage, de la scie circulaire. On sait, en effet, que les ouvriers n'hésitent pas à se servir de la paume de la main comme d'un frein pour arrêter les scies qui continuent à tourner même après débrayage. Dans le travail des bois résineux le danger de cette manœuvre est réel, car la main peut être entraînée par la scie.

M. Hommet préconise l'installation d'un levier coudé oscillant dans le plan de la fourchette de débrayage et terminé d'un côté par un coulisseau dans lequel se meut un axe fixé sur la fourchette de débrayage et muni à l'autre extrémité d'un sabot en bois qui vient s'appliquer contre la jante de la poulie fixe. Par le même mouvement qui fait passer la courroie sur la poulie folle, un frein vient s'appliquer sur la poulie fixe et la scie est immobilisée.

Cet appareil est ingénieux, peu coûteux, mais il n'y a pas là une idée absolument nouvelle. Dans l'album publié par la Société de Mulhouse (édition 1889, page 51, pl. XXV) nous trouvons une disposition analogue dans un type de scie circulaire Dollfus-Mieg et C^{ie}. Nous connaissons également une machine à mortaiser sur laquelle la même idée est réalisée depuis plus de trente ans. Quoi qu'il en soit, M. Hommet a fait une application simple et pratique dont la Société lui est reconnaissante.

M. P. Mahler lit une note sur une disposition pour arrêt rapide des transmissions d'un atelier par action sur le moteur central. Cette disposition est décrite dans le Bulletin de la Société des Industriels de France contre les accidents.

L'auteur propose de réaliser par la traction d'un cordon de manœuvre qui parcourt l'atelier les deux conditions suivantes : fermeture de la vapeur, enrayage du volant. La fermeture de la vapeur se conçoit aisément, mais le frein mérite quelques détails.

C'est la pesanteur qui agit comme ressort.

Deux leviers inégaux oscillent autour d'un axe horizontal. L'un porte le sabot du frein, l'autre est muni d'un contrepoids. Pendant la marche ce contrepoids est soutenu par un verrou qui s'efface lorsqu'on tire le cordon de manœuvre. Le petit levier vient alors s'appliquer contre la jante du volant pour faire l'arrêt. C'est une nouvelle solution d'une question qui a préoccupé les ingénieurs et qu'ils ont d'ailleurs facilement résolue suivant les différentes industries et les exigences diverses des ateliers. Les freins à vapeur, les mécanismes hydrauliques, l'électricité, etc. offrent une quantité de solutions analogues.

M. Albert Chauflon propose au Comité de remettre à une date ultérieure la discussion de la loi sur les accidents déjà votée par le Sénat.

M. le Président lève la séance en fixant la prochaine réunion au lundi 28 juillet, à 3 heures.

ORDRE DU JOUR

Discussion de la loi sur les accidents.

Préparation du programme des prix à décerner en 1892.

Le Secrétaire du Comité,

D^r E. THOMAS.

ANNEXE

APPAREILS DE SÉCURITÉ

IMAGINÉS PAR M. REUMAUX, INGÉNIEUR EN CHEF DES MINES DE LENS,
POUR LE SERVICE DES PUIITS D'EXTRACTION

Les appareils de sécurité imaginés par M. Reumaux réalisent :
1^o l'arrêt automatique de la machine d'extraction ; 2^o le serrage
automatique du frein ; 3^o l'enclenchement des taquets et signaux.

Ces appareils figuraient l'année dernière au Palais des Machines
dans l'exposition de la Compagnie des mines de Lens.

Pour l'arrêt automatique des machines d'extraction et pour le
serrage automatique du frein de ces machines, on avait spécia-
lement sous les yeux les appareils employés dans celles fonction-
nant par l'air comprimé. Car c'est un point à noter, que l'air
comprimé est largement employé aux mines de Lens, comme il
l'est aux mines de Blauzy, dans lesquelles il a apporté une somme
immense de sécurité pour les travaux intérieurs, ainsi que nous
nous efforcerons de le montrer plus loin ; en sorte que ce fluide
apparaît comme l'un des mieux appropriés à l'industrie des mines.

Les inventions de M. Reumaux reposent sur ce principe qu'un
appareil n'est vraiment de sûreté que s'il fait partie intégrante
du fonctionnement normal de la machine ; en raison de cette
opinion que l'on ne saurait être assuré qu'il agira, en cas d'évé-
nements, que s'il est mis, chaque jour et constamment, en action
en marche régulière.

Et, partant de là, cet ingénieur distingué a résolu de la manière
suivante les problèmes qu'il s'était posés :

1° *Arrêt automatique de la machine d'extraction.* — Dans les machines actionnées par l'air, cet arrêt est ainsi réalisé :

Sur la conduite d'air comprimé et contre le modérateur est disposé un cylindre, dans lequel se meut un piston double, dont l'un fait l'office d'obturateur; en marche normale, les deux faces de piston sont en communication avec l'air comprimé par deux tuyères de petite section, orientées de façon que le courant d'air comprimé ait pour effet de maintenir les pistons au repos. Aux deux extrémités du cylindre se trouvent des soupapes, grâce auxquelles on peut mettre alternativement les deux faces du piston double en communication avec l'atmosphère.

Lorsqu'une cage arrive à quelques mètres de la surface, un mécanisme spécial soulève, pendant un court instant, l'une des soupapes; l'air comprimé renfermé s'échappe, le piston obturateur prend vivement la position fermée, étrangle l'arrivée d'air comprimé, de manière à réduire la pression dans les cylindres de la machine d'extraction à la valeur strictement nécessaire, pour empêcher la cage chargée de redescendre dans le puits; une vis permet de régler une fois pour toutes l'étranglement approprié à chaque machine.

Le mécanicien, sans se préoccuper du nouvel appareil dont il peut ignorer l'existence, ferme, comme d'habitude, son modérateur; le levier, qu'il manœuvre à cet effet, ouvre l'autre soupape du petit cylindre; l'air comprimé, renfermé dans l'autre espace, s'échappe à l'instant et le piston obturateur reprend sa position ouverte qu'il conserve jusqu'à l'ascension de la cage suivante.

Mais si, par inadvertance, le mécanicien oublie de fermer le modérateur, l'obturateur reste fermé, la machine d'extraction s'arrête et aucun accident n'est à craindre.

L'appareil, fonctionnant à chaque ascension de cage, est toujours en état de service; et le mécanicien ne connaît son existence que par les indications d'un manomètre, grâce auxquelles il peut s'assurer de son bon fonctionnement.

2° *Serrage automatique du frein.* — La conduite, qui réunit les réservoirs de la surface au moteur souterrain, est exposée à être brisée subitement.

Le mécanicien inattentif peut enlever la cage au-dessus de la recette supérieure.

Dans l'un et l'autre cas, un malheur est à redouter, si le serrage du frein n'est pas automatique.

C'est encore en utilisant la brusque dépression créée sur l'une des faces d'un piston, soit par la rupture même de la conduite, soit par la levée mécanique d'une soupape, que l'on a pu obtenir le serrage automatique du frein.

La face inférieure d'un piston, enfermé dans un cylindre alésé, est en communication habituelle avec l'air comprimé qui alimente la machine, tandis que la face supérieure du même piston reçoit aussi la pression du fluide, mais par l'intermédiaire d'un réservoir de faible capacité que l'air traverse, en soulevant, pour y entrer, une soupape de retenue. En marche normale, le piston est donc en équilibre; mais que la conduite principale vienne à se rompre ou que la soupape, qui met la face inférieure du piston en communication avec l'atmosphère, vienne à être levée, la pression disparaît brusquement, tandis que, grâce au réservoir d'air, d'où le fluide retenu par la soupape ne peut s'échapper, le piston reçoit la pression de l'air comprimé sur sa face supérieure, s'abaisse et serre le frein.

3° *Enclenchement des taquets et signaux.* — L'appareil appliqué successivement dans tous les sièges de la Société des mines de Lens a pour objet d'établir une certaine solidarité entre les signaux, d'une part, et les manœuvres d'ouverture et de fermeture des taquets ou barrières de plan incliné, d'autre part.

Si le mécanicien, croyant avoir entendu le signal du départ, soulève, par erreur, la cage au moment de l'entrée du personnel, les plus graves accidents peuvent se produire.

Éviter tout départ anticipé de la cage, tel est le but du système d'enclenchement appliqué.

Le dispositif est de la plus grande simplicité: c'est le cordon de la sonnerie qui tire le verrou enclencheur, de façon que les taquets sont condamnés jusqu'à ce que le signal soit donné.

Et pour éviter tout oubli, toute cause d'erreur, le même mécanisme enclenche les barrières du fond, de telle sorte que les taquets ne sont libres que lorsque les barrières sont condamnées, et réciproquement.

Les appareils et dispositifs de M. Reumaux que nous venons de passer en revue suppléent, donc, à un manque d'attention du mécanicien ou à la rupture d'une conduite d'air comprimé et sont, par suite, de nature à éviter la presque totalité des accidents susceptibles de se produire dans les puits d'extraction. Or, aujourd'hui, la majeure partie des ouvriers mineurs se rendent à leur

travail souterrain par les cages et non plus par échelles, fahrkunst, etc. ; une sécurité inappréciable pour le personnel des mines résulte donc de leur emploi, et c'est à ce titre qu'il nous a paru particulièrement intéressant de les faire connaître à notre Société.

LÉON DURASSIER,
Ingénieur civil des Mines.

L'AIR COMPRIMÉ

APPLIQUÉ AUX TRAVAUX INTÉRIEURS DES MINES DE BLANZY

Par M. MATHET, ingénieur en chef de cette exploitation

L'introduction de l'air comprimé dans les mines, son application aux travaux du fond : traçage, abatage, ventilation secondaire, etc., procure tous les avantages que l'on recueille d'ordinaire en industrie de l'emploi d'engins mécaniques actionnés par une force motrice inanimée : vent, eau, vapeur, etc.

La puissance de production est augmentée et la condition du travailleur est améliorée. Il gagne plus et il a moins de mal. Son salaire s'accroît avec la production et il agit de plus en plus par son intelligence et de moins en moins par ses bras.

De plus, l'exploitation du gîte étant plus rapide, la richesse minérale est mieux utilisée et mieux sauvegardée, les dangers d'éboulements et d'incendies étant moins grands.

Par l'emploi de cette force à l'intérieur il n'est pas jusqu'aux vieux principes d'exploitation souterraine qui ne soient heureusement modifiés. Avec l'air comprimé il n'est plus nécessaire que tout descende, on peut exploiter en vallée, la durée des galeries de roulage est, par suite, doublée; de plus, les postes au remblai et au charbon peuvent être simultanés et le travail de nuit être supprimé; enfin, par le mouvement simultané du remblai et du charbon dans le puits d'extraction, les charges étant équilibrées, la vitesse de la machine peut être accrue et l'outillage être mieux utilisé.

De toutes les forces motrices inanimées, susceptibles d'être employées dans les mines, l'air comprimé est d'ailleurs la mieux appropriée; la vapeur ayant le très grand inconvénient d'élever la température dans un milieu où il convient surtout de l'abaisser, et l'électricité n'ayant pas encore fait ses preuves, ni de constance ni d'innocuité.

Mais c'est surtout dans les mines grisouteuses que l'air comprimé

vient rendre les plus grands services en y créant une sécurité qu'aucun autre moyen ne saurait procurer à un degré égal.

Il permet, en effet, l'abatage par coins à grande pression et par conséquent la suppression de l'emploi des explosifs.

Il permet, enfin et surtout, un très bon aérage secondaire ou complémentaire de nature à réduire dans un très large mesure les chances d'explosion.

Dans l'aérage d'une mine il faut distinguer, en effet, deux divisions bien différentes :

1° L'aérage général ou de l'ensemble des travaux ;

2° L'aérage complémentaire ou secondaire ou du détail des chantiers.

Aérage général.

L'aérage général est subordonné à la puissance de dégagement du grisou, à la production journalière en charbon, au nombre d'ouvriers occupés au fond, à la méthode d'exploitation usitée et à divers autres causes locales.

La science et la pratique indiquent que le volume d'air extrait à l'orifice des puits d'aérage doit être par seconde de 30 à 50 litres par ouvrier et de 50 à 100 litres par tonne extraite ; mais à la condition expresse que cela suffise pour que le grisou ne soit plus sensible à la lampe, pour qu'il n'atteigne plus par conséquent que 2 à 3 0/0 du volume d'air circulant dans les chantiers. Cet aérage général est assuré par les grands ventilateurs installés à la surface.

Mais il ne suffit pas de faire parcourir la mine dans son ensemble par le volume d'air voulu ; il faut encore que chaque chantier, les plus proches des grands courants de circulation comme les plus éloignés, les culs-de-sac de traçage comme les tailles en rabattage, reçoivent la quantité d'air nécessaire. Et c'est cette distribution d'air dans les derniers recoins que l'air comprimé permet merveilleusement par l'emploi des ventilateurs portatifs ; ce qui est d'une extrême importance, car il ne paraît pas téméraire d'affirmer que sur dix explosions, il y en a au moins neuf qui ont eu leur point de départ aux avancements les plus reculés ou dans les travaux de préparation de nouveaux quartiers.

Et encore bien que le mineur ait des moyens divers d'aérer ces points extrêmes, il n'en est pas qui paraissent aussi efficaces que les petits ventilateurs portatifs dont l'air comprimé permet l'emploi.

Aérage secondaire. — Ventilateurs portatifs mus par l'air comprimé.

Quand l'aérage secondaire est opéré par petits ventilateurs portatifs mus par l'air comprimé, il n'y a en effet à redouter aucun danger pouvant résulter de leur emploi, ni aucune gêne qui soit apportée par eux à la circulation du courant d'air général.

1^o Danger résultant de l'appareil. — Le petit ventilateur mù par l'air comprimé ne saurait, en effet, constituer un danger que s'il s'arrête brusquement par suite de la rupture d'une pièce ou si sa marche se ralentit par le fait d'une baisse dans la pression de l'air.

Dans ces deux cas, les seuls qui peuvent se présenter, les ouvriers occupés aux avancements sont également prévenus du danger par la cessation ou simplement par la diminution graduelle du bruit que le ventilateur fait en tournant, les canards métalliques qui servent à conduire l'air aux avancements transmettent en même temps le son. L'ouvrier peut donc pourvoir, immédiatement, au défaut ou à l'insuffisance de l'aérage.

Dans le cas, au contraire, où les chantiers ne sont aérés que par une dérivation du courant principal au moyen d'une porte, aucun phénomène palpable ne vient avertir l'ouvrier que la ventilation a cessé, la porte étant restée ouverte : et il continue à travailler, sans se douter que le grisou l'envahit.

2^o Gêne pouvant être apportée au courant d'air principal. — Loin que le petit ventilateur mù par l'air comprimé apporte une gêne au courant d'air principal, il le favorise au contraire; puisqu'il crée une légère dépression supplémentaire dans la galerie où il prend l'air qu'il envoie aux avancements.

Enfin avec les petits ventilateurs, non seulement on est assuré d'avoir aux chantiers de 1000 à 1500 litres d'air par seconde, ce qui est généralement loin d'être obtenu avec des canards ou une gaine, et ce qui est très largement suffisant pour diluer de fortes proportions de grisou et aussi pour rafraîchir les surfaces et permettre à l'ouvrier d'obtenir le maximum de son effet utile; mais encore la force motrice employée apporte en se détendant une fraction d'air frais et respirable qui n'est pas à dédaigner.

A tous les points de vue l'emploi de l'air comprimé dans les mines, et particulièrement dans les mines grisouteuses, représente donc un immense progrès; et les grands exploitants, comme

MM. Jules Chagot et C^{ie}, qui s'imposent les sacrifices pécuniaires que nécessite son application générale, de même que les ingénieurs de premier ordre comme M. Mathet qui la réalisent avec succès, méritent la reconnaissance de tous ceux qui estiment que les efforts les plus louables sont ceux qui tendent à améliorer le sort du travailleur et à sauvegarder son existence par tous les moyens que la science et la pratique mettent à la disposition de la prévoyance humaine.

LÉON DURASSIER,

Ingénieur civil des Mines.

RAPPORT

SUR UNE PROPOSITION DE M. VALANT, INSPECTEUR DIVISIONNAIRE

A CAEN

M. L. Valant, inspecteur divisionnaire du travail à Caen, a signalé par une lettre, en date du 22 mars 1890, un dispositif inventé par M. Hommet, régisseur de l'usine de la Société des Bois de Normandie, à Lisieux, et appliqué par lui aux scies circulaires fonctionnant dans cet établissement. Il a envoyé à l'appui de sa lettre une description sommaire avec croquis de l'appareil.

Ce dispositif a pour but de réaliser l'arrêt rapide, après débrayage, de la scie circulaire, sans qu'il en résulte aucun danger pour l'ouvrier.

Lancée à grande vitesse, la scie circulaire continue à tourner un temps assez long après débrayage : de là perte de temps pour l'ouvrier. Celui-ci, nous dit M. Valant, n'hésite pas à appliquer la paume de sa main contre le disque de la scie et à lui faire jouer le rôle de frein.

Il y a là une pratique évidemment dangereuse, qui doit être absolument prohibée par les règlements d'ateliers, quelle que soit l'essence de bois travaillée ; car si le danger est beaucoup aggravé par le travail des bois résineux, il ne peut en aucun cas être considéré comme nul ou négligeable.

Mais il ne suffit pas de prohiber une pratique fâcheuse, il faut enlever même à l'ouvrier la tentation de la suivre, en lui fournissant le moyen de réaliser sans danger cette économie de temps.

Le but poursuivi par M. Hommet est donc des plus louables, et le dispositif qu'il a adopté semble simple, peu coûteux et sûr.

Un levier coudé qui oscille dans le plan où se meut la fourchette de débrayage, est terminé à l'une de ses extrémités par un coulisseau dans lequel se meut un axe fixé sur la fourchette de débrayage; l'autre bras se termine par un sabot en bois qui vient s'appliquer contre la jante de la poulie fixe au moment même où la courroie l'abandonne pour passer sur la poulie folle.

L'idée que réalise très simplement M. Hommet n'est pas nouvelle. Nous la trouvons représentée, sous une forme un peu différente, dans un type de scie circulaire Dollfus-Mieg et C^{ie}, décrit dans la collection des dispositions et appareils destinés à éviter les accidents des machines, publiée par la Société de Mulhouse (édition 1889, p. 51, pl. XXV).

Nous pourrions citer aussi un établissement où cette même idée est réalisée depuis près de trente ans sur les machines à morlaiser.

Nous ne croyons donc pas qu'il soit possible de considérer M. Hommet comme un inventeur et de le récompenser comme tel. Mais l'application simple et pratique qu'il a su faire d'un principe connu, a une importance réelle au point de vue de la prévention des accidents.

Nous pensons donc que la Société pourrait remercier M. Valant de son intéressante communication et remettre à M. Hommet une médaille de bronze.

Paris, 9 mai 1890.

L. GRUNER,

Ingénieur civil des Mines.

NOTE SUR UNE DISPOSITION POUR L'ARRÊT RAPIDE DES TRANSMISSIONS

L'appareil, dont le Comité des Accidents m'a confié l'examen, est destiné à précipiter, en cas de péril, l'arrêt d'une machine à vapeur et des arbres qu'elle commande.

Plusieurs industriels ont depuis longtemps installé des débrayages qui permettent d'immobiliser, au besoin, un outil dangereux. Mais, ils ne se sont généralement pas préoccupés de créer des moyens rapides d'action sur le moteur même des ateliers. La question est cependant digne d'intérêt. N'a-t-on pas vu, entraîné

par une courroie ou un câble, des ouvriers que le prompt arrêt de la machine aurait sauvés d'une cruelle mutilation ?

L'appareil, décrit dans le Bulletin de la Société contre les accidents du travail (1889, n° 2), a pour but de répondre à ce desideratum.

En vue d'anéantir rapidement la force vive d'un moteur, l'auteur du projet propose la fermeture instantanée de l'admission de vapeur, l'enrayage du volant, grâce à l'action d'un frein énergétique, dans les limites imposées par la prudence, enfin la faculté précieuse de produire ces effets du point, souvent éloigné, où la catastrophe est imminente.

Le système étudié réalise ce programme comme il suit :

Un cordon de manœuvre règne à travers les ateliers. Au moment de l'alerte, le premier venu tire le cordon, en relation avec la valve de vapeur et avec le déclenchement d'un frein. Le frein est fort simple et c'est la pesanteur, comme un ressort toujours prêt à se détendre, qui est chargée de le serrer.

Deux leviers inégaux oscillent autour d'un axe horizontal. L'un porte le sabot du frein, l'autre beaucoup plus long est alourdi par un poids. Exerce-t-on une traction sur le cordon de manœuvre ? Aussitôt s'efface un verrou qui ordinairement maintient relevé le grand bras. Celui-ci, devenu libre alors, tombe, tandis que le petit levier, plus léger, se soulève et applique le sabot à la jante du volant.

Tels sont les traits caractéristiques du système. Je me borne là, parce qu'une sanction suffisante de la pratique lui manque encore. Je le signale toutefois parce qu'il est ingénieux et parce que le programme, que l'on s'est proposé de résoudre, mérite d'attirer l'attention des ingénieurs. Le problème, d'ailleurs, est de ceux dont ils viennent facilement à bout. Les freins à vapeur, très aisés à installer dans des conditions convenables, les mécanismes hydrauliques, l'électricité, etc., offrent quantités de solutions.

P. MAHLER,

Ingénieur civil des Mines.

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

RAPPORT SUR L'EXERCICE 1889

Présenté par M. ROCHE, *Vice-Président* du Comité.

MESSIEURS,

Votre Comité de placement des apprentis a tenu ses séances en 1889 comme dans les douze années précédentes.

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous les résultats comparatifs obtenus dans le cours de ces treize exercices.

	en 1877	en 1878	en 1879	en 1880	en 1881	en 1882	en 1883	en 1884	en 1885	en 1886	en 1887	en 1888	en 1889
Demandes d'apprentis par les patrons	249	353	287	422	401	401	218	179	150	122	121	174	201
Demandes de places par les familles.	336	224	169	136	96	112	209	164	184	176	193	297	227
Nombre d'enfants placés avec ou sans contrats.	60	104	88	98	62	64	71	52	63	54	83	79	61
Nombre de contrats résiliés	14	19	37	42	39	22	31	41	29	40	35	33	33
Nombre d'enfants dont le contrat a été terminé dans de bonnes conditions			3	22	20	35	27	25	28	26	21	15	12
Nombre des enfants restés sous la surveillance de la Société au 31 décembre de chaque année.	32	89	127	142	130	126	134	118	110	90	96	105	112
Nombre des enfants placés avec contrat pendant l'exercice	46	76	78	79	47	52	66	50	49	43	62	59	53

Nous donnons ci-dessous, et dans la forme ordinaire, trois tableaux présentant :

- 1^o Les professions offertes par les patrons ;
- 2^o Le nombre d'enfants, filles ou garçons demandés ;
- 3^o Les conditions offertes par les patrons.

Le deuxième, 1° le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons;

2° Les conditions demandées par les familles.

Le troisième, les conditions acceptées par les familles pour filles ou garçons placés avec contrat.

TABLEAU N° 1

Demandes d'enfants faites par les patrons avec les conditions offertes par eux pour filles ou garçons.

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
Instruments de chirurgie.	1		1	1	3						3
Couturière robes manteaux						6		4	7	17	17
Polisseuse en bijoux.							1	1		2	2
Blanchisseuse.						3		1		4	4
Graveur ciseleur			2		2						2
Fabrique d'étuis de pipes.			4		4						4
Pâtissier	8				8						8
Monteur en bronze			1		1						1
Optique oculaire				1	1						1
Dentiste mécanicien.			1		1						1
Chaudronnier étameur.	2		1		3						3
Entrepreneur de maçonnerie.			1		1						1
Dessins pour bijoux en cheveux						2				2	2
Gainier.			3		3						3
Lingerie fine						3		1		4	4
<i>A reporter.</i>	11		14	2	27	14	1	7	7	29	56

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	11		14	2	27	14	1	7	7	29	56
Gilette						2		2		4	4
Bijoutier en or	2	3	11		16						16
Lithographie, autogra- phie			1		1						1
Tourneur en cuivre . .	4				4						4
Culottière							1			1	1
Relieur			1		1						1
Bijoux en nickel	1		1		2						2
Serrurier			3		3						3
Sellier harnacheur . . .			3		3						3
Armures, repoussage .			1		1						1
Polisseuse en joaillerie.								3		3	3
Métreur vérificateur . .			1		1					3	1
Modes fantaisie						1		2		3	3
Brunisseuse en bijoux.						1		3		4	4
Monteur de vitraux . .			3		3						3
Brunisseuse de couverts						8	1	2		11	11
Orfèvre	1		4		5						5
Fleurs pour modistes .								2		2	2
Rhabillage de boîtes de montre	3				3						3
Cartonnage			4		4			1		1	5
Imprimeur typographe.			1		1						1
Tabletier ivoire			2		2						2
Tourneur en bois	1		2		3						3
Confections pour dames						1				1	1
Peintre en bâtiments .	1				1						1
Fourreur			1		1						1
Ébéniste	3		1		4						4
Doreur sur bois			3		3			1		1	4
Modiste pour deuil . .								2		2	2
<i>A reporter.</i>	27	3	57	2	89	27	3	23	7	62	151

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	27	3	57	2	89	27	3	23	7	62	151
Implanteuse de che- veux.								1		1	1
Sculpteur sur bois. . .	1				1					1	1
Tailleur		1			1		1			1	2
Papetier relieur. . . .			1		1						1
Commerce, écritures. .			3		3	1				1	4
Reperceuse en bijoux .						4		1		5	5
Encadreur			1		1						1
Corsetière						2	1			3	3
Armes blanches. . . .	1				1						1
Jouets d'enfants. . . .	1				1						1
Tapisserie broderies . .								2		2	2
Ferblantier			1		1						1
Horloger	2		2		4						4
Sertisseur				1	1						1
Graveur sur acier. . . .				1	1						1
Mécanique de précision			2		2						2
Graveur à l'eau-forte. .				2	2						2
Relieur doreur			1		1						1
Bijoutier joaillier . . .	1		2		3						3
Imprimeur lithographe.			4		4						4
Ciseleur en bronze . . .				1	1						1
Coloriste						1				1	1
Monture d'éventails . .						1		1		2	2
Gravure de lettres pour bijoux			1		1						1
	33	4	75	7	119	36	5	30	7	78	197

TABLEAU N° 2

Demandes faites par les familles avec conditions demandées.

CONDITIONS DEMANDÉES PAR LES FAMILLES	GARÇONS	POUR CENT DES DEMANDES DE GARÇONS	FILLES	POUR CENT DES DEMANDES DE FILLES
Couchés nourris	80	47.90	49	81.67
Nourris seulement	8	4.79	1	1.67
Rétribués	72	43.11	8	13.33
Avec gratifications	7	4.20	2	3.33
	167	100.00	60	100.00
	Garçons		167	
Nombre des enfants présentés et inscrits . .			227	

TABLEAU N° 3

Enfants placés avec contrats et conditions adoptées.

CONDITIONS ADOPTÉES	GARÇONS	FILLES	TOTAL
Couchés nourris.	18	15	33
Nourris seulement.	2		2
Rétribués.	17		17
Avec gratifications progressives. . .		1	1
	37	16	53
Enfants placés sans contrat, mais sous la surveillance de la Société.			8
Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat.			14
Enfants dont le contrat a dû être résilié, ou renvoyés.			33
Enfants dont le contrat a été terminé.			12
Enfants restant en apprentissage au 31 décembre. . .			112

L'examen de ces tableaux donne les résultats suivants :

En 1889, 172 patrons représentant 71 états, ont demandé à la Société 201 enfants comme apprentis : 123 garçons et 78 filles.

C'est un plus grand nombre de patrons représentant un plus grand nombre d'états, demandant un plus grand nombre d'enfants que dans les cinq dernières années.

Pendant le même exercice de 1889, la demande des places par les familles a atteint le chiffre de 227 : 167 garçons et 60 filles.

C'est un chiffre qui n'avait été atteint que deux fois depuis treize ans : une fois en 1888, 297, et une fois en 1877, 336.

Encore est-il bon de faire remarquer que ce dernier chiffre, comprenant bon nombre d'enfants venus à la suite d'une publicité gracieusement accordée par le *Petit Journal*, s'est trouvé augmenté de tous ceux de ces enfants qui n'ont pu être placés, n'ayant pas le certificat d'école, ce qui n'a plus lieu depuis cette époque.

Les tableaux suivants donnent les résultats comparés, depuis 1884, des demandes faites par les patrons et les familles, ainsi que les conditions qui dominent dans ces demandes, le coucher et la nourriture ou la rétribution ; la nourriture sans le coucher ou la simple gratification présentant des chiffres trop faibles pour arrêter notre attention.

Demandes faites par les patrons pour enfants couchés et nourris.

Garçons	en 1884.	. . .	37	sur 124	soit 30 0/0
	1885.	. . .	40	111	36 0/0
	1886.	. . .	36	75	48 0/0
	1887.	. . .	25	75	33 0/0
	1888.	. . .	31	109	28 0/0
	1889.	. . .	33	123	27 0/0
Filles	en 1884.	. . .	23	55	42 0/0
	1885.	. . .	11	39	28 0/0
	1886.	. . .	23	46	50 0/0
	1887.	. . .	26	46	56 0/0
	1888.	. . .	27	65	41 0/0
	1889.	. . .	36	78	46 0/0

Les chiffres comparés de ces deux tableaux montrent bien que les patrons acceptent encore volontiers de prendre des filles couchées et nourries ; il y a même une légère tendance à augmenter les demandes dans ces conditions ; et nous pensons que

cela provient de la difficulté qu'ils éprouvent à se procurer des apprenties filles.

Il n'en est pas de même pour les garçons plus difficiles à introduire et à garder pendant plusieurs années dans les familles des patrons, par toutes les causes que nous avons énumérées déjà plusieurs fois dans nos précédents rapports.

Demandes des patrons pour enfants rétribués.

Garçons	en	1884. . . .	83	sur 124	soit 69 0/0
		1885. . . .	53	111	59 0/0
		1886. . . .	24	73	32 0/0
		1887. . . .	46	73	61 0/0
		1888. . . .	60	109	53 0/0
		1889. . . .	79	123	64 0/0
Filles	en	1884. . . .	30	53	53 0/0
		1885. . . .	26	39	66 0/0
		1886. . . .	18	46	40 0/0
		1887. . . .	19	46	41 0/0
		1888. . . .	24	63	37 0/0
		1889. . . .	30	78	38 0/0

Les demandes pour garçons rétribués se maintiennent d'une façon à peu près constante, sauf pour 1886. Il y a eu peut-être là une tentative qui, n'ayant pas réussi, a ramené les patrons dans une autre voie. Nous voyons en effet les demandes d'apprentis avec gratifications, qui étaient de 1 sur 73 en 1887, remonter à 13 en 1888, et se maintenir à 7 en 1889.

Quant aux filles, les offres de gratification ont diminué d'une manière presque constante de 1884 à 1889, dans la même proportion que les offres de places couchées et nourries ont augmenté; ce qui confirme bien le résultat de nos observations directes, que les filles font défaut dans presque toutes les industries et que les patrons font des sacrifices pour s'en procurer.

Demandes faites par les familles pour enfants devant être couchés et nourris.

Garçons	en	1884. . . .	69	sur 124	soit 56 0/0
		1885. . . .	98	138	62 0/0
		1886. . . .	88	144	68 0/0
		1887. . . .	67	147	46 0/0

Garçons en	1888. . . .	93	232	40 0/0
	1889. . . .	80	167	47 0/0
Filles en	1884. . . .	36	41	88 0/0
	1885. . . .	21	26	80 0/0
	1886. . . .	24	32	75 0/0
	1887. . . .	31	49	63 0/0
	1888. . . .	42	65	65 0/0
	1889. . . .	48	60	82 0/0

Demandes faites par les familles pour enfants devant être rétribués.

Garçons en	1884. . . .	51 sur 123	soit 41 0/0
	1885. . . .	60	158 38 0/0
	1886. . . .	44	144 31 0/0
	1887. . . .	66	146 45 0/0
	1888. . . .	122	232 52 0/0
	1889. . . .	72	167 43 0/0
Filles en	1884. . . .	4 sur 41	soit 10 0/0
	1885. . . .	5	26 20 0/0
	1886. . . .	4	32 12 0/0
	1887. . . .	9	49 18 0/0
	1888. . . .	9	65 14 0/0
	1889. . . .	8	60 13 0/0

Voici, un peu détaillé, le résumé des opérations faites par le Comité de placement pendant l'exercice 1889.

Enfants présentés au Comité, se trouvant dans les conditions imposées par la loi du 19 mai 1874, c'est-à-dire ayant 12 ans accomplis, possédant le certificat d'école et le livret d'apprentis 227

Enfants dont les parents ayant accepté l'état et les conditions offertes par les patrons, et la lettre de présentation, ne se sont même pas présentés 31

Enfants qui ayant trouvé la place prise ne sont pas revenus au Comité 25

Enfants renvoyés après quelques jours d'essai 15

— placés avec contrat 53

— — sans contrat 8

A reporter. 432

	<i>Report.</i> . . .	132
Enfants partis sans cause connue pendant l'essai. . . .		78
— dont les mauvais antécédents ne permettaient pas même un essai et ont été envoyés chez M. Bon- jean.		3
— placés à l'essai précédant toujours le contrat . .		14
	TOTAL	<u>227</u>

Le tableau suivant donne les résultats obtenus par le Comité de placement pendant l'exercice, mettant en regard les conditions demandées par les familles et le nombre de contrats qu'il a été possible de faire, après essai, pour satisfaire à ces demandes.

			PLACÉS	
Garçons présentés devant être couchés			—	
et nourris	80		18	
— nourris	8		2	
— rétribués	72		17	
— avec gratifications	7	167		37
Filles présentées devant être couchées				
et nourries.	40		15	
— nourries.	1			
— rétribuées	8			
— avec gratifications	2	60	1	16
		<u>227</u>		<u>53</u>

En résumé :

Au 1^{er} janvier 1889 le nombre des enfants placés avec contrat, restés sous la surveillance de la Société s'élevait à. . . 105

Le nombre des enfants placés avec contrat pendant l'exercice s'est élevé à. 53

Soit au total — 158

D'où il convient de déduire :

Enfants dont le contrat a été terminé.	
— partis sans cause connue ou renvoyés pour paresse ou insubordination.	19
— dont le contrat a été résilié à l'amiable . .	14
— décédé	1
	<u>34</u>
TOTAL	<u>112</u>

D'où il résulte que le nombre des enfants restant avec contrat,

soumis à la surveillance de la Société au 1^{er} janvier 1890, s'élève à 112.

Voici le tableau des dépenses du Comité :

Secours en nature pour 13 enfants.	Fr.	224 »
Literie neuve		243 75
Réparations de literie ancienne et transports. . . .		153 85
Courses, timbres, livres donnés en récompenses . .		408 80
TOTAL	Fr.	<u>1032 40</u>

Comprenant le placement de 33 enfants, la surveillance, les secours et les courses relatives à 153 enfants; soit une moyenne de 6 fr. 50 par enfant.

Plus la fourniture de literie ancienne revenue en magasin sans autre frais que les réparations et les transports indiqués ci-dessus s'élevant à une valeur nominale de 470 fr. 25.

Votre Comité s'est réuni régulièrement au siège de la Société deux fois par semaine, les mercredis et vendredis de 1 heure à 3 heures.

Aucun membre nouveau ne s'y est fait inscrire.

Le Vice-Président du Comité de placement.

Is. ROCHE, ingénieur civil.

FONDS DE SECOURS

Depuis plusieurs années déjà, la Société porte à son budget des dépenses une somme qu'elle met à la disposition du Conseil d'administration et des comités pour venir en aide aux enfants qui sont placés plus ou moins directement sous son patronage ou à toute personne s'occupant des enfants et pouvant justifier d'un besoin urgent.

Pour les enfants, les secours sont toujours donnés en nature et, jusqu'à ce jour, le Comité de placement a pu suffire aux besoins qui lui étaient signalés, en distribuant, soit directement, soit par l'intermédiaire des patrons, les habits, les chaussures, et, quel-

quefois même le linge, aux enfants placés avec contrats que les parents étaient incapables de leur donner.

Le dernier rapport du Comité de placement sur l'exercice de 1889 indique pour cet article une somme de 224 francs s'appliquant à 13 enfants.

Mais il y avait un autre genre de secours que la Société ne pouvait accepter quoiqu'il fût reconnu souvent nécessaire et susceptible de procurer les meilleurs résultats ; c'était celui des consultations médicales et fournitures de médicaments aux enfants malades.

C'était là une lacune regrettable que nous nous sentions incapables de combler.

Cette lacune n'existe plus depuis le commencement de 1889, grâce à l'obligeance et au dévouement de notre collègue, M. le Dr Thomas, qui s'est offert gracieusement pour donner ses soins aux apprentis et même aux anciens apprentis restés dans leur maison d'apprentissage.

D'un autre côté, la Société a cru devoir accorder un secours à une personne qui lui avait été recommandée par une bienfaitrice.

En 1884, M^{lle} Settier laissait en faveur de la Société un legs assez important à la charge pour celle-ci de payer une rente temporaire de 200 fr. par an à une femme restée quelque temps à son service. Cette rente expirait au 1^{er} janvier 1887.

À dater de cette époque nous avons cherché à être utile à cette femme en lui procurant un emploi de concierge ; nous y avons réussi grâce à l'aide obligeante de M^{me} Morel, venue à la Société pour demander le placement de plusieurs enfants auxquels elle s'intéressait.

Nous avons accordé à cette femme une somme de 25 fr. pour ses frais de déménagement.

Enfin, la Société a été sollicitée par un de ses membres les plus anciens, habitant Dijon, M. George, d'accorder un secours à une ancienne apprentie restée dans la même maison et qui se trouvait dans une situation malheureuse.

Le Conseil fait à cette femme un secours annuel de 60 fr. que M. George est chargé de lui remettre à raison de 5 fr. par mois. Cette pension paraît dans les comptes de 1889 pour un somme de 30 fr.

Quant aux soins du médecin et aux médicaments qui ont été distribués, ils s'appliquent à huit enfants dont le détail suit :

Le premier, placé avec le contrat n° 701, atteint d'une ostéite du tibia au voisinage de l'articulation du genou.

Le deuxième, contrat n° 691, atteint de conjectivite chronique.

La troisième, placée sans contrat, atteinte d'une angine diphtérique et paralysie consécutive.

La quatrième, sans contrat, atteinte de chlorose.

La cinquième, contrat n° 613, atteinte d'anémie; la sixième, ancienne apprentie de la Société sous le n° 254, restée comme ouvrière et devenue contremaitresse dans la maison où elle avait fait son apprentissage, atteinte de dyspepsie et chlorose.

La septième, contrat n° 628, constitution faible et lymphatique.

Enfin le huitième, sous le n° 529, atteint de phtisie aiguë, qui est mort quelques jours après avoir reçu une médaille de bronze au concours des apprentis de la Chambre syndicale des graveurs ciseleurs.

Placé au centre de Paris, M. Thomas a pu facilement recevoir la visite des enfants en état de se rendre chez lui; mais il n'a pas néssité à donner ses soins à domicile toutes les fois que cela lui a paru nécessaire; et cela, généralement, très loin du quartier qu'il habite: Montrouge, Batignolles, Saint-Ouen; précisément pour les plus malades; là où les ouvriers vont se loger aujourd'hui, pour diminuer les frais de leur existence.

Je crois que vous apprécierez comme les membres du Comité de placement la valeur d'un semblable dévouement et que vous vous joindrez à eux pour remercier M. Thomas, en le priant d'agréer l'expression de votre reconnaissance.

Quant aux médicaments qu'il était nécessaire de fournir, M. Thomas est encore intervenu dans l'intérêt de la Société; il a bien voulu s'entendre avec un pharmacien de son quartier qui remplissait ses ordonnances à des prix très réduits, convenus d'avance, que les enfants prenaient au sortir de la consultation ou que M. Thomas portait lui-même en faisant ses visites.

Le montant des médicaments fournis s'élève à 115 fr. 30 c.

Enfin, le Comité de placement a dû prendre sur ce fonds de secours dans les circonstances suivantes :

L'apprenti, placé à Paris avec contrat en 1886, sous le n° 576, avait suivi son patron fabricant de brosses à Châlons-sur-Marne, pour ne pas interrompre son apprentissage. Atteint une première fois de kératite, il était venu se faire soigner à Paris à l'hôpital

des enfants malades, où il avait été visité par M. Thomas et un membre du Comité; il retournait à Châlons après guérison.

A cette époque le voyage aller et retour lui a été payé par le Comité de placement.

Atteint de nouveau par la même maladie, il revenait à Paris en 1889; mais, trop âgé pour rentrer dans le même hôpital, il se faisait soigner chez sa mère en obtenant les consultations gratuites de l'hôpital.

Ce nouveau voyage à Paris et retour à Châlons a été soldé par le Comité de secours, soit 20 francs.

Un apprenti, placé sous le n° 513, montrait peu de dispositions pour le métier de bijoutier qu'il avait entrepris, mais désirait vivement le commerce : le Comité a pris sur le fonds de secours une somme de 32 fr. 40 c., afin de lui fournir l'habillement nécessaire pour entrer dans une maison qui lui offrait une place.

Un secours de 5 fr. a été accordé à un enfant recommandé par la mairie du VI^e arrondissement.

Enfin le Comité a accordé un secours de 25 francs pour les frais d'enterrement de l'apprenti décédé inscrit sous le contrat n° 529, atteint de phtisie aiguë.

En résumé, les secours accordés par le Conseil d'administration	
se sont élevés à	Fr. 33 »
par le Comité de placement à	82 10
pour la fourniture des médicaments à	115 30
TOTAL	Fr. 252 40

Soit près de la moitié pour médicaments dont l'application a produit les meilleurs résultats et le reste en secours pour lesquels nous serons heureux de recevoir votre approbation.

Le Trésorier
J. ROCHE.

DOCUMENTS OFFICIELS

PROJET DE LOI

RELATIF AU DROIT A INDEMNITÉ DES OUVRIERS VICTIMES D'UN ACCIDENT
DANS LEUR TRAVAIL

Présenté par le Gouvernement

TITRE PREMIER

Indemnités en cas d'accidents.

ARTICLE PREMIER. — Dans toutes les industries où le travail est reconnu dangereux, le chef d'entreprise est responsable, conformément aux dispositions de la présente loi, de tout accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à ses ouvriers ou employés, lorsque l'accident a occasionné la mort, une incapacité permanente de travail absolue ou partielle, ou une incapacité temporaire absolue de quatre-vingt-dix jours.

Le chef d'entreprise n'est pas responsable quand il prouve que l'accident est dû à la faute lourde de la victime.

Un règlement d'administration publique déterminera les industries où le travail est reconnu dangereux, à raison, soit de l'emploi d'un outillage à moteur mécanique, soit de la nature des matières employées ou produites, soit de la présence de l'emploi ou de la fabrication des substances explosibles.

La présente loi est applicable aux exploitations gérées pour le compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics.

ART. 2. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er} l'ouvrier a droit :

Pour l'incapacité permanente absolue à une rente égale à $\frac{1}{2}$ de son salaire annuel.

Pour l'incapacité permanente partielle à une rente égale à $\frac{1}{4}$ de son salaire annuel.

Pour l'incapacité temporaire absolue de plus de quatre-vingt-dix jours, à une indemnité égale à la moitié de la fraction correspondante du salaire annuel.

En cas de mort, les $\frac{2}{3}$ de la rente qu'aurait reçue la victime en cas d'incapacité permanente absolue sont partagés, s'il y a lieu, en rentes de quotités égales, entre les ayants droit ci-après désignés :

1^o Les enfants au-dessous de quatorze ans légitimes ou naturels reconnus avant l'accident ;

2^o Les ascendants à la charge de la victime ;

3^o Le conjoint non séparé ou non divorcé, à condition que le mariage ait été contracté avant l'accident.

Le mari n'a droit à cette rente que s'il est impotent.

En cas de nouveau mariage, le conjoint perd ses droits à la rente.

Toute rente est payable par trimestre et d'avance. Le mode de payement des indemnités pour incapacité temporaires, est déterminé par le jugement.

ART. 3. — La responsabilité du chef d'entreprise est limitée aux indemnités prévues à l'article précédent, néanmoins cette limitation n'est pas applicable au cas où l'accident serait dû à une faute lourde du chef de l'entreprise ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux.

Dans ce cas, des dommages-intérêts complétant la réparation du préjudice causé, peuvent être poursuivis dans les conditions du droit commun contre le chef d'entreprise par une action distincte.

ART. 4. — La victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident autre que le chef d'entreprise, le droit à la réparation du préjudice causé sans que les dommages-intérêts puissent se cumuler avec les indemnités fixées à l'article 2.

ART. 5. — Les ouvriers ou employés dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

ART. 6. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de dix-huit ans ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers ou employés de la même profession occupés dans l'entreprise.

TITRE II

Déclaration des accidents et enquête.

ART. 7. — Tout accident survenu dans une des entreprises énumérées par le règlement d'administration publique prévu à l'article premier, doit être déclaré par le chef d'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration est faite dans les vingt-quatre heures de l'accident, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal.

A cette déclaration est joint un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses ayants droit.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical est remis séance tenante au déclarant.

ART. 8. — Lorsque le certificat indique que l'accident peut entraîner la mort, une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, ou une incapacité temporaire absolue de plus de quatre-vingt-dix jours, le maire transmet sur le champ copie de la déclaration et du certificat médical au juge de paix du canton.

Dans les 24 heures de la réception de cet avis le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1^o Les causes, la nature, et les circonstances de l'accident.

2^o La personne ou les personnes tuées ou blessées.

3^o La nature des blessures.

4^o Le lieu où se trouvent les personnes tuées ou blessées.

5^o Les parents des personnes tuées ou blessées qui pourraient prétendre à une indemnité.

ART. 9. — L'enquête a lieu contradictoirement en présence des parties intéressées, ou elles dûment convoquées sans délai par billet d'invitation.

Si le certificat médical prévu à l'article 7 n'est pas produit ou est insuffisant, le juge de paix peut commettre un médecin pour examiner le blessé.

Il peut également commettre un ou plusieurs experts qui l'assisteront dans l'enquête.

Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable aux entreprises administrativement surveillées, aux entreprises de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni aux établissements de l'État dans lesquels s'effectuent des travaux qui doivent rester secrets.

Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire du rapport qui doit être adressé par eux à l'autorité judiciaire.

Le juge de paix peut réclamer tous autres renseignements utiles à la manifestation de la vérité.

ART. 10. — L'enquête doit être close dans le plus bref délai. Le juge de paix avertit par simple lettre les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront toujours en prendre connaissance ou s'en faire délivrer une expédition sur papier libre.

TITRE III

Fixation de l'indemnité et procédure.

Dispositions pénales.

ART. 11. — Le dossier de l'enquête prévue à l'article 8 est transmis le jour même de la clôture au président du tribunal de l'arrondissement où l'accident a eu lieu.

Il est statué comme en matière sommaire conformément au titre 24 du livre II du code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en l'état, le tribunal surseoit à statuer, et peut ordonner provisoirement s'il y a lieu l'allocation d'une indemnité pour incapacité temporaire absolue de plus de quatre-vingt-dix jours.

ART. 12. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi ne sont pas susceptibles d'appel.

Ils peuvent être exécutés sur simple extrait qui devra être délivré par le greffier du tribunal dans les vingt jours du prononcé du jugement et pour les jugements rendus par défaut dans les vingt jours qui suivront l'expiration du délai d'opposition.

ART. 13. — La victime d'un accident ou ses ayants droit jouissent de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire conformément aux dispositions de la loi du 22 janvier 1851.

ART. 14. — Seront punis d'une amende de 16 francs au moins et de 100 francs au plus les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui contreviendraient aux dispositions de l'article 6 de la présente loi.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera élevée de 200 à 500 francs.

L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu des paragraphes précédents.

ART. 15. — Les rentes accordées aux victimes d'accidents et à leurs ayants droit sont incessibles et insaisissables.

ART. 16. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

ART. 17. — Sur la demande des intéressés, il peut y avoir lieu à revision des indemnités attribuées aux ouvriers et employés blessés, dans un délai d'un an à partir du jugement.

ART. 18. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

TITRE IV

Assurance mutuelle obligatoire des patrons.

ART. 19. — La Caisse d'assurance contre les accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, prend le nom de Caisse nationale d'assurance contre les accidents.

ART. 20. — Le service des rentes et indemnités allouées aux victimes d'accidents, en vertu des dispositions de l'article 2 de la présente loi, est fait à Paris par la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, et dans les départements par l'intermédiaire des receveurs des finances et percepteurs.

ART. 21. — Au commencement de chaque année et au plus tard avant le 31 mars, il est dressé par le directeur des contributions directes, sur l'avis de commissions spéciales siégeant dans chaque

chef-lieu d'arrondissement, un tableau des chefs d'entreprise ayant exercé pendant l'année précédente les industries visées à l'article 1^{er} de la présente loi.

Ce tableau indique : le nombre de mois pendant lequel le chef d'entreprise a exercé son industrie, le nombre moyen des ouvriers employés par lui, le salaire quotidien moyen de ces ouvriers.

ART. 22. — Les commissions spéciales d'arrondissement prévues à l'article précédent se composent : du préfet ou du sous-préfet, président, d'un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées résidant dans l'arrondissement, de l'inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, d'un inspecteur ou contrôleur des contributions directes, d'un inspecteur ou receveur d'enregistrement, de deux patrons et de deux ouvriers. Les membres de la commission sont nommés par le préfet.

ART. 23. — Le nombre moyen des ouvriers employés pendant l'année par le chef d'entreprise est fixé, sur sa déclaration ou d'office à défaut de déclaration, par le directeur des contributions directes, après avis des commissions spéciales instituées à l'article précédent.

ART. 24. — Toute dissimulation du nombre des ouvriers est punie d'une amende de 5 francs par ouvrier dissimulé.

ART. 25. — Les commissions spéciales déterminent par arrondissement, pour l'année écoulée et pour chaque nature d'industrie, le salaire quotidien moyen.

ART. 26. — Les tableaux dressés dans chaque département sont transmis dans le plus bref délai par le Préfet à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents qui centralise ces tableaux et classe dans un rôle général, par nature d'industries, les chefs d'entreprise soumis à la présente loi.

ART. 27. — Le capital de rentes et le montant des indemnités payées en vertu de la présente loi pendant l'année précédente aux victimes d'accidents est réparti pour chaque industrie entre les chefs d'entreprise de cette industrie, proportionnellement au chiffre résultant pour chacun d'eux de la multiplication du nombre moyen des ouvriers par le salaire quotidien moyen et par le nombre de mois pendant lequel a duré l'entreprise.

ART. 28. — Sont admis à bénéficier d'une réduction de cotisation de 5 à 25 0/0.

1^o Les chefs d'entreprises administrativement surveillées qui produiront annuellement un certificat délivré par le service du contrôle ou de la surveillance, attestant qu'ils ont pris les mesures reconnues propres à prévenir les accidents ;

2^o Les chefs de toutes autres entreprises qui produiront chaque année un certificat analogue à eux délivré par les ingénieurs de l'État à ce commis.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article.

ART. 29. — Un fonds de réserve sera constitué pour parer aux pertes qui pourraient résulter de la gestion des capitaux, et pour garantir la Caisse nationale contre l'insolvabilité des chefs d'entreprise.

ART. 30. — Les intérêts des avances de la Caisse, les frais de gestion et les sommes nécessaires à la constitution du fonds de réserve seront répartis entre les chefs d'entreprise au marc le franc des cotisations.

ART. 31. — Le rôle général des cotisations est divisé par départements et rendu exécutoire par arrêté préfectoral.

Le recouvrement des cotisations a lieu comme en matière des contributions directes.

ART. 32. — Le montant des décharges et réductions accordées aux chefs d'entreprise est réimposé l'année suivante sur les chefs d'entreprise exerçant la même industrie que les réclamants.

Les cotes irrécouvrables sont à la charge du fonds de réserve.

ART. 33. — Le ministre du commerce peut, par arrêté rendu après avis des chambres de commerce, réunir dans une même catégorie, au point de vue de la répartition entre les chefs d'entreprise des indemnités et du capital des rentes payées aux victimes d'accidents, les industries qui présenteraient une similitude absolue de risques.

ART. 34. — Pendant la première année, la Caisse nationale fonctionnera au moyen des capitaux appartenant à la Caisse d'assurance contre les accidents créée par la loi du 11 juillet 1868.

L'excédent qui restera disponible en fin d'année sera attribué au fonds de réserve.

Les avances nécessaires au fonctionnement de la caisse lui seront faites dans les années suivantes par la Caisse des dépôts, à un taux fixé par décret rendu sur la proposition du ministre des finances et du ministre du commerce.

ART. 35. — Les capitaux de la caisse seront employés comme les fonds des caisses d'épargne.

ART. 36. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de la Caisse nationale, la publicité à donner à ses opérations et la quotité du fonds de réserve.

Dispositions spéciales.

ART. 37. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces dont la production pourra être exigée pour l'exécution de la présente loi seront délivrés gratuitement et dispensés du droit de timbre et d'enregistrement.

ART. 38. — La présente loi ne sera exécutoire qu'à partir du 1^{er} janvier qui suivra sa promulgation.

ART. 39. — Les patrons ou chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, de faire afficher, dans chaque atelier, les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 40. — Il n'est en rien dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux arsenaux de la marine.

Fait à Paris, le 28 juin 1890.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et des Colonies,*

Signé : JULES ROCHE.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des graveurs en tous genres.

Séance du 20 novembre 1889.

Sont présents : MM. P. Tasset, président ; E. Lemoine et V. Janvier, vice-présidents ; Ch. Marin, secrétaire ; Weill, E. Maître, Trevert, H. Nyckees, Provost-Blondel, Ed. Devambez, Capelle, Dujardin, Demangeot,

Excusés par lettre : MM. Gardella, secrétaire ; Michelet, Ledouble.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

L'ordre du jour appelle la réorganisation du Comité des concours d'apprentis. Sont nommés membres de ce Comité : MM. Demengeot, président ; Devambez, vice-président ; Nyckees, secrétaire ; Janvier, trésorier ; Lemoine, Ledouble, Gardella, Schiller, Provost-Blondel, Marin, Weill et Leborgne.

Ce Comité est aussi chargé de préparer le bal annuel de la Chambre syndicale, bal donné au profit de la Caisse des concours d'apprentis.

La suite de l'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de M. Janvier, au sujet d'écoles professionnelles.

M. JANVIER dit qu'il a été frappé de l'importance de l'exposition de l'Ecole d'arts industriels de Genève et des résultats obtenus par cette école. Il ne voit en France aucune institution similaire, et pense que le rôle de la Chambre serait de prendre l'initiative d'une étude sur cette intéressante question. Les seules écoles que nous possédions à Paris ne sont installées que pour l'étude du dessin et du modelage ; pourquoi, puisqu'à l'étranger l'enseignement va jusqu'à la gravure, la ciselure et la sculpture pratique, ne serait-il pas tenté de faire réussir en France une institution semblable ?

Plusieurs membres craignent que la diversité des genres de gravure

ne s'oppose à l'établissement d'une école de gravure et d'autres pensent qu'avec le temps d'autres écoles professionnelles d'industries employant la gravure créeront des cours pour l'enseignement de la gravure spéciale qui leur est nécessaire.

M. BING se rappelle que cette question a même été affirmativement résolue en ce qui concerne l'école de l'ameublement de la rue de Reuilly ; il s'informera de ce qui a été fait ou de ce que l'on pense faire à ce sujet.

M. JANVIER répond que pour le moment il ne s'agit que d'étudier quels services peuvent rendre des écoles professionnelles pour la gravure et pense qu'il serait utile que les membres de la Chambre examinent cette question avec attention, afin que, si plus tard des démarches auprès de personnages influents devaient être faites pour la réalisation de ce projet, ce soit avec l'appui considérable que donne l'assentiment d'une Chambre syndicale.

Vu l'heure avancée, la suite de la discussion est remise à la prochaine séance.

Le Secrétaire,
CH. MARIN.

Le Président,
P. TASSET.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

Séance du 4 décembre 1889.

PRÉSIDENCE DE M. A. PIEL, PRÉSIDENT.

En l'absence de M. Charles, secrétaire de la Commission de l'école de dessin, M. Sauvé lit le procès-verbal de la dernière réunion de cette Commission.

La Commission est favorable à une distribution des prix suivie d'un concert : la date est fixée au 19 janvier, elle aura lieu dans la salle des fêtes de l'hôtel des Chambres syndicales. Sur la proposition de M. Piel, une quête sera faite au profit de notre école de dessin. MM. Piel et Topart se chargent de s'en occuper.

Sont nommés membres de la Commission de l'organisation du concert : MM. Besson, Blum, Galand.

La Commission s'est occupée de l'état de la caisse de notre école ; après les frais occasionnés par notre exposition à l'Exposition universelle, il ne reste que fort peu en caisse.

M. LE TRÉSORIER fait remarquer que, parmi les nombreux patrons qui envoient leurs apprentis à notre école, il y en a très peu qui versent une cotisation. Il serait utile de s'adresser d'abord à ces messieurs qui sont les premiers à bénéficier de ce que leurs apprentis apprennent en suivant nos cours. N'est-ce pas le dessin qui ouvre le goût à ces jeunes intelligences, et n'en reçoivent-ils pas les premiers avantages ?

La Commission décide de se partager la liste et de faire une visite aux fabricants ci-dessus désignés pour leur demander de nous aider pécuniairement à soutenir une institution si utile à notre industrie.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Charles de la diligence qu'il a mise à faire son procès-verbal, développe les questions qui y sont traitées et arrive à la proposition qu'il a faite de demander M. le Directeur de l'enseignement technique et professionnel pour la présidence de la distribution des récompenses.

Vu la bienveillance avec laquelle M. Ollendorff veut bien s'intéresser à notre école et après la façon dont il l'a fait ressortir à l'Exposition, M. le Président pense qu'il ne nous refusera pas; nous aurions donc l'occasion de le remercier publiquement.

M. le Président demande à la Chambre si elle accepte les propositions de la Commission.

Ces propositions sont acceptées à l'unanimité.

Sont nommés commissaires : MM. Henry, Marmorat, Plumet, Roux, Sauvé.

M. GALAND demande si, sur les lettres d'invitation, on fera part de de la quête qui aura lieu au cours de la cérémonie.

D'après l'avis de son Président, la Chambre décide l'annonce de cette quête.

Les invitations officielles seront les mêmes que celles de l'année dernière.

M. LE PRÉSIDENT, parlant de l'état de la caisse de notre école, dit que les services que nous rendons à notre industrie sont un fait acquis. Tous les étrangers qui, durant l'Exposition, ont visité notre école, en ont éprouvé une bonne impression.

Notre industrie subit une crise très forte, il faut que, tout en conservant la priorité du beau, nous fabriquions à très bon marché; ce n'est qu'avec de bons ouvriers connaissant le dessin, ce qui les rend plus forts, que nous pourrons arriver à faire face à la concurrence étrangère et il conclut dans le sens de la Commission, c'est-à-dire commencer par voir les patrons qui envoient leurs apprentis suivre les cours de notre école.

M. MANDRILLOX demande si ce ne pourrait être un droit que tout patron ayant un apprenti à notre école paie une cotisation.

La suite de la discussion est remise à la prochaine séance.

En raison du jour de l'An et le 1^{er} mercredi tombant le 1^{er} janvier, la prochaine séance est remise au deuxième mercredi de janvier.

La séance est levée à onze heures.

Le Secrétaire,

M. SAUVÉ.

Le Président,

A. PIEL.

Chambre syndicale des Graveurs en tous genres.

Séance du 18 novembre 1889.

Sont présents : MM. P. Tasset, président ; E. Lemoine et V. Janvier, vice-présidents ; Ch. Marin, secrétaire ; Nyckees, J. Bing, E. Maître, Laclaie, E. Goux, E. Strentz, Weill, Provost-Blondel.

Excusés par lettres : MM. Leborgne, Michelet, Gardella, Ledouble.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de M. V. Janvier au sujet d'écoles professionnelles de gravure.

M. JANVIER fait remarquer qu'à l'école de Genève, les élèves apprennent à travailler et deviennent pour la plupart des contremaîtres, tandis qu'en France, un enfant est mis en apprentissage et comme il faut le payer, il doit rapporter ; en conséquence, le patron est obligé de lui faire faire un travail productif et ne peut passer son temps à lui montrer toutes les ressources que comporte la gravure.

Anciennement, les parents payaient au patron une somme qui lui permettait de passer le temps nécessaire à montrer à l'enfant.

Si des écoles d'apprentissage étaient établies, les enfants apprendraient à travailler, car la considération de la paye disparaîtrait.

Les enfants, dit-on, qui ont des aptitudes, vont aux cours du soir et peuvent ainsi arriver. C'est quelquefois vrai, mais rarement ; car, après une journée de travail, on ne peut réellement pas exiger que les enfants travaillent jusqu'à dix heures du soir.

En sortant d'une école d'apprentissage, un enfant pourrait beaucoup mieux travailler qu'actuellement, où il apprend réellement aux dépens de son premier patron en sortant d'apprentissage.

Il est certain, dit M. Weill, qu'en apprentissage un enfant n'apprend pas grand'chose, et que s'il reste dans la même maison, son temps fini, il n'apprend pas plus ; car l'habitude est toujours de le considérer comme apprenti, et on ne lui donne aucun travail sérieux à faire. Pour apprendre il doit entrer dans une autre maison.

M. JANVIER demande si la Chambre approuve le principe d'une école.

M. WEILL pense qu'il serait difficile d'établir une école en raison de la somme élevée à dépenser.

M. JANVIER fait remarquer qu'en sortant de l'École de Châlons, les élèves savent travailler.

C'est, dit M. le Président, parce qu'avant d'y entrer ils subissent un examen qui a pour objet d'éliminer ceux des candidats moins bien doués ou moins instruits. C'est déjà là une sélection.

M. JANVIER pense que les parents paieront plus facilement l'école d'apprentissage qu'ils ne paieraient un patron.

M. WEILL pense qu'une école d'apprentissage diminuerait le nombre d'ouvriers et augmenterait par suite la main-d'œuvre.

M. JANVIER ne pense pas qu'il y aurait plus d'ouvriers, mais il est certain qu'ils sauraient mieux travailler. Combien de maisons, dit-il, seraient heureuses d'avoir des ouvriers sortant de l'école !

Un échange de vue a lieu entre les divers membres de la Chambre, d'où il ressort que l'école de gravure à établir ne serait pas spéciale à un genre de gravure, mais s'appliquerait à tous les genres.

Sur la question de détails, M. Janvier fait remarquer que l'organisation et l'administration de l'école ne peuvent être examinées actuellement, mais qu'il s'agit simplement de savoir si la Chambre veut mettre la question d'une école à l'étude; dans ce cas, il demanderait tous les renseignements nécessaires au directeur de l'école de Genève.

Une discussion s'engage principalement entre M. le Président et M. BING au sujet de l'école du Livre et de l'école d'Ameublement de la rue de Reuilly.

A ce propos, M. le Président fait remarquer la justesse des observations faites par la Chambre au mois d'avril dernier, disant que le concours des poinçons de lettres pour l'école du Livre ne pouvait avoir de résultats, les conditions du concours n'ayant pas été élaborées par des hommes suffisamment compétents; aussi, ajoute-t-il, il n'y avait que quatre concurrents.

M. WEILL regrette que la décision d'avril n'ait pas été envoyée au Conseil municipal et pense qu'il serait utile de le faire à présent.

M. BING renseigne la Chambre sur l'école de la rue de Reuilly. Lorsque cette école d'ameublement a été fondée, il a été convenu qu'on établirait aussi des écoles de gravure; que la gravure sur métaux se ferait à l'école d'ameublement et la gravure sur bois à l'école du livre.

Le projet est arrêté, on en a même étudié les détails, mais la réalisation en sera très longue et n'aura certainement pas lieu avant trois ans.

En raison de l'importance et de l'intérêt que présente cette question d'école, M. le Président propose de continuer cette discussion à la prochaine séance.

La Chambre approuve la proposition.

M. NYCKEES, secrétaire de la Commission des concours d'apprentis, fait reconnaître aux membres présents à la séance les travaux de la Commission du bal annuel. L'organisation de ce bal a été confiée à MM. Devambez, Weill et Nyckees. Il aura lieu le samedi 8 février, dans les salons du Grand Vélour, au Palais-Royal.

Le prix d'entrée est fixé, par la Commission, à 5 francs pour un cavalier et ses dames.

Cette communication terminée, M. Nyckees fait appel au concours

de tous pour le placement des billets qui doit assurer le succès de cette fête de famille, dont le profit est réservé à la caisse de nos concours d'apprentis, œuvre à laquelle nous devons tous nous intéresser.

La séance est levée à onze heures du soir.

Le Secrétaire,

CH. MARIN.

Le Président.

P. TASSET.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

Séance du 6 décembre 1889.

La séance est ouverte à huit heures cinquante-cinq, sous la présidence de M. CHOQUET.

COMMISSION DES APPRENTIS

Le rapport lu par M. Chapuis à la dernière séance n'ayant pas été publié, la Chambre décide qu'il figurera au procès-verbal de la présente séance.

Rapport de M. J. Chapuis, président de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis.

Messieurs,

La Commission des cours et concours professionnels s'est réunie le mercredi 2 courant.

Les questions à l'ordre du jour étaient les suivantes :

1^o Élection du bureau;

2^o Réouverture des cours;

3^o Revision du programme;

4^o Propositions diverses.

En raison du nombre insuffisant de MM. les membres de la Commission, les élections ont été remises à la prochaine réunion.

La réouverture des cours a été fixée au dimanche 13 octobre.

Le programme des cours a été révisé; quelques modifications ont été apportées, et notamment pour la conférence sur l'Économie sociale faite par notre professeur M. A. Terrisse, qui traitera les sujets suivants.

Des conditions du travail. — L'association. — Le salariat. — La participation aux bénéfices.

Les cours auront lieu les dimanche, lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine.

Nous avons l'intention de créer, en faveur des jeunes filles, un nouveau cours théorique et pratique de couture, doigtage, foliotage, façon de répertoire, façonnage de papiers, etc.

Ce cours se fera à partir du mois de janvier prochain, les vendredi et samedi, dans la salle des cours de fabrication.

Nous devons vous informer que la Direction des finances à l'Exposition universelle a bien voulu mettre à notre disposition des entrées de faveur pour les élèves de notre École professionnelle, valables les lundi, mardi et mercredi 7, 8 et 9 octobre.

En conséquence, tous les apprentis qui suivent les cours et ceux qui prennent part aux concours ont été invités à se présenter lesdits jours à la porte Rapp, à huit heures et demie du matin.

Des conférences promenades seront faites par MM. les Professeurs, afin de leur faire admirer les merveilles de l'Exposition et principalement les produits qui ont rapport aux industries de notre groupe syndical.

Les apprentis papetiers de première année seront réunis le lundi, ceux de deuxième année le mardi, puis les cartonniers de première et de deuxième année le mercredi.

Nous serions très reconnaissants à nos honorables collègues, qui sont exposants, de bien vouloir se joindre à nous pour donner à nos jeunes élèves des renseignements sur les progrès accomplis dans leur industrie.

Nous avons à vous faire part que, par arrêté du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, en date du 15 juillet 1889, notre dévoué et précieux trésorier, M. Ch. Bazin, a été nommé officier d'Académie.

Nous croyons inutile de vous faire l'éloge de notre cher collègue, vous avez tous été à même d'apprécier son mérite, son zèle, son dévouement à l'œuvre que nous poursuivons. Nous espérons que d'autres suivront ses traces afin que de semblables récompenses puissent leur être accordées.

Nous sommes tout particulièrement heureux d'avoir à vous informer que le jury des récompenses des classes 6, 7, 8, de l'enseignement technique à l'Exposition universelle, nous a adressé les plus chaleureuses félicitations sur l'organisation et le fonctionnement de notre École professionnelle et qu'il nous a accordé une médaille d'or.

Nous avons également obtenu une médaille d'argent pour la IV^e section de l'Économie sociale (apprentissage).

Nous avons aussi à vous dire que, lors de la visite de M. le Président de la République dans la section de l'Enseignement technique, M. G. Ollendorf lui a présenté notre École professionnelle comme 'une des mieux organisées.

M. le Président de la République nous a témoigné toute sa satisfaction en nous adressant ses plus vives félicitations.

De nombreuses demandes de renseignements sur l'organisation de notre œuvre nous ont été adressées depuis l'ouverture de l'Exposition, nous nous sommes empressés de donner satisfaction à toutes.

Nous avons aussi à vous informer que M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies nous a accordé pour l'exercice 1889, une subvention de trois mille francs, plus une subvention exceptionnelle de quatre cent cinquante francs pour nous couvrir des frais de l'installation des travaux des élèves de notre École professionnelle à l'Exposition universelle dans les classes 6, 7, 8.

Messieurs, vous m'avez délégué pour représenter votre Chambre au Congrès international du commerce et de l'industrie, je n'ai pu, à mon grand regret, remplir la mission qui m'était confiée comme j'aurais dû le faire et comme je l'aurais désiré; la date de la réunion de ce Congrès s'est trouvée coïncider avec une absence que j'étais obligé de faire; je n'ai pu assister qu'à la séance d'ouverture et à la première réunion de la section II, enseignement professionnel; je vais malgré cela vous donner quelques explications sur les travaux du Congrès.

Le Congrès qui s'est ouvert le 22 septembre s'est divisé en trois sections :

1^{re} section avait à s'occuper : du régime économique du commerce et de l'industrie;

2^e section : de l'enseignement professionnel;

3^e section : de la législation commerciale et industrielle.

Un certain nombre de rapports ont été déposés dans ces diverses sections (rapports que j'ai remis à notre président).

La 1^{re} section avait à répondre à sept questions :

La 1^{re} question : Tarifs généraux, etc., a donné lieu à trois rapports présentés par MM. Blouet, membre de la Chambre de commerce de Paris; Maurel, président de la Chambre de commerce de Bordeaux, et Hayem, secrétaire général du Congrès. rapport très complet avec notes et documents.

La 2^e question : Avantages et inconvénients, a eu un rapport déposé par M. Léon Chaussette-Delgouffre, délégué de Belgique.

La 3^e question : N'y aurait-il pas, etc., un rapport déposé par M. Levasseur, membre de l'Institut.

La 4^e question : Quand deux puissances, etc., un rapport par M. Louis Strauss, consul honoraire.

La 5^e question : Quelle est l'influence, etc., un rapport de M. Arthur Raffalovich, officier de la Légion d'honneur.

La 6^e question : N'y a-t-il pas lieu, etc., un rapport de M. Dietz-Monnin, sénateur.

La 7^e question : N'est-il pas conforme à l'intérêt, etc., un rapport de M. Dietz-Monnin, sénateur.

La 2^e section : Enseignement professionnel, était chargée de l'étude des moyens de réaliser les vœux et d'appliquer les résolutions proposées par le Congrès spécial de l'enseignement technique.

M. Ollendorff, directeur de l'enseignement technique au ministère

du commerce et président de cette section, a, dans un rapport très clair, rappelé ces vœux et les a expliqués; ils ont été en partie ratifiés par l'assemblée plénière du Congrès, quelques modifications ont seulement été apportées à ceux qui n'avaient pas un caractère exclusivement international.

La 3^e section était chargée d'examiner quatre questions :

La 1^{re} question : Ne serait-il pas conforme, etc., a donné lieu à quatre rapports, déposés par MM. Contuzzi, avocat; Cousté, vice-président de la Chambre de commerce de Paris; Piault, membre de la Chambre de commerce de Paris; Lyon-Caen, professeur de droit à la faculté de Paris.

Ces deux derniers sur la lettre de change seule.

La 2^e question : Convient-il de procéder, etc., a eu un rapport déposé par M. Emile Cheysson, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

La 3^e question : Quelle est la meilleure législation, etc., un rapport déposé par M. Arthur Raffalovich, officier de la Légion d'honneur.

Et la 4^e question : Quelles sont les conséquences, etc., un rapport déposé par M. Louis Strauss, consul honoraire, président de l'Association des anciens élèves de l'Institut commercial d'Anvers.

N'ayant pu assister à la réunion plénière, je ne puis vous donner connaissance des décisions qui ont été prises à la suite de ce Congrès : mais je sais que les comptes rendus des séances ont été sténographiés et sont remis à l'impression. M. Hayem, le secrétaire général, promet que les exemplaires pourront être prêts à la fin de ce mois; je vous demande donc, jusqu'à la réunion de novembre, pour vous faire connaître les résolutions votées par le Congrès. Je puis, cependant, vous donner déjà lecture de deux résolutions proposées par la section III.

4 octobre 1889.

Rapport de MM. Bazin et J. Chapuis, délégués aux Congrès internationaux.

Messieurs,

Dans votre séance du 7 juin dernier, vous avez bien voulu nous déléguer pour assister aux divers Congrès internationaux qui pourraient intéresser plus particulièrement notre Chambre syndicale.

Il ne nous a pas été permis d'assister au troisième Congrès des chambres syndicales, n'ayant reçu aucune convocation à ce sujet.

Nous avons pris part au Congrès international de l'enseignement technique, qui a eu lieu au Conservatoire des arts et métiers, sous la présidence de M. G. Ollendorff, directeur du personnel et de l'enseignement technique au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.

Dans ce Congrès, toutes les questions concernant l'enseignement technique et professionnel ont été examinées et une certaine quantité de vœux ont été émis relativement à l'enseignement commercial et quelques-uns qui sont communs aux deux enseignements.

Nous ne vous en donnerons pas l'exposé, vous le trouverez dans un rapport sommaire présenté par M. G. Ollendorff, au Congrès international du commerce et de l'industrie, qui s'est tenu au Conservatoire des arts et métiers du 23 au 28 septembre 1889, sous la présidence de M. Poirrier, sénateur, président de la Chambre de commerce de Paris.

Ce congrès était divisé en trois sections :

1^{re} Section du régime économique du commerce et de l'industrie;

2^{re} Section de l'enseignement professionnel;

3^{re} Section de législation commerciale et industrielle.

Nous avons suivi les travaux de ce Congrès et plus particulièrement ceux de l'enseignement professionnel qui nous intéressent à un si haut point.

Il nous a été démontré que la question de l'enseignement technique et professionnel est à l'ordre du jour dans toutes les nations, chez tous les peuples civilisés; car, partout on a compris que c'est de cet enseignement que dépend la grandeur des nations, le bien-être des peuples. C'est là une des plus grandes questions sociales de notre époque et à laquelle nous ne cesserons de nous intéresser.

Nous avons réuni tous les rapports qui en ont été publiés sur les différentes questions qui ont été examinées dans ce Congrès, nous les avons déposés entre les mains de M. le Président de notre chambre, afin que vous puissiez en prendre connaissance en temps opportun.

Il sera publié prochainement une brochure qui donnera le compte rendu de tous les travaux du Congrès, des résolutions qui ont été prises et des vœux qui ont été émis.

Telles sont, Messieurs, les communications que nous avions à vous faire.

4 octobre 1889.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 5 février 1890.

PRÉSIDENCE DE M. MASCURAUD, VICE-PRÉSIDENT

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Besson, vice-président de la Commission de l'école. Notre honorable collègue demande qu'en raison du nombre toujours croissant des élèves, la Chambre veuille bien nommer un nouveau surveillant, car notre dévoué professeur, ainsi

que son adjoint, ne pourraient suffire à maintenir l'ordre dans la classe.

M. CAUVIN appuie la proposition de M. Besson, et dit qu'il a compté ces jours derniers 97 élèves présents. Différents membres appuient cette proposition, et finalement il est voté que M. Montmartre, présenté par M. Tessier, est nommé à cet emploi à partir du 1^{er} février courant. Toutefois, cette nomination n'est faite qu'à titre temporaire et sera subordonnée aux ressources de l'école. — Une allocation, à titre d'étrennes, est également votée en faveur du concierge de l'école.

M. LE PRÉSIDENT annonce que le musée commercial va être définitivement installé dans la vitrine d'exposition de l'école ; M. Blanc, secrétaire de la Chambre, qui a été chargé de ce travail, a assuré que tout serait terminé d'ici la fin de la semaine ; en conséquence, M. Mascuraud demande quels jours la Chambre entend que ce musée soit mis à la disposition des adhérents. Après une discussion à laquelle prennent part MM. Besson, de Brésilhac, Couture et Blum, il est décidé que les adhérents pourront le visiter le jeudi soir, de huit heures à dix heures, et le dimanche matin, de neuf heures et demie à midi. M. Montmartre, nouvellement nommé surveillant de l'école, sera chargé de faciliter l'accès de la vitrine de notre musée, et devra se trouver à l'école aux jours et heures fixés pour ces visites.

Chambre syndicale des graveurs en tous genres.

Séance du 15 janvier 1890.

PRÉSIDENCE DE M. TASSET

L'ordre du jour appelant la suite de la discussion sur le projet de fondation d'une école professionnelle de gravure, la parole est donnée à M. Janvier, auteur de ce projet.

Messieurs, dit-il, au sujet de ma proposition, la discussion qui a eu lieu dans la dernière séance s'est éloignée de son point de départ, on en est arrivé à examiner la question d'établissement d'une école dans laquelle on enseignerait les différents genres de gravure ; telle n'était pas mon idée, et quoique la Chambre représente la plupart des genres, je la prie de m'excuser si je ne parle que d'une spécialité, n'ayant pas les connaissances nécessaires pour parler des autres ; c'est donc de la gravure en relief sur acier que je m'occuperai.

Depuis quelques années, de nouveaux moyens de production sont à notre portée et leurs développements progressifs doivent, à un moment donné, transformer complètement notre pratique dans le travail.

Le tour à réduire, qui a été conçu pour de fins travaux de gravure en médailles, se charge aujourd'hui de faire les plus gros poinçons en usage, avec cette amélioration, le premier modèle peut être fait par un sculpteur de talent et reproduit avec une fidélité incompatible avec la reproduction à la main faite par un ouvrier graveur quelconque.

Cette amélioration, je suis heureux d'en assumer toute la responsabilité, d'autant plus que dès maintenant les résultats pratiques rendent de grands services.

Le travail de gravure proprement dite, tendant de plus en plus à disparaître, il devient moins utile de faire des apprentis graveurs, il faut surtout faire des élèves dessinateurs, sculpteurs, modeleurs, ciseleurs, ayant pratiqué les procédés, connaissant bien les styles et la composition, en un mot de véritables artistes industriels dont on aura dirigé les connaissances acquises vers la production de travaux de gravure.

Ce n'est donc pas une école de gravure que je voudrais voir créer, ce serait une école d'art décoratif appliqué aux besoins de la gravure, école dans laquelle on enseignerait, non seulement tout ce qui a rapport au dessin et au modelage, mais aussi la pratique du travail avec tous ses procédés mécaniques ou chimiques.

L'enseignement pratique consisterait dans la terminaison des travaux qui auront toujours besoin, quelle que soit la fidélité de la reproduction, d'être revus, corrigés et de porter l'empreinte d'une main habile au service d'une individualité instruite et intelligente.

Voici donc en quelques mots l'idée générale. Lorsque la Chambre aura décidé qu'elle en admet le principe, il sera temps alors de s'occuper de tous les détails de fonctionnements d'une pareille institution, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour en favoriser l'établissement.

M. BING, tout en trouvant le projet bon, ne voit pas l'utilité d'une école spéciale, parce que, dit-il, nous avons l'école Nationale, l'école Sainte-Élisabeth et l'école Lequin dont le programme a été complété tout dernièrement. Aujourd'hui, les jeunes gens y reçoivent une très bonne éducation, ils y apprennent le dessin et le modelage et peuvent faire d'excellents graveurs.

Ceux qui suivent ces cours assidument, dit M. Trevert, reçoivent une subvention.

M. BING ajoute que beaucoup d'artistes ont commencé dans ces écoles, et si ces artistes avaient suivi l'art industriel, ils auraient fait des ouvriers très forts.

De l'avis de M. Weill, il serait à craindre que les élèves de l'école en question quittent la gravure pour faire des artistes.

Quant à M. Devambez, son avis est que, si les patrons veulent

faire de bons apprentis, ils doivent les faire graver trois jours par semaine et les envoyer trois jours à l'école.

M. TREVERT fait remarquer que tous les élèves qui sortent des écoles d'arts et métiers sont demandés par les patrons. Il estime que les patrons graveurs doivent demander aux écoles de dessins de leur envoyer les élèves.

M. BING estime que, dans les écoles en question, la partie manuelle n'emploierait pas la journée entière, et qu'une demi-journée pourrait être employée à faire du dessin, de la perspective, etc. Il propose que la *Chambre étudie un projet d'école professionnelle*.

La proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à onze heures.

Le Secrétaire,

Ch. MARIN.

Chambre syndicale des Graveurs en tous genres.

Séance du 19 février 1890.

Sont présents : MM. P. Tasset, président ; E. Lemoine, vice-président ; C. Marin, secrétaire ; A. Michelet, trésorier ; Simon, Brémont, Vogelien, Monnehay-Godard, A. Foucault, J. Bing, P. Leborgne, Weill, E. Devambe.

Excusés : MM. Janvier et Provost-Blondel.

COMPTE RENDU DU BAL

M. DEVAMBEZ dépose sur le bureau le compte rendu suivant :

« Messieurs, en l'absence du dévoué secrétaire de la Commission du bal donné, le 8 février courant, au bénéfice de la caisse des concours d'apprentis, j'ai l'honneur de vous présenter le résultat financier de cette soirée.

236 billets placés à raison de 5 francs	Fr.	1280	»
Le vestiaire a produit		149	»
Recette totale	Fr.	1429	»
Dépense totale.		675	25
Bénéfice net.	Fr.	753	75

somme à remettre à la Caisse des concours d'apprentis.

» Je crois pouvoir ajouter que cette petite fête de famille a été des plus brillantes et que ce bal est définitivement fondé.

» Nous avons aussi remarqué avec plaisir la présence de M. le représentant de la bijouterie, de M. Muzet, M. Mascuraud, etc., etc. »

» Sur la proposition de M. le Président, la Chambre émet un vote

de remerciements à tous les membres de la Commission et plus particulièrement à M. Nyckees, Devambez et Weill.

La parole est donnée à M. Bing, président de la Société de secours mutuels des graveurs en tous genres.

« Messieurs, dit-il, après le résultat si brillant du bal de la Chambre syndicale, laissez-moi vous parler un instant du concert du 2 mars prochain, organisé par la Société de secours mutuels des graveurs. Si, à vous, incombe la tâche de défendre les intérêts de la corporation, à développer et à élever par tous les moyens le niveau de la gravure, en organisant des concours d'apprentis et d'ouvriers, à la Société de secours mutuels incombe le devoir de venir en aide aux sociétaires malades et à soulager quelquefois leur misère.

» Fondée en 1869 et comptant aujourd'hui environ cent cinquante membres, la Société, dont le siège social est chez moi, au 61, passage Jouffroy, suit une marche progressive; elle a aujourd'hui 2,000 fr. en caisse et, pour vous donner une idée du bien qu'elle peut faire, je vous dirai qu'elle a donné environ 1,000 francs à ses malades pendant la période de l'influenza.

» Le neuvième concert, que nous organisons et qui aura lieu au théâtre Beaumarchais, a principalement pour but de venir en aide à nos sociétaires malheureux ou infirmes ou bien atteints de maladies chroniques, à mettre à jour ceux qu'un long chômage a empêché de verser les cotisations réglementaires, qui ne sont que de 2 francs par mois et 1 franc à la mort d'un sociétaire et, enfin, à secourir les veuves et les orphelins de nos adhérents.

» J'espère donc, Messieurs, que vous voudrez bien prendre quelques billets pour cette matinée, afin de concourir, vous aussi, à une si noble tâche. »

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

Assemblée générale du 5 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE M. A. PIEL, PRÉSIDENT.

M. le Président donne la parole à M. Blum, secrétaire-rapporteur, qui donne lecture du rapport suivant sur les travaux de l'année.

« Messieurs, la tâche qui m'est incombée cette année encore, de vous résumer les travaux de notre Chambre syndicale, me sera d'autant plus agréable, qu'il me sera donné d'avoir, avant toutes choses, à adresser des remerciements, au nom de notre industrie tout entière, à MM. Piel, Topart, et Mascuraud, pour le dévouement et le soin avec lequel ils ont contribué à l'organisation de la classe

37, et en particulier de la Bijouterie-Imitation, à l'Exposition de 1879. Croyez bien, Messieurs, que ce n'était pas chose facile que d'allier deux éléments si distincts, et d'intérêts si différents, que ceux de la bijouterie vraie et de l'imitation. Eh bien, Messieurs, nous pouvons le dire avec sincérité, la bijouterie-imitation n'avait rien à envier sous le rapport de l'installation et de l'organisation à l'Exposition de 1889. Nous avons été traités sur le même pied, tant au point de vue moral qu'au point de vue des récompenses, mais, encore une fois, chers Collègues, c'est à ces messieurs que nous le devons. Je ne ferai de réserves que sur un point, c'est qu'étant donnée l'importance de notre industrie à l'Exposition de 1889, et les succès remportés par elle, le gouvernement n'ait réservé les faveurs dont il disposait, qu'aux seuls membres de la bijouterie vraie. Nous espérons que le gouvernement de la République saura réparer, même d'une façon tardive, cette choquante inégalité de traitement; nous saurons, du reste, le lui rappeler. (*Très bien!*) Bien qu'on ait beaucoup parlé cette année de l'Exposition universelle, et quoique cela puisse paraître fastidieux aux yeux de quelques-uns, il est, et sera de notre devoir, d'en parler encore, d'en parler beaucoup, et d'en parler longtemps. Il nous a été donné d'admirer un ensemble d'exposition de bijouterie-imitation et d'industrie s'y rattachant, que nous n'avions pas encore vu, et nous pouvons avoir l'orgueil de dire qu'elle a fait l'admiration des nombreux étrangers qui l'ont visitée. Nous avons pu juger également les expositions de nos concurrents étrangers, nous aurions voulu pouvoir établir des points de comparaison, développer davantage les différences existant entre nos procédés de fabrication.

» A fort peu d'exceptions près, nous devons déclarer que, si la bijouterie-imitation n'existait pas, ce ne sont pas nos concurrents étrangers qui l'inventeraient; car, tout ce que nous avons pu juger, nous a paru être créé à Paris. (*Approbat.*) Nous ne pouvons donc pas signaler les produits de tels ou tels pays, comme ayant une originalité particulière, car, bien au contraire, les objets qui paraissent mériter une attention particulière, avaient été fabriqués avec des apprêts venant de Paris. Je ne veux pas dire pour cela que nous n'avons pas de concurrents dangereux à l'étranger, bien au contraire, mais justement ceux-là n'avaient pas exposé leurs produits. Nous reviendrons sur ce point tout à l'heure. Seulement, nous pouvons dire de suite que, si les étrangers ont exposé des articles copiés ou modelés sur les nôtres, à des époques antérieures, c'est que ces produits obtiennent toujours une faveur, auprès d'un certain public. Or, comme en général nous ne produisons que des nouveautés, que nous devons, au risque de perdre nos débouchés, nous évertuer à créer constamment, sans interruption de ces nouveautés, et, que d'autre part, les étrangers vivent sur les idées que nous, Français, avons exécutées les

premiers, je conclus donc que, bien qu'excellents fabricants, nous devons être de bien mauvais commerçants, pour qu'il nous faille tant de peine afin de conserver nos débouchés, tandis que les étrangers se conservent les leurs si facilement avec nos anciens modèles. J'appellerai donc l'attention de la Chambre syndicale sur ce point, car j'ai signalé dans mes précédents rapports ce côté faible de notre industrie, et l'Exposition de 1889 est venue me confirmer, ce dont je me doutais un peu. Ce sera le seul point pessimiste de mon rapport, et je deviens du coup optimiste, en vous signalant le bilan des récompenses décernées aux exposants de l'imitation de la classe 37. Deux diplômes d'honneur, environ une dizaine de médailles d'or et une grande quantité de médailles d'argent, de bronze, et de mentions honorables, alors qu'en 1878, nous n'avions obtenu que deux médailles d'or et pas de diplômes d'honneur. L'exposition de l'école professionnelle de notre Chambre syndicale a eu les honneurs de l'exposition d'enseignement technique.

» Grâce à la libéralité, toujours sans bornes, de notre honorable vice-président honoraire, M. Topart, et à l'intérêt constant que nous porte M. Ollendorff, directeur de l'enseignement technique, au ministère du commerce et de l'industrie, la plus belle place avait été réservée à notre école. De hautes notabilités et, particulièrement M. Carnot, Président de la République, ont, à plusieurs reprises, manifesté l'admiration qu'ils éprouvaient pour les résultats obtenus par l'enseignement donné à notre école. Une médaille d'or est venue couronner ce succès, et trois médailles de collaborateurs ont été décernées à MM. Lejolliot, Topart et Tessier. Nous pensons que notre honorable président aurait pu être compris dans ces récompenses de collaborateurs. (*Très bien!*) Notre Chambre syndicale a eu sa part de récompenses, en obtenant à l'exposition d'économie sociale, deux médailles d'argent, dont l'une pour la façon dont nous entendions pratiquer l'apprentissage, c'est-à-dire par notre système d'enseignement technique. Puisque je suis encore dans l'Exposition, je ne veux pas la quitter avant de vous parler un peu de la tour Eiffel. Vous vous rappelez, Messieurs, la campagne que nous avons entreprise contre son monopole; le droit entier de reproduction nous a été enfin reconnu. Nous ne voulons pas nous attribuer complètement le succès de cette campagne, mais nous devons déclarer que nous y avons largement contribué. Aussi, nos honorables collègues, MM. les estampeurs, ont largement profité de cette liberté, et nos fabricants l'ont assez employé sous différentes formes. Grâce à ce système de reproduction, sinon mieux que par l'impression, la tour Eiffel est devenue populaire dans n'importe quel pays de la terre. (*Très bien!*) Pour terminer, au sujet de l'Exposition, nous avons eu à nous louer de la présence de nombreux acheteurs, qui, nous l'espérons, deviendront nos clients habituels,

alors qu'un grand nombre d'entre eux se fournissaient chez nos voisins. Je vous disais, tout à l'heure, que certains concurrents étrangers, dangereux pour nous, n'avaient pas exposé leurs produits.

» Effectivement, mais grâce à notre musée commercial, aujourd'hui mis à votre disposition, il vous sera donné de vous rendre compte de certains articles de provenance étrangère. Nous exposons environ deux cents modèles de broches, bracelets, chaînes, estampés, pierres, etc., de provenance allemande, anglaise, autrichienne, italienne, etc. Notre musée est encore bien pauvre, et je fais appel à la bonne volonté de chacun, pour nous aider à le compléter autant que possible. Différents congrès ont eu lieu cette année, où votre Chambre syndicale a été représentée. Je dois citer en première ligne le congrès des Chambres syndicales, dont l'honorable M. Muzet est l'instigateur. Un grand nombre de vœux ont été émis, et nous pouvons dire que quelques-uns ont déjà reçu une solution. Votre Chambre syndicale avait délégué MM. Piel, Mascuraud, Mandrillon, Besson et Blum, pour vous y représenter. Votre Chambre syndicale avait délégué également votre serviteur pour vous représenter au congrès de l'intervention des pouvoirs publics dans les contrats de travail. Vous savez, Messieurs, que nous vivons dans une époque où l'on demande le plus que l'on peut de l'État : or, une catégorie de citoyens désirerait que l'État intervint pour limiter les heures de travail ; voyez donc quel danger pour notre industrie, s'il existait quelque chose de semblable. Je déclare, du reste, que c'est le parti de la liberté qui a fait prévaloir ses idées dans ce congrès, où tous les pays et toutes les opinions étaient représentés. A la suite de l'augmentation du nombre des membres des Chambres de commerce, des élections ont eu lieu cette année. Le Comité élu des Chambres syndicales, auquel nous avons délégué notre honorable vice-président, M. Mascuraud, avait dressé une liste, où une répartition égale des industries existant à Paris avait été faite. Environ la moitié des membres proposés ont été élus. Bien que ce succès soit satisfaisant, nous ne devons pas moins persister à demander le suffrage universel des commerçants, tel qu'il existe pour les élections consulaires, car comme l'a prouvé un récent travail fait par M. Ravier, président de la Chambre syndicale du bronze-imitation, la véritable industrie parisienne n'est pas suffisamment représentée à la Chambre de commerce, et la proportion des électeurs est beaucoup plus forte pour une certaine catégorie d'industries que pour d'autres.

» Ni la bijouterie-imitation, qui fait travailler cinquante mille personnes, ni le bronze, ni la bimbelerie, ne sont représentés à la Chambre de commerce de Paris, et j'ajouterai qu'il n'y a pas trente électeurs choisis pour notre industrie. Il en est de même pour presque toutes les industries exclusivement parisiennes. Si nous examinons

la composition de la Chambre de commerce de Lyon, nous verrons que les fabricants de soies ou soieries y dominent; si nous examinons celle de Roubaix, elle est presque exclusivement composée de négociants ou fabricants de laines et lainages. Celle de Bordeaux est composée principalement d'armateurs et de négociants en vins. Pourquoi la représentation parisienne ne serait-elle pas aussi équitable et basée sur le même système que celle des autres villes de France? Aussi, quelle différence dans les choix avec ceux faits pour les élections au Tribunal de commerce qui ont eu lieu cette année, toujours en vertu d'une augmentation du nombre des juges. Les répartitions des industries sont également faites; nous ne pouvons que féliciter le comité des Chambres syndicales de son travail, car il contribue à rendre le Tribunal de la Seine un des plus accessibles aux justiciables. M. Guillo-
tin, président de ce tribunal, ne vient-il pas encore, conformément aux vœux du congrès des Chambres syndicales, d'établir le système de préliminaires de conciliation, exactement comme en justice de paix? Ceci dans le but d'éviter les frais inutiles de justice. A ce propos, vous avez dû être désagréablement surpris de voir à la première page du journal destiné, conformément aux statuts, à la publicité de nos procès-verbaux, plusieurs articles attaquant le comité élu des Chambres syndicales (auquel nous avons envoyé un délégué) en contestant à ce comité la qualité d'élu par les Chambres syndicales, alors qu'il en représentait environ cent vingt à cent cinquante, alors que le comité adverse, pour lequel le journal prenait parti, représentait les quinze ou seize Chambres syndicales dissidentes de l'Union nationale ou du Syndicat général.

» Aussi, dans la séance du 5 février, votre Comité a-t-il cru bien faire en votant un ordre du jour de blâme contre l'Administration et la Rédaction du journal, pour les rappeler à des sentiments plus en rapport avec leur rôle. Les élections du Syndicat général ont eu lieu dernièrement; l'honorable M. Muzet a été réélu président à la presque unanimité, de même que M. Piel qui a été réélu vice-président, et M. Mascuraud, trésorier. Vous devez savoir que, récemment, à la reprise par l'Etat des téléphones, l'abonnement en a été réduit à 400 francs. Sans vouloir attribuer à notre Chambre syndicale la cause de cette diminution, nous devons cependant vous signaler que nous avons présenté au nom de votre Chambre, au Congrès des Chambres syndicales de 1886, un rapport complet où, tout en indiquant le prix des abonnements du téléphone dans les principales villes du monde, nous démontrions que le prix de cet abonnement était plus élevé chez nous que partout ailleurs, et nous concluions, en demandant que cet abonnement fût réduit à 300 francs pour Paris. Nous devons maintenir le vœu exprimé en 1886, car il faut que cette invention se démocratise, et permette particulièrement aux indus-

triels de notre partie de se mettre en communication constante avec leurs commettants.

» Effectivement, ne jugez-vous pas du gain de temps dont nous profiterions, si, par exemple, il nous était possible de réclamer notre ouvrage à notre doreur sans avoir à nous déranger? Les avantages du téléphone sont multiples, mais il faut qu'il soit à la portée de tous. Notre école professionnelle est en pleine prospérité (je parle au point de vue du nombre des élèves qui y viennent chercher à s'instruire); nous ne pourrions que nous en féliciter, si la progression des souscriptions suivait celle des élèves. Malheureusement, il n'en est pas ainsi et nous rappelons aux membres adhérents que les souscriptions sont reçues en permanence, chez notre honorable trésorier M. Decaux.

» Néanmoins, nous avons eu le bonheur de recevoir une partie du reliquat provenant de la classe 37, que MM. les Exposants avaient bien voulu nous laisser; nous leur en exprimons publiquement toute notre gratitude. Nous avons également à nous féliciter de la souscription que veut bien nous faire, annuellement, la Chambre syndicale des négociants en diamants et pierres précieuses. La distribution des prix a eu lieu avec son éclat accoutumé; M. le Président du Conseil, ministre du commerce, avait encore une fois délégué pour la présider, M. Ollendorff, directeur de l'enseignement technique. De nombreuses notabilités étaient venues assister à cette solennité et admirer les travaux de concours de vos élèves. J'arrive, Messieurs, à la question qui sera de l'année la plus importante, je veux dire celle des traités de commerce. Vous savez, Messieurs, que tous nos traités expirent en 1892, et qu'à moins de prorogation, il faudra que nous les dénoncions le 1^{er} janvier 1891, si nous voulons reprendre notre liberté. Notre Chambre s'occupe de cette question, Messieurs, qui est actuellement à l'étude devant la Commission compétente. Sans préjuger des résultats de ses travaux, nous pouvons dire qu'il est de l'intérêt de notre industrie que notre pays ait des traités de commerce avec les autres nations. Il existe actuellement en France un parti protectionniste puissant, puisqu'il représente les intérêts de l'agriculture, et qui, avant toutes choses, tient à la protéger, même au détriment de l'industrie. C'est là, Messieurs, où il y a un danger, car du jour où ce parti économique triompherait, nous pouvons nous attendre à ce que des représailles seront exercées sur nos produits dans tous les pays contre lesquels la protection aura été établie. Notre devoir sera donc de réclamer du gouvernement la conclusion de nouveaux traités et demander que les clauses de ces traités intéressant notre industrie nous soient communiquées avant leur signature, afin que les anomalies ou des injustices ne s'y glissent pas et n'en compromettent, comme cela est arrivé maintes fois, les bénéfices.

» Voici, Messieurs, pour la session qui vient de s'écouler les résultats de nos travaux et observations; puissent les vœux qui y sont contenus se réaliser et permettre alors à notre industrie de s'engager plus avant dans la voie du progrès, but constant des efforts de votre Chambre syndicale! (*Applaudissements prolongés.*)

La lecture du rapport si concis de M. Blum soulève l'approbation unanime de l'Assemblée.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Blum de son rapport et prie M. Decaux, notre trésorier, de donner l'état des différentes caisses de notre Chambre.

Situation au 1^{er} mars 1890.

CAISSE DU MUSÉE COMMERCIAL

En caisse au 1 ^{er} mars 1889	Fr.	781 03
Recette de l'année (coup. de l'obligation)		26 40
	Fr.	807 43
Dépenses de l'année		67 60
En caisse au 1 ^{er} mars 1890	Fr.	739 83
Se décomposant comme suit :		
1 obligation Ville de Paris 1869	Fr.	408 »
Espèces.	331 83	739 83

CAISSE DE LA CHAMBRE SYNDICALE

En caisse au 1 ^{er} mars 1889	Fr.	292 »
Recettes de l'année.		333 »
	Fr.	625 »
Dépenses de l'année		512 63
En caisse au 1 ^{er} mars 1890	Fr.	112 35

CAISSE DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE DESSIN

En caisse au 1 ^{er} mars 1889	Fr.	6,015 53
Recettes de l'année.		9,169 »
	Fr.	15,184 53
Dépenses de l'année		9,118 15
En caisse au 1 ^{er} mars 1890	Fr.	6,066 40
Se répartissant ainsi qu'il suit :		
12 obligations de diverses Ville de Paris	Fr.	5,236 10
Espèces.	830 30	6,066 40

M. PIEL, président, remercie M. Decaux et prononce l'allocution suivante :

« Messieurs et chers Collègues, vous venez d'entendre la lecture du compte rendu de l'état de nos caisses et en même temps le rapport détaillé des travaux accomplis pendant le cours de l'année 1889.

» M. A. Blum, notre dévoué secrétaire, a accepté avec beaucoup de bonne grâce la lourde tâche de faire ce rapport, malgré les travaux dont il s'était déjà chargé précédemment; nous lui savons gré de son dévouement comme à tous ceux qui travaillent pour notre Chambre syndicale. (*Très bien !*)

» Depuis quelque temps, nos études sur les traités de commerce ont dû être arrêtées par les maladies dont plusieurs membres de la Commission ont été atteints, notamment notre président, M. Topart; nous allons, néanmoins, reprendre les travaux interrompus et, je l'espère, grâce aux lumières et à la bonne volonté des membres de la Commission, nous les mènerons à bonne fin.

» Je suis heureux de pouvoir constater avec vous toute la satisfaction que notre école de dessin nous a donnée cette année. Nous avons su non pas seulement maintenir notre rang parmi les écoles professionnelles primées, mais dans le grand tournoi international de 1889, nous avons atteint le premier rang, puisque nous avons obtenu la première récompense. (*Applaudissements.*)

» Poursuivez donc, mes chers collègues, cette œuvre commune que nous avons commencée avec tant de peines et dans les conditions les plus précaires. Nous ne regretterons jamais nos efforts et notre temps. Serrons-nous autour de notre école, là est la source où nos industries doivent chercher ses éléments de vitalité.

» Travaillons à notre école, à sa prospérité, et nous léguerons à notre corporation un patrimoine certain.

» L'avenir est aux forts et aux vaillants!

» En terminant cette courte allocution, je ne puis, mes chers collègues, ne pas vous remercier des témoignages de sympathie dont vous m'avez toujours entouré, je ne dirai pas depuis la dernière assemblée générale, mais bien depuis dix-sept ans.

» Voici, en effet, dix-sept ans que chaque année vous m'avez nommé président de votre Chambre. Vous l'avouerez-je, je reste un peu confus, je me demande parfois si je n'ai pas abusé de votre bienveillance, enfin je crains que ces dix-sept longues années, qui m'ont paru à moi bien courtes cependant, n'aient été en réalité qu'un excès de générosité de votre part et par conséquent pour moi, à mon bénéfice, un excès d'honneur que je vous dois.

» Vous ne serez donc pas surpris, chers collègues, si je vous confesse que, souvent, j'ai pensé à céder ma place à de plus jeunes, j'y pense plus souvent que jamais; quoi qu'il en soit, laissez-moi aujourd-

d'hui vous répéter que nous ne devons rien négliger pour fortifier notre association syndicale, attirer dans son sein, à l'aide d'une propagande éclairée, de nouveaux adhérents.

» Unissons nous; dans l'industrie, comme dans toutes les sociétés, l'union est une des conditions indispensables de la force et du progrès. » (*Vifs applaudissements.*)

L'ordre du jour appelle la nomination des nouveaux membres en remplacement des membres sortants.

Membres sortants rééligibles : MM. Piel, de Marion Brézilhac, Chauvin, Couture, Mascuraud, Plumet, Roux.

Membres à remplacer : MM. Bourette, Sordoillet, démissionnaires; Gauchard, décédé.

La Commission propose : MM. Piel, de Marion Brézilhac, Chauvin, Couture, Mascuraud, Plumet, Roux, membres anciens. MM. Lazard, Rabanit, Casiez, comme nouveaux membres.

Différents membres proposent : MM. Prat, Fayet, Hezfeld, Portier, Rousseau.

La séance est suspendue pour le vote. Aussitôt après le vote, M. le Président reprend la séance et proclame le résultat suivant :

Nombre des votants : 32.

MM. Piel	31 voix.
Couturier	31 —
Mascuraud	30 —
Chauvin	29 —
Roux	28 —
Plumet	25 —
Prat	21 —
Lazard	20 —
Hezfeld	17 —
Fayet	17 —
Rabanit	14 —
Casiez	13 —
Rousseau	12 —
Portier	11 —
de Marion Brézilhac	10 —

M. HEZFELD remercie l'assemblée et dit qu'il ne peut accepter de faire partie du Comité.

En conséquence, M. le Président proclame élu pour trois ans :

MM. Piel, Couturier, Mascuraud, Chauvin, Roux, Plumet, Prat, Lazard, Fayet, Rabanit.

M. LE PRÉSIDENT revient sur la décision prise à la dernière séance, à laquelle il n'était pas présent et regrette que l'on ait décidé, pour

le musée commercial installé à l'école de dessin, que les jours de visite aient été fixés aux jeudi et dimanche.

M. PIEL pense qu'il serait préférable de mettre les jours de visite correspondant aux jours d'école; de cette manière, en venant voir le musée commercial, nos confrères verraient notre école. Ils pourraient se convaincre du nombre des élèves et de la façon dont est installée notre école; il est certain que ceux qui ne nous aident pas dans cette tâche, après s'être rendu compte des travaux, de la manière dont est dirigée l'école, nous apporteraient leur cotisation.

Nos frais sont très grands et, pour continuer l'œuvre commencée, l'argent nous est nécessaire, notre école étant absolument gratuite. — Nous ne pouvons lutter contre la concurrence étrangère qu'en ayant de bons ouvriers et de bons contremaîtres; notre école fortifiant nos apprentis, tant en dessin qu'en connaissances techniques, elle a déjà rendu de grands services sous ce rapport, et plus nous irons, plus le niveau de nos ouvriers s'élèvera par les apprentis qui auront fréquenté notre école. Elle est une pépinière d'où sortent de bons ouvriers connaissant le dessin, art indispensable dans nos industries, qui feront pour l'avenir des contremaîtres dignes de ce nom.

M. COUTURE dit qu'à la dernière séance, la Chambre s'est opposée à ce que les visites aient lieu aux heures d'étude parce qu'elle a pensé que cela pourrait distraire les élèves de leur travail.

M. MASCURAUD se rallie à la proposition du président, il remercie notre collègue et ami M. Blum, d'avoir commencé et formé notre musée commercial et propose de lui voter des félicitations.

La Chambre à l'unanimité vote des félicitations à M. Blum.

La proposition de M. le Président est adoptée. Les jours et heures où nos confrères pourront visiter le musée commercial sont les suivants :

Lundi, mardi, mercredi, vendredi, samedi, de 8 heures à 10 heures du soir.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'en raison de la maladie de notre collègue M. Topart, président de la Commission n° 2, qui avait à étudier les divers questionnaires concernant les traités de commerce, le travail n'a pu être fait. Il invite la Chambre à se réunir au plus tôt, afin de se prononcer sur cette question, le rapport de la Commission devant être prêt pour cette date.

L'ordre du jour étant épuisé, personne ne demandant la parole, la séance est levée à onze heures.

L'un des Secrétaires,

M. SAUVÉ.

Le Président,

A. PIEL.

**Chambre syndicale du Papier et des industries
qui le transforment.**

Séance du samedi 7 mars 1890.

La séance est ouverte à neuf heures précises par M. Choquet, président de la Chambre, assisté de MM. E. Fano et Zeller, vice-présidents; Bazin, trésorier; Paul Fano, archiviste; Meilhac et Putois, secrétaires.

Etaient présents : MM. Wacquerel, Cottray-Moncarré, Ch. Fortin, Jouanny, Chapuis, Grillet, L. Wolff, Proust, Ch. Strauss, Magnier, membres de la Chambre.

Assistaient à la séance : MM. A. Binant, Perrier-Lefranc, Grenier Bourgeois, Chedeville, Gilbert et C^{ie}, Hamet, Bullier fils, Landrin, Quantin, G. Poure, A. Lecoq, H. Magnier, Javel, Triebel frères; Devernay, Foulon et Quantin, Cacheux et C^{ie}, adhérents ou convoqués spécialement.

Excusés : MM. Havard, Strebel et Ballavoine, membres de la Chambre.

La parole est ensuite donnée à M. Chapuis, président de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis.

Il fait part que, dans la dernière réunion, la Commission, à la suite de la lecture du rapport de M. Bazin, trésorier, a procédé aux élections du bureau pour l'année 1890.

Ont été élus à l'unanimité :

MM. Chapuis, président ; Cottray-Moncarré, vice-président ; Zeller et Strauss, secrétaires ; Ch. Bazin, trésorier.

MM. Bazin, Chedeville, Cottray, Strauss, ont été désignés pour classer les dons offerts par divers exposants, pour la formation d'un musée industriel et commercial à l'usage de notre Ecole professionnelle.

Le programme des concours a été arrêté et l'envoi vient d'en être fait à tous les membres de la corporation, ainsi qu'à toutes les personnes qui s'intéressent à l'œuvre.

La clôture des cours a été fixée au 28 mars. Les compositions pour les prix auront lieu dans le local des cours.

La conférence sur l'économie sociale, par M. A. Terrisse, professeur, aura lieu le mercredi 4 avril ; tous les élèves seront invités à y assister.

Les concours des travaux manuels auront lieu, comme les années précédentes, sous la surveillance des délégués de la Commission et selon les conditions spéciales du programme.

Les apprentis papetiers seront réunis dans les ateliers de M. Hau-

ducœur, 13, rue des Archives, le samedi 30 mars, à huit heures du soir.

Les apprentis cartonniers, dans les ateliers de MM. Moncarré et Cie, 55, rue de Flandre, le dimanche 31 mars, à huit heures du matin.

Les apprentis graveurs et écrivains lithographes, dans la salle des cours de dessin, 10, rue de Lancry, hôtel des Chambres syndicales, le samedi 30 mars, à huit heures du soir.

M. CHAPUIS fait un pressant appel à tous les généreux donateurs et souscripteurs pour pouvoir donner des récompenses aux lauréats de cours et concours.

Il fait part que la Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers papetiers, dans sa réunion du 3 courant, a nommé les membres du jury d'examen des travaux des apprentis papetiers. Ce sont : MM. Camus, Blaise et Delespine. De plus, elle a voté une somme de vingt francs pour donner un livret de la Caisse d'épargne à un apprenti de deuxième année.

La Chambre de commerce nous accorde la même subvention que les années précédentes. M. le Gouverneur de la Banque de la France a envoyé sa souscription annuelle et M. Chapuis est heureux de faire savoir à la Chambre qu'il a pu obtenir, cette année, une subvention de M. le Gouverneur du Crédit foncier de France.

DISTRIBUTIONS DE PRIX

Distribution des prix aux élèves des deux sexes des cours gratuits professionnels commerciaux de l'Union nationale.

Le dimanche 16 mars dernier a eu lieu, dans la grande salle des conférences de l'hôtel de l'Union nationale, la distribution des prix aux élèves des deux sexes des cours gratuits professionnels commerciaux, fondés en 1879 et dirigés par M. Aussel.

Dès une heure de l'après-midi, toutes les places étaient occupées par les familles et les amis des élèves.

Après la première partie d'un concert fort réussi, M. Charles Prevot, député, président du Conseil d'administration de l'Union nationale, qui avait bien voulu accepter la présidence de cette cérémonie, a pris place sur l'estrade.

A ses côtés se trouvaient M. Robert-Degasches, président de la Chambre syndicale de la *Ganterie et peaux pour gants* et membre du Conseil d'administration; M. Trystram, ancien député, membre du Conseil d'administration; M. Ranvier, président de la Chambre syndicale du *Bronze d'art imitation*; M. Depasse-Laridan, président de la Chambre syndicale de la *Bonneterie*; la plupart des membres du Comité des cours, les professeurs et une délégation spéciale de la Société pour l'instruction élémentaire.

M. Paul Nicole, président du Comité des cours; M. Savoy, ancien président de la Chambre des négociants-commissionnaires, président de l'Alliance syndicale, et M. Tourette s'étaient excusés par lettres.

M. Prevot a donné la parole à M. Aussel, directeur des cours, pour le compte rendu des travaux de l'année scolaire 1888-1889.

M. Aussel s'est exprimé en ces termes :

« Mesdames, Messieurs, mes chers Amis,

» Habituellement, en semblable circonstance, j'arrivais armé d'un rapport écrit qui vous renseignait sur la marche des cours pendant l'année et sur nos desiderata, et si j'obtenais des applaudissements c'était surtout lorsque cette lecture était terminée; l'assemblée soulignait bien ainsi qu'elle était impatiente de connaître les noms des lauréats et d'entendre le concert qui devait suivre la distribution des récompenses.

» Aujourd'hui, je n'ai rien écrit, mais je vous demande cependant la permission de vous entretenir quelques instants : d'abord remercier

l'honorable M. Prevet, président du Conseil d'administration de l'Union nationale, d'avoir bien voulu nous faire l'honneur de présider cette solennité et nous féliciter de la haute sympathie qu'il veut bien nous témoigner. Je n'ai pas à faire son éloge, vous l'avez tous dans vos cœurs; vous savez avec quelle ardeur, quel dévouement, il s'emploie au Parlement dont il fait partie. Travailleur de mérite, il est certainement l'un de ceux qui savent le mieux travailler. Nous sommes heureux de le voir ici, car, par l'exemple, il nous apprend ce qu'est le travail, ce que nos professeurs doivent faire dans vos cours et ce que vous faites certainement.

» Permettez-moi ensuite, vous aussi chers Amis, de vous remercier et de vous féliciter. Je vous ai suivis depuis bien des années. Assidus à nos cours qui, commençant bien modestement, comptent aujourd'hui environ 650 élèves, nous sommes fiers et orgueilleux de nos succès et des succès que nous allons proclamer tout à l'heure. Vous avez appris des langues vivantes; la sténographie; après vous être fortifiés dans la langue française, vous avez appris aussi la comptabilité qui est si nécessaire et dirai-je si indispensable dans le commerce; l'étude en a été aride, mais les cours pratiques donnés à l'Union nationale vous ont conduits à des résultats remarquables.

» Nos élèves, à la sortie de nos cours, peuvent converser et écrire en langues étrangères; ils peuvent être des secrétaires émérites dans les maisons de commerce par leur connaissance de la sténographie et j'en aperçois ici un certain nombre qui, certainement, à la fin de cette séance, nous donneront écrites les paroles qui auront été prononcées par notre président.

» Mesdames et Messieurs, j'ai à vous témoigner une satisfaction particulière absolument intime que je n'ose crier trop haut, crainte de nous faire des ennemis en créant des mécontents; nos cours sont mixtes, ils s'adressent également aux dames et aux messieurs et sont suivis également par les unes et les autres. Nous constatons tout à l'heure, avec mes collègues, que les meilleurs résultats ont été, cette année, obtenus par les dames. C'est un fait devant lequel nous devons nous incliner et que nous n'avons pas à discuter; les dames pénétrées des services qu'elles peuvent rendre dans le commerce, viennent aux cours de l'Union nationale pour s'y préparer et prouvent ce qu'elles pourront faire plus tard. J'estime que les messieurs qui vont se trouver placés parallèlement aux dames et quelquefois après, accepteront courtoisement cette petite défaite; ils comprendront que si la vie active commerciale leur échoit, la vie sédentaire que demandent les travaux de bureau convient mieux aux dames.

» Parmi les récompenses qui sont devant vous, il en est qui nous viennent de M. le Préfet de la Seine; de la Chambre de commerce, dont le président nous a écrit une lettre des plus sympathiques; de

M. le Gouverneur de la Banque de France, il sait que l'enseignement donné ici est absolument pratique et c'est pourquoi il tient à récompenser nos meilleurs élèves; de la Société de gestion de l'Union nationale, qui nous a voté des fonds relativement importants et nous espérons que, connaissant nos efforts, sa libéralité s'accroîtra; de la Société pour l'instruction élémentaire, l'ainée de toutes les sociétés d'enseignement et dont les délégués siègent à cette estrade.

» Merci à tous nos donateurs, merci à l'Union nationale, au nom de laquelle ont été créés nos cours, qui nous donne l'hospitalité la plus complète, nous aide pécuniairement et surtout moralement. En échange, nous lui disons : nous préparons pour le commerce des employés sérieux, des employés capables, adressez-vous à nous quand vous aurez besoin d'auxiliaires sur lesquels vous voudrez compter, vous devez être sûrs que ceux que nous vous désignerons seront toujours exempts de tous reproches et mériteront tous les éloges des maisons de commerce pour lesquelles ils travailleront. (*Vifs applaudissements.*)

» Que je remercie particulièrement encore mes collègues, les professeurs, qui viennent ici chaque semaine passer un temps relativement long, pour y donner un enseignement technique; c'est grâce à eux que nos cours ont suivi une marche progressive, c'est grâce à eux qu'ils prendront un plus large développement, car nous comptons tous bien ne pas nous arrêter.

» Ce qui nous manque pour le moment, c'est un cours de dessin industriel; ce qui nous manque encore, ce sont des séances spéciales de conversation en langues étrangères; j'espère que, d'ici peu, nous pourrions vous convoquer à l'ouverture de ces nouveaux cours, qui compléteront ceux qui existent déjà. Les séances de conversation seront certainement suivies par tous nos élèves, qui viendront ici pour causer en langues étrangères et acquérir le perfectionnement qui est nécessaire pour parcourir avec fruit les nations, où le commerce les appellera.

» Ainsi, je crois que nous serons utiles à nos auditeurs, aux commerçants et j'ajoute à notre pays, à notre chère France. (*Applaudissements.*)

» Avant de terminer, permettez-moi de donner un regret à un homme qui fut des nôtres pendant de nombreuses années, qui a siégé plusieurs fois à la place de notre président actuel, j'ai nommé M. Ernest Lefèvre; sa politique était celle d'un ferme républicain. Il est venu ici témoigner plusieurs fois tout l'intérêt qu'il portait aux cours professionnels commerciaux, fondés à l'Union nationale pour les deux sexes; il fut le président honoraire de notre comité; plusieurs d'entre vous se rappellent certainement avec quelle satisfaction il acceptait ce titre. Tout passe, mais rien à mon avis ne finit, l'homme

supérieur donne place à un homme dont les mérites peuvent être aussi dignement reconnus et il aura notre amitié et notre admiration. J'espère que le président de la cérémonie de ce jour, M. Prevet, voudra bien accepter la succession de M. Ernest Lefèvre, qui certainement ne peut être mieux remplacé. (*Applaudissements.*)

» Monsieur le président, vous connaissez nos vœux, vous connaissez les idées de nos élèves, votre réponse affirmative sera pour nous un encouragement et une foi dans l'avenir. » (*Vifs applaudissements.*)

M. Prevet, prenant à son tour la parole, a prononcé une intéressante et très spirituelle allocution qui a été soulignée à de fréquentes reprises par les applaudissements de l'assemblée tout entière.

En voici les principaux passages :

« ...Je remarque, par la forme même qui est donnée à cette distribution de prix, combien nous sommes à une époque précise ; c'est le caractère qu'il faut donner à cet enseignement qui se multiplie de tous côtés.

» M. Aussel parlait de l'*Union nationale*.

» Vous le savez, Mesdames et Messieurs, c'est la réunion de commerçants nombreux qui s'assemblent pour la gestion et la bonne entente de leurs intérêts, pour se renseigner les uns les autres, pour se donner toutes les indications nécessaires à la bonne direction de leur commerce.

» Mais, et c'est là ce qu'il ne faut pas oublier, parce que c'est là le propre de notre époque, ils pensent aussi aux autres, et la première des institutions qu'ils organisent, ce ne sont pas tous des services qui fonctionnent ici pour eux, ce sont les cours ; il leur semble que ce qu'il faut donner aux autres, c'est l'enseignement précis, enseignement des langues, enseignement de la comptabilité et de la sténographie.

» Ces trois choses, auxquelles M. Aussel parle d'ajouter l'enseignement du dessin sont évidemment les grandes sciences qui sont nécessaires à la vie de notre époque, cette fin du xix^e et ce commencement de xx^e siècle où, je reviens à cette idée, tout devient précis dans les idées des hommes. On ne se contente plus de phrases générales, de grandes formules et de grandes légendes, on veut qu'en toutes choses, dans les idées, dans les raisonnements, dans le commerce de chaque jour, dans l'industrie, ce soit dans des formules scientifiques et précises que puise l'esprit humain.

» C'est avec cette étude première et cette direction de l'esprit qu'on dirige sa vie d'une manière plus nette et qu'on s'avance vers un but plus précis de travail et de succès personnel. (*Applaudissements.*)

» ...N'oubliez jamais que nous sommes dans une époque de vulgarisation, où les distances n'existent plus, et où chacun est au courant des progrès qui se réalisent ou sont près de se réaliser. Il importe donc à la grandeur de notre pays que nous nous appliquions plus

que jamais au travail, et ce travail, ce sont les leçons qu'on vous donne et qui vous aident à faire votre chemin; ce sont ces cours de comptabilité, de dessin (car, en France, on ne saurait oublier de faire à l'art une sérieuse place), de langues, chose plus utile que jamais.

» Et je vous demande encore en ce moment de faire la critique de ceux qui s'imaginaient qu'en parlant dans une langue de leur invention, une langue unique, on répondrait à tout; et cette langue, ils l'avaient baptisée d'un nom barbare : *le Volapuck*.

» Quand les adeptes de cette méthode, venus de tous les points du monde, se réunirent en un grand banquet, ce fut un Russe, je crois, qui prit le premier la parole. Il prononça un long discours, parla de mille choses, toujours en cette langue unique. Que d'efforts il avait dû accomplir pour arriver à ce résultat.

» Et, tandis qu'il parlait, la figure de tous les convives devenait moins gaie, s'assombrissait et lorsqu'il s'assit, enfin, tout le monde applaudit... mais personne n'avait compris.

» On avait oublié une chose : la langue pouvait être la même, mais les accents propres à chaque peuple étaient différents; il ne suffisait pas de prononcer le même mot, il fallait encore le prononcer de la même façon.

» Les peuples ont chacun leur affinités, leurs besoins, leurs tendances, et c'est dans la langue de chaque pays qu'il faut apprendre à connaître le caractère de chaque nation.

» Il faut, et j'en reviens à ce que disait M. Aussel tout à l'heure, il faut faire ces cours de conversation, il faut qu'en parlant une langue, ce ne soit pas toujours des phrases toutes faites qu'on prononce, il faut que ce soit le génie du peuple dont on apprend la langue qu'on apprenne à connaître.

» . . Je serai assurément l'interprète de tous, en remerciant M. Aussel : des hommes comme lui sont rares, ce n'est pas seulement par son travail et par ses leçons qu'il arrive à donner à nos cours la véritable importance qu'il signalait tout à l'heure, c'est aussi par ses efforts permanents, par son souci continu des améliorations possibles, par un dévouement de toutes les heures.

» Nous devons également remercier les professeurs qui le secondent si bien, qui consacrent leur temps à nos élèves, leur prodiguent d'excellentes leçons, et je suis convaincu qu'ils ne rencontrent point des ingrats.

» Enfin, je serai certainement votre interprète en adressant nos sincères félicitations aux artistes, chanteurs, instrumentistes, qui viennent tour à tour nous charmer et qui nous montrent si bien le propre de notre caractère français : le travail uni à la gaieté.

» Cesont ces ensembles d'art, de science et de travail, ces trois qualités

que nous réunissons dans notre tempérament français, qui doivent nous consoler de nos revers et de nos tristesses et faire dans l'avenir notre force et notre assurance. (*Double salve d'applaudissements.*)

» ... M. Aussel me fait remarquer que je n'ai pas dit si j'acceptais l'offre qu'il m'avait faite de la présidence d'honneur des cours. J'imaginai qu'une offre de ce genre était de celles qui ne se discutent pas et je ne puis que le remercier et vous remercier d'avoir souligné sa proposition. » (*Nouveaux applaudissements.*)

Aussitôt après le discours de M. Charles Prevet, les noms des lauréats ont été proclamés.

Puis a été exécutée la deuxième partie du concert.

Sans entrer dans les détails, qu'il nous soit permis d'adresser, de nouveau, toutes nos félicitations et tous nos remerciements aux artistes distingués, qui ont bien voulu prêter leur gracieux concours à cette fête intime.

M^{lles} *Nocenzo* et *Verne*; MM. *Fontbonne* et *Paradis*, solistes de la garde républicaine; MM. *Duallé*, *Monge*, *Pettiau*, *Pinquet*, *Dastrez*, *Maader*, *Dubois* et *Renard* — toujours aimable quoique professeur — ont tour à tour recueilli des applaudissements répétés et bien mérités.

La journée a été bonne et pour les *Cours* et pour l'*Union nationale*.

Fête annuelle du patronage des enfants de l'Ébénisterie.

Le dimanche 16 mars, a eu lieu la fête annuelle donnée par le Patronage des Enfants de l'Ébénisterie, à l'occasion du concours professionnel. Cette fête, à laquelle sont invités les parents, les patrons et les amis des élèves et des apprentis, est encore rehaussée par la présence des membres du Patronage, des notabilités de toute sorte qui viennent assister à la cérémonie, et doubler par cette marque de sympathie pour la jeunesse ouvrière le prix des récompenses décernées au mérite des lauréats.

La cérémonie, qui avait lieu à la salle des fêtes que la municipalité du IV^e arrondissement veut bien mettre tous les ans à la disposition du Patronage, était présidée par M. Kaempfen, directeur des musées nationaux, spécialement délégué par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Nous ne pouvons désigner toutes les personnes qui garnissaient l'estrade, où l'on remarquait le Président honoraire, M. Lemoine, que sa modestie dérobait insuffisamment à l'attention sympathique de l'assemblée pour le regretté fondateur de l'Œuvre; M. Millerand, député du XII^e arrondissement, M. Lyon-Allemand, conseiller municipal; M. Guaitet, adjoint au maire du IV^e; M. F. Pérol, adjoint au

maire du XII^e; M. Germain Thomas, juge au tribunal de commerce de la Seine; M. Follot, vice-président de la Société de protection des Apprentis, et d'autres dont les noms nous échappent, qui avaient bien voulu honorer de leur présence cette fête de la jeunesse ouvrière.

A une heure et demie, M. Kaempfen fait son entrée, accompagné par les membres du bureau. Ayant pris place au fauteuil qui lui est réservé, il déclare la séance ouverte et donne la parole à M. Boisson, président du Patronage, qui lit le discours suivant :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
» MESDAMES, MESSIEURS,

» Depuis notre dernière distribution des récompenses, une grande manifestation, qui laissera dans notre histoire nationale une page glorieuse, l'Exposition universelle, fêtant le centenaire de 1789, a eu lieu.

» On ne pouvait mieux célébrer cette grande date de 1789, qui n'est pas seulement l'anniversaire d'une transformation de nos institutions nationales, mais qui est aussi l'anniversaire d'un pas en avant fait par le progrès de l'esprit humain, qu'en demandant à toutes les nations civilisées de prendre part à cette fête et à ce grand concours, où toutes les productions de l'intelligence humaine, sous toutes leurs formes, pouvaient se produire.

» L'Exposition de 1889 a été pour notre pays l'occasion d'une victoire, et d'une victoire d'autant plus grande, et d'autant plus enviable, qu'elle n'a pas été achetée au prix du sang versé, et qu'elle a été le résultat d'une bataille pacifique, bien digne des principes de fraternité proclamés par nos pères en 1789.

» Industriels, il était de notre devoir de prendre part à la lutte, nous avons rempli ce devoir.

» Par nos expositions particulières, nous avons montré nos efforts personnels, et par l'exposition du Patronage des Enfants de l'Ébénisterie, nos efforts collectifs, pour conserver la supériorité de nos produits et maintenir notre industrie au rang où l'avaient placée nos prédécesseurs, dans ce siècle et dans les siècles passés, ces maîtres dont les noms immortels étaient gravés sur la porte monumentale donnant accès à la Classe XVII, où se trouvaient exposés nos travaux.

» La Classe XVII a été, comme aux expositions précédentes, une des plus fréquentées, et a obtenu, auprès du public, son succès habituel.

» A côté de quelques-uns de nos confrères, qui, à la tête de notre industrie, ont voulu rester dignes de leur rang, en exposant ces meubles d'extrême richesse, exécutés sans souci de l'argent dépensé et dans le seul but d'affirmer leur valeur artistique, on a vu quantité

d'autres fabricants, nouveaux venus, ou moins connus, exposer des meubles de prix modestes, en rapport avec les besoins de la clientèle, mais témoignant un effort et un progrès incontestables.

» Le progrès accompli par les maisons secondaires est le côté remarquable de l'exposition du meuble en 1889.

» Il était de mon devoir, dans cette Assemblée, de le signaler et d'en rechercher les causes.

» On les trouvera dans notre état social actuel, dans le développement de notre démocratie.

« Les grandes fortunes exceptionnelles diminuent, les fortunes moyennes, au contraire, se répandent. La richesse de l'ameublement suit cette transformation, les meubles de prix excessifs trouvent moins d'acheteurs, les meubles de richesse moyenne, au contraire, sont plus demandés, leur valeur artistique plus recherchée.

» Ce dernier résultat est dû, surtout, à l'extension de l'éducation artistique parmi les générations nouvelles, dans toutes les classes, dont bénéficie aussi bien l'acheteur qui, en commandant ses meubles, impose son goût, que le fabricant, qui, en les exécutant, apporte sa part de connaissance technique, et qui est le résultat du grand développement donné à l'instruction publique, à tous les degrés, par le gouvernement de la République.

» L'honneur de ce progrès revient autant à l'État qu'à la Ville de Paris, créant et subventionnant des bibliothèques d'art industriel, des écoles de toutes sortes, parmi lesquelles il faut placer, concernant notre industrie, l'école Boule, l'école municipale d'ameublement, et l'école de dessin du Patronage des Enfants de l'Ébénisterie.

» Les efforts faits par le Patronage des Enfants de l'Ébénisterie, depuis sa fondation, pour répandre l'enseignement technique parmi les praticiens de notre industrie, efforts prouvés par les comptes rendus de ses distributions de prix annuelles, par les récompenses obtenues aux diverses expositions auxquelles il a pris part, par les travaux de ses élèves, ne peuvent être contestés, me permettent de revendiquer sa part, modeste peut-être, mais réelle, dans les causes qui ont amené ce progrès de notre industrie et que je viens de signaler.

» En prenant part à l'Exposition de 1889, nous avons voulu exposer les résultats de ces efforts, et les progrès accomplis par le Patronage depuis l'Exposition de 1878, qui lui a accordé une médaille d'argent.

» Voulant montrer son organisation, le fonctionnement de ses différents services, les résultats obtenus, nous avons exposé dans trois classes :

- Classes VI, VII, VIII. Enseignement technique.
- Classe XVII Meubles.
- Section IV. . . . Économie sociale.

» Dans l'enseignement technique, le Patronage exposait surtout ses modèles et ses méthodes d'enseignement.

» Les élèves qui, après la fatigue d'une journée de travail, viennent le soir à l'école, qui sortent de l'école primaire, mais, généralement, ont peu profité de son enseignement, qui ne peuvent, la journée appartenant au travail de l'atelier, étudier en dehors des cours, sont des élèves qui ne peuvent retenir que ce que le professeur leur fait comprendre pendant la leçon.

» Avec ces élèves, les raisonnements n'ont pas de résultats, ils ne comprennent que ce qu'ils voient. Pour obtenir cet enseignement par les yeux, le Patronage a créé pour l'enseignement de la géométrie descriptive et de ses applications une série de modèles, qu'il exposait et soumettait à l'examen du Jury de l'enseignement technique.

» Un tableau de dessin à main levée était exposé pour montrer une méthode obligeant l'élève à voir les grandes lignes de son modèle en le lui faisant dessiner en trois ou quatre phases différentes. La première, n'indiquant que les lignes générales du modèle, la dernière, le représentant avec tous ses détails et tous ses effets d'ombre et de lumière. Un autre tableau représentant le cours d'histoire de l'Art, jusqu'au xvi^e siècle, résumé en dix dessins, faits par les élèves, pendant les leçons, et composés par le professeur, pour leur laisser entre les mains un texte et quelques croquis rappelant la leçon. Des épures de géométrie, des modelages, complétaient les meubles, résultat d'un concours annuel, l'exposition du Patronage dans l'enseignement technique. Cette première exposition obtenait du Jury une médaille d'or.

» Dans la Classe XVII, le Patronage exposait les travaux de ses élèves, montrant les connaissances acquises par eux et leur habileté, plus spécialement au point de vue des applications professionnelles. Quatre meubles, des sièges, des tournages, résultats des concours des années précédentes, un tableau de géométrie appliquée, un autre de perspective et un dessin à main levée, composait, avec quelques modèles de géométrie appliquée, l'exposition du Patronage dans la classe XVII.

» Le jury de la classe XVII décernait à cette exposition une autre médaille d'or.

» Dans l'économie sociale, le Patronage exposait un tableau fait par M. Fresson, avec l'habileté calligraphique que nous lui connaissons ; ce tableau résumait les services et l'organisation du Patronage et montrait son rôle dans notre état social. Le Jury de l'Économie sociale accordait à cette troisième exposition une médaille d'argent.

» Messieurs, le Patronage des Enfants de l'Ébénisterie est une œuvre collective, son état actuel est le résultat des efforts de tous ceux qui l'ont dirigé et soutenu pendant les nombreuses années écoulées depuis sa fondation.

» Je revendique l'honneur des hautes récompenses décernées au Patronage par les Jurys de l'Exposition de 1889, pour tous ceux qui, de près ou de loin, dans la mesure de leur force, ont apporté leur part de collaboration au développement de l'œuvre. Je revendique l'honneur de ces récompenses pour le Fondateur du Patronage, M. Henri Lemoine, et pour ses collaborateurs de la première heure, autant si ce n'est plus, que pour ceux qui, aujourd'hui membres actifs, n'ont pas à combattre les difficultés si grandes des premiers temps, et n'auraient qu'à suivre les traditions créées par leurs prédécesseurs pour maintenir le Patronage à la hauteur du passé.

» Messieurs, le dévouement de ceux qui ont accepté la direction du Patronage vous est acquis. Ils comprennent que le Patronage ne doit pas rester stationnaire.

» L'Exposition de 1889 l'a clairement indiqué, non seulement les nations européennes ont exposé des travaux remarquables concernant les écoles professionnelles, mais les nations américaines mêmes, plus jeunes que nous en civilisation, nous ont montré des écoles qui indiquent l'importance qu'elles attachent à l'enseignement technique. Partout à l'étranger, on comprend que, dans la grande bataille commerciale et industrielle, la victoire sera pour la nation qui aura su le mieux armer ses combattants, à l'aide d'un enseignement en rapport avec le progrès scientifique et artistique, qui s'accroît tous les jours.

» Si nous voulons conserver notre supériorité, il faut que tous, sans exception, industriels, dessinateurs, ouvriers, tous ceux qui travaillent ou produisent à un degré quelconque, comprennent qu'il ne suffit pas de suivre les traditions du passé, et se contenter du bagage intellectuel de nos pères, qu'il faut aller plus loin, savoir davantage et apprendre, encore apprendre, toujours apprendre.

» Nous nous efforcerons de placer le Patronage dans cette voie, et nous réussirons certainement, Messieurs, soutenus par vous, par nos donateurs, qui nous continuent généreusement leurs dons, et parmi lesquels je citerai, regrettant de ne pouvoir les citer tous :

- Madame la baronne James de Rothschild;
- Monsieur le baron Arthur de Rothschild;
- La Société de propagation des livres d'art;
- La Société de protection des apprentis;
- La Société d'encouragement pour l'industrie nationale;
- La Société nationale des Arts et Sciences industriels;
- Le Conseil municipal;
- Le Ministère de l'Instruction publique;
- Le Ministère du Commerce et de l'Industrie,

qui, cette année, par l'entreprise de M. Jacquemard, inspecteur de l'enseignement technique, à qui nous adressons nos sincères remerciements, a porté sa subvention habituelle à 1,000 francs.

» Nous réussirons, Messieurs, avec l'aide et le dévouement de nos professeurs, de MM. Dubaut et Gaudry, de M. Jungers, nouveau venu, mais qui, en quelque mois, nous a montré ce que nous pouvons espérer de lui pour l'avenir; de M. Larche, qui a fait faire un progrès tel à l'enseignement du dessin à vue, que les dessins de ses élèves composent la partie la plus remarquable des travaux de cette année; de M. Hiolle, qui, depuis la fondation de l'école, nous accorde le concours de son talent avec une constance qu'on ne saurait trop apprécier.

» Enfin, Messieurs, nous réussirons si les élèves, et c'est une condition indispensable, veulent bien nous suivre dans cette voie, et aux difficultés de plus en plus grandes, imposées par l'extension du programme des études, répondre par un travail et des efforts plus grands.

» Malheureusement, j'ai le regret de constater que, cette année, les résultats obtenus et par l'école et par le concours, sont faibles en quelques points.

» Pour l'école, la cause de cette faiblesse se trouve dans l'irrégularité des présences aux leçons, et le reproche doit s'adresser plus aux parents qu'aux élèves, car ce sont les parents qui doivent obliger leurs enfants à assister régulièrement aux cours. Pour le concours, la cause se trouve dans la faiblesse de quelques élèves des années supérieures. Je veux espérer qu'ils prendront leur revanche l'année prochaine.

» Aux prix décernés tous les ans, nous avons ajouté cette année deux prix de mérite. Cette innovation est due à M. Benon, conseiller municipal, qui a offert un prix au patronage, avec la condition que les élèves eux-mêmes désigneraient, à l'élection, le plus méritant d'entre eux. Deux prix ont été donnés ainsi : un à la classe de trait, l'autre à la classe de dessin à main levée.

» Le résultat de ces élections a été excellent. On proclamera, tout à l'heure, le nom des lauréats, dont le choix fait honneur, à la fois aux élus et aux électeurs.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» La Chambre Syndicale de l'Ameublement décide tous les ans que deux médailles seront décernées dans cette cérémonie, à deux ouvriers de la profession qui, par leur âge, la dignité de leur vie, les services rendus, ont droit à notre reconnaissance. Nous avons donc le double plaisir, en ce jour, de récompenser les jeunes élèves du Patronage qui représentent l'avenir de notre industrie, et les lauréats de la Chambre syndicale qui en représentent le passé.

» Tous, en recevant ces récompenses de votre main, s'en trouveront plus honorés encore, et c'est au nom de tous, maîtres et élèves, patrons et ouvriers, que je vous adresse nos sincères remerciements,

pour avoir bien voulu, sans hésitation, quitter un instant vos grandes occupations, pour venir parmi nous, honorer le travail, dans ces deux éléments extrêmes, représentés par ces jeunes gens et ces vieillards »

M. Kaempfen, Président d'honneur, a répondu à ce discours en ces termes :

« MESDAMES, MESSIEURS, MES JEUNES AMIS,

» Il y a un peu plus de neuf ans, j'avais une première fois l'honneur de prendre la parole ici, dans cette salle, lors d'une fête pareille. Le lieu n'a pas changé ; il est tel que je l'ai vu alors. Il n'en est pas ainsi, hélas ! de l'orateur, ni de ceux qui l'entouraient en 1881, et qui l'entourent encore sur cette estrade, en 1890 ; ils ne m'en voudront pas de ne leur point dissimuler une vérité qu'ils s'avouent, j'en suis sûr, de bonne grâce. La jeunesse, je la retrouve en face de moi. C'est que cette partie-là de mon auditoire va se renouvelant sans cesse. Ainsi les printemps se succèdent, et la parure des jardins et des bois demeure la même ; ce sont d'autres feuilles, c'est toujours le même feuillage vert et riant.

» Croyez tous que quelque chose en moi est jeune encore : c'est le cœur. L'âge ne le refroidit pas. Comme il y a neuf ans, je suis heureux d'avoir été désigné par la bienveillance de M. le Ministre pour le représenter ici. N'en doutez pas, vous Monsieur le Président, vous Messieurs ses collègues parmi lesquels j'ai le plaisir de voir le Président d'autrefois, qui, s'il a résigné les fonctions si bien remplies par lui, n'a pas renoncé à se dévouer à l'œuvre qu'il a fondée, qui lui doit tant et qui lui est si chère.

» L'année 1889 a été bonne pour le Patronage. Vous avez eu de brillants succès. Dans cette Exposition qui a été pour notre pays un si éclatant triomphe, qui a grandi son renom parmi les nations civilisées et réconforté l'âme de ces enfants attristés par le souvenir de lamentables revers, en leur montrant la patrie si vivante, si forte, si féconde pour le beau et pour le bien, si admirée et si digne de l'être. Vos méthodes, vos modèles, les ouvrages qui ont permis d'en apprécier la valeur, ont obtenu de hautes récompenses. Justice a été rendue aussi à l'utilité de votre institution, au rôle moralisateur qu'elle remplit, à ses services, à ses bienfaits. Ce succès-là n'est pas celui dont vous devez être le moins fiers.

» On l'aime, votre Patronage, il inspire le plus vif intérêt ; de toutes parts lui viennent les éloges et les encouragements, ce qui vaut mieux encore. Il s'est donné pour tâche d'aider la jeunesse, de l'instruire, de stimuler son zèle, de reconnaître ses efforts, de lui assurer un avenir heureux et facile.

» Des hommes de cœur se sont dit qu'il fallait aussi bien donner le spectacle de la vieillesse honorée et applaudie, lorsqu'elle est le beau

soir d'une vie laborieuse, fidèle au devoir, liée volontairement et par un libre choix, durant de longues années, à travers des fortunes diverses, à la destinée d'autrui. C'est une touchante pensée que celle que votre Chambre syndicale, qui mêle enfants et vieillards, joues roses et têtes blanches, et qui sanctifie en quelque sorte cette fête. Avec quel plaisir et de quelle chaude étreinte je serrerai la main des vaillants et modestes vétérans du travail dont les noms seront tout à l'heure proclamés.

» Jeunes gens, mes amis, vous avez contracté une grosse dette envers ceux qui vous témoignent un paternel intérêt, qui vous donnent sans compter, leur temps, leurs leçons, leur expérience. Cette dette, comment la payer? Vous le savez bien : en mettant à profiter de leurs conseils tout ce qu'il y a en vous d'énergie et de volonté. Êtes-vous bien sûrs de le faire? « Ils manquent d'un peu d'ardeur, » me disait quelqu'un dont vous êtes tendrement aimés, et que vous aimez et respectez beaucoup. Et il m'engageait à vous le répéter, et le lui ai promis. Voilà qui est fait. L'année prochaine, ce quelqu'un me dira, je n'en doute pas : « Ils ont trop d'ardeur maintenant, il faudra les calmer ».

C'est un si attrayant métier que le vôtre! Comment ne vous efforceriez-vous pas de tout votre pouvoir d'y devenir habiles, alors même que la reconnaissance, qui est un devoir sacré et bien doux à remplir, ne vous y obligerait pas? Un métier? C'est un art qu'il faut dire. Celui qui vous parlait à cette place, il y aura tantôt un an, vous le prouvait clairement. Et il vous montrait qu'il y a entre le meuble et l'âme de l'homme des rapports intimes, et il le montrait dans des termes si aimables et si charmants que je me garderai bien de le faire après lui.

» Aimez donc votre métier, votre art, de toutes vos forces, de tout votre cœur. Et, pour mieux apprendre à l'aimer, allez voir dans nos musées ce qu'il a produit de plus fin, de plus délicat, de plus magnifique. Devant ces chefs-d'œuvre d'invention et de goût, qui dans aucun autre pays n'ont été égalés, vous vous sentirez fiers de ce métier qu'on vous a donné ou que vous avez peut-être choisi sans en avoir soupçonné la noblesse. Vous vous direz qu'on y peut aussi, avec du talent, conquérir la célébrité. Les noms de Boulle, de Jean Oppenhord, de Cressent, de Riesener, de Carlin, de Beneman, de Jacob, — je ne parle pas des vivants pour n'offenser ici la modestie de personne, — sont connus dans le monde entier. En admirant les ouvrages qui les ont illustrés, vous aurez l'ambition de devenir des maîtres à votre tour.

» Et dans ces musées superbes où tous les arts sont fraternellement réunis, ne vous contentez pas de regarder et d'étudier les créations de celui auquel vous vous êtes voués et qui sera l'occupation de

votre vie. Arrêtez-vous longuement aussi devant les merveilles de la peinture et de la statuaire. Vous ne ferez ni statues, ni tableaux, soit ; mais la contemplation du beau, sous quelque forme qu'il se manifeste, est féconde. Ceux qui savent le voir ne s'en préoccupent pas en vain. Il excite en nous une émotion qui, parfois, le leur fait, à leur insu, aisément et comme naturellement rencontrer. Ont-ils trouvé pour quelque objet d'un usage familial une ligne plus heureuse, un contour plus harmonieux, c'est peut-être que, la veille, ils ont regardé la *Vénus de Milo* ou la *Joconde*.

» Un jour de distribution de prix, les discours les plus brefs sont les meilleurs.

» Un dernier mot. C'est à vous que je l'adresse, Monsieur le Président du Patronage ; à vous, Messieurs, qui vous consacrez avec tant de dévouement à une œuvre excellente entre toutes, qui lui prodiguez toutes sortes de marques de votre précieuse bienveillance ; à vous tous à qui elle doit sa prospérité et ses progrès. Vous préparez au pays des ouvriers d'élite et des artistes dont il s'enorgueillira un jour, qui maintiendront, qui accroîtront peut-être la renommée qu'ont value dans le monde, à la France, la supériorité de son goût et les dons séduisants de son génie ; et, comme ce n'est pas seulement les intelligences mais aussi les cœurs et les caractères que vous vous êtes donné la mission d'élever, elle vous devra des générations d'honnêtes gens et de bons citoyens. Au nom du gouvernement de la République, au nom de la France, soyez remerciés, Messieurs, pour ce que vous avez fait, pour ce que vous ferez encore. »

Après cet éloquent discours qui a produit sur l'auditoire la plus vive impression, il a été procédé à la distribution des récompenses. Nous citerons les noms des élèves ayant obtenu les premiers prix. Ce sont :

Pour les tourneurs : Gironde, Armand, Gautier, Delarue et Schmit ;

Pour les menuisiers en sièges : Jonas, Genteur, Génot, Kirsch, Gautier et Castets.

Pour les sculpteurs : Paquelier, Frigout, Lamarre, Becker, Brouhot, Furtado.

Pour les ébénistes : Henss, Rinck, Délégné, Desmedt, Morancé, Morhain.

Pour l'école de dessin : Desmedt, Hann, Biltris, Hespel, Napoly, Fischer, Léc, Languedoc, Brouhot.

Une innovation a marqué la distribution des récompenses cette année. C'est le prix de mérite décerné par les élèves eux-mêmes. Cette création, due à l'initiative de M. Benon, conseiller municipal du quartier des Quinze-Vingts, a présenté cette particularité qu'il s'est trouvé deux candidats également méritants. M. Boison ayant offert un second prix, les élèves Léc et Desmedt ont reçu chacun le prix de mérite décerné par leurs camarades.

M. Larche, professeur d'ornement à l'École du Patronage, a reçu une médaille d'argent pour les progrès qu'il a su apporter dans la classe qu'il dirige.

Puis deux médailles d'argent dotées de 100 francs, offertes par la Chambre syndicale de l'Ameublement, sont distribuées : 1^o à M. Bertrand, menuisier en sièges, 39 ans de services industriels dans la maison G. Rey : 2^o à M. Bertonneau, ouvrier billardier, 35 ans de services dans la maison E. Guéret.

Enfin, M. le Président Kaempfen annonce que M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur la proposition du Patronage, a bien voulu accorder les palmes académiques à M. Hiolle, le sympathique professeur de modelage à l'école.

Ces diverses nominations de récompenses, et notamment la dernière, excitent la plus vive émotion parmi l'assistance et sont accueillies par ses applaudissements plusieurs fois répétés.

Un concert a terminé cette fête annuelle qui exerce une si grande influence dans l'industrie de l'Ameublement.

INSPECTION DES FABRIQUES

ET

RÉGLEMENTATION INDUSTRIELLE

EN ANGLETERRE COMME EN ALLEMAGNE

Par **Léon Faucher**

Ingénieur en chef des Poudres et Salpêtres

AVANT-PROPOS

Le présent travail a été fait sur la demande de la section de statistique et d'administration du Congrès des accidents du travail, et comme conséquence de la discussion intervenue sur la réglementation et l'inspection officielle des établissements industriels dans les divers pays.

Cette étude paraît, au premier abord, très étrangère à ma spécialité, et j'ai besoin d'expliquer comment j'y ai été conduit par les études que m'imposait ma spécialité même, sur la nécessité pour la France d'une réglementation nouvelle et générale de l'industrie des explosifs. Nulle réglementation n'est mieux justifiée dans l'intérêt de la collectivité des citoyens. C'est, en effet, un principe fondamental de la vie sociale, que nul ne peut nuire à ses voisins, et que toutes les manifestations de la vie individuelle ont, pour limite nécessaire, l'obligation de n'apporter aucun trouble à la liberté même du voisin, ainsi qu'à son bien-être général et particulièrement à sa santé. Or, dans aucun cas, ce principe de sécurité publique ne peut être appliqué avec plus de décision par le législateur et par l'administration, que dans le cas de la fabrication et de l'emploi des explosifs, où la vie même des citoyens peut être directement compromise par toute installation défectueuse des fabriques, ainsi que par toute imprudence commise dans la manipulation des produits fabriqués.

Comme conséquence naturelle du développement acquis depuis

quelques années par l'industrie des explosifs, la plupart des Etats européens ont édicté, plus ou moins récemment, une réglementation minutieuse de cette industrie. C'est ainsi qu'en Angleterre, où le respect de la liberté individuelle constitue un principe en quelque sorte sacré, la loi qui porte le nom de *Explosives Act 1875*, régit de la manière la plus complète la fabrication, la conservation, la vente, le transport et l'importation de la poudre à canon et des autres substances explosives.

Une organisation spéciale d'inspecteurs des explosifs (*Her Majesty's Inspectors of Explosives*) assure l'exécution de la loi de 1875 dans toutes les parties du royaume et les enquêtes de ces inspecteurs dans tous les cas d'accidents ou de difficultés quelconques, ainsi que leurs rapports établis annuellement en exécution même de la loi, ont réalisé déjà dans l'industrie des explosifs des progrès considérables et précieux pour la sécurité publique.

En France, il n'en est malheureusement pas ainsi. Si même l'on compare la législation en vigueur en France et à l'étranger, on est frappé de ce fait que les règlements français, très sévères et même absolument prohibitifs sur certains points, sont incomplets ou absolument muets sur certains autres, et présentent finalement des incertitudes nombreuses et des lacunes beaucoup plus graves que les règlements étrangers. Il est au moins singulier de voir précisément en France, où l'on accuse souvent l'administration de s'exagérer ses droits sur le public, la réglementation d'une industrie aussi dangereuse que celle des explosifs présenter de pareilles lacunes. D'ailleurs, cette insuffisance de la réglementation ne peut être corrigée dans la pratique, car il n'existe aucune organisation d'inspecteurs des explosifs, analogue à celle dont nous venons de parler pour l'Angleterre, et cependant la France ne passe pas pour manquer de fonctionnaires.

Je signale seulement en passant, que depuis longtemps une commission spéciale, fortement constituée sous la présidence du ministre du commerce, a préparé un projet de règlement général, portant la date du 19 juin 1882, qui embrasse la fabrication, le transport et la conservation des explosifs, et donne à la sécurité publique toutes les garanties possibles, sans cependant apporter d'entraves trop gênantes à l'industrie. J'ajoute encore, sans y insister, que tout le fonctionnement de cette réglementation est basé sur l'organisation d'un service spécial de contrôle et de surveillance, confié aux ingénieurs des poudres et salpêtres.

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher pour quelles raisons assez complexes, — qui ne sont pas toutes d'ordre administratif, — la réglementation générale et rationnelle de l'industrie des explosifs n'existe pas encore en France, comme dans les pays qui nous entourent.

Ce n'est d'ailleurs malheureusement pas sur ce point seulement de la législation industrielle, que nous sommes en retard par rapport à nos concurrents et rivaux. Naturellement conduit, par cette première étude d'un cas particulier, à étudier toute notre réglementation industrielle comparativement à celle des autres pays d'Europe, je suis arrivé à cette conviction, — qu'il importe d'affirmer courageusement, dans le but même de provoquer, s'il est possible, des contradictions, — que cette réglementation est insuffisante et qu'elle devrait être remaniée dans un esprit tout nouveau, et surtout de manière à devenir en toutes circonstances préventive et non répressive.

Le résumé de la réglementation industrielle dans les divers pays a été présenté au Congrès des accidents dans trois rapports :

1^o Rapport de M. Olry, ingénieur en chef des mines, sur les *Mines, Minières, Carrières, Chemins de fer et Appareils à vapeur* (1);

2^o Rapport de M. Laporte, inspecteur divisionnaire du travail dans l'Industrie, sur le *Travail des femmes et des enfants dans les Usines et les Manufactures* (2);

3^o Rapport de M. Livache, ingénieur civil, inspecteur des établissements classés, sur les *Établissements dangereux et insalubres* (3).

Je n'insisterai pas sur le remarquable rapport de M. Olry, sinon pour faire observer qu'il constate, pour la France, de nombreux progrès réalisés, et une situation actuelle largement satisfaisante, ce que l'on peut attribuer à ce fait que cette partie de la réglementation industrielle est sous la surveillance des ingénieurs des mines, et par conséquent confiée à une inspection fortement constituée, en état de faire respecter la loi d'abord, puis de la faire modifier au besoin, d'après les résultats de l'expérience.

Au contraire, l'étude des deux rapports, si intéressants égale-

(1) *Congrès des accidents*, t. I, p. 225-276.

(2) *Id.* p. 277-295.

(3) *Id.* p. 297-314.

ment, de MM. Laporte et Livache, ne m'ont pas enlevé cette conviction ancienne, que la France est bien moins avancée, en ce qui concerne la réglementation du travail dans les usines et les manufactures, ainsi que celle des établissements dangereux et insalubres.

Sans revenir sur la discussion intervenue sur ce point, dans la section de statistique et d'administration (1), je crois pouvoir affirmer — avec l'approbation de la section, si je ne me trompe — que la loi de 1874, sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie, ainsi que la loi de 1810 sur les établissements classés sont absolument insuffisantes en elles-mêmes d'abord, et plus encore peut-être parce que leur exécution n'est pas confiée à une inspection puissamment organisée, et dont le fonctionnement soit régulièrement assuré.

A ce point de vue, il était intéressant d'établir, par une étude un peu plus complète que celle présentée à l'ouverture du Congrès, la supériorité sur la réglementation française, de la réglementation imposée aux établissements industriels en Angleterre et même en Allemagne (2). On peut même affirmer qu'il y a un grand intérêt, dans notre situation sociale et économique, à étudier comment l'inspection des fabriques, grâce à la haute compétence de ses membres et par leur action constante sur tous les points du territoire, a pu devenir un élément considérable de prospérité dans ces deux grands pays industriels d'Angleterre et d'Allemagne, nos rivaux trop souvent victorieux sur la plupart des marchés de l'Europe et des pays coloniaux.

C'est du moins ce qu'a pensé la section de statistique et d'administration, en me demandant de présenter le résultat de mes recherches antérieures sur ce point (3), et cette étude ne peut manquer, malgré les imperfections d'un travail forcément rapide, de conserver quelque intérêt pour tout esprit élevé et soucieux de la prospérité de notre industrie nationale.

Janvier 1890.

(1) Voir *Congrès des accidents*, t. II, p. 160 et suivantes.

(2) Il conviendrait également d'ajouter, comme exemple d'une réglementation industrielle, rationnelle et efficace, celle réalisée en Suisse par la loi fédérale du 23 mars 1877. Des renseignements intéressants ont été donnés à ce sujet par M. Etienne, inspecteur fédéral des fabriques, à la section de statistique et d'administration. (Voir *Congrès des accidents*, t. II, p. 150 et suivantes.)

(3) Ces recherches ont été résumées précédemment à la Société de statistique et d'économie politique de Lille dans la séance mensuelle de juin 1889.

INSPECTION DES FABRIQUES EN ANGLETERRE

L'étude de l'inspection des fabriques en Angleterre présente une grande importance, parce que c'est précisément dans ce pays classique de la liberté individuelle, que l'on trouve la réglementation la plus complète et la plus sévère, avec un personnel d'inspection depuis longtemps existant et plus fortement organisé qu'en aucun autre pays d'Europe. Il sera d'ailleurs démontré par cette étude même, que cette réglementation industrielle a pu améliorer notablement les relations entre l'ouvrier et le patron anglais, et que l'inspection des fabriques, loin d'apporter quelque gêne à l'industrie anglaise, a pu servir, au contraire, d'auxiliaire puissant à tous les progrès réalisés depuis le commencement du siècle par cette industrie (1).

Première organisation de l'inspection des fabriques. — L'inspection des fabriques n'existe en Angleterre, comme fonction administrative dépendant de l'État, que depuis 1833.

Auparavant, l'exécution des lois relatives à l'industrie était confiée à des inspecteurs locaux, dont la fonction était purement honorifique et qui restaient sans action réelle, parce qu'ils étaient nommés par les juges de paix, c'est-à-dire plus ou moins directement par les industriels eux-mêmes et par leurs amis.

Du reste, sans vouloir faire une étude approfondie de la législation industrielle anglaise, ce qui nous entraînerait au delà des limites naturellement imposées à notre travail, il est nécessaire, pour bien comprendre le rôle de l'inspection des fabriques en Angleterre, de faire un historique rapide de cette législation dont tous les progrès sont dus, comme nous le verrons, à l'inspection elle-même (2).

(1) La source principale des renseignements qui suivent est une étude très complète présentée, comme thèse de doctorat, à l'Université de Tübingue. (*Die englische Fabrik-Inspection*, von Otto W. Weyer, Doctor der Staats-Wissenschaften, in-8°, 324 pages. Tübingen, 1888.)

(2) Toute la législation relative à l'inspection des fabriques en Angleterre, et dont l'application incombe à cette inspection, comprend les lois dont les dates suivent : 22 juin 1802, 15 oct. 1831, 29 août 1833, 6 juin 1844, 30 juin 1845, 8 juin 1847, 22 juill. 1847, 5 août 1850, 20 août 1853, 30 juin 1856, 6 août 1860, 6 août 1861, 11 avril 1862, 29 juin 1863, 13 juill. 1863, 25 juill. 1864, 29 juill. 1864, 15 août 1867, 21 août 1867, 9 août 1870, 25 mai 1871, 21 août 1871, 10 août 1872, 5 août 1873, 30 juill. 1874, 27 mai 1878, 7 sept. 1880, 25 août 1883, 25 juin 1886, 16 sept. 1887.

Loi du 22 juin 1802. — Les plus anciens règlements industriels datent de l'organisation d'un office sanitaire spécial créé en 1796, dans l'intérêt des ouvriers. Mais la première législation industrielle vraiment digne d'attention, date de 1802; elle est contenue dans le *Moral and Health Act* dû à la puissante initiative de sir Robert Peel. Cette loi concerne seulement les fabriques de coton et de laine, et elle a surtout pour but d'améliorer le sort des apprentis de paroisse, c'est-à-dire des enfants pauvres, dont les administrations hospitalières se débarrassaient en les envoyant travailler dans les fabriques. Pour ces enfants, jusqu'alors sans appui et sans défense, le temps du travail journalier est limité à douze heures, et le travail de nuit (de 9 heures du soir à 6 heures du matin) est interdit. En outre, chaque apprenti doit fréquenter une école chaque jour, pendant les quatre premières années de son apprentissage, et les heures d'école doivent lui être comptées comme temps de travail. Chaque apprenti devait avoir deux vestes (dont une neuve chaque année) avec les pièces de vêtements nécessaires. Il était, en outre, interdit de faire coucher plus de deux apprentis dans le même lit; de plus, dans l'intérêt de la morale, les apprentis de sexe différent devaient coucher dans des dortoirs distincts.

Pour l'exécution de la loi, les juges de paix devaient chaque année, dans leur session d'été, nommer deux inspecteurs, ayant nom de *Visitors*, pris l'un parmi les juges de paix, l'autre parmi les prêtres de la paroisse. Mais ces inspecteurs se trouvaient, comme nous l'avons dit plus haut, dans l'impossibilité d'exercer utilement leurs fonctions (d'ailleurs gratuites), qui se limitaient presque à l'inscription sur un registre spécial, d'un rapport sur les résultats de leur visite. De plus, cette visite était d'ordinaire annoncée à l'avance, en sorte qu'elle ne pouvait guère donner lieu qu'à de vifs éloges, sur une situation d'avance régularisée et parfaitement satisfaisante.

La seule prérogative des inspecteurs qui aurait pu avoir quelque importance, était le droit, en cas de maladie constatée dans la fabrique, de provoquer des visites médicales et de faire exécuter les prescriptions des médecins aux frais du patron. Mais, ne se sentant pas appuyés par l'opinion publique, les inspecteurs n'usaient guère de cette prérogative, et ils considéraient comme un pénible devoir, la visite des fabriques de leurs voisins et amis.

Finalement, après deux ans d'application plus ou moins imparfaite de la loi, les juges ne prenaient même plus la peine de nommer ces inspecteurs.

Dès lors, il s'établit une lutte entre l'indifférence égoïste du patron et la sollicitude du législateur cherchant à protéger, par une réglementation de plus en plus efficace, la classe ouvrière, partout où elle se trouvait incapable de défendre ses propres intérêts. Seulement le législateur se trouvait en présence d'une grosse difficulté, celle de ne pas compromettre par une intervention exagérée de l'État, la force de concurrence des diverses industries, ainsi que leurs progrès techniques. En sorte que la réglementation industrielle n'avance que pas à pas et en portant successivement sur les diverses branches de l'industrie, jusqu'à ce que le patron lui-même eut compris combien cette réglementation facilitait les relations toujours difficiles du capital et du travail. Or, ce résultat considérable fut conquis en majeure partie, par l'inspection des fabriques elle-même.

Périodes successives dans la réglementation industrielle. — Sans insister inutilement sur les phases diverses de cette lutte du législateur et de l'industriel, nous signalerons que l'on peut distinguer dans l'histoire de la réglementation industrielle, quatre périodes distinctes :

Dans la première, de 1802 à 1831, la réglementation est limitée à l'industrie de la laine et du coton, et aux ouvriers non adultes. Dans la deuxième, de 1831 à 1836, la réglementation s'étend à tous les ouvriers de l'industrie textile. Dans la troisième, de 1860 à 1878, elle s'étend à toutes les branches de l'industrie, ainsi qu'à toutes les fabriques. Dans la quatrième enfin, à partir de 1878, elle s'étend également à l'industrie domestique.

Ajoutons qu'à partir de 1^{er} janvier 1879, une loi sur laquelle nous aurons à revenir, *The factory and workshop Act*, loi du 27 mai 1878, a constitué une codification complète des nombreuses lois précédentes qui touchent à toutes les branches de l'industrie.

Inefficacité de l'inspection créée en 1802. — Pour en revenir à l'inspection des fabriques, nous avons dit comment la loi de 1802 était restée sans effet, par suite du mode défectueux de recrutement des inspecteurs. Par un premier bill, en 1815, Peel obligea les juges de paix à nommer pour inspecteurs des personnes

compétentes, et assigna une rémunération à l'accomplissement des fonctions de ces inspecteurs. Mais cette nomination ne pouvait donner aux titulaires la force de vaincre les résistances des industriels, qui sous prétexte de protéger leurs secrets de fabrication, empêchaient la visite de leurs fabriques. En sorte qu'il fallut admettre pendant de longues années — jusqu'à la loi de 1813 — que les infractions aux règlements seraient signalées par les dénonciations des intéressés eux-mêmes, dénonciations qui étaient suivies d'une sorte de récompense pécuniaire. Seulement cette récompense était trop faible pour donner au travailleur le courage de braver le mécontentement et quelquefois la vengeance de son patron.

La loi restait en somme inefficace et impuissante à protéger la classe ouvrière.

Cependant les perfectionnements importants survenus dans l'emploi de la vapeur donnaient une importance croissante aux usines, ce qui tendait à transporter l'industrie des campagnes dans les villes. En même temps, l'amélioration continuelle des machines dans les usines permettait de remplacer le travail de l'homme par celui des femmes et des enfants. De plus, les résultats considérables d'abord produits par le perfectionnement des machines poussaient naturellement l'industriel à une utilisation fiévreuse de ces machines, par l'allongement de la durée du travail journalier jusqu'à quinze et même dix-huit heures. Lorsque cette durée de travail s'appliquait à des enfants de 13 à 16 ans, ce qui n'arrivait que trop souvent, l'abus était criant. Toutes ces modifications abusives aux conditions mêmes du travail exigeaient l'intervention de l'État.

Lois de 1819, 1825, 1829 et 1831. — Cette intervention se traduisit d'abord par les lois de 1819, 1825 et 1829, qui réglaient les durées de travail pour les diverses classes d'ouvriers, jugées les plus dignes de la protection de la loi.

Puis enfin vint la loi du 15 octobre 1831, dont la protection s'étendait à trois catégories de travailleurs : enfants au-dessous de 9 ans, adolescents au-dessous de 18 ans, ouvriers au-dessous de 21 ans. Par cette loi, le travail est interdit aux enfants avant l'âge de 9 ans. Le travail de nuit (de 8 heures $\frac{1}{2}$ du soir à 5 heures du matin) est interdit à tout ouvrier entre 9 et 21 ans. Le travail de jour est limité pour tous les ouvriers jusqu'à 18 ans à 12 heures.

Cependant la loi de 1831 reste impuissante comme les trois précédentes. Les efforts des philanthropes pour obtenir une application régulière de la loi demeurèrent infructueux par la raison surtout que l'entrée des fabriques était interdite par les patrons aux étrangers.

Pendant ce temps, se produisit la vive agitation, dite du mouvement des dix heures, d'abord sous l'impulsion du grand philanthrope Nathaniel Gould, puis du socialiste Owen, et enfin du célèbre Roi des fabriques, Richard Oastler, laquelle donna naissance à une grande enquête parlementaire sur l'état des ouvriers de fabriques. Cette enquête se termina par un rapport considérable, dans lequel la commission repoussait l'abaissement général de la durée du travail à dix heures, comme une mesure fâcheuse pour l'industrie dans sa concurrence forcée avec l'étranger et comme une attaque dangereuse contre les droits de l'ouvrier adulte, qui pouvait réclamer l'allongement du travail jusqu'à la limite de ses forces. Toutefois, la commission crut devoir réclamer de nombreuses améliorations à la condition des ouvriers, et ses propositions furent adoptées en partie dans la loi du 29 août 1833.

Loi de 1833. — Cette nouvelle loi s'étend à toute l'industrie textile en général (filatures et tissages de coton, de laine, de chanvre et de lin) et ne comporte d'exception que pour les fabriques de soie et les fabriques mues par des moteurs hydrauliques. Elle étend d'ailleurs sa protection aux trois classes de travailleurs : enfants au-dessous de 9 ans, enfants de 9 à 13 ans, adolescents de 13 à 18 ans.

En interdisant tout travail aux enfants au-dessous de 9 ans et le travail de nuit (de 8 heures 1/2 du soir à 5 heures 1/2 du matin) aux ouvriers au-dessous de 18 ans, la loi de 1833 fait, pour la première fois, une différence entre les enfants de 9 à 13 ans et les adolescents de 13 à 18 ans, en fixant pour les premiers le maximum de travail à 9 heures par jour et 48 heures par semaine, et pour les autres à 12 heures par jour et 69 heures par semaine.

Pour l'exécution de la loi, on créa un service d'inspecteurs, dont la tête était occupée par deux *Inspectors*, tous deux de rang égal, ayant chacun auprès de lui deux *Assistant Inspectors*, puis ensuite des *Subinspectors* et des *Junior Inspectors*, lesquels se

trouvaient subordonnés aux inspecteurs, et devaient effectuer le service même d'inspection, avec des attributions et prérogatives nettement et étroitement définies. Tous ces fonctionnaires devaient être nommés par le ministre de l'intérieur (*Secretary of State for the Home*), recevaient des appointements suffisants pour leur assurer une large indépendance (100 livres sterling pour les inspecteurs). Ils étaient d'ailleurs protégés dans l'accomplissement de leurs fonctions par la loi même, qui menaçait ceux qui y mettaient obstacle, d'une amende pouvant aller jusqu'à 20 livres sterling.

Assez rapidement, le nombre des inspecteurs dépendant directement du ministère de l'intérieur fut porté à quatre, pour lesquels le Royaume-Uni se trouva divisé en quatre circonscriptions diverses. En 1837, un remaniement de ces circonscriptions affectait spécialement les trois premiers inspecteurs aux divers comtés de l'Angleterre, et le quatrième à l'Écosse et à l'Irlande.

Inspection des fabriques en 1837. — Dans cette même organisation du 13 mars 1837, le nombre des *Assistant Inspectors* auquel on donna le nom de *Superintendings* fut porté à 15. Chaque inspecteur avait sous ses ordres trois superintendants avec un traitement annuel de 350 liv. sterl. (8,750 francs), les trois inspecteurs pour l'Angleterre, ayant en outre un superintendant avec un traitement annuel de 250 liv. sterl. (6,250 francs).

La nouvelle inspection des fabriques instituée par la loi de 1833, commença ses travaux dans les conditions les plus défavorables. D'une part, en effet, elle rencontrait l'opposition des principaux représentants de l'École de Manchester, qui considéraient une telle action gouvernementale comme un pas en arrière dans la doctrine de la liberté industrielle absolue. D'autre part, la grande majorité des industriels se montraient hostiles à une réglementation qui paraissait nuisible à leurs intérêts. Quelques rares philanthropes accueillaient avec joie l'inspection des fabriques, dans la pensée que la libre concurrence les mettait dans l'impossibilité, d'améliorer réellement la condition de leurs ouvriers. Mais leur appui moral était entravé par l'insuffisance même de la réglementation industrielle. D'ailleurs, le gouvernement lui-même, sous la pression des intérêts représentés par le capital, ne faisait rien pour faciliter la tâche de l'inspection des fabriques, dans ses attributions mal définies et mal établies; quel-

quefois même, il allait jusqu'à rendre impossible par un esprit de favoritisme l'exercice de ces attributions.

Cependant les inspecteurs de fabrique, tout en s'efforçant avec un soin extrême de n'apporter aucun obstacle au développement de l'industrie, commencèrent à lutter, sans souci de l'éloge et du blâme des partis contraires, pour protéger, par tous les moyens légaux possibles, la classe ouvrière. Peu à peu leur autorité dans toutes les questions industrielles s'accrut assez pour les mettre en état de vaincre la résistance du capital et le doctrinarisme économique de l'école de Manchester. D'ailleurs, les sombres prophéties de cette école sur la ruine prochaine de l'industrie, étaient loin de s'accomplir, et la réglementation n'entravait en rien le développement de l'industrie. Les inspecteurs de fabrique purent donc appliquer tous leurs efforts à améliorer et à étendre cette réglementation.

Loi de 1844. — Le premier effet utile de ces efforts se traduit par la loi du 6 juin 1844.

Cette loi, relative comme celle de 1833 à l'industrie textile seulement, renferme une innovation importante consistant à assimiler les femmes âgées de plus de 18 ans aux adolescents de 11 à 18 ans pour les conditions du travail. Elle abaisse l'âge minimum légal pour les enfants à 8 ans (au lieu de 9) et diminue le temps de travail des enfants jusqu'à 13 ans à 6 heures et demie par jour (au lieu de 9 heures), en spécifiant qu'aucun enfant ne pouvait le même jour travailler avant et après midi. Dans les fabriques qui emploient les adolescents, au-dessous de 18 ans, pendant 10 heures seulement par jour, il est permis d'employer également des enfants (au-dessous de 8 ans), pendant 10 heures également, mais seulement pendant trois jours consécutifs par semaine. Les enfants doivent d'ailleurs fréquenter l'école 3 heures par jour, pendant les cinq premiers jours de la semaine.

Quant à l'inspection des fabriques, la loi de 1844 assure son fonctionnement, en précisant les attributions des inspecteurs, notamment en ce qui touche la constatation des infractions à la loi, et leur droit de procéder pour cette constatation à toutes les enquêtes jugées par eux nécessaires, et même de réquisitionner la police pour leur prêter main-forte. D'ailleurs, toute opposition systématique et démontrée à l'action des inspecteurs peut être punie d'une amende, dont le minimum est fixé à 3 livres sterling.

et le maximum maintenu à 10 livres sterling (comme dans la loi de 1833), si le fait s'est produit le jour, mais dans le cas où cette opposition s'exerce pendant la nuit, l'amende peut varier de 20 livres à 50 livres sterling.

Médecins certifiants des fabriques. — De plus, des auxiliaires effectifs sont donnés aux inspecteurs, dans la personne des médecins *Certifying Surgeons*, qui sont rattachés à l'inspection des fabriques.

Ces médecins ont pour fonction de s'assurer, si les enfants ou adolescents employés dans les fabriques ont bien l'âge réglementaire et sont bien employés dans les conditions fixées par la loi. Ils doivent, de plus, procéder à un examen médical de l'enfant ou du jeune ouvrier avant son emploi dans la fabrique, pour s'assurer si ceux-ci possèdent bien les capacités physiques prescrites par la loi, pour le travail qui leur est destiné.

À cet effet, tout enfant ou jeune ouvrier au-dessous de seize ans, doit être muni d'un certificat du médecin, dans les sept jours qui suivent son entrée dans la fabrique (ou dans les treize jours, lorsque le médecin demeure à plus de 3 milles de la fabrique). Du reste, le médecin doit faire une visite à la fabrique par semaine (par quinzaine s'il demeure à plus de 3 milles) et consigner les résultats de cette visite dans un registre spécial.

Ces médecins sont nommés (ou congédiés s'il y a lieu) par l'inspecteur, et exercent leurs fonctions sous son contrôle et sa direction, le tout dans des conditions particulièrement honorables. La loi a stipulé, en effet, que les honoraires du médecin sont fixés par un accord préalable avec l'industriel; dans le cas où cet accord n'aurait pu s'établir, les honoraires sont de 1 schelling par enfant visité, avec des frais de déplacement fixés à 6 pence par mille de distance. Il convient d'ailleurs d'ajouter que ces honoraires pouvaient prendre une réelle importance, car dans une enquête faite en 1873, il a été établi que sur 603 médecins de fabrique, 104 touchaient plus de 2,500 francs par an; parmi lesquels figurent 5 touchant plus de 12,500 francs et 3 plus de 10,000 francs par an.

Sans insister sur cette question d'argent, qui ne manque pas cependant d'importance, quand il s'agit d'assurer l'exécution des règlements, on comprend sans peine, comment les médecins certifiants des fabriques, par leur nombre même et par leurs rapports

réglés et presque incessants avec les industriels et leurs ouvriers, pouvaient aider et confirmer d'une manière puissante l'action des inspecteurs.

Loi des dix heures ou de 1847. — La loi du 8 juin 1847 est plus importante encore que celle de 1844, au point de vue de la protection de l'ouvrier, en ce qu'elle limite le travail des femmes et des jeunes ouvriers au-dessous de 16 ans, à 10 heures par jour et 68 heures par semaine.

Cette loi, dite des dix heures, paraissait conclure et mettre fin à une agitation de vingt années. Cependant, comme la durée du travail normal des fabriques était fixé à quatorze heures et demie par jour (de 5 heures et demie du matin à 8 heures), un grand nombre de patrons cherchèrent à concilier leurs intérêts avec les prescriptions de la loi par un système de relais, dans lequel les femmes et les enfants commençaient leur travail et le quittaient à des heures différentes.

Extension de la réglementation. — Pour mettre fin à cette lutte du patron contre la loi de dix heures, la loi du 5 août 1850 stipula que les femmes et jeunes personnes ne pourraient travailler avant 6 heures du matin et au delà de 6 heures du soir, et que le temps du repas fixé à 1 heure et demie serait compris dans ce même intervalle de 12 heures. En outre, comme la loi de 1844 permettait toujours d'employer les enfants (de 8 à 13 ans) de 5 heures et demie du matin à 8 heures du soir, cette anomalie fut supprimée par la loi du 20 août 1853, qui fixe les limites de 6 heures du matin à 6 heures du soir en été, et de 7 heures du matin à 7 heures du soir en hiver.

La loi du 30 juin 1856 complète cette protection des enfants, des adolescents et des femmes, en prescrivant des mesures de précaution contre les accidents dans les diverses parties de machines jugées dangereuses.

Dès lors, les réglementations successivement introduites dans l'industrie textile rendent des services considérables à la classe ouvrière et à l'industrie elle-même, en facilitant les rapports du capital et du travail. Peu à peu, la résistance des patrons s'affaiblit, elle se change en résignation, et pour beaucoup même en une véritable sympathie. La réglementation industrielle devient assez populaire, pour que les efforts incessants des inspecteurs de

fabriques permettent de l'étendre peu à peu, en dehors de l'industrie textile à toutes les autres industries.

C'est ainsi que les lois de 1833 et 1844 furent étendues par les lois des 30 juin 1845 et 22 juillet 1847 aux impressions sur étoffes ; par les lois des 6 août 1860, 11 avril 1862, 29 juin 1863 et 29 juillet 1864 aux blanchisseries et teintureries, par la loi du 6 août 1861 aux fabriques de tulle et de dentelles à la mécanique, par la loi du 16 juillet 1863 aux boulangeries, par la loi du 25 juillet 1864 aux fabriques, où s'exercent certaines industries pénibles et dangereuses (fabriques de cartouches, d'amorces fulminantes, d'allumettes chimiques, de papiers peints, briqueteries et tuileries, ateliers de tondage du velours, enfin par les lois des 9 août 1870 et 26 mai 1871 aux usines d'impressions sur étoffes et de blanchiment, aux teintureries et aux fabriques de conserves alimentaires.

D'autre part, l'importante loi du 15 août 1867 (*Workshop Regulation Act*), avait étendu à tous les ateliers occupant cinq personnes au plus, la réglementation usitée dans les fabriques et usines.

La loi du 5 août 1873 vint en outre régler l'emploi des enfants dans l'agriculture. Aucun enfant au-dessous de huit ans ne pouvait être employé par une autre personne que le père, sur sa propre exploitation. De plus, toute personne employant un enfant au-dessus de huit ans, devait exiger, sous peine d'amende, un certificat constatant qu'il a été ou va régulièrement à l'école sauf toutefois quelques mesures d'exception applicables au temps de la moisson.

Enfin, la loi du 30 juillet 1874 (*The Factory Act 1874*) améliora le régime du travail dans toutes les industries textiles et les fabriques de tulle, en fixant à quatorze ans au lieu de treize ans l'âge légal de l'adolescence, et en réduisant à dix ans au lieu de huit l'âge d'admission au travail des enfants (1).

Dans un ordre d'idées un peu différent, il faut signaler deux lois du 13 août 1875 (2), qui modifient les relations légales entre patrons et ouvriers, au grand avantage de ces derniers, en met-

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Victor Lefranc) dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 4^e année, 1874, p. 26 et suiv.

(2) Voir le texte de ces deux lois (traduction annotée par MM. Franck Chauveau et Hubert-Valleroux) dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 5^e année, 1875, p. 171 et suiv.

tant les uns et les autres sur le pied d'égalité absolue, en cas de contestation sur des questions de salaire et de travail, et en permettant aux ouvriers toute association compatible avec le maintien de la liberté individuelle. Il faut citer également la loi du 11 août 1875 (1) sur les sociétés de secours mutuels, ayant pour but de faciliter l'assistance des ouvriers entre eux, en cas de maladies, de pertes de biens ou décès dans la famille, ainsi que la création de pensions de retraite pour les vieillards. Mais, il est impossible d'insister sur ce point de vue de l'amélioration de la condition des ouvriers, parce qu'il faudrait mentionner également toute une législation spéciale, relative aux unions ouvrières, aux caisses de secours, aux maisons d'ouvriers, etc., laquelle sort évidemment de notre cadre.

Pour en revenir à la réglementation industrielle, on voit qu'au point où nous sommes arrivés, cette réglementation s'est étendue sous l'action constante de l'inspection des fabriques, à toutes les branches de l'industrie, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment (2).

Action bienfaisante de l'inspection des fabriques. — Il faut insister d'ailleurs sur l'action bienfaisante de l'inspection des fabriques, dans cette amélioration croissante de la réglementation industrielle.

Nous avons dit, en face de quelles difficultés s'était trouvée l'inspection officielle créée par la loi de 1833. Ces difficultés furent vaincues par la force de persuasion d'un personnel d'élite, qui ne voulut pas limiter sa tâche à appliquer les rigueurs de la loi aux industriels récalcitrants et qui sut prendre et jouer le rôle d'arbitres et d'hommes de confiance entre les ouvriers et leurs patrons, en aplanissant toutes les difficultés soulevées ou prêtes à naître. Sans cesser d'être absolument impartiaux, les inspecteurs

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Hubert-Valleroux) même *Annuaire*, 5^e année, 1875, p. 106 et suiv.

(2) Il faut remarquer qu'il n'est nullement question, dans ce qui précède, de l'industrie spéciale des mines, minières et carrières, pour laquelle une inspection officielle et une réglementation spéciale avaient été créées par les lois des 10 août 1842 et 14 août 1850, ainsi que par les deux lois du 10 août 1872. L'étude de cette partie de la législation industrielle anglaise sort de notre cadre, et nous rappelons qu'elle a été faite avec une parfaite compétence dans le remarquable travail de M. l'ingénieur en chef Olry. (Voir *Congrès des accidents*, t. I, p. 225 et suiv.)

de fabrique purent exciter dans le public de vives sympathies pour les souffrances imméritées des ouvriers, et obtenir l'application régulière des mesures législatives ou des mesures purement locales propres à améliorer leur situation. D'ailleurs, par leur étude continue des industries de leurs circonscriptions et leur contact permanent avec les ouvriers et les patrons, les inspecteurs de fabriques se trouvaient naturellement en situation de poser les bases d'une réglementation efficace et non tracassière, en même temps qu'ils pouvaient écarter toute mesure préjudiciable aux intérêts des patrons et de l'industrie elle-même.

L'inspection des fabriques put donc exercer une action efficace sur le développement industriel et jouer dans toutes les questions sociales, qui touchent au capital et au travail, un rôle pacificateur et bienfaisant. Sur ce dernier point, il suffit d'en appeler au témoignage peu suspect du grand agitateur *Karl Marx*, lequel, dans un livre contenant les critiques les plus vives et quelquefois les moins justifiées contre toute l'organisation industrielle de l'Angleterre, consent à déclarer que les inspecteurs des fabriques, et particulièrement l'un des plus célèbres d'entre eux, Léopold Horner, ont rendu à la classe ouvrière des services considérables et inoubliables (1).

Inspection des fabriques en 1878. — Il ne faut pas s'étonner par suite, que les industriels en soient enfin arrivés à réclamer eux-mêmes la réorganisation de l'inspection des fabriques sur des bases plus étendues.

On se rappelle que, comme conséquence des organisations de 1833 et 1844, le Royaume-Uni se trouvait divisé en quatre circonscriptions, ayant à leur tête des inspecteurs de rang égal, dépendant directement du ministère de l'intérieur. Au début, cette division fut plutôt utile que nuisible. Le défaut d'expérience dans l'application d'une réglementation nouvelle entraînait quelquefois une marche un peu incertaine de l'inspection, mais ces incertitudes étaient purement locales, et elles disparaissaient d'ailleurs facilement par le fait même des progrès réalisés sur d'autres points. Seulement, avec le temps, le manque d'uniformité dans l'action des inspecteurs et dans l'application des règlements souleva des réclamations de la part des industriels lésés ou croyant l'être. On

(1) *Das Kapital*, t. I, 3^e édit., § 207. Remarque.

en vint à réclamer de toutes parts la centralisation de l'inspection des fabriques, ce qui fut réalisé par l'importante loi de 1878.

La direction supérieure est confiée au *Chief Inspector* (appointements 1,200 livres sterling) qui est directement sous les ordres du secrétaire d'État de l'intérieur et qui a son bureau dans le *Home Office*. Le Royaume-Uni est partagé en 39 cercles d'inspection, ayant chacun à sa tête un *Inspector*, dont les appointements varient de 300 à 500 livres sterling.

Les rapports entre le *Chief Inspector* et les *Inspectors* sont assurés par cinq *Superintending Inspectors* (appointements variant de 500 à 700 livres sterling), dont l'action individuelle s'étend sur sept à huit cercles d'inspections. En outre, dans les dix plus grands cercles, il est adjoint à l'inspecteur un collaborateur *Junior Inspector* (appointements de 200 à 300 livres sterling), ayant pour fonction spéciale de procéder aux visites d'usines.

On pourrait trouver que ce personnel est en somme peu nombreux, mais il ne faut pas oublier que les inspecteurs ont pour collaborateurs efficaces, dans leur besogne d'inspection proprement dite et pour toutes les constatations matérielles, les médecins de fabriques, *Certifying Surgeons*, qui ont été rattachés à l'inspection par la loi de 1844 et dont le rôle est rendu plus efficace encore par la loi de 1878.

D'ailleurs, le personnel d'inspection est un personnel d'élite, choisi dans les plus hautes classes de la société et dont l'action est facilitée par l'honneur même attaché à leurs fonctions, et, il faut bien le dire, quoique l'observation puisse paraître mesquine, par l'importance de leurs traitements (1).

(1) Personnel de l'inspection des fabriques en Angleterre :

1 Her Majesty's Chief Inspector of Factories and Workshops. Appointements	£ 1.200	(30.000 fr.)
5 Her Majesty's Superintending Inspectors of F. and W. Appointements au début	500	(12.500 fr.)
Croissant chaque année de 20 £ jusqu'à	700	(17.500 fr.)
39 Her Majesty's Inspectors of F. and W., dont 7 de première classe. Appointements au début	410	(10.250 fr.)
Croissant chaque année de 15 £ jusqu'à	500	(12.500 fr.)
Et 32 de deuxième classe. Appointements au début	310	(7.750 fr.)
Croissant chaque année de 10 £ jusqu'à	400	(10.000 fr.)
10 Junior Inspectors of F. and W. Appointements au début	200	(5.000 fr.)
Croissant chaque année de 10 £ jusqu'à	300	(7.500 fr.)
55 Inspectors de divers rangs aux appointements moyens de plus de 400 £ (10.000 fr.).		

Une éducation choisie et une large instruction, garantie par des examens sérieux à l'entrée dans l'inspection, facilitent encore les relations entre les inspecteurs et les industriels et permettent à l'inspection des fabriques d'assurer, de la manière la plus complète, l'exécution de la loi de 1878.

Loi de 1878. — Il importe de résumer cette loi du 27 mai 1878, *The Factory and Workshop Act*, qui codifie, comme nous l'avons déjà dit, toutes les lois précédentes, réglementant les diverses branches de l'industrie, en y apportant d'ailleurs d'importantes modifications, qui sont essentiellement en faveur des ouvriers (1).

La première partie de la loi comprend des prescriptions générales relatives à la salubrité des usines et ateliers, à la sécurité des ouvriers, à la durée du travail journalier des enfants, des adolescents et des femmes, ainsi qu'au maintien en état de santé et à l'instruction des enfants. La deuxième partie comprend des prescriptions particulières aux diverses catégories de fabriques et d'ateliers, qui modifient en partie les prescriptions générales tant au point de vue de la condition des ouvriers et ouvrières, qu'à celui de leur travail même. La troisième et la quatrième parties touchent au mode d'application de la loi et à la pénalité pour tous les cas possibles d'infractions.

D'une manière générale, les prescriptions de la loi de 1878 peuvent être résumées comme suit :

I. — Protection de la santé et de la sécurité des ouvriers par des prescriptions relatives à l'installation même des fabriques et ateliers (dimensions des locaux, salubrité, ventilation, etc.), ainsi qu'à celle des machines et outils dangereux (modifications à effectuer dans les installations, appareils de protection à installer sur la demande des inspecteurs, etc.).

II. — Réglementation du travail des enfants (ouvriers et ouvrières ayant moins de quatorze ans), des adolescents (ouvriers de quatorze à dix-huit ans) et des femmes (ouvrières de plus de dix-huit ans).

Dans l'industrie textile, le travail de nuit (de sept heures à sept heures en hiver, de six heures à six heures en été) est interdit

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Laneyrie) dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 8^e année, 1878, p. 15 et suiv.

pour les enfants, jeunes ouvriers et femmes, ainsi que le travail du dimanche, de Noël et du vendredi saint. Pour les jeunes ouvriers et les femmes, la durée maximum du travail est fixée à dix heures (deux heures libres pour le repas) pour les cinq premiers jours de la semaine, et à six heures ou six heures et demie pour le samedi (avant midi seulement); de plus, le travail ne peut s'étendre au delà de quatre heures et demie, sans être coupé par un repos d'une demi-heure. Pour les enfants — qui doivent avoir au moins dix ans — le travail peut être journalier et avoir lieu avant midi, soit après, en inversant de semaine en semaine, ou bien le travail peut se faire par jour non consécutif, avec cette condition que dans deux semaines se suivant, il n'ait pas lieu aux mêmes jours. De plus, l'enfant doit chômer dans l'après-midi du samedi, et les autres jours, il ne peut travailler plus de quatre heures et demie consécutives sans un repos d'une demi-heure; dans tous les cas d'ailleurs, son travail journalier ne peut dépasser cinq heures et demie.

Dans les industries non textiles et toutes autres industries, les enfants ne peuvent travailler que par jours non consécutifs. Pour les jeunes personnes et les femmes, le travail effectif maximum de la journée est fixé à dix heures et demie pour les cinq premiers jours de la semaine et sept heures et demie pour le samedi. Quant à la journée même de travail, elle peut s'étendre de six heures à neuf heures pendant les cinq premiers jours de la semaine, ce qui donne à l'ouvrière quatre heures et demie de repos pendant ce temps, et de six heures à quatre heures, le samedi, avec deux heures et demie de repos.

Enfin, dans les ateliers domestiques où il n'est pas fait usage de force mécanique, les prescriptions ne visent que les enfants et les jeunes personnes. Le travail des enfants s'étend de six heures du matin à une heure de l'après-midi, ou de une heure à huit heures du soir, avec inversion de semaine en semaine, dans le mode de travail qui se fait ainsi tantôt le matin, et tantôt le soir; pour le samedi, le travail est d'ailleurs réduit et fixé, soit de six heures à midi, soit de midi à quatre heures. En outre, le travail ne peut durer plus de cinq heures, sans un repos d'une demi-heure.

Pour les jeunes ouvriers, la journée peut s'étendre de six heures du matin à neuf heures du soir, pendant les cinq premiers jours de la semaine, à la condition que la durée maximum du

travail ne dépasse pas dix heures et demie, et le samedi de six heures à quatre heures, avec une durée maximum de sept heures et demie.

III. — Instruction assurée aux enfants, sous la responsabilité des parents ou de ceux qui profitent du salaire de l'enfant. Ce dernier doit fréquenter une école régulièrement autorisée et reconnue suffisante, pendant trois heures par jour en été et deux heures et demie par jour en hiver, dans le système du travail journalier, ou pendant cinq heures par jour en deux fois, les jours de repos, dans le système du travail par jours non consécutifs.

IV. — Protection spéciale pour la santé des adolescents.

Les adolescents ne peuvent travailler plus de sept jours (ou quatorze jours suivant la distance de la demeure du médecin) sans être munis d'un certificat constatant leur âge et leur aptitude physique à effectuer le travail qui leur incombe, et cela aussi bien dans les ateliers que dans les fabriques mêmes. De plus, l'inspecteur a le droit, en cas de doute sur l'aptitude physique des jeunes ouvriers, de réclamer une nouvelle consultation du médecin.

V. — Protection dans les cas d'accidents.

En outre des mesures générales de protection dont il a été parlé ci-dessus, le cas des accidents est prévu de manière à assurer toute garantie à l'ouvrier.

Dès qu'il se produit un accident, suivi de mort ou entraînant des blessures telles que l'ouvrier ne peut reprendre son travail quarante-huit heures après, l'industriel doit prévenir sans retard l'inspecteur et le médecin, en indiquant la demeure de l'ouvrier blessé, ou le lieu dans lequel il a été transporté. Le médecin se rend le plus rapidement possible dans la fabrique ou l'atelier, pour faire sur les causes et circonstances de l'accident une enquête approfondie, dont les résultats sont transmis dans les vingt-quatre heures à l'inspection.

Ajoutons sans y insister, ce qui est inutile en raison des renseignements précis et détaillés, fournis dans d'autres travaux du Congrès (1), que la responsabilité du patron dans les accidents est réglée par une loi ultérieure du 7 septembre 1880.

(1) Voir *Congrès des accidents*, t. I, p. 392, l'importante note de M. Charles Dejae sur la responsabilité des accidents du travail.

En résumé, la loi de 1878 réglemente de la manière la plus complète toutes les relations entre l'ouvrier et le patron.

Elle n'a été suivie que par des lois ou règlements de détail. Citons tout d'abord le règlement du 25 août 1883, relatif aux fabriques de céruse et aux boulangeries, qui a pour but d'améliorer les conditions hygiéniques de ces établissements.

Par la loi du 25 juin 1886 (*Shop hours Regulation Act*) (1), le législateur a voulu protéger les enfants et même les adolescents au-dessous de dix-huit ans employés dans les boutiques et magasins contre une trop longue durée de leur travail, pouvant porter atteinte à leur santé. Toutefois, comme le genre de travail de ces employés est tout autre que celui exigé des ouvriers des fabriques et ateliers, il n'a pas été fixé, comme dans la loi de 1878, un maximum de travail journalier, variable suivant l'âge et le sexe des enfants. La loi de 1886 se contente de limiter à soixante-quatorze heures par semaine, compris le temps des repas, le nombre d'heures de présence pouvant être exigées; elle ne fixe aucun maximum pour l'âge d'admission, n'exige aucun certificat d'aptitude physique, et n'impose aux enfants employés dans les boutiques et magasins aucune obligation scolaire.

Enfin est intervenue la loi du 16 septembre 1887 (2) (*Truck Amendment Act 1887*), qui a pour but de supprimer les abus pouvant provenir du paiement des salaires en nature, en confirmant la loi du 15 octobre 1831, ou pour mieux dire, en lui donnant une efficacité, qui lui avait toujours fait défaut. Il ne pourra être fait aucune réduction sur le salaire de l'ouvrier, sauf pour le remboursement des frais d'école payés par le patron, mais à la condition qu'il s'agisse d'écoles inspectées par l'État. Exception est faite également, suivant les prescriptions de l'article 23 de la loi de 1831, pour les fournitures des secours médicaux, charbon, outils, matières employées par l'ouvrier dans son travail. Les inspecteurs des fabriques et les inspecteurs des mines, sont chargés de l'exécution de la loi, avec les pouvoirs dont ils sont pourvus dans leurs fonctions ordinaires. Il convient du reste de signaler que les commissions parlementaires, chargées d'étudier les abus du Truck system, étaient arrivés à cette conclusion, que la

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Hubert-Valleroux) dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 16^e année, 1876, p. 78 et suiv.

(2) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Hubert-Valleroux) dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 17^e année 1887, p. 108.

réglementation ne pourrait être efficace, que si les inspecteurs des fabriques étaient chargés de constater les contraventions ; ce qui affirme d'une manière indiscutable l'action efficace de l'inspection des fabriques.

Conclusion. — On admet, en Angleterre, que la réglementation industrielle actuelle, dont la loi de 1878 forme la base essentielle, a réglé d'une manière définitive toutes les concessions à faire aux intérêts légitimes des industriels, et surtout en conservant à l'industrie toute la force qui lui est nécessaire vis-à-vis de la concurrence internationale. Il est permis de croire que cette opinion est un peu optimiste, en présence du mouvement qui paraît se poursuivre actuellement parmi les populations ouvrières de l'Angleterre (comme en d'autres pays du continent), pour obtenir une réduction notable des heures de travail, bien plus encore qu'une augmentation du salaire journalier.

Cependant, on ne peut nier que cette loi de 1878, avec la réglementation qu'elle assure, n'ait exercé une influence salutaire et pacificatrice sur toute l'industrie anglaise. Or, cette réglementation est certainement la conquête effective de l'inspection des fabriques. On comprend, dès lors, comment toutes les opinions, tous les partis en Angleterre s'accordent pour considérer l'inspection des fabriques, comme l'une des institutions les plus bienfaites et les plus indispensables à la prospérité du pays.

Pour nous, nous devons retenir l'exemple utile d'une législation, qui porte sur toutes les branches de l'industrie, pour y réglementer sans faiblesse, mais avec un égal souci des intérêts en présence, les rapports entre l'ouvrier et le patron, et l'exemple plus utile encore, parce qu'il pourrait être adapté assez facilement à nos mœurs et à notre état social, d'un service d'inspection puissamment organisé, que son recrutement et les prérogatives légates mettent en situation d'assurer l'application de la loi, malgré les difficultés sociales, politiques et industrielles les plus pressantes.

INSPECTION DES FABRIQUES EN ALLEMAGNE

L'Allemagne marche à la suite de l'Angleterre dans cette importante question de l'inspection des fabriques, mais elle est loin de nous offrir l'exemple d'une organisation aussi ancienne et

complète. Au contraire, elle nous offre une réglementation industrielle très puissante, que nous avons le plus grand intérêt à étudier dans ses détails (1).

Inspection obligatoire. — L'inspection des fabriques a été créée dans les différents États, qui forment actuellement l'Empire allemand, à des époques diverses, de date plus ou moins reculée. En Prusse même, cette institution fonctionne depuis 1853, tout au moins pour les trois cercles d'Aix-la-Chapelle, Dusseldorf et Arnsberg. Mais elle n'a été rendue obligatoire pour tout l'Empire que par la loi de 1878 (*Gewerbe-Ordnungs Novelle du 17 juin 1878*). Du reste, le développement de l'inspection des fabriques est naturellement lié au développement des lois réglementant l'industrie, et nous devons résumer cette législation, comme nous l'avons fait pour l'Angleterre (2).

Origines de la réglementation industrielle. — Dès 1820, le gouvernement prussien s'était proposé de réglementer le travail des enfants dans les manufactures.

A la demande du Landtag des provinces rhénanes et sur la remarque faite par la suite, que les régions manufacturières ne se trouvaient pas en état de fournir au recrutement de leur contingent normal, un règlement du 9 mars 1837 interdit de recevoir dans les mines et dans les fabriques et usines, les enfants au-dessous de neuf ans. Le même règlement fixait la durée du travail journalier à dix heures pour les jeunes gens au-dessous du seize ans, en leur interdisant le travail de nuit ainsi que le travail des dimanches et fêtes; il fixait en outre de nombreuses prescriptions d'hygiène et de moralité, pour les conditions mêmes de travail des enfants et des jeunes gens.

Ces mêmes prescriptions furent confirmées par la loi du

(1) Les renseignements qui suivent sont empruntés aux comptes rendus annuels publiés par l'Office impérial de l'intérieur sous le titre « *Amtliche Mittheilungen aus den Jahres-Berichten der mit Beaufsichtigung der Fabriken betrauten Beamten* », ainsi qu'aux articles *Industrielle Arbeiter-frage*, *Fabrik-gesetzgebung*, *Fabrik-inspection* de l'encyclopédie allemande *Meyer's Konversations Lexikon*. 4^e édit., 16 volumes. Leipzig, 1885 à 1890.

(2) Toute la législation industrielle de l'Allemagne peut se résumer par les lois dont les dates suivent: 21 juin 1869, 7 juin 1871, 2 mars 1874, 7 avril 1876, 8 avril 1876, 17 juillet 1878, 23 juillet 1879, 15 juillet 1880, 18 juillet 1881, 1^{er} juillet 1883, 6 juillet 1884, 28 mai 1885, 15 mars 1886, 23 avril 1886, 5 mai 1886, 13 juillet 1887.

16 mai 1853, qui relève l'âge normal d'entrée dans les fabriques jusqu'à douze ans et restreint encore la durée du travail journalier. C'est, en outre, cette loi, qui propose la nomination des inspecteurs spéciaux, chargés de poursuivre l'exécution de cette réglementation nouvelle, ainsi que nous venons de le dire.

La loi prussienne de 1856 contient des prescriptions nouvelles sur les fabriques, qui se trouvent presque textuellement dans la réglementation ultérieure, par exemple l'interdiction de payer les ouvriers en marchandises.

D'autres Etats allemands avaient déjà cherché à réglementer le travail des enfants dans les fabriques, par exemple en 1840, le grand-duché de Bade et le royaume de Bavière. Dans le Wurtemberg, cette protection de l'enfance n'avait pas donné lieu à une réglementation détaillée, mais elle reposait sur ce principe, que l'emploi dans les fabriques des enfants d'âge scolaire et des jeunes gens au-dessous de dix-huit ans ne pouvait se faire que dans des conditions ne mettant aucun obstacle à l'accomplissement de leurs devoirs religieux et à la fréquentation régulière de l'école, qui leur est imposée par la loi. En outre, les conditions mêmes de leur séjour et de leur travail devaient être réglées, de telle sorte qu'il n'en pût résulter aucun préjudice pour leur santé et leur développement corporel ainsi que pour leur éducation morale et religieuse.

De 1861 à 1864, de nouvelles lois industrielles promulguées dans la plupart des Etats de l'Allemagne, sous l'influence des idées libérales, apportèrent quelques prescriptions favorables aux enfants et aux jeunes gens employés dans les fabriques, mais cette protection était fort insuffisante.

Loi de 1869. — La première réglementation réellement bien-faisante est due au Parlement de la confédération du Nord, et elle date de la loi du 21 juin 1869 (*Gewerbe-Ordnung des nord-deutschen Bundes*). Cette loi avait un double but d'abord de protéger les mineurs (au-dessous de seize ans) employés dans les fabriques, contre un travail disproportionné avec leurs forces, puis d'éviter à tous les ouvriers des conditions de travail dangereuses pour leur santé et pour leur vie, enfin de supprimer les abus du paiement des salaires en nature.

Le travail régulier est défendu pour les enfants au-dessous de douze ans. Il est également défendu pour les adolescents au-des-

sous de seize ans, les dimanches et fêtes, ainsi que la nuit (de 8 heures et demie du soir à 5 heures et demie du matin).

Pour les enfants de douze à quatorze ans, la durée du travail maximum est fixée à six heures, auxquelles doivent se joindre trois heures d'école. Pour les adolescents de quatorze à seize ans, la durée du travail maximum est fixée à dix heures, avec une pause d'une demi-heure au milieu du travail, avant et après midi, et une heure entière de liberté à midi, heure qui devait être occupée à courir ou à se promener au grand air.

Pour permettre le contrôle de ses diverses prescriptions, les patrons étaient contraints de faire une déclaration à la police locale, lors de l'entrée dans leurs fabriques ou ateliers de jeunes ouvriers, et ils devaient dresser, sur un registre donné par la police, une liste détaillée de tous ces ouvriers.

Quant à la protection des ouvriers contre les accidents du travail, elle résultait de l'article 107 de la loi ainsi conçu : « Tout industriel est contraint d'installer et d'entretenir à ses frais, tous les dispositifs reconnus nécessaires, d'après la nature même du travail et la disposition des ateliers, pour protéger efficacement les ouvriers contre tous dangers menaçant leur vie et leur santé. »

Il est nécessaire de signaler toutefois que la valeur de toutes ces prescriptions se trouvait annulée par ce fait, qu'il n'avait été créé aucune organisation propre à en assurer l'exécution régulière. La loi autorisait seulement (art. 132) les différents États à nommer des employés spéciaux pour l'inspection des fabriques.

En Prusse, de semblables employés furent créés dès le commencement de l'année 1870, pour Berlin et quelques provinces, mais les résultats obtenus furent médiocres. L'organisation obligatoire et le fonctionnement régulier de l'inspection des fabriques ne date, comme nous l'avons déjà dit, que de la loi de 1878, dont il va bientôt être question. Mais nous avons à signaler d'abord le premier pas fait par l'Allemagne dans la grave question de la responsabilité des accidents.

Loi du 7 juin 1871 sur la responsabilité des accidents (1). — Dès sa première session, pendant les mois d'avril, de mai et juin 1871, le Parlement du nouvel empire d'Allemagne (*deutscher*

(1) Voir Ch. Dejace. *Congrès des accidents*, t. I, p. 399.

Reichstag) — au milieu de nombreuses lois qui régularisent la situation du nouvel empire, ou qui règlent l'emploi des fonds provenant de l'indemnité de guerre mise à la charge de la France, — voulut aborder la question de la responsabilité en matières d'accidents. D'où la loi du 7 juin 1871 concernant les indemnités dues à raison des morts ou des blessures occasionnées par l'exploitation des chemins de fer, des mines, etc. (1), qui dans le cas des accidents de chemins de fer, présume la faute de l'entrepreneur de l'exploitation, en l'obligeant de réparer les préjudices éprouvés, s'il ne prouve pas que l'accident a été causé par la force majeure ou la propre faute de la personne tuée ou blessée. Dans le cas des accidents arrivés dans les mines, carrières ou fabriques, la loi oblige au contraire, celui qui réclame des dommages-intérêts à prouver la faute de l'exploitant, ou de son mandataire.

Cette loi se montra rapidement insuffisante et même illusoire ; elle ne fit qu'augmenter le nombre des procès et aigrir encore davantage les rapports entre les ouvriers et leurs patrons. Aussi le législateur se vit bientôt obligé d'adopter peu à peu le système d'assurances généralisées et obligatoires, qui forme la base des lois économiques de l'empire.

Lois industrielles de 1876 et 1878. — En votant la grande loi industrielle du 21 juin 1869, le Parlement de la confédération du Nord avait tenu à respecter les usages divers existant à cet égard dans les différents États de la confédération. Un article de la loi maintenait en vigueur les législations spéciales existantes, tout en annonçant un prochain remède à cette diversité.

Une fois l'empire constitué, cette uniformisation s'imposait.

Elle fut réalisée par les lois des 7 et 8 avril 1876 (2). La première relative aux caisses de secours enregistrées imposait aux communes la création de caisses de secours, auxquelles les compagnons, les aides et les ouvriers de fabriques devaient participer. La deuxième avait pour but de modifier le titre VIII de la loi industrielle de 1869.

Mais la loi de 1869 était démontrée depuis longtemps insuffisante pour régler les rapports des ouvriers et des patrons, à la

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée de M. Lyon-Caen) dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 1^{re} année, 1871, p. 264-267.

(2) Voir un résumé de ces deux lois (avec notice de M. S. Dietz) dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 6^e année, 1876, p. 159-161.

satisfaction de tous. Dès 1873, le gouvernement avait proposé des modifications qui ne furent pas acceptées par le Reichstag. En 1874, de nouvelles propositions faites par le gouvernement ne purent aboutir davantage.

Cependant, les réclamations contre la loi de 1869 affluaient de tous côtés, sous forme de motions parlementaires émanant de tous les partis, et de pétitions adressées au Reichstag par toutes les régions industrielles. A la suite d'une enquête parlementaire poursuivie sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures et sur les rapports entre les ouvriers et les patrons, la revision s'imposa et elle fut réalisée en 1878.

La loi du 17 juillet 1878 (2) réalise, non un changement radical, dans la loi de 1869, mais une sorte de développement et de perfectionnement consistant dans la revision du titre VII et de certaines dispositions du titre X de cette loi.

Le nouveau titre VII règle les relations de tous les ouvriers de fabrique, ainsi que des aides compagnons et apprentis avec le patron, dans des conditions qui peuvent être résumées comme suit :

A. Ouvriers proprement dits. — Tout ouvrier âgé de moins de vingt et un ans ne peut être occupé, sans être muni d'un livret spécial délivré par la police (art. 107). Le livret est conservé par le patron, et il doit être rendu à l'ouvrier à son départ, sans autres mentions que la date d'arrivée avec la nature du travail successivement effectué, et la date de sortie (art. 111). A leur départ, les ouvriers peuvent réclamer un certificat relatif à la durée et à la nature de leurs services. Ce certificat peut en outre, sur leur demande, s'appliquer à leur conduite (art. 113).

Le travail des dimanches et fêtes est facultatif pour les ouvriers, sauf dans les cas particuliers et industries spéciales, ne comportant ni ajournement ni interruption (art. 105).

Le paiement de tous les salaires doit se faire au comptant et en monnaie d'empire. Il ne peut être porté en compte à l'ouvrier aucune marchandise, sauf exception pour les aliments livrés au prix coûtant. Toutefois le patron peut fournir à l'ouvrier, et en imputer les frais sur son salaire, le logement (avec jouissance d'un jardin, s'il y a lieu), le chauffage, les médicaments et soins

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée de M. Paul Lombard) dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 8^e année, 1878, p. 102-118.

médicaux, ainsi que les outils ou matériaux nécessaires au travail même (art. 115).

B. *Jeunes ouvriers*. — Pour les ouvriers ayant moins de dix-huit ans, le patron est tenu de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder leur santé et leur moralité. Il doit en outre leur accorder le temps nécessaire pour fréquenter une école de perfectionnement (art. 120).

C. *Ouvrières*. — Il est interdit d'employer les femmes pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement (art. 135).

Une résolution du Conseil fédéral peut interdire le travail des ouvrières la nuit, et même en tout temps, dans certaines branches d'industrie présentant des dangers particuliers pour leur santé ou leur moralité (art. 139 a).

D. *Apprentis*. — Le patron ne peut prendre un apprenti, qu'en contractant avec le père ou le tuteur, un contrat d'apprentissage nettement défini, et qui ne peut être rompu des deux côtés, que dans des conditions déterminées. Il doit d'ailleurs diriger l'instruction de l'apprenti, de manière à réaliser le plus promptement possible son éducation professionnelle (art. 126-130).

E. *Jeunes ouvriers et enfants*. — Les enfants au-dessous de douze ans ne peuvent être employés dans les fabriques (art. 135).

Les enfants au-dessous de quatorze ans doivent être munis, avant leur entrée dans la fabrique, d'une carte spéciale délivrée par la police locale sur la demande ou avec le consentement du père ou du tuteur (art. 137). Ils ne peuvent travailler que six heures par jour, au maximum, et à la condition de fréquenter pendant trois heures par jour au moins une école reconnue officiellement et dont les plans d'études aient été approuvés par l'autorité (art. 135).

Les jeunes ouvriers de quatorze à seize ans ne peuvent travailler plus de dix heures par jour (art. 136).

Pour tous ces jeunes ouvriers, le travail des dimanches et fêtes est absolument interdit (art. 136).

Les jours ordinaires, le travail ne peut commencer avant 5 heures et demie du matin et se prolonger au delà de 8 heures et demie du soir. Il doit être coupé par un repos d'une heure au

moins à midi, et par deux repos d'une demi-heure au milieu de la séance, avant et après midi. Pendant les repos, le jeune ouvrier ne peut séjourner dans l'atelier que si les travaux auxquels il est employé sont complètement arrêtés (art. 136).

F. *Inspection obligatoire.* — Enfin, pour assurer l'exécution de toutes les prescriptions de la loi, il doit être créé dans chaque état des inspecteurs spéciaux, qui ont le droit d'entrer dans les fabriques à toute heure du jour, et même la nuit, à la condition que la fabrique soit en marche. Ces inspecteurs ont tous les droits de police nécessaires pour exercer utilement leur contrôle sur tout ce qui se passe dans la fabrique, sous condition naturellement du secret professionnel (art. 139 b).

Les nouveaux articles à substituer au titre X de la loi de 1869 contiennent d'ailleurs toute une pénalité applicable aux différentes contraventions possibles.

Modifications et extensions ultérieures de la loi de 1878. — La loi de 1869 n'autorisait aucune modification quelconque dans les dispositions réglées par la législation. Dans la loi de 1878, au contraire, une disposition spéciale (art. 139 a) donne au Conseil fédéral le droit de modifier ces dispositions, soit pour les adoucir, soit pour les renforcer, dans l'intérêt de l'industrie ou des ouvriers. C'est ainsi que le travail des enfants, et des jeunes ouvriers peut être fixé, dans des conditions exceptionnelles, pour les filatures, pour les fabriques à feu continu ou dans lesquelles le travail se poursuit pendant certaines saisons seulement. Toutefois, il est entendu que le travail ne peut dépasser trente-six heures par semaine pour les enfants et pour les jeunes ouvriers soixante heures en général, ou soixante-six heures dans les filatures.

Le Conseil fédéral profita successivement de cette latitude offerte par la loi pour quatre branches d'industrie. De là les deux règlements du 23 avril 1879, sur le travail des jeunes ouvriers et ouvrières, dans les laminoirs et forges de hautes œuvres, d'une part, et dans les verreries de l'autre. Puis, le règlement du 20 mai 1879, sur le travail des jeunes ouvriers dans les filatures, qui interdit le travail et le séjour même des ouvriers au-dessous de seize ans dans les chambres des teilleuses et dans les salles des lous ou diables, et qui porte au contraire le travail maximum de dix heures à onze heures par jour, pour les jeunes ouvriers

employés comme aides dans le travail des machines à filer, à la condition toutefois qu'il ait été constaté par le médecin, que leur développement corporel leur permet de supporter cette augmentation de travail sans danger pour leur santé. Puis enfin les règlements des 10 juillet 1881 et 12 mars 1883 sur le travail des jeunes ouvriers et ouvrières dans les mines de houille.

Quant aux modifications ultérieures de la réglementation industrielle faites par les lois d'Empire, citons d'abord la loi du 23 juillet 1879 (1), qui a pour objet de réglementer certaines industries, dans un but de décence et de moralité, d'une manière plus étroite que ne l'avait fait la loi de 1869. Une autre loi du 15 juillet 1880 (2) a pour but de rendre également plus sévères le contrôle et la surveillance de l'administration, en matière d'entreprises théâtrales. Enfin, la loi du 1^{er} juillet 1883 (3) remanie également un certain nombre d'articles de la loi industrielle, pour réglementer d'une manière plus étroite certaines industries, telles que les agences de prêt et de placement, les brocanteurs, l'exercice du colportage et des professions ambulantes, etc.; d'autres articles s'appliquent aux voyageurs de commerce, aux représentations théâtrales, etc. Au point de vue qui nous occupe plus spécialement, nous signalerons les articles qui assurent l'accomplissement des obligations scolaires par les ouvriers de fabriques, en soumettant à l'obligation d'une carte de travail (semblable à celles imposées aux enfants) les jeunes gens de quatorze à seize ans. Dans le même but, le livret obligatoire des ouvriers ne leur est délivré qu'à la condition de prouver qu'ils ne sont plus tenus aux obligations scolaires. La loi se termine d'ailleurs par un certain nombre de dispositions pénales destinées à sanctionner les prescriptions nouvelles.

Il faut signaler, en outre, que le gouvernement allemand, dans le but de faire disparaître les obscurités pouvant résulter des modifications diverses successivement introduites dans la loi d'industrie, a publié un texte nouveau de la loi. Ce texte définitif et complet, mis en harmonie avec la nouvelle organisation de l'em-

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Paul Lombard), dans l'*Annuaire de la législation étrangère*, 9^e année, 1879, p. 97-100.

(2) Voir le texte de l'article unique de la loi dans l'*Annuaire de la Législation étrangère*, 10^e année, 1881, p. 67.

(3) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. A. Theurault), dans l'*Annuaire de la Législation étrangère*, 13^e année, 1883, p. 157-166.

pire, constitue un véritable code en 155 articles, dont nous ne pouvons donner qu'un aperçu sommaire.

Le titre I^{er} (art. 1^{er} à 13) contient les dispositions générales : liberté du commerce, abrogation de certaines restrictions à la liberté du commerce. Le titre II (art. 14 à 54) est relatif aux industries sédentaires et contient toutes les prescriptions relatives au fonctionnement régulier de ces industries, sous le contrôle de l'administration. Signalons l'obligation de soumettre toutes les installations à l'approbation des autorités compétentes, qui prescrivent au besoin les dispositifs à adopter pour garantir la vie et la santé des ouvriers. Le titre III (art. 55 à 63) réglemente l'exercice des professions ambulantes. Les titres IV et V (art. 64 à 72 — 73 à 80) traitent des marchés et des taxes. Le titre VI (art. 81 à 104) réglemente les corporations. Le titre VII (art. 105 à 139) règle les conditions du travail pour tous les ouvriers industriels, enfants mineurs, compagnons, aides, apprentis, ouvriers de fabrique. Signalons dans ce titre la surveillance attribuée aux inspecteurs de fabrique, dont la nomination doit être faite par les gouvernements des Etats. Le titre VIII (art. 140 à 144) réglemente les caisses de secours. Le titre IX (art. 142) est relatif aux modifications pouvant être introduites par les statuts locaux. Enfin, le titre X (art. 143 à 155) contient les dispositions pénales applicables aux diverses infractions à la loi.

Nous devons revenir sur la question des corporations, que vise le titre VI, car il s'agit là d'une de ces grandes réformes économiques, par lesquelles le législateur allemand cherche à arrêter les progrès toujours croissants du socialisme ouvrier en modifiant l'organisation même du travail. Les transformations successives de cette organisation des corporations sont nombreuses. La constitution des corporations avait été prévue par la loi de 1869, mais elles avaient dû disparaître sous l'empire de la loi générale. Elles furent rétablies par la loi du 18 juillet 1881 (1), qui tend à favoriser le développement de ces associations professionnelles, en augmentant et réglemant leurs attributions. Les corporations autorisées par la loi, sont formées par les patrons, les ouvriers employés par les patrons faisant partie de ces corporations peuvent y entrer, mais avec une position subordonnée.

1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Paul Lombard) dans *Annuaire de Législation étrangère*, 11^e année 1881, p. 148-162.

Ces corporations autorisées par la loi de 1881 et par celle de 1883 étaient libres, une loi de 1884 les rendait en quelque sorte obligatoires, en spécifiant que les patrons en faisant partie auraient seuls le droit d'avoir des apprentis.

La loi du 23 avril 1886 (1) donne à ces corporations un développement nouveau, en leur permettant de se réunir en unions spéciales, ayant la personnalité civile, et le moyen par suite de se constituer une fortune propre. Au lieu de rester isolées et impuissantes, les corporations peuvent réunir leurs ressources et leurs moyens d'action, pour faire des créations communes, telles que caisses de secours, écoles d'apprentissage, etc., et même pour créer de véritables établissements industriels et commerciaux.

Organisation des assurances contre la maladie et les accidents.

— Il nous reste, pour terminer notre revue de la réglementation industrielle de l'Allemagne, à signaler l'œuvre capitale du chancelier et du parlement de l'empire, qui se sont proposé de résoudre la question sociale, par la création en faveur des ouvriers et même de tous les employés de l'industrie d'un système puissant d'assurances contre la maladie et les accidents. Mais nous pourrions nous contenter ici d'une énumération rapide des lois intervenues, car cette question du mode d'assurance réalisée en Allemagne a déjà été traitée d'une manière très complète dans une remarquable étude publiée par notre secrétaire général, M. Gruner (2), antérieurement au Congrès des accidents du travail; de plus, elle a fait l'objet principal des travaux de la section économique et de législation dans ce Congrès (3).

On se rappelle que la question des caisses de secours avait été abordée dans la loi industrielle de 1869, et que la loi du 7 avril 1876 avait chargé les communes d'organiser des caisses de se-

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Léon Dubarle) dans *Annuaire de Législation étrangère*, 16^e année 1886, p. 101-105.

(2) Voir E. Gruner. *Les lois d'assistance ouvrière en Allemagne*, in-4^o, 182 pages, Paris, 1887.

(3) Voir Ch. Dejae. La responsabilité des accidents du travail. *Congrès des accidents*, t. I, p. 399-404.

Voir E. Cheysson. Organisation de l'assurance contre les accidents, p. 453-458.

Voir enfin. Section économique et de législation. *Congrès des accidents*, t. II, p. 183 et suiv.

cours, et d'obliger les compagnons, aides et ouvriers de fabriques à y participer. Seulement la loi n'ayant pas fait aux communes une obligation absolue de cette organisation de caisses de secours, elle ne fut réalisée qu'en un très petit nombre de points de l'empire.

Dès 1881, le principe de l'assurance obligatoire fut posé par le Gouvernement dans un projet de loi qui donnait le monopole de l'assurance à l'État, par la création d'une caisse centrale fondée et administrée par le Gouvernement impérial. Le projet de loi fut voté par le Reichstag le 15 juin 1881, mais avec de nombreuses modifications, et en particulier avec la suppression de la caisse centrale qui fut remplacée par des caisses particulières à chaque État. Le Conseil fédéral, ne voulant accepter ces modifications, refusa sa sanction à la loi de 1881.

Mais le Gouvernement se décida à admettre le remplacement de la Caisse impériale par des caisses spéciales entretenues par les corporations ou corps de métier ; le principe de l'assurance obligatoire fut alors consacré par la loi du 15 juin 1883 (1), laquelle impose à la grande masse des travailleurs de participer à ces caisses de secours, en rendant le patron lui-même responsable de l'accomplissement de cette obligation. La loi définit d'ailleurs de la manière la plus minutieuse l'organisation et l'administration de ces caisses de secours, ainsi que les formes différentes qu'elles peuvent prendre et leur fonctionnement régulier sous le contrôle sévère de l'administration.

Tout en nous référant encore aux études précédemment indiquées, nous signalerons seulement que la loi de 1883 forme comme le premier chapitre d'un immense travail de réformes sociales, réalisées dans l'intérêt des classes laborieuses, ouvriers et employés sous une inspiration purement socialiste, que l'exposé des motifs n'avait du reste nullement dissimulée, et qui se trouve dans toute la discussion du parlement. Nous verrons, d'ailleurs, que, malgré la force de son gouvernement, l'Allemagne se trouve rapidement contrainte, par ce socialisme d'Etat, à une réglementation toujours croissante, mais de plus en plus lourde pour l'industrie.

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Esmein) dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 13^e année, 1883, p. 119-157.

Voir aussi E. Gruner, *loco citato*, p. 15-32 et 92-115.

D'abord, la loi de 1883 se trouve complétée par la loi d'assurance contre les accidents (*Unfallversicherungs-Gesetz*) du 6 juillet 1884 (1) qui met à la charge du patron l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents, en substituant à la vérité la responsabilité collective des corporations constituées par les patrons sous l'impulsion et le contrôle de l'administration même à la responsabilité civile, industrielle du patron.

Voici d'ailleurs quelle est, en résumé, le mécanisme résultant des lois de 1883 et 1884 :

L'obligation de l'assurance est imposée à tous les ouvriers et employés (dont le gain annuel ne dépasse pas 2,000 marcs) occupés dans les mines et minières, dans les salines, les ateliers de préparation ou traitement des minerais, dans les carrières de pierres, dans les chantiers de machines, ainsi que dans les ateliers où il est fait emploi de la vapeur ou autre force motrice, et dans ceux où l'on fabrique des matières explosives ou objets explosibles, ainsi que dans les exploitations de chemins de fer et de navigation, et généralement tout établissement industriel où il est employé dix ouvriers au moins.

Les patrons sont constitués en associations professionnelles, qui fonctionnent comme de véritables compagnies d'assurances. Chacun d'eux déclare ses risques et les sinistres qui surviennent dans son usine ou son atelier, et, à la fin de l'année, on répartit les sommes à payer comme indemnités ou pensions sur tous les membres de l'association.

Le paiement des indemnités et pensions se fait par l'intermédiaire des bureaux de poste.

Dans chaque association, un tribunal arbitral règle toutes les difficultés ou réclamations soulevées dans le règlement des indemnités ou pensions.

Toutes les opérations sont contrôlées par l'administration, sous la haute surveillance de l'Office impérial des assurances, qui est d'ailleurs l'arbitre suprême dans toutes les contestations qui surgissent dans les associations et n'ont pu être réglées par le tribunal arbitral.

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Esmein) dans l'*Annuaire de la Législation étrangère*, 14^e année, 1884, p. 121-173.

Voir aussi E. Gruner, *loco citato* p. 39-74 et 116-147.

Quant aux indemnités et pensions, leur détermination est fixée par les règles suivantes :

En cas de maladie, les ouvriers ont droit au traitement médical gratuit, soit dans leur famille, soit à l'hôpital. Ils reçoivent, en outre, une indemnité égale à la moitié du salaire moyen de la localité, du troisième jour de la maladie jusqu'à la fin de la treizième semaine.

En cas de blessure simple, les ouvriers ont droit à tous les soins médicaux, jusqu'à complète guérison, à partir de la quatorzième semaine qui suit l'accident, plus une indemnité de chômage proportionnelle à leur salaire ordinaire, pendant tout le temps que dure l'incapacité du travail. Si l'incapacité de travail est complète, l'indemnité de chômage est égale aux deux tiers du salaire quotidien, jusqu'au maximum de 5 francs pour ledit salaire. Si l'incapacité n'est que partielle, l'indemnité est réduite en conséquence.

En cas d'accident suivi de mort, il est payé à la famille, en sus des frais de l'enterrement, une rente calculée d'après le gain de la dernière année de travail. Cette rente s'élève pour la veuve à 20 p. 100 et pour chaque enfant au-dessous de quinze ans à 15 p. 100 du gain annuel, sans que sa valeur totale puisse toutefois dépasser 60 p. 100 dudit gain annuel. Si la veuve de l'ouvrier tué se remarie, elle reçoit comme dot, en une seule fois, le montant de trois années de la pension, qui se trouve naturellement éteinte. Enfin, les ascendants de l'ouvrier tué peuvent recevoir une rente s'élevant jusqu'à 20 p. 100 du gain annuel de la victime, à la condition toutefois que le montant total des pensions versées aux divers ayants droit ne dépasse pas la limite fixée de 60 p. 100 du gain annuel de la victime.

Le principe de l'assurance obligatoire contre les maladies et les accidents, une fois fixé par les lois de 1883 et 1884, il est d'abord étendu par la loi du 28 mai 1885 (1) à un certain nombre de cas non prévus dans les lois précédentes :

1° Travaux des administrations des postes, télégraphes et chemins de fer;

2° Travaux de dragage;

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Esmein) dans l'*Annuaire de Législation comparée*, 15^e année, 1885, p. 97-105.

Voir aussi E. Gruner, *loco citato*, p. 148-152.

3° Travaux de voiturage en général et de navigation intérieure;

4° Travaux d'expédition, d'emmagasinage ou d'encavage;

5° Travaux d'emballage, chargement, mesurage, visite, etc.

Puis le législateur revient, en quelque sorte sans relâche, sur son œuvre pour la compléter, et nous avons à signaler les trois lois suivantes :

Loi du 5 mai 1886, concernant l'assurance contre les accidents et contre les maladies des personnes occupées dans les exploitations agricoles et forestières (1). Loi du 11 juillet 1887, concernant l'assurance contre les accidents des personnes employées dans les travaux de construction (2). Loi du 13 juillet 1887 sur l'assurance contre les accidents des gens de mer, et autres personnes qui sont occupées dans l'industrie de la navigation maritime (3).

Cette dernière loi, ainsi que celle de 1886, établissent le fonctionnement de l'assurance sur les mêmes bases que les lois de 1883 et 1884. Mais la loi du 11 juillet, en raison de la nature même de l'industrie qu'elle vise, admet à côté du système de l'assurance entre les entrepreneurs, celui des assurances à primes fixes, seul applicable au cas des constructeurs, qui ne sont pas de véritables entrepreneurs ou même qui font exécuter pour leur propre compte des travaux en régie.

Quelques catégories spéciales de salariés, tel que les artisans, les travailleurs de commerce, ou les domestiques seuls échappent actuellement aux lois d'assurance. Mais à part ces exceptions, encore acceptées par le législateur, faute d'avoir pu trouver pour ces cas spéciaux une réglementation appropriée, toute la classe ouvrière allemande et les employés mêmes se trouvent compris dans l'assurance obligatoire contre les maladies et les accidents.

Nous n'avons pas à insister sur cette réglementation pour la caractériser, puisqu'elle a fait, comme nous l'avons déjà dit, l'objet principal des travaux de la plus importante section du Congrès. Mais on conçoit facilement combien il est difficile même au

(1) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Esmein), dans l'*Annuaire*, 16^e année, 1886, p. 111-137.

(2) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Esmein), dans l'*Annuaire*, 17^e année, 1887, p. 207-232.

(3) Voir le texte de la loi (traduction annotée par M. Henri Mornard), dans l'*Annuaire*, 17^e année, 1887, p. 232-292.

pouvoir le plus fort de s'arrêter en pareille voie. C'est ainsi qu'à l'assurance contre les maladies et les accidents, il a fallu récemment (loi du 22 juin 1889) joindre l'assurance contre la vieillesse et les infirmités mêmes. Les événements plus récents démontrent même que tout ce socialisme d'État ne pourra résoudre en Allemagne la question ouvrière.

Fonctionnement actuel de l'inspection des fabriques. — L'inspection des fabriques est obligatoire dans tous les États de l'empire, ainsi que nous l'avons vu plus haut, en vertu de la loi de 1878, Elle fonctionne d'ailleurs également en Alsace-Lorraine depuis le 1^{er} janvier 1889, en vertu de la loi du 27 février 1888.

Toutefois l'organisation même de l'inspection incombe aux États particuliers, en sorte qu'elle comporte une certaine diversité dans les différentes parties de l'empire. Pour établir autant que possible l'uniformité technique et administrative nécessaire dans le service d'inspection, le ministère impérial de l'intérieur publie annuellement, depuis 1879, les rapports présentés au Conseil fédéral et au Reichstag par les divers inspecteurs, rapports qui sont établis sur un plan uniforme conforme à celui adopté précédemment pour la Prusse (1).

Depuis quelques années, cette publication annuelle, au lieu de reproduire successivement *in extenso* les différents rapports des inspecteurs, contient un résumé des indications diverses contenues dans ces rapports, établi suivant le plan uniforme réglementaire, ainsi que nous allons le montrer en analysant le dernier volume paru, celui qui s'applique à l'année 1888.

Mais, avant de passer à cette analyse, il convient de donner quelques indications sur l'organisation même de l'inspection.

Les différents États de l'empire comprennent, jusqu'en 1888, 48 cercles d'inspection suivant le détail ci-après :

48 pour la Prusse :

1. — Province de la Prusse orientale et occidentale.
2. — Berlin et Charlottenburg, avec le cercle de Nieder Barnim et Teltow.
3. — Arrondissement de Francfort-sur-l'Oder.

(1) Cette publication annuelle porte, comme nous l'avons dit en commençant, le titre suivant : *Ämtliche Mittheilungen aus den Jahres-Berichten der mit Beaufsichtigung der Fabriken betrauten Beamten.*

4. — Province de Poméranie.
5. — Province de Posen.
6. — Arrondissement de Breslau et Liegnisz.
7. — Arrondissement d'Oppeln.
8. — Arrondissement de Magdebourg.
9. — Arrondissements de Mersebourg et Erfurt.
10. — Province de Schleswig-Holstein.
11. — Province de Hanovre.
12. — Arrondissement de Minden et Münster.
13. — Arrondissement d'Arnsberg.
14. — Province de Hesse-Nassau.
15. — Arrondissement de Cologne et Coblantz.
16. — Arrondissement de Dusseldorf.
17. — Arrondissement de Trèves et d'Aix-la-Chapelle.
18. — Arrondissement de Sigmaringen.

4 pour la Bavière :

19. — Arrondissement de haute Bavière, Souabe et Neubourg.
20. — Arrondissement de basse Bavière, haut Palatinat et Regensbourg.
21. — Arrondissement de moyenne et haute Franconie.
22. — Arrondissement du Palatinat, de basse Franconie et Aschaffembourg.

7 pour la Saxe :

23. — Ville de Dresde, bailliages de Dresde-Altstad et Dresde-Neustadt, Pirna, Dippoldiswalde, Freiberg.
24. — Ville de Chemnitz, bailliages de Chemnitz, Fleuhe, Marienberg, Annaberg.
25. — Bailliages de Zwickau, Schwarzenberg, Glauchau.
26. — Ville de Leipzig, bailliages de Leipzig, Borna, Grimma Rochlitz.
27. — Bailliages de Bautzen, Zittau, Lobau, Kamenz.
28. — Bailliages de Meizen, Grossenhain, Oschatz, Deubeln.
29. — Bailliages de Plauen, Auerbach, Aelsnitz.

19 pour les autres Etats de l'empire :

30. — Wurtemberg.
31. — Bade.
32. — Hesse.
33. — Mecklembourg-Schwerin.
34. — Saxe-Weimar.
35. — Oldenbourg.
36. — Brunswick.
37. — Saxe-Meiningen.
38. — Saxe-Altenbourg.

- 39. — Saxe-Cobourg et Gotha.
- 40. — Anhalt.
- 41. — Schwarzbourg-Sondershausen
- 42. — Schwarzbourg-Rudolstadt.
- 43. — Waldeck et Pyrmont.
- 44. — Reuss Altere Linie.
- 45. — Reuss Jungere Linie.
- 46. — Lubeck.
- 47. — Brême.
- 48. — Hambourg.

48 en tout.

Il y a lieu d'ajouter à cette liste, depuis le 1^{er} janvier 1889, le cercle d'inspection d'Alsace-Lorraine.

A la tête de chacun des cercles d'inspection se trouve placé un inspecteur, résidant d'ordinaire dans la capitale ou chef-lieu de l'Etat, de la province, ou de l'un des arrondissements ou bailliages, qui constituent le cercle, ainsi que nous venons de le voir. Dans 28 cercles, cet inspecteur est chargé seul de tout le service ; dans les 20 autres, il est assisté par un ou plusieurs assesseurs et souvent par des chimistes (33 en 1887, 35 en 1888).

On se plaint généralement du nombre trop restreint de ces assesseurs, cependant il est bon de signaler que dans toutes les régions où l'industrie est puissante, les cercles d'inspection paraissent dotés d'un personnel suffisant. Pour ne citer qu'un exemple, l'organisation de la Saxe est la suivante :

Cercle de Dresde	4 assistants et 1 chimiste.
— Chemnitz	3 — 1 —
— Zwickau	3 — 1 —
— Leipzig	3 — 1 —
— Bautzen	1 — 1 —
— Meizen	1 — 1 —
— Plauen	1 — 1 —

En tout cas, si le personnel de l'inspection n'est pas en nombre absolument suffisant, l'activité qu'il déploie est considérable, à en juger par le nombre de visites et de déplacements indiqués, dans le rapport de 1888, comme effectués dans chaque cercle d'inscription.

Nous ne pouvons en donner le détail, mais nous résumerons cette indication comme suit :

	ÉTABLISSEMENTS VISITÉS			JOURNÉES DE VOYAGE correspondantes.
	Une fois.	Plusieurs fois.	de nuit.	
Prusse.	8519	483	123	2259
Bavière	20 3	55	5	467
Saxe.	6365	579	17	1980
Autres États	6710	375	22	1335
	23607	1492	187	6041

Il faut remarquer d'abord le nombre considérable d'établissements visités qui, pour certains cercles, dépassent mille par an.

1423 pour Berlin et Charlottenbourg.
 1206 — Dresde.
 2126 — Chemnitz.
 1518 — Zwickau.
 1026 — Leipzig.
 1046 — Bautzen.
 1850 -- Hambourg.

Signalons encore les visites répétées dans un même établissement jusqu'à quatre et même cinq fois dans une année, ainsi que le nombre considérable des journées de déplacement, qui dépassent 200 par an pour beaucoup de cercles d'inspection et vont jusqu'à 400 et même 500 par an dans certains cercles de la Saxe (320 pour Leipzig, 344 pour Zwickau, 385 pour Chemnitz, 561 pour Dresde).

Quant aux fonctions mêmes des inspecteurs des fabriques, elles sont définies d'une manière très minutieuse par les instructions propres aux différents Etats. D'une manière générale, on peut dire que le champ d'action des inspections de fabriques est double. D'une part, en effet, ils doivent veiller à l'exécution des règlements, qui limitent le travail des enfants, des adolescents et des femmes. D'autre part, ils doivent rechercher, dans les différentes usines et fabriques, quelles sont les installations à réaliser pour écarter autant que possible, toute cause de danger pour la vie et la santé des ouvriers. Dans le cas d'accidents, ils doivent faire une enquête approfondie sur les causes et les circonstances, ainsi que sur les conséquences diverses de l'accident, et prescrire les installations nécessaires pour en prévenir le retour.

Les comptes rendus annuels donnent la preuve de la puissante

intervention des inspecteurs, et les rapports publiés sur les accidents, ainsi que les modèles (avec figures) des installations de précautions à réaliser ou réalisées, présentent, au point de vue qui nous occupe spécialement, un intérêt considérable (1).

Pour donner, autant que possible, la physionomie de ces comptes rendus annuels, nous résumerons celui de 1888, en suivant la table des matières pour en faire ressortir les parties les plus saillantes.

I. — INTRODUCTION (P. 1 à 31).

Situation des cercles d'inspection.

Situation du personnel, travaux exécutés.

État de l'industrie et du marché du travail.

II. — DES OUVRIERS EN GÉNÉRAL P. 32 à 147)

Jeunes ouvriers.

Renseignements statistiques.

Infractions diverses à la loi.

Prescriptions diverses de sécurité.

Situation des apprentis.

Fréquentation des écoles.

Ouvrières.

Accroissement du travail féminin.

Mauvais emploi dans certaines industries.

Influence des machines à coudre sur le développement corporel et la santé.

Soins aux nouvellement accouchées.

Séparation des ouvriers des deux sexes pendant le travail.

Instruction des ouvrières dans les travaux du ménage.

Ouvriers en général.

Elévation du salaire.

Païement en nature.

Justice de paix.

Jours, délais et formes du paiement des salaires.

(1) L'Inspection des fabriques en Angleterre publie également un rapport annuel, mais qui n'est nullement comparable avec celui de l'Inspection des explosifs. Son étendue dépasse d'ailleurs à peine 100 pages (162 pages pour l'année 1882, 164 pages pour 1883, 185 pages pour 1884 et 136 pages pour 1885). C'est là le point faible de cette organisation, d'ailleurs remarquable et puissante.

Prédominance du samedi.
Prédominance du paiement hebdomadaire.
Billets et livrets de salaires.
Primes de production et de qualité.
Paiement aux jeunes ouvriers.
Partage avec les parents.

III. — PROTECTION DES OUVRIERS CONTRE LES DANGERS (p. 148 à 221).

Accidents.

Accroissement du nombre des accidents.
Causes et suites des accidents dans les diverses industries.
Explosions dans diverses industries des explosifs et autres.
Prescriptions pour éviter les accidents.
Bonne volonté croissante des patrons.
Installations diverses (avec figures).
Influences nuisibles à la santé.
Revue des diverses industries.
Installations préservatrices (avec figures).
Prescriptions diverses.

IV. — PROTECTION DES VOISINS CONTRE LES INDUSTRIES CLASSÉES.
(p. 222 à 246)

Mode d'Instruction.
Inconvénients et dangers divers.
Épuration des eaux résiduaires.
Irrigation par les eaux résiduaires.
Protection des cours d'eau et de la pêche.

V. — ÉTAT ÉCONOMIQUE ET MORAL DE LA POPULATION OUVRIÈRE. INSTITUTIONS BIENFAISANTES. DIVERS (p. 248 à 277).

Cette énumération donne une idée de l'importance des questions traitées dans les rapports particuliers des inspecteurs de fabriques, et de l'amplitude donnée à la discussion de toutes les questions intéressant l'industrie. Elle ne peut laisser aucun doute sur l'importance et l'efficacité du rôle joué par l'inspection des fabriques en Allemagne, surtout en vue de prévenir les accidents du travail par de bonnes installations, ce qui est le point le plus important en pareil cas.

Conclusion. — Il est, du reste reconnu, partout en Allemagne, qu'en outre de leur haute valeur technique, si profitable à l'in-

dustrie, les inspecteurs de fabrique constituent des organes puissants et essentiels de la réforme sociale. Grâce à leur contact permanent avec les ouvriers et les patrons et à leur étude continue de leurs intérêts mutuels, les inspecteurs sont particulièrement en état de provoquer des améliorations dans la condition des ouvriers, par des mesures pratiques, qui ne peuvent nuire, ni aux intérêts généraux de l'industrie, ni aux intérêts éminemment respectables des patrons.

On reconnaît en outre, en Allemagne comme en Angleterre, que pour donner, à l'inspection des fabriques, toute l'importance politique et sociale en même temps que technique et industrielle, qu'elle mérite et comporte dans le pays, il faut que cette inspection soit puissamment organisée et recrutée, et qu'elle ait une haute indépendance d'action, basée sur des traitements largement suffisants, ainsi que des attributions et prérogatives étendues et nettement définies.

La réglementation industrielle en Allemagne ne nous apporte pas, pour des raisons trop évidentes, un exemple bien utile et d'une adaptation facile à nos mœurs, ainsi qu'à notre état social. Il est cependant indispensable pour nous, de suivre d'assez près le mouvement considérable, que cette réglementation entraîne dans un pays industriel, qui est notre concurrent le plus proche et dont les envahissements sont les plus faciles et par conséquent les plus redoutables.

Par contre, nous trouvons en Allemagne l'exemple d'un service d'inspection puissamment organisé, qui rend à l'industrie des services considérables, par la haute compétence technique de ses membres, et par leur active intervention dans le fonctionnement même des usines et fabriques. Or cet exemple, comme celui offert par l'Angleterre, ne peut manquer d'intéresser, ainsi que nous l'avons dit au début, tout esprit élevé et soucieux de la prospérité de notre industrie nationale.

REVUE DE L'ÉTRANGER

BELGIQUE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS

Loi concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels (1).

Léopold II, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Est soumis au régime de la présente loi le travail qui s'exécute :

- 1^o Dans les mines, minières, carrières, chantiers;
- 2^o Dans les usines, manufactures, fabriques;
- 3^o Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que dans ceux où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques;
- 4^o Dans les ports, débarcadères, stations;
- 5^o Dans les transports par terre ou par eau.

Les dispositions de la loi s'appliquent aux établissements publics comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session de 1886-1887.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 17 juin 1887 : p. 203-206.

Session de 1888-1889.

Documents parlementaires. — Rapport. Séance du 11 juin 1889 : p. 180-198.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 26 juillet 1889 : p. 1740-1745; 30 juillet : p. 1748-1760; 31 juillet : p. 1761-1771 et 1961-1965; 1^{er} août : p. 1779-1784 et 1965-1971; 2 août : p. 1785-1801; 3 août : 1803-1820; 5 août : p. 1823-1839; 6 août : p. 1840-1858. et 7 août : p. 1859-1873. — Second vote et adoption. Séance du 9 août : p. 1910-1911 et 1914-1919.

SÉNAT.

Session de 1888-1889.

Documents parlementaires. — Rapport. Séance du 13 août 1889 : p. 41-43.

Session de 1889-1890.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 13 novembre 1889 : p. 8-22; 14 novembre : p. 23-38; 15 novembre : p. 39-49; 19 novembre : p. 51, 68, et 20 novembre : p. 69-84. — Adoption. Séance du 20 novembre : p. 84.

Sont exceptés :

Les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité, soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

ART. 2. — Il est interdit d'employer au travail des enfants âgés de moins de 12 ans.

ART. 3. — Le Roi peut, de la manière déterminée par l'article 8, interdire l'emploi des enfants ou des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, à des travaux excédant leurs forces ou qu'il y aurait du danger à leur laisser effectuer.

Il peut, de la même manière, interdire ou n'autoriser que pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours, ou sous certaines conditions, l'emploi à des travaux reconnus insalubres, des enfants ou des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans.

ART. 4. — Dans le délai de trois ans à partir de la publication de la présente loi, le Roi réglera la durée du travail journalier, ainsi que la durée et les conditions du repos, en ce qui concerne les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, le tout d'après la nature des occupations auxquelles ils seront employés et d'après les nécessités des industries, professions ou métiers.

Les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne pourront être employés au travail plus de douze heures par jour divisées par des repos, dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

ART. 5. — Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement.

ART. 6. — Les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

Le Roi peut autoriser, soit purement et simplement, soit moyennant certaines conditions, l'emploi des adolescents âgés de plus de 14 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin, à des travaux qui, à raison de leur nature, ne peuvent être retardées ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées.

En ce qui concerne les travaux des mines, le Roi peut également autoriser l'emploi au travail de nuit de certaines catégories de travailleurs âgés de plus de 14 ans, ainsi que l'emploi, à partir de 4 heures du matin, des enfants du sexe masculin, âgés de 12 ans accomplis.

Pareille autorisation pourra être accordée, pour un temps déterminé, par les gouverneurs, sur le rapport de l'inspecteur compétent, pour toutes les industries ou tous les métiers, en cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

L'arrêté du gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de sa date, il n'est approuvé par le ministre ayant dans ses attributions la police de l'industrie.

L'autorisation ne pourra être accordée, conformément aux deux alinéas précédents, que pour deux mois au plus; elle pourra être renouvelée, l'inspecteur compétent entendu.

Le présent article entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1892.

ART. 7. — Les enfants et les adolescents de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peuvent être employés au travail plus de six jours par semaine.

Néanmoins, en ce qui concerne les industries dans lesquelles le travail, à raison de sa nature ne souffre ni interruption ni retard, le Roi pourra autoriser l'emploi des enfants âgés de plus de 14 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de moins de 21 ans, pendant sept jours par semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa précédent leur assureront, dans tous les cas, le temps nécessaire pour vaquer, une fois par semaine, aux actes de leur culte, ainsi qu'un jour complet de repos sur quatorze.

En cas de force majeure, les inspecteurs, les bourgmestres et les gouverneurs pourront, en ce qui concerne toutes les industries, autoriser l'emploi des enfants, des adolescents de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, un septième jour. Ils donneront avis de cette autorisation au ministre ayant dans ses attributions la police de l'industrie.

L'autorisation pourra être donnée, en cas de force majeure, pour plusieurs semaines consécutives, par le ministre, sur le rapport de l'inspecteur, en ce qui concerne les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, et pour six semaines au plus.

ART. 8. — Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 3, 4, 5, 6 et 7, le Roi prendra l'avis :

1^o Des conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ces conseils représentant les industries, professions et métiers en cause ;

2^o De la députation permanente du conseil provincial ;

3^o Du conseil supérieur d'hygiène publique ou d'un comité technique.

Ils transmettront leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite, à défaut de quoi il sera passé outre.

Les arrêtés seront publiés au *Moniteur*.

ART. 9. — A partir du 1^{er} janvier 1892, les filles et les femmes âgées de moins de 21 ans ne pourront être employées dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Toutefois, la présente disposition ne sera pas applicable aux filles et aux femmes employées auxdits travaux avant la date préindiquée.

ART. 10. — Les enfants et les adolescents au-dessous de 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, doivent être porteurs d'un carnet qui leur sera délivré gratuitement par l'administration communale du lieu de leur domicile ou, à défaut de domicile connu, du lieu de leur résidence, et qui indiquera leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, leur domicile, les noms, prénoms et domicile soit de leurs père et mère, soit du tuteur.

Les carnets seront confectionnés d'après un modèle déterminé par arrêté royal.

Les extraits des registres des actes de l'état civil et tous autres nécessaires pour la tenue du carnet seront délivrés sans frais.

Les chefs d'industrie, patrons ou gérants, tiennent un registre d'inscription portant les indications énumérées au premier alinéa du présent article.

ART. 11. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants, sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers à un endroit apparent les dispositions de la présente loi, les règlements généraux pris pour son exécution, les règlements particuliers concernant leur industrie et le règlement d'ordre intérieur de leur établissement.

Ce dernier document est déposé au greffe du conseil de prud'hommes, au secrétariat du conseil de l'industrie et du travail et au secrétariat de la commune dont relève leur établissement.

ART. 12. — Des fonctionnaires désignés par le gouvernement surveillent l'exécution de la présente loi.

Leurs attributions seront déterminées par arrêté royal.

ART. 13. — Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements désignés à l'article 1^{er}.

Ils peuvent exiger la communication des carnets et du registre prescrits par l'article 10.

Les chefs d'industrie, patrons, gérants, préposés et ouvriers sont tenus de fournir aux inspecteurs les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

En cas d'infraction à la loi, les inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera dans les quarante-huit heures remise au contrevenant à peine de nullité.

ART. 14. — Les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants qui auront sciemment contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés, sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 15. — Les chefs d'industrie, patrons, propriétaires, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 16. — Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

ART. 17. — Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

ART. 18. — Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre 1^{er} de ce Code sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 19. — L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise.

ART. 20. — La présente loi sera obligatoire un an après sa publication.

Tous les trois ans, le gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

DISPOSITION TRANSITOIRE

ART. 21. — En ce qui concerne l'industrie verrière, le gouvernement pourra, sur le rapport des inspecteurs et des députations permanentes, ajourner d'un an l'application de la loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Donné à Laeken, le 13 décembre 1889.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

Jules LE JEUNE.

Le Ministre de l'agriculture, de l'industrie

et des travaux publics,

Léon DE BRUYN.

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la justice,

Jules LE JEUNE.

CONFÉRENCE DE BERLIN

Peut-être y aurait-il, encore, quelque intérêt à refaire une fois de plus pour nos lecteurs, l'historique des travaux de la Conférence de Berlin.

Mais, outre que nous manquerions pour cela de l'autorité ou du talent des nombreux écrivains qui l'ont déjà fait, dans tant de journaux et de revues, il nous semble que, dès maintenant, il n'importe déjà plus autant de savoir après quelles discussions ou avec quelles réticences telles ou telles résolutions ont été prises dans cette réunion solennelle, que d'apprécier dans quelle mesure on s'efforce de les mettre en pratique dans chacun des Etats qui y ont pris part.

De cette atmosphère morale, si sereine bien qu'un peu surchauffée, qui enveloppait la Conférence de Berlin et a tant contribué à son succès, est sorti comme un souffle de foi nouvelle qui a balayé devant lui tous les obstacles.

Rien ne s'oppose plus à la marche des idées et à l'accomplissement des faits sur ce terrain des questions sociales; et il n'y a plus à redouter, en ce qui les concerne, que la précipitation avec laquelle il est devenu possible de les résoudre.

Pour ce qui est de la Conférence de Berlin il suffit donc, désormais, d'avoir sous les yeux son protocole, comme le but des efforts communs actuels en matière de réglementation du travail dans les mines, — du travail du dimanche, — du travail des enfants, des adolescents et des femmes.

Voici ce document :

Protocole de la Conférence de Berlin.

I. — Règlement du travail dans les mines.

Il est désirable : 1° Que la limite inférieure de l'âge auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à quatorze ans révolus; pour les pays méridionaux, cette limite serait fixée à douze ans.

Le travail sous terre est défendu aux personnes du sexe féminin.

2° Dans le cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles et accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail devrait être restreinte. On laisse à chaque pays le soin d'assurer ce résultat par voie législative, administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou encore d'après les principes et la pratique de chaque nation.

3° a) Que la sécurité des ouvriers et la salubrité des travaux soient assurés par tous les moyens dont dispose la science, et placées sous la surveillance de l'État;

b) Que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'expérience et de compétence technique dûment constatées;

c) Que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels;

d) Que des institutions de prévoyance et de secours soient organisées conformément aux mœurs de chaque pays, destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de la vieillesse et de la mort; que les institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession soient de plus en plus développées;

e) Que dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement, dans tous les cas où des différends ne pourraient être résolus par une entente directe, à recourir à l'arbitrage.

II. — *Règlement du travail le dimanche.*

Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays, qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées; qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie; que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées (1).

Des exceptions peuvent être admises à l'égard des exploitations qui exigent la continuité de production pour des raisons techniques, ou qui fournissent au public les objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne; à l'égard des exploitations qui, par nature, ne peuvent fonctionner que dans des saisons déterminées, ou qui dépendent de l'action irrégulière des forces naturelles.

Il est désirable que, même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.

Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que la réglementation soit établie par une entente entre les différents gouvernements.

III. — *Règlement du travail des enfants.*

Il est désirable que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge soient exclus du travail dans les établissements industriels; que cette limite soit fixée à douze ans, sauf pour les pays méridionaux, où la limite serait de dix ans; que ces limites soient les mêmes pour tous les établissements industriels, qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune différence; que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire; que les enfants au-dessous de quatorze ans révolus ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche; que leur travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos d'une demi-heure au moins; que les enfants soient exclus des occupations insalubres et dangereuses, ou n'y soient admis qu'à certaines conditions protectrices.

IV. — *Règlement du travail des jeunes ouvriers.*

Il est désirable que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit ni le dimanche; que leur travail

(1) La délégation française, obéissant aux instructions de son gouvernement, n'a pas pu désigner par son vote le dimanche comme jour de repos hebdomadaire, mais M. Jules Simon en a soutenu la cause de sa parole autorisée.

effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par un repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins; que des exceptions soient admises pour certaines industries.

Que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;

Que la protection soit assurée aux jeunes garçons de seize à dix-huit ans en ce qui concerne la journée maxima de travail, le travail de nuit, le travail du dimanche, leur emploi dans les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.

V. — *Règlement du travail des femmes.*

Il est désirable que les filles et les femmes ne travaillent pas la nuit.

Que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour et soit interrompu par un repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins;

Que des exceptions soient admises pour certaines industries et que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;

Que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches.

VI. — *Mise à exécution des dispositions adoptées.*

Pour le cas où les gouvernements ne donneraient pas suite aux travaux de la conférence, on recommande les dispositions suivantes :

Que l'exécution des mesures prises dans chaque État soit surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le gouvernement, indépendants des patrons et aussi des ouvriers.

Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les gouvernements des divers pays, seront communiqués aux autres gouvernements. Chacun des États procédera périodiquement, autant que possible dans une forme semblable, à des relevés statistiques.

Quant aux questions visées dans les délibérations de la conférence, les États participants échangeront entre eux ces relevés statistiques ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la conférence.

Il est désirable que les délibérations des États participants se renouvellent; que ceux-ci se communiquent réciproquement les observations que les délibérations de la présente conférence auront suggérées afin de pouvoir examiner l'opportunité de les modifier ou de les compléter.

Les soussignés soumettront ces vœux à leurs gouvernements respectifs, sous les réserves et avec les observations faites dans les séances des 27 et 28 mars, reproduites dans les procès-verbaux des séances.

(*Suivent les signatures.*)

JURISPRUDENCE

SCULPTEUR (ATELIER DE). — LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS.
— AFFICHAGE.

La loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures (du 19 mai 1874) s'applique aux enfants occupés à un travail industriel et non aux enfants occupés à tout autre travail.

Mais cette loi doit être affichée dans tous les ateliers, sans distinction d'aucune sorte. — (Tribun. civ. Mans, 21 mars 1890 (1).)

(1) « Le Tribunal,

« Attendu que le sieur G..., sculpteur, est cité devant le tribunal correctionnel pour :

» 1^o Avoir, au Mans, au cours de novembre 1889, employé dans ses ateliers deux enfants mineurs, les sieurs Bautier (Frédéric) et Mignot (Joseph), non munis du livret prescrit par l'article 10, § 1 de la loi du 19 mai 1874;

» 2^o N'avoir pas, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, tenu, en ce qui concerne lesdits enfants, le registre prescrit par ladite loi;

» 3^o N'avoir pas affiché ou fait afficher dans son atelier les dispositions de ladite loi;

» *En ce qui concerne les deux premiers chefs de prévention:*

« Attendu que la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures, a pour objet de réglementer l'emploi des enfants ou filles mineures dans un atelier à un travail industriel et ne s'applique pas aux enfants occupés à tout autre travail;

» *En fait:*

« Attendu qu'il n'est pas établi que les jeunes Bauthier et Mignot aient été employés par le prévenu à un travail de sa profession; qu'il résulte au contraire de leurs déclarations, qu'ils étaient admis dans l'atelier de G.... unique-

NÉCROLOGIE

ÉMILE MULLER.

Émile Muller était de cette phalange d'industriels mulhousiens que l'on retrouve dans toutes les œuvres d'un patronat largement entendu et voyant dans l'ouvrier encore plus l'homme que le collaborateur.

Nous ne saurions suivre dans toute sa carrière un ingénieur aussi distingué et d'une initiative aussi féconde; mais, en ce qu'elles nous touchent plus particulièrement, nous pouvons et nous devons citer deux de ses œuvres les plus utiles à la classe ouvrière.

Nous les trouvons à l'entrée et à la fin de sa carrière, comme deux témoins destinés à en affirmer toute l'unité.

Ce sont les cités ouvrières de Mulhouse pour lesquelles nous lui décernions jadis l'une de nos récompenses et l'association des

ment dans le but d'apprendre le modelage, de se perfectionner au dessin, et qu'ils n'étaient jamais employés à un travail de l'industrie du prévenu;

» Qu'au surplus, aucun contrat d'apprentissage ne les liait au sieur G... et qu'ils ne recevaient de lui aucun salaire;

» Qu'il y a donc lieu de les considérer, ainsi qu'ils le prétendent eux-mêmes, non comme des ouvriers ou des apprentis, mais bien comme des élèves, étudiant pour eux-mêmes et ne produisant rien pour le chef d'atelier;

» Qu'en conséquence G... n'était pas tenu de se conformer pour eux aux prescriptions légales, visées par la citation :

» *En ce qui concerne l'affichage de la loi précitée :*

» Attendu que ladite loi, en son *article 11*, prescrit qu'elle sera affichée dans les ateliers, et ce sans distinction d'aucune sorte;

» Attendu que la doctrine, aussi bien que la jurisprudence, admet que cette prescription doit être observée dans tous les ateliers, quel que soit le travail auquel on s'y livre et alors même qu'aucun enfant n'y serait employé;

» Attendu que, quelque artistique que soit la profession du prévenu, ses ateliers ne sont pas exclusivement destinés aux productions de l'art; que des ouvriers y sont employés, notamment à la taille des pierres; qu'en conséquence, il est soumis à la prescription édictée par la loi et les règlements spéciaux de son industrie; qu'il a bien commis l'infraction reprochée;

» *Par ces motifs :*

» Acquitte C..., du chef des deux premières préventions, et pour la troisième, vu les articles 11, 25 et 29 de la loi du 19 mai 1874 et l'article 463 du Code pénal, condamne G... en 5 francs d'amende et aux dépens, etc.»

(Communiqué par notre collègue M. Jules Périn, secrétaire honoraire)

industriels de France qui prit naissance dans la salle même des réunions de notre Conseil.

Émile Muller se plaisait à rappeler cette filiation et il avait raison ; car nous aimons son œuvre comme la nôtre et elle ne nous est pas moins chère par son but que par son auteur.

Assurer à l'ouvrier le bien-être au foyer, la sécurité dans le travail et les meilleurs moyens d'éducation ; toute la vie d'Émile Muller, ingénieur, professeur et philanthrope se résume dans ces préoccupations. Ce sont aussi les nôtres. Aussi vivra-t-il toujours dans nos cœurs.

CHARLES PETIT.

Charles Petit nous appartenait non seulement parce qu'il était sympathique à notre œuvre comme tous nos adhérents, mais aussi parce qu'il aimait l'enfance ouvrière d'une véritable tendresse.

Il était de ceux qui se donnent tout entiers et une fois entré dans son cœur on y était pour toujours. C'était l'homme des solides amitiés et du dévouement poussé jusqu'à l'abnégation.

D'une trempe antique, l'âme fière dans la simplicité, il n'admettait aucune transaction avec le droit, aucune faiblesse dans l'accomplissement du devoir.

Il n'avait qu'un défaut : trop de modestie. On le trouvait toujours à la peine. Il se dérobaît toujours à l'honneur.

Néanmoins, il voulut bien consentir à être l'un des vice-présidents de notre Conseil d'administration ; et, de 1871 à 1878, il en remplit les fonctions avec le zèle et le dévouement qu'il apportait en toutes choses.

Lorsque l'état de sa santé ne lui permit plus la même assiduité, il nous demanda de le remplacer. Nous dûmes le faire, mais nous n'accédâmes à son désir que parce qu'il accepta sur nos instances de rester dans notre Conseil d'honneur avec le titre de vice-président honoraire.

Il a donc été notre guide, et un guide des plus éclairés pendant dix-huit ans.

Il représentait parmi nous cette belle industrie si parisienne des fleurs et plumes qui ne se contente pas d'être l'une des plus brillantes manifestations de notre génie national dans le domaine artistique, mais qui témoigne encore de toutes les qualités géné-

reuses du cœur français, par les soins assidus dont elle entoure le nombreux personnel qu'elle emploie.

Avec Marienval, avec MM. Hiélard et Turney, pour ne citer que ceux qui sont ou qui furent des nôtres, Charles Petit fut l'un des plus ardents promoteurs de ces œuvres de bien.

Il a été le fondateur et le premier président de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes; et c'est certainement l'une des plus belles institutions patronales auxquelles il ait été donné à notre Société de s'intéresser.

Charles Petit a imprimé à cette création le sceau de son inaltérable bonté, de sa sollicitude toujours en éveil.

Tous ceux qui en avaient reçu les bienfaits, le vénéraient avec une sorte de piété filiale.

Aussi l'annonce de sa mort ne fut-elle pas moins douloureuse pour cette famille morale qu'il s'était ainsi formée que pour ses enfants bien aimés qui demeurent inconsolables d'une telle perte.

Pour nous qui avons toujours été si heureux d'être associés à son œuvre, nous nous sommes sentis tout aussi cruellement atteints quand nous avons appris son décès.

Le bureau tout entier de notre Société a tenu à lui rendre les derniers devoirs et il nous semblerait que nous n'aurions pas acquitté toute notre dette de reconnaissance envers lui, si nous ne venions pas de donner, ici, à sa mémoire le pieux souvenir qui lui était si bien dû.

Le Secrétaire de la Société,

LÉON DURASSIER.

CHRONIQUE

LES PROFESSIONS EN FRANCE

Relevé du bureau de la statistique générale.

Le bureau de la Statistique générale vient de publier un volume très complet, qui comprend des renseignements curieux.

Nous y trouvons notamment le relevé des professions en France, classées sous un certain nombre de rubriques générales; par ce classement, on peut apprécier et comparer l'importance de chacune des principales branches de notre travail national.

On classe ainsi la population :

	PERSONNEL
Agriculture	17,698,402
Industrie	9,289,207
Transports	1,020,721
Commerce	4,247,764
Force publique	613,362
Administration publique.	714,027
Professions libérales	1,094,233
Personnes vivant de leurs revenus	2,295,966
Total de la population classée	36,973,682
Sans profession.	237,899
Non classée.	490,374
Professions inconnues.	231,803
Total de la population présente. . . .	37,933,760

Si on compare entre eux ces divers groupes, on remarque que l'agriculture prend à elle seule près de la moitié de la population classée.

* * *

LE TRAVAIL DES ENFANTS AU PARLEMENT ESPAGNOL

(Madrid, 28 avril 1890.)

La commission parlementaire chargée de faire un rapport sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail des enfants s'est prononcée en faveur de ce projet, dont les conditions sont, d'une façon générale, conformes aux principes proclamés à la conférence de Berlin (1).

* * *

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

Congrès de Limoges.

Limoges, 8 août.

Les revendications ouvrières au point de vue de l'hygiène. — Les hygiénistes précurseurs des socialistes. — La mortalité infantile et la population française. — Le travail des femmes avant et après l'accouchement. — Le repos hebdomadaire : expériences physiologiques. — Le mouvement des huit heures. — Les logements insalubres et l'alcoolisme.

M. Napias, un des hygiénistes les plus connus de Paris, a été chargé cette année, d'une des conférences qui forment une des parties les plus intéressantes du congrès. Il a choisi un sujet tout à fait d'actualité : *Les revendications ouvrières au point de vue de l'hygiène*, et il a mis en lumière un fait aussi curieux que peu connu : ce sont les hygiénistes qui ont fourni aux socialistes une partie de leur programme.

(1) Communiqué par M. Jules Périn, secrétaire honoraire.

Il n'y a pas moyen de le nier après les rapprochements de textes auxquels s'est livré M. Napias.

Chez nous, comme il l'a fort bien dit, la préoccupation du bien-être des masses remonte fort loin. On n'a pas attendu dans notre pays qu'il plût à un empereur de mettre ces questions à l'ordre du jour des préoccupations publiques. Beaucoup d'idées de réformes qu'on commence à juger dignes d'être étudiées sont des idées françaises; elles sont nées et devaient naître dans ce pays, chez les fils des encyclopédistes et des hommes qui ont fait, il y a cent ans, la Révolution française. — Est-ce que, dès 1820, ce n'était pas une chambre de commerce d'une ville française : Mulhouse qui demandait une réglementation du travail des enfants et des femmes? Est-ce que, dès 1841, Legrand ne soumettait pas à la Chambre des pairs l'idée d'une réglementation internationale du travail, opinion qui fut soutenue aussi par Wolowski, par J.-B. Dumas et bien d'autres? Est-ce que les hygiénistes français n'ont pas toujours étudié avec prédilection les questions d'hygiène professionnelle et industrielle? A la fin du siècle dernier, Vicq-d'Azyr les mettait à l'ordre du jour de la Société de médecine; Guyton de Morveau préconisait la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb dans l'intérêt de la santé des peintres; au commencement de ce dix-neuvième siècle, Villermé, Benoiston de Châteauneuf, Cadet de Gassicourt abordaient dans les *Annales d'hygiène*, dans les mémoires de la Société d'émulation les grosses questions d'hygiène sociales auxquelles les livres classiques de Michel Lévy, de Bouchardat, d'Arnould, de Proust, de Layet et de plusieurs autres ont fait une large place.

Les Sociétés d'hygiène qui se sont créées depuis quinze ans, les congrès internationaux qui ont eu lieu pendant ce temps, ont étudié aussi les questions d'hygiène industrielle; et on peut constater que c'est depuis ce moment, qu'on voit apparaître dans les revendications des congrès ouvriers, avec des formules moins vagues, diverses questions qui touchent à la salubrité des locaux et à l'hygiène du personnel.

M. Napias cite les discussions et les votes des congrès de 1876, 1878, 1880, 1882, 1884 et enfin de 1887. En 1880, à Turin, on demande que les gouvernements soient engagés à conclure des traités en faveur des ouvriers. Dans les conclusions votées à Vienne en 1887, figurent les principales revendications du congrès ouvrier de 1889 qui les reproduit parfois presque dans les mêmes termes, notamment pour ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit des femmes et des adolescents et le repos hebdomadaire. C'est à la suite du congrès de Turin en 1881 que la Confédération Suisse avait déjà pressenti les gouvernements européens sur l'opportunité d'une conférence internationale relative aux conditions du travail, et c'est en s'appuyant sur les délibérations du congrès de Vienne en 1887 que la Suisse reprend la question qui passe ensuite entre les mains de l'empereur d'Allemagne pour aboutir à la conférence de Berlin.

M. Napias examine successivement les conditions du travail pour les enfants, les femmes et les adultes.

En ce qui concerne les enfants, on tombe d'accord dans presque

tous les pays, qu'il est nécessaire de les protéger contre la prématuration et le surmenage, contre le travail commencé trop jeune et d'une excessive durée journalière.

Ce n'est pas seulement l'intérêt de l'enfant qui est en jeu, c'est l'intérêt du pays lui-même; ce n'est plus une question de simple humanité, c'est une question de patriotisme.

Les plus moroses contempteurs de l'enfance, alors qu'ils penseraient comme La Bruyère qui trouvait aux enfants tous les défauts, les accusant d'être : « hautains, dédaigneux, colères, envieux, curieux, paresseux, volages, timides, intempérants, menteurs, dissimulés », sont obligés de désirer que l'enfance soit soignée, protégée, conservée. Les statisticiens qui tiennent la comptabilité des existences nous ont montré que nous devenons pauvres sous ce rapport, et si nous ne voulons pas courir à la ruine, il faut devenir économes de cette richesse. Les statisticiens ont montré à diverses reprises que la France ne produit plus assez d'enfants et l'on connaît le récent travail du Dr Lagneau.

« De petit enfant, petit deuil », disait un vieux proverbe. Si les proverbes sont la sagesse des nations, celui-là, qui n'est sage nulle part, est dans notre pays une parole insensée, car il n'est peut-être pas de question plus grave, pour l'avenir de notre race, que notre faible natalité, ni de protection plus urgente que celle de l'enfance. Chaque fois que nous voyons dans le public, dans la presse, au Parlement même, des personnes qui mettent en doute la nécessité de cette protection et qui s'opposent aux mesures légales qu'on propose, trop timidement encore à notre gré, il faudrait réveiller leur patriotisme et leur rappeler encore ce que M. Napias dit et a écrit tant de fois :

S'il existe depuis 1839, en Prusse, une loi sur le travail des enfants, le vote de cette loi a été provoqué par le rapport d'un officier de recrutement qui ne trouvait plus un contingent suffisant de bons soldats dans les districts manufacturiers.

Mais si la question du travail des enfants est aujourd'hui presque jugée, on discute encore sur les conditions du travail des femmes.

Il ne manque pas de gens, qui pourtant se disent grands amis de la famille, qui voient dans la restauration de l'existence familiale, le relèvement moral de notre population ouvrière, et qui pourtant, s'il s'agit de réglementer le travail des femmes, s'y refusent et se retranchent derrière la liberté individuelle.

Il est bon d'invoquer la liberté individuelle, dit M. Napias, mais il ne serait pas hors de propos d'invoquer aussi la physiologie qui constate entre l'homme et la femme assez de dissemblance pour justifier une réglementation exceptive.

Au point de vue purement moral, il faut souhaiter que le temps vienne où la femme sera tout à fait éloignée de l'usine : où elle restera au foyer, dont elle est la gardienne, près des enfants, dont elle est la première et la meilleure éducatrice. Il faut se souvenir quel est le centre moral de la famille. La famille n'est rien sans la femme, et si l'*Ecclesiaste* a dit irrévérencieusement qu'il vaut mieux habiter avec un lion et un dragon qu'avec une méchante femme, il entendait

certainement parler d'exceptions heureusement fort rares et qui ne sauraient infirmer tout ce que nous avons tant de bonnes raisons pour penser de bien des femmes.

La première chose à obtenir pour les femmes, c'est l'interdiction du travail de nuit qui rendra la femme à son rôle de mère.

Sur ces questions, qui intéressent à la fois la femme et l'enfant, l'accord est facile entre les gens de bonne foi. On veut bien que les enfants commencent un peu plus tard le travail industriel, alors qu'ils seront en état de résister davantage aux multiples dangers qu'il présente; on veut bien que la durée de ce travail soit réduite et fixée par la loi, on accepterait à la rigueur qu'il en soit ainsi pour les femmes et que, pour elles comme pour l'enfant, le repos de la nuit soit assuré. On accepte cela, ou du moins je suis sûr qu'on finira par l'accepter tout à fait.

Mais la question qui reste discutable, c'est celle qui a trait à la réduction du travail de l'ouvrier.

On sait que les revendications ouvrières ont fini par prendre à ce sujet une formule empruntée aux Américains: les trois 8! Soit huit heures de travail, huit heures de sommeil et huit heures de liberté pendant lesquelles se placent les repas et le temps qu'on entend donner au perfectionnement de son instruction.

Cela semble très simple et c'est, en réalité, très compliqué. Il est, à la rigueur, possible de s'assurer que l'ouvrier ne travaillera que huit heures à l'atelier, mais comment saura-t-on qu'il ne travaille pas ensuite chez lui quelques heures de plus et qu'il ne fait pas ainsi concurrence à ceux qui préfèrent se reposer? Comment s'assurera-t-on qu'il emploie quelque temps à perfectionner son instruction? Comment s'assurera-t-on qu'il dort huit heures? Et s'il lui plaît de dormir neuf heures ou sept heures seulement, voilà la règle des trois huit irrémédiablement compromise.

Cela prouve qu'il faut se défier des formules simples en matière d'économie sociale; la société humaine est un problème compliqué auquel elles ne se trouvent jamais applicables.

C'est pourquoi la réduction à huit heures de la journée de travail ne semble pas immédiatement réalisable; et M. Napias le regrette en invoquant la physiologie.

Il cite un certain nombre de faits et d'expériences qui, d'après lui, mettent ce point hors de doute.

Les forces que l'homme peut employer au travail de l'atelier ont des limites qui ont pu être calculées. Pettenkofer et Voit placent dans une chambre de verre, hermétiquement close, un ouvrier vigoureux, nourri d'une alimentation mixte se rapprochant de celle qui lui est habituelle et chargé de tourner une roue autour de laquelle s'enroule une chaîne supportant un poids de 25 kilog. En déduisant de la journée de cet homme les interruptions occasionnées par le repas et le repos, il avait fait, à la fin du jour, neuf heures d'un travail assez pénible.

Cet ouvrier était pesé à son entrée et à sa sortie de la cage de verre; les aliments aussi étaient pesés et analysés et on analysait l'air à son

entrée dans la cage et à sa sortie. Je ne veux pas entrer ici plus avant dans le détail de cette expérience, mais il suffit que je dise qu'il en résultait que l'homme pendant une journée de travail de neuf heures, avait dépensé, sous forme d'acide carbonique, 192 grammes d'oxygène de plus qu'il n'avait pu en aspirer pendant le même temps. C'était un déficit, et pour le couvrir, il avait fallu qu'il consommât environ 20 0/0 de la provision d'oxygène emmagasinée dans tout son corps.

Heureusement que pendant la nuit et le repos notre homme absorbait, comme cela est normal, plus d'oxygène qu'il n'en dépensait, mais l'activité respiratoire étant moindre, il ne récupérait pas toute la provision nécessaire.

Pour entreprendre une nouvelle période de travail, Pettenkofer et Voit estiment que la déperdition journalière d'oxygène n'est pas compensée par une nuit de repos quand le travail est très fatigant, et il peut se faire que cette déperdition exagérée, ce déficit journalier atteigne 10 et même 20 0/0.

C'est sur ces expériences et ces chiffres que le docteur Hægler (de Bâle) s'est appuyé pour démontrer la nécessité du repos dominical. Au moyen d'une courbe ingénieuse, il montre que chaque jour amenant un déficit, il faut, hebdomadairement, un jour complet de repos pour revenir au point de départ, c'est-à-dire pour récupérer la quantité d'oxygène nécessaire à assurer les combustions journalières qui, par le fait d'un travail exagéré, et malgré le repos de chaque nuit, mettent chaque jour l'organisme en déficit.

Mais ces expériences s'appliquent à un travail déterminé et assez rude; d'autres travaux nécessitent moins de force et d'autres plus d'attention. Il faut aussi tenir compte de l'insalubrité du milieu, de l'atmosphère du travail. Ne vaut-il pas mieux travailler douze heures au grand air, même avec des efforts un peu pénibles, que huit heures seulement dans une atmosphère viciée par des gaz ou des poussières irritantes ou toxiques? Il faut savoir enfin que pour une même durée, le travail est d'autant plus fatigant et même dangereux qu'il nécessite plus de force et moins de variété. La variété permet une sorte de réparation générale des pertes subies par l'organisme; mais si le travail, toujours le même, fait travailler toujours et uniquement les mêmes groupes de muscles, ceux-ci peuvent finir par s'atrophier; c'est ainsi qu'on a observé quelquefois une paralysie spéciale chez les forgerons, paralysie localisée et due à une atrophie des muscles deltoïdes.

Enfin, ce qu'on ne pourrait calculer, mais ce qui est réel, c'est que le surmenage physique constitue une prédisposition morbide dangereuse en mettant l'organisme en état de recevoir plus aisément les contagions.

Arrivant à la question des risques professionnels et de la salubrité des ateliers, M. Napias montre l'insuffisance des lois sur l'assurance même obligatoire contre les accidents. Il montre les contradictions qu'une pareille loi comporte nécessairement et réclame impérieusement des mesures préventives en s'appuyant sur l'avis du comité consultatif d'hygiène :

Sans doute la substitution de la machine à la main de l'homme, dans beaucoup d'industries, a beaucoup contribué à l'assainissement. Tous les hygiénistes l'ont observé depuis Benoiton de Châteauneuf et Villermé; mais c'est dans une mesure qui n'est pas égale et qui est toujours insuffisante. D'ailleurs, les conditions du travail mécanique ont créé des dangers nouveaux; ce que la salubrité du travail a souvent gagné à l'emploi des machines a été en partie perdu dans l'insécurité qui résulte des mécanismes; et cela d'autant plus que si, au temps où le travail était exclusivement manuel, l'industrie n'attachait de prix qu'à la force, l'emploi des machines a permis d'introduire dans l'atelier les faibles, les femmes, les enfants, et que ces derniers surtout se trouvent exposés à cause de l'imprudence et de l'étourderie de leur âge.

La nécessité s'impose de réglementer les conditions de sécurité en même temps que les conditions de salubrité du travail industriel.

La loi danoise du 12 avril 1889 prescrit des conditions de sécurité, mais ne fait mention d'aucune condition de salubrité.

Les lois allemande, anglaise, autrichienne, suédoise, suisse et le projet de loi norvégien prescrivent au contraire des mesures destinées à assurer la salubrité et la sécurité.

Les États-Unis n'ont pas de loi fédérale sur cette matière, mais plusieurs États ont des lois particulières qui visent à la fois la salubrité et la sécurité des industries.

Chez nous, nous en sommes encore aux prescriptions insuffisantes de la loi de 1874. Mais un projet de loi vient d'être soumis au Parlement le 5 juin 1890 par M. Jules Roche, ministre du commerce. L'assainissement de l'atelier paraît être la première mesure à prendre dans l'intérêt de l'ouvrier qui y travaille. Et ce n'est pas seulement de l'intérêt matériel, dont il s'agit, mais aussi de l'intérêt moral.

Un exemple, ou plutôt une anecdote, fera comprendre cette pensée.

C'est devenu un lieu commun que de prêcher contre l'ivrognerie et de montrer les dangers de l'alcoolisme, et c'est une prédication qui, semble-t-il, ne sert guère. M. Napias s'en expliquait un jour avec un de ses amis, un médecin philosophe, très occupé des études sociales, et il essayait de lui faire entendre que l'homme qui sort de l'atelier, altéré par la chaleur et la fatigue du travail, évite d'autant moins le cabaret qu'il est moins pressé de rentrer dans le logis si souvent insalubre et insuffisant qu'il occupe. Son ami ne voulait rien accepter de ses arguments; il est très imbu de l'idée du libre arbitre humain, très fâché des théories nouvelles de l'école de Lombroso. « Quand on ne veut pas boire, disait-il, on ne boit pas, et je ne reconnais à cette dipsomanie, qu'une excuse pathologique, qui est le diabète. »

Il se citait en exemple, disant qu'il avait souvent fait de rudes marches, soit à la chasse, soit dans des excursions du club Alpin, et qu'il avait toujours résisté à la soif, se contentant de quelques gouttes d'eau dans le besoin le plus urgent. On ne devait pas, il l'affirmait avec énergie, boire jamais entre les repas. Il s'échauffait à ce discours et ne demandait rien moins que la fermeture immédiate de tous les débits de boissons.

Or, il me faisait toutes ces déclarations absolues, tandis que nous allions visiter un établissement industriel qu'il était curieux de connaître. C'était un établissement qui louait de la force motrice, une construction massive, ruche énorme divisée en très petites alvéoles qu'on loue à des ouvriers ou à des petits patrons qui transportent là leur tour ou une machine quelconque, et la font mouvoir au moyen d'une courroie de transmission embrayée sur l'arbre commun.

On visita successivement toutes ces cellules, voyant polir ici des pièces d'orfèvrerie, là de la nacre; voyant ailleurs tourner le buis ou la corne, tailler le verre, décaper des métaux qu'on polissait après, respirant des vapeurs nitreuses, des poussières variées, et l'odeur fade des huiles dans l'atmosphère chaude et lourde. On sortit de là très fatigué, après deux heures de visite, couvert de poussières multicolores, mais où le rouge anglais dominait cependant, et voilà les deux amis sur le pavé de la rue, la lange sèche, la gorge aride. Alors le philosophe, l'apôtre de la tempérance, dit soudain à M. Napias :

— Où y a-t-il un café?

Toutes ces belles théories sombrèrent dans un verre de bière. Ces poussières qui l'avaient tant altéré sont une cause fréquente de dangers pour les travailleurs, soit à cause de leurs propriétés irritantes ou toxiques, soit en agissant comme corps étrangers qui, en irritant, en lésant plus ou moins profondément les muqueuses, permettent à des maladies graves, à la phtisie, par exemple, de pénétrer dans l'organisme, pour ainsi dire par effraction.

M. Napias a montré autrefois l'influence nocive des poussières industrielles et a essayé d'indiquer les moyens d'y remédier. Un tableau dressé par lui montre la fréquence de la phtisie dans les professions à poussières.

On voit sur ce tableau que les tailleurs de silex, les aiguiseurs d'aiguilles, les tailleurs de limes, les tailleurs de meules, sont au premier rang. Les tailleurs de silex, par exemple, sur 100 malades donnent 80 phtisiques. Ce tableau permet aussi de constater que les poussières végétales et animales sont généralement moins dangereuses que les poussières minérales. Il nous montre aussi que parmi les professions à poussières animales ce sont les brossiers qui sont le plus souvent frappés, ce qui prouve encore, semble-t-il, la nocuité des poussières dures.

Un autre tableau montre comment un procédé industriel qui supprime les poussières peut amener un progrès hygiénique et économiser la vie humaine. Les lignes de ce tableau indiquent comparativement la vie probable des aiguiseurs suivant qu'ils travaillent à sec ou avec la présence de l'eau. Ce tableau a été établi avec les chiffres d'une statistique anglaise et permet de comparer la vie probable des aiguiseurs aux différents âges et comparativement à la vie probable de la population anglaise tout entière.

M. Napias a terminé sa belle conférence par un programme succinct à proposer aux législateurs et aux hygiénistes. En voici les traits essentiels :

Assurer à l'ouvrier une demeure salubre, où il puisse vivre et respi-

rer, où il retrouve à l'heure du repas et les jours de repos le doux confort de chez soi, où il se plaise, où la lumière pénètre largement, avec l'air, c'est par là que l'on voudrait voir commencer les réformes d'hygiène sociale. L'on a vu par les expériences de Pettenkofer que le travailleur entame, pendant la journée de travail, une part de la provision d'oxygène de son organisme, et que c'est à peine si le sommeil pendant la nuit lui permet de refaire cette provision. Mais encore faut-il que dans la chambre où il repose il y ait de l'oxygène à prendre en quantité suffisante, et que l'air n'y soit pas vicié par les méphitismes qui montent des coureites obscures où trop souvent ces pauvres logements sont censés prendre le jour et l'air. Il faut que disparaissent de par la loi, ces logis indescritibles que le docteur, Du Mesnil a décrits dans un livre récent sur *l'Habitation du pauvre à Paris* : il faut qu'on édicte pour la construction des habitations, ces mesures d'hygiène que le docteur A.-J. Martin exposait naguère à l'Association française, dans une conférence faite à la session de Nancy.

C'est par une bonne loi sur les logements insalubres, — loi depuis si longtemps attendue, — qu'il faut commencer.

Il faut en même temps assurer la salubrité et la sécurité du travail.

Ce sont là des mesures dont tous les travailleurs : hommes, femmes et enfants, sont appelés à bénéficier. Pour les femmes et pour les enfants, il faut persévérer dans la voie où le Parlement vient de s'engager en suivant les indications de la conférence de Berlin.

Pour l'ouvrier adulte, au contraire, tout en désirant voir le travail réduit à une durée journalière de dix heures, il est à souhaiter que la loi n'intervienne pas, et que, pour conserver l'enfant à l'école plus longtemps et la femme plus longtemps au logis, l'homme puisse chercher librement, même dans un travail un peu exagéré, un supplément de salaire.

« Le travail, a dit Voltaire, éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin. » Il nous donne aussi de grandes joies, qui nous font oublier toutes les fatigues, quand nous travaillons pour ceux que nous aimons.

(*Le Temps*, 10 août 1890.)

E. A.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents :
MM.

Présentateurs :
MM.

Colcombet (F.), manufacturier, à Saint-Etienne (Loire)

DURASSIER, secrét. Société.

Les Exposants de la classe 59, à l'Exposition universelle de 1889

PERISSÉ.

Darblay (Paul), manufacturier, à Essonnes (Seine-et-Oise)

LINARÈS, insp. divis.

MEMBRES ORDINAIRES

Legras , de la maison Legras et C ^{ie} , maîtres verriers, 85, avenue de Paris, à Saint-Denis . . .	APPERT.
Guilbert-Martin , fabricant d'émaux et mosaïques, 20, rue Genain, à Saint-Denis.	id.
Faucher (Léon), ingénieur en chef des poudres et salpêtres, à Lille (Nord)	id.
Chanove (Gabriel, ingénieur, au Crédit Lyonnais, 95, rue de Prony (Paris)	DURASSIER.
Cheysson (Emile), inspecteur général des Ponts et Chaussées, 115, boul. Saint-Germain (Paris) .	id.
Aguillon , ingénieur en chef des Mines, 12, rue Roquepine, à Paris	id.
Bibliothèque administrative de la Préfecture de la Seine , à l'Hôtel de Ville, Paris.	id.
Sallandrouze frères , 36, rue des Jeuneurs (Paris)	MOURCEAU.
Millerio et Fossé , 26, rue du Sentier (Paris) .	id.
Dupont et C^{ie} , 6, rue d'Aboukir (Paris)	id.
Belin frères , libraires, 52, rue de Vaugirard (Paris)	LINARÈS.
Frédéric-Moreau (F.), 98, rue de la Victoire (Paris)	DURASSIER.
Velle (M ^{lle}), 146, rue du Bac (Paris)	ROCHE.
Pelletier (Emile), fabricant d'instruments de chirurgie, 30, rue Saint-Séverin (Paris)	id.
Meifredy (Henri), président de la 26 ^e Commission locale, 17, quai de Grenelle (Paris)	DURASSIER.
Boutillier (Victor), à Saint-Cloud (Seine-et-Oise).	id.
Fourniol (Louis), moulinier en soie, au Pont-de-Coux, près Privas (Ardèche)	BARRAL, insp. divis.
Lefebvre , président de l'Orphelinat de la bijouterie, 106, rue de Rivoli (Paris)	LALLEMAND, insp. départ.
Dautier (M ^{me}), présidente de la 22 ^e Commission locale, 1, rue Oberkampf (Paris)	D ^e PERRIN.
Rudiez (M ^{me}), membre de la 22 ^e Commission locale, 45, rue de Saintonge (Paris)	id.
Bouquet (Louis), chef du bureau de l'Industrie, au Ministère du Commerce et de l'Industrie . .	DURASSIER.
Dècle (A.), président de la Chambre syndicale des fabricants bijoutiers, 20, rue des Quatre-Fils (Paris)	FOLLOT.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 17 juillet 1890.

PRÉSIDENCE DE M. le Dr E.-R. PERRIN, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

M. le baron Larrey, de l'Institut, membre du conseil d'honneur de la Société, y assistait.

S'étaient excusés : MM. Appert, Bérard, F. Follot, Froger de Mauny, Ed. Gruner, Nusse et Turney.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

La parole est à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance.

La Société a reçu des lettres de remerciements des divers présidents des Institutions auxquelles elle a accordé une subvention cette année.

— Elle a de même déjà reçu un certain nombre de lettres de remerciements pour les récompenses qu'elle a décernées dans sa dixième fête de l'enfance ouvrière.

Ces lettres seront remises à M. Is. Roche, président de la Commission des récompenses, qui présentera ultérieurement un rapport sur tous les faits se rattachant à cette fête.

— MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail dans l'industrie ont aussi envoyé à la Société des remerciements pour le don qui leur a été fait, sur son initiative et par ses soins, du magnifique album des dispositifs et appareils préconisés par l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents du travail.

On verra dans un instant, par le compte rendu des travaux des Comités de la Société, qu'un nombre suffisant d'exemplaires de cet album avait été mis gracieusement à sa disposition par l'un de ses membres, M. Engel-Gros, président de l'Association de Mulhouse.

— La Société n'a reçu la notification d'aucun décès parmi ses membres; mais l'un d'eux, M. Charnelet, lui a fait part de celui de sa mère, veuve de l'un de nos plus anciens sociétaires.

La réunion s'associe aux si légitimes regrets de l'un de nos collègues.

— Pendant le deuxième trimestre de cette année, vingt-cinq membres nouveaux dont trois à titre perpétuel ont été présentés à la Société.

Parmi les membres présentés à titre perpétuel il y a lieu de mentionner spécialement : les *Exposants français de la classe 59 à l'Exposition universelle de 1889*. C'est à M. Périssé, président du Comité de cette classe, que notre Société est redevable de ce témoignage de sympathie et de ce concours à son œuvre.

La réunion salue cette communication de ses applaudissements et envoie à M. Périssé tous ses remerciements.

— La Société a, de plus, pendant ce trimestre, reçu à titre de don de M. F. Colcombet de Saint-Étienne 100 francs; et de MM. A. Giraud et C^{ie} de Lyon, également 100 francs.

La réunion est profondément touchée de cette générosité et demande que sa gratitude la plus vive soit exprimée aux deux généreux donateurs qui témoignent de tant de bienveillance envers nous.

— La Société a reçu le compte rendu sommaire de l'assemblée générale du 17 août 1890 de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail.

Ce document renferme deux rapports très importants de M. S. Périssé, président, au nom du Conseil de direction, et l'autre de MM. les Ingénieurs-Inspecteurs présenté par M. Mamy.

L'Association compte actuellement six ans d'existence et son dernier exercice a été marqué par l'accroissement du nombre de ses adhérents et par l'extension de son rayon d'action.

Elle compte aujourd'hui plus de 700 membres et le nombre des ouvriers sur lesquels s'exerce son action protectrice dépasse 80,000.

L'Association se compose actuellement de sept groupes régio-

naux : Paris, Lille, Saint-Quentin, Reims, Nancy, Lyon et Marseille, et les bases d'un huitième groupe ont été jetés à Toulouse.

En résumé à l'heure actuelle l'action de l'Association s'exerce ou commence à s'exercer dans vingt et un départements.

Membre fondateur de l'Association des industriels de France, la Société de protection des apprentis salue avec plaisir son magnifique développement et elle est persuadée que le caractère d'utilité publique lui sera bientôt reconnu officiellement comme il est déjà de toute évidence.

— M. Bernot, président de la Société protectrice de l'Enfance ouvrière de Troyes, nous a adressé une lettre dans laquelle il nous signale la place qu'a tenue cette Société dans la réception qui a marqué le passage de M. le Président de la République à Troyes, le 28 mai dernier.

Une délégation de six fillettes employées dans les manufactures et fréquentant les écoles de fabriques a été présentée à M. Carnot ; deux d'entre elles, Louise Despois et Cécile Cuny, lui ont exprimé la vive reconnaissance de l'Enfance ouvrière de Troyes pour sa sollicitude envers elle et lui ont remis un bouquet qu'il a reçu de leurs mains avec son amabilité habituelle et en les embrassant toutes deux.

— La Société a reçu enfin pendant le deuxième trimestre de cette année :

— *Les Études sociales* (5^e édition), de M. le Dr Burggraeve de Gand ;

— *L'Annuaire de la jeunesse*, de M. H. Vuibert (hommage de l'auteur) ;

— *La Charité à Nancy*, par M. l'abbé Girard (don de M. l'abbé Vulmont) ;

— *Les Conseils aux travailleurs et les ouvriers des champs*, de M. Henri Meifredy (hommage de l'auteur) ;

— L'ode : *Ce qui fait la Patrie*, prononcée à l'inauguration du monument élevé à la mémoire des enfants de l'Aube morts pour la Patrie en 1870-71. par M. Bernot (hommage de l'auteur) ;

— *Les Accidents du travail dans l'industrie*, par M. Gibon (hommage de l'auteur) ;

— *Les Magasins et Logements* de la Société civile coopérative de consommation du XVIII^e arrondissement, par M. Vaillant, architecte (hommage de l'auteur) ;

— *Le Meuble*, — la Corporation des menuisiers-ébénistes, —

l'Histoire du goût public : conférences à Bibliothèque Forney de M. Fresson (hommage de l'auteur);

— *Le Contrat de participation aux bénéfices*, son caractère et ses résultats : conférence de M. Ch. Robert (hommage de l'auteur);

— Le compte rendu, *in extenso*, des séances du Congrès international de la participation aux bénéfices, tenu du 16 au 19 juillet 1889 (don de M. Ch. Robert);

— Le rapport présenté à M. le Préfet de police par MM. les membres de la Commission départementale supérieure de la Seine sur l'application des lois du 19 mai 1874 et du 9 septembre 1848 relatives aux travail dans l'Industrie pour l'année 1888 (envoi de M. le Préfet de police);

— Les rapports annuels des Commissions locales adressés à M. le Préfet de police sur l'application des lois relatives au travail dans l'Industrie pour l'année 1889 (envoi de M. le Préfet de police);

— Les comptes rendus des 21^e et 22^e exercices (1888 et 1889) de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents de fabrique (envoi de M. Engel-Gros);

— Le Patronage des Enfants de l'Ébénisterie (envoi de M. Lemoine);

— Le compte rendu, pour 1889, de la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes (envoi de M. Bernot);

— Le compte rendu de l'Assemblée générale de la Société du Travail, tenue le 12 juillet 1889 au Trocadéro (envoi de M. Schmidt);

— Le compte rendu de la 9^e Assemblée générale (24 février 1889) de la Société générale de protection de l'Enfance abandonnée ou coupable (envoi de M. Georges Bonjean);

— Le compte rendu de la séance du 19 mai 1889 de la Société de l'assistance paternelle des Fleurs et Plumes (envoi de M. Turney);

— Le 65^e compte rendu annuel de la Société d'apprentissage des Jeunes Orphelins, 10, rue du Parc-Royal (envoi de M. Colmet-d'Aage);

— Le 6^e rapport annuel (pour 1889) de la Société de Liverpool pour la protection des enfants (don de M. E. Nusse);

— Le 17^e rapport annuel (pour 1889) de la Société de New-York pour la protection des enfants (don de M. E. Nusse);

— Le compte rendu de la séance du 27 avril 1890 de la Société de patronage de Chaumont (don de M. E. Nusse);

— Et enfin, tous les numéros parus pendant le trimestre des

périodiques avec lesquels la Société échange son Bulletin : *Société des Ingénieurs civils*, *Société d'Économie sociale*, la *Société française des habitations à bon marché*, *Union des Chambres syndicales*, *Écho des Chambres syndicales*, *Union nationale*, *Revue chronométrique*, *Journal des Prud'hommes*, *Bulletin des crèches*, etc.

Tous ces livres, brochures et publications diverses seront classés dans la bibliothèque de la Société.

La réunion adresse ses plus vifs remerciements aux auteurs et donateurs qui veulent bien penser à l'enrichir et à faciliter ainsi les travaux de ses membres.

L'ordre du jour appelle les communications diverses.

La parole est à M. le Secrétaire.

— La Société a reçu copie d'une pétition qui a été adressée par un certain nombre d'ouvriers imprimeurs en taille-douce à M. Badet, président de la Chambre syndicale ouvrière de cette corporation.

Cette pétition appelle l'attention de M. Badet sur la situation très difficile qui est faite actuellement aux ouvriers imprimeurs en taille-douce par le surmenage des apprentis dans cette industrie et leur demande d'entrer en rapports avec la Chambre patronale pour arriver à y fixer plus équitablement les conditions de l'apprentissage.

La lettre d'envoi, accompagnant la copie de cette pétition, nous signale, de plus, un certain nombre d'ateliers où les apprentis sont surmenés.

La réunion est d'avis de remercier l'auteur de cet envoi, de la confiance qu'il veut bien nous témoigner, — de transmettre à l'inspection du travail de la Seine l'indication des ateliers où les enfants ne seraient pas employés dans les conditions légales, et — enfin, d'écrire à M. Badet pour l'engager à solliciter de la Chambre patronale de sa corporation l'entente qui lui est demandée, sur les questions d'apprentissage qui ne peuvent être mieux résolues que par l'accord entre patrons et ouvriers que le législateur a pensé réaliser par la loi sur les syndicats professionnels.

— Sur le conseil de notre cher vice-président, M. Félix Follot, M. Dècle, président des groupes syndicaux de la Bijouterie, a bien voulu solliciter une subvention de notre Société, en faveur d'une institution éminemment utile dont il est le fondateur :

l'Oeuvre philanthropique de la propagation de l'apprentissage et du placement des apprentis.

M. Dècle désirerait que cette subvention pût être accordée immédiatement, en raison de la distribution des prix de l'œuvre qui doit avoir lieu en septembre prochain.

La réunion regrette de ne pouvoir satisfaire au désir qui lui est exprimé; mais toute demande de subvention doit être soumise préalablement au Conseil d'administration. Celle de M. Dècle lui sera renvoyée, et très certainement son œuvre sera comprise dans la répartition de l'année prochaine.

— M. l'abbé Vulmont, directeur de la maison des apprentis de Nancy, en remerciant la Société de son admission comme membre et en lui faisant don du magnifique ouvrage de M. l'abbé Girard sur la charité à Nancy, la sollicite en faveur des enfants admis gratuitement dans la maison qu'il dirige et que nous avons déjà plusieurs fois récompensée.

Cette demande sera soumise au Conseil d'administration en même temps que la précédente.

— M. Mamy fait part à la Société qu'il vient d'être nommé directeur de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail et demande l'échange du Bulletin avec la publication de l'Association.

La réunion salue de ses applaudissements la nomination de M. Mamy et accorde l'échange demandé.

L'ordre du jour appelle la dixième fête de l'Enfance ouvrière.

M. le Président. — Avant de donner la parole à M. le Secrétaire à propos de notre dixième fête de l'Enfance ouvrière, je tiens à rappeler avec quelle satisfaction nous l'avons vu s'ouvrir par la lecture de la lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique qui faisait connaître à notre éminent Président, M. Léon Say, que nos excellents collègues, MM. Isidore Roche et Félix Tournier, seraient compris dans la distribution de palmes académiques du 14 juillet.

Nous venons de voir, en effet, leurs noms à l'*Officiel* suivis de leurs qualités dans notre Société.

Nous avons déjà couvert de nos applaudissements la communication de M. Léon Say à la Sorbonne; mais l'insertion à l'*Officiel* doit être pour nous une occasion nouvelle de témoigner notre sympathie à nos deux collègues si dévoués, et d'exprimer

à M. le Ministre de l'Instruction publique toute notre reconnaissance pour la distinction qu'il a bien voulu leur accorder et dont notre Société peut être aussi légitimement fière qu'eux, puisque c'est à titre de collaborateurs à notre œuvre qu'ils en ont été l'objet.

Nous regrettons que l'absence de M. Félix Tournier ne nous permette pas de lui exprimer toutes nos félicitations; mais nous les lui adressons bien cordiales, de même qu'à notre cher et infatigable trésorier M. Roche qui se prodigue avec tant de cœur pour nous et surtout pour ceux que nous protégeons. Nous espérons que la récompense qu'il vient de recevoir ne sera pas la dernière que lui vaudra son admirable dévouement à notre œuvre.

La réunion couvre de ses applaudissements ces paroles chaleureuses de M. le Dr E.-R. Perrin; et après les remerciements émus de M. Roche, la parole est à M. le Secrétaire pour le récit sommaire de notre dixième fête de l'Enfance ouvrière.

M. Durassier le présente comme suit :

Notre dixième fête bi-annuelle de l'enfance ouvrière a été donnée dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le dimanche 29 juin dernier à 1 h. 1/2, sous la présidence de M. Léon Say, notre président, assisté de M. Léon Renault, sénateur, notre secrétaire général, et entouré des membres de notre Conseil d'administration et d'un certain nombre de notabilités sympathiques à notre œuvre.

M. Léon Say a, tout d'abord, donné lecture d'une lettre de M. le Ministre du Commerce, notre président d'honneur, exprimant ses regrets d'être empêché de nous présider en raison d'un engagement antérieur, et de celle de M. le Ministre de l'Instruction publique dont notre cher et honoré président de ce soir, M. le Dr E.-R. Perrin, vient de parler.

M. Léon Say a, ensuite, rappelé le grand succès de notre Société à l'Exposition d'Économie sociale, où seule des sociétés privées exposant dans la section IV de ce groupe, elle a reçu du Jury des récompenses un Grand Prix.

M. Léon Say a, enfin, montré dans une allocution pleine d'élévation et d'humour, et avec sa puissance de conviction accoutumée, tous les dangers d'une réglementation excessive dans les questions du travail.

Si l'atelier est fermé à la femme, ne sera-t-elle pas amenée à faire chez elle le même travail et dans des conditions d'hygiène bien inférieures; et pour l'enfant dont la loi si bien étudiée du 19 mai 1874 garantit dans toute la mesure nécessaire le dévelop-

pement physique, intellectuel et moral, reste-t-il autre chose à faire que de lui assurer le travail qu'il est susceptible d'accomplir?

En sorte que tous les efforts doivent tendre désormais à faire l'industrie assez salubre et assez sûre pour que l'enfant puisse y occuper sa petite place sans dangers inhérents à son âge; et qu'il est temps de renoncer à cette protection par l'interdiction d'emploi, assurément de toutes la plus efficace, mais qui n'est pas sans danger puisqu'elle expose l'enfant à périr faute d'aliment.

Et ce dernier trait est pour M. Léon Say l'occasion de terminer par l'une de ces anecdotes qu'il sait si bien choisir et si bien présenter, et qui font entrer dans tous les esprits, les humbles comme les cultivés, les jeunes comme les vieux, les préceptes de la vraie sagesse.

La parole a été ensuite à M. Léon Renault.

M. Léon Renault, dans un discours d'une ampleur magnifique, avec cette éloquence entraînante et cependant toujours maîtresse d'elle-même, qui caractérise son admirable talent d'orateur, a fait un tableau magistral de la marche des idées et du développement parallèle des lois dans notre pays, sur les questions du travail pendant ce siècle qui sera surtout marqué dans l'histoire de l'humanité par une immense aspiration vers l'équité gonflant toutes les poitrines.

M. Léon Renault a montré nos législateurs toujours à l'avant-garde, si bien que dans ses dernières assises sur ces hautes questions, l'Europe n'a rien réclamé que nous n'ayons déjà. Et signalant ce que les lois de protection des faibles avaient de profondément juste, M. Léon Renault a indiqué ce que les lois qui tendraient à protéger les forts, les ouvriers adultes en pleine possession de tous les droits dans notre société démocratique, auraient d'humiliant pour eux, et il les a repoussées au nom de l'égalité.

Après ces deux discours qui feront de cette cérémonie un souvenir inoubliable pour tous ceux auxquels il a été donné de les entendre, on a proclamé les récompenses décernées par la Société.

On ne saurait donner les noms de tous les lauréats, mais parmi eux on doit signaler :

Sœur Basile (à Brives); M. Varin d'Ainvelle (à Servas); M^{me} Vila (à Chaumont); M^{me} des Garets (à Reims); M^{me} de Froissy (à Beauvais); M. Lefebvre (à Paris); M^{me} de Heredia (à Paris);

M. Lemaire (à Fontenay-au-Pire près Cambrai); M. Beaubois (à Lorient); M. Fresson (à Paris); M. Denin (à Hodène-au-Bosc; Seine-Inférieure); M. Moutier (à Saint-Germain-en-Laye); la Société des verreries de Carmaux (Tarn); M. Gilbert (à Saint-Brieuc); M. Letartre (à Moussel); M. Guibal (à Nîmes); M. Eloy (à Bruz, près Rennes); M. Meifredy (à Paris).

Des médailles de vermeil, argent et bronze, des livres et livrets de caisse d'épargne, ont été, ensuite, distribués à des instituteurs et institutrices, à des contremaitres et contremaitresses, à de vieux ouvriers demeurés fidèles à l'atelier d'apprentissage et enfin à de nombreux enfants : apprentis et apprenties signalés pour leur travail et leur bonne conduite.

Des médailles ont, également, été accordées à quatre agents de la police municipale de Paris : Cordier, Gros, Michon et Tricot, qui se sont particulièrement signalés dans la surveillance des enfants surchargés.

Des prix spéciaux ont été enfin attribués à divers ingénieurs, parmi lesquels nous citerons : MM. Dumont (des papeteries du Marais); Fayol (des mines de Commentry); Reumaux (des mines de Lens); Mathet (des houillères de Blanzy), qui ont précisément réalisé dans leurs industries ces conditions d'hygiène et de sécurité, permettant d'y employer les enfants, que M. Léon Say voudrait voir se généraliser dans l'intérêt de tous, de l'enfant comme de sa famille, de l'industrie comme de la Patrie.

L'ordre du jour appelle enfin la communication de M. Durassier, secrétaire de la Société, sur sa marche et ses travaux pendant la période 1888-1890.

Ce résumé extrêmement sobre, mais cependant aussi fidèle que possible, est écouté avec bienveillance par la réunion.

M. le *President* en remercie son auteur et demande s'il est des membres auxquels sa lecture ait suggéré quelques observations à présenter.

Personne ne demande la parole.

La communication sera publiée en annexe au procès-verbal de la séance.

La séance est levée à 9 h. 3/4.

Le Secrétaire de la Société,

LÉON DURASSIER.

ANNEXE

MARCHE ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

Pendant la période 1888-1890.

EXPOSÉ

Nous nous proposons de signaler brièvement dans le présent rapport les événements qui se sont produits dans l'existence intérieure de la Société et les faits qui ont marqué sa vie extérieure. Il sera, par suite, divisé en deux parties répondant à chacun de ces ordres d'idées.

Et les éléments de l'existence intérieure de la Société étant ses conseils d'honneur et d'administration, ses sociétaires ordinaires perpétuels ou donateurs, ses ressources, ses dépenses, ses finances, ses réunions trimestrielles; de même que ceux de sa vie intérieure sont ses subventions, ses récompenses, les travaux de ses Comités, les publications de son Bulletin et, pour la période considérée, sa participation à l'Exposition universelle de 1889 et au congrès des accidents du travail, les deux parties de notre travail seront partagées respectivement en autant de paragraphes que nous venons d'énumérer de points divers.

Il sera terminé enfin par un court résumé de l'œuvre de la Société pendant la période considérée.

I. — Existence intérieure de la Société.

1^o CONSEIL D'HONNEUR. — Depuis notre dernière fête, en 1888, nous avons eu la douleur de perdre deux membres de notre Conseil d'honneur : MM. Victor Colcombet et Charles Petit.

MM. Chaix père et Gustave Ollendorff ont bien voulu accepter d'être présentés aux suffrages de notre Société pour les remplacer. Elle les a, naturellement, élus à l'unanimité.

M. Chaix père. — En M. Chaix père, elle a honoré un concours précieux dont elle avait bénéficié pendant de longues années et que la maladie avait pu seule diminuer.

M. Gustave Ollendorff. — En M. Gustave Ollendorff, elle a témoigné de sa gratitude envers le directeur habile qui a su donner un si heureux essor à l'enseignement technique en apportant l'appui matériel et moral de l'Etat à des œuvres d'initiative privée ayant fait leurs preuves.

2° CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Le passage de M. Chaix père de notre Conseil d'administration dans notre Conseil d'honneur a amené un double mouvement dans le premier de ces conseils.

M. le Dr E.-R. Perrin. M. Léon Appert. — L'un de nos censeurs, M. le Dr E.-R. Perrin, a été appelé à remplacer M. Chaix comme Vice-Président, et il a été, lui-même, remplacé, comme Censeur, par l'un de nos plus anciens sociétaires, M. Léon Appert.

Ils sont également trop connus, l'un et l'autre, pour que nous ayons à faire leur éloge; mais nous ne leur en devons que plus de remerciements pour avoir bien voulu accepter des rôles de plus en plus actifs dans notre Société.

3° SOCIÉTAIRES. — Nous comptons, actuellement, 331 membres perpétuels-fondateurs et 781 sociétaires ordinaires, ensemble 1,112 membres. Il n'y a eu qu'un accroissement de 31 membres depuis 1888, malgré 134 adhésions nouvelles; la mort ou la démission nous ayant fait perdre plus de 100 membres. Cet accroissement est évidemment trop faible et nos adhérents doivent redoubler de zèle pour nous faire des recrues nouvelles.

Par contre, pendant la courte période qui nous occupe, nous n'avons pas eu moins de cinq donateurs : MM. F. Colcombet, Démory, H. Girardin, Legentil et un généreux anonyme. Nous devons leur renouveler, ici, à tous, la bien vive reconnaissance de notre Société.

4° RESSOURCES. — Depuis notre dernier rapport nos ressources ont varié comme suit :

a) *Fonds inaliénable.* — Du 31 décembre 1887 au 31 décembre 1889, notre fonds inaliénable s'est accru de 3,151 francs, et

son revenu est passé de 3,482 fr. 76 c. à 3,681 fr. 14 c., en augmentation de 198 fr. 38 c.

b) *Cotisations annuelles.* — Par contre, le produit des cotisations annuelles de nos membres ordinaires a légèrement baissé. Il est tombé de 7,688 fr. 50 c. à 7,496 fr. 50 c., en diminution de 192 francs.

c) *Dons, legs et subventions.* — C'est ici un élément très variable de nos ressources; tandis qu'il se chiffre par 1,630 francs en 1888, il n'est plus que de 1,390 francs en 1889; mais comme il est généralement plus fort les années de nos fêtes, nous espérons qu'il se relèvera cette année.

C'est pour nous le moment d'exprimer tous nos remerciements à nos généreux donateurs, — à nos collègues déjà cités, — aux jeunes gens des lycées et collèges de Paris, — à M. le Ministre de l'Intérieur qui s'intéresse toujours à notre œuvre avec une sollicitude que nous voudrions bien voir partagée par notre Président d'honneur, son collègue du Commerce et de l'Industrie.

d) *Avoir disponible.* — Notre avoir disponible qui était de 12,822 fr. 60 c. au 1^{er} janvier 1888 est tombé à 7,934 fr. 43 c. au 1^{er} janvier 1890, soit en perte de 4,888 fr. 17 c. Cette diminution est due à des dépenses exceptionnelles.

5^e DÉPENSES. — Nos dépenses se divisent en permanentes, relativement fixes et en extraordinaires essentiellement variables.

a) *Dépenses permanentes.* — Ce sont les dépenses afférentes à nos frais généraux, à nos Comités, à notre Bulletin. De 8,156 fr. 65 c. en 1887 elles sont passées à 7,714 fr. 75 c. en 1889, avec une différence en moins de 441 fr. 90 c.

b) *Dépenses extraordinaires.* — Par contre, ces dépenses qui n'étaient que de 2,050 francs en 1887 ont été de 7,477 fr. 25 c. en 1888 et de 5,074 fr. 67 c. en 1889. Notre dernière fête en 1888 et notre participation à l'Exposition l'année dernière ont été la cause de ces gros chiffres. Nos fêtes deviennent de plus en plus lourdes pour nos finances, en raison d'un nombre toujours croissant de candidats à nos récompenses; et nous n'avons pas dû regarder à la dépense de notre exposition qui devait permettre à notre éminent Président de bien mettre en lumière toute notre œuvre.

6° FINANCES. — En définitive, nos finances ont présenté les situations respectives suivantes, pendant la période qui nous occupe.

DÉSIGNATIONS	1887	1888	1889
Recettes.	19,351 70	25,014 90	24,922 03
Dépenses	19,237 95	24,907 55	24,519 42
En caisse.	93 75	407 35	412 61
Solde créditeur en C ^{te} C ^t .	12,728 85	8,481 40	7,521 82
Avoir disponible au 31 déc.	12,822 60	8,588 45	7,934 43

Ce tableau indique une rapide progression des dépenses et une diminution correspondante des réserves. Il témoignerait, donc, d'une gestion bien imprévoyante, si pour une Société comme la nôtre, la suprême sagesse n'était précisément dans la prodigalité.

Nous ne saurions thésauriser; mais la diminution de nos ressources doit être une incitation nouvelle pour ceux qui sont sympathiques à notre œuvre à être de plus en plus généreux envers nous.

7° RÉUNIONS TRIMESTRIELLES. — Cette gestion a, du reste, été sanctionnée par notre Société dans ses réunions trimestrielles.

Elle a, de plus, dans ses réunions présidées, tour à tour, par ses Vice-Présidents : MM. P. Bérard, Follot, Nusse, le Dr E.-R. Perrin, et Turney, arrêté dans leur nature et leur étendue tous ses actes extérieurs qui vont maintenant être passés en revue.

II. — Actes extérieurs de la Société.

1° SUBVENTIONS. — Les subventions que notre Société a accordées en 1888 et 1889, l'ont été tout d'abord à ses clients ordinaires. Elle les a, de plus, étendues à quatre institutions nouvelles : l'école professionnelle des Ternes pour jeunes filles, les concours d'apprentis institués par les Prud'hommes de Nîmes, le patronage laïque du XVII^e arrondissement et celui de l'Immaculée-Conception à Puteaux.

Ces institutions, tendant à un même but d'éducation ou de tutelle, se recommandaient au même degré à la générosité de notre Société (bien qu'elles fussent essentiellement différentes dans leurs principes), en ce qu'elles étaient des solutions égale-

ment heureuses de deux de ces problèmes sociaux qui nous occupent.

Toutes nos subventions, anciennes comme nouvelles, se sont trouvées, par suite, attribuées dans cet esprit d'impartialité qui est notre honneur et qui n'a jamais cessé et ne cessera jamais de présider à notre œuvre.

Nous voulons, comme nous le devons, rester toujours en dehors des communions et des partis, en ne voyant que le bien, et en le prenant, partout où il nous apparaît, pour le divulguer et le récompenser.

2^o RÉCOMPENSES. — Nous avons décerné, en 1888, 551 récompenses. Le plus grand nombre en a été attribué sur la proposition des inspecteurs du travail dans l'industrie. Ils se sont ainsi associés à notre œuvre que nous ne séparons jamais de la leur. Nous en avons été bien satisfaits; car nous attribuons le succès de nos efforts à cet accord constant entre eux et nous.

De ces récompenses, nous n'avons pu en remettre nous-mêmes, en Sorbonne, que 159.

Mais elles sont prisées si haut, que de véritables solennités ont été organisées pour les distribuer aux lauréats qui n'avaient pu venir les recevoir de nos mains.

Il faut citer parmi elles les fêtes préparées par les soins de MM. Oberthur, Mame, Colcombet, Le Coustellier, Bernot, Landois, Linarès, Viala et Quéroy.

Dans ces diverses fêtes, l'impression a été la même. A Rennes comme à Tours, à Saint-Étienne comme à Abbeville, à Troyes comme à Nantes, à Nogent-le-Rotrou comme à Arras, tout le monde a été frappé de ce que peut l'initiative privée lorsque la bonne volonté, l'intelligence et le cœur s'unissent pour la féconder; et, aussi, de ce que notre industrie nationale deviendrait puissante et redoutable pour l'étranger, si les exemples donnés par nos lauréats : patrons, contremaîtres, ouvriers et apprentis, étaient universellement suivis.

Et c'est bien là, en effet, le double enseignement qui se dégage de tous les actes comme de tous les travaux de notre Société en général et de ses comités en particulier.

4^o TRAVAUX DES COMITÉS. — Pendant la période qui nous occupe, les divers Comités de notre Société ont été réduits à quatre :

Comité de l'Enseignement technique et de l'Apprentissage; — Comité de Placement et des Patronages; — Comité des Accidents de fabrique; — Comité judiciaire.

Ces Comités répondaient, respectivement, à l'un des quatre besoins primordiaux de l'enfance ouvrière : éducation technique, — tutelle dans l'apprentissage, — sécurité dans le travail, — défense en cas de préjudices.

Dans leurs recherches ainsi très bien délimitées des moyens les plus propres à satisfaire à l'un de ces besoins, ils ont chacun nettement affirmé leurs doctrines et accompli divers travaux qui peuvent se résumer comme suit :

a) *Comité de l'Enseignement technique et de l'Apprentissage.* — D'une création trop récente, ce Comité n'a pas encore pu fonctionner.

Il n'est pas douteux, toutefois, qu'il ne préconise les solutions dans lesquelles l'initiative privée sera encouragée de préférence à celles qui tendraient à la paralyser par une réglementation qui n'est pas dans la nature des choses.

Il voudra très certainement un enseignement technique par l'école ou par l'atelier qui soit aussi varié que les métiers sont divers, que sont différents les milieux dans lesquels ils s'exercent et les latitudes sous lesquelles ils se pratiquent.

b) *Comité de Placement et des Patronages.* — C'est encore et toujours notre vaillant et infatigable trésorier, M. Roche, qui a été la cheville ouvrière de ce Comité; et il ne s'est pas contenté de trouver à ses pupilles des patrons bienveillants et experts dans leur métier; il s'est assuré aussi de la valeur technique des leçons qui leur étaient données.

Et c'est bien là ce que doit être la tutelle dans l'apprentissage : non seulement morale, mais aussi professionnelle. Il n'est, en effet, qu'une intervention de cette nature entre le patron et le père ou le tuteur de l'enfant, qui puisse suppléer au contrat d'apprentissage, qu'on tenterait vainement de faire revivre; son dépérissement, chaque jour plus profond, étant le fait du changement des mœurs sous l'influence de l'accroissement de la richesse publique.

c) *Comité des accidents de fabrique.* En même temps qu'il acceptait de prendre place dans notre Conseil d'administration, M. Léon

Appert a bien voulu accepter également la présidence de notre Comité des accidents de fabrique, qui languissait depuis la mort de son dernier président si regretté Engel-Dollfus.

Les dévouements les plus éclairés sont venus se grouper autour de M. Appert.

MM. Aguillon, Bérard, Cacheux, Chaufton, Froment-Meurice, Gruner, Kœchlin, Le Bel, Mahler, Périssé, Rémaury, D^{rs} A. Robin et E. Thomas, Félix Tournier lui ont apporté leur concours précieux.

Aussi notre Comité a-t-il déjà fait œuvre éminemment utile.

Il a attribué plusieurs de ses prix à des inventeurs ou à des propagateurs de moyens propres à amener l'hygiène et la sécurité dans des industries insalubres et dangereuses.

Puis, tant en son nom qu'en celui de la Société et du généreux donateur M. Engel-Gros, auquel nous les devons, il a offert à chacun des Inspecteurs divisionnaires du travail dans l'industrie, que notre Société ne sépare jamais de son œuvre, le magnifique album des dispositifs et appareils préconisés par l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents. Il a pensé que les Inspecteurs trouveraient dans cette admirable collection des renseignements qu'ils seraient heureux d'utiliser pour l'amélioration des conditions du travail.

Notre Comité a mis, enfin, en discussion la question de la réparation des accidents qui n'intéresse que trop les enfants, en ce que les accidents ne les font que trop souvent orphelins.

d) *Comité judiciaire.* — Sous la direction toujours vigilante de ses président et président honoraire : MM. Froger de Mauny et Faustin Helie, et avec le concours de son dévoué secrétaire M. Félix Tournier et de ses divers membres, notre Comité judiciaire a poursuivi avec assiduité son œuvre si utile. Les connaissances spéciales, le talent, l'autorité morale de ses membres ont été mis au service des enfants victimes d'accidents dont les parents se sont adressés à lui ; et, entre autres travaux particuliers :

Il a nettement formulé sa doctrine sur la question si importante de savoir si une Compagnie d'assurances peut légalement garantir un industriel contre les réparations civiles qu'il encourrait pour infraction aux loi et décrets sur le travail des enfants dans les manufactures.

Il a, enfin, mis en discussion l'étude, comparée avec notre

législation du travail, de la loi belge du 13 décembre 1889 sur le travail dans l'industrie.

4^e PUBLICATIONS DU BULLETIN. — Mais, ce n'est pas seulement dans les travaux de ses Comités, c'est aussi dans les publications de son Bulletin que l'on peut trouver l'expression des idées de notre Société.

Notre Bulletin contient, en effet, en outre de ce que nous venons d'exposer et de divers documents, officiels ou relatifs aux commissions locales et aux institutions créées par les chambres syndicales, toute une série de travaux divers dont nous partageons au moins les vues d'ensemble.

Voici quels ont été ces travaux, en 1888 et en 1889, classés sous les quatre chefs qui définissent les besoins de l'enfance ouvrière.

a) *Éducation technique.* — Dans cet ordre d'idées, notre Bulletin contient l'admirable et charmant discours sur l'Enseignement professionnel prononcé à Lyon, le 23 juin 1889, par notre éminent président M. Léon Say.

a) *Discours sur l'enseignement professionnel* par M. LÉON SAY.

Le sujet y est traité avec la haute compétence que nous lui connaissons; et, aussi, avec cet art délicat qui n'appartient qu'aux lettrés.

Les anecdotes propres à graver dans les jeunes esprits les plus sages conseils s'y pressent exquises et fines; et la forme en est si parfaite qu'elle voile seulement la sévérité de l'enseignement, mais sans en faire disparaître la grandeur et la beauté.

b) *Conférence sur l'Enseignement professionnel en France depuis 1789,*
par M. Ch. LUCAS.

Notre Bulletin a également reproduit sur ce même sujet la conférence si savante et si substantielle de M. Ch. Lucas sur l'Enseignement professionnel en France depuis 1789.

C'était la meilleure introduction que nous puissions donner aux études de l'Exposition qui ont suivi dans notre publication.

Ces études ont été les unes relatives à l'enseignement professionnel par l'école, nous les avons empruntées aux *Annales économiques*; et les autres à l'apprentissage par l'atelier ou par l'école annexée à l'atelier, c'est notre collègue M. G. Berger qui a bien voulu nous les fournir.

L'enseignement professionnel à l'Exposition universelle (Annales économiques).

Dans les premières de ces études, nos lecteurs ont retrouvé beaucoup des institutions auxquelles nous nous intéressons, que nous subventionnons et qui ont déjà des monographies dans notre Bulletin.

d) *L'apprentissage français à l'Économie sociale*, par M. G. BERGER.

Dans le travail de l'apprentissage à l'Économie sociale, c'est, au contraire, l'ancien type de l'apprentissage à l'atelier ou par l'école unie à l'atelier qui a été présenté; et l'on sent que l'auteur a été le collaborateur dévoué de M. Chaix dans la belle création de son école professionnelle et qu'il en est très légitimement fier.

M. Berger nous paraît, de plus, avoir formulé une idée très juste en disant que l'enseignement technique qui est d'ordre économique, et non de culture intellectuelle générale, eût dû figurer tout entier au groupe de l'Économie sociale et non pas être partagée entre le Champ de Mars et l'Esplanade des Invalides selon qu'il était donné à l'école ou à l'atelier.

e) *L'enseignement primaire industriel*, par M. G. SALOMON.

Sur ce sujet il a encore été publié dans notre Bulletin un travail de M. G. Salomon sur l'Enseignement primaire industriel.

L'auteur y indique la place qui doit être faite aux exercices manuels dans les programmes de notre enseignement primaire; et ses vues semblent partagées au ministère de l'instruction publique. On ne saurait trop s'en féliciter, car elles sont d'une grande valeur pratique.

f) *École municipale Diderot*, par M. LOUCHE-DESFONTAINES.

Dans notre Bulletin a paru également une étude très intéressante de notre collègue, M. Louche-Desfontaines, sur l'école municipale Diderot; mais comme il s'est attaché bien plus à son organisation qu'à la valeur technique de l'enseignement qui y est donné, nous ne pouvons y insister ici.

Les concours d'apprentis institués par les Prud'hommes de Nîmes et l'école professionnelle des Ternes pour jeunes filles que notre Société a subventionnés, ont été aussi l'objet de deux monographies de votre Secrétaire, qui ont été insérées au Bulletin.

g) *Les Prud'hommes de Nîmes et l'apprentissage*, par M. L. DURASSIER.

Dans la première, les Prud'hommes de Nîmes et l'apprentissage, nous avons eu l'honneur de vous signaler que pour assurer à

l'enfant un apprentissage sérieux à l'atelier, les Prud'hommes de Nîmes ont institué, en 1884, des concours d'apprentis.

Ces concours ont pour but d'indiquer chaque année les progrès de l'enfant dans son apprentissage et d'en constater le succès final plus ou moins complet.

Et pour qu'à ces concours corresponde bien un apprentissage sérieusement entendu par le patron, par la famille et par l'enfant, ils les ont sagement limités aux jeunes gens consentant à s'inscrire au secrétariat de leur conseil à l'entrée en apprentissage et acceptant la tutelle de l'un de ses membres pendant toute sa durée.

Cette tutelle technique, c'est la caractéristique de cette institution. Elle témoigne hautement de la générosité de ses auteurs; car elle leur impose une tâche des plus délicates, une surveillance des plus actives et, pour ainsi dire, de chaque jour; et, enfin, un labeur vraiment écrasant quand arrive le moment de la préparation des examens et de leur passage.

Néanmoins les Prud'hommes de Nîmes ont suffi à tout; aussi, la récompense ne s'est-elle pas fait attendre.

Tout le monde, enfants, famille, patrons se sont trouvés si bien de ces concours qu'ils y sont devenus la source de la plus saine émulation entre tous.

De plus, la municipalité de Nîmes leur a apporté son concours matériel et moral, et les Chambres syndicales patronales et ouvrières ont demandé à y avoir une part d'action chaque jour plus grande.

En sorte que le but que l'on se proposait a été non seulement atteint mais même dépassé, puisque l'on a fait naître des auxiliaires là où l'on pouvait redouter des rivaux; ce qui est une preuve nouvelle de ce que peut donner, en dehors du contrat d'apprentissage, l'intervention d'une autorité morale, compétente au point de vue technique, et l'on pourrait même ajouter légale, dans le cas présent, puisque les Prud'hommes connaissent de l'apprentissage aux termes de la loi du 4 mars 1851.

h). *L'École professionnelle des Ternes pour jeunes filles*, par M. L. DURASSIER.

Dans notre deuxième monographie, nous vous avons exposé une œuvre non moins intéressante.

L'École professionnelle des Ternes pour jeunes filles fondée en 1880 par M^{me} de Hérédia, a déjà formé plus de 400 élèves. Elle s'est élevée progressivement à un degré de prospérité remarquable et

l'honneur en revient non moins à ses généreux fondateurs qu'à son habile directrice, M^{lle} Dupont.

Le but qu'on s'était fixé était de fournir à nos industries des ouvrières habiles, des employées intelligentes, et à la famille des femmes de devoir. On l'a merveilleusement atteint en développant chez les jeunes filles les plus hautes qualités morales par un appel incessant aux sentiments innés dans l'âme humaine : la justice et la responsabilité ; et en dotant également ces enfants de toute l'habileté manuelle désirable par la pratique journalière d'un métier utile : couture, coupe, comptabilité, toujours accompagnée de celle non moins précieuse pour la future compagne d'un travailleur, de celle de l'école ménagère qui habitue à ne point répugner aux détails les plus vulgaires de la vie d'intérieur : le ménage, la cuisine, etc.

b.) *Tutelle dans l'apprentissage.* — Après les travaux relatifs à l'enseignement, viennent ceux traitant du patronage, de la tutelle dans l'apprentissage, et qui se rattachent parfois d'une manière si directe à l'enseignement professionnel, qu'on ne saurait les en séparer, comme nous venons de le voir pour l'institution des Prud'hommes de Nîmes.

Sur cette question, il a été également publié dans notre Bulletin deux monographies de votre secrétaire sur les institutions de cet ordre qui ont été l'objet de deux de vos nouvelles subventions : le Patronage laïque du XVII^e arrondissement et celui de l'Immaculée-Conception à Puteaux.

Dans la première de ces monographies nous vous avons présenté de la manière suivante :

a.) *Le Patronage laïque du XVII^e arrondissement.*

Le Patronage laïque du XVII^e arrondissement a été créé en vue de procurer du travail à l'enfant au sortir de l'école, et de lui offrir pendant les heures de loisir que lui laissent le travail à l'atelier, des distractions saines et instructives.

Pour réaliser la première partie de ce programme, on a ouvert à la mairie du XVII^e arrondissement un registre d'offres et de demandes sur lequel patrons et enfants viennent s'inscrire tour à tour. Cette institution ne date encore que de la fin de 1883 et déjà le nombre des enfants placés par ce moyen atteint près de 200.

Quant à la deuxième partie, voici comment elle est entendue :

Des réunions sont organisées dans les préaux des écoles de la rue Ampère, les dimanches et jours fériés. Des jeux variés sont mis à la disposition des enfants. Ils s'y livrent, filles et garçons (car le patronage est mixte), dans les préaux de leurs écoles respectives, sous la surveillance d'une institutrice ou d'un maître.

Mais, ces jeux à l'école ne sont que les occupations des jours couverts, de ceux pour lesquels s'annonce la pluie et où la prudence conseille de rester au logis.

Au contraire, quand le soleil luit, on part en promenade et ces promenades sont toujours dirigées de manière à être instructives.

Enfin, des récompenses sont distribuées, en fin d'année, aux plus assidus dans la fréquentation du patronage.

Cette fréquentation est, d'ailleurs, satisfaisante. Elle est, en moyenne, de cinquante jeunes filles et d'autant de garçons.

Le patronage du XVII^e arrondissement a été fondé par la 27^e Commission locale de la Seine qui lui a apporté, comme premier subside, la subvention qu'elle recevait du département pour son fonctionnement.

C'était d'une heureuse initiative dont on ne saurait, d'ailleurs, s'étonner, le président de cette Commission locale étant M. de Hérédia, dont le nom et l'action se retrouvent dans toutes les œuvres qui intéressent la classe ouvrière; et peut-être ne verrait-on pas, en ce moment, condamnées ou à peu près les Commissions locales si sagement instituées par la loi du 19 mai 1874, si elles avaient su, toutes, imiter l'exemple qui leur était ainsi donné et qui leur avait été déjà fourni, du reste, grâce à la généreuse impulsion de M. le Dr E.-R. Perrin, par la 7^e Commission (quartier des Enfants-Rouges), à laquelle est dû également le patronage du III^e arrondissement.

Dans notre autre monographie, nous vous avons exposé comme suit la deuxième des institutions de tutelle dans l'apprentissage à laquelle vous avez attribué l'une de vos nouvelles subventions.

b) *Le patronage de Puteaux*, par M. L. DURASSIER.

Le Patronage de Puteaux a une tout autre origine que le précédent. Il est d'institution religieuse. Il a été fondé par M. l'abbé de la Coste, sous l'invocation de l'Immaculée-Conception; et ce généreux fondateur l'a installé, chez lui, dans une gracieuse maison d'été, en le dotant d'une partie de sa fortune.

C'est une œuvre de charité privée dont il faut faire honneur non seulement à son auteur, mais aussi, comme il le voudrait, certainement, lui-même, à la Foi qui la lui a inspirée.

Du reste, l'œuvre est bonne en soi. Elle répond à un besoin très réel dans une population ouvrière comme celle de Puteaux.

Le nombre des jeunes gens inscrits à ce Patronage est de plus de cent, et ici, qui dit inscription dit fréquentation absolue.

Ce qui caractérise, en effet, le Patronage de Puteaux et le différencie, par exemple, de celui du XVII^e arrondissement, c'est qu'il est une école de discipline et non de liberté.

Tout enfant inscrit est pourvu d'un livret. Toutes les absences doivent être justifiées par les parents auxquels elles sont signalées.

Le patron de l'enfant doit également entretenir des rapports avec la maison. Il doit lui donner chaque semaine certaines notes de conduite, de travail, etc., et ces notes sont inscrites sur son livret.

Elles lui sont comptées, en fin d'année, avec celles qu'il recueille de son assiduité aux cours du soir et aux réunions hebdomadaires du Patronage, pour l'attribution de récompenses solennellement distribuées chaque année.

Cette fréquence de rapports avec les parents et patrons n'est, d'ailleurs, pas sans valenr; et la façon très stricte dont les enfants sont tenus répond trop bien à certains principes d'éducation, à certaines traditions de famille, à certaines natures de sujets pour que l'on se permette de la discuter.

Il est à peine besoin d'ajouter, du reste, que les jeunes gens trouvent au Patronage de Puteaux tous les avantages possibles : une atmosphère morale excellente, des divertissements sains, une franche et loyale camaraderie, un complément d'instruction et, enfin, un aide pour l'obtention du travail nécessaire à leur existence; toutes les conditions, en un mot, qui se rencontrent toujours dans les œuvres de ce genre que nous nous plaisons à discuter.

c) *Etat actuel du Patronage en France*, par M. E. CACHEUX.

Sur ce même sujet, il a été, enfin, publié dans notre Bulletin, une très intéressante analyse d'un très important travail sur l'état actuel du Patronage en France qui nous a été remis par notre excellent collègue, M. Cacheux.

Après avoir constaté cet état et déploré notamment la disparition du contrat d'apprentissage, l'auteur recherche comment on pourrait le faire revivre.

Cette préoccupation a toujours été l'une de celles de notre Société; mais, tandis que nous voulons faire appel à la loi, M. E. Cacheux, avec cette belle confiance dans la toute-puissance de l'initiative privée qui est le propre de l'Alsacien de Mulhouse (et qui le plus souvent est si bien justifiée en ce qui le concerne), veut encore tout attendre de cette initiative pour la solution de cette question, malgré toute l'impuissance dont elle n'a déjà que trop donné de preuves à cet égard; si ce n'est lorsqu'elle a engendré, en place du contrat d'apprentissage, un véritable lien vivant entre le patron et le père ou le tuteur de l'enfant, par l'intervention entre eux de l'une de ces autorités morales dont nous avons donné plus haut plusieurs exemples.

c) *Sécurité dans le travail.* — Une large place a été donnée dans notre Bulletin aux travaux se rapportant aux accidents du travail dont on se préoccupe actuellement, si vivement.

Mais sans laisser absolument de côté les points de vue de responsabilité et de réparation, nous nous sommes surtout attachés à celui de prévention.

D'abord, parce qu'en soi prévenir un accident sera toujours supérieur à le réparer ou à en punir le coupable; et puis, ensuite, parce que nous estimons qu'il importe essentiellement d'arriver à des mesures qui assurent dans les ateliers une hygiène et une sécurité suffisantes pour que l'enfant de treize à quatorze ans au plus tard puisse y travailler sans un danger inhérent à son âge; parce que nous voulons, en un mot, que de même que l'éducation est désormais garantie à l'enfant, le travail le lui soit également dès qu'elle est terminée.

a) *Appareils préconisés par l'Association des industriels de France.*

Nous avons, par suite, reproduit dans notre Bulletin toute une série d'instructions, de dispositifs et d'appareils préconisés par l'Association des industriels de France pour prévenir les accidents du travail. Nous avons dû de pouvoir le faire à son regretté président, Émile Muller, qui se plaisait à témoigner sa sympathie à notre Société, en toute circonstance.

b) *L'Exposition de protection contre les accidents de Berlin* par MM. P. et A. Bérard.

Sur ce même sujet, notre Bulletin contient également des notes très intéressantes de MM. Paul et Auguste Bérard sur l'Exposition de protection contre les accidents de Berlin.

Et, enfin, l'économie de presque tous les projets de loi sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail supposant au moins le principe de l'assurance, s'ils ne vont même jusqu'à l'imposer, nous avons été heureux de donner à nos lecteurs deux études d'une très haute valeur, sur l'assurance contre les accidents, l'un de M. E. Cheysson, l'autre de M. A. Chaufton.

c) *L'Assurance contre les accidents*, par M. E. CHEYSSON.

M. E. Cheysson se demande en présence de ces blessés, de ces morts qui étaient soutiens de famille, comment on va soigner ceux qui peuvent être guéris, faire vivre ceux qui sont devenus incapables de travail, remplacer les morts vis-à-vis de leurs femmes, de leurs ascendants, de leurs orphelins.

Il se garde, toutefois, d'apporter un système personnel et se contente d'exposer avec une très grande clarté les principes et les solutions qui prévalent dans les différents pays sur ces grosses questions sans que l'accord se soit fait dans les esprits.

Il passe en revue l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche en mettant en relief les avantages et les défauts de chaque système adopté. C'est un examen critique fait de main de maître et d'une très grande utilité au moment où ces questions s'agitent chez nous devant l'opinion publique et dans le Parlement.

d) *L'Assurance contre les accidents*, par M. Albert CHAUFTON.

M. Albert Chaufton aborde le même problème, mais il formule des conclusions. Il considère comme la meilleure solution à donner à la question de l'assurance ouvrière contre les accidents celle qui reposerait sur les principes suivants :

Les chefs d'entreprise déclarés en principe, en dehors de toute présomption de faute, partiellement responsables des effets de la fatalité industrielle et amenés ainsi à répartir entre eux par l'assurance librement organisée les conséquences pécuniaires de cette responsabilité, la vérité et la justice présidant par l'assurance à cette répartition; l'ouvrier incité à la prévoyance per-

sonnelle par la modicité des ressources que lui procure la loi; enfin l'idée de la responsabilité personnelle de la faute lourde planant sur cet ensemble de garanties.

M. Albert Chaufon considère, d'ailleurs, les idées qu'il émet comme mises en pratique dans la loi discutée avec beaucoup de science et d'éclat par nos législateurs, et déjà votée en principe par le Sénat.

d). *Défense en cas de préjudices.* — Dans cet ordre d'idées, il a été publié dans notre Bulletin eu plus des délibérations de notre Comité judiciaire :

a) *Jurisprudence*, par M. Jules PÉRIN,

Plusieurs articles de jurisprudence communiqués par M. Jules PÉRIN, docteur en droit, secrétaire honoraire de notre Société;

b) *Application de la loi du 7-20 décembre 1874* par M. MILLIOT,

Des observations sur l'application de la loi du 7-20 décembre 1874 sur la Protection des Enfants employés dans les professions ambulantes, par M. Milliot;

c) *Essai sur la législation française du travail*, par M. DUVAL-ARNOULT,

Et enfin une analyse, par le même, de l'*Essai sur la législation du travail des enfants*, de notre collègue M. Duval-Arnoult, avocat à la Cour d'appel.

Enfin, à côté de cette recherche des moyens les plus propres à satisfaire aux besoins immédiats de l'Enfance ouvrière, à laquelle répondent toutes ces publications, notre Société ne pouvait manquer de se préoccuper de l'organisation de l'inspection du travail dans l'Industrie.

d) *Inspection du travail dans l'Industrie*, par M. LÉON DURASSIER.

Votre Secrétaire, que son expérience personnelle à cet égard vous a paru désigner tout naturellement, a été invité à vous présenter une étude sur ce sujet.

Il est parti de ce principe que les lois ne valent que par l'esprit dans lequel elles sont appliquées; en sorte que les lois sur le travail dans l'industrie ne sauraient valoir qu'en raison du choix des Inspecteurs, — que d'après la cohésion réalisée dans l'inspection et que suivant la direction qui lui serait donnée et le contrôle auquel elle serait soumise.

Il a, tout d'abord, regardé comme nécessaire que l'Inspecteur

ne fût pas seulement un agent de police industrielle, mais qu'il fût aussi un guide éclairé pour l'industrie; et cela pour que les mesures préventives inscrites dans les lois prennent le pas sur les répressives, et que l'Inspecteur soit attendu par l'industriel comme un auxiliaire précieux et désintéressé et non pas son arrivée redoutée par crainte d'une surprise en faute.

Il a établi, ensuite, qu'il importait que les Inspecteurs eussent tous la même origine et qu'ils eussent tous des connaissances techniques étendues leur permettant d'être ces conseillers de l'industrie qu'il jugeait nécessaires.

Il lui a paru, enfin, qu'il convenait de hiérarchiser le corps de l'Inspection; qu'il convenait, par suite, de faire disparaître les inspecteurs départementaux et de les remplacer par des inspecteurs adjoints; et, pour compléter l'œuvre, de mettre à la tête de l'Inspection un Inspecteur général. Il a vu là le moyen d'arriver à l'unité de vues, à l'uniformité d'application et enfin à un zèle plus grand par la perspective de l'avancement pour les bons services.

L'objection, c'est qu'une telle organisation de l'Inspection du travail chargerait le budget. Mais ne conviendrait-il pas mieux d'associer les départements aux dépenses de l'Inspection par une contribution en argent, proportionnelle à leur population ouvrière, par exemple, au lieu de les y faire coopérer par la nomination et la rétribution d'Inspecteurs départementaux qui leur seraient imposés? Ce qu'ils ne sauraient accepter facilement, une tendance bien naturelle portant à revendiquer le choix de ceux qu'on paie.

L'organisation de l'Inspection du travail dans l'Industrie, telle que votre Secrétaire l'a conçue d'après son expérience personnelle, semble, d'ailleurs, être en voie de s'imposer par la nécessité chaque jour plus évidente de substituer un corps constitué à l'organisme actuel qui ne présente pas une unité suffisante, une cohésion assez parfaite.

Nous en avons fini avec les publications de notre Bulletin pendant la période 1888-1880.

e) *Discours de M. Léon Say et Rapport de M. L. Renault
à la 9^e fête de l'Enfance.*

Il nous reste, toutefois, pour être complets, à mentionner que le volume de 1888 contient les deux importants discours, dans les-

quels notre éminent Président, M. Léon Say, et notre éloquent Secrétaire général, M. Léon Renault, nous ont tracé magistralement, à l'occasion de notre dernière fête de l'Enfance ouvrière, la voie dans laquelle nous devons marcher pendant les deux années qui nous occupent.

Nous l'avons fermement suivie, et aussi, nous le croyons du moins, avec toute la prudence désirable et avec le souci du respect dû à la liberté individuelle légitime dont on nous avait si bien délimité le champ sacré.

Nous nous sommes efforcés enfin de figurer dignement dans ce tournoi ouvert par notre respecté Président, aux questions économiques dans le groupe de l'Économie sociale de l'Exposition du Centenaire, et nous y avons véritablement triomphé comme on le verra dans un instant.

Résumé. — Et pour terminer enfin cette revue des publications de notre Bulletin, il ne nous paraît pas non plus sans intérêt de donner quelques preuves de la valeur qu'on lui attribue.

Il est cité comme source précieuse de renseignements dans nombre d'ouvrages ; notamment dans le *Dictionnaire d'Économie politique*, publié par Fischer à Iéna, et dont l'un de nos collègues, M. le Dr Victor Mataja, Privat-Docent à l'Université de Vienne, est l'un des collaborateurs.

Il nous est demandé en échange par les Sociétés les plus savantes, comme la Société d'Économie sociale, la Société des Ingénieurs civils, etc.

Et plusieurs bibliothèques publiques, notamment celle de la Préfecture de la Seine, en ont voulu des collections complètes.

Nous arrivons maintenant à notre participation à l'Exposition et au Congrès des accidents.

5^e EXPOSITION DE 1889. — C'est dans la section IV (Apprentissage) du groupe de l'Économie sociale que notre Société a été admise à prendre part à l'Exposition universelle internationale de 1889 ; et elle y a figuré en très bonne place, grâce à la manière toute spéciale dont notre éminent Président s'est employé en notre faveur.

C'est également à lui que nous devons d'avoir entendu notre œuvre hautement louée par M. le Président de la République, auquel il a bien voulu la présenter et l'exposer avec sa haute autorité.

Et si, enfin, le Jury des Récompenses nous a accordé un Grand

Prix, le seul qui ait été décerné, dans notre section, à une Société privée, c'est encore et toujours à M. Léon Say que nous devons en faire remonter l'honneur en raison de la direction qu'il sait si bien imprimer à nos travaux et de ce caractère d'utilité générale qu'il sait leur donner comme à toutes ses œuvres les plus diverses.

6^e CONGRÈS DES ACCIDENTS. — Le Congrès des Accidents répondait à tout un ordre de questions sur lesquelles notre éminent Président avait particulièrement appelé notre attention. Aussi, nous y sommes-nous intéressés spécialement.

Notre Société l'a subventionné et y a délégué quatre de ses membres : MM. P. Bérard, Rod. Kœchlin, Roche et Durassier.

Malheureusement M. Bérard absent n'a pu en suivre les travaux et ce sont nos trois autres collègues qui se sont seuls acquittés de ce soin.

Notre Société doit voir un hommage rendu à la valeur de son œuvre dans ce fait que votre Secrétaire a été élu l'un des secrétaires de la section de statistique et d'administration de ce Congrès auquel ont pris part de très nombreuses notabilités dans l'administration, la science et l'industrie.

Dans cette situation, il a eu la satisfaction d'entendre affirmer, par les hommes les plus compétents, les doctrines que notre Société a toujours professées dans les questions relatives au travail dans l'Industrie.

Tels ont été les actes de notre Société pendant la période 1888-90 ; ils ont été inspirés par le même esprit que dans le passé.

RÉSUMÉ

En résumé, dans l'ensemble de son œuvre, embrassant, par une connexité forcée, l'enfant, la fille mineure, la femme, l'ouvrier adulte même, occupés dans l'Industrie, notre Société a constamment recherché et rencontré le plus souvent dans la pratique d'un mutualisme éminemment français les moyens les plus propres à leur assurer ces trois éléments essentiels d'une existence heureuse : l'éducation, le travail, le foyer.

Le Secrétaire de la Société de Protection,

LÉON DURASSIER

Ingénieur civil des Mines,

Ancien Inspecteur divisionnaire du Travail dans l'Industrie.

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(Comptes rendus de leurs travaux.)

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Séance du 28 juillet 1890.

Présidence de M. Léon Appert, président du Comité.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents : MM, Appert, Bérard, Mahler, Dr E. Thomas, Fr. Froment-Meurice, Léon Durassier, Gruner, Kæchlin-Engel, Gaston Le Bel.

Le procès-verbal de la séance du 12 mai 1890 est lu et adopté.

CORRESPONDANCE. — Depuis la dernière séance le Comité a reçu de M. Engel-Gros, grâce à l'intervention de M. Gruner, vingt et un exemplaires de l'album publié par la Société de Mulhouse. Ces albums qui contiennent les dessins d'appareils de protection employés dans l'industrie ont été adressés à tous les Inspecteurs divisionnaires au nom du Comité et de M. Engel-Gros. M. Durassier communique des lettres de remerciement de MM. de Pellet, Linarès, Landois, Charassin, Le Roy, Delaissement, Chambard, Giroud, Doll, Blaise, Forel, Barral, Boyer, etc., qui témoignent du

vif intérêt que ces messieurs accordent à cet envoi et de leur gratitude envers M. Engel-Gros qui en a été le généreux donateur.

M. Mamy, directeur de l'Association des industriels de France, présente comme membre de la Société M. Nicole Verstraete, filateur de lin, à Lhomme, près Lille, qui a reçu à la dernière fête une médaille de notre Comité.

De même, MM. Reumaux, Fayol et Mathet remercient de la récompense qui leur a été attribuée.

M. Fayol demande de plus son inscription comme membre perpétuel.

M. Kœchlin-Engel dépose, pour les archives, le Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse, contenant un très complet et très intéressant rapport sur l'Exposition de protection contre les accidents de Berlin en 1889.

M. le Président demande un crédit de 500 francs pour déléguer M. Gruner à l'Exposition d'Amsterdam. Ce crédit est voté à l'unanimité. Mais M. Gruner pense qu'il serait sage, avant de lui confier cette mission, d'attendre le retour de MM. Maurice Bellom et Mamy qui iront à Amsterdam et rédigeront des rapports. M. Gruner craint qu'après les efforts réalisés à l'Exposition de Paris, après celle de Berlin, l'intérêt de l'Exposition d'Amsterdam ne soit diminué et qu'une visite ne soit pas justifiée.

M. Pierre Mahler, en présence de ces hésitations, offre gracieusement au Comité de passer à Amsterdam, pendant un voyage, et de rapporter tous les documents intéressants sur les appareils qui lui paraîtront nouveaux ou insuffisamment vulgarisés.

Le Comité accepte avec reconnaissance cette proposition.

M. Durassier regrette le peu d'assiduité des membres de la Société aux séances ordinaires trimestrielles. Il pense qu'on pourrait avoir raison de cette indifférence en mettant au programme de ces réunions les questions nettes et précises qui sont étudiées par les différents Comités. Les travaux du Comité judiciaire occuperaient une séance. Ceux du Comité des accidents de fabrique occuperaient la séance suivante. Et ainsi arriverait-on à réchauffer le zèle des adhérents à notre Société, et à donner aux réunions une nouvelle source de vitalité.

Ce projet est adopté à l'unanimité.

M. le *Président* propose de passer à la lecture et à l'examen des projets de loi relatifs au droit à indemnité des ouvriers victimes d'un accident dans leur travail.

On est en présence de deux textes : le premier, adopté par le Sénat en première délibération le 13 février 1890; le second, présenté par M. Jules Roche, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, au nom du Gouvernement, le 28 juin 1890, et que remet au Comité le secrétaire de notre Société.

M. *Durassier* se félicite, en effectuant ce dépôt, que l'oubli de l'apprenti que l'on constatait avec regret dans le projet du Sénat ait été réparé dans celui du Gouvernement.

Il se félicite, également, que ce projet repose sur les dangers qui planent sur l'industrie et non sur le risque professionnel qu'on n'arrive pas à définir, sans doute parce qu'il n'existe pas.

Ne voit-on pas, en effet, dans les diverses industries, des ateliers de même nature insalubres et dangereux chez les uns, être sains et sûrs chez les autres; et cela ne témoigne-t-il pas que par les efforts réunis de la science et de la pratique le danger a pu en être écarté?

Mais où sont, en industrie ou ailleurs, ces risques qui échapperaient à toute prévoyance et contre lesquels il n'y aurait que des chances plus ou moins favorables du destin?

S'il était un danger pouvant passer pour l'un de ces risques, n'était-ce pas la tempête pour le navigateur? Eh bien, la science n'est-elle pas venue donner une loi de ce phénomène et permettre au marin expérimenté d'échapper à ses effets désastreux?

Peut-on croire, peut-on dire, peut-on prouver qu'il soit dans tout autre industrie quelque risque ou mieux quelque danger qui ne puisse être aussi bien réduit?

Le Gouvernement ne semble pas l'avoir pensé. Et l'on ne peut que se féliciter que telle ait été sa conviction, puisqu'elle lui a permis d'inciter les industriels à la prévoyance, en les admettant à bénéficier d'une réduction de 5 à 25 0/0 de leur cotisation dans l'assurance mutuelle obligatoire inscrite au projet de loi, quand ils justifieraient de leur affiliation à une association pour prévenir les accidents du travail et de l'exécution des mesures protectrices qu'elle leur aurait prescrites.

Le Secrétaire de notre Société ne regrette qu'une chose, c'est que dans la classification des accidents on n'ait visé que les traumatismes. Comment seront indemnisés ceux qui, par la suite d'un accident, auront été diminués dans leur activité, dans leur rendement d'énergie, sans avoir subi aucune mutilation apparente?

Lecture et examen du Projet.

M. le Président lit :

TITRE PREMIER

Indemnités en cas d'accidents.

ARTICLE PREMIER. — Dans toutes les industries où le travail est reconnu dangereux, le chef d'entreprise est responsable, conformément aux dispositions de la présente loi, de tout accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à ses ouvriers ou employés, lorsque l'accident a occasionné la mort, une incapacité permanente de travail absolue ou partielle, ou une incapacité temporaire absolue de quatre-vingt-dix jours.

Le chef d'entreprise n'est pas responsable quand il prouve que l'accident est dû à la faute lourde de la victime.

Un règlement d'administration publique déterminera les industries où le travail est reconnu dangereux, à raison, soit de l'emploi d'un outillage à moteur mécanique, soit de la nature des matières employées ou produites, soit de la présence de l'emploi ou de la fabrication des substances explosibles.

La présente loi est applicable aux exploitations gérées pour le compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics.

M. Bérard estime qu'il est difficile de donner une liste des industries où le travail est reconnu dangereux, et que, sans aller aussi loin que M. Durassier qui discute l'existence du risque professionnel, il croit qu'en industrie ce n'est pas « l'emploi d'un outillage à moteur mécanique, la nature des matières employées ou produites, l'emploi ou la fabrication de substances explosibles » qui constituent le plus fréquemment le danger.

Il y a longtemps déjà que la Société de Mulhouse, que les Compagnies d'assurance contre les accidents ont proclamé que la mutilation mécanique n'entraîne que pour une faible proportion dans la statistique des accidents et qu'à côté des industries que la présente loi considère comme dangereuses suivant sa classification restreinte, il y a toutes ces industries prétendues inoffensives, et

au compte desquelles il faut, en réalité, reporter la majorité des victimes. Pourquoi reconnaître officiellement une liste des industries dangereuses, alors que la statistique prouve que la construction, la manutention, le cas fortuit, l'exploitation des carrières, causent plus d'accidents que l'engrenage? N'a-t-on pas reconnu récemment que des ateliers dans lesquels on réduisait en poussières impalpables des corps inertes comme le liège, pouvaient être le siège d'explosions meurtrières?

La liste des industries dangereuses ne doit pas être une liste concise ou fermée. Elle doit être « élastique » et s'enrichir au fur et à mesure des progrès de l'industrie. Le projet du Sénat ne rangeait pas ainsi sous trois chefs les industries dangereuses, et la rédaction en restant plus générale était plus satisfaisante.

M. *Durassier* fait remarquer qu'à côté de ce desideratum, le projet du Gouvernement fait très judicieusement intervenir la loi au moment où il convient de poser la question de l'indemnité, c'est-à-dire 90 jours après l'accident. Jusque-là, en effet, l'ouvrier blessé restera dans une période transitoire; les résultats lointains de son accident, la gravité de sa mutilation ne sauraient être nettement définis, et il se trouve dans les conditions requises par les Sociétés de secours mutuels.

M. *Berard* demande ce qu'on entendra par faute lourde. La faute lourde sera-t-elle l'infraction au règlement que le chef d'atelier ne manquera pas d'afficher quand il aura été classé parmi les industries reconnues dangereuses? Veut-on restreindre ou étendre la signification de ce mot? Il serait préférable que le texte de la nouvelle loi créant et affirmant de nouveaux droits à l'ouvrier, affirmât en même temps plus rigoureusement ses devoirs, et que pour étendre le sens de la faute lourde on y joignit « l'imprudence grave.

Le Comité se range à cette manière de voir malgré l'opinion absolument contraire de plusieurs de ses membres. Ceux-ci estiment que le patron doit être responsable des accidents alors même qu'ils résultent de l'imprudence de l'ouvrier; attendu qu'en dehors de la faute lourde qui se sent mieux qu'elle ne peut se définir, cette imprudence n'est que le fait de l'accoutumance de l'ouvrier avec le danger qui le menace constamment dans son travail et dont il ne saurait être victime sans réparation au moins pécuniaire de la part de son patron.

ART. 2. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er} l'ouvrier a droit :

Pour l'incapacité permanente absolue à une rente égale à $1/2$ de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité permanente partielle à une rente égale à $1/4$ de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité temporaire absolue de plus de quatre-vingt-dix jours, à une indemnité égale à la moitié de la fraction correspondante du salaire annuel.

En cas de mort, les $2/3$ de la rente qu'aurait reçue la victime en cas d'incapacité permanente absolue sont partagés, s'il y a lieu, en rentes de quotités égales, entre les ayants droit ci-après désignés :

1^o Les enfants au-dessous de quatorze ans légitimes ou naturels reconnus avant l'accident ;

2^o Les ascendants à la charge de la victime ;

3^o Le conjoint non séparé ou non divorcé, à condition que le mariage ait été contracté avant l'accident.

Le mari n'a droit à cette rente que s'il est impotent.

En cas de nouveau mariage, le conjoint perd ses droits à la rente.

Toute rente est payable par trimestre et d'avance. Le mode de paiement des indemnités pour incapacité temporaire, est déterminé par le jugement.

M. Gruner regrette que la loi française ne permette pas, comme la loi allemande, de mieux établir la proportionnalité entre l'indemnité et l'incapacité permanente partielle. Il faudra attribuer la moitié ou le quart du salaire, alors que dans beaucoup de cas une allocation de $1/10$ ou $2/10$ du salaire correspondrait mieux au dommage causé.

Et la suppression de la rente allouée à la veuve de l'ouvrier tué, en cas de nouveau mariage, n'est-elle pas une prime au concubinage dans les centres industriels ? Pourquoi ne pas donner, comme en Suisse, trois annuités pour dot ?

ART. 3. — La responsabilité du chef d'entreprise est limitée aux indemnités prévues à l'article précédent ; néanmoins cette limitation n'est pas applicable au cas où l'accident serait dû à une faute lourde du chef de l'entreprise ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux.

Dans ce cas, des dommages-intérêts complétant la réparation du préjudice causé, peuvent être poursuivis dans les conditions du droit commun contre le chef d'entreprise par une action distincte.

Dans le cas où l'ouvrier blessé entreprend systématiquement cette action distincte contre le chef d'atelier, n'y aurait-il pas lieu, quand la faute lourde du patron ne pourrait être établie, de mettre

à la charge de l'ouvrier, en déduction de l'indemnité allouée, les frais de justice?

ART. 4. — La victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident autres que le chef d'entreprise, le droit à la réparation du préjudice causé sans que les dommages-intérêts puissent se cumuler avec les indemnités fixées à l'article 2.

Les conséquences de cet article ne peuvent-elles pas être excessives? Ne serait-il pas équitable de fixer un maximum?

ART. 5. — Les ouvriers ou employés dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs, ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

ART. 6. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de dix-huit ans ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers ou employés de la même profession occupés dans l'entreprise.

Ces deux articles semblent justifiés et on ne peut en effet songer à établir le préjudice causé à un enfant blessé sur les rémunérations souvent très modestes qu'il touche à son entrée à l'atelier.

La prochaine séance est fixée au lundi 27 octobre, à 3 heures.

ORDRE DU JOUR : 1^o Lecture et discussion du titre II de la loi présentée par le Gouvernement.

2^o Question du programme des prix à décerner en 1892.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire du Comité,

D^r E. THOMAS.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 29 JUIN 1890

(DIXIÈME FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE)

Tenue dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Sous la présidence de M. LÉON SAY,

De l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques,

Député, ancien Ministre,

Ancien ambassadeur de la République Française auprès de S. M. britannique, etc.

M. *Léon Say* monte au fauteuil de la Présidence, l'excellente musique du 131^e jouant *la Marseillaise*.

A côté de M. Léon Say, prennent place sur l'estrade : MM. *Léon Renault*, sénateur, secrétaire général de la Société; *Paul Bérard*, *Nusse*, *D^r E.-R. Perrin*, *Turney*, vice-présidents; *Léon Appert*, *Rod. Kachlin*, censeurs; *Léon Durassier*, secrétaire; *Isidore Roche*, trésorier; *D^r E. Thomas* et *P. Mahler*, secrétaire et secrétaire-adjoint du Comité des accidents de fabrique; *Félix Tournier*, secrétaire du Comité judiciaire; *Linarès*, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie; *M^{lle} Saffroy* et *M. Marochetti*, de l'inspection départementale de la Seine; MM. *de Bellay*, *Ch. Lucas*, etc.

S'étaient excusés : MM. *Léon Lefébure*, *Félix Follot*, *Gilbert*, *Caillaux*, etc. *M^{mes} de Hérédia*, etc.

M. le Président donne tout d'abord lecture d'une lettre de M. Jules Roche, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, s'excusant de ne pouvoir assister à la séance par suite d'un engagement antérieur; puis d'une lettre de M. Bourgeois, ministre de l'instruction publique et des cultes, l'autorisant à

annoncer à la réunion que MM. Is. Roche et Félix Tournier recevront, au 14 juillet, le premier la rosette d'officier de l'Instruction publique, le second les palmes d'officier d'Académie. Cette dernière lecture est saluée des applaudissements unanimes de l'assemblée.

M. *Léon Say* prononce ensuite une allocution pleine d'élévation et d'humour. L'assemblée, aussi profondément impressionnée que vivement charmée, la couvre de deux salves d'applaudissements.

La musique se fait alors entendre de nouveau et après qu'il a été donné lecture des télégrammes et nombreuses lettres d'excuses, la parole est donnée à M. *Léon Renault*, sénateur, secrétaire général de la Société.

M. *le Secrétaire général* prononce un admirable discours qui tient l'assemblée profondément attentive sous le charme de son éloquence ardente et convaincue. L'orateur est fréquemment interrompu par les applaudissements que soulèvent les grandes idées qu'il expose dans un langage incomparable et quand il se rassoit, il est salué de bravos unanimes et répétés.

Ces deux discours qui ont donné tant d'éclat à notre dixième fête de l'Enfance ouvrière, sont aussi agréables à lire qu'ils étaient à entendre. Aussi sommes-nous heureux de pouvoir les donner en annexe à ce procès-verbal pour ceux de nos membres qui n'ont pu se trouver à la Sorbonne quand ils y ont été prononcés.

Après le discours de M. *Léon Renault*, la musique se fait entendre encore une fois; puis, la parole est donnée par M. *le Président* à M. *Paul Bérard* pour commencer la lecture des récompenses.

M. *P. Bérard* indique tout d'abord que l'on n'appellera que les personnes présentes et pouvant venir chercher leurs diplômes; puis il proclame les lauréats fondateurs d'institutions charitables en faveur de l'Enfance ouvrière.

A l'appel du nom de M^{me} de *Hérédia*, il est donné lecture à l'assemblée d'une lettre par laquelle elle exprime ses regrets d'être empêchée de venir recevoir sa récompense.

Après la lecture de cette première partie du palmarès, M. *le Président* donne la parole à M. *Leon Appert*, pour la proclamation des prix spéciaux décernés par le Comité des accidents de fabrique de la Société dont il est le président.

Puis M. *Paul Bérard* a de nouveau la parole et il donne lecture

de la lettre suivante que la Société a reçue de M. le Préfet de police :

« Paris, le 30 avril 1890.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Pour satisfaire à votre désir, j'ai l'honneur de vous adresser les deux états nominatifs ci-joints. L'un de ces états comprend les agents de la police municipale qui, du 1^{er} avril 1888 au 31 mars dernier, se sont plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mars 1873, et à l'article premier du décret du 31 octobre 1882 (surcharges).

» Vous voudrez bien remercier, en mon nom, la Société dont vous faites partie, pour les encouragements qu'elle se propose d'accorder à nouveau aux agents de mon administration.

» Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» *Le Préfet de police,*

» H. LOZÉ. »

Après cette lecture, sont remises :

Une médaille de vermeil au gardien de la paix Louis Cordier, une médaille d'argent au sous-brigadier Pierre Cros et des médailles de bronze au sous-brigadier Jean-Baptiste Michon et au gardien Dés.-Cas.-Ed. Tricot.

La musique du 131^e de ligne se fait alors entendre, et M. *le Président*, interprète de toute l'assistance, la remercie du concours qu'elle a bien voulu donner à la fête et prie son chef de vouloir bien venir recevoir une médaille de la Société en souvenir du plaisir qu'elle a procuré à l'assemblée.

Ces paroles sont couvertes d'applaudissements et M. *le Président* invite M. Durassier à achever la lecture du palmarès.

Cette lecture terminée, M. Paul Bérard lève la séance à 4 h. 1/2 après un dernier morceau de musique.

Le Secrétaire de la Société,

LÉON DURASSIER,

ANNEXES

N° 1. — DISCOURS DE M. LÉON SAY (1),

de l'Académie française et de l'Académie des Sciences morales et politiques,
député, ancien Président du Sénat, ancien ministre,
ancien ambassadeur de la République près de S. M. britannique, etc.

PRÉSIDENT

MES ENFANTS,

MESDAMES ET MESSIEURS,

Vous savez que le président d'honneur de notre Société est M. le Ministre du Commerce. Il ne peut malheureusement pas assister à la réunion d'aujourd'hui : il s'était engagé à présider une réunion analogue à la nôtre qui se tient à Saint-Denis. Voici la lettre par laquelle il veut bien s'en excuser :

Paris, le 24 juin 1890

MONSIEUR LE DÉPUTÉ ET CHER COLLÈGUE,

Au nom de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, vous avez bien voulu m'offrir la présidence de votre distribution solennelle des récompenses qui aura lieu le dimanche 29 juin courant.

Je m'empresse de vous informer que je suis très sensible à l'honneur que vous me faites, mais auquel je me vois malheureusement obligé de ne pouvoir répondre, ayant accepté de présider, le même jour, à Saint-Denis, une autre cérémonie.

Agréez, Monsieur le Député et cher Collègue, avec mes regrets, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies,

Jules ROCHE.

M. le Ministre de l'Instruction publique me faisait par

(1) Sténographié par M. Gustave Duployé, 36, rue de Rivoli, Paris.

venir en même temps une autre lettre, avec l'autorisation d'en donner lecture à l'assemblée :

Paris, le 28 juin 1890.

MONSIEUR LE DÉPUTÉ ET CHER COLLÈGUE,

Vous m'avez fait l'honneur de me signaler tout particulièrement deux demandes de palmes académiques formées par la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures en faveur de M. Isidore Roche, ingénieur, et Félix Tournier, avocat, membres de la Société.

Je suis heureux de répondre à vos intentions en accueillant ces deux candidatures. Vous pourrez donc, Monsieur le Député et cher Collègue, annoncer publiquement à la fête de demain que MM. Roche et Tournier seront compris dans la promotion du 14 juillet prochain.

Agréez, Monsieur le Député et cher Collègue, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Pour le ministre et par autorisation :

Le Chef du Cabinet,

RIBERRE.

(Applaudissements.)

Vous savez que, nous avons, tous les deux ans, quand nous célébrons la fête de l'Enfance ouvrière, l'heureuse habitude de vous raconter l'histoire de notre vie depuis la dernière fois que nous nous sommes rencontrés. Notre Secrétaire général, M. Léon Renault ne manquera pas à ce devoir. Je ne pourrais pas aussi bien qu'il le fera lui-même vous raconter les choses intéressantes de notre existence et il ne peut entrer dans mon programme de vous montrer quel a été, après vingt-cinq ans, le résultat des efforts qu'a faits notre Société; je voudrais cependant vous rappeler deux événements qui se sont produits depuis la réunion de 1888. Le premier, c'est la part que la Société a prise à la grande Exposition universelle de 1889. Pour la première fois, cette Exposition comprenait un groupe, le dixième, qui, associé aux autres groupes in-

dustriels, portait le nom d'Économie sociale. C'était une entreprise qui pouvait paraître hardie que de faire figurer à une Exposition les efforts pour le bien, les efforts qu'avaient faits ou que faisaient tous les jours pour améliorer le sort des déshérités de la fortune, d'abord les ouvriers, de leur propre initiative, puis les patrons, et aussi les patrons et ouvriers réunis et les sociétés de secours mutuels de retraites ou d'épargne, enfin l'État par son intervention et les lois par leurs prescriptions. On se demandait comment il était possible d'exposer des efforts qui n'ont rien de tangible, qui ne peuvent pas être présentés sous une forme que l'on puisse toucher et voir.

Je crois que les organisateurs de l'Exposition ont réussi à vaincre cette difficulté. Les sociétés, les organisateurs ou promoteurs des institutions patronales et ouvrières, les administrations publiques, les publicistes qui se sont occupés des questions sociales, ont réuni sur l'Esplanade des Invalides, dans des galeries ou des espaces qui étaient très rapprochés de l'hôtel des Invalides, des modèles, des reliefs, des tableaux, des graphiques, des indications de tout ordre, qui ont permis aux personnes qui passaient par là, sans bien savoir où elles portaient leurs pas, de voir très vite, en un quart d'heure, une demi-heure ou une heure, qu'il y avait des gens qui se préoccupaient de ces matières et qui s'en étaient occupés très heureusement et très fructueusement. Je crois qu'on avait établi ainsi une sorte d'école qui a porté ses fruits en instruisant bien des gens et que le mouvement que nous avons fait naître dans l'esprit de beaucoup de personnes n'a pas été fugitif; il durera, car on a pu montrer dans cette Exposition non seulement les efforts français, mais aussi les efforts étrangers, ce qui a permis de comparer ce qui s'était fait chez nous avec ce qui se faisait dans les pays voisins. Notre Société a figuré dans cette Exposition et,

dans un pavillon qu'on appelait le pavillon des Villes, nous avons pu placer notre petit monument. C'était un grand panneau surmonté du buste de notre fondateur Jean-Baptiste Dumas, avec, en exergue, le titre de la loi de 1874 ; car nous sommes, comme vous le savez, les auxiliaires de ceux qui appliquent cette loi ; ce panneau divisé en trois parties comprenait trois tableaux sur lesquels l'histoire de notre Société se trouvait résumée, et dans le bas, dans une vitrine qui formait un petit buffet avancé, nous avons déposé la collection de nos Bulletins, collection qui contient déjà vingt-deux numéros. C'est avec une grande satisfaction que nous avons fait, à M. le Président de la République, les honneurs de notre panneau quand il est venu visiter l'exposition d'Économie sociale. Pendant le temps assez long qu'il s'est arrêté devant notre exposition, nous avons pu lui expliquer sur sa demande les différentes indications qui figuraient dans nos tableaux. Il nous a félicités. J'ai eu l'honneur de conduire également devant notre exposition les membres du Jury, dont j'étais le président ; je me suis naturellement effacé, et le Jury en toute impartialité et en toute sécurité a pu apprécier nos efforts ; vous pourrez lire, dans le rapport qui sera bientôt publié, de notre confrère et ami M. Charles Lucas, que j'aperçois non loin de moi, à quel point les efforts de la Société ont été appréciés : nous avons reçu le Grand Prix, le seul grand prix qui ait été distribué dans la section IV de l'apprentissage. N'est-ce point là un fait qu'il était fort intéressant de noter ? La participation que nous avons prise à l'Exposition du Centenaire de 1789 nous honore et nous la ferons figurer à son rang avec honneur dans nos Annales.

Dans cette même année 1889, nous avons participé au Congrès des accidents de fabrique. Ce Congrès avait réuni à l'École de Droit, dans un local voisin, un très grand

nombre d'étrangers et de Français s'occupant avec une passion bien naturelle de la protection à donner, dans les fabriques et dans les usines, aux ouvriers de tous âges, aux jeunes comme aux adultes. Dans cette discussion qui a duré assez longtemps, qui a été très nourrie, et qui a donné lieu, après la clôture du Congrès, à une publication fort intéressante, nos représentants ont pris une part et une part très importante. Vous savez que, parmi nos comités, il en est un qui s'occupe des accidents de fabrique, car s'il faut prendre des précautions contre les accidents qui peuvent atteindre les hommes et les femmes, il faut en prendre de bien plus grandes encore quand il s'agit d'enfants ayant la légèreté de leur âge, et se précipitant quelquefois sans réfléchir dans des couloirs au bout desquels ils trouvent parfois le trou béant de quelque monte-charge. On a beaucoup réfléchi sur toute une série, que vous connaissez, de précautions à prendre dans le maniement de certains outils et surtout de ces terribles scies qui ont causé tant de malheurs. Il y a eu de très grands progrès réalisés depuis un certain nombre d'années dans cet ordre d'idées. Nous pouvons dire que notre Société, représentée par son comité spécial, a une grande part dans ces progrès. Notre initiative privée, en dehors de toute prescription législative, a certainement porté ses fruits. N'avons-nous pas admiré l'action de l'initiative privée qui s'est exercée en Alsace, par notre cher et ancien confrère Engel-Dollfus, et par les Sociétés qu'il a fondées? N'avons-nous pas aussi constaté non loin de nous, en France, à Lille, à Rouen, une heureuse initiative qui ne s'est pas démentie et qui produit encore beaucoup de bien? Un homme que nous aimions beaucoup, M. Muller, nous a été enlevé, il est mort cette année. Il avait réuni dans une grande Société d'initiative privée les efforts de nos amis du Nord et de l'Ouest.

Tout ce bien qui a été fait dans le passé pourra encore se faire dans l'avenir. Nous y comptons bien et pourtant, je dois le dire, je ne suis pas sans inquiétudes. Ce bien que nous avons fait l'a été par notre initiative, par l'initiative des patrons; j'ai peur qu'on ne se fie plus assez à l'initiative individuelle, et qu'on ne se laisse aller à ce que je pourrais appeler des excès de législation qui endormiraient l'action privée. Il faut se rappeler le mal qu'a fait en Angleterre dans un ordre d'idées analogues, la loi des pauvres; il arrivait ordinairement quand un pauvre s'adressait, dans une paroisse, à quelque homme riche, que ce riche le repoussait en lui disant : « Je paie la taxe des pauvres, c'est la paroisse qui est chargée des pauvres, allez à la paroisse, cela ne me regarde pas. » Quand l'État se charge de tout, l'initiative privée s'endort, c'est un fait constant; l'histoire est là pour en témoigner : c'est pour cette raison que nous craignons les excès de législation. Nous voudrions que les précautions dont on parle et qu'il est si nécessaire de prendre, car il faut protéger les ouvriers et surtout l'enfant contre le mauvais air des ateliers, contre les dangers qui peuvent survenir dans l'emploi des outils industriels, nous voudrions, dis-je, que ces précautions si nécessaires, on demandât d'abord à l'initiative privée de les réaliser. Nous avons été heureux de contribuer à l'application de la loi de 1874; nous avons été heureux de vivre dans une parfaite harmonie avec les inspecteurs de la loi de 1874; nous avons été heureux de voir qu'il nous a été donné à eux et à nous de persuader peu à peu les patrons qui n'étaient pas d'abord sans inquiétude, à cause des dépenses où on les entraînait. Ils ont compris que c'était non seulement de leur devoir, mais aussi de leur intérêt, de poursuivre l'étude des améliorations de l'outillage afin de le rendre moins dangereux. Ce que nous craignons, c'est que la loi n'aille

trop loin. Il est bientôt dit qu'on fermera tels ateliers, qu'on interdira telle profession, tel métier, telles occupations aux femmes et aux enfants. En leur fermant ces ateliers, il faut qu'on sache qu'on leur enlèvera des moyens d'existence. Il est très aisé de dire qu'il ne faut pas se livrer à telle occupation à cause de son insalubrité supposée, et cependant est-ce une façon d'avoir de la santé que de mourir de faim?

On rencontre à chaque instant, quand on réfléchit sur ces objets si intéressants, des contradictions extraordinaires. Il faut toujours songer au mal qu'on fait d'un côté quand on fait du bien d'un autre côté. Aussi avons-nous donné cette année une activité plus intense que jamais à notre Comité des accidents; nous demandons que la loi ne soit pas muette, mais nous voulons que son action soit assez discrète pour ne pas endormir cette initiative individuelle dont aucun de nous ne peut se passer et qu'il est si nécessaire de susciter pour obtenir des résultats durables. N'avons-nous pas obtenu déjà des résultats sérieux, et ne peut-on pas dire qu'Engel-Dollfus laissera un grand nom dans l'histoire de l'industrie par les perfectionnements qu'il a obtenus et que l'on peut, ce n'est pas une figure de rhétorique, toucher au doigt et les toucher sans danger? Ce qu'a fait l'initiative privée est le garant de ce qu'elle pourra faire encore.

Nous croyons, nous, que ce qu'il est bon de faire c'est de fermer les ateliers aux dangers plutôt que de fermer les ateliers aux travailleurs. Lorsque nous aurons pu perfectionner telle industrie installée auparavant dans des conditions malsaines ou dangereuses, nous aurons ouvert une carrière à des travailleurs qui auront besoin d'ouvrage. Ce que nous cherchons, c'est du travail pour nos enfants après qu'ils sont sortis de l'apprentissage; nous ne voulons pas leur fermer des voies, nous voulons au contraire

leur en ouvrir de nouvelles. Aussi avons-nous été heureux de pouvoir, comme nous l'avons fait, d'ailleurs, les autres années, affirmer notre considération et notre estime, en décernant des récompenses à un certain nombre de savants réfléchis et ingénieurs qui ont perfectionné l'outillage ou les méthodes de l'industrie.

Votre Secrétaire, M. Durassier, me faisait remarquer l'autre jour, lui qui connaît si bien les questions de mines, que la production houillère de la France était très inférieure à sa consommation; nous avons cependant beaucoup de houillères à exploiter, mais leur exploitation est dangereuse,... que faut-il faire? Faut-il en chasser les femmes et les jeunes gens, ou ne convient-il pas plutôt de chercher les moyens de rendre cette exploitation moins dangereuse? Les hommes de bien et de science auxquels nous faisons allusion s'efforcent de rendre l'exploitation des mines plus sûre, et aussi est-ce avec une grande satisfaction que nous pourrions dans cette séance offrir une médaille de vermeil et une mention spéciale de reconnaissance à M. Fayol, directeur général de la Société de Commentry-Fourchambault, pour les services signalés qu'il a rendus à l'art des mines au point de vue de la sécurité du personnel, par l'extinction des incendies souterrains au moyen de l'embouage. Il a inventé un appareil simple et pratique pour rendre sans danger la circulation des ouvriers dans les milieux irrespirables. Nous avons aussi accordé une médaille de vermeil avec mention spéciale de reconnaissance également (on ne saurait avoir trop de reconnaissance pour ces bienfaiteurs de l'humanité et de la jeunesse ouvrière) à M. Reumaux, ingénieur en chef des houillères de Lens (Pas-de-Calais), inventeur d'appareils de sécurité remarquables dans le service des puits d'extraction : évite-molettes, clichage conjugué du jour et du fond, etc., et aussi à M. Mathet, ingénieur en chef

des houillères de Blanzv : introduction de l'air comprimé dans les mines grisouteuses. M. Mathet a pu, par un aérage très bien combiné, rendre le grisou moins dangereux en le diluant dans l'air qu'il introduit dans la mine. Il se fait là près de nous des efforts heureux que nous devons honorer et récompenser, et ces efforts ont pour but non pas de chasser les ouvriers et les jeunes ouvriers de certains ateliers, mais de chasser le danger de ces ateliers mêmes.

Il y a, je le sais bien, d'autres considérations, certaines considérations morales et qu'on peut appeler de décence publique, qui rendent difficile, quelquefois tout à fait impossible pour des femmes de s'occuper de certains ouvrages. Nous avons eu dernièrement un exemple bien curieux d'une sorte d'excès commis en Angleterre par des dispositions d'excessive restriction touchant le travail des femmes sur le dehors des mines au jour. Il s'agissait de femmes occupées au triage du charbon. C'est un travail assez pénible. Les femmes anglaises qui s'y livraient étaient des femmes très fortes, très capables de supporter la peine qu'elles avaient à se donner; leur travail était non seulement pénible, mais fort salissant et elles avaient adopté pour l'exécuter un certain costume, un costume analogue à celui que vous avez pu voir sur le dos des pêcheurs allant à la mer avec des sortes de casques ou de chapeaux en cuir, veste de grosse toile ou de cuir et larges culottes du même genre. Le Gouvernement s'est avisé de demander au parlement d'interdire ce genre de travail aux femmes, parce qu'il était contraire à la décence. Les femmes dont il s'agissait sont venues en députation, au nombre d'une soixantaine, au ministère de l'intérieur. Elles avaient revêtu leur costume, et elles ont dit au ministre : « Regardez-nous; sommes-nous inconvenantes? Nous sommes de braves mères de famille, nous travaillons

tant que nous pouvons ; notre santé est bonne, nous avons un costume approprié au travail que nous faisons. Laissez-nous gagner notre vie et celle de nos enfants. » On ne les a pas écoutées. Un *bill* du Parlement leur a interdit ce genre de travail. Voilà des femmes qui se sont trouvées privées de ressources, et qui ont dû chercher du travail ailleurs. N'est-ce pas là un excès de législation ? Il y en a d'autres dont on parle beaucoup ; on est disposé à tout changer. Nous voudrions qu'on n'allât pas trop loin ; nous voudrions qu'on fît tout ce qui est possible, humainement possible pour persuader aux patrons qu'il y a pour eux un devoir social de premier ordre, qu'ils doivent avoir des ateliers sains, bien aérés et dans lesquels l'outillage soit à la hauteur des perfectionnements modernes, et qu'on ne sévit que si on ne pouvait pas faire autrement.

Malheureusement nous le savons, il arrive bien fréquemment que si des ateliers ne sont pas réorganisés comme il le faudrait, c'est que l'entrepreneur manque de l'argent nécessaire pour faire rapidement le changement désirable de son outillage. Si on proscriit certains travaux dans certains ateliers considérés comme mal aérés, si on proscriit, par exemple, certains travaux de couture dans quelques ateliers de Paris, êtes-vous bien sûr que ces travaux ne se transporteront pas à domicile, que ce qu'on ne pourra pas faire en atelier ne se fera pas à la maison dans des conditions pires d'aération et de salubrité ?

Ces considérations sont bien générales, je le reconnais, et manquent peut-être de précision : c'est que dans toutes les questions sociales, on rencontre à chaque pas des contradictions. Ceux qui ne s'y arrêtent pas sont peut-être plus logiques, mais ils font bien souvent du mal quoiqu'ils aient voulu faire du bien.

Quand on fait des lois dites sociales, il est presque

impossible d'en prévoir le résultat définitif, et, il arrive bien fréquemment qu'une loi qu'on a rendue de bonne foi, parce qu'on a été ému d'une circonstance qui venait de se produire, n'apporte pas de remède au mal qu'on avait en vue et produit des résultats tout à fait contraires à ceux qu'on en attendait.

Je ne voudrais pourtant pas rester sur un ton aussi dogmatique, parce que j'aperçois dans mon auditoire beaucoup de jeunes têtes; les questions dogmatiques pourraient bien leur paraître un peu trop sérieuses, mais pourquoi n'appellerais-je pas à mon aide, pour vous montrer ce qu'il peut y avoir de grave, de contradictoire et d'intéressant dans ces questions, un personnage... qui me plaît beaucoup et que je voudrais qui vous plût. Ah! si vous ne connaissez pas ce personnage, vous êtes bien malheureux, car depuis que j'ai fait sa connaissance, je suis heureux de causer avec lui de temps en temps : c'est Sancho Pança, Sancho Pança monté sur son âne et suivant le chevalier de la Triste-Figure, Don Quichotte monté sur sa Rossinante. Pendant que ce pauvre fou de Don Quichotte se battait contre des moulins à vent, les prenant pour des ennemis, qu'il poursuivait une vieille femme fort laide et mal bâtie en disant que c'était la belle Dulcinée du Toboso emprisonnée par un enchanteur dans un corps qu'il fallait délivrer de ses enchantements, Sancho Pança le rappelait à la réalité et lui disait par proverbe, car Sancho était la source la plus abondante de proverbes qu'on puisse imaginer, ce que la sagesse des nations avait le droit de lui conseiller.

Un jour pourtant, ce brave Sancho Pança a été pris lui-même d'une vision. Don Quichotte arrive dans les domaines d'un de ces grands seigneurs comme il y en avait alors, grand seigneur avec de nombreux vassaux, possesseur de châteaux, de villages et de villes. Ce grand

seigneur, qui avait entendu parler du brave et honnête Don Quichotte et de ses visions, a voulu se distraire en faisant croire, au chevalier de la triste figure, à la réalité d'aventures imaginaires dans lesquelles il avait ses amis et serviteurs pour complices. Il fait apparaître des enchanteurs, des diableries, etc. Don Quichotte, quand il s'était mis en route à la recherche d'aventures, avait promis à Sancho Pança de le nommer gouverneur d'une île, parce que tous les chevaliers errants font de leur écuyer le gouverneur d'une île, quand leur écuyer a été fidèle. Le grand seigneur dit un jour à Don Quichotte qu'ayant promis le gouvernement d'une île à Sancho, il devait tenir sa promesse, et il lui offrit pour son serviteur l'île de Barataria. Sancho Pança, pour la première fois, perd sa bonne tête : il se laisse mener dans son île qui, je crois, n'était pas une île du tout. On le fait entrer dans un très beau palais, on lui sert un repas, un repas splendide, des fruits du plus bel aspect et des viandes appétissantes. Un maître d'hôtel s'avance et lui offre des fruits, mais un personnage en robe noire avec une toque sur la tête s'avance, une baguette blanche à la main, et touche le plat de sa baguette ; le plat est immédiatement enlevé. Sancho Pança est étonné. On apporte un second plat. La baguette blanche s'abaisse, et le plat disparaît encore. « Qu'est-ce que c'est ? Que fais-tu là ? — Seigneur, excellence, lui dit l'homme à la baguette, je suis don Pedro Recio de Agüero, natif de Tirteafuera, entre Caraguel et Aldomovar del Campo. Je suis un grand médecin et je veille à votre santé. Ces fruits sont trop frais, ces viandes sont trop riches pour votre estomac, n'en mangez pas. — Seigneur médecin, répond Sancho en colère, vous avez beau être don Pedro Recio de Agüero, natif de Tirteafuera, entre Caraguel et Almodovar del Campo, sortez d'ici tout de suite, sortez d'ici ou je prends une corde

pour vous étrangler! Je veux manger, moi, et si vous ne voulez pas me donner à manger, reprenez la place que vous m'avez donnée, moi j'entends que les métiers qu'on a fassent vivre, et si j'ai le métier de gouverneur pour mourir de faim, je ne veux pas être gouverneur. » (*Rires.*) N'avait-il pas raison, le brave homme; si nous avons un métier, c'est pour en vivre, et si on nous retire le métier, nous ne vivons pas. C'était un très grand philosophe que ce bon Sancho Pança. Il voulait qu'on travaillât; un homme lui dit un jour : « Mais je vais être mouillé, je vais souffrir des intempéries de la saison. — Travaille, lui répond Sancho, qui a une pioche a un manteau. » Il ne voulait pas qu'on demandât tout à la protection de quelque grand seigneur. Aujourd'hui on demande la protection à la loi; à ce temps-là on la demandait aux grands seigneurs. Sancho disait : « Des mois d'avril et des grands seigneurs, sur douze, il y en a dix qui sont trompeurs. »

Je crois que nous pourrions dire que des mois d'avril, et même de mai, ici à Paris, de même que de beaucoup de lois sociales, sur douze il y en a bien dix qui sont trompeurs. Il disait aussi qu'on risquerait beaucoup à courir après toutes sortes de protections, car il y en a de bien mauvaises : « Qui s'attache à un mauvais arbre a une mauvaise ombre, et qui se met, quand il pleut, à l'abri sous les feuilles, est deux fois mouillé. » Il voulait, Sancho, qu'on travaillât chacun de son initiative et qu'on se tirât d'affaire comme on pouvait. Un homme a une manière de se tirer d'affaire; un second a une autre manière, et, comme il traduisait ses pensées dans un langage à lui, permettez-moi de vous citer son mot malgré sa vulgarité : « Chacun de nous a sa manière de tuer ses puces. » (*Rires et applaudissements.*)

Mais ce qu'il ne cessait de répéter : « Travaillez de votre métier, gagnez votre vie et sachez vous restreindre

à votre gain. N'empruntez pas. Cochon emprunté grogne toute l'année.» (*Rires.*)

On pourrait trouver dans les maximes de Sancho Pança beaucoup de bonnes raisons pour enseigner aux enfants, aux femmes et même aux hommes qu'il faut travailler, qu'il faut s'en rapporter à soi, qu'il faut avoir de l'initiative et ne pas chercher toujours des protections, car il y en a beaucoup qui sont trompeuses.

Je vous demande pardon d'avoir introduit un personnage comme ce bon et gai Sancho dans une assemblée aussi sérieuse. Mais je l'ai fait parce que nous n'avons pas la prétention d'être autre chose que de bons Sanchos Panças. Nous ne sommes pas des faiseurs d'embarras. Il nous suffit d'être montés sur un âne et nous ne grimpons pas sur un beau cheval. Nous ne sommes pas le grand médecin natif de je ne sais quel lieu célèbre entre Caraguel et Almodovar del Campo, nous nous contentons d'être de braves gens; lors même que nous sommes sur le grison de Sancho Pança, nous croyons, quand nous avons fait le bien, que nous méritons quelque reconnaissance. (*Applaudissements.*)

Je ne crains pas de le dire; ces amis qui sont ici autour de moi méritent beaucoup de reconnaissance. Je me plais à le proclamer devant vous, et lorsque vous aurez entendu notre éminent Secrétaire général qui va vous raconter en quelque sorte l'histoire de notre Société, vous reconnaîtrez que nous n'avons pas perdu ces deux années, pas plus que nous n'avons perdu les vingt-deux années précédentes. (*Applaudissements répétés.*)

N° 11. — DISCOURS DE M. LÉON RENAULT (1)

Sénateur, Avocat à la Cour d'appel, Secrétaire général de la Société.

MESDAMES, MESSIEURS ET MES CHERS ENFANTS,

Notre éminent Président, avec cette langue charmante qui n'appartient qu'à lui, vient de vous faire l'éloge de Sancho Pança. Après vous avoir dit beaucoup de bien de ce personnage, il a exprimé le regret qu'il n'y eût pas, dans notre pays, plus de Sanchos Panças. Eh bien, que notre éminent Président me permette de lui soumettre une observation : Certes, il est bon qu'il y ait dans le monde beaucoup de Sanchos Panças, mais, s'il n'y avait pas, sur la terre, quelques don Quichottes, les sociétés resteraient bien immobiles ; les vieilles injustices, par cela même qu'elles auraient duré, auraient trop de chance de se perpétuer, et le grand progrès qui ne se réalise qu'à la condition de commencer par le rêve, resterait une chimère entrevue par trop peu de gens et se réalisant dans trop peu d'époques. M'en voudrez-vous de vous dire, à mon tour, quelque bien de don Quichotte. En louant don Quichotte, c'est un peu votre éloge que je ferai, car vous êtes les enfants d'un grand, d'un beau, d'un admirable mouvement de don Quichottisme. Lorsque vous êtes nés, au premier acte de ceux qui vous ont établis pour entreprendre, dans notre pays de France, la lutte, la guerre implacable contre les abus, les violences, les traditions mauvaises sous lesquelles pliait l'enfance, à leurs premières paroles, à leurs premiers mouvements, à leurs premiers efforts pour imprimer une direction nouvelle aux mœurs et à la loi, a répondu l'appellation de don Quichottes. On leur a dit : Vous êtes des utopistes, vous poursuivez l'impossible ! Laissez le passé s'éterniser et l'habitude régner en souveraine dans le monde de l'industrie ! Eh bien, ils ont refusé d'accepter cette qualification de rêve qu'on donnait à leur programme ; ils ont repris la tradition de ce chevalier de la Triste-Figure que Cervantès n'a pas traité aussi cruellement que notre éminent Président, qu'il ne nous a pas présenté comme un fou, mais comme un poète, comme le dernier de ces preux du moyen âge qui avaient, eux aussi, parcouru la terre en combattant pour

(1) Sténographié par M. Gustave Duployé, 36, rue de Rivoli, Paris.

le faible, à une époque où la société appartenait tout entière à la force, et qui avaient pour la première fois prononcé ces mots de protection due à l'enfance, de protection due à la femme, de protection due à la faiblesse, sous toutes les formes où elle apparaît dans l'univers. (*Applaudissements.*)

Laissez-moi, puisque notre Président m'a forcément reporté vers les souvenirs qui nous lient à notre origine, vous rappeler quel était dans le monde industriel le traitement fait à la femme et à l'enfant, quelle était la législation dans les pays qui s'appellent civilisés, lorsque, au commencement de ce siècle, s'éleva pour la première fois, en faveur des faibles, la voix d'un grand économiste, à la tradition duquel mon éminent ami et collègue (je me souviens d'hier), M. Léon Say, se rattache par tant de liens, lorsque Sismondi prononça ces graves paroles dans lesquelles toute la misère de la femme et de l'enfant occupés par l'industrie se résume en un tableau si saisissant qu'il est bon de l'invoquer même au milieu de nos victoires d'aujourd'hui, même après les grands progrès réalisés par l'équité et par la justice : car on sent mieux le prix des biens qu'on a conquis lorsque, tout d'un coup, se réveille dans la mémoire le souvenir des maux disparus. Permettez-moi de vous lire ce beau et simple passage de Sismondi. Il a été le point de départ de tout ce que nous avons fait.

« C'est donc, écrivait Sismondi en 1819, c'est donc sans profit pour la nation que les enfants des pauvres ont été privés du seul bonheur de leur vie : la jouissance de l'âge où les forces de leur corps et de leur esprit se développaient dans la gaieté et la liberté. C'est sans profit pour la richesse ou l'industrie qu'on les a fait entrer, dès six ou huit ans, dans ces moulins de coton, où ils travaillent douze ou quatorze heures au milieu d'une atmosphère constamment chargée de poils et de poussière, et où ils périssent successivement de consommation avant d'avoir atteint vingt ans. On aurait honte de calculer la somme qui pourrait mériter le sacrifice de tant victimes humaines ; mais ce crime journalier se commet gratuitement. »

Sismondi démontrait que le salaire gagné dans ces conditions par l'enfant, loin d'apporter un secours à la famille ouvrière, ne représenterait pour elle avec la menace de deuils prochains, qu'une cause de pertes de forces irréparables. Il prouvait que cette addition du travail de l'enfant chargé de labeur à un âge où il avait encore besoin des soins de sa mère ne pouvait

compter, au point de vue de l'enrichissement national, que comme une quantité infime incapable de balancer l'énorme déperdition d'énergie que représentaient la mutilation ou la disparition prématurée de générations à peine formées.

Cet avertissement de Sismondi a eu la destinée de toutes les graines qui enferment un germe de vie; comme toute parole qui contient une semence de vérité, de justice et de progrès; elle a levé, levé lentement, mais fini par produire le grand arbre qui nous couvre et nous ombrage aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

Dès 1837, une pétition adressée par la Société industrielle de Mulhouse à la Chambre des Députés et à la Chambre des Pairs, est venue poser devant le Parlement et devant l'opinion la question du travail des enfants et des filles mineures jusqu'à vingt et un ans dans les manufactures.

J'aime à rappeler, Messieurs, que c'est de Mulhouse et de son Association industrielle qu'est parti pour la première fois ce cri de justice et d'humanité adressé au Parlement français. Mulhouse, j'aurai plusieurs fois à la nommer, lorsque je vous parlerai de ceux qui nous tiennent par les liens les plus étroits, et de nos deuils récents, Mulhouse, ah! je l'appellerai toujours une cité française (*Applaudissements*), car, si la guerre, la conquête, les hasards et les incertitudes de la victoire peuvent déplacer entre les nations ces bornes matérielles qu'on appelle des frontières, il y a des liens moraux nés de l'ancienne communauté des passions, des ardeurs, des aspirations vers la justice, qui demeurent supérieurs à la victoire et qui constituent une patrie contre laquelle les événements sont impuissants. (*Applaudissements.*)

C'est donc de l'Association industrielle de Mulhouse que partait, en 1837, ce premier appel au Parlement. Une enquête fut ordonnée: elle fut complète et sérieuse. Elle révéla des étendues de souffrance et d'iniquité que ne soupçonnaient pas ceux qui nous gouvernaient et qu'ignoraient ceux qui vivent dans les félicités, les bonheurs et les aisances de la vie. C'est à la suite de cette enquête que Villermé publia son étude sur la mortalité de l'enfance employée trop tôt aux travaux de l'industrie. Alors apparut la nécessité de légiférer, dans une matière où l'action des lois est indispensable.

Il ne faut pas se tromper sur les limites à établir dans l'ordre économique entre l'initiative privée et l'action législative. Quand il s'agit de protéger le faible, l'impuissant et l'incapable, ceux

auxquels la loi ne reconnaît que des droits restreints, l'obligation d'une protection législative s'impose, et les gouvernements qui la refusent manquent à leur devoir le plus sacré. (*Applaudissements.*)

C'est sous l'empire de ces considérations qu'a été votée la loi du 22 mars 1841. Cette loi a représenté un immense progrès, et cependant, Messieurs, que de lacunes elle présentait encore ! L'âge d'admission des enfants, dans les fabriques et les usines, était fixé à huit ans. De huit ans à douze ans on pouvait demander à l'enfant huit heures de travail, c'est-à-dire toute la somme de travail à laquelle on voudrait aujourd'hui réduire l'adulte. De douze ans à seize ans, l'enfant pouvait être astreint à douze heures de travail. La loi n'interdisait le travail de nuit que pour les enfants ayant moins de treize ans, et le repos du dimanche cessait d'exister à l'état d'obligation pour les patrons, quand l'enfant avait atteint l'âge de seize ans. Cela, Messieurs, nous paraît cruel, et cependant la loi de 1841 a été un immense bienfait quand elle est intervenue. Elle a été la pierre d'attente, plus et mieux que cela, la base sur laquelle toute notre législation actuelle a été édifiée plus tard. Dans cette loi, Messieurs, un mot a été prononcé qui était vraiment une parole de vie. Ses auteurs ont eu l'instinct qu'en dehors d'une inspection, d'un contrôle par l'administration, leur œuvre serait nécessairement vaine, et ils ont posé le principe de l'inspection. Seulement, ce principe, ils n'ont pas tenu la main à ce qu'il fût appliqué.

La protection des enfants, la protection des femmes, cette œuvre de pitié et de justice qui tient à notre cœur à tous et y restera à l'état d'espoir et de promesse ; elle deviendra de plus en plus une réalité, parce que nous ne sommes pas seulement des hommes à la vouloir, parce que nous avons les alliés avec lesquels on gagne toutes les batailles, avec lesquels le succès ne peut jamais être que retardé : parce que nous avons toutes les femmes. J'en ai, comme attestation et comme preuve, la grande foule de dames en ce moment rassemblées ici et qui me font l'honneur de m'écouter. (*Applaudissements.*)

Ainsi, cette loi de 1841, à laquelle restent attachés les noms de Victor Cousin, de Gasparin, de Rossi, de Charles Dupin surtout, quelque imparfaite qu'elle fût, constituait déjà un progrès considérable. Elle allait même devenir encore plus grandement féconde, par la nomination des Inspecteurs qu'elle prévoyait, quand la révolution de 1848 éclata.

L'Assemblée nationale revint sur le travail des enfants en 1851, mais sans pouvoir aboutir.

C'est alors que surgirent, quelques années plus tard, en 1855, de nouveaux projets sur cette haute question. Deux hommes avaient pris une part importante à leur préparation.

L'un qui a été le prédécesseur de mon éminent ami à la présidence de cette Association, était Jean-Baptiste Dumas, c'est-à-dire un de ces hommes dont les noms brillent au fronton de l'intelligence française d'un éclat que rien n'obscurcira. (*Applaudissements.*)

Ce grand savant que tous les honneurs dus à l'intelligence étaient venus récompenser n'a pu, jusqu'à sa dernière heure, jusqu'à son dernier souffle, détacher sa pensée, sa conscience et son cœur des heures laborieuses, pénibles, difficiles du début de son illustre vie. Même après que l'âge, en l'accablant, l'eut détaché de toutes les fonctions et de tous les emplois, il y avait cependant un poste qu'il ne désertait pas, une réunion à laquelle il était toujours fidèle. Ce poste, c'était celui de Président de notre Association. Cette réunion, c'était la vôtre. C'est du fauteuil occupé aujourd'hui par M. Léon Say que je l'ai entendu, dans les premières années où j'avais l'honneur d'être votre Secrétaire général, dire, avec sa majestueuse, sereine et souriante autorité, les plus nobles, les meilleures et les plus saines choses que j'aie entendues de ma vie. (*Applaudissements.*)

A côté de Jean-Baptiste Dumas, dans ces premières batailles, livrées en faveur de l'enfance ouvrière, il y avait un autre homme dont nous rappelons toujours le nom à chacune de nos assemblées parce qu'il ne faut jamais oublier ces soldats de la justice et de la charité infatigables, utiles, veillant sur le détail des choses, et en dehors desquels les meilleures résolutions, les plus nobles inspirations des chefs demeureraient stériles et se perdraient dans le ciel des idées sans féconder le sol humain. (*Applaudissements.*)

Cet homme c'était Bareswill. Bareswill et Jean-Baptiste Dumas, après avoir formulé ces projets, ont voulu trouver des alliés pour obtenir des actes qui achevassent l'œuvre commencée. Ils ont l'un et l'autre eu l'instinct que, dans notre pays, tel que l'a fait l'histoire, tel que le créent les perpétuelles transformations qu'il traverse, dans notre pays définitivement démocratique, c'est-à-dire dominé par le jeu de forces nées du groupement des individus, ce n'était que par l'association qu'on pouvait arriver à réaliser les biens dont la loi de 1844 n'avait donné que l'espérance.

C'est ainsi, Messieurs, que votre Société est née; c'est ainsi qu'après les efforts inutiles tentés jusque-là pour obtenir un progrès sur la loi de 1841, Jean-Baptiste Dumas et Bareswill ont fondé la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures.

Constituée en 1866, autorisée en 1867, elle avait si bien prouvé sa nécessité et sa légitimité dès 1868, qu'après deux ans d'existence à peine, elle était reconnue d'utilité publique.

Elle a pris part, avec son illustre Président à sa tête, à la bataille décisive. Après une délibération approfondie, cette Assemblée nationale dont il est permis de regretter les fautes, mais dont il serait injuste d'oublier jamais les grands bienfaits, votait, en 1874, la loi sous laquelle nous vivons encore aujourd'hui : loi, où tout l'essentiel se rencontre, loi que l'on doit perfectionner par l'application, loi qu'il s'agit de faire pénétrer dans les profondeurs de chaque industrie, mais loi dont tous les principes doivent être respectés par quiconque n'apporte dans les questions qui touchent au travail que la préoccupation du bien, que l'amour des souffrants, de quiconque ne sépare pas le droit des faibles à la protection du respect profond de la liberté des êtres forts et complets. (*Applaudissements.*)

Cette loi de 1874, j'ai le droit de dire que nous sommes, à côté de MM. Ambroise Joubert et Eugène Tallon, ses promoteur et rapporteur, au premier rang de ceux qui l'ont donnée à notre pays. Il n'y aurait que cet acte, dans notre existence, que nous pourrions être fiers d'appartenir à une Association qui a obtenu un pareil résultat, et qui, au milieu de ce grand mouvement vers l'équité et vers la justice qui entraîne la fin de ce siècle, a eu une heure de telle fécondité dans l'œuvre du bien et du progrès.

Mais, notre Société ne s'est pas endormie sur ses lauriers. Vous savez tout ce qu'elle a inspiré ou accompli depuis 1874. Elle a fixé ses doctrines et, en même temps que ses doctrines, le programme de son action. Elle a aperçu très clairement le rôle qu'elle pouvait jouer. Ce rôle devait consister à collaborer à l'œuvre de la protection due à l'enfance à deux points de vue principaux : elle s'est proposée avant tout de tenir la main à ce que la loi de 1874 fût observée dans celles de ses dispositions qui fixent l'âge où on peut employer les enfants dans l'industrie, les heures de repos qui doivent être laissées aux enfants, l'ensemble des précautions dont ils doivent être entourés lorsqu'ils sont

appelés à circuler autour de ces forces motrices puissantes, si indispensables au progrès de l'industrie humaine, mais si menaçantes pour quiconque s'en approche sans expérience et attention. Sur ce terrain de surveillance je puis dire que nous sommes restés constamment au poste que nous nous étions assigné dès la mise en application de la loi de 1874.

Mais cela ne suffisait pas. On ne peut toucher à cette question de la protection due aux apprentis, aux petits êtres, garçons ou filles qui, sortant des mains maternelles, commencent leur éducation industrielle, sans rencontrer tout de suite un certain nombre de questions auxquelles on ne peut se dérober, et au premier rang desquelles se pose celle de l'apprentissage. Une section importante de notre Association a reçu la mission de dégager les meilleurs moyens de maintenir ou de rétablir l'apprentissage sous une forme nouvelle, accommodée à notre état économique et social, de façon que le principe de la formation de l'ouvrier par l'apprentissage ne fût pas exposé à disparaître. Combien d'enseignements précieux ont été donnés sur cette question de l'apprentissage aux ouvriers et aux patrons par un très grand nombre de membres de notre Association, au premier rang desquels je ne cesserai de placer mon cher ancien confrère M. Nusse qui a, Messieurs, rendu à notre cause sacrée une somme de services, que la reconnaissance de tous ceux qui s'intéressent à l'enfance ouvrière ne récompensera jamais assez ! (*Applaudissements.*)

Puis les jours sont venus où nous nous sommes trouvés en présence d'un mouvement qui dépassait singulièrement par son objet, par sa portée, par son inspiration, l'œuvre circonscrite à laquelle nous nous appliquions.

Il se produit, dans l'ordre social, depuis vingt-cinq ans, des faits que l'humanité n'avait jamais connus ni même entrevus jusqu'à notre âge. Il est certain que jamais la poitrine des hommes ne s'est gonflée dans une aspiration si forte vers la justice et vers la pitié. Empires et républiques marquent par des signes éclatants que les satisfactions à donner à cette aspiration s'imposent à tous les gouvernements qui veulent vivre. La première de ces grandes manifestations de la révolution morale et sociale, qui est en train de s'accomplir, ne s'est-elle pas produite en Russie par cet acte extraordinaire de l'émancipation des serfs, qui est une des plus saisissantes évolutions économiques et politiques que

l'histoire ait jamais enregistrées ? Notre démocratie française ne s'empresse-t-elle pas avec des esprits divers, vers les redoutables questions qui intéressent les relations du capital et du travail ? Les problèmes sociaux n'ont-ils pas été mis au premier rang des délibérations des assemblées et des discussions des hommes, non seulement dans notre pays, mais dans tous les pays de l'Europe ? Il n'y a pas un de ceux qui sont réunis ici par les sentiments que vous savez qui ne doive applaudir à ce mouvement : car le but vers lequel il tend est la solution d'un problème inéluctable, qu'il faut dénouer dans la paix publique et par les lois. Seulement, Messieurs, nous avons vu chez nous se mêler à ce mouvement, excellent en lui-même, des incidents inévitables dans les pays où c'est le nombre et le suffrage universel qui assurent, avec la majorité, le pouvoir et les avantages qui s'y rattachent. Partant d'idées justes, on est arrivé à les fausser par l'exagération : et, vous avez vu s'élever la prétention, dont tout à l'heure on vous parlait avec tant de sévérité méritée, la prétention funeste de tout réglementer par la loi et d'abaisser la barrière qu'il faut maintenir entre ceux qui ont droit à la protection et ceux qui, protégés dans leur enfance contre tout excès dans l'obligation du travail, sont arrivés à la pleine maturité de l'âge et ont le droit de délibérer et de décider sur tout ce qui touche à leurs intérêts. On a présenté des projets de loi dans lesquelles on touchait au droit qui appartient à l'ouvrier adulte de discuter librement avec son patron, sur le pied de l'égalité absolue, la durée et le prix de son travail. Pour moi, Messieurs, il n'y a pas là de lois que l'on puisse qualifier justement de lois en faveur des ouvriers. De telles lois sont humiliantes pour les ouvriers : ce sont des lois d'inégalité sociale. Un peuple qui a rendu l'instruction obligatoire, et protégé les mineurs et les faibles, a épuisé la mesure de son droit et fait tout son devoir. Les hommes adultes, placés les uns vis-à-vis des autres, patrons et ouvriers, ont le droit de discuter avec une liberté entière les conventions qui régleront leurs rapports. (*Applaudissements.*)

Seulement, je me hâte de le dire, il y a eu une idée profondément juste, répondant à un progrès nécessaire dans les lois qui se sont, à l'état de projets successifs, discutés dans ces derniers temps à la Chambre des députés et au Sénat, et dont aucune encore n'a abouti à un vote définitif. Cette idée, Messieurs, c'a été de retirer (et, là-dessus, je crois que, dans notre Association,

il n'y a personne qui ne partage l'opinion que je vais exprimer). ç'a été de retirer du droit commun en matière de responsabilité les risques professionnels qui ne pèsent aujourd'hui que sur l'ouvrier. Notre législation, lorsqu'il y a faute du patron, édicte la responsabilité de celui-ci ; lorsqu'il y a faute de l'ouvrier, elle laisse à sa charge le dommage résultant de l'accident qu'il a subi. C'est juste ; mais entre le domaine des fautes de l'ouvrier et celui des fautes du patron, il y a, dans l'industrie, le vaste champ des risques industriels. Vous qui vous êtes occupés, au point de vue des enfants, des accidents de fabrique et des multiples causes qui les déterminent, vous savez qu'il y a, planant au-dessus de toutes les usines, de toutes les fabriques, des fatalités indépendantes de toute faute des patrons et des ouvriers. Eh bien, pouvait-on plus longtemps admettre que l'ouvrier, victime d'une de ces fatalités et ne pouvant pas démontrer la faute de son patron, restât mutilé, sans recours, impuissant à se soutenir et à faire vivre les siens ? Fallait-il que, si la vie lui avait été arrachée par un cas fortuit ou de force majeure, il n'y eût plus que l'appel à la charité pour sa veuve et pour ses petits enfants ? On a estimé que cela n'était pas juste. Les efforts tentés pour remédier à cette iniquité aboutiront certainement et prochainement à un résultat qui sera une victoire et un progrès social. L'idée que les risques industriels ne doivent pas rester à la charge de l'ouvrier, qu'ils doivent être mis non pas à la charge de tel ou tel industriel, mais à la charge de l'industrie, sous une forme à déterminer, est prête à se tourner en loi. Elle vient de se formuler dans un projet dont j'ai trouvé le résumé hier dans les journaux et dont le gouvernement va saisir les Chambres. Revenant au point de vue de l'allégement d'une portion des charges qui pèsent sur l'ouvrier, à une des meilleures doctrines de nos anciennes corporations, ce projet établit, dans chaque nature d'industrie, en même temps que l'assurance obligatoire contre les risques industriels, la solidarité des patrons dans le partage des charges qui se lient à ces risques. (*Applaudissements.*)

Mais lorsque nous entendons parler d'enlever d'une façon absolue à la femme majeure le droit de travailler la nuit, nous demandons que le législateur distingue et qu'il y ait une part faite à la nécessité de certaines industries et au droit pour les femmes adultes de vivre en travaillant. Nous ne voulons pas que l'on pousse, vis-à-vis de la femme, la protection jusqu'au point

où elle deviendrait mortelle pour elle et les siens ; nous repoussons comme odieux cet excès dans la réglementation sur lequel, tout à l'heure, votre Président vous a dit tant de choses sages et justes.

Voilà, Messieurs, dans quel esprit nous assistons à un mouvement qui ne peut pas ne pas nous toucher, parce que, par bien des côtés, il voisine, sinon avec l'objet précis de notre œuvre, du moins avec les inspirations dont notre œuvre est sortie. Il y touche même quelquefois de la façon la plus directe. Il en est ainsi d'une loi qui vient d'être votée en Belgique et qui a achevé, on peut le dire, l'unité du monde, dans une matière intimement liée à la protection des faibles et où, réellement, il était nécessaire que cette unité se réalisât : c'est la loi qui a interdit d'une manière absolue le travail des femmes dans l'intérieur des mines de Belgique. Toutes les législations, même les moins restrictives à l'endroit du travail des femmes, celles qui leur laissent la liberté la plus entière de disposer d'elles-mêmes une fois qu'elles sont majeures, avaient proscrit l'emploi de la femme au fond de la mine ; car il la détache absolument de tous ces devoirs que je puis appeler maternels, de tous les intérêts qui se rattachent au foyer domestique qui font l'âme de la famille, qui restent forcément à la surface du sol et à la lumière du soleil. La loi belge a été acclamée et louée par tous ceux qui nous représentent, toutes les fois qu'ils ont eu l'occasion de manifester les sentiments qu'elle nous a inspirés.

Nous avons aussi, Messieurs, avec des réserves de la part de quelques-uns d'entre nous sur certains points de détail, applaudi à une autre loi qui a été établie, celle-là, en France à la fin de 1889, en vue d'assurer aux enfants opprimés par un père ou une mère oublieux de tous leurs devoirs une protection pouvant aller jusqu'à la déchéance de la puissance paternelle prononcée contre le père ou la mère indignes. (*Applaudissements.*)

Vos comités n'auraient pas souhaité peut-être une extension aussi considérable des droits de l'État représenté par le ministère public en matière de déchéance des droits du père et de la mère de famille. Mais, depuis quinze ans, ils réclamaient des mesures permettant de défendre même contre le père et la mère, l'enfant faible, abandonné, livré au vice, privé de tous les soins indispensables. La nature ne peut créer de droits qui prévaillent contre le désaveu et l'oubli des sentiments que la nature met au cœur de ceux qui méritent le nom de père ou le nom de mère. (*Applaudissements.*)

Messieurs, notre Société a été, ces années, deux fois à l'honneur après avoir été depuis si longtemps à la peine. Elle a été à l'honneur lorsque, à l'Exposition universelle, elle a produit ce résumé de son œuvre qui nous a été défini d'une manière si fine et si précise par notre Président ; lorsqu'elle a attiré la curiosité, l'attention et la sympathie de tous ; lorsqu'elle a, par la manifestation extérieure, par les signes saisissables de ce qu'elle faisait, de ce qu'elle poursuivait dans le monde, obtenu cette attention du chef de l'État à laquelle nous ne pouvons pas être indifférents ; lorsqu'elle a, Messieurs, surtout obtenu, seule entre toutes les associations privées, cette grande médaille d'honneur qui lui a été décernée par le jury de la section d'économie sociale.

Messieurs, n'ai-je pas le droit d'ajouter que nous avons remporté un autre triomphe aussi éclatant. Je ne songe pas en ce moment à celui dont vous parlait notre Président quand il vous disait le succès qu'avaient eu nos idées et nos opinions en matière de protection à accorder aux enfants contre les accidents, dans le Congrès des accidents où il a tenu une grande place. Nous avons fait bonne figure, non pas seulement à un congrès tenu à Paris et se rattachant à notre grande Exposition. Lisez le protocole de cet autre Congrès, qui vient de siéger à Berlin, et vous y verrez affirmé, article par article, tout notre programme en fait de protection. Le Congrès de Berlin est allé jusqu'où nous allions. Il a refusé de faire un pas au delà des limites que nous avions tracées. Messieurs, rien de ce que nous avions réclamé pour la femme et pour l'enfant, ou revendiqué au point de vue des protections que la société doit à l'ouvrier en fait de risques industriels, n'a été écarté par le Congrès qui a délibéré à Berlin dans les conditions que vous savez (*Applaudissements*), conditions, Messieurs, bien significatives. Quelle matière à réflexion que le fait de ce jeune empereur accédant au pouvoir après les prodigieux succès de la politique pratiquée par son grand-père avec la double collaboration de M. de Bismarck et de M. de Moltke, sachant que sa couronne est protégée par une armée qu'à tort ou à raison l'imagination du monde regarde comme la plus formidable, et sentant tout d'un coup qu'au temps où nous vivons, un trône qui ne repose que sur la force matérielle est bien vacillant, et comprenant par un singulier instinct de la jeunesse que ce n'est qu'à la condition de devenir l'empereur socialiste de l'Allemagne qu'il peut avoir une chance de consolider sur sa tête une partie

de ce que la fortune a fixé entre les mains de ceux qui l'ont devancé dans l'empire ! (*Applaudissements.*)

Eh bien, Messieurs, dans ce Congrès si intéressant, notable à tant de points de vue, qui donc a tenu le langage le plus écouté ? C'est celui qui, il y a six ans, à la place où est aujourd'hui mon ami M. Léon Say, accordant l'honneur de sa présidence à une de nos fêtes, vous a tenu un langage inoubliable.

En constatant ces deux succès remportés par nos idées, depuis la dernière fête qui nous a réunis dans cette enceinte, n'avons-nous pas quelque droit de nous enorgueillir du but marqué à nos efforts par ceux qui nous ont devancés, et de la bonne foi, de la bonne volonté, de l'efficacité avec laquelle nous avons soutenu et continué leurs desseins ?

Il faut que je passe maintenant à des objets d'un ordre pratique. Si nous avons eu, à Berlin, un succès qui ne nous a rien coûté, celui que nous avons obtenu à l'Exposition a fait une brèche à notre budget. Toutes les fois qu'on veut exposer, on est forcément entraîné à des dépenses un peu considérables. Si mon ami M. Léon Say a pu vous convaincre et si j'ai réussi à vous démontrer de mon côté l'utilité de notre Association et l'importance des services qu'elle rend, donnez-en une preuve certaine. Intervenez activement tous dans le milieu où vit chacun de vous pour nous attirer des adhérents, et des associés, pour faire tomber des cotisations dans notre caisse : des cotisations venant surtout des petits garçons et des petites filles appartenant aux familles riches. Il y a une chose plus indispensable que jamais : c'est que, dans notre société, le pauvre et le riche s'habituent, dès l'enfance, à se considérer comme des amis, comme des mutualistes également intéressés à la grandeur de la patrie et à la paix sociale. (*Applaudissements.*)

Si vous faites cela, cette réunion n'aura pas été inutile. En prolongeant chacun dans votre groupe l'écho des choses que je vous dis aujourd'hui, que je sens profondément, dont il est impossible de ne pas être pénétré quand on aime la France, vous apporterez, vous sèmerez partout une parole qui, grâce à vous, deviendra féconde.

Il y a un autre devoir qui m'incombe comme Secrétaire général de votre Société. Je n'ai pas seulement à vous entretenir des brèches matérielles que des événements que nous devons regarder comme heureux ont faites à nos ressources pécuniaires, il faut

que je vous parle, Messieurs, de brèches bien autrement douloureuses : de celles que la mort a ouvertes dans nos rangs. Je ne puis vous nommer tous ceux que nous avons perdus depuis notre dernière réunion, mais il y a des noms que nous ne pouvons pas effacer de notre liste d'associés sans les évoquer une dernière fois, ne fût-ce que pour adresser à la famille de ceux qui les ont perdus l'assurance de notre sympathie affligée et respectueuse. M^{me} Jean-Baptiste Dumas, la femme de notre fondateur, nous a été enlevée. Elle a été suivie de près dans la tombe par M. Ernest Dumas. Je crois que je serai votre interprète à tous en envoyant à la bru et à la fille de Jean-Baptiste Dumas, à M^{me} Ernest Dumas et à M^{me} Hervé-Mangon l'hommage de notre regret unanime et l'expression du chagrin que les représentants de notre Société ont éprouvé de ne pouvoir s'associer aux derniers honneurs rendus à la compagne de celui qui nous avait institués et qui s'était tant prodigué pour servir et assister la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

En dehors, Messieurs, de ces deux deuils, nous avons subi d'autres pertes bien sensibles. Deux des membres principaux de notre Société, membres, tous deux, de notre Comité d'honneur, ont succombé. L'un, qui ne l'a connu, qui ne l'a applaudi, qui ne l'a aimé, il était si fidèle à nos réunions ! j'ai nommé M. Charles Petit. De l'œuvre de M. Charles Petit, Messieurs, que vous dire que vous ne sachiez ? Entre les associations de bienfaisance et de patronage qui aboutissent à notre Société, celle dont le nom se retrouve le plus souvent dans nos palmarès et dans les discours destinés à vulgariser les formes sous lesquelles on peut faire du bien à l'enfance ouvrière, n'était-elle pas l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes ? Nommer l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes n'était-ce pas nommer M. Charles Petit ? L'existence de cette Association et l'existence de cet homme de bien étaient si étroitement confondues ! Qu'ajouter, Messieurs, à ce que vous disent vos souvenirs ?

Vous avez moins connu l'autre, M. Victor Colcombet. Mais ceux qui ont successivement dirigé votre Société, ceux qui ont travaillé à faire rayonner vos idées dans les grandes villes ouvrières de France, ont pu mesurer ce que cet homme valait.

Il n'y a qu'un seul entre nos autres morts, représentant lui aussi la fraction provinciale de notre Société, qui doive nous inspirer un égal regret : c'est Muller, dont je vous parlerai tout à l'heure.

Victor Colcombet était établi à Saint-Étienne. Il s'était particulièrement préoccupé du sort des femmes et des filles des régions minières, de ces femmes qui ne peuvent descendre dans la mine, de ces filles pour lesquelles n'existe pas de place pouvant les associer au labeur paternel. Son souci a été de leur donner, en dehors et au-dessus de la mine, le moyen de compléter, par leur salaire, les ressources nécessaires à l'existence de leur famille. Il a institué à cette fin, dans des campagnes environnantes de Saint-Étienne, de grands ateliers de rubannerie. Ces ateliers ne représentent pas seulement une grande victoire du génie industriel de notre pays, ils représentent d'abord une grande victoire de l'esprit de charité, d'humanité, et d'amour de la femme et des enfants pauvres. C'est à Victor Colcombet que revient l'honneur d'avoir fondé cette industrie de la rubannerie aux environs de Saint-Étienne et l'organisation qu'il avait donnée à ces ateliers était si parfaite que nous avons eu bien des fois l'occasion de la citer comme exemple et de la récompenser dans nos distributions de prix.

J'ai tout à l'heure nommé Muller. Il était de Mulhouse comme Engel-Dollfus. Tous deux étaient comme deux parties de la même âme, vivifiée et remplie par l'amour des enfants, des apprentis, et des ouvriers. L'existence de Muller s'encadre entre deux grands bienfaits : la fondation des cités ouvrières à Mulhouse, et l'institution de cette admirable Association industrielle française qui a groupé et réuni des chefs d'industrie de toutes les parties de la France, et fait l'unité nationale dans la recherche des moyens les plus sûrs de protéger, dans chaque nature d'industrie, les enfants et les ouvriers : car elle n'admet et ne réunit que des industriels prenant les uns vis-à-vis des autres l'engagement, aussitôt qu'un progrès aurait été imaginé dans les moyens de défense des ouvriers, et notamment des enfants, contre les accidents de fabrique, de réaliser ce progrès dans leur outillage industriel. Grâce à cette entente, les risques menaçant l'ouvrier et l'enfant devaient rencontrer la même barrière, le même obstacle chez tous les adhérents de l'Association industrielle.

Je ne puis nommer tous ceux que nous avons perdus depuis deux ans ; mais je ne pouvais laisser disparaître de tels hommes sans que chacun ici et au dehors sût quels exemples et quels souvenirs ils nous laissent.

Deux deuils encore nous ont atteints. Ce n'étaient pas des collègues que MM. Nadaud, inspecteur divisionnaire du travail des

enfants employés dans l'industrie, et Quéroy, inspecteur départemental du même service; mais ils appartenaient à cette inspection que nous ne séparons jamais de notre œuvre. Ils avaient été tous deux officiers, l'un du génie, l'autre d'artillerie. Leur jeunesse et leur première maturité s'étaient passées sous les armes. Ils avaient contribué à préparer ce que nos cœurs et nos imaginations souhaitent le plus ardemment. (*Applaudissements.*)

Puis le moment venu où ils n'avaient pu continuer à servir leur patrie en soldats, ils s'étaient voués à la cause de la protection des enfants et des apprentis. Ils avaient dans l'accomplissement de leur mission un souci de nature à nous toucher au fond de l'âme. C'est à nous qu'ils demandaient de récompenser les patrons, instituteurs et contremaîtres, rencontrés dans leurs visites industrielles, qu'ils en jugeaient dignes par un dévouement particulier à l'enfance ouvrière. Ils nous aidaient ainsi à accomplir ce qu'il y a de plus doux dans notre œuvre, et nous leur en étions profondément reconnaissants comme à tous ceux de leurs collègues de l'inspection qui nous y aident également.

Si je ne craignais pas de prolonger outre mesure ce discours, j'aurais aimé, comme Secrétaire général de votre Association, chargé de vous raconter à vous-mêmes votre propre histoire, faire devant vous l'analyse de votre Bulletin, de ce Bulletin que je voudrais voir lire par tous ceux qui s'occupent des questions qui touchent au travail industriel et à la protection des femmes et des enfants, et même des adultes. Il y a, en effet, dans ce Bulletin, avec les enseignements de l'expérience, l'indication de toutes les améliorations que la science, s'appliquant à la recherche du bien des ouvriers et des enfants, doit poursuivre et peut aider à réaliser. Mais, ce serait éterniser cette allocution, et je reculerais indéfiniment le moment auquel vous devez aspirer, celui où vous allez entendre proclamer les récompenses dues à ceux qui ont été nos collaborateurs dans nos efforts en faveur de l'enfance ouvrière et des apprentis, et particulièrement ces braves contremaîtres et contremaîtresses sans lesquels, ni les lois, ni les inspections, ni les Associations de bienfaisance comme la nôtre, ne pourraient rien; car ils sont les agents indispensables du progrès intellectuel et moral de l'enfant occupé dans l'industrie et dans les usines. Si leur protection tendre et raisonnée manquait à ces enfants, nos souhaits, nos désirs, nos instructions passeraient sur le monde industriel comme le vent qui ne soulève un instant le sable que

pour le laisser bientôt retomber à la même place. (*Applaudissements.*)

Le moment est venu aussi de vous laisser applaudir ces jeunes enfants, apprentis ou apprenties, qui se sont distingués par leur application, leur travail, leurs aptitudes et leur reconnaissance pour ceux qui les préparent à la vie de l'ouvrier, à l'ensemble des devoirs et aussi des droits dont elle se compose.

Il y aura, Messieurs, dans les applaudissements que vous accorderez à ceux qui seront plus spécialement qualifiés d'apprentis, un mélange de regrets et d'espérances. Hélas! les contrats d'apprentissage ne se multiplient pas.

Ils sont indispensables cependant aujourd'hui autant, plus que jadis : nous le proclamons en toute occasion, tout en reconnaissant cependant que pour que l'apprentissage puisse pratiquement fonctionner, il faut attendre l'heure où les patrons comprenant ce qu'ils peuvent obtenir des Chambres syndicales ouvrières, et où ces Chambres se limitant au terrain sur lequel elles peuvent rendre tant d'inappréciables services, auront dégagé d'une délibération commune le meilleur mode de préparation au travail industriel de ceux qui ont besoin de s'y préparer avant de le pratiquer.

Tant que cette entente ne se sera pas réalisée (et j'ai bien peur que les lois dont on nous menace, ne contribuent pas à la conciliation, car elles apportent l'injonction là où il faudrait purement et simplement pratiquer le conseil et la persuasion), tant que l'union, la fusion ne se seront pas faites entre les patrons et les Chambres syndicales ouvrières, le contrat moderne d'apprentissage demeurera à l'état d'espérance.

Il y aura des vaillants comme notre ami Roche qui vous diront : « Comment douter du contrat d'apprentissage. Il est très praticable même dans l'état actuel des choses. »

Pour vous convaincre, ils feront comme ce philosophe ancien devant lequel on niait le mouvement et qui le démontrait en marchant. C'est vrai, M. Roche marche à sa façon, c'est-à-dire qu'il fait des contrats d'apprentissage. Mais combien en fait-il, malgré son ardeur et malgré son zèle? Il est beau de se battre sur une brèche ouverte; mais cela ne suffit pas. Il faut que, derrière la brèche, un mur nouveau s'élève, et c'est à la recherche des matériaux qui devront le composer que notre Association doit s'appliquer tout particulièrement.

Messieurs, je vous demande pardon de ce dernier mot. Il m'aurait semblé que je ne remplissais pas tout mon devoir si je n'étais tu aujourd'hui sur M. Roche et l'avenir de l'apprentissage. Tout à l'heure je vous disais : Comment séparer l'association paternelle des Fleurs et des Plumes et M. Petit? La lutte pour le contrat d'apprentissage et M. Roche, est-ce qu'on peut davantage les concevoir distinctement? Quand vous avez entendu notre Président vous annoncer que M. le Ministre de l'instruction publique avait bien voulu accorder les palmes d'officier d'instruction publique à M. Roche, je suis sûr qu'en battant des mains à cet acte de justice, ce n'est pas seulement à M. Roche que vous avez pensé, c'est à la bonne, à la noble cause du contrat d'apprentissage pour laquelle il lutte avec tant de vaillante confiance.

M. Jules Roche lutte sur un terrain difficile aujourd'hui à conserver, mais il est de ceux qui permettent, par la durée de leur résistance, aux murailles nouvelles de se construire et au mouvement tournant qui doit assurer la victoire de se consommer.
(*Triple salve d'applaudissements.*)

LISTE DES RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES

EN 1890

I

INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES
APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

*OEuvres de Patronages, Orphelinats, Ecoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

CORRÈZE

SŒUR BASILE, supérieure de l'ouvroir de la Providence, à Brives.

Assure par son zèle et ses ressources personnelles l'éducation et l'instruction professionnelle de 62 orphelines. Excellente maison. —
(*Proposition de M. Gouttes, inspecteur divisionnaire, à Limoges.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

EURE-ET-LOIR

AUGEREAU (M^{me} Clémentine), sœur de Saint-Paul de Chartres,
institutrice privée, à Nogent-le-Roi.

Bonne observation de la loi, grande sollicitude pour les jeunes
filles de l'ouvroir. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départe-
mental.*)

Mention honorable.

GARD

VARIN D'AINVELLE (M.), propriétaire à Servas.

Fondateur en 1849 d'une colonie agricole où 40 orphelins sont
élevés à ses frais avec une grande sollicitude. — (*Proposition de
M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

LOIR-ET-CHER

HAYEM (M.), fabricant de chemises, à Romorantin.

Création d'une école professionnelle. Parfaite observance de la loi. Recherches de tous les moyens capables d'assurer la santé et l'hygiène des apprenties. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*) **Médaille de vermeil.**

MANCHE

SOEUR PHILOMÈNE, supérieure du refuge de Notre-Dame-de-Charité, à Valognes.

19 années d'une direction pleine de zèle et de dévouement. Grands résultats obtenus. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire, à Caen.*) **Médaille d'argent.**

MARNE

CLERMONTÉ (M^{lle} Fanny), directrice de l'école principale professionnelle et ménagère de Reims.

A succédé à M^{me} Doyen, fondatrice de l'école et en a assuré le succès par tout son zèle et toute son intelligence. — (*Proposition du Service de l'inspection du travail des enfants.*) **Médaille de vermeil.**

DES GARETS (M^{me}), supérieure des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, directrice de l'orphelinat ouvrier de Reims (rue Cazin).

Instruction scolaire et professionnelle; éducation complète des ménagères, grands encouragements donnés aux jeunes filles qui deviennent ouvrières habiles. — (*Proposition du Service d'inspection.*) **Mention spéciale de reconnaissance.**

CUSSONNEAU (M^{me}), supérieure des sœurs de Saint-Joseph, directrice de l'orphelinat ouvrier, rue des Trois-Fontaines, à Reims.

Dix années de bons résultats; grands services rendus aux jeunes filles pauvres. — (*Proposition du Service d'inspection.*) **Médaille de bronze.**

HAUTE-MARNE

VILA (M^{me}), directrice de l'école ménagère et professionnelle de Chaumont.

L'école fondée sous les auspices de la Société de patronage de Chaumont complète l'instruction scolaire des enfants, et leur donne une instruction professionnelle et ménagère; M^{me} Vila, de concert avec M^{me} Carlier, sa fille, a assuré par son grand dévouement le succès de cette œuvre et elle mérite l'admiration de tous les gens de bien. — (*Proposition du Service d'inspection.*) **Mention spéciale de reconnaissance.**

OISE

DE FROISSY (M^{me}), sœur Jeannie de Saint-Vincent-de-Paul, directrice de l'œuvre des ateliers de Beauvais.

Consacre depuis 25 ans toutes ses forces et toutes ses ressources à cette œuvre admirable. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

PUY-DE-DOME

SOEUR CHALMETON (Marguerite), de Saint-Vincent-de-Paul, directrice de l'Institution des aveugles des deux sexes, à Clermont-Ferrand.

Grands soins donnés à des infortunés. — (*Proposition de M. Sombret, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SOEUR SAINT-VINCENT (M^{lle} Anna Goy), directrice de l'école de la maison Saint-Genest, à Clermont-Ferrand.

Instruction morale, scolaire, professionnelle, de 40 orphelines avec un grand dévouement. — (*Proposition de M. Sombret, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SARTHE

RENAUDIER (M^{me}), sœur Saint-François-Xavier, directrice de l'orphelinat Saint-Charles, 61, avenue de Paris, au Mans.

Excellente école professionnelle et ménagère déjà récompensée en 1878. — (*Proposition de M. Giroud, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

SEINE

HEREDIA (M^{me} DE), fondatrice de l'école professionnelle des Ternes, Paris.

10 années de succès. 450 élèves pour lesquelles il a été déjà dépensé près de 120,000 francs. — (*Proposition de M. Durassier, secrétaire de la Société.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

FAUDOT-BEL (M. Louis), chef d'institution, 49, rue Fessart, à Paris.

Création de cours pour les indigents. Préparation à l'enseignement professionnel. Sentiments de haute charité. — (*Proposition du Comité des récompenses.*)

Médaille d'argent.

LEFEBVRE (M. Eugène), joaillier, 106, rue de Rivoli, Paris.

Président dévoué de l'Orphelinat de la bijouterie qui comprend actuellement 64 enfants. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention spéciale de reconnaissance

SOMME

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'AMIENS. — M. Eugène Gallet, président.

Ouverture récente de cours d'apprentissage pour le travail du fer et du bois. L'école n'a qu'une année d'existence, mais elle promet, par son enseignement, un corps d'ouvriers d'élite pour les industries du fer et du bois. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

II

INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

PREMIÈRE CATÉGORIE

Comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des Apprentis et jeunes Ouvriers.

MORBHAN

BEAUBOIS (M.), fabricant de bonneterie fantaisie et de passementerie, rue du Pont, à Kerantreck, Lorient.

Création d'un établissement, avec école; soins médicaux; occupant 100 femmes et enfants. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

NORD

LEMAIRE (M. François-Olivier), industriel, à Fontaine-au-Pire, canton de Carnières, arrondissement de Cambrai.

Fondateur d'un établissement complet au point de vue de l'instruction, de l'hygiène et de la sécurité des apprentis. — (*Proposition de M. Delattre, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SEINE

FRESSON (M.), secrétaire du Patronage de l'Ébénisterie, 17, rue des Tournelles.

Organisateur des cours professionnels annuels, des cours de dessin, du placement des apprentis; grand dévouement à l'enfance ouvrière. — (*Proposition de M. Henri Lemoine, membre de la Société.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

GARNOT et QUIRIN (MM.), fabrique de faux-cols et manchettes, 9 ou 11, rue Beauregard.

Installation de machines à coudre à l'air comprimé. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent

SEINE-INFÉRIEURE

DENIN (M. Félix), maître verrier au Courval, commune de Hodène-au-Bosc.

Grands éloges pour sa sollicitude envers les enfants. Création d'école. (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SEINE-ET-OISE

DARBLAY (M. Paul), manufacturier, à Essonne.

Fondation et entretien de deux écoles gratuites et d'une école maternelle. Grands soins pour les enfants. -- (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

HOFFMANN (M. Arthur), entrepreneur de menuiserie, à Saint-Germain-en-Laye.

A professé depuis deux ans un cours de menuiserie; 18 élèves. — (*Proposition de M. Platrier, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

MOUTIER (M.), constructeur serrurier, 13, rue des Coches, à Saint-Germain-en-Laye.

A institué depuis 10 ans des cours d'apprentissage, cours théoriques et pratiques. — (*Proposition de M. Platrier, inspecteur départemental.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

TARN

SOCIÉTÉ DES VERRERIES DE CARMAUX, M. Gustave Moffre, directeur.

École spéciale d'apprentis depuis 1876, installation de fours à réchauffer mobiles pour éviter le refroidissement des enfants. Réduction de la journée à 8 heures. Mesures générales dignes de tout éloge pour le bien-être des ouvriers et de leurs familles. — (*Proposition de M. Le Roy, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Comprenant les industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.

COTE-D'OR

SEBEAULT (M. Claude), taillandier, à Nolay.

Donne des leçons de travail manuel à l'école primaire supérieure de Nolay, depuis sa fondation. — (*Proposition de M. Adolphe Carnot, ingénieur en chef des mines, professeur à l'Ecole des mines.*)

Médaille de vermeil.

TROISIÈME CATÉGORIE

Comprenant les industriels et patrons chez lesquels le contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.

COTES-DU-NORD

GILBERT (M.), directeur des forges et aciéries de Saint-Brieuc.

Perfectionnements apportés dans l'usine pour prévenir les accidents. Observation rigoureuse de la loi. Sociétés de prévoyance, de secours. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

EURE-ET-LOIR

BOUGAUD (M^{me}), couturière, à Châteaudun.

20 ans de soins dévoués aux apprenties et à une jeune fille infirme. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

GALOPIN (M^{me}), couturière, à Châteaudun.

30 années de soins dévoués à ses nombreuses apprenties. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

JULIEN (M^{me}), couturière, à Châteaudun.

Grand dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

LETARTRE (M.), directeur de la papeterie Firmin-Didot et C^{ie}, à Mousset.

Bel exemple de vertus civiques. Entré en 1868 comme employé, M. Letartre est aujourd'hui directeur de l'usine et il a mérité par son travail et son dévouement aux ouvriers la considération de tous. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

LINGET (M^{me}), couturière, à Châteaudun.

35 ans de dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

MÉRIAUX-GRÉVILLE (M^{me}), lingère, à Châteaudun.

40 ans de dévouement. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

MERCIER (M^{me} V^{re}), manufacture de chaussures, Grande-Rue, à Dreux.

A continué après la mort de M. Mercier la direction d'un établissement où de nombreux ouvriers et apprentis trouvent le dévouement et le bien-être. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

GARD

GUIBAL (M. Emile), fabricant de bonneterie, à Nîmes.

Grande sollicitude pour les apprentis. Rigoureuse exécution de la loi. — (*Proposition de M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

ILLE-ET-VILAINE

ÉLOY (M. Charles), directeur des mines de Pontpéan, à Bruz, près Rennes.

Amélioration du sort des ouvriers. Caisses de secours. Soins en cas de maladie. Richesse et bien-être du pays. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

GARNIER (M. Louis-Bernardin), sous-directeur des mines de Pontpéan.

Ancien apprenti des mines, il a aujourd'hui 30 ans de services intelligents et dévoués. — (*Proposition de M. Landois.*)

Médaille de vermeil.

LOIR-ET-CHER

CROSS-TALLENT (M.), fabricant de chaussures, à Saint-Aignan sur-Cher.

Dévoué aux enfants, et en particulier à un jeune orphelin dont il a pris la charge. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur à Blois.*)

Médaille de bronze.

LEBRETON (M.), fabricant de chaussures, à Saint-Aignan-sur-Cher.

A pris à sa charge un jeune orphelin. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Mention honorable.

MEUSNIER (M. Ernest), serrurier mécanicien, à Montrichard.

20 années de dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Médaille de bronze

POIT (M. et M^{me} Ferdinand), fabricants de bonneterie, à Saint-Aignan-sur-Cher.

Ont créé une industrie nouvelle dans la région et ont donné aux apprentis l'instruction professionnelle et la direction morale. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Médaille d'argent.

SAINTARD (M.), chef de fabrication, chemiserie Hayem, à Romorantin.

Inspirateur modeste et dévoué de l'école professionnelle annexée à l'établissement. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

TASEIN (M^{me} Marie), directrice d'un atelier de confections, à Montrichard.

Surveillance des apprentis. Grand dévouement depuis 20 ans. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Médaille de bronze.

THEVENON (M^{me} Louise), directrice d'un atelier de confections, à Montrichard.

Grand dévouement aux jeunes filles. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Médaille de bronze.

NORD

DESCOURT (M.), directeur de la filature Henri Delattre, à Roubaix.

Grande surveillance et dévouement aux apprentis depuis 25 ans. — (*Proposition de M. Arnold, inspecteur à Lille.*)

Médaille d'argent.

LECOMTE (M. Jean-Baptiste), directeur de la filature Edouard Ferrier, à Roubaix.

40 ans de services et de dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M. Arnold, inspecteur à Lille.*)

Médaille d'argent.

LECOMTE (M. Alfred), chef d'atelier chez M. Taza Villain, constructeur, à Anzin.

32 ans de services. — (*Proposition de M. Pastour, inspecteur départemental.*)
Médaille de vermeil.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

BARDOU frères (MM. Eugène et Léon), manufacturiers, avenue de la Gare, à Perpignan.

Sollicitude constante pour leur personnel. — (*Proposition de M. Rey, inspecteur départemental.*)
Médaille de vermeil.

BARDOU (M. Job-Pierre), manufacturier, 18, rue Saint-Sauveur, à Perpignan.

Création de livrets de caisse d'épargne pour encourager les apprentis et les ouvriers. — (*Proposition de M. Rey, inspecteur départemental.*)
Médaille de vermeil.

SEINE

LETARD (M.), giletier, 44, rue d'Argout.

Excellent enseignement professionnel. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)
Médaille de bronze.

BÈCHE (M.), bijoutier, 58, rue Vieille-du-Temple.

Grand dévouement aux apprentis. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Médaille de bronze.

DOLL (M^{lle}), ouvrière en dentelles, 11, rue des Juifs.

Grande patience et grande bienveillance pour les apprenties. — (*Proposition de M^{me} Ducholet.*)
Médaille de bronze.

JACOB (M^{me}), passementière, 14, rue Grenier-Saint-Lazare.

Soins maternels à deux pauvres orphelines. — (*Proposition de M^{me} Ducholet.*)
Médaille de bronze.

MÉNESTRIER (M^{me}), ouvrière en dentelles, 11, rue des Juifs.

Grande patience et grande bienveillance pour les apprenties. — (*Proposition de M^{me} Ducholet.*)
Médaille de bronze.

RÉGNIER (M^{lles}) sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

S'occupent des apprenties avec un zèle et un dévouement au-dessus de tout éloge. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)
Médaille d'argent.

TOUZET (M^{lle} Augustine), directrice des ateliers de la maison Viol et Duflot, 25, rue de Cléry.

30 ans de dévouement. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)
Médaille d'argent.

SEINE-ET-OISE

BRINON (M.), manufacturier, à Pussay.

Grand souci de l'hygiène et de l'amélioration des 50 apprentis de sa maison. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

QUATRIÈME CATÉGORIE

Comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.

AUBE

ALEXANDRE (M. Eugène), secrétaire de la Société orphéonique, 13, rue du Cirque, Troyes.

Grand dévouement à cette œuvre moralisatrice. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

COURJAN (M. Arthur), secrétaire de la Société de protection de l'Enfance ouvrière, rue des Barreaux, à Troyes.

40 élèves, grand dévouement. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

COURJAN-BRAGUE (M^{me}), institutrice des écoles de fabriques, rue des Barreaux, à Troyes.

Nombreux certificats d'études obtenus. Grand dévouement. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

LUQUET (M. Martial), directeur de l'école privée de l'usine Poron et Mortier, à Troyes.

Grande intelligence dans son enseignement. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

OLIVIER (M. Henri), professeur de musique, 45, rue Notre-Dame, à Troyes.

Dirige l'orphéon. Compositions musicales très estimées. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

MEUSE

LÉCHAUDEL (M.), instituteur public, à Bar-le-Duc.

Professe à la satisfaction générale le cours spécial des apprentis de la ville. — (*Proposition de M. Chéry, inspecteur à Bar-le-Duc.*)

Médaille de bronze.

NORD

HERLEM (M. Adolphe), instituteur, à Sars-Poteries.

30 à 40 élèves au cours d'apprentis. Organisateur de la bibliothèque, de la caisse d'épargne. — (*Proposition de M. Delattre, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

JOSSE-FONTIGNIES (M^{me}), institutrice, à Sars-Poteries.

Grand succès à l'école des apprenties. — (*Proposition de M. Delattre, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

SEINE

DUPONT (M^{lle}), directrice de l'école professionnelle des Ternes.

450 élèves déjà formés avec un zèle et un dévouement remarquables.
(*Proposition de M. Durassier, secrétaire de la Société.*)
Médaille de vermeil.

LOUVEL (M. Joseph-Jean-Marie), directeur de l'école communale, 3, rue Béranger.

A assuré par ses soins désintéressés le succès du patronage de la rue Béranger, œuvre de la bibliothèque. Assistance morale qui donne les plus précieux résultats. — (*Proposition de M. le Dr Perrin, membre de la Société.*)
Médaille de vermeil.

MEIFREDY (M. Henri), président de la Commission locale du XVI^e arrondissement.

Par ses écrits, M. Meifredy a vulgarisé les institutions de prévoyance, les caisses d'épargne, de retraite, et son œuvre a une portée morale très élevée. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)
Mention spéciale de reconnaissance.

SEINE-INFÉRIEURE

BELVAL (M. François-Auguste), instituteur privé au Courval, commune de Hodène-au-Bosc.

Grand dévouement depuis 15 ans aux apprentis qui suivent sa classe. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

SEINE-ET-OISE

RENAUDIÈRE (M.), comptable et surveillant chez M. Têtard, fabricant de sucre, à Gonesse.

Méticuleux observateur de la loi. Très dévoué aux enfants depuis 22 ans. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

SOMME

CAGNARD (M. Paul), instituteur, faubourg Rouvroy, à Abbeville.

26 ans d'exercice. Cours gratuits et cours d'adultes. Dévouement digne du plus grand éloge. — (*Proposition de M. Le Constellier, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

CARDOU (M. Edmond), instituteur de la Société anonyme linière d'Amiens.

Excellents résultats. Grand mérite. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

MERTEN (M^{lle} Blanche-Marie-Gabrielle), directrice de l'école professionnelle, 3, rue de la Bibliothèque, à Amiens.

150 élèves. Grand dévouement même après la sortie de l'école. — (*Proposition de M. Jaraczewski.*) **Médaille d'argent.**

MOREL (M. Adolphe), instituteur de l'usine de MM. Saint frères, à Berteaucourt-les-Dames.

12 ans de services. 243 certificats d'études. — (*Proposition de M. Jaraczewski.*) **Médaille d'argent.**

SOUVERAIN (M.), instituteur chez M. Carmichael, Ailly-sur-Somme.

Nombreux certificats. 8 ans de services. — (*Proposition de M. Jaraczewski.*) **Médaille de bronze.**

III

CONTREMAITRES OU CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER

COTES-DU-NORD

LE ROY (M. Jean-Marie-Michel), chez M. Le Merer, sculpteur, à Lannion.

40 ans de services dévoués. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

NABOULET (M. Philibert), aux forges et aciéries de Saint-Brieuc.

46 ans de services. Surveille la fabrication et tous les apprentis. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

EURE

ROUX (M. Eugène-Joseph) à la typographie de l'Eure, à Évreux.

Bon fils, serviteur dévoué. — (*Proposition de M. Petit, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

EURE-ET-LOIR

BERTHOUX (M. Hippolyte), chez MM. Brault, Teisset et Gillet, fondeurs, à Chartres.

Actif, intelligent, dévoué. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

BOILEAU (M. Alfred), contremaître chez M. Lecoq, constructeur mécanicien, à Boisville-la-Saint-Père.

26 ans de services, soins aux apprentis. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur à Châteaudun.*) **Médaille de bronze.**

CORDIER (M. Jules), contremaître chez M. Durand, imprimeur, à Chartres.

13 ans de services. 15 apprentis. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

CRÉTÉ (M^{lle} Clémence), contremaîtresse à l'ouvroir de Sainte-Elisabeth, à Chartres.

32 ans de services. 150 apprenties. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

DUPONT (M. Joseph), contremaître chez M. Baudet, fabricant de chaînes d'or et d'argent, à Châteaudun.

32 ans de services. 60 apprentis. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur à Châteaudun.*) **Médaille d'argent.**

GOUGIS (M. Gustave), contremaître à la fonderie de MM. Brault, Teisset et Gillet, à Chartres.

21 ans de services dévoués. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

GUENON (M. Alfred), contremaître chez M. Javouhey, pâtissier confiseur, à Chartres.

22 ans de bons services. 6 apprentis. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

HUREL (M. Emile), contremaître à la papeterie Firmin Didot, à Sorel-Moussel.

22 ans de services; trente apprentis. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

LARCHER (M. Alfred), contremaître chez M. Pigelet, imprimeur, à Châteaudun.

34 ans de services; ancien apprenti de la maison: trente apprentis formés. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur à Châteaudun.*)

Médaille d'argent.

LEFORT (M. Simon), contremaître chez MM. Waddington et C^{ie}, manufacturiers, à Saint-Remy-sur Avre.

47 ans de services; très doux pour les apprentis. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Médaille de vermeil.

MOINET (M. Arsène), contremaître chez MM. Liot et fils, fabricants de chaussures, à Dreux.

16 ans de services intelligents et dévoués. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

MORIZE (M. Eugène), comptable chez MM. Vulliamy frères, manufacturiers, à Montigny-sur-Avre.

31 ans de services et de bons exemples. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

PALAY (M^{me} Louise), contremaîtresse chez M^{me} Foucher, couturière, à Châteaudun.

14 ans de services, 15 apprenties. — (*Proposition de M. Vénot.*)

Médaille de bronze.

PERVIEUX (M. Jean-Baptiste), contremaître chez M^{me} V^{ve} Mercier, à Dreux.

26 ans de services. — (*Proposition de M. Mauger.*)

Médaille de bronze.

RENOULT (M. Achille), contremaître chez M. Goubrier, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

3 ans de services, 4 apprentis. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur à Nogent-le-Rotrou.*)

Mention honorable.

SAINTGIRONS (M. Lucien), contremaître chez M. Rougnon, fondeur, à Chartres.

12 ans de services, bons exemples. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

TOUREAUX (M. Léon-Louis), contremaître chez M^{me} V^{ve} Garnier, imprimeur, à Chartres.

23 ans de services. Ouvrages de typographie très estimés. — (*Proposition de M. Séreau.*)

Médaille d'argent.

VIGOUROUX (M^{lle} Émilienne), contremaîtresse chez sa sœur, couturière, 39, rue Paris, à Dreux.

13 ans de services. — (*Proposition de M. Mauger.*)

Mention honorable.

VAUX (M. Auguste), contremaître chez M. Fournier, marbrier, à Nogent-le-Rotrou.

20 ans de services, 10 apprentis. — (*Proposition de M. Batard.*)
Médaille de bronze.

VIRTH (M. Joseph), contremaître chez M. Cousin Édouard, tailleur, à Châteaudun.

Trois ans de services, 4 apprentis. — (*Proposition de M. Venot.*)
Mention honorable.

HAUTE-GARONNE

BERNIÈRE (M^{me} V^{ve} Marie), contremaîtresse chez MM. B. Sirven, fabricants d'articles de bureau, 76, rue de la Colombette, Toulouse.

20 ans de services, 25 apprentis. — (*Proposition de M. Prunet, inspecteur départemental.*)
Médaille d'argent.

HÉRAULT

NOUGUIER (M. Jean-François-Hippolyte), contremaître chez MM. Faulquier Cadet et C^{ie}, fabricants de bougies, à Port-Juvenal, près Montpellier.

Apprenti de la maison en 1837. Mérites exceptionnels. — (*Proposition de M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de vermeil.**

INDRE-ET-LOIRE

LAMY (M. Étienne-Adrien), chef d'équipe à la maison Alfred Mame, à Tours.

34 ans de services. Nombreux apprentis. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*)
Médaille d'argent.

ISÈRE

JULIEN (M^{me} Césarine), contremaîtresse chez MM. Giraud et C^{ie}, manufacturiers, aux Abrets.

27 ans de services, 90 apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)
Médaille de bronze.

JURA

LORMET (M. Armand-Charles), contremaître à l'imprimerie Courbe-Rouzet, à Dôle.

23 ans de services, 15 apprentis. — (*Proposition de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille de bronze.

LOIRE

MERCIER (M^{me} Jeanne-Marie), contremaitresse chez MM. Giraud et C^{ie}, manufacturiers, à Saint-Denis-de-Cabannes.

15 ans de services, 50 apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)
Médaille de bronze.

LOIR-ET-CHER

BERGERAT (M^{me} Julie), contremaitresse à la chemiserie de M. Hayem, à Romorantin.

5 ans de services. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

BOMMER (M^{me} Léonie), contremaitresse à la chemiserie de M. Hayem, à Romorantin.

6 ans de services. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

BONDOIT (M. Henri), contremaître chez MM. Normant frères, fabricants de drap, à Romorantin.

59 ans de services. Ancien apprenti de la maison. — (*Proposition de M. Jubereau.*)
Médaille de vermeil.

CHARBONNIER (M^{me} Aurélie), contremaitresse chez M. Hayem, chemiserie de Romorantin.

6 ans de services. Très méritante. — (*Proposition de M. Jubereau.*)
Mention honorable.

MEUNIER (M^{lle} Hersilie), contremaitresse chez M. Poulain, fabricant de chocolat, à Blois.

21 ans de services. 50 apprenties. — (*Proposition de M. Charton, inspecteur à Blois.*)
Médaille de bronze.

PROT (M. Alphonse), contremaître aux fonderies de Saint-Ouen, à Vendôme.

34 ans de services. Direction de l'apprentissage. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

RICHARD (M^{me} Marie, femme Doré), contremaitresse chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

58 ans de services. Apprentie de la maison. — (*Proposition de M. Jubereau.*)
Médaille de vermeil.

LOIRET

LEFRANC (M. Maxime François-Ernest), contremaître chez M. Girardot, imprimeur, à Orléans.

26 ans de services dévoués aux apprentis. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur à Orléans.*) **Médaille de bronze.**

PERROCHE (M. Narcisse-Valentin), contremaître chez MM. Moreau et Gaspard, entrepreneurs de charpente, quai du Roi, à Orléans.

38 ans de services, 50 apprentis. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

POULARD (M. Léon), contremaître chez M. Barberon, marbrier, 44, rue du Colombier, à Orléans.

12 ans de services. 12 apprentis. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur à Orléans.*) **Médaille de bronze.**

QUELQUEJAI (M^{me} V^e Richer), contremaîtresse chez M. Tart, plumes et duvets, 91, rue de la Charpenterie, à Orléans.

30 ans de services. Grand dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

THIERRY (M. Charles - Joseph - Célestin), contremaître chez M^{me} V^e Tiget, lithographe, à Orléans, 5, rue d'Avignon.

22 ans de services. Dirige l'apprentissage. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur à Orléans.*) **Médaille de bronze.**

HAUTE-LOIRE

COQUAZ (M^{lle} Eugénie), contremaîtresse chez M. Colcombet, fabricant de rubans de soie, à Riotard.

4 ans de services. 30 apprenties. — (*Proposition de M. Colcombet, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

MAINE-ET-LOIRE

JEANJEAN (M. Léon), contremaître chez M. Bonnet, manufacturier, au Longeron, arrondissement de Cholet.

28 ans de bons services. — (*Proposition de M. Giroud, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

MANCHE

SERPIN (M. Claude), contremaître chez M. Noyon, fabricant de meubles, 22, rue de la Paix, à Cherbourg.

6 ans de services. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

MARNE

HENRIET (M. Louis-Joseph), contremaître aux ateliers du Chemin de fer de l'Est, à Epernay.

37 ans de services; 250 apprentis formés; grande considération de tous ses chefs. — (*Proposition de l'Inspection du travail.*)

Médaille de vermeil.

LAMBERT (M. Jean-Marie-Victor), chef-directeur chez MM. V^{ve} Pomery fils et C^{ie}, négociants en vin de Champagne, à Reims.

37 ans de services intelligents; grande activité et dévouement digne de tout éloge. — (*Proposition du service de l'Inspection.*)

Médaille de vermeil.

HAUTE-MARNE

MARÉCHAL (Jules), contremaître chez M. Viry, maître de forges, à Allichamps.

7 ans d'enseignement et de dévouement. — (*Proposition du Service de l'inspection.*)

Médaille d'argent.

HUMBERT (M. François-Auguste), chef du puddlage, aux forges d'Eurville.

A formé de nombreux apprentis et a perfectionné tous les jeunes ouvriers. 27 ans de services. — (*Proposition de M. le Dr Thomas, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

SIMONNOT (M. Pierre), contremaître aux forges d'Eurville.

45 ans de services soutenus et dévoués. Mérites exceptionnels. — (*Proposition de M. le Dr Thomas, membre de la Société.*)

Médaille de vermeil.

MAYENNE

BOSSÉ (M^{lle} Virginie), contremaîtresse chez M. Ch. Bougrier fils, 14, rue d'Érisée, à Laval.

30 ans de services. 100 apprenties en fleurs artificielles. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

MEUSE

LOMONT (M. Joseph-Claude), contremaître chez M. André, maître de forges, à Cousance-aux-Forges.

24 ans de services irréprochables. — (*Proposition du Service de l'inspection.*)

Médaille d'argent.

PREVOT (M. Ernest), contremaître à l'usine de Dammarie-sur-Saulx.

14 ans de bons services. 20 apprentis par an. — (*Proposition du Service de l'inspection.*) **Médaille d'argent.**

HOHWEILLER (M. Édouard), directeur d'une fabrique d'ébénisterie, à Senon.

18 ans de services. 120 apprentis. — (*Proposition du Service d'inspection.*) **Médaille d'argent.**

MEURTHE-ET-MOSELLE

ULRICH (M. Jean-Baptiste), contremaître à la filature des fils d'Emanuel Lang, à Nancy.

34 ans de services. Apprenti de la maison. — (*Proposition des fils d'Emanuel Lang, membres de la Société.*) **Médaille d'argent.**

MORBIHAN

LE CRÈNE (M^{me} Jeanne-Périne, femme Le Garff), contremaîtresse chez M. Beaubois, fabricant de bonneterie fantaisie, à Kerantrech-Lorient.

15 ans de services. 20 apprenties par an. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

NORD

CROMBEZ (M. René), contremaître des établissements Carion Delmotte, à Anzin.

35 ans de services. 100 apprentis. — (*Proposition de M. Pastour, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

NARDY (M. Eugène), contremaître, chez M. Levasseur, manufacturier, à Fourmies.

25 ans de services. — (*Proposition de M. Delattre, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

OISE

BOUGRAS (M^{me} Éliisa, femme Lherbier), contremaîtresse chez M. Ch. Gervais, à Clermont.

16 ans de services. 150 apprenties. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

SENÉ (M. Alfred-Victor), contremaître, à l'imprimerie centrale administrative, à Beauvais.

20 ans de services; 40 apprentis. — (*Proposition de M. Wallet.*) **Médaille de bronze.**

PYRÉNÉES-ORIENTALES

MATTES (M. Joseph), contremaître chez MM. Bardou, Eugène et Léon, à Perpignan.

31 ans de services. — (*Proposition de M. Rey, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

RAMONET (M^{me} Marie), contremaîtresse chez MM. Bardou, Léon et Eugène, à Perpignan.

21 ans de services; excellente maîtresse d'apprentissage. — (*Proposition de M. Rey, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

VIDAL (M. Joseph,) surveillant général de l'usine Bardou frères, à Perpignan.

15 années de collaboration dévouée. — (*Proposition de M. Rey, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

PAS-DE-CALAIS

GODDERIDGE (M. Franck), contremaître chez M. Darquer-Bacquet, fabricant de dentelles, à Calais.

36 ans de services. — (*Proposition de M. Van Grutten, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

RONGER (M^{lle} Anna), contremaîtresse chez MM. Courvoisier-Bourgois et C^{ie}, à Hesdin.

8 ans de services; grand dévouement. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

DUPLOUY père (M.), surveillant général chez M. Luglien-Leroy, de Boubers-sur-Cauche.

63 ans de services; ancien apprenti de la maison; mérites exceptionnels. — (*Proposition de M. Van Grutten, inspecteur départemental.*) **Médaille de vermeil.**

SAONE-ET-LOIRE

LABORIER (M^{me} Jeanne-Marie), contremaîtresse chez MM. Giraud et C^{ie}, manufacturiers, à Chauffailles.

12 ans de présence. Nombreuses apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

RIBERTY (M. Antoine), contremaître chez M. L. Jamin, fabricant de chapeaux de paille, à Chalon-sur-Saône.

37 ans de services. Estimé de tous. — (*Proposition de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

SEINE

BALU (M^{me} Félicité), contremaîtresse à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

46 ans de services. Médaille par le ministre du commerce. — (*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*)

Médaille de vermeil.

BARTHELEMY (M. Léon), chef de moulage à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

46 ans de services. — (*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

BASTIÉ (M. Barthélemy), contremaître chez MM. Poussielgue, Rusand fils, orfèvres, rue Cassette, à Paris.

34 ans d'excellents services. — (*Proposition de MM. Poussielgue, Rusand fils, membres de la Société.*)

Médaille de vermeil.

BOUVRAND (M. Charles-Eugène), contremaître chez M. Fournier, doreur, rue Laugier.

40 ans de services. — (*Proposition du Patronage du XVII^e arrondissement.*)

Mention honorable.

DE BRA (M.), chef modeleur à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

41 ans de bons services. — (*Proposition de M. Boulenger.*)

Mention honorable.

BRUNET (M. Jules-Léopold-Marie), contremaître chez MM. Édouard Delanchy et C^{ie}, imprimeurs, 51 et 53, rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris.

15 ans de services et de marques d'intelligence et d'initiative. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent.

CARPENTIER (M. Versins dit Exupère), contremaître chez MM. Dupont et C^{ie}, fabricants d'étoffes pour meubles, 6, rue d'Aboukir, à Paris.

Donne satisfaction à tous les apprentis et au patron. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

CHARPENTIER (M. Octave-Henri), contremaître chez M. Roger, bijoutier, 83, rue d'Aboukir.

41 ans de services, 5 apprentis. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

CHAUVEAU (M. Alexandre), chef mouleur à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

41 ans de services. — (*Proposition de M. Boulenger.*)

Mention honorable.

CISZKOWSKI (M. Casimir), contremaître chez M. Berteil, fabricant de chapeaux, 38, rue du Temple.

25 ans de services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

COEUR (M. Dominique-Émile), chef mouleur à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

12 ans de services. — (*Proposition de M. Boulenger.*)

Mention honorable.

DESTRE (M. Jean-Baptiste), chef menuisier à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

11 ans de services. — (*Proposition de M. Boulenger.*)

Mention honorable.

DROUET (M^{lle} Rosa), contremaîtresse chez MM. Appert frères, verriers, à Clichy.

10 ans de services. 10 apprenties. — (*Proposition de M. Appert, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

DROUET (M^{lle} Clotilde), contremaîtresse chez MM. Appert frères, verriers, à Clichy.

10 ans de services. 10 apprenties. — (*Proposition de MM. Appert frères, membres de la Société.*)

Médaille de bronze.

DUPLOUY (M^{me} Armandine), contremaîtresse chez M^{les} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

Cinq ans de dévouement. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Mention honorable.

FAVOT (M. Henri), directeur des travaux chez M^{me} V^{ve} Thierry, serrurier, 131, boulevard Ney, à Paris.

12 ans de dévouement exceptionnel. — (*Proposition de M^{me} V^{ve} Thierry, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

GEOFFROY (M.), contremaître chez M. Henry Lepaute fils, constructeur d'horlogerie, 6, rue Lafayette, à Paris.

Doux, bienveillant, dévoué. — (*Proposition de M. Lepaute, membre de la Société.*)

Mention honorable.

HALLÉ (M. Gustave), chef de l'atelier des décors sur émail à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

15 ans de services. 40 apprentis. — (*Proposition de M. Boulenger.*)

Médaille de bronze.

HERPIN (M^{lle} Émilienne), contremaîtresse à l'atelier de couture des sœurs de Saint-Vincent de Paul, 10, rue des Bordeaux, à Charenton-le-Pont.

6 ans de soins dévoués aux apprenties. 80 apprenties formées. — (*Proposition de M. le D^r Thomas, membre de la Société.*)

Un livre.

LDÉE (M. Maximilien-Henri), contremaître chez MM. Dupont et C^{ie}, fabricants d'étoffes pour meubles, 6, rue d'Aboukir.

Mérite des éloges sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*)
Médaille d'argent.

KIFFEURT (M^{lle} Élisabeth), contremaîtresse à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

25 ans de services. Nombreuses apprenties. — (*Proposition de M. Boulenger.*)
Médaille de bronze.

LAFORCE (M. Alexandre), contremaître à l'imprimerie Quantin, rue Saint-Benoît, 7.

26 années de services. Chargé des apprentis. — (*Proposition de M. Quantin, membre de la Société.*)
Médaille d'argent.

LEFORT (M. Louis-Julien), contremaître à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

24 ans de services. — (*Proposition de M. Boulenger.*)
Médaille de bronze.

LHOTEL (M^{me} V^{ve} Rosalie), contremaîtresse chez MM. Th. Lecoq et C^{ie}, fabricants de caoutchouc, à Levallois, 86, rue des Frères-Herbert.

25 ans de services dévoués et intelligents. — (*Proposition de M. Striber, censeur de la Société.*)
Médaille d'argent.

MINET (M^{lle} Méline), contremaîtresse chez M. Delmart, plumassier, 2, rue Vivienne, à Paris.

10 ans de services. — (*Proposition de M. Turney, vice-président de la Société.*)
Médaille de bronze.

MUNIER (M. Albert), sous-chef de l'École professionnelle de l'Imprimerie Chaix, 20, rue Bergère, à Paris.

Ancien élève de l'École, dix ans de métier, collaboration très active dans la direction de l'école professionnelle de la maison. Quatre ans de services militaires, décoré de la Médaille militaire. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)
Médaille de bronze.

POULIN (M. Auguste-Victor), contremaître chez M. Lesieur, tourneur en cuivre, 11, rue du Perche.

36 ans de services. — (*Proposition de M. Picot, vice-président des Jeunes Orphelins.*)
Médaille d'argent.

RAMAUGÉ (M. Édouard), contremaître à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

23 ans de services. — (*Proposition de M. Boulenger.*)
Médaille de bronze.

RIDUET (M^{lle} Marie), contremaitresse chez M^{me} Bernard, couturière,
5, rue Lamendé.

17 ans de services. — (*Proposition du Patronage du XVII^e arrondissement.*)
Médaille de bronze.

ROUARING (M. Louis), contremaitre chez M. Augé, tourneur en
cuivre, à la Boissière, route stratégique, Montreuil-sous-Bois.

20 ans de services. 12 apprentis. -- (*Proposition de M. Augé, membre
de la Société.*)
Médaille de bronze.

VALLON (M. Charles-Paul), contremaitre chez M. Berteil, fabricant
de chapeaux, 38, rue du Temple.

23 ans de services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)
Médaille de bronze.

SEINE-ET-MARNE

BRICHARD (M. Alexandre), contremaitre chez MM. Brodard et
Gallois, imprimeurs, à Coulommiers.

22 ans de services. 15 apprentis. — (*Proposition de M. Cottin,
inspecteur départemental.*)
Médaille de bronze.

FOREY (M. Marius), contremaitre typographe, à l'école d'Alembert,
à Montévrain.

5 ans d'enseignement dévoué. — (*Proposition de M. Renault, inspec-
teur, à Meaux.*)
Mention honorable.

GAGNOT (M. Narcisse), contremaitre à l'usine de Biercy, commune
de Jouarre.

13 ans de services. 20 apprentis. — (*Proposition de M. Renault.*)
Médaille de bronze.

HURAND (M^{me} Sophie), contremaitresse à l'usine de Biercy, com-
mune de Jouarre.

14 ans de services. — (*Proposition de M. Renault.*)
Médaille de bronze.

PAGELOT (M. Charles), chef d'atelier à l'école d'Alembert, à Mon-
tévrain.

Enseignement dévoué. — (*Proposition de M. Renault.*)
Médaille de bronze.

RIPERT (M. André), sous-chef d'atelier à l'école professionnelle de
chapellerie de Villenoy.

40 ans de services. 40 apprentis. — (*Proposition de M. Renault.*)
Médaille de bronze.

SEINE-ET-OISE

BAUMONT (M. Victor-Alfred), contremaître chez M. Gaillard, filateur, à Saclas.

28 ans de services. — (*Proposition de M. Pointeau, inspecteur à Étampes.*) **Médaille de bronze.**

BEIX (M^{me} V^{ve}), contremaîtresse chez M. Falsimagne, fabricant de parapluies, à Angerville.

9 ans de services, 12 apprenties. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

BESNARD (M. Francisque), contremaître à la fabrique des munitions des Bruyères, à Sèvres.

16 ans de services, 50 apprentis. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Médaille de bronze.**

BROSSELDARD (M. Joseph), contremaître chez M. Berrurier, manufacturier, à Saint-Cyr-l'École.

12 ans de services dévoués, 10 apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

DALONEAU (M. Charles-Henri), contremaître chez MM. Belin frères, imprimeurs, à Saint-Cloud.

34 ans de services, 200 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille d'argent.**

DELAHAYE (M. Émile), contremaître chez MM. Lanoux et Vincent, à Gonesse.

22 ans de services, 30 apprentis. — (*Proposition de M. Platrier inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

DEMONT (M^{me} Léonie), contremaîtresse chez MM. Lanoux et Vincent, à Gonesse.

7 ans de services, 12 apprenties. — (*Proposition de M. Platrier.*) **Mention honorable.**

GALLOIS (M. Pierre-François), contremaître chez M. Dailly, entrepreneur de pavage et bitume, à Poissy.

42 ans de services dont 20 comme contremaître. 150 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille d'argent.**

GAUTIER (M. Florentin), contremaître aux forges de Persan, par Beaumont.

26 ans de services. 15 apprentis. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Versailles.*) **Médaille de bronze.**

GUIDEZ (M. Joseph-Georges), contremaître chez M. Guidez, entrepreneur de peinture, à Chaville.

16 ans de services. 10 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille de bronze.**

HARDOUIN (M^{me} Cornélie-Rosalie), contremaîtresse à la fabrique des munitions des Bruyères.

43 ans de services dont 30 comme contremaîtresse. 40 apprenties. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille de vermeil.**

HUREL (M^{me} V^{ve}), contremaîtresse chez M. Lemoine, atelier de couture, à Saint-Cloud.

12 années de services. 12 apprenties. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille d'argent.**

LAPORTE (M^{me} Augustine), contremaîtresse chez M. Fayaud, usine de Viry-Châtillon.

10 ans de services. 50 apprenties. — (*Proposition de M. Striber, censeur de la Société.*) **Médaille de bronze.**

LEFAUX (M. Edgard), contremaître chez M. Moutier, constructeur serrurier, à Saint-Germain-en-Laye.

13 ans de services; 10 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille de bronze.**

LEVEYROUX (M. Jean), contremaître chez M. Blanchon, fabricant d'articles de Paris, à Versailles.

27 ans de services; 30 apprenties. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille de bronze.**

MAUFRAS (M. François), contremaître chez M. Metcalfe, fabricant de cordes métalliques, à Meulan.

48 ans de services; 50 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille de vermeil.**

MILLET (M. Alexandre), contremaître aux forges de Persan, par Beaumont.

26 ans de services: 12 apprentis. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Pontoise.*) **Médaille d'argent.**

NORMAND (M. Adrien), contremaître chez M. Cécile, papetier, à Meulan.

28 ans de services; 40 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*) **Médaille de bronze.**

PICHARD (M. Cleophas), contremaître chez M. Ménardière, fabricant de bonneterie, à Pussay.

26 ans de services; nombreux apprentis. — (*Proposition de M. Poin-teau, inspecteur à Etampes.*) **Médaille de bronze.**

SAILLANT (M. Louis), contremaître chez M. Berrurier, à Saint-Cyr-l'École.

16 ans d'assiduité. 25 apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, inspec-teur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

SIMONIN (M. Auguste-Ferdinand), contremaître chez M. Augustin, fabricant de bijoux, à Tessancourt, près Meulan.

22 ans de services. 40 apprentis. — (*Proposition de M. Martin.*)
Médaille de bronze.

WOIRY (M^{me} Marie-Jeanne), contremaîtresse chez M. Lemoine, atelier de couture mécanique, à Saint-Cloud.

11 ans de services; 12 apprenties. — (*Proposition de M. Martin.*)
Médaille de bronze.

SOMME

BORGNET (M. Charles-Emile), contremaître chez MM. Joseph Defailly et Fleury, fabricants de serrurerie, à Escarbotin.

36 ans de services. 200 apprentis. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

CORDELLIER (M. François-Casimir), contremaître chez MM. Deneux frères et C^{ie}, fabricants de linge de table, à Hallencourt.

34 ans de services. 175 apprentis. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

DUCHROQUET (M. Clément), contremaître chez MM. Cosserat fils et C^{ie}, à Saleux.

35 ans de services. 30 apprentis. — (*Proposition de M. Jaraczewski.*)
Médaille d'argent.

HOUBRON (M. Rodolphe), contremaître à la Société anonyme linière d'Amiens.

18 ans d'assiduité et de dévouement. — (*Proposition de M. Jaraczewski.*)
Médaille de bronze.

LEFÈVRE (M. Désiré), contremaître chez MM. Saint frères, filateurs de coton, à Gamaches.

28 ans de services. 20 apprenties par an. — (*Proposition de M. Jaraczewski.*)
Médaille d'argent.

TARN

VIGUIER (M. Joseph), contremaître à la verrerie de Carmaux.

27 ans de services. 148 apprentis. — (*Proposition de M. Le Roy, inspecteur divisionnaire.*)
Médaille d'argent.

GINESTET (M. Jean), contremaître à la verrerie de Carmaux.

22 ans de services. 146 apprenties pour la vannerie. — (*Proposition de M. Le Roy.*)
Médaille de bronze.

IV

APPRENTIS ET ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

PREMIÈRE CATÉGORIE

Apprentis présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Ecoles professionnelles, Commissions locales du travail des enfants, Inspecteurs divisionnaires et départementaux, Industriels, qui se sont fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante.

AUBE

FLECK (M^{lle} Rosalie), apprentie de 3^e année chez MM. Poron et Mortier, à Troyes.

Travailleuse, assidue. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

GIROUX (M^{lle} Henriette), apprentie de 2^e année chez MM. Poron et Mortier, à Troyes.

Bonne conduite. Progrès rapide. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

JOLIEZ (M^{lle} Marie), apprentie de 3^e année chez MM. Braux et Dubon, à Troyes.

Studieuse, très assidue. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

KRUST (M^{lle} Armance), apprentie de 2^e année chez M. Mauchauffée, manufacturier, à Troyes.

Assidue à l'atelier et à l'école. — Progrès soutenus. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

CALVADOS

MICHEL (M. Marie), apprenti de 3^e année chez MM. Jacquier Francis et Aimé, sculpteurs, rue Desmoueux, à Caen.

Progrès remarquables à l'atelier et au cours municipal de dessin. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-vingt francs, un livre offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

CHARENTE

VALETTE (M. Léon), apprenti de 4^e année à la verrerie de M. Bouchez, à Cognac.

Progrès satisfaisants, travailleur, conduite irréprochable. — (*Proposition de M. Gouttes, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

COTES-DU-NORD

THOMAS (M. Pierre-Marie), vient de terminer son apprentissage aux forges et aciéries de Saint-Brieuc.

Satisfaction de tous ses chefs pour son travail et sa conduite. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

EURE

LEFEBVRE (M. Désiré), apprenti de 3^e année chez M. Girard, entrepreneur de menuiserie, à Damville.

Docile, laborieux, bonne conduite. — (*Proposition de M. Petit, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

EURE-ET-LOIR

ANCEAUME (M. René-Adrien), apprenti de 2^{me} année chez M^{me} V^{ve} Garnier, imprimeur, à Chartres.

Travailleur intelligent, instruit. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

BALLU (M. Alexandre), apprenti de 2^{me} année chez M. Baudet, fabricant de chaînes d'or, à Châteaudun.

Docile, travailleur, bon élève à l'école. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

BIGOT (M. François), apprenti de 3^{me} année chez M. Gallerand, carrossier, à Nogent-le-Rotrou.

Progrès soutenus, bonne volonté. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

BISSON (M. Émile), apprenti de 3^{me} année chez MM. Brault, Teisset et Gillet, fondeurs, à Chartres.

Intelligent, laborieux, promet de faire un bon ouvrier. — (*Proposition de M. Sureau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

BOXNY (M. Louis-Albert), apprenti de 2^{me} année chez M. Rossignol, serrurier, à Châteaudun.

Certificat d'études, laborieux, excellent fils. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

BOURDEAU (M. Julien), apprenti de 2^{me} année chez MM. Brault, Teisset et Gillet, fondeurs, à Chartres.

Bonne conduite, actif, intelligent. — (*Proposition de M. Sureau, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

BOURGEOIS (M. Jules), apprenti de 3^e année chez M. Gouhier, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

Bonne instruction professionnelle et scolaire. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BOUVIER (M^{lle} Zoé), apprentie à l'ouvroir de l'Immaculée-Conception, à Nogent-le-Rotrou.

Bonne conduite, très assidue au travail. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

BOUVIER (M. Eugène), apprenti de 3^e année chez M. P. Cubain, tréfilerie de cuivre, à Montigny.

Appliqué, promet un excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BRIÈRE (M^{lle} Maria), apprentie à l'ouvroir de l'Immaculée-Conception, à Nogent-le-Rotrou.

Très bonne conduite, progrès soutenus. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CHÉRAMY (M^{lle} Marthe), apprentie chez M^{me} Jamois, couturière, à Nogent-le-Rotrou.

Beaucoup d'assiduité et de goût à son travail. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

COUTURIER (M. Eugène), apprenti de 3^e année chez M. Daupeley-Gouverneur, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études, grands progrès. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CUTÉ (M. Léon), apprenti de 3^e année chez M. Dezandée, ferblantier, zingueur, à Nogent-le-Rotrou.

Progrès satisfaisants, bonne volonté. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Un livre.

DESHAYES (M. Arthur), apprenti chez M. Biard, tapissier, à Nogent-le-Rotrou.

Assiduité, progrès, bonne instruction. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Un livre.

DESMOULINS (M^{lle} Maria-Alphonsine-Rose), apprentie chez MM. Villiamy frères, manufacturiers, à Montigny-sur-Avre.

Termine son apprentissage, bonne conduite. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Un livre.

DESVAUX (M. Eugène-Élie), apprenti de 2^e année chez M^{me} V^{ve} Garnier, imprimeur, à Chartres.

Laborieux, certificat d'études, excellent sujet. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

DUPUIS (M^{lle} Émilie), apprentie de 3^e année chez MM. Waddington fils et C^{ie}, à Saint-Rémy-sur-Avre.

Très laborieuse et très soumise. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Un livre.

FORTIN (M. Armand), apprenti de 2^e année chez M. Brette, pâtissier, à Nogent-le-Rotrou.

Zèle, application, progrès. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Un livre.

FOUSSARD (M^{lle} Marthe), apprentie de 2^e année chez M^{me} Ponthieu, confectiions, à Châteaudun.

Bonne travailleuse, grands succès à l'école. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

GAREAU (M^{lle} Marie-Émilie), apprentie de 2^e année chez M^{me} Du-mur, couturière, à Nogent-le-Rotrou.

Active, travailleuse, progrès. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

HÉMOND (M. Emile), apprenti de 2^e année chez MM. Brault-Teisset et Gillet, fondeurs, à Chartres.

Adroit, actif, laborieux. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

HÈZE (M. Marcel), apprenti de 3^e année chez M^{me} V^{ve} Mercier, fabrication de chaussures, à Dreux.

Laborieux, bonne conduite. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

HOUDON (M. Gaston), apprenti, chez M^{me} V^{ve} Mercier, manufacture de chaussures, à Dreux.

Travailleur, exact, bonne conduite. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

HUBERSON (M. Georges), apprenti chez M. Livet, teinturier, à Nogent-le-Rotrou.

Bonne conduite, grande application. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

JARDIN (M. Emile), apprenti de 3^e année chez M. Ménager, tapisier, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études, bon travailleur. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

JUFFRAULT (M. Arsène), apprenti de 3^e année chez M. Pigelet, imprimeur, à Châteaudun.

Très dévoué à sa mère, veuve; grands progrès. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LAMBERT (M^{lle} Angèle), apprentie de 3^e année chez M^{me} Lefèvre, couturière, à Nogent-le-Rotrou.

Progrès; beaucoup de goût à son travail. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

LEMAIRE (M. Auguste-Louis), apprenti de 2^e année chez MM. Liot et fils, manufacture de chaussures, rue Saint-Martin, à Dreux.

Appliqué, soumis, excellent fils. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LIERMENAUT (M^{lle} Camille-Félicie), apprentie de 4^e année chez M^{mes} Renoust et Hamelin, couturières, à Nogent-le-Rotrou.

Bonne conduite, instruite et laborieuse. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

L'HOPITAL (M^{lle} Hélène), apprentie de 3^e année chez M^{lle} Vigoureux, couturière, 39, rue Paris, à Dreux.

Donne satisfaction à tous les points de vue. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LUNÉVILLE (M. Victor), apprenti de 3^e année chez M. Chevallier, fabricant de couvertures, à Châteaudun.

Courageux, intelligent, soumis. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MALLET (M. Léonard), apprenti de 2^e année chez M. Gauchery, serrurier, à Châteaudun.

Respectueux, intelligent, laborieux. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Un livre.

MEUNIER (M. Gaston), vient de terminer son apprentissage chez MM. Badière père et fils, tanneurs, à Nogent-le-Rotrou.

Grande application, travail, progrès. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

MILLET (M. Emile), apprenti chez MM. Brault, Teisset et Gillet, fondeurs, à Chartres.

Bonne conduite, travail assidu. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Un livre.

NADRÉ (M^{lle} Marguerite), apprentie de 2^e année chez M^{me} Lefèvre, couturière, à Nogent-le-Rotrou.

Progrès. Grande application. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Un livre.

ORY (M. Alphonse), apprenti de 2^e année chez M. Havard, imprimeur, à Chartres.

Excellent sujet à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

PHILIPPEAU (M^{lle} Valentine-Armande), apprentie chez M^{me} V^{ve} Mercier, manufacture de chaussures, à Dreux.

Travailleuse, excellente conduite. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Un livre.

PICHARD (M^{lle} Marie), apprentie de 2^e année chez M^{me} V^{ve} Ambroise, ouvrière en robes, 14, rue Godeau, à Dreux.

Laborieuse, appliquée, très bonne pour son père. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

PICARD (M. Paul), apprenti de 3^e année chez MM. Brault, Teisset et Gillet, fondeurs, à Chartres.

Promet de devenir un excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

PINOT (M. Ludovic), apprenti de 2^e année chez M. Daupeley Gouverneur, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

Progrès soutenus. Laborieux. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

POUSSIN (M. Albert), apprenti de 4^e année chez M^{me} V^{ve} Mulet, ferblanterie et zinguerie, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études. Assidu, laborieux. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

PROVOST (M^{lle} Ernestine), apprentie à l'ouvroir Saint-Joseph, à Nogent-le-Rotrou.

Très méritante par sa conduite, son travail et son obéissance. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

RICHARDEAU (M^{lle} Elisa-Julia), apprentie de 2^e année chez M^{mes} Renoust et Hamelin, couturières, à Nogent-le-Rotrou.

Bonne conduite, travailleuse. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Un livre.**

ROGER (M^{lle} Alphonsine), apprentie de 3^e année chez M^{me} V^{ve} Tirard et Quinton, manufacture de chapeaux, à Nogent-le-Rotrou.

Méritante par sa conduite et son application. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

TAPOULADE (M. Henri), apprenti de 3^e année chez M. Prudhomme, imprimeur, à Châteaudun.

Grandes qualités de goût dans son métier, intelligent, travailleur. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

TORCHEUX (M. Alphonse), apprenti de 2^e année chez M. Honnard, fabricant de clefs, à Oisème, commune de Garville.

Laborieux, actif, bonne conduite. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

VILLEDIEU (M^{lle} Marie), apprentie de 3^e année chez M^{ms} Foucher, couturière, à Châteaudun.

Travailleuse, dévouée, excellente fille. — (*Proposition de M. Vénot, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

GARD

CULLIEYRIER (M. Marius), apprenti chez M. Marcellin, ferblantier, zingueur, rue des Greffes, à Nîmes.

Excellente conduite, progrès très sensibles. — (*Proposition de M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEGAUD (M. André), apprenti de 2^e année chez M. Gustave Cou-lorgne, lithographe, 23, boulevard Victor-Hugo, à Nîmes.

Conduite, travail, progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. de Pel-let, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

INDRE-ET-LOIRE

BADIER (M^{lle} Léonie), apprentie de 3^e année chez MM. Alfred Mame et fils, à Tours.

Bonne conduite, fera une bonne ouvrière en reliure. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

BRÉDIF (M. Paul), apprenti relieur, de 4^e année, maison Alfred Mame et fils, à Tours.

Très soigneux, laborieux, actif, excellent fils. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

JURA

FONTAINE (M. Léon), apprenti margeur de 3^{me} année chez M. Courbe Rouzet, imprimeur de chromolithographie, à Dôle.

Travailleur assidu, bonne conduite. — (*Proposition de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BESANÇON (M. Georges), élève dessinateur de 3^{me} année chez M. Courbe Rouzet, imprimeur de chromolithographie, à Dôle.

Excellent élève, conduite irréprochable. — (*Proposition de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LOIRE

SOUVIGNET (M^{lle} Philomène), apprentie de 4^{me} année chez M. Col-combet, fabricant de rubans de soie, à Saint-Étienne.

Économe, laborieuse, excellente pour ses parents. — (*Proposition de M. Colcombet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

HAUTE-LOIRE

GOUIT (Marie-Ursule), apprentie de 3^{me} année à l'usine de Rio-tard de M. Colcombet, fabricant de rubans de soie, à Saint Étienne.

Très soigneuse, très bonne pour sa famille. — (*Proposition de M. Colcombet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

LOIRET

CARRÉ (M. Arthur), apprenti de 3^e année chez M. Cornet, serrurier, rue des Trois-Clefs, 7, à Orléans.

Studieux, appliqué, grands progrès. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

FÉLIX (M. Fernand), apprenti de 3^e année chez M. Girardot, imprimeur, à Orléans, 30, rue Louis-Roguet.

Fera un bon ouvrier, après un apprentissage satisfaisant en tous points. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

JUSSERAND (M. Georges-Alexandre), apprenti de 3^e année chez M. Jacob, imprimeur, 8, rue Saint-Étienne, à Orléans.

Excellent sujet, laborieux, très assidu au cours du soir. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MOYER (M. Albert-Joseph), apprenti de 2^e année chez M. Deschamps, ébéniste, 231, rue de Bourgogne, à Orléans.

Très intelligent et laborieux. — (*Proposition de M. Tixier.*)

Un livre.

SCHIFFMANN (M. Eugène), apprenti de 3^e année chez M. Baudry, sculpteur sur bois, 3, rue de la Cérche, à Orléans.

Très laborieux, progrès remarquables, très habile en dessin, déjà récompensé dans les cours de dessin. — (*Proposition de M. Tixier.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

LOIR-ET-CHER

ACKER (M. Ernest), apprenti de 3^e année chez MM. Roussel frères, fabricants de chaussures, à Blois.

Progrès satisfaisants, studieux. — (*Proposition de M. Charton, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

AUDAS (M^{lle} Louise), apprentie de 3^e année chez M. Poit, fabricant de bonneterie, à Saint-Aignan-sur-Cher.

Soigneuse, active, excellente conduite. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur départemental.*)

Un livre.

AVRILLON (M. Henri), apprenti de 3^e année chez M. Meusnier, serrurier-mécanicien, à Montrichard.

Docile, laborieux. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BODIN (M^{lle} Louise), apprentie de 1^{re} année chez M. Poit, fabricant de bonneterie, à Saint-Aignan-sur-Cher.

Travailleuse, bonne conduite. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Mention honorable.

BOTTEREAU (M. Gustave René), apprenti de 1^{re} année chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

Très laborieux et soigneux. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BROUILLARD (Marguerite), apprentie de 2^e année chez M^{me} Thévenon, confections pour dames, à Montrichard.

Excellente conduite, laborieuse et appliquée. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur départemental.*)

Un livre.

COURTAT (M^{lle} Eugénie), apprentie de 2^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Docile, travailleuse. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Un livre.

DAGUET (M^{lle} Augusta), apprentie de 2^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Progrès sensibles, conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Jubereau.*)

Un livre.

FAUSSEJEAN (M^{lle} Juliette), apprentie de 3^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Intelligente, appliquée. — (*Proposition de M. Jubereau.*)

Un livre.

LARCHER (M^{lle} Mélanie), apprentie de 2^e année chez M. Poit, fabricant de bonneterie, à Saint-Aignan-s/Cher.

Active, progrès rapides. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur départemental.*)

Un livre.

LEBRETON (M. Léon), apprenti de 3^e année chez M. Lebreton, fabricant de chaussures, à Saint-Aignant-s/Cher.

Excellente conduite, progrès rapides. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Un livre.

LELOUP (M^{lle} Olivia), apprentie de 1^{re} année chez M. Poit, fabricant de bonneterie, à Saint-Aignant-s/Cher.

Active, bonne conduite. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Mention honorable.

LEMAÎTRE (M^{lle} Victorine), apprentie de 2^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Courageuse, conduite excellente. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Un livre.

LEVEAU (M^{lle} Ernestine), apprentie de 2^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Elève studieuse, progrès très rapides. — (*Proposition de M. Jubereau.*)
Un livre.

MARQUET (M^{lle} Désirée), apprentie de 1^{re} année chez M. Poit, fabricant de bonneterie, à Saint-Aignan-sur-Cher.

Très active et très soigneuse. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

MONPROFIT (M^{lle} Eugénie), apprentie de 1^{re} année chez MM. Rousset frères, fabricants de chaussures, à Blois.

Bonne conduite, bonne volonté. — (*Proposition de M. Charton, inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

MOTTEAU (M^{lle} Charlotte), apprentie de 3^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Bonne travailleuse, exacte et soigneuse. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur divisionnaire.*)
Un livre.

PATIN (M^{lle} Léonie), apprentie de 3^e année chez M. Poit, fabricant de bonneterie, à Saint-Aignan-sur-Cher.

Excellente ouvrière, active et soigneuse. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur départemental.*)
Un livre.

PICHON (M^{lle} Marie), apprentie de 2^e année chez M^{me} Delaruelle, couturière, à Montrichard.

Beaucoup d'application et de progrès. — (*Proposition de M. Saindenis.*)
Un livre.

PIERRE (M^{lle} Marceline), apprentie de 3^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Respectueuse pour sa mère qu'elle aide; bonne ouvrière. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

POPLIN (M^{lle} Jeanne), apprentie de 2^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Travailleuse assidue, excellente fille. — (*Proposition de M. Jubereau.*)
Un livre.

ROGER (M^{lle} Eugénie), apprentie de 2^e année chez M. Hayem aîné, chemiserie de Romorantin.

Laborieuse, progrès continus. — (*Proposition de M. Jubereau.*)
Un livre.

MAINE-ET-LOIRE

COQUEREAU (M. Georges), apprenti de 1^{re} année chez MM. Descoings et C^{ie}, fabricants de chaussures, rue des Luisettes, à Angers.

Assidu à l'école, bonne volonté. — (*Proposition de M. Giroud, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

CRESPEL (M. Auguste), apprenti de 1^{re} année, chez M. Guilleux, tourneur sur bois, 12, place Cupil, à Angers.

Progrès à l'école et à l'atelier. — (*Proposition de M. Giroud, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

MANCHE

LETELLIER (M. Louis), apprenti de 4^e année chez M. J. Noyon, fabricant de meubles, 22, rue de la Paix, à Cherbourg.

Instruction très complète de tout ce qui concerne le dessin, la coupe, l'ornementation de l'ébénisterie. Conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire.*)

Livre offert par M. le Ministre de l'Instruction publique.

PIEX (M. Eugène), apprenti de 3^e année chez M. J. Noyon, fabricant de meubles, 22, rue de la Paix, à Cherbourg.

Exécute des travaux d'ébénisterie sur plan. Grande pratique du dessin et des coupes. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire.*)

Livre offert par M. le Ministre de l'Instruction publique.

MARNE

BOURGEOIS (M^{lle} Elise-Delphine), apprentie chez M^{me} V^{ve} Pomery, fils et C^{ie}, négociants en vins de Champagne, à Reims.

Donne toute satisfaction par son travail et son exemple. — (*Proposition du service d'Inspection du travail dans l'industrie.*)

Livre offert par M. le Ministre de l'Instruction publique.

MEURTHE-ET-MOSELLE

HENRY (M^{lle} Eugénie), apprentie de 2^e année chez les fils d'Emmanuel Lang, tissage de coton, à Bonsecours, Nancy.

Bonne conduite, laborieuse. — (*Proposition des fils d'Emmanuel Lang.*) **Un livre.**

LIGNÉ (M. Désiré), apprenti de 2^e année chez les fils d'Emmanuel Lang, tissage de coton, à Bonsecours, Nancy.

Travail et progrès satisfaisants. — (*Proposition des fils d'Emmanuel Lang.*) **Un livre.**

VEINLAND (M. Paul-Louis), apprenti de 3^e année chez M. Victor Rosper, serrurier, 28, faubourg Stanislas, à Nancy.

Intelligent, habile. excellente conduite. — (*Proposition de M. Chambard, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre offert par M. le Ministre de l'Instruction publique.

MEUSE

AUBRIOT (M^{lle} Marie-Adèle), apprentie chez M. Ladislas Duc, à Vaucouleurs.

Excellente ouvrière. Conduite irréprochable. (*Proposition du service d'Inspection du travail dans l'industrie.*)

Un livre.

LOUIS (M. Henri), apprenti de 1^{re} année chez M. Didier, cordier, 64, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Verdun.

Très studieux et très laborieux. — (*Proposition du service d'Inspection du travail dans l'industrie.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

MARTIN (M. Lucien-Charles), apprenti de 1^{re} année chez M. Simon Vivenot, fabricant de meubles, à Ligny.

Assidu, travailleur. — (*Proposition du service de l'Inspection.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

MORBIHAN

LE LABOUR (M^{lle} Maria), apprentie de 2^e année chez M. Beaubois, fabricant de passementeries, à Kerantrech, Lorient.

Progrès remarquables à l'école et à l'atelier. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

NORD

BOBENRIETH (M. Camille), apprenti de la Société anonyme, filature et tissage, Henri Delattre, rue du Curoir, à Roubaix.

Intelligent, présente de grandes aptitudes pour la mécanique et les preuves qu'il a déjà données le placent hors pair parmi les apprentis de son âge. La Société crée, en sa faveur, une récompense exceptionnelle. — (*Proposition de M. Arnold, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze et un livre de M. le Ministre de l'Instruction publique.

DUCHÈNE (M. Maurice-Théophile), apprenti de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, à Hellemmes, près Lille.

Donne la plus complète satisfaction à ses maîtres d'apprentissage, intelligent et progrès remarquables. — (*Proposition de M. Arnold, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LONGUEVAL (M^{lle} Julie), apprentie chez M. Hugo-Lafage, confecteurs civils, rue de Tournai, à Lille.

Travailleuse et de bonne conduite, satisfaction complète de ses patrons. — (*Proposition de M. Arnold, inspecteur départemental.*)

Un livre.

MOUCHERON (M. Albert), apprenti chez M. Belin Charles, fabricant de tissus et teinturier, à Fourmies.

Bonne conduite, travailleur. — (*Proposition de M. Delattre, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

POUILLE (M. Alphonse), apprenti chez M^{me} V^{ve} Taza-Villain, ateliers de constructions, à Anzin.

3^{me} année, bonne conduite, travailleur. — (*Proposition de M. Pastour, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

PROHON (M. Agénor), apprenti chez M. Belin Charles, fabricant de tissus, à Fourmies.

Travailleur, bonne conduite. — (*Proposition de M. Delattre, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

VOLFARTH (M. Julien), apprenti de 4^{me} année à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, à Hellemmes, près Lille.

Très bonne instruction à l'école et à l'atelier. — (*Proposition de M. Arnold, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

OISE

DOUBLET (M. Albert), apprenti de 3^e année chez MM. Letalle frères, fabricants de tapis, à Beauvais.

Instruit, travailleur, désireux de se perfectionner. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*)

Un livre.

PAS-DE-CALAIS

DUTHOY (M. Eugène), apprenti de 4^e année chez M. D'homont, imprimeur, rue des Clouteries, à Saint-Omer.

Instruit, assidu, bon pour sa mère veuve. — (*Proposition de M. Juraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

GANDOT (M^{lle} Marie), apprentie de 3^e année à l'ouvroir Saint-Joseph d'Auxi-le-Château.

Certificat d'études, exemple de travail et de conduite. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

HERDUIN (M^{lle} Julienne), apprentie de 4^e année à l'ouvroir Saint-Joseph d'Auxi-le-Château.

Excellente conduite, très méritante. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

SEINE

AURANT (M. Charles), apprenti de 2^e année chez M^{me} V^{ve} Coidrian, bijoutier, 21, rue de Poitou, Paris.

Conduite bonne, travail assidu, progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*) **Mention honorable.**

AURANT (M^{lle} Anna), apprentie de 2^e année chez M^{me} Bonson, couturière, 19, rue des Feuillantines, Paris.

Très travailleuse, dévouée à ses parents tous deux aveugles. (*Proposition du Comité de placement.*) **Un livre.**

BABLIN (M. Louis), apprenti de 1^{re} année chez M. Pichaud, imprimeur, 4, quai Valmy, Paris.

Studieux, travailleur. — (*Proposition de M. le D^r Perrin, membre de la Société.*) **Un livre.**

BARDET (Hippolyte), apprenti de 3^e année chez M. Lohse, teinturier, 51, quai de Grenelle, Paris.

Studieux, soumis, travailleur. — (*Proposition de M. Vinot, directeur du patronage des jeunes apprentis.*) **Mention honorable.**

BAUSSAN (M. Edmond), apprenti de 5^e année chez M^{me} Thiébaut, fabricant de cartes géographiques en relief, 54, rue de Seine.

Conduite et travail hors ligne qui permettent de lui confier la direction de la surveillance de la maison. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Médaille de bronze.**

BAY (M. François), apprenti de 1^{re} année chez M. Chevenot, 20, rue Périer, Paris.

Bonne volonté, bonne conduite. — (*Proposition de M. de Coulange, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

BERGER (M^{lle} Lucie), apprentie de 4^e année chez M^{me} Chotin, polisseuse en bijoux, 59, rue d'Argout.

Conduite excellente, travail hors ligne, dévouement. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Médaille de bronze.**

BERTHELEMY (M. Alfred), apprenti de 2^e année chez M. Berthelemy, mécanicien de précision, 46, rue Dauphine.

Bonne volonté et travail soutenus. — (*Proposition de M. Berthelemy, membre de la Société.*) **Un livre.**

BERNARDET (M. Léon), apprenti de 4^e année chez M. Berthelemy, mécanicien de précision, 16, rue Dauphine.

Travail très satisfaisant. — (*Proposition de M. Berthelemy, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.**

BERTHELEMOT (M^{lle} Marie), apprentie de 3^e année chez M^{me} Planche, corsetière, 47, rue de Sèvres, Paris.

Conduite irréprochable, progrès soutenus. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

BESANCENEZ (M. Charles-Arthur), apprenti de 3^e année chez M^{me} V^{ve} Thierry, entrepreneur de serrurerie, 131, boulevard Ney, Paris.

Progrès rapides à l'atelier. — (*Proposition de M^{me} Thierry, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

BIENAIMÉE (M^{lle} Léonie), apprentie de 4^e année chez M^{lles} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard, Paris.

Conduite et travail irréprochables. — (*Proposition de M^{lles} Régnier, membres de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

BLAIN (M. Victor), apprenti de 2^e année chez M^{me} Governore et Collot, bijoutier, 41, rue Turbigo, Paris.

Très assidu, bonne volonté, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable et un livre.**

BOITARD (M. Arthur), apprenti de 3^e année chez M. Dubreucq, encadreur doreur, 139, boulevard National, à Clichy.

Bon sujet sous tous les rapports. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

BONARDI (M. Ludovic), apprenti de 3^e année chez M. Font, bijoutier or, 1, rue Bonaparte, Paris.

Bonne volonté, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

BOUTHEMARD (M. Louis-René), apprenti des cours professionnels du Chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers, Paris.

Satisfaction complète. — (*Proposition de M. Sauvage, ingénieur principal des ateliers des machines.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BOSC (M^{lle} Justine), apprentie de 3^e année chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue de la Grange-aux-Belles, Paris.

Travailleuse, grands progrès. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

BRETON (M. Jules), apprenti de 4^e année, chez M. Quantin, imprimeur, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Suit les cours d'adultes. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Quantin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

BUCHHEIT (M. Alfred), apprenti chez M. Motteroz, Imprimeries réunies, 13, avenue Gutenberg, Puteaux, Seine.

3^e année; studieux, bonne conduite. — (*Proposition de M. Beurné, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CALIEZ (M. Antony), apprenti de 4^e année, chez M. Mirvault, fabricant d'instruments de précision, 47, rue Greneta, Paris.

Donne satisfaction complète à son patron. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*)

Mention honorable et un livre.

CARDON (M. Ernest), apprenti chez M. Leroux, dessinateur, 103, rue de l'Abbé-Groult, Paris.

Beaucoup de bonne volonté. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)

Un livre.

CHADEFAUX (M. Julien-Alexis), apprenti de 3^e année chez M. Hulot et Colin-Chambrault, teinturiers sur soie, 23, quai National, à Puteaux, Seine.

Excellent enfant, travailleur. — (*Proposition de M. Beurné, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CHARLOT (M. Louis), apprenti compositeur de 2^e année à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Enfant très doux, très appliqué au travail et suivant avec assiduité et succès les cours professionnels. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Un livre.

CHARNET (M. Eugène), apprenti de 2^e année chez M. Cassaignol, sculpteur sur bois, 128, rue de Vaugirard, Paris.

Conduite satisfaisante, progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Mention honorable et un livre.

CASTIAU (M. Camille), apprenti de 2^e année chez M. Augé, tourneur en cuivre, 26, rue Ménilmontant, Paris.

Bonne conduite et travail satisfaisant. — (*Proposition de M. Augé, membre de la Société.*) **Un livre.**

CHASTROUX (M. Henri), apprenti de 2^e année chez M. Bisch, bijoutier, 138, rue du Temple.

Conduite excellente, bon travail. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

CHAUVIN (M^{lle} Hélène), apprentie de 2^e année chez M^{me} Lamette, brodeuse, 66, boulevard Ornano, Paris.

Travail très satisfaisant, progrès soutenus. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

CHAUVANTON (M. Hippolyte), apprenti de 2^e année chez M. Augé, tourneur en cuivre, 26, rue Ménilmontant.

Bonne conduite, travail assidu. — (*Proposition de M. Augé, membre de la Société.*) **Un livre.**

COCHET (M. Henri), apprenti de 2^e année chez MM. Bouasse-Lebel et fils et Massin, imprimerie en taille-douce, 3, rue Garancière, Paris.

Satisfaction complète. — (*Proposition de MM. Bouasse-Lebel et fils et Massin, membres de la Société.*) **Un livre.**

CAMBIER (M. Alexandre), apprenti de 2^e année chez MM. Bouasse-Lebel et fils et Massin, imprimeurs lithographes, 3, rue Garancière, Paris.

Bon travail et bonne conduite. — (*Proposition de MM. Bouasse-Lebel et fils et Massin, membres de la Société.*) **Un livre.**

COQUERET (M^{lle} Clarisse), apprentie couturière chez sa mère, 15, rue Cavé.

Conduite et travail exemplaires. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Un livre.**

COULAN (M. Joseph), apprenti de 3^e année chez M. Archin, 76, rue de Rennes.

Satisfaction complète. — (*Proposition de M. de Coulange, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

CUREAU (M. Paul), apprenti de 4^e année chez M. Barberolle, ser-tisseur, 3 bis, rue Bourg-l'Abbé.

Très travailleur, très dévoué à sa mère. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.

CUREAU (M. Émile), apprenti de 3^e année chez M. Desvignes, ciseleur, 126, rue du Temple, à Paris.

Bonne conduite, application, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

DECOMBE, apprenti de 4^e année chez M. Bergeret, tourneur en os et ivoire, 44, rue des Trois-Couronnes.

Travailleur et habile. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

DELAHAYE (M. Georges), apprenti de 3^e année chez M. Van Becelaère, sertisseur, 38, rue Richelieu.

Conduite et travail satisfaisants. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

DELANNE (M^{lle} Henriette), apprentie de 3^e année chez M^{lle} Dartois, polisseuse en or, 24, rue des Gravilliers.

Bonne conduite et progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Un livre.**

DELAULE (M. Louis), apprenti chez M. Ouvré, émailleur, 16, rue Elzévir, Paris.

Travaille avec soin et goût. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

DENIS (M. Louis), apprenti de 2^e année chez M. Henry Lepaute fils, constructeur d'horlogerie, 6, rue Lafayette, à Paris.

Intelligent, laborieux, actif. — (*Proposition de M. Henry Lepaute, membre de la Société.*) **Un livre.**

DESACHY (M^{lle} Lucie), apprentie chez M. Desachy, 201, rue Saint-Maur, à Paris.

Excellente conduite et travailleuse. — (*Proposition de M. Ch. Lucas, membre de la Société.*) **Un livre.**

DIDIER (M. Eugène-Louis), apprenti de 3^e année chez M. Quantin, imprimeur, 7, rue Saint-Benoit, Paris.

Très exact, travailleur. — (*Proposition de M. Quzntin, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

DREZET (M^{lle} Valentine), apprentie de 3^e année chez M^{lles} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard, à Paris.

Conduite excellente, application. Progrès. — (*Proposition de M^{lles} Régnier, membres de la Société.*) **Mention honorable.**

DUBOIS (M. Louis), apprenti de 3^e année chez M. Gavet, doreur, 14, rue du Dragon, Paris.

Travailleur, exact. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

DURAND (M. Alphonse), apprenti de 2^e année chez M. Turquet, cartonnier, rue d'Aboukir, 24.

Conduite excellente. Progrès soutenus. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable et un livre.**

EULOGE (M. Maurice,) apprenti de 3^e année chez M. Lennuyeux, ébéniste, 10, rue des Immeubles-Industriels, à Paris.

Bonne volonté et bonne conduite. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

EVERAERT (M. Joseph-Henri), apprenti de 2^e année chez M. Pougol, ébéniste, 52, rue Sedaine, à Paris.

Bon sujet, courageux, estimé de ses camarades. — (*Proposition de l'Ecole professionnelle d'ameublement.*) **Un livre.**

FIGONI (M. Joseph), apprenti de 4^e année chez M. Wybo, bijoutier or, 51, rue Sainte-Anne, Paris.

Conduite exemplaire. Travail hors ligne. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs et un livre offert par la Société pour la propagation des livres d'art.

FOUCHIER (Émile), apprenti de 3^e année chez M. Lefèvre, bijoutier, 106, rue de Rivoli, Paris.

Donne complète satisfaction. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

FOURNET (M. Pierre-François), apprenti de 3^e année de la maison Quantin, imprimeur, 7, rue Saint-Benoit, à Paris.

Bonne conduite et progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Quantin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

FONTAINE (M. Louis), apprenti de 4^e année chez M. Baudoin, imprimeur, 2, rue Christine.

Exact, laborieux, bon fils. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt francs.**

GALLIS (M^{lle} Marie), apprentie de 3^e année chez M. Toudouze, giletier, 34, rue Rivay, à Levallois.

Conduite et travail excellents. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

GANDOIN (M^{lle} Léopoldine-Anna), apprentie de 3^e année chez M^{lles} Tarot, couturières, 4, rue Favart, Paris.

Travail très régulier, progrès. — (*Proposition de M. E. Nusse, vice-président de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

GANO (Georges), apprenti de 4^e année chez M^{me} Governoree Collot, bijoutier, 41, rue Turbigo, à Paris.

Travailleur, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs

GAUDICHAU (M. Edouard), apprenti de 3^e année chez M. Grisard, doreur, 80, rue de Bondy.

Très habile dans son métier, studieux. — (*Proposition de M. le Dr Perrin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs

GÉRIN (M. Charles), apprenti de 2^e année chez M. Ducos, architecte-vérificateur, 95, avenue Parmentier, à Paris.

Suit avec beaucoup d'assiduité les cours de l'enseignement commercial. En raison de ses progrès et des services qu'il peut rendre, M. Ducos, M. Silvantou et la Société de protection se sont réunis pour constituer par trois parts égales une récompense exceptionnelle. (*Proposition de M. Ducos, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de soixante francs.

GONIN (M. Charles), apprenti de 2^e année chez M. Bèche, bijoutier, 58, rue Vieille-du-Temple.

Très assidu, progrès. — (*Proposition de M. Bèche, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

GRANSON (M. Albert-Philémon), apprenti de 2^e année chez M. Jaentgen, ébéniste, 26, rue de Charonne (passage Lhomme), à Paris.

Progrès et travail satisfaisants. — (*Proposition de M. Picot, président des jeunes apprentis orphelins.*)

Un livre.

GRIFFOUL (M. Emile), apprenti chez M. Guillet, bijoutier en or, 6, rue des Quatre-Fils.

Laborieux, très exact. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

GUICHARD (M^{lle} Gabrielle), apprentie de 4^{me} année chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue de la Grange-aux-Belles.

Conduite excellente, travail hors ligne. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.

GUILLEY (M^{lle} Lucie), apprentie de 5^{me} année chez M^{me} Vanin, reperceuse en bijoux, 52, rue Étienne-Marcel.

A mérité par sa conduite, son travail et son dévouement, une distinction particulière. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Médaille de bronze.

GUILLAUME (M. Maurice), apprenti de 2^{me} année chez M. Guillaume, ébéniste, 3, rue Rondelet, à Paris.

Conduite et travail irréprochables. — (*Proposition de l'École professionnelle d'ameublement.*)

Un livre.

GUNTHER (M. Étienne), apprenti de 3^{me} année à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

Conduite bonne, caractère doux. — (*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*)

Un livre offert par la Société pour la propagation des livres d'art.

HACHE (M. Louis), apprenti de 4^{me} année chez M. Bonnet, sertisseur, 13, rue Réaumur.

Donne complète satisfaction. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

HARTMAN (M. Émile), apprenti de 1^{re} année chez M. Henry Lepaute fils, constructeur d'horlogerie, 6, rue Lafayette, à Paris.

Bon dessinateur pour horlogerie, intelligent. — (*Proposition de M. Henry Lepaute, membre de la Société.*)

Un livre.

HATEAU (M^{lle} Eugénie), apprentie de 4^e année chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

Travail très satisfaisant. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

HERBUXOT (M^{lle} Léontine), apprentie de 3^e année chez M^{me} Collière, apprêteuse de cols et manchettes, 12, rue Saint-Mathieu.

Travailleuse, obéissante, dévouée. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

HODIER (M. Charles), apprenti de 4^e année chez M. Fontana, bijoutier, 7, galerie Beaujolais, Palais-Royal.

Conduite, travail et progrès exceptionnels. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Médaille de bronze.

HOFFMANN (M. Léon), apprenti de 3^e année chez M. Favier, orfèvre, 25, quai de l'Horloge, Paris.

Travailleur habile. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

HORGARDY (M. Jules), apprenti des cours professionnels du Chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers.

3^e année, travail et progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Sauvage, ingénieur principal des ateliers des machines.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

JAZERAND (M^{lle} Louise), apprentie de 2^e année chez M^{lles} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

Conduite et travail très satisfaisants. — (*Proposition de M^{lles} Régnier, membres de la Société.*)

Un livre.

JOUANNY (M. Hippolyte), apprenti de 3^e année chez M. Gauthier, menuisier, 11, passage de Grenelle.

Travailleur, progrès. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)
Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LAC (M. Georges), apprenti de 3^e année chez M. Mackel, imprimeur typographe, 18, rue Saint-Placide.

A su se conquérir la confiance de son patron par sa conduite et son travail. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LACRIQUE (M^{lle} Joséphine), apprentie de 3^e année chez M^{me} Canat, 37, rue Victor-Hugo, à Charenton-le-Pont.

Mérite tous les éloges par sa conduite, son travail et ses progrès intelligents. — (*Proposition de M. le Dr E. Thomas, membre de la Société.*)

Un livre offert par M. le Ministre de l'Instruction publique.

LAMETZ (M. Alexis-Alexandre-Louis), apprenti imprimeur-lithographe de 4^e année, à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Très bons résultats comme margeur-pointeur. Tenue parfaite dans sa famille. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LANCE (M. Louis), apprenti de 4^e année chez M. Brabant, émailleur, 38, rue Turbigo.

Conduite exemplaire, travail hors ligne. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.

LANCE (M. Jean-Baptiste), apprenti de 2^e année chez M. Fontaine, graveur ciseleur sur bijoux, 41, rue Réaumur.

Studieux, actif, intelligent. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

LAURAIN (M^{lle} Albertine), apprentie de 3^e année chez M^{lle} Daguet, brodeuse, 133, rue de Belleville.

Travail et progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

LAUWERYS (M. Richard), apprenti de 3^e année chez M. Augé, tourneur en cuivre, 26, rue Ménilmontant.

Conduite et travail très satisfaisants. — (*Proposition de M. Augé, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEFRANÇOIS (M^{lle} Elisabeth), apprentie de 3^e année chez M^{lles} Tarot, couturières, 4, rue Favart, Paris.

Laborieuse, habile, instruite. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, président de la Société des Orphelins.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LEGAC (M^{lle} Léontine), apprentie de 3^e année chez M^{me} Thuot, brunisseuse, 6, rue du Roi-Doré.

Bonne conduite, travail soutenu. — (*Proposition de M^{me} Thuot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEGRAND (M. Georges), apprenti imprimeur-typographe de 2^e année à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Bon élève, progrès très satisfaisants à la marge, fera plus tard un excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEGRAND (M. Georges), apprenti compositeur de 3^e année à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Enfant très assidu et aimant son métier, résultats très satisfaisants dans tous les travaux de la composition. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEGUÉ (M. Georges), apprenti de 4^e année chez M. Mercier, ébéniste, 3, passage de la Main-d'Or.

Obéissant, travailleur, dévoué. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.**

LEMAIRE (M. Léon), apprenti de 2^e année chez M. Lambert, serrurier, 12 bis, passage Tivoli.

Travaille le dessin, intelligent. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

LEPAULE (M. Auguste), apprenti de 4^e année chez M. Harleur, tabletier, 31, rue des Gravillers.

Très doux, travailleur, aimé de tous. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*) **Un livre.**

LEPEYTRE (M^{lle} Stéphanie), apprentie de 2^e année chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue de la Grange-aux-Belles.

Assiduité constante, dévouée, polie, progrès. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LEPVRIER (M. Gustave), apprenti de 3^e année chez M. Jolly, orfèvre, 13, rue Rollin.

Laborieux, soumis, progrès constants. — (*Proposition de M. Jolly, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LEVEXIER (M. Hippolyte), apprenti de 2^e année chez M. Desbans, sellier, 15, rue Montmartre.

Assidu, serviable, bon pour sa grand'mère. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*) **Un livre.**

LHOEST (M^{lle} Marie), apprentie chez M^{me} Beaumann, riveuse, 26, rue Sainte-Marthe.

Conduite et travail, dignes d'éloges. — (*Proposition de M. Lucas, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LIMER (M. Albert), apprenti de 3^e année à la faïencerie de Choisy-le-Roy.

Progrès, conduite, caractère satisfaisants. — (*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LIPPET (M. Henri), apprenti de 2^e année chez M. Bérard, bijoutier, 24, rue des Bons-Enfants.

Travail et progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable et un livre.**

LOISY (M^{lle} Jeanne), apprentie de 3^e année chez M^{me} Petit, repereuse, 36, rue Pastourelle.

Bonne volonté. Progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Un livre.**

MAFFRE DE WERDTS, apprenti de 2^e année chez M. Jolly, orfèvre, 13, rue Rollin.

Dévoué, obéissant, travailleur. — (*Proposition de M. Jolly, membre de la Société.*) **Mention honorable et un livre.**

MAGNIN (M. Jacques), apprenti de 2^e année chez M. Jouvellier, gainier, 320, rue Saint-Honoré.

Travail assidu. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable et un livre.**

MANTAUX (M. Charles), apprenti de 2^e année chez M. Minne, mécanicien pour électricité, 28, rue Berthollet.

Très exact, dévoué, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

MAZÉ (M. Eugène), apprenti de 2^e année chez M^{me} Governore et Collet, bijoutiers, 41, rue Turbigo.

Excellente conduite, travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

MEILLETTE (M. Léon), apprenti de 2^e année chez M. Pelletier, fabricant d'instruments de chirurgie, 30, rue Saint-Séverin.

Satisfait pleinement son patron. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Un livre.**

MEUNIER (M. Jules-Victor), apprenti de 4^e année à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

Conduite, travail, irréprochables. — (*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

MEYER (M. Jules), apprenti de 2^e année chez M. Dumas Varset, imprimeur en taille-douce, 216, boulevard Raspail.

Travailleur assidu. progrès. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)

Mention honorable.

MOXOT (M. Louis-Alphonse), apprenti de 3^e année chez M. Gignoux, doreur, 47, rue Joubert.

Très estimé pour sa conduite et son travail. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MOUSTY (M^{lle} Pauline), apprentie de 2^e année chez M^{me} Letartre, couturière, 11, rue de Buci.

Obéissante, travailleuse, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Un livre.

MULLER (M^{lle} Berthe), apprentie chez M^{me} Lecomte, blanchisseuse, 113, rue du Faubourg-du-Temple.

Travailleuse, excellent caractère. — (*Proposition de M. Lucas, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

NOIRÈZ (M. Georges), apprenti de 3^{me} année chez M. Merckel, imprimeur, 18, rue Saint-Placide.

Récompensé à l'Exposition de 1889, travailleur. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)

Un livre.

PAILLER (M. Baptiste), apprenti de 3^{me} année chez M. Sassey, étuis de pipes, 1, rue des Prouvaires.

Travailleur, progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

PAMPAROUX (M. François), apprenti de 2^{me} année chez MM. Bourdet et Hezard, imprimeurs, 20, rue Cler.

Bon travailleur. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)

Un livre.

PARÉ (M^{lle} Georgette), apprentie de 1^{re} année chez M^{me} Thuot, brunisseuse, 6, rue du Roi-Doré.

Conduite et travail exemplaires. — (*Proposition de M^{me} Thuot, membre de la Société.*)

Un livre

PELLETIER (M. Louis-Georges), apprenti de 3^{me} année chez M. Cuel Gilbert, tapissier, 40, boulevard de Clichy.

A remporté deux prix au concours des apprentis tapissiers, travailleur habile. — (*Proposition de M. le Dr E. Thomas, membre de la Société.*)

Un livre offert par la Société pour la propagation des livres d'art.

PETIT (M. Émile), apprenti de 3^{me} année chez M. Cavasier, instruments de chirurgie, 5, rue Mignon.

Bonne volonté, assiduité. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Mention honorable et un livre.

PICHOT (M. Alfred), apprenti de 4^e année à la faïencerie de Choisy-le-Roi.

Progrès, caractère et conduite parfaits. — (*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

PIERROT (M. Léon), apprenti de 3^e année chez M. Bèche, bijoutier, 58, rue Vieille-du-Temple.

Complaisant, travailleur, bonne conduite. — (*Proposition de M. Bèche, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

POIGNANT (M^{lle} Eugénie), apprentie de 3^e année chez M^{lles} Régnier, sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

Bonne conduite, dévouement, progrès. — (*Proposition de M^{lles} Régnier sœurs, membres de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

QUINARD (M. Albert), apprenti de 2^e année chez MM. Bouasse-Lebel et fils et Massin, imprimeurs lithographes, 3, rue Garancière.

Satisfaction complète. — (*Proposition de M. Bouasse-Lebel, membre de la Société.*)

Un livre.

ROBERT (M. Émile), apprenti de 4^e année chez M. Frégnier, fabricant de brosses, 80, rue Saint-Jacques, à Châlons-sur-Marne.

Travailleur habile. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

ROBERT (M. André), apprenti de 2^e année chez M. Sassey, gainier, 1, rue des Prouvaires.

Très soumis, travail et progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

ROLLAND (M. Joseph), apprenti de 5^e année chez M. Machet, ser-tisseur, 71, rue Sainte-Anne.

Très estimé pour sa conduite et son travail. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable et un livre offert par M. le Ministre de l'Instruction publique.

ROOS (M. Maurice), apprenti de 3^e année chez M. Martin, bois découpés, 56, rue Sedaine.

Beaucoup de goût, progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

RUPPERT (M. Louis), apprenti de 2^e année chez M. Levasseur, menuisier, 30, rue Denfert-Rochereau.

Bon travailleur. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*)
Un livre.

SALORNE (M^{lle} Louise), apprentie de 2^e année chez M. Létard, giletier, 44, rue d'Argout.

Bon travail. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Un livre.**

SCHICKELÉ (M. Louis), apprenti de 2^e année chez M. Desbans, sellier, 15, rue Montmartre. •

Très bon pour son père aveugle, travailleur. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*) **Un livre.**

SCHICKELÉ (M. Joseph), apprenti de 3^e année chez M. Desbans, sellier, 15, rue Montmartre.

Travailleur assidu, bon fils. — (*Proposition de M. Vinot, membre de la Société.*) **Un livre.**

SCHMETZ (M^{lle} Louise), apprentie de 3^e année chez M^{lles} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

Conduite et progrès très satisfaisants. — (*Proposition de M^{lles} Régnier, membres de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

TAMAGNO (M. Antoine-Joseph), apprenti de 3^e année à l'imprimerie Quantin, 7, rue Saint-Benoit.

Conduite et travail satisfaisants. — (*Proposition de M. Quantin, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

THIBOUST (M. Arthur), apprenti de 2^e année chez M. Cornu, monteur ciseleur en bronze d'art, 44, rue des Mathurins.

Conduite et travail excellents. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable et un livre.**

TICHET (M. Auguste), apprenti de 2^e année chez M. Berthier, tourneur en cuivre, 26, rue des Couronnes.

Très travailleur, bonne conduite. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

TOUSSAINT, apprenti de 2^e année chez M. Fétu, monteur en bronze d'art, 69, rue Saint-Lazare.

Conduite et travail satisfaisants. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable et un livre.**

URBAIN (M. Eugène), apprenti imprimeur-typographe de 2^e année à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Respectueux, travailleur, progrès. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*) **Un livre.**

VALET (M. Raoul), apprenti de 2^e année chez M. Faivre, balancier, 11, rue de Saintonge.

Travail et progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

VALLÉE (M. Albert), apprenti de 2^e année chez M. Lennuyeux, ébéniste, 10, rue des Immeubles-Industriels.

Assidu, laborieux, progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

VAUVILLIER (M. Félix), apprenti de 5^e année chez MM. Appert frères, maîtres de verreries, 34, rue des Chasses, Clichy.

Enfant travailleur et de bonne conduite. — (*Proposition de M. Appert, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

VESSIER (M. Albert), apprenti de 2^e année chez M. Marest, bijoutier, 21, rue Montmartre.

Obéissant, travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

VÉZIEN (M. Charles), apprenti de 2^e année chez M. Fauvel, ciseleur en bronze, 14, rue du Temple.

Apprend son métier avec beaucoup de goût. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

WAGNER (M. Joseph,-Louis), apprenti compositeur de 4^e année à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Bon ouvrier, résultats très satisfaisants. A obtenu au concours un prix de composition grecque. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt francs.**

WEBER (M. Alfred-Emile), apprenti de 3^e année chez M. Compoint, maroquinier, 4, rue des Fontaines-du-Temple.

Travail et conduite irréprochables. — (*Proposition de M. Picot, président des jeunes apprentis orphelins.*)

Un livre offert par la Société pour la propagation des livres d'art.

SEINE-INFÉRIEURE

DUTERTRE (M. Georges-Jacques-Raimond), apprenti de 3^e année chez M. Bentz, graveur, à Déville-les-Rouen.

A fait des progrès remarquables dans cette industrie artistique. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre offert par la Société pour la propagation des livres d'art.

LAMARRE (M. Paul-Edmond), apprenti de 5^e année chez M. Denin, maître verrier, au Courval, commune de Hodène-au-Bosc.

Travail soutenu, progrès constants. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEMORT (M. Paul-Félix-Achille), apprenti de 3^e année chez M. Denin, maître verrier, au Courval, commune de Hodène-au-Bosc.

Bonne conduite et travail satisfaisant. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

SEINE-ET-MARNE

GARRIVET (M. Alexandre-Louis), apprenti de 4^e année, section de typographie, à l'école d'Alembert, à Montévrain.

Progrès rapides. — (*Proposition de M. Renault, inspecteur départemental, à Meaux.*)

Un livre offert par la Société pour la propagation des livres d'art.

HOUDOT (Joseph), apprenti de 5^e année, aux papeteries du Marais.

Docile, travailleur, progrès constants. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

MARCOIN (M^{lle} Joséphine-Agathe), apprentie de 5^e année aux papeteries du Marais.

Adroite, attentive, bonne conduite. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

VERLET (M. Émile), apprenti de 3^e année chez MM. Brodard et Gallois, imprimeurs, à Coulommiers.

Instruit, très sérieux, très considéré de ses patrons. — (*Proposition de M. Cottin, inspecteur départemental.*)

Un livre.

ZEHMACKER (M. Eugène), élève de 4^e année à l'école d'Alembert, à Montévrain (ébénisterie).

Beaucoup de goût pour le dessin. — (*Proposition de M. Renault, inspecteur.*)

Un livre.

SEINE-ET-OISE

BOURGINE (M. Élie-Désiré), apprenti de 3^e année chez MM. Brinon, ses fils et G. Gry, fabricants de bonneterie, à Pussay.

Intelligent, travailleur, habile. — (*Proposition de M. Pointeau, inspecteur à Etampes.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

FESSION (M. Marcel), apprenti de 3^e année à l'imprimerie de M. Jules Creté, à Corbeil.

Très sérieux, intelligent bonne conduite. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

GUÉTAUD (M. Victor), apprenti de 2^e année chez M. Hoffmann, entrepreneur de menuiserie, 61, rue de Paris, à Saint-Germain.

Studieux, très zélé. — (*Proposition de M. Moutier, membre de la Société.*)

Un livre.

LEMAIRE (M. Émile-Ferdinand), apprenti de 4^e année chez M. Derolland, fabricant de caoutchouc, à Asnières-sur-Oise.

Apprenti modèle, studieux. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

MARGRY (M. Jules), apprenti de 2^e année chez MM. Bail, Pozzy et C^{ie}, forges de Persan, par Beaumont.

Obéissant, soumis, travailleur. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur départemental.*)

Un livre.

MASSON (M. Alfred), apprenti de 2^e année chez MM. Bail, Pozzy et C^{ie}, forges de Persan, par Beaumont.

Intelligent, travailleur, respectueux. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur départemental.*)

Un livre.

PLANTIN (M. Jules), apprenti de 3^e année chez M. Moutier, constructeur serrurier, à Saint-Germain-en-Laye.

Élève studieux, apprenti zélé. — (*Proposition de M. Moutier, membre de la Société.*)

Un livre.

PICOT (M^{lle} Camille-Blanche), apprentie de 3^e année à l'imprimerie de M. Jules Creté, à Corbeil.

Bonne conduite, très intelligente et active. — (*Proposition de M. Nézondet, inspecteur départemental.*)

Un livre.

SOMME

BELLEGUEULE (M. René), apprenti de 5^{me} année chez MM. A. Cocquel et C^{ie}, fabricants de velours de coton, à Amiens, 2, petite rue des Augustins.

Excellente conduite, digne de tout éloge. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

CAUSSIN (M^{lle} Blanche), apprentie de 2^{me} année chez M^{me} Deplanchon, couturière, à Amiens, 67, rue Vulfran-Warmé.

Travaille avec beaucoup d'intelligence. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

DENEUVILLE (M. Sylvain-Arsène), apprenti de 4^{me} année à la Société anonyme linière d'Amiens.

Excellente conduite, très laborieux. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

GOFFART (M^{lle} Marie), apprentie de 2^{me} année à l'ouvrier de la Caisse des écoles, 63, rue Gresset, à Amiens.

Aptitude remarquable pour son état. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

HAGUET (M^{lle} Marie), apprentie de 4^{me} année chez MM. A. Cocquel et C^{ie}, fabricants de velours de coton, à Amiens, 2, petite rue des Augustins.

Bonne travailleuse et bonne ménagère. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

MUCHEMBLED (M. Léon), apprenti de 2^{me} année chez MM. Hurtu et Hautin, constructeurs de machines à coudre, à Albert.

Montre de bonnes dispositions au travail, bonne conduite. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

HAUTE-VIENNE

MARQUET (M^{lle} Céline), vient de terminer son apprentissage chez M. Lanternier, décorateur sur porcelaines, 81, avenue Garibaldi, à Limoges.

Elle est déjà capable de surveiller et de diriger un atelier. Digne de tous les éloges. — (*Proposition de M. Gouttes, inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Anciens apprentis devenus ouvriers, qui sont restés dans la maison où ils ont accompli tout leur apprentissage.

COTE-D'OR

BUTHIAU (M^{me} Félicie), ouvrière à la stéarinerie de l'Est, à Dijon.

A débuté comme apprentie en 1864, a donné des preuves d'une énergie peu commune et a formé un grand nombre d'apprenties. — (*Proposition de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

COTES-DU-NORD

GENISSEL (M. François), ouvrier aux forges et aciéries de Saint-Brieuc.

A débuté en 1838, économe, travailleur, père de famille digne d'éloges. — (*Proposition de M. Landois.*)

Médaille d'argent.

EURE

DANDOU (M. Jules), conducteur typographe à l'imprimerie de l'Eure.

A débuté comme apprenti en 1882, excellent à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Léon Petit, membre de la Société.*)

Mention honorable.

GAUTHIER (M. Fénelon-Ernest), ouvrier chez M. Billet, entrepreneur de menuiserie, à Damville.

Six années de bons services. — (*Proposition de M. Petit, membre de la Société.*)

Mention honorable.

KIM (M. François-Joseph), ouvrier chez M. Bourdon, tailleur, à Evreux.

Blessé en 1870. 18 ans de bons services. — (*Proposition de M. Petit, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

MAILLARD (M. Edouard), ouvrier chez M. Marc, entrepreneur, à Evreux.

Vient de terminer son apprentissage. Excellent sujet. — (*Proposition de M. Petit, membre de la Société.*)

Mention honorable.

EURE-ET-LOIR

ALLAIN (M. Auguste), ouvrier chez M. Honnard, fabricant de clefs, à Oisème, commune de Garville.

Entré en 1844, comme apprenti. — Quatre enfants sont maintenant avec lui à l'atelier. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

BAUNY (M^{me} Marie), ouvrière chez M^{me} Julien, couturière, à Châteaudun.

Sept années de dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M. Vénot, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

BILLAND (M^{me} Joséphine), ouvrière chez MM. Vulliamy frères, manufacturiers, à Montigny-sur-Avre.

Cinq ans de travail et de régularité. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

BLIN (M. Isidore), ouvrier chez M^{me} V^{ve} Mercier, manufacture de chaussures, à Dreux.

Travailleur exact. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

BOIS (M. Louis), ouvrier chez M. Chevallier, fabricant de couvertures de laine, à Châteaudun.

Entré en 1854 comme apprenti. A formé 40 ouvriers. — (*Proposition de M. Vénot, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

BOUCHER (M. Auguste-Amédée), ouvrier chez MM. Liot et fils, manufacture de chaussures, à Dreux.

Excellent ouvrier, adroit. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

BOUILLON (M. Louis-Jules), ouvrier chez M. Prudhomme, imprimeur, à Châteaudun.

Apprenti de la maison. Dévoué, travailleur. — (*Proposition de M. Vénot, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

BROSSARD (M. Jean-Baptiste), ouvrier chez M^{me} V^{ve} Garnier, imprimeur, à Chartres.

Apprenti en 1840. Resté ouvrier laborieux. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

CHARRIER (M. Armand), ouvrier chez son père, serrurier, à Auneau.

Ouvrier de talent, instruit. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Un livre d'art.**

CHENAY (M^{lle} Marie), ouvrière chez M^{lle} Vigouroux, couturière, 39, rue Parisis, à Dreux.

Cinq années de services dévoués. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

COTTEREAU (M. Louis), ouvrier chez MM. Glaçon et Lecourt, fondeurs, rue de la Gare, à Dreux.

14 années de services intelligents et dévoués. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

DELANGÉ (M. Alexandre), ouvrier à la papeterie de MM. Firmin Didot et C^{ie}, à Sorel-Moussel.

Entré en 1864. Econome, laborieux. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

FOIRET (M^{lle} Victoria), ouvrière chez M. Javouhey, confiseur-pâtissier, à Chartres.

Ancienne apprentie de la maison. 14 ans de services. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

FRÉZEL (M. Léopold-Alexandre), ouvrier chez M. Vulliamy frères, manufacturiers, à Montigny-sur-Avre.

Ancien apprenti de la maison, bons services. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

GIRARD (M^{me} Amanda), femme Boulay, ouvrière chez M. Waddington fils et C^{ie}, à Dreux.

17 ans de services. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

GALLAS (M^{lle} Claire), ouvrière chez M^{me} Galopin, couturière, à Châteaudun.

Apprentie de la maison, sept ans de services. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

GUILLE (M. Auguste), ouvrier à la fonderie de MM. Glaçon et Lecourt à Dreux.

17 ans de bons services. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

HAMELIN (M^{lle} Berthe-Eugénie), ouvrière chez M^{mes} Renoust et Hamelin, couturières, à Nogent-le-Rotrou.

Instruite, dévouée. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

HETTÉ (M. Georges), ouvrier chez M. Allard et C^{ie}, mécaniciens fondeurs, à Châteaudun.

Apprentissage à la fonderie, 13 ans de services. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

KESLER (M. Alexandre), ouvrier chez M. Delachaume, carrossier à Maintenon.

Ouvrier dévoué à son patron et aux apprentis. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

LEBIS (M. André), ouvrier chez M. Firmin Didot, papeterie de Sorel-Moussel.

Quarante années de services. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille de vermeil.**

LETELLIER (M. Alexandre), ouvrier chez M. Liot et fils, manufacture de chaussures, rue Saint-Martin, à Dreux.

Trente ans de services. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

LEVESQUE (M. Constant), ouvrier chez M. Biard, tapissier, à Nogent-le-Rotrou.

Modèle d'assiduité et de travail. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

MABYRE (M. Denis), ouvrier à la fonderie de MM. Glaçon et Lecourt, rue de la Gare, à Dreux.

Trente ans de service. A obtenu une médaille de bronze en 1882. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

MARCAULT (M. Arcade), ouvrier chez M^{me} V^{ve} Garnier, imprimeur, à Chartres.

Apprenti de la maison ; il enseigne aujourd'hui la partie artistique de l'imprimerie. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

MÉLIN (M. Édouard), ouvrier chez MM. Allard, mécaniciens fondeurs, à Châteaudun.

Quinze ans de bons services. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

RENOUST dit LEAUTÉ (M. François-Jules), ouvrier chez M. Lecomte, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

Dix ans de services. Excellent fils. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

RICOIS (M^{me} Aglaé), ouvrière chez M^{me} Ponthieu, confections, à Châteaudun.

Huit années de services. S'occupe des apprentis. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

ROUGEOREILLE (M. Léon), ouvrier chez M. Darcelle, carrossier, à Chartres.

27 ans de services, laborieux. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

RONDEL (M^{lle} Augustine), ouvrière à la manufacture de MM. Waddington fils et C^{ie}, à Saint-Rémy-sur-Avre.

Ouvrière accomplie. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

TORCHEUX (M. Alexandre), ouvrier chez M. Honnard, fabricant de clefs, à Oisème, commune de Garville.

Apprenti en 1844, laborieux. — (*Proposition de M. Séreau, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

VIGNAU (M^{me} Angéline), ouvrière chez M^{me} Raimbert, conturière, à Châteaudun.

Sept ans de soins dévoués aux apprenties. — (*Proposition de M. Venot, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

FINISTÈRE

CARIN (M. Ambroise, -Joseph, -Marie), ouvrier chez M. Gadreau, imprimeur, à Brest.

Jeune ouvrier intelligent et plein d'avenir. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

GARD

POUGET (M. Edouard), ouvrier chez M. Martin, menuisier-ébéniste, rue Grétry, à Nîmes.

Jeune ouvrier de bonne conduite. — (*Proposition de M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

HAUTE-GARONNE

DUPUY (M^{me} Catherine), ouvrière chez MM. Sirven, fabricants d'articles de bureau, 76, rue de la Colombette, à Toulouse.

35 ans de loyaux services dans la maison où elle a fait son apprentissage. — (*Proposition de M. Prunet, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

HÉRAULT

LAFONT (M^{me} Marguerite), ouvrière dans la boyauderie de M. Georges Jäger, à Montpellier.

Entrée en 1852. Bons services. — (*Proposition de M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

INDRE-ET-LOIRE

FOREST (M. Eugène-Louis), ouvrier à l'imprimerie A. Mame et fils, à Tours.

Ancien apprenti de la maison depuis 1865. Bons conseils donnés aux jeunes ouvriers. — (*Proposition de M. A. Mame et fils, membres de la Société.*) **Médaille de bronze.**

PILLET (M. Edouard), ouvrier à l'imprimerie A. Mame et fils, à Tours.

Depuis 1868. A formé quatre apprentis. — (*Proposition de M. A. Mame et fils, membres de la Société.*) **Médaille de bronze.**

ISÈRE

ARGOUT (M^{me} Marie), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

Entrée en 1849, comme apprentie ; mais ne s'est pas occupée des apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

BERNARD (M^{me} Philomène), femme Charrond, ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

Entrée en 1852 ; pas d'apprenties formées. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

BONNET (M^{me} Hélène), femme Fournier, ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

Entrée en 1868, assiduité. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

CALOUX (M^{me} Julie), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

36 ans de services. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

CHABOUT (M^{me} Mariette), femme Drevet, ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

31 ans de bons services. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

CUTIVET (M^{lle} Pauline), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

20 ans de services, forme des apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

DURAND (M^{me} Marie), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

18 années de services. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Mention honorable.

GUTTIN (M^{me} Augustine), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, fabricant de soieries, aux Abrets.

13 ans de services. Dévouée aux apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Mention honorable.

BONIN (M^{me} Eugénie), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

35 ans de bons services. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

COLOMBIN (M^{me} Josephine), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain,

38 ans de services. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Médaille de bronze.

PONCET (M^{me} Rose), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

44 ans de services. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Médaille d'argent.

PONCET (M^{lle} Maria), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

20 ans de services. 50 apprenties formées avec soin. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Médaille d'argent.

PORCHER (M^{me} Marguerite), femme Veyet, ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

28 ans de travail continu. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Mention honorable.

REPLAT (M^{me} Pauline), femme Bellet, ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

17 ans de services. 20 apprenties. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Médaille de bronze.

REYNAUD (M^{me} Amélie), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

24 ans de services. 10 apprenties. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Médaille de bronze

SERLIN (M^{me} Césarine), femme Delorme, ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, à La Combe de Châteauvillain.

20 ans de services. Apprentie de la maison. — (*Proposition de M. Giraud.*)

Mention honorable.

JURA

BILLEY (M. Francis), conducteur de machine lithographique, chez M. Courbe Rouzet, éditeur, à Dôle.

20 ans de services. 10 apprentis. — (*Proposition de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

JACQUEMIN (M. Joseph), conducteur de machine lithographique, chez M. Courbe Rouzet, éditeur, à Dôle.

15 ans de services. 6 apprentis. — (*Proposition de M. Boyer.*)

Médaille de bronze.

LOIRE

CORNELOUP (M^{me} Joséphine), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, fabricants de soieries, à Saint-Denis de Cabannes.

Ouvrière depuis six ans. Apprentissage dans la maison. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

LACOUR (M^{me} Marie), ouvrière chez M. Colcombet, fabricant de rubans de soie, à Saint-Étienne.

11 ans de services. Apprentie de la maison, s'occupe des apprenties. — (*Proposition de M. Colcombet, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

LOIR-ET-CHER

AUDE (M. Jean), ouvrier chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

Apprenti en 1840, S'acquitte avec beaucoup de zèle de l'instruction professionnelle des apprentis. En a formé 200 environ. — (*Proposition de M. Jubereau, inspecteur à Romorantin.*) **Médaille de vermeil.**

BAILLY (M^{lle} Octavie), jeune ouvrière de la maison Hayem, chemiserie de Romorantin.

Très laborieuse. — (*Proposition de M. Jubereau.*)

Mention honorable.

BOUTIN (M^{lle} Eugénie), jeune ouvrière de la maison Hayem, chemiserie de Romorantin.

Active, laborieuse. — (*Proposition de M. Jubereau.*)

Mention honorable.

CHAPLIN (M^{lle} Jeanne), ouvrière en modes et confections chez M^{lle} Jourdain, à Romorantin.

Cinq années de travail. — (*Proposition de M. Jubereau.*)

Mention honorable.

GODEBERGE (M. Jules-Étienne), ouvrier chez MM. Rousset, fabricants de chaussures, à Blois.

Trente et un ans de services. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

MAERTELAERE, chef ciseleur modeleur aux fonderies de Saint-Ouen-Vendôme.

Vingt-sept ans de services. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

PÉRON (M^{lle} Hermine), jeune ouvrière de la maison Hayem, chemiserie de Romorantin.

(*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

RENARD (M^{lle} Isabelle), jeune ouvrière de la maison Hayem, chemiserie de Romorantin.

(*Proposition de M. Jubereau, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

LOIRET

PATISSIER (M. Jules), ouvrier charpentier chez MM. Moreau et Gaspard, entrepreneurs de charpentes, quai du Roi, à Orléans.

Trente-deux ans de service. Grand dévouement aux apprentis. —

(*Proposition de M. Tixier, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

POURET (M. Armand), ouvrier chez M. Fournier, fabricant de meubles, 223, rue Bourgogne, à Orléans.

Vingt-neuf ans de travail continu ; grand dévouement aux apprentis.

— (*Proposition de M. Tixier, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

POURET (M. Casimir), ouvrier chez M. Fournier, fabricant de meubles, 223, rue Bourgogne, à Orléans.

Trente ans de services et de dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M. Tixier.*)

Médaille d'argent.

SEVIN (M. Célestin), ouvrier chez M. d'Hubert-Desvignes, fabricant de meubles, 3, rue Vieille-Poterie, à Orléans.

Quarante ans de services. A toujours eu un apprenti. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

MANCHE

LEMIÈRE (M. Louis), ouvrier chez M. Noyon, fabricant de meubles, 22, rue de la Paix, à Cherbourg.

N'a pas été apprenti de la maison, mais mérite cependant une distinction pour 35 ans de services et de dévouement aux apprentis.

— (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire à Caen.*)

Médaille de bronze.

MEUSE

PRÉFIL (M. Antoine), ouvrier chez MM. Bock père et fils, teinturiers, rue du Bourg, à Bar-le-Duc.

Vingt-six ans de services ; nombreux apprentis formés. — (*Proposition de M. Chéry, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

VIGNOT (M^{me} Barbe), ouvrière chez MM. Marlier, fabricants de tricots, à Bar-le-Duc.

26 ans de services. 20 apprenties. — (*Proposition de M. Chéry, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

MEURTHE-ET-MOSELLE

DIETZ (M^{me} Catherine), ouvrière chez les fils d'Emmanuel Lang, tissage de Bonsecours, Nancy.

30 ans de services. 30 apprenties. — (*Proposition des fils d'Emmanuel Lang, membres de la Société.*) **Médaille d'argent.**

MORBIHAN

BLANLŒUIL (M^{me} Augustine), ouvrière chez M. Beaubois, fabricant de bonneterie, passementerie, à Kerantrech, Lorient.

45 ans de services. Dévouée, laborieuse. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

NORD

HAYEZ (M. Jean-Baptiste), chef monteur et traceur de chaudronnerie, à la Société Carion-Delmotte, à Anzin-les-Valencienes.

Apprenti en 1855. N'a jamais quitté. Grand dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M. Pastour, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

OISE

DESMAZURES (M. Arthur), ouvrier à l'imprimerie centrale administrative, à Beauvais.

8 ans de services irréprochables. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

MARGUET (M^{lle} Louise-Euphrasie), jeune ouvrière chez M. Gervais, fabricant de boîtes à emballage, à Clermont.

8 ans de services. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

PAS-DE-CALAIS

PAYY (M^{lle} Maria), ouvrière chez M. Bussy, fabricant de passementeries, à Arques.

14 ans de services. Grand dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

ROBERT (M^{lle} Clémence-Elisabeth), ouvrière chez MM. Courvoisier, Bourgoïn et C^{ie}, fabricants de gants de peau, à Hesdin.

8 années de services. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

SAONE-ET-LOIRE

GRAPELOUP (M^{me} Marie), ouvrière chez MM. Giraud et C^{ie}, usine de tissage mécanique de Chauffailles.

17 ans de services. Dix apprenties. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

SEINE

BEAUDIER (M. Jules), conducteur de machines à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Quatorze années de métier, surveillance attentive des apprentis. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

BOILEAU (M. Auguste), ouvrier chez M. Levraud, tapissier, 48, boulevard Haussmann.

Ancien apprenti de la maison. 12 ans de bons services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

BONNARD (M. Théophile), ouvrier chez MM. Dupont et C^{ie}, fabricants d'étoffes pour meubles, 6, rue d'Aboukir.

Grande assiduité au travail, dévouement à ses patrons. — (*Proposition de M. Mourcean, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

BOUCQ (M. Auguste), ouvrier chez M. Lohse, teinturier, 31, quai de Grenelle.

Tout jeune ouvrier promettant un excellent sujet. — (*Proposition de M. Vinot.*)

Mention honorable.

BUSSART (M. Ernest), ouvrier chez M. Vollée, cartonnier, 9, rue des Déchargeurs.

Jeune ouvrier laborieux, économe. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable.

CELÉRIEN (M. Gabriel-Savinien), ouvrier aux ateliers de la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.

44 ans de services exceptionnels. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de vermeil.

CHARNIER (M. Auguste), tourneur à l'atelier de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers.

Grand soin dans l'enseignement des apprentis. — (*Proposition de M. Sauvage, ingénieur principal.*)

Médaille de bronze.

CHEVALLIER (M^{lle} Eugénie), ouvrière chez M^{me} Collin, couturière, 24 bis, rue Pierre-Leroux

Vingt années de services dévoués. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

CURTET (M^{lle} Eugénie), ouvrière chez M^{me} Midy, dévideuse de soie, 216, rue Saint-Denis.

40 ans de services dévoués. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Médaille d'argent.**

DESRAY (M^{me} Eugénie), ouvrière chez M^{me} Olier, couturière, 11, rue des Fermiers, Paris.

Huit ans de services. — (*Proposition du Patronage du XVII^e arrondissement.*) **Mention honorable.**

DUPREZ (M. Lucien), chef d'atelier d'apprentissage de la maison Quantin, imprimerie, 7, rue Saint-Benoit.

20 ans de soins dévoués aux apprentis. — (*Proposition de M. Quantin, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

FORJET (M. Prosper), ouvrier chez M. Merckel, imprimeur, 18, rue Saint-Placide.

Neuf ans de services. — (*Proposition de M. Vinot.*)

Médaille de bronze.

FÉRON (M. Alexis), ouvrier chez M^{me} V^{ve} Georgel, passementière, 191, rue Saint-Denis.

Surveillance générale de la maison où elle a fait son apprentissage. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Médaille de bronze.**

FERRIER (M. François), ouvrier chez M. Henry Lepaute, constructeur d'horlogerie, 6, rue Lafayette, à Paris.

23 ans de services, de travail et d'exactitude. — (*Proposition de M. Lepaute, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

FOURNAISE (M. Arthur-Louis), ouvrier chez MM. Appert frères, maîtres verriers, à Clichy.

11 ans de services. Travail et conduite. — (*Proposition de M. Appert, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

FROMONT (M. Alphonse-Alexandre), ouvrier chez M. Victor Merliu, tapissier, 34, rue Godot-de-Mauroi.

Apprenti en 1853, a donné de grands exemples de travail et de dévouement. — (*Proposition de M. V. Merlin, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

GIBOUT (M. Léopold), tourneur à l'atelier central du Chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers.

Ancien élève des cours professionnels, excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Sauvage, ingénieur principal.*) **Médaille de bronze.**

GOUFFÉ (M. Bernard), ancien apprenti et contremaître chez MM. Poussielgue-Rusand fils, orfèvres, 3, rue Cassette.

A formé d'excellents ouvriers depuis 20 ans, médaille d'or à l'Exposition de 1889. — (*Proposition de M. Poussielgue-Rusand fils, membre de la Société.*) **Médaille de vermeil.**

GOYARD (M. Léon-Louis), ouvrier chez M. Motteroz, imprimeries réunies, 13, avenue Gutenberg, à Puteaux.

Apprenti en 1882, bon ouvrier, rangé. — (*Proposition de M. Beurné, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

GRATTERY (M. Joseph), ouvrier compositeur à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Économe, travailleur, intelligent. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

HANRYON (M. Léon), aide-monteur à l'atelier central de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers.

Ouvrier adroit, intelligent, dévoué. — (*Proposition de M. Sauvage, ingénieur principal.*) **Médaille de bronze.**

JOLIVET (M^{lle} Marie), ouvrière chez M. Létard, giletier, 44, rue d'Argout.

7 ans de services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable.

LACAILLE (M. Célestin), ouvrier chez M. Poussielgue-Rusand fils, orfèvres, 3, rue Cassette.

20 ans de services. — (*Proposition de M. Poussielgue-Rusand fils, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

LACHAPELLE (M^{lle} Augustine), ouvrière chez M. Létard, giletier, 44, rue d'Argout.

15 ans de services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

LASSOURY (M. Alexandre), ouvrier chez M. Charlier et Guenot, coffres-forts, 26, rue Guyot.

20 ans de services et de dévouement aux apprentis. — (*Proposition du Comité de patronage du XVII^e arrondissement.*)

Médaille de bronze.

LECHANDELIER (M. Louis-Auguste-Alphonse), ouvrier chez M. Gouverneur, gainier, 37, quai de l'Horloge.

52 ans de services dans l'atelier où il apprit son métier. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de vermeil.

LÉCOT (M. Charles), ouvrier chez MM. Poussielgue-Rusand fils orfèvres, 3, rue Cassette.

23 ans de services. — (*Proposition de MM. Poussielgue-Rusand fils, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

LEFEUVRE (M^{me} Marie), ouvrière chez M. Létard, giletier, 44, rue d'Argout.

Grand travail, soins dévoués. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable.

LEFORT (M^{me} Maria), ouvrière chez MM. Sallandrouze frères, fabricants de tapis, 36, rue des Jeûneurs.

Ancienne apprentie, forme des apprenties. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

LEMEUNIER (M. Germain-Émile), ouvrier chez MM. Millerio et Fossé, fabricants de tapis, 26, rue du Sentier.

Excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

LEMOINE (M^{lle} Louise), ouvrière chez MM. Sallandrouze frères, fabricants de tapis, 36, rue des Jeûneurs.

Excellente ouvrière. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

LUTENAUER (M. Pierre), ouvrier aux ateliers de la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.

37 ans de travail, d'assiduité et de bon exemple. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Médaille d'argent.**

MAILLARD (M^{lle} Louise), ouvrière chez M. Cosson, régleur, 15, rue Tiquetonne.

Dix années de services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

MANTION (M. Paul), ouvrier chez MM. Valton et Richard, sertisseurs, 5, rue de Louvois.

Jeune ouvrier très assidu. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

MÉNISSIER (M^{lle} Lucie), ouvrière chez M^{me} Dartois, 15, rue de la République, à Charenton-le-Pont.

Huit ans de services. Grands mérites. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

MEYER (M. François), ouvrier chez M. Dumas Vorset, boulevard Raspail.

Dix ans de service. — (*Proposition de M. Vinot.*) **Mention honorable.**

MOREAU (M^{lle} Marie), ouvrière chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

Cinq ans de services et de dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

PASSEREAU (M. Louis), ouvrier à la faïencerie de M. Boulenger, à Choisy-le-Roi.

Ouvrier de 30 ans de services. — (*Proposition de M. Boulanger, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

PICAUD (M^{me} Thérèse), ouvrière chez MM. Sallandrouze frères, fabricants de tapis, 36, rue des Jeûneurs.

Excellente ouvrière; travail assidu. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

RENÉ (M^{lle} Louise), ouvrière chez M^{me} Olier, couturière, 44, rue des Fermiers.

Jeune ouvrière assidue, travailleuse. — (*Proposition de la Société de patronage du XVII^e arrondissement.*) **Mention honorable.**

RICHEU (M^{lle} Marie), ouvrière chez MM. Sallandrouze frères, fabricants de tapis, 36, rue des Jeûneurs.

Excellente ouvrière; grand dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

ROUSSET (M. Pierre), ouvrier depuis 30 ans à la faïencerie de M. Boulenger, à Choisy-le-Roi.

(*Proposition de M. Boulenger, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

SAGUEZ (M. Adrien-François), ouvrier chez M. Vaillant, boucher, 20, rue Rochechouart.

20 ans de services. Grand dévouement à sa maison. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Médaille de bronze.**

SAUVÉ (M^{lle} Amélie), ouvrière chez MM. Rouvenat et Félix Desprès, joailliers, 62, rue d'Hauteville.

24 ans de services et de mérites. — (*Proposition de MM. Rouvenat et Desprès, membres de la Société.*) **Médaille de bronze.**

THIOUX (M^{me} Marie), ouvrière chez MM. Millerio et Fossé, fabricants de tapis, 26, rue du Sentier.

Conduite exemplaire, travailleuse émérite. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*)

Un livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.

TOURAIN (M. Émile-Pascal), ouvrier chez MM. Dupont et C^{ie}, fabricants d'étoffes pour meubles, 6, rue d'Aboukir.

Excellent travailleur. Probité exemplaire. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

VERLEYEN (M. Léon), ouvrier chez M. Lesieur, tourneur en cuivre, 14, rue du Perche.

30 ans de services dévoués. — (*Proposition de M. Picot, vice-président des jeunes apprentis orphelins.*) **Médaille d'argent.**

SEINE-ET-MARNE

LELONG (M. Julien), ouvrier à l'école professionnelle de chapperie de Villenoy.

10 années de services, comme apprenti, puis moniteur. — (*Proposition de M. Renault, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

MICHAUT (M^{me} V^{ve}), ouvrière chez MM. P. Brodard et Gallois, imprimeurs, à Coulommiers.

25 ans de travail et d'estime générale. — (*Proposition de M. Cottin, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

BOULETTE (M^{me} Héloïse), ouvrière chez M. Grelault-Lécuyer, manufactures de corsets, à Nemours.

23 ans de services: 60 apprenties formées. — (*Proposition de M. Hutin, inspecteur à Fontainebleau.*)

Médaille de bronze.

ROBBES (M. Charles-Louis-Edmond), jeune ouvrier à l'école professionnelle d'Alembert, à Montévrain (section de typographie).

Excellent sujet sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Renault, inspecteur à Meaux.*)

Mention honorable.

TONIQUET (M. Léon), jeune ouvrier à l'école professionnelle d'Alembert, à Montavrain (section d'ébénisterie).

Conduite irréprochable. Travailleur assidu. — (*Proposition de M. Renault, inspecteur à Meaux.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-OISE

AUDOYER (M. Jean-Paul), ouvrier chez MM. Paul Corbin et C^{ie}, sucrerie à Us.

17 ans de bons services. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Pontoise.*)

Médaille de bronze.

BARROY (M. Jules-Frédéric), ouvrier chez MM. Brinon, ses fils et G. Gry, fabricants de bonneterie, à Pussay.

16 ans de services intelligents. — (*Proposition de M. Pointeau, inspecteur à Étampes.*)

Médaille de bronze.

BLIND (M^{me} Nicole), ouvrière à la fabrique de munitions de Bruyères-sur-Sèvres.

29 ans de labeur et d'estime générale. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*)

Médaille d'argent.

GRENAULT (M. François), fileur chez MM. Michelez aîné et Plessier, fabricant de lacets, à Lardy.

Quarante-sept ans de services. Apprenti de la maison. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Pontoise.*) **Médaille d'argent.**

HANCK M^{me} Marie), ouvrière à la fabrique de munitions des Bruyères (Sèvres).

Trente et un ans de services soutenus. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Médaille d'argent.**

HÉRON (M. Nicolas), tourneur chez MM. Bail, Pozzy et C^{ie}, forges de Persan, par Beaumont.

Trente-six ans de services. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Versailles.*) **Médaille d'argent.**

HORAIST (M. Léon), ouvrier depuis cinq ans chez M. Moutier, serrurier, à Saint-Germain-en-Laye.

Excellent ouvrier, intelligent. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Mention honorable.**

HUDDE (M. Valéry-Désiré-Elysée), ouvrier chez M. Derolland, manufacture de caoutchouc, à Asnières-sur-Oise.

Dix-sept ans de services et de soins aux apprentis. — (*Proposition de M. Pointeau, inspecteur à Etampes.*) **Médaille de bronze.**

GIBIER (M. Henri-Dominique), ouvrier chez M. Limet, filateur, à Guillerval.

35 ans de services dévoués. — (*Proposition de M. Pointeau, inspecteur à Etampes.*) **Médaille d'argent.**

JOUANNE (M. Narcisse), forgeron aux forges de Persan par Beaumont.

34 ans de services. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Pontoise.*) **Médaille d'argent.**

LAISSUS (M. Claude), ouvrier chez M. Derolland, manufacture de caoutchouc, à Asnières-sur-Oise.

28 ans de services, nombreux apprentis formés. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Pontoise.*) **Médaille de bronze.**

RICORDEAU (M. Louis-Mathurin), ouvrier chez MM. Quesnel, maîtres carriers, à Meulan.

35 ans de services, dirige l'apprentissage. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Médaille d'argent.**

ROUDIER (M. Henri-Louis), chef monteur chez M. Grenthe, constructeur, à Pontoise.

20 ans de services, grand dévouement à sa maison et aux apprentis. — (*Proposition de M. Fautras, inspecteur à Pontoise.*) **Médaille d'argent.**

ROULLEAU (M. Louis-Désiré), ouvrier chez M. Lejeune-Buffetault, fabricant de bonneterie, à Pussay.

32 ans de bons services. — (*Proposition de M. Pointeau, inspecteur à Étampes.*) **Médaille d'argent.**

SAINT-ACHEUL (M. Charles), ouvrier chez MM. Belin frères, imprimeurs, à Saint-Cloud.

33 ans de services, rendus aux apprentis. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Médaille d'argent.**

VAILLAND (M. Charles), ouvrier chez MM. Quesnel père et fils, maîtres carriers, à Meulan.

33 ans de services et de bons exemples. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Médaille d'argent.**

VIARD (M^{lle} Marie-Jeanne), ouvrière à la fabrique de munitions de Bruyères (Sèvres).

36 ans de services. 25 apprenties. — (*Proposition de M. Martin, inspecteur à Versailles.*) **Médaille d'argent.**

SOMME

BELLARD (M. Octave), ouvrier à la Société anonyme linière d'Amiens.

22 ans de services estimés. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

FAUQUET (M. Manassé), ouvrier chez M. Cocquel, manufacturier de velours de coton, à Amiens, 2, Petite-Rue des Augustins.

22 ans de services. Nombreux apprentis. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

BASSES-PYRÉNÉES

MEUVIELLE (M. Antoine), ouvrier à la marbrerie de Bagnères-de-Bigorre de M. Léon Géruset.

Excellent ouvrier poursuivant en dehors de l'atelier son œuvre moralisatrice sur les ouvriers et les apprentis. — (*Proposition de M. le Dr Gandy, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES COMITÉS ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une *médaille d'honneur* pour reconnaître les services rendus, dans l'ordre judiciaire, à la cause des apprentis et enfants employés dans les manufactures.

(Ce prix n'est pas décerné en 1890.)

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.

Une *médaille d'honneur* sera décernée à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

(Ce prix n'est pas décerné en 1890.)

3. — PRIX DU Comité des Accidents de fabrique.

PRIX N° 1. — *Médaille d'honneur et un prix de 500 francs*, pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires.

PRIX N° 2. — *Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs*, pour une étude sur les établissements du département de la Seine employant la scie circulaire.

PRIX N° 3. — *Médaille d'argent* à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par des scies moins dangereuses.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et 500 francs*, pour la meilleure étude sur l'industrie de l'imprimerie faite au point de vue des accidents qu'elle peut occasionner aux ouvriers et particulièrement aux apprentis, et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent* à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 6. — *Une médaille* sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

(Aucun candidat n'a été présenté pour ces prix.)

PRIX N° 7. — *Une médaille d'honneur*, pour toute invention nouvelle ou perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents de machines dans une industrie quelconque employant des enfants.

CALVADOS

HOMMET (M.), régisseur de l'usine de la Société des bois de Normandie, à Lisieux.

A appliqué un dispositif simple aux scies circulaires pour en arrêter le mouvement après débrayage et éviter ainsi les nombreux accidents dus à l'imprudence des ouvriers qui sont tentés de se servir de la paume de la main comme d'un frein. — (*Proposition de M. Valant, inspecteur divisionnaire à Caen.*)

Médaille de bronze.

NIEVRE

FAYOL (M.), directeur général de la Société de Commentry-Fourchambault, 16, place Vendôme, Paris.

A rendu des services signalés à l'art des mines au point de vue de la sécurité du personnel. Extinction des incendies souterrains par « l'embouage ». Invention d'un appareil simple et pratique pour la circulation des ouvriers dans les milieux irrespirables. — (*Proposition de M. P. Mahler, ingénieur, membre de la Société.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

NORD

DUPARQUE (M.), inspecteur des ateliers de la Compagnie des Chemins de fer du Nord, à Hellemmes-Lille.

Invention d'un appareil de débrayage pour cônes de machines-outils supprimant l'emploi de la perche à crochet et de la main. Appliqué depuis 1887. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille d'argent.

VILLAIN FILS ET C^{ie} (MM.), constructeurs mécaniciens, 18, rue des Rogations, à Lille.

Invention d'un métier à gazer pour la filature de coton dont la flamme reste fixe et permet d'aérer l'atelier et d'enlever par une ventilation énergique les produits de la combustion si funestes aux femmes et aux filles qui travaillent à ces métiers. Ont obtenu de la Société industrielle du Nord une médaille d'or et un prix de 500 francs. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille d'argent.

PAS-DE-CALAIS

REUMAUX (M.), ingénieur en chef des houillères de Lens.

Est l'inventeur d'appareils de sécurité remarquables dans le service des puits d'extraction : évite molettes, clichage conjugué du jour et du fond, etc. Ces appareils permettent d'employer les enfants sans danger. — (*Proposition de M. Durassier, ingénieur civil des mines, secrétaire de la Société.*)

Médaille de vermeil et une mention spéciale de reconnaissance.

SEINE

JOUANNY (M.), fabricant de papiers peints, 72, faubourg du Temple, à Paris.

A inventé un collecteur de poussières pour favoriser l'hygiène des ateliers, fait exécuter ses bronzages, dorures et brossages dans des appareils clos pour soustraire les ouvriers à l'inspiration de ces poussières dangereuses. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille d'argent.

LEFEUVRE (M.), imprimeur, 9, rue du Canal-Saint-Martin, Paris.

A inventé un margeur automatique qui supprime absolument la possibilité d'être pris par les pinces. Précautions générales bien observées. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

SEINE-INFÉRIEURE

OFFROY (M.), filateur de coton, à Malaunay.

A créé des engins nouveaux et perfectionnés pour prévenir les accidents et assurer la sécurité des ouvriers et des apprentis. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

SEINE-ET-MARNE

DUMONT (M.), administrateur, directeur des papeteries du Marais.

A créé des dispositions remarquables pour la protection des transmissions, des engrenages, le glissement des courroies, l'adoption d'un uniforme ajusté pour les ouvriers. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

SAONE-ET-LOIRE

MATHET (M.), ingénieur en chef des houillères de Blanzv.

Introduction de l'air comprimé dans les mines grisouteuses. — Cette innovation a modifié complètement les dangers du travail des mines. L'aérage est bien meilleur, le grisou n'est plus inflammable par la lampe ou les explosifs; la température des chantiers est abaissée et les catastrophes sont conjurées. — (*Proposition de M. Durassier, ingénieur civil des mines, secrétaire de la Société.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

PRIX N° 8. — Une médaille, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents de fabrique.

MARNE

LEFÈVRE et C^{ie} (MM.), filateurs de laine, rue Saint-Thierry, à Reims.

Précautions générales prises avec le plus grand soin. Application à tous les métiers renvideurs d'un appareil de calage automatique du débrayage. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

MARGOTIN et C^{ie} (MM.), apprêteurs, rue des Trois-Raisinets, à Reims.

Protection très complète de toutes les machines présentant des organes dangereux. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

MEURTHE-ET-MOSELLE

GOUVY et C^{ie} (MM.), fabricants d'acier, à Dieulouard.

Précautions générales prises avec beaucoup de soins. Machine à vapeur protégée; transmissions sans saillies; meules en grès de grand diamètre montées avec toutes les précautions requises. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

NORD

NICOLLE-VERSTRAETE (MM.), filateurs de lin, à Lomme, près Lille.

Très grande sollicitude pour les ouvriers. Les peigneuses de lin qui occupent des enfants sont couvertes. Excellente ventilation aux cardes de lin. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille d'argent.

SEINE

FOSSEY (M.), cartonnier, 92, faubourg du Temple, à Paris.

Installation modèle au point de vue de la protection des organes dangereux. Les engrenages sont couverts; les courroies remontées à l'arrêt. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

LECLÈRE (M.), entrepreneur de serrurerie, 37, avenue de Saxe, à Paris.

Les engrenages, la machine sont couverts avec le plus grand soin. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

THOMAS (M. Isidore), fabricant de laines en poudres et de couleurs pour papiers peints, 23, rue de Reuilly, à Paris.

Protection complète de la grande machine à déchiqueter les bois. — (*Proposition de l'Association des Industriels de France.*)

Médaille de bronze.

SEINE-INFÉRIEURE .

PFEIFFER (M.), directeur de la filature Offroy, à Malaunay.

A modifié le batteur pour accroître la sécurité des ouvriers et apporte tous ses soins à la protection des appareils. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

SOMME

DAVID (M. Gustave), de la maison David et Huoi, filature de laine peignée, rue du Faubourg-de-Hem, à Amiens.

Par l'adoption d'un râteau à long manche pour le nettoyage de bobinoirs, M. David a considérablement diminué les chances d'accidents. — (*Proposition de M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES AUX AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

*qui (du 1^{er} avril 1888 au 31 mars 1890) ont constaté des infractions
à l'article 3 du décret du 13 mars 1875.*

(D'après l'État de proposition de M. LE PRÉFET DE POLICE.)

RÉFECTURE DE POLICE

2^e division. — 4^e bureau.

TRAVAIL DES ENFANTS
ET DES FILLES MINEURES
EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

(Loi du 19 mai 1874)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Paris, le 30 avril 1890.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Pour satisfaire à votre désir, j'ai l'honneur de vous adresser les deux états nominatifs ci-joints. L'un de ces états comprend les agents de la police municipale qui, du 1^{er} avril 1888 au 31 mars dernier, se sont plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mars 1875, et à l'article premier du décret du 31 octobre 1882 (surcharges).

Vous voudrez bien remercier, en mon nom, la Société dont vous faites partie, pour les encouragements qu'elle se propose d'accorder à nouveau aux agents de mon administration.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Préfet de police,

H. LOZÉ.

AGENTS

de la police municipale qui se sont le plus signalés dans la surveillance des enfants surchargés.

ARRONDIS.	NOMS ET PRÉNOMS	QUALITÉS	NOMBRE de contraventions déclarées	RÉCOMPENSES ACCORDÉES
	MM.			
XX ^e	CORDIER (Louis) . . .	Gardien	9	Médaille de vermeil.
XI ^e	CROS (Pierre).	8. ^e brigadier	3	Médaille d'argent.
VI ^e	MICHON (Jean-Bapt.) .	id.	2	Mention honorable.
XI ^e	TRICOT (Dés.-Cas.-Ed.)	Gardien	2	Médaille de bronze.

DOCUMENTS OFFICIELS

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS, DES FILLES MINEURES ET DES FEMMES
DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

(Texte adopté en première délibération le 8 juillet 1890.)

SECTION PREMIÈRE

Dispositions générales. — Age d'admission. — Durée du travail.

ARTICLE PREMIER. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la loi.

Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés.

Sont exceptés, les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique.

ART. 2. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article premier avant l'âge de treize ans révolus.

Aucun enfant âgé de moins de seize ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré à titre gratuit par

l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles.

Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article premier et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de treize ans, ne pourra pas dépasser trois heures par jour.

ART. 3. — Les enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

SECTION II

Travail de nuit. — Repos hebdomadaire.

ART. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article premier.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une période qui ne dépassera pas soixante jours.

Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser six heures par vingt-quatre heures.

Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

ART. 5. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article premier, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire.

ART. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, sous la condition expresse qu'ils auront au moins un jour de repos par quinzaine; ils peuvent être également employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique.

ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique.

ART. 8. — Les enfants des deux sexes, âgés de moins de treize ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux exhibitions foraines.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Paris, et les Préfets dans les départements pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées.

ART. 9. — Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.

SECTION III

Travaux souterrains.

ART. 10. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de treize à dix-huit ans dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de quatre heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures.

SECTION IV

Surveillance des enfants.

ART. 11. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit-ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

ART. 12. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

Ils fourniront aux inspecteurs un état du personnel et des salaires moyens gagnés par catégories d'ouvriers employés.

Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie.

Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du tra-

vail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

SECTION V

Hygiène et sécurité des travailleurs.

ART. 13. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

ART. 14. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales, déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs.

ART. 15. — Les établissements visés dans l'article premier et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages, ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

ART. 16. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article premier, sera l'objet d'une déclaration par le

chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental.

ART. 17. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

SECTION VI

Inspection.

ART. 18. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848.

Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et gardes-mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 19. — Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ce service comprendra :

- 1^o Un inspecteur général ;
- 2^o Des inspecteurs divisionnaires ;
- 3^o Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

Un décret rendu après avis des Conseils généraux intéressés, du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée déterminera les départements

dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

Les inspecteurs ou inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire; leurs traitements et leurs frais de tournée sont compris parmi les dépenses obligatoires à la charge des départements.

Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du Code pénal.

ART. 20. — Ne seront admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 23.

L'inspecteur général sera choisi parmi les inspecteurs divisionnaires en fonctions depuis cinq ans au moins.

La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an.

ART. 21. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article premier. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 11, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions de la présente loi.

ART. 22. — Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera

publié tous les ans par les soins du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

SECTION VII

Commission supérieure et départementale.

ART. 23. — Une Commission supérieure, composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République. Elle est chargée :

1^o De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;

2^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3^o Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir.

ART. 24. — Chaque année, le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Ce rapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

ART. 25. — Les Conseils généraux devront instituer une ou plusieurs Commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle aurait été susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministère et communiqués à la Commission supérieure.

Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du Conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, font partie de droit de ces Commissions dans leurs circonscriptions respectives.

Les Commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 18 mai 1872 sont abolies.

SECTION VIII

Pénalités.

ART. 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et passibles d'une amende de 16 à 50 francs.

Toute personne soumise à la présente loi qui aura surchargé un enfant sera responsable, même dans le cas où l'enfant serait étranger à son établissement.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées dans les conditions contraires à la présente loi.

Toutefois la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 27. — S'il y a récidive, les contrevenants seront condamnés à une amende de 100 à 1,000 francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 29. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque a fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1,000 francs.

ART. 30. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

SECTION IX

Dispositions spéciales.

ART. 31. — Les règlements d'administration publique nécessaires à l'application de la présente loi seront rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

Le Conseil général des mines sera appelé à donner son avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 10.

ART. 32. — Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 14, 15, 16 et 17 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

Les dispositions des articles 21 et 26 ci-dessus seront appliqués auxdits cas en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions.

ART. 33. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à la date du 1^{er} mai 1892.

La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date sus-indiquée.

DÉCRET

CONCERNANT LES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES ATELIERS DE LAMINAGE
ET D'ÉTIRAGE DE LA VERGE DE TRÉFILERIE

(Officiel du 19 juillet 1890.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'article 12 de la loi du 19 mai 1874 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils sont admis ; »

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;
Vu les avis de la commission supérieure instituée par l'article
23 de la loi du 19 mai 1874;
Le Conseil d'État entendu.

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit d'employer dans les ateliers où s'opèrent le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie, des enfants de moins de seize ans en qualité de doubleurs.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux ateliers dans lesquels le travail des doubleurs est garanti par des appareils protecteurs.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1890.

CARNOT.

Par le Président de la République :
*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Jules ROCHE.

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 19 MAI 1874 ET DE LA LOI DU
9 SEPTEMBRE 1818 PENDANT L'ANNÉE 1889 PRÉSENTÉ A M. LE
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PAR MM. LES MEMBRES DE LA COM-
MISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES
EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE (1).

Monsieur le Président,

Au moment où, comme les années précédentes, nous venons vous rendre compte de l'application de la loi du 19 mai 1874, ré-

(1) Cette commission est composée de MM. Corbon, sénateur, président; Peau-
decerf, sénateur; Poirrier, sénateur; Tolain, sénateur; de Hérédia, ancien député;
Martin Nadaud, ancien député; Richard Waddington, député; Tallon, avocat
général à Lyon; C. Nicolas, conseiller d'État, directeur du commerce intérieur;
M. Bouquet, chef du bureau de l'industrie, secrétaire

glementant l'emploi des enfants et des filles mineures dans les établissements industriels et de celle du 9 septembre 1848 qui limite la durée du travail journalier des ouvriers adultes, nous voyons les principes de protection qui ont inspiré ces lois prendre une place de plus en plus grande dans les préoccupations des gouvernements et dans les revendications des travailleurs.

Il y a quelques mois, une conférence internationale réunissait à Berlin les délégués des principaux pays manufacturiers de l'Europe pour s'occuper de la réglementation du travail dans les établissements industriels et dans les mines. Les travaux de cette commission ont eu un trop grand retentissement dans le monde pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici. Les *desiderata* qu'elle a exprimés forment en quelque sorte le minimum de réglementation qu'elle jugeait nécessaire d'introduire dans la législation industrielle des divers pays. Ces vœux, hâtons-nous de le constater, sont déjà pour la plupart réalisés en France et sur bien des points dépassés. Depuis longtemps déjà, en présence de la transformation que les moteurs mécaniques ont apportée dans l'industrie depuis le commencement de ce siècle, les pouvoirs publics en France ont reconnu la nécessité et le devoir d'intervenir pour défendre les travailleurs et en particulier les plus faibles d'entre eux, c'est-à-dire les filles mineures et les enfants, contre tout travail prématuré, malsain ou excessif. Ainsi que nous le rappelions dans notre dernier rapport, le premier pas, bien timide encore, fait dans cette voie, fut la loi du 22 mars 1841. Quoiqu'elle ne contint qu'un nombre très restreint de prescriptions et qu'elle ne s'occupât que des enfants de 8 à 16 ans, elle ne fut jamais complètement observée à cause du manque d'agents spéciaux pour la faire respecter.

Bien plus complète et plus efficace fut la loi du 19 mai 1874 qui est encore actuellement en vigueur. En fixant à douze ans l'âge d'admission des enfants dans les ateliers; en leur interdisant ainsi qu'aux filles mineures tout travail de nuit et du dimanche; en limitant la durée de leur travail journalier et en délimitant l'emploi des jeunes garçons dans l'intérieur des mines avant l'âge de douze ans, cette loi réalisait une grande partie des réformes que réclame aujourd'hui la conférence de Berlin. Au moment où elle fut promulguée, il n'était guère possible d'aller plus loin sans porter dans notre industrie un trouble préjudiciable à la production nationale. C'est qu'en effet, en une matière aussi délicate dans

laquelle il est nécessaire de considérer, non seulement le devoir de protection des travailleurs qui incombe à tout gouvernement démocratique, mais aussi les intérêts industriels considérables qui sont en jeu, il n'est pas possible de procéder trop brusquement, d'atteindre du premier coup le but vers lequel on tend ; les réformes, les améliorations, pour être efficaces, doivent être réalisées progressivement. Aussi le ministre du commerce et la commission supérieure chargée d'assurer l'application de la loi du 19 mai 1874, bien que cette loi ne constituât pas pour eux le dernier mot des réformes possibles et désirables, consacrèrent tout d'abord leurs efforts à faire pénétrer les prescriptions qu'elle édictait dans les mœurs industrielles. Lorsqu'elle fut suffisamment acclimatée, on put penser à faire un nouveau pas en avant. Le 14 mars 1884, M. Hérisson, alors ministre du commerce, demandait à la commission supérieure d'examiner quelles modifications il conviendrait d'apporter à la loi de 1874. La lettre ministérielle visait également la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail journalier des ouvriers adultes dont nous parlerons plus loin. Elle indiquait les points principaux sur lesquels paraissaient devoir porter nos délibérations, notamment le travail des enfants, celui des filles mineures et des femmes, la durée du travail journalier des adultes, l'hygiène et la sécurité des ateliers, etc.

Avant d'aborder l'étude de ces diverses questions, nous avons pensé qu'il était utile de recueillir les avis des intéressés et des personnes auxquelles la nature de leurs travaux donnait une compétence spéciale. Une enquête fut ouverte par l'administration du commerce et un questionnaire fut adressé aux inspecteurs du travail, aux commissions locales instituées par la loi de 1874, aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures, aux conseils de prud'hommes, aux chambres syndicales de patrons et d'ouvriers.

Cette enquête était terminée à la fin de l'année 1883 et les résultats servirent de base, avec l'expérience personnelle de chacun de nous, à l'établissement du projet de rédaction que nous adressâmes à M. le ministre du commerce le 12 mars 1886.

Conformément aux indications contenues dans la lettre de M. Hérisson, nous avons réuni dans un même texte toute la réglementation du travail, c'est-à-dire toutes les prescriptions relatives, soit aux enfants, soit aux filles mineures, soit aux ouvriers adultes. Nous proposons en outre d'étendre les dispositions

protectrices de la loi non seulement aux établissements industriels, mais même aux maisons de commerce et magasins.

La plupart des dispositions que nous proposons furent acceptées par le Gouvernement, sauf en ce qui concerne la réduction de la journée de travail des adultes et la réglementation des magasins qu'il déclara vouloir réserver pour des projets spéciaux. Le texte qu'il déposa le 13 novembre 1886 portait principalement sur les points suivants :

1^o L'application des prescriptions protectrices de la loi à tous les établissements sans exception dans lesquels s'exécute un travail industriel, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ;

2^o L'âge d'admission dans les ateliers uniformément porté à treize ans. Comme conséquence, les dispositions de la loi de 1874 relatives à l'instruction primaire disparaîtraient ;

3^o L'interdiction du travail de nuit, non seulement aux enfants et aux filles mineures, mais encore aux femmes de tout âge ;

4^o La limitation à onze heures de la durée du travail journalier des enfants, des filles mineures et femmes ;

5^o Enfin la sécurité et la salubrité du travail au sujet desquelles la loi de 1874 ne contient que des dispositions très incomplètes.

A l'heure qu'il est, ces réformes et d'autres moins importantes ont été successivement discutées et pour la plupart acceptées par la Chambre des députés et par le Sénat. Un désaccord cependant s'est manifesté dans le vote des deux assemblées sur un point auquel nous attachons, en ce qui nous concerne, une grande importance : nous voulons parler de l'interdiction du travail de nuit aux femmes. Nous avons fait valoir à plusieurs reprises les raisons qui militaient en faveur de cette interdiction : elles ont été, au cours de la discussion devant la Chambre et devant le Sénat, éloquemment développées par plusieurs membres de notre commission, et il ne paraît pas nécessaire de les reproduire ici. Le vœu adopté à ce sujet par la conférence de Berlin vient d'ailleurs d'apporter un puissant concours aux idées que la majorité des membres de notre commission a toujours défendues, et nous avons le ferme espoir qu'elles finiront par triompher devant nos deux assemblées parlementaires.

La question de la limitation légale de la journée de travail pour les ouvriers adultes n'a été abordée qu'incidemment à la conférence de Berlin ; mais elle semble en ce moment avoir pris une

place prépondérante dans les revendications de nombreux groupes d'ouvriers. Cette question, vous le savez, Monsieur le Président, a déjà en France sollicité l'attention du législateur. Vous n'ignorez pas avec quelle vive sollicitude, dès les premiers jours de la Révolution du 24 février 1848, le Gouvernement provisoire tourna ses préoccupations vers les intérêts et les besoins des ouvriers.

Le 2 mars, un décret rendu sur le rapport de la commission du travail proclamait ce principe : « Qu'un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme. » Le Gouvernement provisoire décrétait en conséquence : « La journée de travail est diminuée d'une heure ; elle est réduite, à Paris, de onze heures à dix heures, et à onze heure en province, où elle était de douze heures. »

Un nouveau décret vint, à la date du 4 avril suivant, apporter aux dispositions précédentes la sanction pénale d'une amende de 50 à 100 fr. « contre tout chef d'atelier qui, à Paris, exigerait un travail effectif de plus de dix heures ».

Mais le Gouvernement ne tarda pas à reconnaître qu'en une matière aussi délicate, qui touche à des intérêts considérables, il était indispensable d'agir avec une extrême prudence ; que la réforme devait être faite progressivement en tenant compte des usages acquis et des nécessités du travail afin de ne pas apporter dans certaines industries un trouble qui aurait inévitablement sa répercussion sur les salaires. Sans abandonner le principe de la limitation de la journée du travail qu'il considérait comme nécessaire, il sentit le besoin d'apporter certaines atténuations et il proposa à l'Assemblée nationale un projet rapportant le décret du 2 mars, et fixant à douze heures sur vingt-quatre la durée du travail des ouvriers dans les usines et manufactures. Ce projet fut l'objet d'importantes discussions, et au nombre de ceux qui défendirent le décret fixant à dix heures la journée de travail était le président actuel de notre commission qui, parlant des classes laborieuses, disait : « Il faut qu'elles puissent s'instruire, qu'elles puissent recevoir l'enseignement qui agrandit le cerveau et élève le cœur. Pour cela il ne faut pas qu'on laisse aux chefs d'industrie la possibilité d'allonger indéfiniment les heures de travail ; il faut qu'elles soient limitées dans une proportion raisonnable ; il faut que cette limite soit telle qu'en sortant de l'atelier, l'ouvrier ne soit pas épuisé. D'ailleurs, ce n'est pas le long travail

qui fait le bon travail, c'est celui qu'on fait avec intelligence et vigueur. »

Un autre orateur, précisant à cet égard les droits de l'Etat, disait avec non moins de justesse : « Dès qu'on reconnaît à l'Etat le droit de disposer des forces générales du pays, c'est-à-dire de les conserver, il faut reconnaître aussi que l'Etat a le droit de veiller sur la santé et la moralité publiques qui sont les principes générateurs de la force nationale. »

C'est dans cet ordre d'idées que l'Assemblée nationale vota la loi du 9 septembre 1848 qui est encore en vigueur aujourd'hui.

L'article premier de cette loi fixe à douze heures de travail la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures. L'article 2 confie à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les exceptions « qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure ». Enfin l'article 4 prononce une amende de 5 fr. à 100 fr. contre les contrevenants.

Cette loi, il faut bien le reconnaître, est restée pendant longtemps lettre morte et les mœurs ont plus fait qu'elle pour tempérer dans certaines industries les excès de travail. Cette impuissance relative était due à diverses causes dont les deux principales résidaient dans le manque d'agents chargés spécialement d'en assurer l'application et le défaut d'indication précise des établissements auxquels elle s'appliquait. Il ne faut pas oublier, en effet, que cette loi ne vise que les usines et les manufactures et que les simples ateliers n'y sont pas soumis. La première lacune fut comblée par la loi du 16 février 1883 qui a confié le soin de faire respecter cette loi aux inspecteurs et aux commissions créées par la loi du 19 mai 1874.

Afin de faire cesser sur le second point (désignation des usines et manufactures) l'incertitude qui paralysait l'action de la loi, M. le ministre du commerce, après avoir pris l'avis du comité consultatif des arts et manufactures, nous invita, en 1886, à délibérer sur la question. Ainsi que nous l'exposons dans l'un de nos précédents rapports, nous fûmes amenés à reconnaître que le législateur de 1848 avait voulu viser, par l'expression générale « usines et manufactures » les établissements soumis à la loi de 1841 sur le travail des enfants alors en vigueur, c'est-à-dire : 1^o tous les établissements à moteur mécanique ou à feu continu ; 2^o toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier.

M. le ministre du commerce se rallia à cette interprétation et des instructions furent envoyées aux inspecteurs. Bien que cette interprétation n'ait qu'une autorité administrative et que le pouvoir judiciaire n'ait pas encore eu l'occasion de se prononcer expressément sur ce point, elle n'en a pas moins produit l'excellent résultat de donner aux agents les indications précises qui leur manquaient pour exercer leur contrôle. Ils assurent actuellement l'application de la loi de 1848 aussi complètement que le permettent leur faible nombre et les difficultés d'un contrôle sérieux. Sur ce dernier point, en effet, la loi de 1848 aurait besoin d'être complétée. Elle ne permet pas d'exiger des industriels l'affichage des heures d'entrée et de sortie des ateliers ou tout autre moyen de vérification de leurs déclarations. D'autre part, il y a lieu de faire remarquer que les exceptions accordées en vertu de la loi de 1848 par le décret du 17 mai 1851 sont très nombreuses et que cette facilité donnée à des industries, parfois très fatigantes, de dépasser la limite de douze heures, rend souvent bien ingrate et bien délicate la mission des inspecteurs à l'égard des établissements voisins. Il y aurait peut-être lieu de se demander si les raisons d'ordre économique et professionnel qui, en 1851, ont motivé ces exceptions, existent toujours aussi puissantes, aussi impérieuses. La commission de la Chambre des députés, saisie actuellement de la question, ne manquera certainement pas de porter son attention sur ce point.

En dehors de ces réformes destinées à rendre plus complète l'application de la loi du 9 septembre 1848, notre commission a été appelée, en 1884, à examiner s'il n'y avait pas lieu de toucher à la base même de cette loi et de réduire la limitation de la journée de travail actuellement fixée à douze heures. Cette question, nous l'avons déclaré dans le rapport qui était joint au texte que nous soumettions à M. le ministre, n'a pas rencontré au sein de la commission la même unanimité qu'y trouvent généralement la plupart des questions relatives à la protection des enfants et des filles mineures. Certains membres de la commission pensent qu'en ce qui concerne le travail des adultes, on ne saurait en limiter la durée sans porter atteinte à la liberté du travail qui est la base de l'organisation économique moderne.

D'autres, parmi nos collègues, ont demandé le maintien de la limite de douze heures fixée par la loi de 1848. Mais la majorité de la commission s'est prononcée pour la réduction de la journée

de travail à onze heures. Bien qu'une réduction plus considérable ait été proposée par certains membres, il ne nous avait pas paru possible d'aller plus loin sans apporter une perturbation trop profonde aux conditions présentes de la production industrielle.

Cette réglementation de la journée de travail, nous demandions qu'elle soit imposée non seulement aux usines et manufactures, mais à tous les établissements industriels.

Les raisons d'ordre supérieur qui ont inspiré le législateur lorsqu'il a limité la durée du travail journalier des ouvriers dans les usines et manufactures sont tout aussi puissantes lorsqu'il s'agit d'ouvriers travaillant dans de simples ateliers, et une loi qui sans motifs indiscutables, ne vise qu'une catégorie de citoyens, est toujours difficilement applicable.

Ce court exposé des vœux et avis émis par la commission supérieure montre quelles ont toujours été les tendances de cette commission et quelle place ont constamment occupée dans l'esprit et dans les préoccupations de ses membres les réformes qui semblent maintenant avoir conquis l'opinion publique. Il montre aussi que la France n'a pas attendu l'initiative des gouvernements étrangers pour réaliser chez elle des progrès, des améliorations que d'autres attendent encore. Les projets de loi dont la Chambre est actuellement saisie et qui, nous l'espérons, seront votés prochainement, apporteront des progrès nouveaux; mais, il est bon de le répéter, notre législation protectrice du travail, telle qu'elle résulte des lois de 1874 et de 1848, place déjà la France en bon rang parmi les peuples qui ont, sur ce point, accordé aux travailleurs la protection nécessaire. Les comptes rendus que nous vous adressons chaque année, Monsieur le Président de la République, vous ont déjà permis de suivre pour ainsi dire pas à pas les résultats obtenus; les rapports des inspecteurs divisionnaires que vous trouverez ci-après montrent qu'en 1889 la situation est restée excellente.

Sans doute, tout n'est pas irréprochable et les procès-verbaux dressés montrent que les contraventions sont encore nombreuses; mais avec l'organisation du service d'inspection telle qu'elle existe actuellement, avec l'insuffisance numérique des inspecteurs, il paraît bien difficile d'en obtenir davantage.

Le législateur de 1874, reconnaissant que l'échec de la loi antérieure de 1841 devait en grande partie être attribué à l'absence d'agents chargés spécialement de la faire exécuter, avait institué

un corps d'inspecteurs divisionnaires du travail des enfants. Mais comptant trop sur le concours des inspecteurs départementaux qu'il espérait voir créer par les conseils généraux, ainsi que plusieurs déjà en avaient pris l'initiative, il avait limité le nombre des agents à quinze. Nous avons constaté dans nos précédents rapports combien peu les conseils généraux ont répondu à cette attente. Actuellement, malgré les tentatives réitérées faites auprès d'eux, l'inspection départementale n'existe que dans dix-neuf départements, parmi lesquels, d'ailleurs, plusieurs se contentent d'allouer, pour cette inspection, une faible indemnité aux inspecteurs primaires, qui, déjà très occupés par leur service ordinaire, ne peuvent malheureusement consacrer à la visite des usines qu'une très insuffisante partie de leur temps. Les inconvénients de cette situation furent constatés dès les premières années, et lorsque la loi du 16 février 1883 confia aux inspecteurs le droit de veiller à l'application de la loi de 1848, elle permit en même temps au Gouvernement d'augmenter leur nombre. Chargés de préparer un projet de réorganisation du service, nous avons soumis à M. le ministre du commerce une nouvelle répartition de la France en vingt-quatre circonscriptions d'inspection. Ce nombre était évidemment encore à peine suffisant; mais par suite des nécessités budgétaires nous avons donné à nos propositions les limites les plus modestes; néanmoins le Parlement n'accorda que le crédit nécessaire à la création de six nouveaux inspecteurs divisionnaires dont le nombre était ainsi porté à vingt et un; il n'a pas varié depuis lors.

Or, ainsi que nous l'avons déjà répété plusieurs fois, ces inspecteurs ne peuvent même pas visiter une fois par an tous les établissements industriels de leur circonscription. Le relevé approximatif des usines, manufactures, ateliers, soumis aux lois de 1874 ou de 1848, indique en effet que le nombre de ces établissements dépasse 110,000, et encore ce chiffre est-il certainement inférieur à la réalité. En effet, dans beaucoup de départements, surtout parmi les plus industriels, les inspecteurs ont négligé de faire figurer dans leurs tableaux les nombreux petits ateliers qui n'ont un apprenti que d'une façon intermittente.

Or, les inspecteurs n'ont pu visiter en 1889 que 67,335 établissements, soit 60 0/0 de ceux soumis à leur surveillance, et il n'apparaît pas que ce chiffre puisse être sensiblement dépassé. Dans ces conditions, leur contrôle n'est pas suffisamment fréquent

pour faire disparaître toutes les contraventions, dues souvent plus à la négligence qu'à la mauvaise volonté.

D'autre part, à côté de l'insuffisance numérique du personnel chargé de l'inspection, ce service trouve dans son organisation même des causes de faiblesse ou de difficultés. La différence d'origine des inspecteurs divisionnaires et départementaux nommés dans des conditions diverses, les uns par l'État, les autres par les conseils généraux, donne à ces deux catégories d'agents des tendances souvent différentes; les inspecteurs départementaux, placés plus directement sous les influences locales, n'ont pas toujours une liberté d'action suffisante; au point de vue de l'application de la loi, les inspecteurs divisionnaires eux-mêmes, sur lesquels la direction de l'administration centrale ne peut s'exercer qu'à distance, n'interprètent pas toujours dans le même sens la loi et les instructions qui leur sont envoyées. Un inspecteur général pouvant aller exercer son contrôle sur place faciliterait singulièrement sur ce point l'action du ministère et de la commission. Nous en avons proposé la création en 1885 et nous sommes heureux de constater que la Chambre des députés partage notre avis sur ce point.

Nous ferons enfin remarquer que la répartition actuelle des inspecteurs divisionnaires en deux classes, dont la première ne contient que cinq agents alors que la seconde en compte seize, rend presque impossible tout avancement pour les inspecteurs de la seconde classe dont quelques-uns appartiennent au service depuis plus de dix ans. Il serait désirable que leur zèle pût être un peu plus encouragé par l'espoir d'un avancement normal; c'est ce que permettra de faire, nous l'espérons, l'organisation résultant de la loi nouvelle.

En attendant la promulgation de cette loi et la réorganisation du service, nous avons la confiance que les inspecteurs actuellement en fonctions continueront d'accomplir avec le même zèle la mission de protection qui leur est confiée et que les lois de 1874 et de 1848 seront de plus en plus fidèlement respectées dans les établissements industriels soumis à leur surveillance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueux hommages.

Au nom de la commission supérieure :

Paris, le 1^{er} septembre 1890.

Le Président,
A. CORBON.

JURISPRUDENCE

ACCIDENT D'USINE. — ENFANT AU-DESSOUS DE SEIZE ANS. — APPAREIL PROTECTEUR. — MOTEURS MÉCANIQUES.

Peu de questions donnent lieu à autant de décisions judiciaires que celles qui se posent à propos des accidents survenus dans l'industrie. Aucune ne sont aussi douloureuses et ne comportent de suites aussi graves. Nous saisissons donc toutes les occasions qui nous seront fournies par la pratique quotidienne pour déterminer exactement dans quelles limites les tribunaux admettent et précisent les responsabilités en matière d'accident.

Voici, sur ce sujet, un arrêt très caractéristique, rendu le 7 mai 1890 par la Cour de Paris.

Le 14 octobre 1889, le jeune Quirin, enfant mineur de seize ans, eut deux doigts de la main droite coupés dans l'engrenage d'une machine à percer qu'il manœuvrait dans l'atelier du sieur Chauveau, son patron. En raison de cet accident, Chauveau fut cité en police correctionnelle comme prévenu : 1^o d'infraction aux lois et règlements sur le travail des enfants mineurs dans l'industrie, en employant un mineur de seize ans dans ses ateliers où existait une machine dont les parties dangereuses n'étaient pas munies d'appareils protecteurs; 2^o de blessures par imprudence.

Chauveau fut condamné par le tribunal de la Seine; mais il en appela et la Cour rendit la décision suivante :

« Considérant que l'article 14 de la loi du 19 mai 1874 n'oblige les chefs d'établissement à couvrir d'appareils protecteurs les roues, courroies, engrenages, etc., que dans les usines à *moteurs mécaniques*, c'est-à-dire mis en mouvement par une force autre que celle de la main de l'homme ;

» Considérant que, si l'article 2 du règlement d'administration publique du 13 mai 1875, pris en exécution de l'article 12 de cette loi, défend, d'une façon générale, l'emploi des enfants au-dessous de 16 ans dans les ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses ne sont pas couvertes de garde-mains ou

autres organes protecteurs, etc., cette prohibition ne concerne cependant que les usines et ateliers *expressément désignés* dans la loi fondamentale sur le travail des enfants mineurs dans l'industrie ;

» Considérant qu'un simple règlement d'administration publique n'a pu étendre une interdiction restrictive de la liberté du commerce et de l'industrie d'un cas prévu par le législateur à un cas non prévu par lui ; que la machine dont il s'agit est une machine à percer, se manœuvrant à la main, et que l'ouvrier qui s'en sert met en mouvement en tournant la manivelle dont elle est munie ; qu'il n'existe dans l'atelier aucun moteur mécanique ; que Chauveau, en ne couvrant pas d'un appareil protecteur l'engrenage de cet outil, n'a pas contrevenu aux dispositions combinées des articles 14 de la loi du 19 mai 1874 et 2 du règlement d'administration publique du 13 mai 1875 ;

» Considérant que la prévention ne rapporte pas la preuve que la machine à percer ait été installée par Chauveau dans des conditions défectueuses ; qu'il résulte au contraire des débats qu'elle offrait pour l'ouvrier la manœuvrant et même pour un apprenti, toutes les conditions désirables de solidité et de sécurité ; qu'elle ne présentait d'autre danger que celui inhérent au maniement de toute machine ; qu'il n'est justifié, contre Chauveau, d'aucune imprudence, négligence ou inobservation des règlements ; qu'aucun délit n'étant établi contre Chauveau, la demande en dommages-intérêts, formée par la partie civile, n'est pas recevable ;

» Par ces motifs, infirme le jugement dont est appel, etc. ; — renvoie, en conséquence, Chauveau des fins de la prévention, etc. »

De cet arrêt, nous tirons les conséquences pratiques que voici : l'article 14 de la loi du 19 mai 1874 n'oblige les chefs d'établissement à couvrir d'appareils protecteurs les roues, courroies, engrenages, etc., *que dans les usines à moteurs mécaniques*, c'est-à-dire mis en mouvement par une force autre que la main de l'homme : la prohibition contenue dans l'article 2 du règlement d'administration publique du 13 mai 1875 ne concerne que les usines et ateliers *expressément désignés* dans la loi fondamentale sur le travail des enfants mineurs dans l'industrie.

CUNISSET-CARNOT.

(*Le Génie civil*, 16 août 1890.)

NÉCROLOGIE

VICTOR COLCOMBET

Lorsqu'en 1866, notre illustre fondateur, J.-B. Dumas, conçut l'idée de notre Société, c'était dans le but de créer, dans l'opinion publique, un courant sympathique à la protection des enfants employés dans l'industrie.

Nulles recrues ne devaient, par suite, concourir plus efficacement à la réalisation de ses pensées que celles que l'on pouvait faire parmi les grands industriels.

Aussi, rechercha-t-il leur adhésion avec beaucoup d'ardeur. Elles ne lui furent, d'ailleurs, pas marchandées.

Quand les hommes sont vraiment grands, ils ne le sont pas moins par le cœur que par l'intelligence. Et, pour les industriels éclairés qui voient la prospérité de leurs entreprises assurée, surtout par l'union de la science et de la pratique, ce ne sera jamais en vain qu'un grand savant leur adressera un appel chaleureux,

Victor Colcombet, l'une des sommités de cette grande, belle et bienfaisante industrie des rubans, qui est l'orgueil de Saint-Étienne et de Saint-Chamond, ne pouvait, par suite, manquer d'être l'un des premiers à venir se ranger sous la bannière de celui dont la mémoire nous est si chère et dont la figure rayonne d'un éclat si vif dans la gloire de ce siècle de science et de progrès social.

Il le fut, en effet, et il ne serait certainement pas aisé de dire tout ce que le savant dut, pour son œuvre nouvelle, à l'industriel qui connaissait si bien l'enfance ouvrière, et dans sa partie la plus difficile, la plus délicate à bien protéger physiquement et moralement : la jeune fille.

Le grand bienfait de l'industrie des rubans de Saint-Étienne et de Saint-Chamond, c'est qu'elle a résolu, pour le bassin houiller de la Loire, ce difficile problème de donner du travail aux femmes, filles et sœurs des ouvriers mineurs, qui attend encore sa solution dans bien d'autres centres miniers.

Mais, ce n'est pas seulement par l'appoint matériel qu'elle apporte à des familles modestes de travailleurs, que l'industrie des rubans est bienfaisante. Elle l'est surtout parce qu'elle combat l'oisiveté et qu'elle est moralisatrice.

Il suffit d'avoir visité l'un de ces ateliers, aux murs toujours fraîchement blanchis et ornés de quelque sainte image, où des jeunes filles, décemment vêtues, travaillent gaiement sous l'œil vigilant mais toujours bienveillant d'une brave contremaîtresse et quelquefois même d'une vénérable religieuse, pour comprendre toute la saine influence d'un bon milieu et d'une discipline maternelle.

De tels ateliers étaient pour Victor Colcombet ceux de la maison paternelle. Quand il en devint le chef, il pensa qu'on pouvait faire mieux encore, parce qu'aux portes d'une fabrique située en ville, il y a toujours des périls pour une jeune ouvrière.

Aussi (et même malgré des conseils qui semblaient très autorisés) profita-t-il avec empressement, pour transporter sa fabrication à la campagne, d'un développement subit du commerce extérieur des rubans, auquel les métiers à la main ne pouvaient pas suffire et qui demandait à être alimenté par une production mécanique.

Il vit là le moyen de porter le bien-être dans un milieu déshérité et d'y créer, en même temps, une œuvre essentiellement morale et hors de toute atteinte funeste.

C'est ainsi que fut fondée, en 1852, sur la commune de Saint-Didier, dans la Haute-Loire, cette usine de la Seauve, dont le nom revient si souvent dans nos annales et toujours avec un cortège d'éloges bien justement mérités.

Ne compte-t-elle pas, en effet, aujourd'hui plus de 500 ouvrières toutes payées à façon, et ne se faisant pas moins de 6 à 800 francs par an; et parmi lesquelles il s'en trouve qui, après sept à huit ans de séjour à l'usine, ont réalisé 3 et 4,000 francs d'économies.

Et ce ne sont ici que les résultats matériels de cette belle création. Il y a, à côté, toute une œuvre morale bien plus féconde encore.

La Seauve est pour les jeunes filles une sorte de cloître analogue aux Cenobies de Mulhouse, où elles sont, constamment, sous la direction et la surveillance de religieuses de Saint-Joseph du Puy.

Cette action tutélaire ne les abandonne jamais. Elle les suit

durant toute la journée, à l'atelier, au réfectoire, au dortoir, de même qu'à la chapelle et aux récréations,

Les religieuses ont toute autorité pour assurer l'application au travail, maintenir la bonne tenue, réprimer tout écart de langage. Elles peuvent récompenser et punir, infliger au besoin des amendes et même prononcer l'expulsion.

Les jeunes filles ne sont pas, toutefois, dirigées exclusivement, en vue du travail industriel seulement. Elles sont, également, préparées à devenir de bonnes maîtresses de maison, de bonnes mères de famille; et reçoivent pour cela tous les enseignements d'une école ménagère.

Elles sont formées à l'économie et initiées aux détails pratiques du ménage d'une manière très heureuse. Une société coopérative dont elles sont membres, qu'elles administrent elles-mêmes et dont elles partagent entre elles les bénéfices, leur fournit tout ce dont elles ont besoin : pain, vin, viande, épicerie, vêtements, chaussures, etc. Elles apprennent ainsi la valeur des choses et leur emploi judicieux.

La vie de famille n'est, d'ailleurs, pas rompue par cette vie en commun. Toutes les jeunes ouvrières vont passer la journée du dimanche auprès de leurs parents. De plus, comme un jour de repos serait peu pour des enfants de cet âge, des représentations théâtrales, des séances de prestidigitation, des concerts, des promenades viennent couper, de temps en temps, et suivant les saisons, la longueur de la semaine.

M. Victor Colcombet n'a, d'ailleurs, pas limité aux jeunes filles ses bienfaits envers la classe ouvrière.

Il a aidé par tous les moyens en son pouvoir à la formation, autour de la Seauve, d'une agglomération prospère; et il a veillé, avec la plus ardente sollicitude, à ce qu'elle grandît en bien-être sans rien perdre de ses qualités morales, qu'il maintenait par ses conseils et par son exemple.

Tout un village s'est élevé auprès de l'usine avec des avances fournies par lui et sur de vastes terrains aménagés par ses soins; et en son centre il a édifié une magnifique église gothique, des écoles pour les filles et les garçons, des communautés pour les Religieuses de Saint-Joseph et les Frères Maristes. En sorte que cette population laborieuse s'est trouvée pourvue de tous les avantages des plus grandes cités.

La seule condition pour obtenir son appui était de s'engager à ne jamais construire de débits de boissons sur les terrains qu'il concédait alors gratuitement.

Les heureux résultats de cette première création furent, du reste, tels qu'ils incitèrent Victor Colcombet à la renouveler ailleurs.

A cet effet, il devint, en 1875, acquéreur d'une vaste usine et d'importants terrains alentour à Bourg-Argental dans la Loire; et il y édifia, promptement, tout un ensemble analogue à celui de la Seauve.

Et de même, en 1886, il jeta à Riotord, dans la Haute-Loire, les bases d'une troisième usine qui ne tarda pas à devenir aussi prospère que ses deux aînées.

Victor Colcombet avait, du reste, tous les dons de l'intelligence, toutes les qualités de cœur, d'esprit et de charme qu'il faut pour concevoir, réaliser et rendre fécondes d'aussi puissantes entreprises.

Très clairvoyant il était audacieux sans témérité, et très juste et très ferme bien qu'extrêmement bon et bienfaisant; il conduisait son nombreux personnel avec la plus grande autorité et en était adoré malgré une sévérité apparente.

Il avait en affaires beaucoup de perspicacité, et une grande finesse alliée à une droiture inébranlable. Ces qualités maîtresses lui valurent d'être appelé aux fonctions publiques les plus honorables et d'être l'objet de distinctions honorifiques qu'il ne rechercha jamais.

D'un port noble, de manières distinguées, d'un esprit très cultivé, élégant et fin causeur, musicien émérite, il était d'ailleurs non moins homme du monde que grand industriel et très recherché dans la haute société de Saint-Étienne.

C'était l'un des représentants les plus accomplis de cette bourgeoisie française si éclairée qui n'a pas moins fait pour la grandeur de notre pays, par son attachement à ses principes d'ordre et sa féconde activité dans les travaux de la paix, que notre brillante aristocratie, sur les champs de bataille, par sa vaillance et son mépris de la mort, et que notre brave population ouvrière et agricole par son endurance infatigable du labeur de chaque jour, si dur qu'il soit.

Victor Colcombet était, enfin, un homme de foi profonde; en sorte qu'il fut un modèle de patron chrétien.

Aussi était-il entouré de tous les respects; et le prêtre comme le magistrat, l'administrateur comme le soldat, le contremaître comme l'ouvrier qui l'honoraient profondément pendant sa vie, vénèrent-ils encore et pour longtemps sa mémoire.

Il en est de même de notre Société de protection des apprentis. Elle professait pour lui la plus sincère et la plus légitime admiration et elle vient d'inscrire son nom dans ses annales à côté de celui de son illustre fondateur et de ses dignitaires décédés pour y perpétuer, à jamais, son souvenir.

Elle voudrait, aussi, que le faible éloge que nous venons de faire de lui, tout insuffisant qu'il est, fût, pour ses deux fils, dignes héritiers de son nom, qui le secondèrent si vaillamment dans ses dernières années et qui continuent si complètement son œuvre, un témoignage de sa profonde gratitude envers l'un de ses associés les plus fermes et de ses guides les plus sûrs.

LÉON DURASSIER,
Secrétaire de la Société.

CHRONIQUE

L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS ET LE SOCIALISME D'ÉTAT

M. l'évêque d'Angers a prononcé, le 7 octobre, au congrès des juristes catholiques, un discours remarquable, où, après avoir établi qu'il « souffle en ce moment un vent de socialisme d'État sur toute l'Europe occidentale », il s'élève avec force contre ce courant et en signale les dangers.

Il résume en trois formules cette tendance actuelle des esprits : 1^o l'État intervient pour fixer lui-même les termes du contrat de travail; 2^o en bonne justice, le salaire de l'ouvrier doit être proportionnel à ses besoins et non seulement à son travail; 3^o le salaire est la juste compensation de la renonciation de l'ouvrier aux profits de son travail.

A propos de la première formule, M. l'évêque d'Angers cite et répète un passage de la lettre du cardinal Manning à l'évêque de Liège.

Voici ce que je lisais, il y a quelque temps, à ma grande surprise, dans une lettre signée d'un nom justement vénéré : « Je ne crois pas qu'il soit jamais possible d'établir, d'une manière efficace et durable, des rapports pacifiques entre patrons et ouvriers, tant qu'on n'aura pas reconnu, fixé et établi publiquement une mesure juste et convenable réglant les profits et les salaires, mesure d'après laquelle seraient réglés tous les contrats libres entre le capital et le travail ». Et l'on ajoute que « tous les contrats libres devraient être soumis à une révision périodique, chaque trois ou cinq ans, afin qu'on pût garder l'accord réciproque sur le contrat ». Faire déterminer par la puissance publique la proportion entre les bénéfices et les salaires, qu'est-ce autre chose sinon livrer à l'État, avec la liberté individuelle, toute la vie économique d'un pays?

Je ne m'arrêterai pas aux conséquences d'une pareille théorie pour le commerce et l'industrie; il serait facile de démontrer qu'ils y trouveraient leur ruine; mais tel n'est pas le but de cette réunion. Ici, nous envisageons les choses au point de vue des principes. Juristes chrétiens, vous avez assurément le droit de vous demander sur quel fondement l'on pourrait bien s'appuyer pour attribuer à l'État un pouvoir aussi formidable que celui-là.

Le contrat qui lie l'ouvrier au patron est, selon Mgr Freppel, d'ordre exclusivement privé : l'État n'a qu'à veiller à ce que la justice et la morale y soient respectées.

M. l'évêque d'Angers reproche à la seconde formule de confondre le domaine de la justice avec celui de la charité. La justice consiste

à rendre à chacun ce qui lui est dû ; donc, du moment que le travail est rémunéré au prix convenu et dans une proportion équitable avec ce qu'il produit par lui-même et de son seul fait, le devoir de justice est rempli : le reste est l'affaire de la charité. Autrement, il faudrait soutenir que, en justice, le salaire doit varier selon que l'ouvrier est célibataire ou père de famille, qu'il a trois ou cinq enfants ou davantage encore. Comment soutenir une pareille théorie sans confondre l'atelier ou l'usine avec le bureau de bienfaisance ?

La troisième formule, selon l'orateur, conduit droit au collectivisme. A toutes ces tentatives de socialisme d'État, on doit opposer les deux principes de la liberté du travail et de la liberté d'association : la liberté du travail à laquelle les souverains pontifes « de Pie VI à Pie IX » se sont efforcés de donner tout son essor, la liberté d'association que Mgr Freppel comprend ainsi :

« Songeons-nous le moins du monde à faire revivre les corporations obligatoires et fermées, au risque de porter atteinte à la liberté du travail ? Je n'ignore pas que telles ont pu être, il y a quelques années, les tendances de certaines revues ; mais ces réminiscences du passé, où il entrait plus d'audace que de sagesse, me semblent avoir fait leur temps. Et, en effet, tel ne saurait être raisonnablement notre but ; tel n'est pas, en tous cas, mon idéal dans les conditions de l'industrie moderne. Nous voulons combiner, dans une alliance féconde, le principe de la liberté du travail avec le principe de l'association libre et volontaire. Nous voulons des corporations pouvant se former librement entre patrons et ouvriers ; des unions de métiers ayant la faculté de créer et d'entretenir, sous la protection des lois, leurs œuvres de secours et de prévoyance en faveur des enfants, des veuves, des vieillards, des invalides du travail, sans être entravés dans leurs développements par des restrictions méticuleuses au droit de propriété collective soit mobilière, soit immobilière ; en un mot, de vraies associations ouvrières, ayant comme autrefois leur patrimoine corporatif sous l'égide du droit public et de la religion. »

Il faut encore citer la péroraison de ce discours :

« En résumé, c'est à provoquer l'initiative personnelle et l'action collective que doivent tendre nos efforts, si nous voulons résoudre la question ouvrière conformément aux lois de la justice et de la charité. Laissons à l'État, au législateur, aux pouvoirs publics de tout ordre, leur vraie fonction, qui est de protéger tous les droits, et plus particulièrement les droits des petits et des faibles ; mais n'allons pas leur demander ce qui ne rentre nullement dans leurs attributions. Ce serait un véritable abus de la force que d'enlever à un ouvrier majeur ayant la libre disposition de sa personne, la faculté de travailler plus de huit ou dix heures par jour, parce qu'il aura plu à un souverain ou à une majorité parlementaire d'arrêter à ce chiffre la durée du

travail. Je me demande en vain sur quel principe on pourrait s'appuyer raisonnablement pour justifier une pareille prohibition. Est-ce en vue d'assurer le bien commun? Mais qui ne voit qu'on ouvre ainsi la porte, sans possibilité de la refermer plus tard, à toutes les exigences du socialisme contemporain?

» Après la réglementation législative et administrative du travail des adultes, viendra nécessairement, et par une conséquence toute logique, la fixation, par l'État, du minimum des salaires, de la proportion entre les salaires et les bénéfices commerciaux et industriels, du taux des produits, du cours des valeurs, du prix des loyers, etc.; car tout cela intéresse également le bien commun. Ce sera la mainmise de l'État sur toutes les conditions de l'activité humaine. Et, ce qu'il y a de vraiment étrange, c'est que ces idées de dépendance et de sujétion absolue se produisent à une époque où l'on ne parle que d'émancipation personnelle, où le suffrage universel exerce une vraie souveraineté de fait; de telle sorte que celui qui, armé du droit de vote, est censé avoir assez d'intelligence pour contribuer à former les pouvoirs publics, serait réputé incapable de stipuler, dans les termes où il l'entend, un simple contrat de louage. Aussi, suis-je bien convaincu qu'il s'opérera sous peu, et de toutes parts, un mouvement de réaction contre tous ces projets de réglementation excessive, et que les ouvriers seront les premiers à refuser de devenir d'éternels mineurs sous la tutelle de l'État. » (*Le Temps* du 10 octobre 1890.)

L'ATELIER

Les brimades des apprentis. — On lit dans la *Gazette des Tribunaux* du 20 août 1890 :

« Nous ne pouvons qu'applaudir à la résolution que semble avoir prise le Parquet de la Seine de supprimer les brimades, dont souffrent, plus qu'on ne croit, les enfants dans les ateliers.

» Comme naguère à Saint-Cyr « les nouveaux », c'est-à-dire les plus faibles, sont trop souvent l'objet de plaisanteries regrettables.

» Le 9 juillet dernier, trois ouvriers d'une fabrique d'instruments de précision, les nommés Pichard, Pipon et Précheur, ont trouvé plaisant d'ôter leurs vêtements, au milieu de l'atelier, à deux apprentis âgés de seize et de quatorze ans; puis ils se sont mis à les agacer et à les gougner.

» Informé de ce fait, le ministère public les a fait citer en police correctionnelle, sous l'inculpation d'outrage à la pudeur, et ils ont été condamnés chacun à 50 francs d'amende.

» Nous espérons que l'exemple ne sera pas perdu. »

(Communiqué par notre collègue M. Jules Périn, secrétaire honoraire.)

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents : MM.	Présentateurs : MM.
Fayol , ingénieur civil des mines, 76, boulevard Malherberbes (Paris)	DURASSIER , secrét. Société.
Lebel (Gaston), architecte, route du Pont-de-Montesson, au Vésinet (Seine-et-Oise)	id.
Lémaire (F.), industriel, officier d'académie, maire de Fontenay-au-Pire (Nord)	DELATTRE , insp. divis.
Legros (Paul), industriel en laines, à Wignehies (Nord)	id.

MEMBRES ORDINAIRES

Bardou (Joseph) et fils, fabricants de papiers à cigarettes, à Perpignan (Pyrénées-Orientales) . .	REY , insp. départ.
Bardou Job (P.), manufacturier de papiers à cigarettes, à Perpignan (Pyrénées-Orientales) . . .	id.
Vidal (Joseph), surveillant général, usine Joseph Bardou et fils, à Perpignan (Pyrénées-Orientales)	id.
Courbe-Rouzet , imprimeur éditeur, à Dôle (Jura)	BOYER , insp. divis.
Carmichael (William), filateur, à Ailly-sur-Somme (Somme)	JARACZEWSKI , insp. divis.
Lanternier (A.), fabricant de porcelaine, à Limoges (Haute-Vienne)	GOUTTES , insp. divis.
Nicolle-Verstraete , filateur de lin, à Lomme près Lille (Nord)	MAMY , membre Société.
Fossey , cartonier, 92, rue du Temple (Paris) .	DURASSIER , secrétaire.
Osmond (F.), ingénieur, 83, boulevard de Courcelles (Paris)	id.
De Llamas (Emmanuel), ingénieur, 23, rue de Rocroi (Paris)	id.
Gilbert (Jules), directeur des forges et aciéries, à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord)	LANDOIS , insp. divis.
Beaubois (O.), fabricant de bonneterie, à Lorient (Morbihan)	id.
Belin (Ch.) et C ^{ie} , filateurs, à Fourmies (Nord) .	DELATTRE , insp. divis.
Boussus (F.), manufacturier, à Wignehies (Nord)	id.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 13 novembre 1890.

PRÉSIDENCE DE M. Paul BÉRARD, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures et demie.

Assistaient à la séance : M^{mes} *Saffroy*, etc.

Étaient présents : MM. *Bérard*, *Kœchlin*, *Is. Roche*, *Turney*, etc.

S'étaient excusés : MM. *Chaix* et *Durassier*.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

En l'absence de M. Durassier empêché, M. Rod. Kœchlin, censeur de la Société, veut bien faire fonctions de Secrétaire.

La parole est à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance.

CORRESPONDANCE. — Pendant le 3^e trimestre 1890, la Société a reçu quatre demandes d'admission à titre perpétuel et quatorze demandes à titre ordinaire.

Les noms des postulants ont été publiés au dernier Bulletin.

L'assemblée consultée vote leur admission.

Pendant ce même trimestre la Société a reçu également :

— Le rapport sur l'application des lois du 19 mai 1876 et du 9 septembre 1848 pendant l'année 1889, présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (*Don du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des colonies*);

— Le rapport présenté à M. le Préfet de police par MM. les membres de la Commission départementale supérieure de la Seine sur l'application des lois des 19 mai 1874 et 9 septembre 1848 pendant l'année 1888 (*Envoi de la Préfecture de police*);

— Les rapports annuels des Commissions locales adressées à M. le Préfet de Police sur l'application des lois relatives au travail dans l'industrie pour l'année 1889 (*Envoi de la Préfecture de police*);

— Le procès-verbal de la réunion générale des présidents, présidentes et secrétaires des Commissions locales du travail dans l'industrie tenue le 26 juin 1890 à la mairie du IV^e arrondissement (*Envoi de la Préfecture de police*);

— Un tableau synoptique de l'industrie lainière de 1789 à 1889 dressé jusqu'en 1878 par M. César Poulain et continué jusqu'en 1889 par M. Charles Marteau, président de la Société industrielle de Reims (*Envoi de cette Société*);

— Le compte rendu pour 1890 des travaux de la Société de Protection de l'enfance ouvrière de Troyes (*Envoi de M. Bernot*);

— Le compte rendu de la séance du 30 mars 1890 dans laquelle la Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans les manufactures de papier peint a distribué des récompenses à ses pupilles (*Envoi de M. Isidore Leroy fils*);

— Le vingt-troisième compte-rendu annuel des travaux du Patronage industriel des enfants de l'ébénisterie et de la distribution des prix aux élèves du concours de 1889 (*Envoi de M. J. Boison*);

— Le Rapport présenté par M. E. Benoît-Germain, président du Conseil de Prud'hommes de Nîmes, le 3 août 1890, à la distribution des diplômes des concours d'apprentis institués par ce Conseil (*Envoi de M. E. Benoît-Germain*).

Il est fait mention avec reconnaissance des dons de la Société dans ces quatre rapports.

La Société a reçu encore, pendant ce trimestre, tous les numéros des périodiques avec lesquels elle échange son Bulletin : la *Réforme sociale*, l'*Union nationale*, le *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils*, la *Revue chronométrique*, etc., etc.

Tous ces documents seront disposés aux archives et dans la Bibliothèque de la Société.

COMMUNICATIONS DIVERSES. — La Société a reçu une lettre de M. Léon Say, président de l'Association du Musée d'économie sociale, l'informant de la création de cette association et l'invitant à y souscrire.

La cotisation annuelle est de 20 francs pour les titulaires ; ou de 10 francs pour les correspondants.

M. le Président consulte l'Assemblée sur l'opportunité de l'entrée de notre Société dans l'Association de ce Musée où elle figure avec son petit monument de l'Exposition.

L'Assemblée décide que nous y entrerons à titre de titulaire.

Notification de cette décision sera faite à M. Charles Robert, trésorier de cette Association.

— La Société a reçu une lettre de M. Guillot, juge d'instruction, relative aux enfants coupables et à l'appui que notre Société pourrait lui prêter dans l'œuvre de moralisation qu'il poursuit.

M. le Président pense que la Société ne saurait se charger en aucune façon de jeunes enfants coupables ; ce serait sortir de ses statuts ; mais elle recevra toujours avec le plus vif intérêt les communications que M. Guillot voudra bien lui faire à cet égard.

L'Assemblée consultée partage cette manière de voir.

— L'un des membres de la Société, M. Émile Cacheux, nous a notifié qu'il avait exposé la collection de notre Bulletin à l'Exposition de sauvetage de Toulon de cette année, et que le Jury des récompenses nous avait accordé une médaille d'or dont il nous a remis le diplôme.

Des remerciements chaleureux sont votés par la réunion à M. Émile Cacheux.

— La Société a été sollicitée par l'École professionnelle Sainte-Anne de Nancy et le Patronage Notre-Dame-de-Grâce, 29, rue Lourmel, pour l'attribution de subventions équivalentes à celles des années précédentes.

D'après l'opinion de notre cher Trésorier sur l'état de notre

caisse, votre Secrétaire a dû répondre à ces deux institutions qu'il était de toute impossibilité de leur rien donner cette année.

Des demandes de crédit seront présentées, en faveur de ces œuvres, lors de la discussion du budget de l'an prochain.

— La Société industrielle d'Amiens nous a adressé le programme des questions qu'elle a mises au concours pour l'année 1890-91.

Mais aucune d'elles ne rentre dans notre champ d'étude. Il paraît, par suite, inutile de publier ce programme au Bulletin.

L'Assemblée partage cette opinion.

— L'échange de notre Bulletin avec sa publication nous a été demandé par le Directeur de l'Industrie française, organe hebdomadaire des entreprises industrielles.

Ce périodique n'a que des rapports trop lointains avec l'objet de nos travaux, pour que nous puissions le recevoir et le lire avec profit. L'échange demandé ne semble donc pas désirable.

L'Assemblée partage cette opinion.

TRAVAUX DES COMITÉS. — Notre *Comité d'apprentissage* est en bonne voie de reconstitution.

— Notre *Comité de placement* a fonctionné avec sa régularité accoutumée.

— Notre *Comité des accidents de fabrique* a repris ses séances et a continué la discussion de l'important projet de loi déposé par le Gouvernement sur le droit à indemnité des ouvriers pour les accidents dont ils sont victimes dans leur travail.

M. F. Engel-Gros nous a autorisé à l'inscrire comme membre correspondant de ce Comité, à côté de MM. Léon Faucher et Poan de Sapincourt.

— Notre *Comité judiciaire* a également repris ses séances avec la rentrée des tribunaux. Avant leurs vacances, deux de ses membres avaient donné leur concours à une œuvre d'assistance judiciaire. Elle n'est pas encore complètement résolue. Aussi, continuent-ils à s'en préoccuper très activement.

M. le Président fait remarquer avec quelle activité M. Durassier a reconstitué les Comités de la Société, ces véritables foyers de son travail le plus fécond et cette source de son action bienfai-

sante. Par eux elle étudie avec une compétence toute spéciale les divers besoins de l'enfance ouvrière; et elle trouve les meilleurs moyens d'y pourvoir. Leur fonctionnement donne à notre œuvre toute la portée dont elle est susceptible.

La parole est à M. Roche pour la lecture de son rapport sur la dixième fête de l'enfance ouvrière.

M. Roche passe successivement en revue les diverses manifestations extérieures auxquelles a donné lieu la distribution des récompenses que nous avons décernées dans cette fête.

Il montre le prix que l'on attache à faire consacrer par nous le dévouement à l'enfance.

Mais cette estime dans laquelle on nous tient ne se traduit pas seulement par une recherche toujours plus grande de nos récompenses; elle nous vaut aussi des adhésions nouvelles chaque jour plus nombreuses.

M. Roche attribue ce succès de nos efforts, cette prospérité de notre Société au zèle et au dévouement avec lequel notre secrétaire, M. Durassier, s'en occupe.

M. le Président fait remarquer que ce n'est pas seulement à M. Durassier, mais aussi à M. Roche, que la Société est redevable de tout cet utile mouvement; qu'il est entretenu aussi par l'assiduité et le précieux concours des membres de nos Conseils et de nos Comités.

Il demande de leur voter à tous les remerciements les plus vifs et l'assemblée sanctionne ses paroles de ses applaudissements.

Elle exprime aussi ses regrets de l'absence de M. Durassier, et ait des vœux pour une issue favorable de la cause à laquelle elle est due.

La séance est levée à 10 heures.

Le Censeur de la Société,

Faisant fonctions de secrétaire,

ROD. KOEHLIN.

COMITÉS

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Séance du lundi, 27 octobre 1890.

La séance est ouverte à trois heures, sous la présidence de *M. Sylvain Périssé*, vice-président du Comité.

Présents : MM, *Sylvain Périssé*, *Kæchlin Engel*, *Paul Bérard*, *François Froment Meurice*, *D^r E. Thomas*.

Se sont excusés : MM. *Appert*, *Tournier*, *Durassier*, *Remaury*, *Chaufton*, *P. Mahler*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE. — *M. Delaisement*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans la 6^e circonscription, à Reims, rappelle au Comité que *M. Bérard* a obtenu l'autorisation de prendre connaissance du rapport qu'il a adressé à *M. le Ministre du Commerce* sur les différents appareils de protection employés dans les usines où se fait le laminage de la verge de Tréfilerie. *M. Delaisement* pense que la publication dans le Bulletin de la description de ces appareils rendrait de grands services aux industriels, car l'album de la Société de Mulhouse ne mentionne pas de dispositifs visant le même but.

En 1888, la Société de protection a signalé ces appareils en récompensant les inventeurs et les maîtres de forge qui les avaient appliqués. Mais il y aurait lieu, aujourd'hui, d'entrer dans le détail, et de donner à ces moyens de protection la publicité qu'ils méritent.

M. S. Périssé, président, présente des considérations d'ensemble sur les différents projets de loi en présence, relativement au droit à indemnité des ouvriers victimes d'un accident dans leur travail. Il convient de dégager très nettement les tendances communes à tous ces projets.

D'abord ce fait généralement admis : Tout ouvrier blessé à l'occasion du travail a droit à une indemnité de la part de son patron.

La faute lourde, difficile à définir, ne saurait priver l'ouvrier de ce droit. L'accoutumance au danger, les nécessités du travail qui ne vont pas toujours sans quelque imprudence créent pour l'ouvrier des conditions d'accidents dont il ne doit pas supporter toutes les conséquences. La mutilation volontaire, si rare et si difficile à établir, mettrait, seule, l'ouvrier blessé hors la loi.

Mais une fois le droit à l'indemnité reconnu, c'est-à-dire le droit à un capital ou à une rente viagère établi pour la plus grande majorité des accidents, comment garantir le versement de ce capital ou de cette rente à tout ouvrier mutilé ?

Ce sera évidemment par l'assurance obligatoire dont le fonctionnement sera étudié ultérieurement, mais dont le principe doit être admis dès maintenant. Et en effet, si quelques grandes industries peuvent supporter par leurs frais généraux les lourdes charges engendrées par un accident, il en est beaucoup d'autres plus modestes pour lesquelles la constitution d'une rente viagère serait l'origine d'une liquidation ou d'une faillite. Est-il possible d'admettre que le droit à l'indemnité reconnu officiellement pour tous devienne une illusion pour l'ouvrier attaché à la petite industrie dont l'existence est souvent précaire ?

Par qui devra être faite l'assurance obligatoire ? La question est difficile. On peut songer à établir une assurance mutuelle pour chaque industrie et arriver ainsi plus rapidement à établir des tarifs. On peut recourir aux Compagnies d'assurances déjà existantes et étudier, dans ce cas, les garanties que l'État devra exiger d'elles. On peut enfin, concurremment, concevoir l'assurance à la caisse de l'État, mais avec une prime un peu plus élevée que les syndicats industriels, ou les Compagnies d'assurances.

On peut reconnaître dans les différents projets de loi une autre préoccupation. Dans l'état actuel de notre législation les tribunaux sont chargés d'évaluer l'indemnité que le patron paiera à l'ouvrier blessé. C'est la source de nombreux et interminables procès intentés au patron par l'ouvrier doublé d'un homme d'affaires. Les auteurs des différents projets espèrent qu'en fixant l'indemnité qui revient à chaque mutilation la loi coupe court à toute revendication.

Mais en réalité elle laisse la discussion ouverte sur la responsabilité de l'ouvrier ou du patron dans le cas où il y a faute lourde, et s'il y a faute lourde voilà encore le tribunal chargé de déterminer dans quelles proportions cette indemnité fixée par la loi doit être réduite ou accrue ; — en d'autres termes, voilà les procès qui recommencent.

Pourquoi la loi ne serait-elle pas précise jusqu'au bout, et ne déterminerait-elle pas dans quelles proportions l'indemnité devra être diminuée en cas de faute lourde de l'ouvrier ou augmentée en cas de faute lourde du patron ?

Pour nous résumer nous pouvons dire :

1° Tout ouvrier blessé à l'occasion de son travail dans une industrie dangereuse a droit à une indemnité de la part de son patron ;

2° Cette indemnité sera, dans le cas d'accident fortuit, déterminée par la loi proportionnellement au salaire et à la mutilation produite ;

3° En cas de contestation de la part de l'ouvrier ou du patron, le tribunal décidera sur rapport des experts et enquête, s'il y a faute lourde de la part du patron ou de l'ouvrier ;

4° En cas de faute lourde du patron, l'indemnité fixée par la loi serait majorée de 50 0/0. — En cas de faute lourde de l'ouvrier, l'indemnité fixée par la loi serait réduite de 50 0/0 ;

5° Pour garantir ce droit de l'ouvrier à une indemnité, tout patron occupant des ouvriers sera obligé de s'assurer ;

6° Les conditions de cette assurance seront étudiées, mais l'État ne devra intervenir que concurremment aux autres Compagnies ou syndicat, pour inscrire d'office les industriels non assurés.

En raison de l'heure avancée, la discussion des propositions de M. Périssé est remise à une séance ultérieure.

La séance est levée à 5 heures.

La prochaine réunion est fixée au lundi 14 novembre à 4 heures.

ORDRE DU JOUR. — Continuation de la discussion de la loi sur les accidents.

Programme des prix à décerner en 1892.

Le Secrétaire du Comité,
D^r E. THOMAS.

Séance du 24 novembre 1890.

Présidence de M. *Léon Appert*, président du Comité.

La séance est ouverte à 4 heures.

Sont présents : MM. *Appert*, *S. Périssé*, *Bérard*, *Grüner*, *Tournier*, *Durassier*, *Roche*, *Mahler*, *D^r E. Thomas*,

S'étaient excusés : MM. *Kæchlin*, *Chaufton*, *Remaury*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. *Bérard* annonce que tous les documents relatifs au rapport adressé par M. Delaisement, inspecteur divisionnaire à Reims, sur la protection du personnel employé au laminage de la verge de tréfilerie, ont été remis à M. *Durassier*, et que la publication en sera faite dans le Bulletin.

M. *Périssé* remet au Comité le projet de modification qu'il a étudié pour le programme des prix à décerner en 1892.

M. le Président revient, à propos du procès-verbal de la dernière séance, sur la difficulté qu'il y aura à dresser une liste satisfaisante des industries reconnues dangereuses, surtout si cette liste doit limiter le droit à indemnité en cas d'accidents. En supposant qu'on ait, au départ, une liste relativement restreinte d'industries officiellement dangereuses, cette liste ne va-t-elle pas s'enrichir bien vite par l'inscription d'industries qu'on ne croyait pas, de prime abord, sujettes à caution ? Les travaux des champs, par leurs mécanismes, par l'inexpérience des ouvriers qui y sont occupés temporairement, ne sont-ils pas dangereux ? Ne vaudrait-il pas mieux déclarer dès maintenant que tout ouvrier blessé à l'occasion du travail a droit à une indemnité, à quelque industrie qu'il appartienne.

M. *Appert*, président, annonce que le Comité a reçu par l'intermédiaire du Comité permanent du Congrès des Accidents du Travail, un questionnaire auquel il est invité à répondre.

Les avis émis par notre Comité pourront être adressés sous forme d'extrait du procès-verbal de la présente réunion à M. le Président de la Commission du Travail, au Corps législatif (7^e bureau).

Le questionnaire comprend neuf questions qui sont mises successivement en discussion.

1^o *La responsabilité en matière d'accidents doit-elle continuer à être régie par les articles 1382 et suivants du code civil ?*

Malgré l'avis contraire de deux de ses membres, le Comité, à la majorité, répond Nox à cette première question.

2^o *Doit-on, au contraire, admettre le principe du risque professionnel ?*

Oui, à la majorité.

3^o *Doit-on exonérer le chef d'entreprise du paiement de toute indemnité, en cas de faute lourde de l'ouvrier ou employé ?*

Un des membres du Comité s'étant abstenu dans l'affirmative comme dans la négative, le Comité reste partagé sur cette question. Cependant le principe du paiement de l'indemnité, même en cas de faute lourde, serait accepté en raison de la difficulté à définir la faute lourde, mais avec cette condition expresse que le paiement de cette indemnité serait garanti par une assurance obligatoire procédant par mutualité de syndicats avec participation de l'ouvrier. Quelques membres du Comité insistent pour que cette participation de l'ouvrier à l'assurance soit effective, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas représentée par une retenue sur le salaire, mais bien par un versement effectué par l'ouvrier. La majorité du Comité se refuse à entrer dans le détail de l'application de l'assurance, mais elle admet en principe que, *non*, le chef d'entreprise ne doit pas être exonéré du paiement de toute indemnité en cas de faute lourde de l'ouvrier.

4^o *Par voie de conséquence nécessaire, le chef d'entreprise doit-il être tenu, indépendamment de l'indemnité pour risque professionnel, de réparer tout le dommage causé à l'ouvrier ou employé, en cas de faute lourde de sa part ou de la part de l'un de ses préposés ?*

Nox, mais il faut que la loi prévoie la possibilité d'une augmentation de l'indemnité telle qu'elle serait déterminée par un accident fortuit afin que le patron, dans une certaine mesure, répare le dommage causé. Le patron, en cas de faute lourde, ne doit pas réparer *tout* le dommage, pas plus que l'ouvrier ne perd droit à *toute* indemnité en cas de faute lourde de sa part.

5^o *L'indemnité doit-elle être fixe ou variable entre un minimum ou un maximum ?*

L'indemnité doit être fixée par la loi et basée sur la journée de salaire; mais il est indispensable que dans l'application on ait une nomenclature suffisamment détaillée des accidents.

6° Doit-on laisser aux patrons la liberté de s'assurer à des Compagnies d'assurances, à des Syndicats mutuels, à la Caisse de l'État réorganisée, ou de rester leurs propres assureurs?

L'assurance doit être obligatoire, mais libre dans sa forme.

7° Doit-on déclarer que, au contraire, obligatoirement, les chefs d'entreprise devront assurer leurs ouvriers?

OUI.

8° L'assurance obligatoire doit-elle être organisée comme le demande le Gouvernement, par voie d'assurances mutuelles centralisées à la Caisse nationale d'Assurances contre les Accidents réorganisée. Articles 49 et suivants?

NON.

9° L'assurance ne doit-elle porter que sur les indemnités pour mort, incapacité permanente absolue, incapacité permanente partielle, incapacité temporaire absolue de plus de 90 jours, le patron étant exonéré de toute responsabilité, sauf en cas de faute lourde vis-à-vis de l'ouvrier blessé?

L'assurance étant obligatoire pour le patron, il convient de distinguer deux cas.

S'il existe une société de secours mutuels ou une combinaison analogue prenant soin de l'ouvrier pendant 90 jours, l'assurance ne devra porter que sur les indemnités dues à l'expiration des 90 jours. Sinon, l'assurance devra assurer à l'ouvrier une indemnité temporaire à dater du jour de l'accident.

La séance est levée à 6 heures.

La prochaine réunion est fixée au lundi 16 février 1891.

Le Secrétaire du Comité,

D^r E. THOMAS.

COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du 10 novembre 1890.

Présidence de M. F. A. Hélie, Président honoraire.

Présents : MM. Durassier, Hélie, Louiche-Desfontaines, T. Martin, Tournier.

M. Froger de Mauny s'excuse par télégramme de ne pouvoir assister à la séance.

M. Coulon envoie également ses excuses.

M. Tommy Martin donne quelques renseignements sur le fonctionnement des commissions locales, instituées par la loi du 19 mai 1874.

A Paris, elles remplissent régulièrement leur mission et elles sont d'une grande utilité. Quelque zèle que les inspecteurs apportent à leur service, il y a des faits qu'ils ne sont pas à même de constater, et, de plus, on voit souvent les industriels n'accepter qu'avec une certaine morosité l'intervention de ces fonctionnaires dans leurs rapports avec leurs ouvriers.

Les commissions locales, dont la visite est reçue sans les mêmes susceptibilités, préviennent parfois des infractions qui pourraient s'aggraver, et elles servent d'intermédiaire officieux entre le service de l'inspection et les industriels.

Le Comité émet le vœu que cette institution, qui a fait ses preuves, soit conservée au milieu des modifications qui vont être apportées à la loi de 1874.

Le même membre et M. Hélie constatent que la loi réglementant les heures de travail n'est pas unanimement observée et que son application donne lieu, d'ailleurs, à des difficultés qui tiennent aux plus graves questions d'économie sociale.

MM. Durassier et Tournier rendent compte au Comité de démarches qui ont été faites auprès d'eux par le père d'un jeune ouvrier, âgé de quatorze ans, qui a dû subir l'amputation du bras gauche, à la suite d'un accident qui lui est survenu à l'usine C***. Dans l'impossibilité où se sont trouvés nos collègues d'obtenir une

information plus complète que celle à laquelle il avait été procédé, ils ont donné à ce père de famille les indications et l'appui nécessaires pour pouvoir engager un procès à fin d'indemnité.

M. *Durassier* signale, dans l'article paru au précédent Bulletin, comme extrait du *Génie civil* et signé de M. Cunisset-Carnot, la distinction que fait un récent arrêt de la Cour de Paris entre les usines à moteur mécanique et celles où la main de l'homme actionne les machines-outils, au point de vue de l'obligation de couvrir d'organes protecteurs les parties dangereuses de ces dernières. Suivant l'arrêt, c'est dans les usines à moteur mécanique seulement que l'omission de la prescription qui vient d'être rappelée constituerait un élément de responsabilité pénale en cas d'accidents survenus à des enfants âgés de moins de seize ans. Le Comité croit devoir faire des réserves au sujet de cette décision, à laquelle les éléments particuliers du fait ont probablement fourni ses motifs.

M. *Louiche-Desfontaines* est chargé d'examiner ce document et d'en faire rapport à la prochaine séance.

M. *Tournier* commente sommairement la loi belge du 13 décembre 1889 sur le travail des enfants et des femmes; il en fait ressortir l'économie générale et les principales différences avec notre législation qu'il est intéressant d'y relever.

La discussion de cet objet est continuée à la prochaine séance.

La prochaine séance est fixée au 12 janvier 1891 à 2 heures et demie.

Le Secrétaire du Comité,

Félix TOURNIER.

COMMISSIONS

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES RÉCOMPENSES
DE LA DIXIÈME FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE
du 29 juin 1890,

Par M. ISIDORE ROCHE, *président de la Commission.*

MESDAMES, MESSIEURS,

La neuvième fête de l'Enfance ouvrière avait eu lieu en 1888.

Dans sa séance du 9 janvier la Société décidait que la dixième fête aurait lieu le 29 juin 1890 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La Société accorde comme récompenses dans l'ordre de leurs valeurs respectives :

- 1° Des mentions spéciales de reconnaissance ;
- 2° Des médailles de vermeil, d'argent et de bronze ;
- 3° Des primes en argent et des livrets de caisse d'épargne.

Les différents lauréats sont groupés dans l'ordre suivant :

I. *Institutions charitables* fondées dans le but d'instruire, de moraliser, d'aider les apprentis (garçons ou filles).

II. *Institutions manufacturières*, industriels qui se distinguent par leur sollicitude pour le bien-être matériel et moral de leurs apprentis et de leurs ouvriers.

III. *Contremaîtres et contremaîtresses* qui font preuve à un haut degré d'intelligence et de dévouement envers les enfants qu'ils surveillent et auxquels ils sont chargés d'apprendre leur métier.

IV. *Apprentis et enfants employés dans les manufactures* qui se font remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante.

Anciens apprentis, devenus ouvriers, qui sont restés dans la maison où ils ont accompli leur apprentissage.

V. Enfin, *Agents de la police municipale de Paris*, qui se sont le plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mars 1875 relatif aux surcharges imposées aux enfants soumis à la loi du 19 mai 1874.

En 1888, le crédit accordé avait été de 5,500 francs, porté plus tard à 5,933 fr. 27 c.

En 1890, le crédit accordé a été de 6,000 francs.

Dans la même séance, la Société nommait une Commission chargée d'organiser la fête et de statuer sur les demandes de récompenses qui lui seraient adressées.

Cette Commission était composée des membres dont les noms suivent :

MM. L. DURASSIER, *secrétaire*, membre de droit.

I. ROCHE, *trésorier*, — —
de BELLAY.

P. BÉRARD.

E. NUSSE.

D^r E.-R. PERRIN, docteur médecin.

R. KOECHLIN.

E. THOMAS, docteur, *médecin de la Société*.

TURNÉY.

La Commission réunie à bref délai constituait ainsi son bureau :

MM. I. ROCHE, *président*.

D^r E.-R. PERRIN, *vice-président*.

E. THOMAS, *secrétaire*.

La Commission, aussitôt constituée, décidait que la dernière limite pour recevoir les demandes de récompenses serait fixée, conformément aux circulaires déjà expédiées, c'est-à-dire au 1^{er} mai.

Déjà, par les soins de MM. Durassier et Roche, des lettres avaient été adressées le 2 janvier aux personnes dont la Société avait pu

apprécier le concours dévoué lors des fêtes précédentes; notamment MM. les Inspecteurs et M^{mes} les Inspectrices du travail des enfants, pour les prier de prendre note des institutions ou des industriels possédant des mérites énoncés dans les diverses catégories du programme; les prier de vouloir bien, à leur tour, engager MM. les industriels à signaler ceux de leurs employés, contremaîtres, ouvriers ou apprentis pouvant mériter une récompense.

Le Bulletin de la Société de janvier, février, mars, en leur portant le programme des prix, rappelait à tous la prière qui leur avait été adressée.

Enfin, le 10 mars, les mêmes personnes recevaient une nouvelle lettre d'avis, expédiée par les soins du secrétaire, M. Léon Durassier, contenant un certain nombre de bulletins ayant la forme d'un questionnaire, employé depuis plusieurs années déjà avec tant de succès leur permettant de répondre facilement, pour chaque candidat présenté, en donnant à chaque notice la même forme et le même développement.

Presque toutes les personnes auxquelles la Société avait adressé des demandes ont répondu à son appel. Plusieurs grands industriels, membres de la Société; quelques-uns même, membres fondateurs, nous ont causé la satisfaction de nous montrer le prix qu'ils accordaient à ces récompenses, en nous présentant un certain nombre de candidats.

Parmi les industriels membres de la Société, nous sommes heureux de vous signaler :

MM. Alexandre GIRAUD, à Lyon ;
COLCOMBET fils et C^{ie}, à Saint-Étienne ;
Les fils d'Emmanuel LANG, à Nancy ;
LECOUSTELLIER à Abbeville ;
MAME et fils, à Tours ;
BOULENGER, à Choisy-le-Roi ;
APPERT, à Clichy ;
Paul MOUTIER, à Saint-Germain-en-Laye ;
AUGÉ, à Paris ;
BECHE ;
BERTHELEMY ;
BOUASSE LEBEL ;
CHAIX ;

MM. HENRI LEMOINE;
HENRI LEPAUTE;
JOLLY;
POUSSIELGUE RUSAND fils;
QUANTIN;
M^{lles} RÉGNIER SŒURS;
M^e ROLLIN;
SAUVAGE, ingénieur au Chemin de fer du Nord, à Paris;
M^e Veuve THIERRY;
M^e THUOT;

Et, parmi les membres dévoués de Paris et des départements :

MM. de BELLAY;
BERNOT;
BEURNÉ;
Adolphe CARNOT, ingénieur en chef des mines;
Christian de COULONGES;
DESPRÉS;
M^e DUCHOLET;
DUCOS;
DURASSIER;
Le Docteur GANDY;
MAHLER;
MERLIN;
MOURCEAU;
NUSSE;
LÉON PETIT;
LUCAS;
ROUVENAT;
SRIBER;
TURNÉY;
Le Docteur THOMAS;
VINOT;
Le Patronage du XVII^e arrondissement;
Le Patronage du XVIII^e arrondissement;
L'Ecole professionnelle d'ameublement;
L'Association des industriels de France pour préserver les
ouvriers contre les accidents du travail.

Quant à MM. les Inspecteurs et à M^{mes} les Inspectrices, leur nombre est si grand que nous ne pouvons les citer tous, nous ne pouvons que vous renvoyer au palmarès.

Pour la province vous retrouverez partout des noms connus, et pour ceux de Paris la mention, malheureusement anonyme, de INSPECTION DE LA SEINE. A tous et à toutes nous sommes heureux d'adresser, au nom de la Société, l'expression de notre reconnaissance.

Nous devons également citer d'une manière toute particulière M. LE PRÉFET DE POLICE qui a bien voulu nous mettre en mesure de récompenser les agents de la police municipale qui, du 1^{er} avril 1888 au 31 mars 1890, se sont le plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 31 octobre 1882 (surcharges).

C'est là une preuve de sympathie à laquelle la Société est toujours très sensible; et nous avons pu décerner à ces serviteurs dévoués quatre récompenses bien méritées :

- 1 médaille de vermeil,
- 1 médaille d'argent,
- 1 médaille de bronze,
- 1 mention honorable.

Nous avons eu également la satisfaction de constater que MM. les Inspecteurs et l'Association des Industriels de France contre les accidents de fabrique avaient bien voulu se rappeler nos recommandations de 1888 en nous présentant un certain nombre de personnes qui s'étaient signalées dans l'application ou l'invention d'appareils ou de systèmes destinés à prévenir les accidents.

Nous avons été heureux de leur accorder au nom du Comité des accidents de fabrique de la Société :

- 3 mentions spéciales de reconnaissance,
- 4 médailles de vermeil,
- 6 médailles d'argent,
- 9 médailles de bronze.

Au 12 mai, date de la première réunion de la Commission pour l'examen des demandes, la Société avait reçu près de 800 présentations.

Cette fois, comme les précédentes, et même un peu plus, nous croyons être les interprètes de la Société en priant tous les zélés

présentateurs de vouloir bien agréer l'expression de nos remerciements.

La Commission put immédiatement commencer ses travaux qui furent continués dans les séances du 13, du 19 et du 22 mai.

Comme dans les deux fêtes précédentes, c'est M. le Dr E. Thomas qui avait bien voulu accepter les fonctions de secrétaire de la Commission chargé de classer les notices relatives aux candidats : par catégories, par départements, par ordre alphabétique; et de résumer dans les quelques lignes destinées au palmarès les mérites et les titres énumérés quelquefois longuement dans les notices.

Vous aurez une idée de ce travail énorme, par la quantité des présentations et par la variété des termes à employer pour traduire d'une manière exacte l'impression qui résulte de la lecture des bulletins de présentation, quand vous saurez que sur près de 800, la Commission a dû accorder près de 700 récompenses portées au palmarès.

Exactement la Société a reçu 789 demandes de récompenses, elle en a accordé 698.

En 1890, comme les années précédentes, la Commission a pu décerner des livres remarquables offerts par M. le Ministre de l'Instruction publique; ainsi que des livres si précieux donnés par la Société pour la propagation des livres d'art. Nous avons reçu les témoignages les plus touchants de la satisfaction éprouvée par les présentateurs comme par les lauréats à propos de ces livres hors ligne.

Nous pensons que vous vous associerez à nous, encore cette fois, pour prier M. le Ministre de l'Instruction publique et M. Guérillon, le sympathique secrétaire de la Société pour la propagation des livres d'art, de vouloir bien agréer l'expression de notre reconnaissance.

Quant à la fête, vous avez pu le constater vous-mêmes, elle a parfaitement réussi. 23 $\frac{1}{2}$ lauréats se sont présentés à la Sorbonne; et grâce à la bonne disposition adoptée et au dévouement de MM. Ginestou, Louis Thierry, Émile Thierry et Lucien Bèche, membres de la Société, MM. Bourderiou et Grelet, agents de la Société d'encouragement, qui ont bien voulu nous accorder leur concours comme ils le font depuis quelques années, la distribution s'est faite très rapidement et dans un ordre parfait.

Comme les années précédentes, nous devons remercier la Maison Chaix pour le dévouement qu'elle a mis à nous fournir très rapi-

dement les divers imprimés, palmarès, diplômes et ces pièces étant faites avec une perfection qui a été remarquée de tous.

Nous prions M. Berger de vouloir bien prendre sa bonne part des remerciements que nous avons transmis à cette maison et à son dévoué personnel.

L'importance des récompenses accordées chaque année par la Société suivant une marche constamment ascensionnelle, nous donnons dans le tableau suivant les chiffres permettant d'apprécier cette progression.

Tableau comparatif des récompenses accordées dans les quatre dernières fêtes de 1884, 1886, 1888 et 1890.

NATURE DES RÉCOMPENSES	1884	1886	1888	1890
Mentions spéciales de reconnaissance.		7	2	22
Rappels		1		
Médailles de vermeil	18	15	11	30
Rappel.				
Médailles d'argent.	55	79	123	107
Rappel.		1		
Médailles de bronze	49	92	75	151
Rappel.		1		
Mentions honorables (adultes)	128	115	44	83
Livrets d'apprentis (Paris).	87	71	80	71
Livrets d'apprentis (province)	83	60	37	63
Livres offerts par M. le Ministre de l'instruction publique		11	10	8
Livres donnés par la Société pour la propagation des livres d'art		4	4	6
Livres donnés par la Société.		58	77	124
Mentions honorables (apprentis Paris)		11	14	21
Mentions honorables (apprentis province)		29	24	12
TOTAL.	420	555	531	698
Plus livres donnés par la Société et joints aux mentions honorables apprentis.				22
	420	555	531	710
Nombre de Lauréats présents à la fête	140	137	159	234

Montant des dépenses.

	1884	1886	1888	1890
Imprimés, circulaires, diplômes, palmarès, tirage, papier			816 95	911 80
Frais de poste, lettres, expéditions .			308 75	336 70
Frais d'un auxiliaire.			171 25	298 35
Diplômes, écrivain			106 »	139 25
Frais divers.			243 02	299 90
<i>Récompenses.</i>	1.157 35	1.479 40	1.645 97	1.986 »
291 médailles vermeil, argent, bronze, gravure, écrins	1.199 48	1.595 94	2.559 40	2.521 »
Livrets de Paris.	1.260 »	735 »	1.185 »	1.165 »
Livrets de province	625 »	905 »	545 »	845 »
Livres, reliure		251 65	591 90	63 »
DÉPENSE TOTALE. . .	4.241 73	4.966 99	6.527 27	6.580 »
Desquelles il faut déduire :				
Reliquat des intérêts de la somme donnée à la Société par la classe XXI, exposition de 1878	92 »	92 »	92 »	92 »
Mandat envoyé par un industriel . .	75 »		90 »	
Récompenses accordées au nom du Comité des accidents de fabrique .			347 »	300 »
Médailles restées sans emploi. . . .			65 »	15 »
DÉPENSE RÉELLE. . .	4.074 75	4.874 90	5.933 27	6.173 »

La Commission a donc dépassé le montant du crédit accordé d'une somme de 173 francs, pour laquelle elle espère avoir votre approbation, en considération du grand nombre de candidats présentés.

Comme en 1888, MM. les Inspecteurs, M^{mes} les Inspectrices du travail des enfants et MM. les Industriels membres de la Société ont rivalisé de zèle pour présenter des candidats tous dignes de recevoir des récompenses, témoignant ainsi du prix qu'ils accordent à ce genre d'encouragement décerné par la Société de protection.

Nous vous avons dit plus haut que la Commission avait reçu 789 présentations de candidats; en 1888, elle n'en avait reçu que 611.

Le nombre des récompenses accordées en 1888 était de 531, et en 1890 il a été de 698.

Nous ne pouvons donc manifester trop vivement notre reconnaissance à tous, pour le zèle qu'ils ont mis à seconder nos efforts.

C'est cette considération qui l'a amenée à rejeter ou ajourner 91 présentations de candidats qui avaient beaucoup de mérites sans doute, mais qui n'étaient pas complètement conformes aux statuts de la Société ou bien encore d'une trop courte durée.

Comme les années précédentes, les présentateurs des candidats de province, sachant que leurs lauréats ne pourraient venir recevoir leurs récompenses à la fête solennelle de Paris, nous avaient demandé que la Société voulût bien leur expédier directement à eux-mêmes, les récompenses accordées à leur demande, se chargeant d'en faire directement la remise aux lauréats, nous faisant espérer que cette remise aurait lieu d'une manière aussi solennelle que le leur permettraient les circonstances.

Tous ont tenu parole et nous nous faisons un devoir en même temps qu'un plaisir de les remercier en demandant à la Société de publier au Bulletin les renseignements qui nous sont parvenus au sujet des cérémonies qui ont eu lieu spécialement, ou de celles auxquelles la remise de ces récompenses ont été associées.

En premier lieu, nous devons citer la remise des récompenses qui a eu lieu à *Nogent-le-Rotrou* le 17 août 1890.

A la suite de la distribution des prix de l'École communale présidée par M. le Procureur de la république, avec l'assistance de M. *Noël Parfait*, député d'Eure-et-Loir; de M. *Gouverneur*, maire de Nogent-le-Rotrou et ses adjoints, de plusieurs conseillers municipaux, de M. l'Inspecteur primaire, de MM. les curés des trois paroisses et d'un grand nombre de notabilités locales; M. *Linarès*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans l'Industrie; M. Batard, inspecteur départemental de la circonscription, son zélé collaborateur, si dévoué à la Société de protection depuis de longues années, et M. le Dr *Desplantes*, président de la Commission locale de surveillance des apprentis employés dans les manufactures, avaient organisé un supplément à la fête des enfants des écoles, dans laquelle ils ont remis aux ouvriers, ouvrières, contremaitres et apprentis des deux sexes, les vingt-sept récompenses que la Société de protection avait été heureuse d'accorder aux candidats présentés par eux, qui n'avaient pu venir les recevoir à Paris dans la séance solennelle du 29 juin.

Il y avait donc deux fêtes bien distinctes : celle des écoliers et celle des ouvriers et apprentis spécialement relative à la remise

des récompenses de la Société. Nous pourrions nous borner à rendre compte des discours qui ont été prononcés à l'occasion de cette dernière. Mais nous nous sommes procuré le discours si éloquent prononcé par M. Leloir, procureur de la république, à l'ouverture de la séance générale; nous trouvons que les conseils qu'il donne en termes si éloquents, bien que s'adressant plus particulièrement aux écoliers, peuvent si complètement être appliqués par tous, que nous ne pouvons résister au plaisir de le mentionner en entier.

Nous le donnons ici tel que l'ont reproduit le *Nogentais* et le *Républicain de Nogent-le-Rotrou* du 17 août 1890.

MES CHERS AMIS,

La Bruyère écrivait, il y a un peu plus de deux cents ans: « Tout est dit et l'on vient trop tard depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes qui pensent. » L'événement a donné un démenti au moraliste; car, dans cet espace de deux siècles, bien des idées ont été émises dont l'auteur des *Caractères* n'avait pas le moindre soupçon. J'entendais dire de même, il y a quelques jours, qu'il est difficile de faire un discours de distribution de prix; car on prononce chaque année, en France, plusieurs milliers de discours semblables, et qui presque tous traitent le même sujet. Le moyen après cela d'être original? Cependant, je ne me crois pas tenu de satisfaire à cette soif d'originalité et de nouveauté, qui est un des traits caractéristiques de notre époque; au risque d'être accusé de banalité et peut-être de... rabâchage, je vous répéterai tout bonnement ce que vos maîtres vous disent chaque jour, ce que vous disent chaque année ceux à qui échoit la tâche enviable de vous féliciter de vos succès, ce qui est éternellement vrai, à savoir que le travail est une des meilleures choses qui soit en ce monde, qu'on doit travailler non seulement par devoir, mais par plaisir et par goût, et que, pour quiconque a surmonté les petites difficultés et les petites amertumes du début, le travail porte en lui-même sa récompense. Vous aviez déjà entendu dire ces choses, n'est-ce pas, mes chers amis, et je pense que les meilleurs d'entre vous en sont pénétrés; mais je voudrais que vous fussiez convaincus de leur profonde vérité.

De vieilles traditions nous enseignent que le travail a été imposé à l'homme comme un châtement; je soupçonne ceux qui ont accredité cette opinion d'avoir été de grands paresseux. Pour ma part, les délices d'un paradis terrestre où l'homme n'aurait eu qu'à manger, à boire et à dormir, ne m'ont jamais inspiré de regret, et je bénis la nécessité qui, depuis tant de siècles, réduit l'humanité à faire de si grandes choses. Oui, certes, l'homme serait moins grand si, n'étant point sorti de sa primitive enfance, il n'avait pas créé ces richesses de la terre, ces richesses du commerce et de l'industrie, qui, pour employer l'expression des économistes, sont comme du travail accumulé, et

surtout s'il ne possédait pas ce patrimoine intellectuel, qui est la manifestation la plus sublime de son génie. Heureux l'homme, qui est sorti de cet état de nature, dont quelques utopistes du dernier siècle demandaient imprudemment le retour ! Heureux l'homme, qui, ayant goûté au fruit de l'arbre de la science, est devenu, par ce seul fait, le véritable roi de la création !

La loi du travail est tellement une loi de notre nature, que pour ceux qui y résistent, l'oisiveté est la source d'un incurable ennui, pour ceux surtout dont l'esprit a reçu quelque culture. L'homme inintelligent se complait encore parfois dans l'inertie et dans l'inaction ; pour l'homme quelque peu instruit, l'activité intellectuelle est un besoin : son esprit a l'horreur du vide, et lorsque sa pensée est privée d'aliment, il se sent saisi d'une véritable nostalgie du travail. Aussi, pour tromper l'ennui qui les ronge, certains oisifs en sont-ils réduits à se créer des occupations factices, ou à se plonger dans des lectures insipides. Combien sont plus saines, pour celui qui sait les prendre, les jouissances procurées par des études méthodiques ou par des lectures choisies !

Or, si je vous parle avant tout et surtout de la satisfaction procurée par le travail intellectuel, n'allez pas croire, mes bons amis, que je veuille pour cela rabaisser les travaux manuels auxquels beaucoup d'entre vous consacreront la plus grande partie de leur vie. Le travail par lequel un homme suffit aux besoins de son existence, le travail par lequel un chef de famille nourrit et élève ses enfants, est en lui-même une chose digne de tout respect. Je trouve d'ailleurs qu'on a bien tort de faire une opposition et une antithèse entre le travail des mains et celui de l'intelligence : il n'y a pas de métier, pas d'état, si humble qu'il soit, où l'homme n'ait à déployer, pour s'acquitter dignement de sa tâche, une force intellectuelle bien supérieure à l'effort physique que l'on exige de lui. Cultivateurs, artisans, ouvriers de l'industrie, vous n'êtes pas de simples machines ; il appartient à chacun de vous de vous comporter comme des êtres intelligents dans la voie où vous vous engagez volontairement. Cultivateurs, si au lieu de vous traîner dans l'ornière de la routine en suivant aveuglément les méthodes vieilles que vos pères vous ont léguées, vous vous tenez au courant des progrès de la science agronomique ; si vous perfectionnez votre système de culture et que vous réussissiez à augmenter la puissance productrice de votre terre, cette amélioration marquera autre chose qu'un effort physique de votre part ; elle sera la conséquence d'un grand effort de votre esprit.

Et vous artisans, l'adresse que vous montrez dans l'accomplissement de certains travaux, le goût dont vous faites preuve dans l'accomplissement de certains autres, ne sont-ils pas une éclatante manifestation de votre intelligence ? L'horloger qui combine avec adresse les pièces si multiples et si délicates d'une montre, le maçon qui conçoit les formes et les proportions d'un édifice et qui, à force d'expérience, se rapproche de l'architecte, le serrurier, le menuisier, l'ébéniste, pour ne citer que ceux-là, dont l'habileté s'accroît par la pratique des arts du dessin et dont la valeur s'augmente tandis que leur goût se déve-

loppe, sont autre chose que de simples manœuvres ; encore un effort et ils s'élèveraient jusqu'à l'artiste.

Que vous dirai-je enfin à vous, jeunes ouvriers de l'industrie, qui êtes réunis en si grand nombre aujourd'hui ? Vous êtes les collaborateurs nécessaires des savants ingénieurs qui dirigent vos maisons : intéressez-vous à ces machines que vous faites mouvoir, cherchez à comprendre les rouages de ces mécaniques que la science porte à un degré de perfection toujours croissant, cherchez surtout à saisir les lois de ce mouvement industriel et commercial qui entraîne le monde moderne, et vous cesserez d'être des instruments aveugles dans cette vaste organisation.

Vous le voyez, mes chers amis, dans la carrière qui attend chacun de vous, il y a une large place pour les efforts de la pensée. Or, si on vous envoie à l'école et si on vous y instruit, c'est pour vous donner dès l'enfance l'habitude et le goût de cultiver votre pensée. Il me reste à vous démontrer combien sont attrayants dans leur diversité les travaux multiples auxquels vos maîtres vous convient, et les connaissances variées auxquelles ils vous invitent à participer.

Vous êtes, vous, écoliers de 1890, d'heureux privilégiés : sous le gouvernement de la République, la question de l'instruction, celle de l'instruction primaire surtout, est devenue une des grosses questions de l'époque ; l'État, le département, la commune font assaut de générosité pour assurer votre bien-être et pour multiplier les facilités de votre travail ; vous êtes les enfants gâtés de la France.

D'autre part, les programmes sont désormais assez étendus pour que vous puissiez trouver du charme à vos études. Nous ne sommes plus au temps où la lecture, l'écriture, le calcul étaient les seuls objets de l'enseignement de l'école : excellentes choses sans doute que le calcul, l'écriture, la lecture, mais dont l'enseignement, j'en conviens, n'offre pas par lui-même un grand attrait. Ce ne sont, d'ailleurs, que des instruments : il faut apprendre à lire pour lire, non pour savoir lire. Aujourd'hui on ne prétend pas, Dieu merci, faire un savant de chacun de vous ; mais on veut, suivant la belle expression de Molière, vous donner « des clartés de tout ». On a une ambition encore plus haute : on veut faire de vous de bons citoyens, de bons Français.

Ah ! voici, je crois, mes chers amis, la pensée maîtresse de l'éducation qui vous est donnée dans cette école : lorsqu'il y a huit ans l'instruction a été rendue obligatoire, nos législateurs ont obéi à une idée : nous vivons, se sont-ils dit, dans un temps et sous un régime où tout Français participe par son suffrage au gouvernement de l'État. Est-il vraiment digne d'exercer sa part de souveraineté, celui qui n'est pas capable de peser le sens et la portée de son vote ? On a donc rendu l'école obligatoire : obligatoire pour les parents, qui désormais sont tenus de faire instruire leurs enfants ; obligatoire aussi, ne l'oubliez pas, pour les enfants, qui, en s'instruisant, obéissent à un grand devoir de patriotisme. La France a besoin de soldats pour défendre son territoire, elle a besoin aussi de citoyens pour conserver les institutions qu'elle s'est librement données, les libertés qu'elle a si chèrement et si laborieusement conquises. Aus i vos maîtres ont-ils reçu

une grande, une périlleuse mission : ils sont les éducateurs, les précepteurs des enfants de France.

Pour répondre dignement à l'appel de votre patrie, vous vous adonnerez aux exercices physiques, qui prennent aujourd'hui dans l'éducation la place qui leur convient ; car le pays aura bientôt besoin de trouver en vous des soldats souples et vigoureux. Mais surtout vous cultiverez votre esprit, et, pour pouvoir servir la France un jour, vous apprendrez d'abord à l'aimer. Tout vous y convie dans l'enseignement de l'école.

On vous apprend à aimer votre patrie française, lorsqu'on vous fait connaître les grands écrivains qui sont son éternelle gloire. Poètes, orateurs, moralistes et penseurs, historiens, philosophes, vous n'êtes pas tenus d'avoir tout lu : mais nul ne doit ignorer les noms d'un Corneille, d'un Racine, d'un Pascal, d'un Bossuet, d'un Voltaire, d'un Augustin Thierry, d'un Michelet, d'un Hugo, d'aucun de ceux enfin dont les œuvres font l'honneur de notre pays, au même titre que les victoires de Rocroy et de Fontenoy, de Valmy et d'Austerlitz.

Parmi nos poètes, je vous en citerai deux dont vous ne devez pas vous borner à honorer les noms, dont vous devez connaître et aimer les œuvres, parce que, plus que toutes autres, ces œuvres sont à votre portée, je veux parler de La Fontaine et de Molière.

Vous connaissez déjà La Fontaine, qui, sous les formes modestes de la fable, nous enseigne tant et de si ingénieuses vérités. Il dédiait ses fables au fils de Louis XIV, mais il se trouve avoir écrit pour tous les petits Français. Chez lui, la bonhomie n'exclut jamais la finesse ni la malice, et il s'élève jusqu'à l'éloquence lorsqu'il s'agit de plaider une grande cause : mais toujours il est simple et à la portée des plus humbles. La Fontaine est l'héritier direct de nos vieux conteurs du moyen âge.

Et maintenant parlons du premier, du plus français de nos poètes dramatiques, de Molière, dont les admirables comédies unissent à la plus franche gaieté tout le bon sens de notre race. D'une verve inépuisable lorsqu'il veut peindre les ridicules, Molière fait preuve d'une puissance incomparable lorsqu'il s'agit de flétrir ce que le Français hait par-dessus tout, le pédantisme et l'hypocrisie. Il écrivait, lui aussi, pour un roi, et cependant il reste toujours en communion avec la foule ; aussi les gens de cour et les gens de lettres peuvent-ils former contre lui des cabales, il est sûr d'être vengé par les applaudissements du parterre, et ces applaudissements sont ceux qu'il préfère à tous les autres. Il croit que « le bon sens n'a point de place déterminée à la comédie ; que la différence du demi-louis d'or et de la pièce de quinze sols ne fait rien du tout au bon goût ; que debout ou assis l'on peut donner un mauvais jugement ». Mais il s'en fie surtout « à l'approbation du parterre, par la raison qu'entre ceux qui le composent, » la plupart « jugent d'une pièce par la bonne façon d'en juger, qui est de se laisser prendre aux choses et de n'avoir ni prévention aveugle, ni complaisance affectée, ni délicatesse ridicule ». Aussi entre Molière et le parterre n'y a-t-il jamais eu de malentendu ; le parterre de notre temps est d'accord, en ce qui le

concerne, avec le parterre du sien. De tous nos poètes dramatiques Molière est le seul qui ne vieillisse pas.

Entre La Fontaine et Molière il y a ce trait commun que, nourris tous deux de l'antiquité, autant qu'homme de leur temps, ils se sont souvent inspirés de ses chefs-d'œuvre, car ils prenaient leur bien où ils le trouvaient, mais que jamais ils n'ont imité servilement. Ils ne cessent nulle part d'être eux-mêmes, et ils seront toujours populaires chez nous, parce qu'ils sont les plus purs représentants de la vieille verve gauloise et du vieil esprit français.

Mais où l'on vous apprend surtout à aimer votre pays, c'est lorsqu'on fait se dérouler devant vous les grandeurs de son histoire. Pour aimer la France, il suffit de la connaître, et le cœur d'un Français bondit d'orgueil et de joie lorsqu'il se rappelle le passé du pays dont notre éloquent député, M. Paul Deschanel, disait, il y a quinze jours, au Collège, qu'il a toujours été le chevalier de l'idéal et du droit. Ce qui frappe surtout dans l'histoire de France, c'est la puissance d'assimilation qui fait que les provinces admises successivement dans la patrie française s'y sont confondues au point d'oublier bien vite les traditions de leur histoire locale, pour ne plus se rattacher qu'à nos traditions nationales. ConteZ à un jeune écolier de Dijon l'histoire de Charles VII : soyez sûrs qu'il prendra parti pour Dunois, pour Jeanne d'Arc, et flétrira la trahison du duc Philippe le Bon ; il est bien moins Bourguignon que Français. Faites lire à un jeune écolier de Besançon l'histoire de François I^{er} ; il se sentira compatriote de Bayard et verra un étranger dans le cardinal Granvelle, né à Besançon cependant, mais qui était le chancelier de Charles-Quint ; il n'est plus Franc-Comtois, il est Français. Or c'est là le secret de notre grande unité nationale ; la communauté de traditions et d'histoire est la seule base légitime d'une nationalité.

Ce qui frappe également dans notre histoire, c'est la force de propagande et de vulgarisation qui fait qu'aucune idée noble n'a jamais pris racine dans le monde lorsqu'elle ne venait pas de France. Au moyen âge, lorsqu'une invasion venue de l'Asie menaçait d'anéantir les derniers vestiges de civilisation légués par le monde antique aux jeunes sociétés issues de la Germanie, c'est de France que partit ce surprenant mouvement des Croisades, qui fixa des bornes à l'expansion musulmane et qui, en rapprochant les nations chrétiennes, éveilla pour la première fois parmi elles l'idée de la solidarité des peuples européens. Au xvi^e siècle, lorsqu'en propageant la doctrine nouvelle du libre examen, la Réforme eut suscité dans tous les pays de terribles guerres civiles, c'est la France qui, par la promulgation de l'édit de Nantes, proclama pour la première fois le principe de la tolérance. Et enfin, dans les dernières années du xviii^e siècle, n'est-ce pas en France qu'éclata cette Révolution glorieuse, dont nous célébrions l'an dernier le centenaire et qui, en moins d'un quart de siècle, devait transformer le monde ? La France n'a pas inventé la liberté, certes ; l'Angleterre la connaissait depuis des siècles, mais le reste de l'Europe continuait à subir le despotisme ; les Anglais professaient même volontiers cette opinion que la race anglo-saxonne,

la leur, était faite pour la liberté, et les autres peuples pour la servitude. Mais qu'une révolution éclate en France, tous les peuples s'émeuvent, et les doctrines nouvelles se propagent dans tous les sens. Cent ans se sont écoulés depuis 1789, et on ne trouve plus un seul peuple en Europe dans les institutions, dans la législation duquel les principes de notre Révolution n'aient laissé une empreinte profonde. N'est-ce pas, mes chers amis, que de telles pensées sont fortifiantes? N'est-ce pas qu'elle font du bien au cœur? Et, pour revenir à mon point de départ, n'avais-je pas raison de vous dire que de pareilles études possèdent un incomparable attrait?

Veuillez bien croire, au surplus, mes chers amis, que, lorsque je vous vante les charmes que les travaux intellectuels offrent par eux-mêmes, ce n'est pas pour vous induire à dédaigner les récompenses que vous recevrez tout à l'heure et qui ont été le but de vos efforts pendant toute cette année. Vous demander de travailler pour la seule satisfaction du devoir accompli serait sans doute exiger de vous une philosophie bien haute pour votre âge, et j'applaudirais volontiers aux petits triomphes qui sont la juste sanction de vos succès. Il n'y a pas, d'ailleurs, de bonheur plus grand que celui de faire plaisir aux gens qu'on aime; or, ceux d'entre vous qui ont mérité tous les beaux prix que j'aperçois sur cette table seront bien heureux aujourd'hui s'ils mesurent leur joie sur celle de leurs mères, dont cette fête est la fête, sur la satisfaction des administrateurs de la ville de Nogent, qui sont fiers de leur école, sur celle de leurs maîtres et, parmi eux, du chef dévoué, qui, frappé récemment par un deuil bien cruel, a besoin de trouver encore un peu de bonheur dans votre affection et dans vos progrès.

J'espère donc que l'année prochaine vous redoublez de zèle pour poursuivre vos études, que vous les continuerez, s'il est possible, lorsque vous aurez quitté l'école; et, croyez-moi, vous en serez récompensés alors comme aujourd'hui, car, à mesure que vous les pousserez plus haut, ces études deviendront plus attachantes, et, dans la vie laborieuse, parfois pénible peut-être, qui vous attend, elles resteront votre joie et votre consolation.

Après la distribution des riches volumes et des diplômes du certificat d'études, vient :

La X^e fête de l'Enfance ouvrière présidée par M. le Dr Desplantes, assisté de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.

Ce dernier, dans une improvisation, fait avec beaucoup d'à-propos et d'esprit des compliments à M. Batard, inspecteur primaire, son collaborateur dans l'arrondissement, et insiste pour que M. le Dr Desplantes prenne la parole.

La distribution des médailles, diplômes, livres et livrets de caisse d'épargne aux apprentis et ouvriers clôt le programme de la fête.

Nous essayons de reproduire ici l'allocution improvisée de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, dans laquelle le *Nogentais* signale avec tant de justice l'esprit et l'à-propos :

MES CHERS ENFANTS, JEUNES OUVRIERS,

Voilà douze ans que je me fais un plaisir, et presque un devoir, de venir chaque fois vous apporter moi-même les récompenses décernées par la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures; cette fois-ci encore, je vois avec plaisir que Nogent a su mériter et obtenir une des meilleures parts.

Mais, pendant que de jeunes générations se succèdent, vos inspecteurs vieillissent et mon brave et digne auxiliaire, M. Batard, est à la veille de prendre un repos que tous reconnaissent avoir été bien gagné.

Je me fais un devoir de lui apporter ici l'expression des regrets éprouvés par la Société de protection de Paris, en apprenant qu'elle va se séparer d'un aussi dévoué collaborateur.

Je souhaite seulement que son successeur veuille et sache aussi bien que lui rechercher et présenter les lauréats qui doivent venir après vous.

Mais un autre ami vous reste! qui, par profession sans doute, ne semble pas vieillir, pas plus que son dévouement et sa générosité attestés encore cette année par de nombreux livrets de caisse d'épargne qu'il ajoute à ceux décernés par la Société de protection.

Parmi ses nombreux titres aux palmes académiques qui lui ont été décernées depuis notre dernière fête, je suis sûr qu'il aime à placer au premier rang sa sollicitude éprouvée pour les enfants de nos ouvriers à l'école et à l'atelier.

Vous allez entendre sa parole un peu austère et sévère parfois, mais pourtant, toujours goûtée et toujours applaudie. Mieux que moi, vivant près de vous, il saura vous faire entendre les leçons de son expérience et ses conseils sur vos vrais intérêts, dont l'éminent magistrat, président de la belle cérémonie qui nous rassemble, a su vous parler avec tant de charme et d'à-propos dans son éloquent discours. Je ne veux donc pas vous faire un autre discours; je me hâte de laisser la parole à l'éminent docteur Desplantes. Il est cependant une chose que je veux dire :

C'est que partout ici, on m'a signalé la docilité exemplaire des apprentis envers leurs patrons; comme aussi la bonne harmonie qui règne entre les chefs d'industrie et leurs ouvriers, ce qui semble être une vertu du sol de Nogent. Ici point de grèves! Patrons et travailleurs sont animés de cet esprit de solidarité et de confiance réciproque qui seul peut assurer la prospérité de l'industrie et le bien-être général, au lieu des luttes et des malentendus qui, trop souvent ailleurs, engendrent le chômage et la misère.

Donc, jeunes gens, travaillez, instruisez-vous. Suivez toujours le sentier indiqué par vos professeurs et par vos maîtres qui est celui de la

sugesse et du devoir. Vous avancerez sûrement et heureusement dans la profession que vous aurez choisie. Jeunes conscrits de l'armée du travail, vous serez braves à l'atelier du Patron comme vous le serez un jour, s'il le faut, sous les drapeaux de la Patrie.

Après cette allocution d'ouverture, M. le Dr *Desplantes* prend la parole en ces termes devant un auditoire passionnément resté pour l'entendre :

MESDAMES, MESSIEURS,

Je tiens toujours à vous rappeler que c'est à mon titre de président de la commission de surveillance des apprentis dans les manufactures que je dois l'honneur de venir ici prendre la parole. La courte allocution que je vais prononcer n'aurait pas sa raison d'être, et serait même absurde si je ne m'adressais à des jeunes gens entrant dans la vie militante et ayant besoin de conseils. On peut me reprocher de marcher sur les brisées de MM. les Instituteurs qui, par profession et par habitude, donnent des conseils avec plus de talent et plus de résultats.

Mais pour graver dans l'esprit des enfants des notions utiles, il est nécessaire de les répéter sous des formes et dans des circonstances différentes. Tous ceux qui instruisent la jeunesse savent qu'il faut répéter les mêmes idées sous des aspects divers pour les graver dans la mémoire.

Avant d'adresser la parole à nos chers enfants, je remercie bien sincèrement M. Linarès, inspecteur divisionnaire, des bienveillants et constants encouragements qu'il me prodigue chaque année.

Si la politesse ne me le défendait, je lui dirais, tout en le remerciant, qu'en cette circonstance et sur beaucoup de choses je suis d'un scepticisme absolu.

Je me fais un devoir de signaler à la reconnaissance des apprentis et des ouvriers lauréats M. Batard, inspecteur des écoles primaires, qui depuis quinze ans n'a jamais ménagé ni ses peines ni ses forces pour rechercher et récompenser les plus méritants entre les travailleurs. Je me fais un sincère plaisir de publier hautement devant cette nombreuse assemblée, le dévouement qu'a toujours montré notre zélé inspecteur à l'œuvre de protection des enfants employés dans les ateliers de notre arrondissement, et c'est avec peine et regrets que je vous annonce qu'il va prendre une retraite bien méritée, mais qui aurait pu être différée dans l'intérêt du service et du trésor public.

Jeunes apprentis, on ne peut douter que lorsque vous entrerez en apprentissage, vous aurez la ferme volonté de devenir des ouvriers habiles et expérimentés dans l'industrie que vous aurez choisie. A moins d'une inintelligence absolue, le raisonnement le plus simple vous fait apercevoir que votre intérêt personnel dépend de votre habileté et de votre capacité au travail.

Mais il faut plus, il est nécessaire qu'à côté de votre intérêt particulier, vous ayez encore en vue l'intérêt de votre patron. Il faut que vous entriez chez lui avec l'idée bien arrêtée de travailler consciencieusement et de travailler à concourir à la prospérité de son établissement, à l'aider à perfectionner ses produits et à étendre ses relations et son commerce. Il est probable que vous agirez dans ce sens, si vous êtes bien persuadés que les intérêts de l'apprenti et du patron sont connexes.

Dans ce temps de luttes violentes, de progrès incessants et rapides dans l'industrie, il est nécessaire que tous les ouvriers d'un même atelier combinent leur bonne volonté et leurs talents pour donner au produit une perfection qui tente l'acheteur. D'un côté, une direction intelligente, des conseils fruits de l'expérience; de l'autre, une attention raisonnée, une bonne volonté à bien faire sont nécessaires pour faire fructifier l'œuvre commune.

Il y a une certaine communauté d'intérêts entre l'apprenti et le patron. Si celui-ci réussit, vous le verrez augmenter et perfectionner son outillage, et vous-mêmes en produisant des objets plus perfectionnés, vous acquerez plus d'habileté, et partant votre valeur d'ouvrier ou de producteur augmentera. En faisant fructifier l'usine où vous travaillez, vous arriverez à faire élever vos salaires, à éviter les chômages.

L'industriel qui gagne de l'argent paie plus largement que celui qui ne fait que ses frais ou périclite. Vous, ouvriers, vous en profiterez.

En étant plus exigeant pour vous-mêmes, vous acquerez une plus grande habileté de main, plus de facilité à perfectionner l'objet fabriqué; vous arriverez même à prendre plaisir à un travail qui, au premier abord, vous paraissait difficile et ennuyeux. Vous éprouverez de la satisfaction à constater que vous avez de la valeur; vous vous estimerez davantage en prenant plus de confiance en vos talents. Vous aurez la joie de voir que vos compagnons d'atelier et vos chefs vous apprécient et vous estiment à proportion des bons résultats que vous obtenez par votre travail.

La solidarité qui existe entre le chef et l'employé n'est pas comprise au premier abord par un jeune homme qui ne s'est jamais guère exercé à raisonner, mais je crois qu'il est bon d'attirer son attention, d'éveiller son esprit sur ce qui le touche directement.

Jeunes gens, non seulement entre vous et votre chef d'atelier, il y a une solidarité d'intérêts, mais entre l'établissement où vous travaillez et les autres corps de métier qui peuvent paraître indépendants et les plus indifférents entre eux.

Si le cordonnier réussit dans son commerce, il dépensera pour sa toilette et sa coiffure et réciproquement; le tailleur dépensera d'autant plus pour son bien-être qu'il verra ses affaires en bon état. Entre tous les travailleurs d'une même ville, il y a solidarité et réciprocité. Le bonheur des uns aide au bonheur des autres, de même que le malheur, la non-réussite de quelques-uns, produit certainement une gêne pour quelques autres.

Notre grand fabuliste s'est permis de formuler cette pensée.
Je vous le dis en bon français :

Notre ennemi, c'est notre maître !

Dans le temps où l'homme était attaché au sol, quand il ne pouvait se déplacer à volonté, quand il était enchâssé dans une maîtrise, dont il ne pouvait sortir que pour rentrer dans une autre, sans un long apprentissage, il pouvait quelquefois venir à l'esprit de l'ouvrier que le patron était l'ennemi. Mais aujourd'hui que l'ouvrier peut disposer de lui en toute liberté, qu'il peut porter ses bras où bon lui semble, et les employer à l'industrie qui lui convient le mieux, le patron est devenu un chef initiateur, un conseiller, un directeur, qui par ses connaissances, ses relations plus étendues, par ses capitaux, élève et fait prospérer une industrie qui sans lui n'existerait pas, et envoie au loin les produits d'une industrie locale qui, sans lui, serait complètement ignorée.

Vous n'êtes pas sans le savoir, jeunes apprentis, que les produits de nos industries nogentaises, malheureusement pas assez variées, sont, grâce à deux ou trois chefs de fabrique, expédiés non seulement dans notre France mais en Europe et dans les divers pays d'Amérique.

Si par leur concours dévoué et intelligent, les nombreux ouvriers d'une grande usine la rendent prospère, le travail et par suite l'aisance se fait sentir dans un rayon éloigné. Tous les producteurs, ouvriers agricoles, ouvriers de bouche, ouvriers de vêtements, ouvriers de transports, etc., tous en bénéficient. C'est un germe fécondant qui fertilise les terrains environnants.

Aussi, jeunes gens, dans l'homme qui crée une industrie dans un pays, dans l'homme qui par son travail et son intelligence fait prospérer une manufacture, vous devez reconnaître en lui un ami, un bienfaiteur, et à l'occasion lui en manifester votre reconnaissance.

Par ces quelques phrases, je vous donne un très léger aperçu de ce que peut être la solidarité entre tous les travailleurs ; je ne cherche qu'à éveiller votre attention et à vous faire réfléchir.

Je crois qu'il est inutile de vous signaler que si par la solidarité vous profitez de la prospérité de l'atelier où vous travaillez, vous devez souffrir aussi des préjudices que peut éprouver le patron, soit par votre défaut d'attention, soit par toute autre cause.

Si par sa prospérité, une grande usine étend ses bienfaits au loin, par réciprocité sa ruine entraîne la gêne et la misère pour un grand nombre d'ouvriers. La prospérité générale dépendant de la prospérité plus ou moins grande des divers individus qui composent la société, nous devons chacun dans notre petite sphère aider à la prospérité de notre voisin, avec la certitude que nous en retirerons plus de profits que s'il était dans la misère.

Entants, quand vous entrerez dans un atelier, prenez l'habitude de travailler consciencieusement et vous ne serez pas longtemps sans reconnaître que vous travaillez pour vous-même.

La solidarité qui existe entre nous tous et qui doit nous faire réjouir du bonheur et attrister des malheurs de nos concitoyens, me remet à la mémoire que plusieurs Nogentais ont pris part au concours de la grande Exposition universelle de 1889 et ont eu des succès dans différents genres.

Dans l'instruction, M. Nalot, un savant doublé d'un artiste, a obtenu une médaille.

Dans l'industrie, MM. Gaté fils et gendre, une médaille; M. Tirard, notre grand manufacturier, un diplôme d'honneur. Dans la section des beaux-arts, M. Camille Gaté, une médaille.

Tâchez, jeunes gens, de marcher sur leurs traces.

Grâce à ses hommes habiles et distingués dans les arts qu'ils cultivent, Nogent-le-Rotrou a été dignement représenté à l'Exposition universelle. Nous ne faisons que notre devoir en reconnaissant leurs mérites et en applaudissant avec joie à leurs succès.

On a fait ensuite l'appel des lauréats et des lauréates. Parmi ceux-là nous avons été heureux d'entendre nommer deux typographes de notre journal, *le Républicain de Nogent-le-Rotrou*, M. Achille Renoult, contremaître, et Jules Bourgeois, apprenti; nous leur adressons nos félicitations.

Vient ensuite la liste de tous les lauréats qui sont mentionnés dans le palmarès de la Société dans les diverses catégories de l'Eure-et-Loir.

Il en a été de même et aussi heureusement dans LE PAS-DE-CALAIS où M. *Van-Grutten*, inspecteur départemental à Arras, a eu l'heureuse pensée de joindre la remise des récompenses accordées par la Société à la distribution des récompenses décernées par l'Association philotechnique tenue à Hesdin le 13 juillet.

Nous trouvons les renseignements donnés sur cette fête dans les colonnes du *Journal de Montreuil* du même jour.

Nous en donnons un extrait regrettant de ne pouvoir donner *in extenso* le brillant discours d'ouverture de M. *Boucher-Cadart*, spécialement applicable à l'Association philotechnique et à son œuvre, ainsi que la charmante allocution de M. *le Sous-Préfet*; nous devons nous borner à reproduire le second discours du premier traitant de la partie relative aux récompenses accordées pour le travail où il est fait mention de celles accordées par la Société.

HESDIN. — *Une fête de travail scolaire et industriel.* — Dimanche dernier, à 3 heures de l'après-midi, en la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville, la Société Philotechnique d'Hesdin, sous la présidence de M. Boucher-Cadart, a procédé à la distribution solennelle des récompenses du Concours organisé par elle, entre garçons et filles des écoles communales du canton.

Cette fête du travail scolaire avait attiré nombre d'assistants que la salle pouvait à peine contenir.

Sur l'estrade avaient pris place : M. Boucher-Cadart, président de la Société Philotechnique ; M. le Sous-Préfet de Montreuil, M. le maire d'Hesdin et ses deux adjoints, MM. Brullé et M. Williams, M. le commandant du 73^e de ligne en détachement à Hesdin ; M. Guyot, conseiller général ; M. Devisme, inspecteur primaire ; M. Varé, principal au collège d'Hesdin ; M. Domont, délégué cantonal, les conseillers municipaux, les membres de la Société, les fonctionnaires d'Hesdin et les instituteurs du canton.

M. Boucher-Cadart, dont la parole en toutes circonstances est un si fin régal pour tous les Hesdinois toujours avides de l'entendre, dans un langage élevé a prononcé un discours souvent interrompu par d'unanimes applaudissements, dans lequel il a retracé tous les bienfaits de l'instruction scolaire actuelle, dont on ne saurait trop exciter la noble émulation parmi les jeunes écoliers et écolières et qui prenant les enfants en bas âge tend à en faire ensuite des jeunes gens laborieux et plus tard des citoyens dévoués à leur pays. M. le Sous-Préfet de Montreuil, qui a su conquérir bien vite toutes les sympathies dans notre canton, lui a répondu en termes chaleureux et a prononcé d'éloquents paroles qui ont été fort applaudies.

Après ces deux discours viennent le rapport de M. Ricquier, bibliothécaire, et la distribution des récompenses aux élèves de l'Association philotechnique.

Puis M. le Président croit devoir dire encore quelques mots empreints des meilleurs sentiments :

MESDAMES, MESSIEURS,

La fête d'aujourd'hui laissera un souvenir profond dans notre bonne et chère ville d'Hesdin : elle est la fête du travail.

Tout à l'heure nous récompensions les élèves de toutes les écoles communales de notre canton et maintenant c'est aux ouvriers de l'Industrie que nous sommes heureux de remettre les prix qu'ils ont si bien mérités.

L'idée de réunir dans une même solennité ces deux distributions de récompenses est excellente. J'y trouve ce qu'on peut appeler un des signes du temps, et aussi un précieux enseignement.

Le travail de l'écolier ne doit-il pas préparer le travail de l'ouvrier ? Il est donc bien à propos de montrer à nos jeunes gens, à nos jeunes filles, que lorsqu'ils auront terminé leur instruction, ils auront d'autres travaux auxquels ils devront se livrer, pour lesquels il faudra de nouveaux efforts ; mais que ces efforts seront facilités par leurs études primaires et vaudront, à ceux qui les auront faits avec persévérance et courage, de nouvelles récompenses. Et pour ceux des ouvriers que nous couronnons et que nous félicitons, n'est-il pas bon et consolant de penser que leurs travaux sont suivis par tous avec le plus grand

intérêt et que la jeunesse de nos écoles voit et comprend ce qu'ils ont fait et le bon exemple qu'ils ont donné? Et puis, Messieurs, laissez-moi vous le dire, il y a dans des fêtes comme celle-ci la preuve la meilleure de ce que nous affirmons toujours et en tous lieux, la preuve de cette solidarité qui existe entre tous les enfants d'une même nation.

Oui, solidarité, appui mutuel, concours franc et loyal, voilà ce qui doit exister entre tous les citoyens d'une République. Et, remarquez-le bien, il ne s'agit plus ici de destruction des classes ou d'opinions politiques; chacun doit, dans la mesure de ses forces et suivant ses aptitudes, son instruction, ses goûts, concourir à l'œuvre commune qui est le bien-être général, la grandeur du pays, la dignité de la famille. Nous sommes tous, je l'ai répété bien des fois, mais je ne me lasse pas de le redire, des travailleurs. « Nous croyons que nous devons payer notre vie par nos travaux, et que le paresseux fait un vol à la société. »

Le travail est le père de toutes les vertus comme l'oisiveté la mère de tous les vices. Le travail fortifie le corps, maintient la santé, prolonge la vie et fait paraître le temps court, parce que le travail est dans l'ordre de la nature. L'oisiveté, au contraire, porte les marques visibles de la réprobation divine : elle engendre la mollesse et l'ennui, les maladies et la misère; elle induit le riche à tous les vices, et le pauvre à tous les crimes.

Aussi à Hesdin sommes-nous unis dans cette pensée éminemment féconde : travailler tous ensemble, produire d'autant plus que nos efforts ne sont pas isolés, nous soutenir les uns les autres, et faire un sympathique et reconnaissant accueil à ceux qui viennent apporter à notre cher pays, non seulement leur travail, mais encore un élément nouveau de prospérité et de richesse.

Vous avez eu la preuve de ces sentiments de notre population, Messieurs Tamisier et Moreau.

Représentants d'une maison justement appréciée et honorée, à qui nous adressons nos plus sincères remerciements, vous avez apporté, dans le canton que j'ai l'honneur de représenter, des ressources nouvelles avec une persévérance et un zèle infatigables. Pendant que M. Moreau et son digne père initiaient nos ouvriers à l'art du mégisier et parvenaient à réunir un nombre suffisant de travailleurs pour préparer une quantité de matière ouvrable assez grande pour une fabrication aussi considérable que celle de la maison Courvoisier, Bourgoïn et C^e, M. Tamisier, secondé par sa courageuse et excellente femme, groupait autour de lui quelques jeunes filles laborieuses et intelligentes, à qui il apprenait le métier, complètement utile pour elles, de la confection des gants. Ces ouvrières devinrent bientôt des monitrices; elles apprirent à d'autres jeunes filles ce qu'elles avaient appris elles-mêmes et, petit à petit, la ganterie d'Hesdin a pu arriver à une production importante.

Une richesse nouvelle était créée pour notre canton; un nouvel emploi rémunérateur du travail était offert à nos familles.

Nous serions des ingrats si nous ne saisissons pas avec empressement, et avec une vive satisfaction, cette occasion de venir, au nom

des habitants du canton d'Hesdin, vous témoigner notre profonde et sincère gratitude.

Honneur à vous, Messieurs, vous avez implanté dans notre pays l'industrie de la ganterie qui, j'en ai la conviction, avec des hommes comme vous et des travailleurs comme nous en avons ici, ne pourra que prospérer et se développer de plus en plus.

Honneur à vous, mes chers amis, braves travailleurs qui avez su profiter des leçons et des exemples qui vous étaient donnés. Les leçons ont fait de vous de bons ouvriers, les exemples vous ont montré ce que peut le labeur intelligent et soutenu ; les exemples vous ont donné cette force morale qui vous a permis de marcher en avant.

Vous avez senti cette solidarité qui existait, non seulement entre vos patrons et vous, mais encore entre tous vos concitoyens et vous-mêmes.

Vous le voyez, c'est la municipalité qui vous ouvre les portes de la maison commune, de l'hôtel de ville, et c'est dans la salle des fêtes, à côté des lauréats du concours scolaire, devant les autorités de ce département, devant tous vos compatriotes, fiers de vos succès, que vous venez recevoir les récompenses qui vous sont décernées.

Je suis heureux d'être ici l'interprète des sentiments que vous aurait si chaleureusement exprimés notre dévoué inspecteur, M. Van Grutten, qui a pris tant à cœur les intérêts de l'industrie et du travail, qui est pour tous un guide sûr, un conseil éclairé et compétent. Il m'a chargé de vous témoigner tous ses regrets de ne pouvoir être au milieu de vous en ce beau jour. Je lui adresse l'assurance de notre souvenir et de notre sympathie.

Vous me permettez un dernier mot. Nous emporterons de cette journée une émotion profonde et salutaire.

Nous savons que le travail c'est la vie de l'homme ; mais, après des fêtes comme celle-ci, après des réunions comme celle que j'ai l'honneur de présider, et dans lesquelles on sent vibrer à l'unisson tous les cœurs, animés d'un même zèle et d'une même passion : celle du bien, après des distributions de récompenses comme celles auxquelles nous assistons, je l'affirme, on sent la vérité et la profondeur de cette belle pensée de Vauvenargues : « Le fruit du travail est le plus doux des plaisirs. »

Songez-y bien, mes chers amis, les anciens disaient « que la gloire arrive lorsque le travail a frayé le chemin ».

Eh bien, nous vous répétons : « Celui qui joint l'habitude du travail à celle des bonnes mœurs est un être respectable. »

Oui, vous êtes de braves et dignes travailleurs, nous vous saluons, en vous félicitant ; nous vous disons : Persévérez ; vous êtes dans la bonne voie ; restez les courageux et les laborieux que vous êtes, vous serez certains du respect de tous ceux qui comprennent ce qui doit être dans un état comme le nôtre, celui qui sait faire son devoir ; vous aurez la consolation et l'honneur de travailler non seulement pour vous, pour vos enfants, pour votre famille, mais encore pour la prospérité et la grandeur de notre France bien aimée et de la République.

Avant que la séance ne soit clôturée, le vénérable maire d'Hesdin donne lecture des mentions accordées par la *Société de Protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures*, dont M. le *Ministre du Commerce* est Président d'honneur, à M^{lle} Clémence Robert, ouvrière, et M^{me} Anna Ronger, contre-maitresse, toutes deux attachées à la ganterie Courvoisier et Bourgoïn.

Ces récompenses sont mentionnées au palmarès de la Société aux diverses catégories du Pas-de-Calais.

C'est avec la plus vive reconnaissance que nous voyons M. Van Grutten continuer l'œuvre de dévouement commencée par son prédécesseur M. Quéroy.

DANS LE NORD la remise des récompenses a eu lieu de deux manières : attribuées à des lauréats qui habitaient des localités ou des ateliers éloignés les uns des autres, la remise de la plupart d'entre elles a eu lieu séparément. Quant aux deux médailles d'argent accordées à l'instituteur et à l'institutrice d'une même école à Sars-Poteries, elles ont été l'objet d'une touchante cérémonie organisée par les soins de M. *Delattre*, inspecteur divisionnaire. Nous en donnons ci-dessous le détail que nous trouvons dans *l'Observateur d'Avesnes*.

Lundi dernier, fête charmante à Sars-Poteries. M. Delattre, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, venait remettre à M^{me} Josse-Fontignies, institutrice, et à M. Herlem, instituteur, la médaille d'argent et le diplôme d'honneur que la *Société de protection de l'enfance ouvrière* leur a décernés récemment.

M. le maire et son adjoint, M. Imbert et ses employés, la fanfare des verreries réunies, la société chorale, les enfants des cours d'apprentis et des écoles communales, une grande partie des habitants étaient venus rehausser par leur présence la cérémonie de la distribution des récompenses à leurs instituteurs.

A cinq heures la cour de l'école de filles était bondée. La fanfare joue une ouverture, la chorale enlève avec beaucoup de brio la *Marseillaise*, puis M. Delattre prend la parole et s'exprime en ces termes :

« MESDAMES, MESSIEURS, MES CHERS ENFANTS,

» Rassurez-vous, je ne veux pas vous faire de discours, par la raison primordiale qu'ancien industriel, je n'ai jamais été qu'un homme d'action.

» Néanmoins, mon premier mot doit être un remerciement que je suis heureux de vous adresser, tant au nom du gouvernement républicain que j'ai l'honneur de servir, qu'au nom de la Société de pro-

tection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, un remerciement, dis-je, du concours que chacun de vous a bien voulu nous donner pour accomplir la tâche, quelquefois pénible, dont le succès nous réunit aujourd'hui.

» Merci donc ici à vous, Monsieur Imbert, qui avez si bien compris les bienfaits qu'un bon directeur peut répandre sur ses nombreux ouvriers, en travaillant courageusement à leur instruction, et, dont la générosité inépuisable a tant contribué à marcher dans cette voie humanitaire.

« Merci à vous, Monsieur l'instituteur Herlem, qui, par votre travail persévérant, uni à un très grand dévouement, êtes arrivé à obtenir de si sérieux succès dans l'instruction que vous avez su répandre parmi ces jeunes enfants, ouvriers qui vous arrivent déjà bien fatigués par une journée de dur labeur. Il a fallu faire appel à toutes les ressources de votre heureux caractère, aussi cordial que bienveillant et persévérant, pour rendre à ces enfants l'étude de la science, souvent abstraite, aimable, agréable, de sorte qu'ils oublient avec vous leurs fatigues de la journée, et s'instruisent, pour ainsi dire, en se reposant.

» Merci aussi à vous, Messieurs les instituteurs-adjoints, qui, vous inspirant d'un maître portant si haut le respect du devoir et l'amour du bien, avez secondé, avec tant de zèle, votre respectable directeur dans sa noble tâche.

» Merci aussi à Madame Josse-Fontignies, la gracieuse institutrice de Sars-Poteries, qui, rivalisant de zèle, d'abnégation et de persévérance avec M. Herlem, avez toujours voulu que ces jeunes filles qui vous sont confiées, ouvrières le jour, élèves le soir, marchassent de pair avec les jeunes garçons des verreries de M. Imbert, dans les progrès de l'instruction et dans la voie de la vertu, et qui, par votre travail infatigable et votre dévouement, avez si bien atteint le but que vous vous proposiez.

» Merci aussi à Mesdemoiselles les institutrices-adjointes qui avez toujours su si bien la seconder dans cette éducation comme dans cette instruction des jeunes filles. tâche pénible, quelquefois même ardue, mais toujours délicate.

» Merci enfin à vous tous, jeunes ouvriers et ouvrières de cette usine, qui, par tant de bon vouloir et d'application à l'étude, avez voulu montrer à M. Imbert, votre éminent directeur, combien vous appréciez tout ce qu'il fait pour vous.

» Vous avez tenu à lui prouver par vos succès, malgré votre jeune âge, que cette semence, jetée si libéralement, était tombée en bonne terre et qu'à défaut d'autres fruits, elle avait produit dans vos âmes celui bien doux de la reconnaissance.

» Permettez-moi de vous en adresser tout particulièrement mes félicitations bien sincères; et si j'osais vous donner un conseil, je vous dirais de continuer à marcher avec la même ardeur dans cette voie du devoir et de l'honneur, que vous tracez si bien vos éminents professeurs. N'oubliez jamais leurs sages leçons et après avoir été des élèves intelligents, devenez de laborieux ouvriers, des citoyens dévoués, de bons pères et de bonnes mères de famille.

» La Société de protection des enfants et des apprentis aurait voulu pouvoir vous récompenser tous personnellement de vos efforts, mais tenant à faire rayonner ses bienfaits sur toute la France, ses nécessités budgétaires l'obligent à vous récompenser dans la personne de vos dévoués professeurs M. Herlem et M^{me} Josse-Fontignies, à qui je suis chargé de remettre, à chacun d'eux, une médaille d'argent comme témoignage de reconnaissance de la Société pour les progrès constatés dans l'instruction des ouvriers des verreries de la maison Imbert.

» A ces deux grandes récompenses la Société a joint deux diplômes d'honneur brillamment ornements : qu'ils soient pour vous aussi un encouragement au bien, car ils vous prouvent que le mérite et le travail sont tôt ou tard récompensés et que rien sur la terre ne vaut encore la satisfaction que donne le parfait accomplissement du devoir.

» Mon premier mot a été un mot de remerciement, ce doit être aussi le dernier. Merci donc encore une fois à vous tous, Mesdames et Messieurs, qui avez bien voulu par votre présence rehausser l'éclat de cette fête de la grande famille ouvrière; merci surtout à vous, mes chers enfants, dont les efforts bien combinés et habilement soutenus et dirigés, nous valent à tous une bonne journée dont nous ne pourrions que conserver un agréable, un bienfaisant, un salutaire souvenir, souvenir qui ne peut que nous engager à continuer de marcher résolument dans la voie du bien, du bon, du beau, du progrès, de la liberté, de l'amour de la famille et de l'amour de la patrie, notre grande, notre glorieuse famille à tous, la France.

» Séparons-nous donc au cri de vive la France et de vive la République qui depuis vingt ans a, elle aussi, tant travaillé, et travaille encore tous les jours au développement de l'instruction du peuple à tous les degrés, sous l'égide glorieuse de son chef respecté M. Carnot. »

En quelques mots émus, excellents, M. Herlem remercie : M. Delattre des paroles élogieuses qu'il vient d'adresser au corps enseignant local; M. Imbert de la protection éclairée et paternelle qu'il accorde à ses jeunes apprentis; la municipalité de son dévouement à la cause de l'enseignement populaire.

M. Delattre s'approche ensuite des sociétés, les félicite de leur exécution artistique et les remercie de l'honneur qu'elles ont bien voulu lui faire; il serre la main chaleureusement aux directeurs en leur adressant quelques paroles aimables.

Enfin, pour clôturer cette fête de famille, la chorale chante un morceau, la fanfare exécute la *Marseillaise*, puis la foule s'écoule lentement en acclamant les lauréats.

Nous croyons devoir y joindre une lettre personnelle de gratitude dans laquelle M. Herlem fait preuve des plus nobles sentiments :

Au nom de M^{me} l'Institutrice et au mien, je viens vous remercier, Messieurs, de la haute et flatteuse distinction que vous avez bien voulu nous accorder pour les soins dont nous entourons les jeunes et chers ouvriers Sarséens.

Notre tâche journalière, bien qu'ardue et pénible, est pourtant plus légère par les procédés généreux et intelligents de M. Imbert, directeur-propriétaire des Verreries réunies de Sars-Poteries: par les sympathies et le respect de la population au milieu de laquelle nous vivons; mais surtout par les directions et conseils qu'a toujours bien voulu nous accorder M. l'inspecteur Delattre, dont la compétence et la bienveillance n'ont d'égales que sa franchise, sa justice et son amour de faire le bien.

En vertu de cet axiome « noblesse oblige », je vous prie de croire, Messieurs, que mon unique ambition, qui a été constamment, durant toute ma carrière universitaire, qui est et restera toujours de consacrer ma volonté, mon énergie, mon intelligence à répandre autour de moi les bienfaits d'une saine éducation, d'une virile et libérale instruction; d'être, dans toute l'acception du mot, un serviteur modeste mais utile de mon pays; enfin, de rester digne de mes chefs hiérarchiques, de vos bontés et des témoignages touchants de sympathie de votre honorable représentant, M. Delattre.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Messieurs, votre très reconnaissant serviteur.

A DIJON, c'est M. le *Préfet* qui veut bien remettre lui-même quelques-unes de ces récompenses, sur la demande de M. Boyer, inspecteur divisionnaire.

Nous trouvons la mention de cette preuve d'intérêt dans le numéro du vendredi 29 août du *Progrès de la Côte-d'Or* :

Cette société, reconnue comme établissement d'utilité publique par décret en date du 4 juillet 1868, procède tous les deux ans à une fête, dite fête de l'enfance ouvrière, dans laquelle elle distribue un grand nombre de récompenses aux personnes qui lui ont été signalées.

C'est ainsi que cette année a eu lieu la dixième fête de l'enfance ouvrière; M. Boyer, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, nous communique la liste des récompenses qui ont été accordées à la 4^e circonscription d'inscription (Côte-d'Or, Doubs, Jura, Saône-et-Loire, Yonne) sur les indications qu'il a pu recueillir.

Dans deux ans, une nouvelle distribution aura lieu : M. Boyer prie MM. les chefs d'industrie de bien vouloir lui signaler, *dès à présent*, les membres de leur personnel ouvrier qu'ils jugeraient dignes de récompense.

Adresser tous les documents à Dijon, 19, place Darcy.

Inutile d'ajouter que médailles, diplômes et livrets de caisse d'épargne ont été remis par M. Boyer à leurs destinataires; sur la prière de M. Boyer, M. le préfet de la Côte-d'Or a bien voulu remettre lui-même la médaille d'argent à M^{me} Buthiau, notre concitoyenne.

Suit la liste des récompenses.

Et le journal ajoute les réflexions suivantes :

Pour devenir membre de la *Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures*, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque; il suffit qu'on s'intéresse à la condition morale et matérielle des jeunes travailleurs, et qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

Quoi de plus naturel et qui mérite mieux notre sollicitude? En protégeant les jeunes ouvriers, nous faisons œuvre humanitaire : encouragements, conseils, récompenses leur rendent la vie plus facile et les préparent à devenir des citoyens utiles à la Patrie, à eux-mêmes ainsi qu'aux autres.

Aussi sommes-nous heureux de féliciter M. Boyer qui, non content de remplir avec zèle ses délicates fonctions, saisit avec empressement toute occasion qui lui est offerte de se rendre utile à la masse ouvrière.

Nous regrettons que notre département n'ait obtenu qu'une seule nomination, et nous espérons que nos concitoyens signaleront, en vue de la distribution de 1892, toutes les personnes susceptibles d'être récompensées.

Le Bien public de Dijon, du 30 août, donne la liste de toutes les récompenses et rappelle que M. Boyer, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, recevra dès ce jour les renseignements concernant les membres du personnel, instituteurs d'apprentis, contremaitres, anciens ouvriers et apprentis qui seraient dignes d'être présentés à la fête des récompenses de 1892.

DANS LE LOIR-ET-CHER, circonscription de Blois (Sud).

Le mardi 4 août a eu lieu la remise, aux intéressés, des récompenses décernées pour 1889-1890 par la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.

A Montrichard, M. Gillet-Hallée, maire, a bien voulu accompagner M. Saindenis, inspecteur départemental, dans chacun des ateliers.

M. le Maire a remis à chacun des lauréats, patrons et apprentis, la distinction qui lui était accordée; et, pour tous, il a su trouver quelques-unes de ces bonnes paroles qui partent du cœur et qui sont, pour ceux à qui elles s'adressent, un encouragement autant qu'une récompense.

M. Ragot, maire de Saint-Aignan, avait convoqué à la mairie tous les lauréats.

En quelques mots, il leur a rappelé le but de la Société, qui

donne à l'enfance ouvrière tant de témoignages de bienveillant intérêt, et il a exhorté les patrons qui l'entendaient à entrer dans les vues de la Société, en redoublant de zèle pour assurer le bien-être matériel et moral de leurs apprentis et de tous leurs ouvriers. Puis, assisté de M. l'inspecteur départemental Saindenis, il a remis les récompenses.

Dans chacune des deux petites villes, cette cérémonie, toute de famille, a produit la meilleure impression, et chacun en a gardé un excellent souvenir.

Le journal *l'Indépendance de Loir-et-Cher* a (numéro du 20 juillet) publié la liste des récompenses pour tout le département, et il a fait suivre cette liste des réflexions suivantes :

Nous ne saurions trop applaudir à ces récompenses qui prouvent une fois de plus toute la sollicitude que porte à l'enfance ouvrière la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, dont le but humanitaire est si connu et dont l'éloge n'est plus à faire.

Elle a son siège à Paris, 44, rue de Rennes.

DANS LE GARD :

M. de Pellet, inspecteur divisionnaire, n'a pu faire de distribution solennelle, les ateliers étant trop disséminés; mais il nous écrit en date du 23 juillet :

Conformément au désir que vous m'en avez exprimé, je me suis fait un devoir de remettre personnellement à chaque lauréat la récompense qui lui a été attribuée, en accompagnant cette remise de quelques paroles de félicitations et d'encouragement en présence du chef d'atelier et de son personnel.

Suivant votre recommandation, des livrets de caisse d'épargne ont été aussitôt constitués au nom des deux apprentis auxquels la somme de 23 francs était destiné, soit 15 francs au jeune Marius Cullieyrier et 10 francs au jeune André Légaud.

Lauréats et patrons m'ont chargé de transmettre en leur nom leurs sincères remerciements à la Société.

Je vous remercie personnellement de ces récompenses qui sont de nature à stimuler et à encourager le zèle des patrons et des apprentis, et à relever l'art professionnel qui menaçait de tomber en décadence.

La joie peinte sur le visage des lauréats et des patrons, lors de la distribution des récompenses, prouve surabondamment les heureux effets produits sur l'esprit des uns et des autres, et partant, les bons résultats qu'on est en droit d'attendre de l'œuvre bienfaisante que poursuit votre Société.

DANS LE LOIRET, M. *Tixier*, inspecteur divisionnaire à Orléans, s'excuse de n'avoir pu faire aucune remise solennelle des récompenses, mais il nous écrit en date du 27 septembre :

J'ai dû faire remettre ces récompenses aux patrons qui les ont délivrées à leurs ouvriers en présence de tout le personnel.

Les deux journaux d'Orléans ont publié la liste de ces récompenses.

DANS LE NORD, M. *Arnold*, inspecteur départemental, nous écrit en date du 11 août :

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de distribuer les récompenses de la Société de protection des apprentis.

Elles ont produit sur les enfants, les ouvriers et les patrons, un grand effet qui nous donnera, j'en suis certain, d'heureux résultats dans l'avenir.

Dans la grande usine de la Compagnie du Chemin de fer du Nord à Hellemmes, j'avais deux livrets de caisse d'épargne à remettre.

On a réuni dans la salle de dessin, tous les enfants au nombre de soixante, et, devant MM. les Ingénieurs et chefs d'atelier, je leur ai fait une allocution, leur expliquant le but de la Société de protection, son dévouement intelligent, infatigable s'étendant sur les apprentis dans toute la France, s'occupant de leur situation morale et matérielle, et les récompensant, quand, par leur bonne conduite, leur aptitude à l'atelier, à l'école, ils méritent d'être désignés à la Société de protection qui récompense également les patrons, les directeurs qui s'en occupent avec une bienveillante et sérieuse attention, et font tout le possible pour les préserver, ainsi que les ouvriers, de tout accident.

Je les ai ensuite chaleureusement engagés à témoigner leur reconnaissance envers la Société de protection, en se conduisant bien, en mettant courageusement au travail leur aptitude sous la bienveillante attention de leurs patrons, de leurs directeurs, afin de devenir des ouvriers capables et dignes de se présenter partout.

J'ai remis ensuite les deux livrets aux enfants, en les embrassant. J'ai été très heureux du bon effet que cette petite fête de famille a produit, et doublement heureux de la mission dont la Société de protection a bien voulu me charger. Je l'en remercie.

DANS LA HAUTE-VIENNE :

M. *Gouttes*, inspecteur divisionnaire, nous a écrit en date du 30 juillet :

J'ai reçu les récompenses décernées par la Société aux candidats que j'avais présentés. J'ai remis les diverses pièces aux lauréats de Limoges, et, sous peu de jours, je me rendrai à Brive et à Cognac pour remettre les récompenses aux autres lauréats.

DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES :

M. *Rey*, inspecteur départemental, avait deux médailles de vermeil à remettre à deux chefs d'industrie (semblables et voisines), ainsi que trois médailles à des contremaîtres de ces deux maisons. Voici ce qu'il nous écrit en date du 4 juillet :

J'en ferai moi-même la remise aux lauréats désignés en me rendant directement aux deux usines.

DANS L'OISE :

M. *Wallet* écrivait en date du 2 juillet :

Je m'empresse de remercier la Société de protection des apprentis. d'avoir bien voulu récompenser les candidats que j'ai eu l'honneur de présenter.

Je serai heureux de recevoir les récompenses et je provoquerai quelque fête d'atelier au moment de leur remise afin de rehausser, si c'est possible encore, leur valeur, et aussi le mérite des candidats.

A PARIS :

M. *Mamy*, directeur de l'Association des Industriels de France, contre les accidents du travail, nous écrivait en date du 13 septembre :

En ce qui concerne la distribution des médailles, elle n'a pas donné lieu à une cérémonie d'ensemble: elle a été faite isolément par moi, pour les adhérents du groupe de Paris. et par nos inspecteurs, M. Arquembourg pour les adhérents du groupe du Nord, M. Lallement pour les adhérents des groupes de Reims et de Saint-Quentin; enfin, je les ai envoyées par la poste dans l'Est. Je n'ai pas besoin de vous dire que tous ceux à qui vous avez décerné une récompense en ont été extrêmement heureux et nous ont chaleureusement exprimé leur reconnaissance et leur satisfaction. Nous vous remercions nous-même d'avoir fait si bon accueil à nos propositions et d'avoir bien voulu nous charger de remettre les médailles et diplômes à nos adhérents.

DANS L'OISE :

M. *Wallet*, inspecteur départemental à Beauvais, nous a écrit en date du 29 octobre :

En vous adressant ci-joints les récépissés des récompenses accordées par la Société de protection des apprentis dans le département de l'Oise, j'ai l'honneur de vous prier de recevoir et d'accepter ici les plus sincères remerciements des lauréats, ainsi que l'expression de ma gratitude. J'ai tenu à remettre moi-même ces récompenses, au milieu des ouvriers, dans les ateliers où elles avaient été conquises.

A Clermont, dans l'importante fabrique de boîtes pour fromages.

toutes les jeunes filles placées sous la direction de la lauréate ont été réunies en présence du patron, M. *Ch. Gervais*, chevalier de la Légion d'honneur, et, après avoir remis la médaille d'argent à M^{me} Bougras, avec mes félicitations, j'ai adressé quelques conseils aux jeunes ouvrières, en faisant des vœux pour que la distinction dont leur contremaîtresse était l'objet soit, pour elles, un encouragement et un témoignage de la sollicitude de la Société de protection pour tous les travailleurs.

DANS LE GARD :

M. *de Pellet*, inspecteur divisionnaire, qui avait bien voulu nous faire connaître le concours d'apprentis fondé en 1884 par le Conseil des Prud'hommes, de Nîmes, nous a fait parvenir le rapport suivant, présenté par M. E. Benoit-Germain, président du Conseil de Prud'hommes, que nous sommes heureux de publier :

MONSIEUR LE MAIRE, MESDAMES, MESSIEURS,

L'année dernière, les circonstances nous avaient détachés de l'aimable compagnie de l'École des Beaux-Arts et de l'École de Fabrication. Nous l'avons regretté; mais nous ne sommes pas des étudiants et nos occupations ordinaires ne nous permettaient pas de soustraire au travail un jour de la semaine. Cette fois la distribution des prix a eu lieu un dimanche. Nous sommes heureux de nous retrouver avec ces deux écoles si nécessaires à nos premiers pas dans la carrière professionnelle, sources fécondes où nous puisons les moyens de donner à la raideur des formes industrielles l'élégance, la grâce, la majesté.

Notre exposition à Paris en 1889 se ressentait un peu, bien peu, de notre passage dans ces deux écoles et le visiteur pouvait comprendre que nous étions encore aux rudiments de l'art décoratif. Evidemment des travaux d'apprentis ne peuvent valoir des travaux de maître. Nous avons tenu compte à nos jeunes gens de leurs efforts, et l'an dernier nous avons donné des récompenses spéciales à ceux qui ont contribué à orner par leurs ouvrages l'*Exposition universelle d'économie sociale*. A ce moment, nous ne savions pas encore comment serait appréciée notre Institution. Le succès a dépassé notre attente. Notre œuvre n'avait alors que cinq ans d'existence : néanmoins le jury l'a jugée digne d'une médaille d'argent. C'est en effet que l'importance de son but et les moyens employés pour l'atteindre ont attiré à bon droit l'attention, bien plus encore que les résultats obtenus jusqu'à ce jour.

Le but, c'est l'apprentissage fait consciencieusement, régulièrement; c'est le perfectionnement industriel par la formation d'habiles ouvriers.

Les moyens, c'est l'émulation par l'examen et la récompense, c'est la surveillance exercée par un corps officiellement constitué, nommé par des pairs, composé en égales parts des deux facteurs de la pro-

duction, directeurs et exécutants, protecteur légal de l'apprenti, compétent dans les questions industrielles qui sont l'élément où il vit et se meut.

Aussi en fondant cette Institution, les Prud'hommes ont-ils touché si juste que les encouragements leur ont été prodigués par les hommes clairvoyants et généreux que préoccupe l'avenir de l'industrie française, et qui comprennent l'importance de l'apprentissage sérieux à ce point de vue. *La Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures* (44, rue de Rennes, Paris), qui compte plus de mille membres, nous a honorés d'une médaille d'argent et gratifiés d'une subvention annuelle de 50 francs, ce dont nous ne saurions trop la remercier.

Son bulletin du premier trimestre de 1889 donne de notre œuvre un compte rendu complet et largement approbateur, de M. *Léon Durassier*, secrétaire de cette Société. Dans son bulletin du quatrième trimestre de la même année est inséré un rapport de M. *G. Berger*, sur l'*Apprentissage français à l'Exposition d'Économie sociale*, où se lisent les lignes suivantes : « Une des expositions qui nous a le plus frappés, non seulement pour la valeur des objets exposés, mais surtout par le principe même de son organisation, est l'exposition placée sous le patronage des prud'hommes de Nîmes. L'œuvre est unique dans son genre, pensons-nous, et mériterait d'être appliquée partout. Quelles personnes, en effet, par leurs fonctions comme par leur grande expérience, peuvent le mieux mener à bien une telle œuvre de surveillance? Qui pourrait plus puissamment agir sur le patron et l'enfant que ces vétérans de l'atelier (patrons et ouvriers)? Ils représentent si bien, par leur union intime, la solidarité qui devrait toujours exister pour le grand avantage de l'industrie française, entre le capital et la main-d'œuvre! »

M. *E. Cacheux*, dans une brochure très instructive sur l'*État actuel en France du patronage et de l'enseignement des apprentis*, fait à notre œuvre l'honneur de l'analyser. Après quoi, il s'exprime en ces termes : « La méthode suivie à Nîmes est, d'après M. Goffinon (grand industriel parisien), qui depuis trente ans s'occupe de la question de l'apprentissage, le meilleur procédé pour former de bons ouvriers, car il est généralement reconnu que l'apprentissage à l'atelier est le meilleur.

Mais le plus précieux des encouragements, celui qui nous donne le plus d'ardeur à la tâche, c'est l'approbation, c'est l'aide des syndicats ouvriers; là notre œuvre est bien comprise, appréciée, soutenue; et, cette année, un syndicat nouveau faisant partie des syndicats fédérés sous le nom de *Bourse du travail*, celui des couturières, a pris sous sa tutelle et placé en même temps sous la nôtre dix-huit apprenties dont dix sont récompensées. Que la Bourse du travail et tous les autres syndicats reçoivent ici nos remerciements pour l'appui efficace que nous trouvons toujours auprès d'eux; appui moral surtout, car nous n'aurions garde de demander une aide un peu forte : c'est dans cette caisse, en effet, que l'argent est le produit de sueurs multipliées.

Et, pourtant nous aurons à enregistrer, dans l'exercice courant, un

don qui nous est venu d'elle. Ce don est léger sans doute, il s'agit de 4 fr. 55 c., produit effectif d'une aimable pensée pour notre œuvre, éclore au milieu de la joie d'un banquet fraternel; mais, pareil au denier de la veuve, cet argent pris sur le nécessaire nous a pénétrés d'une reconnaissante émotion. Mentionnons aussi les sacrifices que s'imposent les syndicats ouvriers pour les apprentis : les cours du soir entre autres; et, en particulier, chez les tonneliers, la somme importante ajoutée à celle fournie par le Conseil des Prud'hommes pour augmenter la valeur des outils donnés aux apprentis de la tonnellerie.

Que les patrons en fassent autant, proportions gardées, et nos vœux seront au comble. De ce côté-là nous n'avons pas fait de tentatives, n'ignorant pas que l'entente y est plus difficile; on n'en éprouve pas autant le besoin.

Ce sentiment individualiste tient à la nature même de la position de patron. Absorbé par les soins incessants que nécessite son établissement, préoccupé du sort de sa famille et des ouvriers qu'il fait vivre, des fonds qu'engloutit son industrie, de la ruine qui peut l'atteindre si la fortune ne lui sourit pas, de son honneur qui est en jeu, le patron ne jette le plus souvent que des regards distraits sur les circonstances extérieures, susceptibles pourtant de modifier profondément les conditions de son existence. Il n'y a guère que les coups de théâtre, les coups de massue qui le tirent de ses importantes préoccupations personnelles et lui fassent sentir qu'il a trop négligé le soin des affaires communes.

Peut-être aussi, patrons, nous reposons-nous avec confiance, au point de vue de l'apprentissage, sur l'école professionnelle qui commence à fonctionner! Oui, nous avons raison de compter sur elle.

L'instruction que vont y acquérir nos jeunes gens aura son brillant reflet sur nos produits; mais notre Nemosa se desséchera et se gonflera bien des fois avant que cette précieuse école fournisse des ouvriers faits à chacune de nos industries. L'atelier restera longtemps l'initiateur obligé de nos enfants à leur carrière d'ouvriers. Former de bons ouvriers, tel devrait être notre souci individuel. Je le sais; vous allez dire : « C'est trop décourageant; l'apprenti une fois formé nous quitte; l'instruction que nous lui avons donnée profite à nos concurrents. » D'accord, ce fait est fâcheux; mais, consolons-nous, ce qui profite à nos concurrents, n'en profitons-nous pas nous-mêmes; et l'ouvrier que nous prenons n'est-il pas un apprenti formé par notre concurrent; il n'y a là qu'un chassé-croisé.

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que nous n'avons pas encore frappé à la porte des patrons d'une façon sérieuse. Le jour où un appel sera fait à la générosité, nous espérons bien qu'il sera entendu. Mais cet appel n'a pas été nécessaire! nous sommes les enfants gâtés des municipalités depuis notre fondation.

Toujours sympathiques, elles n'ont jamais refusé nos demandes; nous les remercions de tout cœur.

Et plus loin.

Parmi nos patronnés deux ont reçu en dehors de notre action et,

par l'entremise de l'honorable inspecteur des enfants, M. Albin Pellet, une récompense pour leur bonne conduite et leur assiduité au travail, de la part de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*. Ce sont les jeunes *Cullieyrier*, ferblantier, et *Légaud*, graveur-lithographe. Nous les en félicitons. Que cette récompense leur soit un puissant stimulant au travail !

Nous avons témoigné notre reconnaissance à cette *Société de protection des apprentis*; nous avons remercié la *Bourse du Travail* et la *Municipalité*. Nous n'aurions garde d'oublier tous ceux qui en quelque mesure ont témoigné de la sympathie à notre œuvre; en particulier M. l'*Inspecteur d'Académie* et M. le *Directeur de l'Ecole des Beaux-Arts*, qui ont bien voulu mettre à notre disposition pour passer les examens les locaux et le matériel scolaires. Nous sommes leurs obligés reconnaissants.

Que MM. les Jurés qui ont accepté et mené à bien la tâche ingrate de passer les examens, MM. les patrons qui ont prêté leurs ateliers et leurs outils, que tous ceux enfin qui nous ont donné leur concours reçoivent ici l'expression de notre gratitude.

Et vous, jeunes gens, qui entrez dans la carrière la confiance dans l'âme, qui en êtes à ce moment de la vie où l'espérance ouvre aux yeux de l'esprit de rayonnantes perspectives, il ne tient qu'à vous de voir toujours votre horizon radieux et dépouillé de nuages. Soyez respectueux pour vos parents et pour toute autorité qui vous est légitimement supérieure; obéissants à vos maîtres. C'est à la seule école de l'obéissance et du respect que vous apprendrez à commander à vous-mêmes et aux autres. Ayez toujours le cœur à l'ouvrage et mettez vos actes en parfaite harmonie avec les impulsions de votre conscience. Voilà ce qui vous donnera la puissance d'écarter les nuages qui noirciront sûrement votre ciel: sûrement? Oui; car tous vos devanciers ont subi des orages. Comme eux, vous aurez à en supporter. Mais si vous avez le sentiment du devoir et la ferme volonté de l'accomplir, la foudre et les torrents pourront semer autour de vous les ruines, votre front restera calme et pur au-dessus des débris. Nous ne demandons pas pour vous que les épreuves vous soient épargnées (notre vœu serait vain); mais que l'amour du travail et une conscience droite constamment écoutée vous arment de bonne heure pour les surmonter avec courage.

Nous avons reçu également un grand nombre de lettres de la part d'industriels, membres de la Société, qui avaient bien voulu présenter des candidats de leurs ateliers.

Nous devons citer entre autres :

DE SAINT-ÉTIENNE :

La maison *Colcombet*, dont le chef vénéré a été un des membres fondateurs de la Société.

MM. *Colcombet frères et Cie* nous écrivaient en date du 31 juillet :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je vous adresse quelques détails sur la distribution des récompenses que notre Société a bien voulu accorder à quelques personnes de nos usines du Bourg-Argental et de Riotord. Nous avons fait cette distribution avec le plus de solennité possible et nous remercions encore la Société de sa bienveillance pour nos ouvrières.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma haute considération.

Voici le compte rendu de cette fête que nous sommes heureux de pouvoir donner *in extenso*.

Afin de donner plus d'éclat à la distribution des récompenses que la Société de protection a bien voulu décerner aux ouvrières de notre contrée, MM. Colcombet frères et C^{ie} ont organisé à cet effet une petite fête de famille très touchante et dont le souvenir restera longtemps dans la mémoire des lauréats et des personnes assistant à la cérémonie.

C'est l'usine de Riotord qui a été choisie pour le lieu de la distribution. Une salle avait été préparée pour la circonstance.

Les usines de la Séauve et Bourg-Argental étaient représentées par leurs directeur et contremaîtres. Les ouvrières lauréats de Bourg-Argental s'étaient rendues à Riotord avec la supérieure des religieuses Saint-Joseph.

La fanfare de la Séauve attachée tout spécialement au service de la maison C. F. C. a rehaussé par sa présence l'éclat de la fête.

Parmi les invités se trouvait M. le Maire de Riotord, M. le Cure et MM. les Vicaires.

La séance a été ouverte par les musiciens de la Séauve qui ont exécuté avec leur entrain ordinaire un des plus beaux morceaux de leur répertoire.

Ensuite M. Paulet, premier directeur des usines C. F. C. a pris la parole et dans un discours chaleureusement applaudi que nous reproduisons ci-bas, il a remercié la Société de protection de l'intérêt qu'elle porte aux ouvrières et apprentis ; et à encourager celles-ci à mériter de nouvelles récompenses par leur travail et leur conduite.

Voici ce qu'il a dit avec fermeté et conviction :

Au nom de toutes les ouvrières des usines de MM. Colcombet frères et C^{ie}, représentées ici par leurs membres dirigeants, nous venons remercier l'honorable Société de protection pour les ouvrières et les enfants employés dans les manufactures, dont notre regretté patron, M. Victor Colcombet, était un membre fondateur, de tout l'intérêt qu'elle porte aux ouvrières et apprenties, en encourageant les patrons à leur accorder tout le confort désirable dans les ateliers et à leur donner les salaires les plus rémunérateurs pour leur travail.

Nous la remercions, en particulier, de vouloir bien donner en ce jour des récompenses aux ouvrières et apprenties les plus méritantes.

Ces récompenses, elles les garderont précieusement comme un

honneur et un souvenir, une tradition qui devra se perpétuer dans leur usine et dans leur famille; car il n'y a pas de plus grand honneur que de s'être distingué par son travail et sa bonne conduite.

Toute notre reconnaissance est acquise à MM. Colcombet pour la sollicitude qu'ils ont toujours montrée pour la classe ouvrière si digne d'intérêt.

C'est grâce à eux, qu'avec le travail, ce grand moralisateur, ils ont amené l'aisance dans les familles d'ouvriers.

Vous remercions aussi MM. les directeurs pour l'aménité avec laquelle ils nous gouvernent; la justice qui préside à la distribution des travaux ainsi qu'à tous leurs actes.

Que les bonnes sœurs de Saint-Joseph, sous la surveillance desquelles sont placés notre atelier, reçoivent aussi en ce jour l'expression de notre vive gratitude; leurs bons conseils, leur fermeté font de nos ouvrières des filles modèles qui se distinguent, entre toutes, soumises et laborieuses au dedans, au dehors sérieuses et modestes.

Toutes nos sympathies les plus sincères à M. le Maire et M. le Curé de Riotord ainsi qu'à MM. les Vicaires qui ont voulu nous honorer de leurs encouragements et nous prêter le concours de leur présence en assistant à cette petite fête de famille dont ils connaissent tous les membres.

Pour nous, les représentants de la maison Colcombet, s'ils nous était permis d'exprimer un regret, c'est d'être trop limités dans le nombre des récompenses à décerner, s'il était en notre pouvoir de récompenser tous les mérites, la totalité des ouvrières aurait des prix; malgré le petit nombre qui nous a été accordé, nous pouvons dire avec orgueil qu'il y a bien peu d'usines en France qui en réunissent autant cette année que MM. Colcombet. Ces récompenses, nous en sommes convaincus, seront pour notre personnel un puissant encouragement et nous avons le ferme espoir que dans deux ans nous compterons des lauréats encore en plus grand nombre. »

Ce discours terminé, M. Paulet a donné connaissance d'une lettre de M. Charrassin, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, qui, invité à présider cette fête, se trouve actuellement à Moulins et regrette beaucoup de ne pouvoir assister à une pareille réunion.

Nous sommes heureux de citer un passage de sa lettre;

C'est avec regret, dit-il, que je me vois forcé de décliner l'honneur de présider à la remise aux titulaires des récompenses pour leur assiduité au travail et leurs bons services; vous voudrez bien être près d'elles, pour moi, l'interprète de tous mes regrets, et leur assurer que, tout dévoué aux intérêts des enfants et des ouvriers laborieux, je m'efforcerai, de tout mon pouvoir, à encourager et à obtenir des récompenses pour ceux qui, par leurs bons services, s'en seront montrés dignes.

C'est à ce moment qu'a lieu la distribution des récompenses.

M. le Maire a bien voulu les remettre aux ouvrières.

Puis la musique s'est fait entendre et tout le monde s'est retiré, édifié par la sollicitude avec laquelle MM. Colcombet veillent sur leurs ouvriers et ouvrières et par cet esprit de fraternité existant

entre les ouvrières des différentes usines; toutes unies par une idée commune : celle de satisfaire leurs patrons et de tâcher de se distinguer par leur travail et leur bonne conduite.

A LYON.

M. *Alexandre Giraud*, un des plus anciens membres de la Société, nous écrivait en date du 16 juillet :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'avantage de vous accuser réception de vos deux envois, par poste et par chemin de fer, des récompenses que votre Société a bien voulu accorder en grand nombre aux ouvrières et apprenties de nos différentes fabriques.

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, présenter à votre Société tous nos remerciements pour sa bonne intention à notre égard et l'encouragement qu'elle donne à nos ouvrières au moyen de ces récompenses.

Nous ferons de notre mieux pour procurer à votre Société des adhérents parmi nos confrères et nous renouvelons l'assurance de votre entier dévouement.

Nous ferons au mieux pour la distribution des récompenses et envoyons cent francs pour la Société.

A NANCY.

MM. *les fils d'Emmanuel Lang* nous ont écrit en date du 12 juillet :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

Nous sommes favorisés de vos estimées lettres du 30 écoulé et du 11 courant et vous remercions vivement de ce qu'elles nous annoncent, croyez qu'à cet égard nous ferons tout l'utile pour en faire ressortir la morale.

Agréez, monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Et le 26 septembre, ils nous adressaient la lettre suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

Nous ne pouvons, à notre grand regret, vous adresser des extraits de journaux de notre ville, la distribution des récompenses ayant conservé un caractère tout intime.

Nous avons cru bien faire, en effet, en réunissant les lauréats dans l'atelier même, dont le cadre sévère convient bien à de semblables fêtes du travail. C'est là, dans ce milieu de la vie de tous les jours, en présence de leurs parents et de leurs amis, que nous leur avons fait connaître votre décision.

Dans une allocution appropriée à la circonstance, nous leur avons

fait sentir tout le prix des récompenses dont vous les aviez jugés dignes et qui sont, pour les uns, le juste couronnement d'une modeste carrière bien remplie, toute de travail et de dévouement, pour les autres, un précieux encouragement à persévérer dans la bonne voie où ils sont entrés. Nous leur avons aussi montré combien nous nous intéressons à eux. — Vous le voyez, leur avons-nous dit, des hommes de cœur se sont imposé, avec nous, la tâche difficile de récompenser le travail et le mérite; des sociétés se sont formées, sous le patronage d'hommes absolument désintéressés, dans le but d'honorer publiquement la vertu: et, parmi ces sociétés, nous avons chaudement parlé de celle que vous présidez avec tant de tact, de la Société de protection des apprentis et des enfants qui, par une heureuse antithèse, pense à ceux qui débutent dans la vie et ont besoin d'encouragements, aussi bien qu'à ceux qui après avoir rempli dignement leur mission, n'ont plus qu'à donner en exemple, leur loyauté et leur amour du travail.

Tous, jeunes et vieux, ont paru très touchés, très fiers de la distinction dont ils viennent d'être l'objet de votre part et, comme ils jouissent de l'estime sincère de leurs camarades d'atelier, ces derniers ont été unanimes à applaudir à votre décision :

Nous nous faisons ici auprès de vous les interprètes de la reconnaissance de tous et vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

A TOURS.

M. *Alfred Mame et fils*, membre fondateur de la Société, nous a écrit en date du 4 juillet :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons reçu par l'entremise de notre représentant de Paris les récompenses accordées à nos ouvriers et nous venons vous prier d'être notre interprète auprès de la Société pour lui exprimer leur reconnaissance et la nôtre.

C'est une grande satisfaction pour nous de voir nos recommandations si bien accueillies et d'être par suite mis à même d'encourager le zèle et la bonne conduite de quelques-uns de nos coopérateurs.

A CHOISY-LE-ROI (Seine).

M. *Boulenger et Cie* nous ont écrit en date du 8 août :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT

Mon fils, porteur de la présente et en même temps de votre avis du 5 courant, aura l'honneur de prendre les trois livrets de caisse d'épargne accordés à nos lauréats. Je le charge de vous remercier à nouveau ainsi que le Conseil d'administration de votre Société, pour les encouragements que vous avez bien voulu réserver à notre personnel qui vous en est profondément reconnaissant.

A PARIS.

La Société avait accordé un certain nombre de récompenses aux anciens ouvriers et apprentis patronnés par le Patronage de N. D. de Grâce, 29, rue de Lourmel (Paris-Grenelle). Ces récompenses avaient été décernées à la fête solennelle de la Société. Voici en quels termes M. Paul Robert, avocat à la cour d'appel, appréciait le rôle de la Société de Protection dans son rapport lu à la distribution des prix du Patronage le 6 juillet 1890.

... Dimanche dernier quinze de nos patronnés sont allés à la Sorbonne recevoir les récompenses que leur accordait la Société de protection des apprentis.

Un ouvrier a obtenu 1 médaille de bronze, un autre une mention.

Il a été accordée de plus aux apprentis 1 livret de 20 francs; 1 de 15; 2 de 10; 7 livres et 2 mentions.

Ces distinctions flatteuses venant d'une Société si haut placée est pour nous un précieux encouragement. Aussi, ce n'est pas seulement au nom des lauréats mais au nom de tout le patronage que je dois remercier cette Société dont toute l'ambition est d'aider et d'encourager ceux qui travaillent au bien de l'enfance ouvrière.

DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

M. le Dr *Gandy* nous a écrit en date du 11 octobre :

Nous nous sommes attachés à donner l'éciat qu'il méritait à la remise du prix accordé par la Société de protection aux apprentis.

La remise de la médaille et du diplôme s'est faite solennellement ces derniers jours et l'impression a été excellente pour tous.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma reconnaissance pour la nouvelle marque de bienveillance que la Société a donnée à notre œuvre et j'ai l'honneur de vous présenter l'hommage de mes meilleurs sentiments.

M. *Léon Petit*, membre de la Société, conseiller d'arrondissement à Evreux, nous écrivait, en date du 12 juillet, pour nous accuser réception de l'envoi des récompenses et il ajoutait :

Quant au jeune Lefebvre Désiré, je prierai M. Girard, entrepreneur de menuiserie, qui est le patron de cet apprenti, d'employer cette somme pour constituer un livret de caisse d'épargne en faveur de ce jeune homme.

DANS LA HAUTE-GARONNE.

M. *Le Roy*, inspecteur divisionnaire, nous écrit en date du 3 octobre :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La distribution des récompenses n'a pu donner lieu, ni à Toulouse ni à Carmaux, à aucune solennité spéciale.

A Carmaux, j'ai remis moi-même au directeur et aux contremaîtres les médailles et diplômes que vous m'aviez adressés, en présence seulement de quelques ouvriers.

A Toulouse, j'ai accompagné M. *Prunet*, l'inspecteur départemental, et n'ai pu remettre la médaille qu'à une seule ouvrière, l'autre étant à la campagne chez M. *Sirven*, son patron.

M. le *Préfet* de la Haute-Garonne qui s'y trouvait précisément, a bien voulu remettre cette médaille à sa titulaire.

Je vous envoie sous ce pli l'adhésion de M. *Sirven* comme membre titulaire, espérant sous peu en joindre une autre des plus honorables.

DANS L'AUBE.

La Société de protection de l'Enfance ouvrière autorisée par un arrêté préfectoral en date du 9 avril 1881, fondée à Troyes en 1879, par M. Bernot, membre de notre Société, dont les statuts sont copiés sur les nôtres et dont le but est complètement semblable à celui que nous poursuivons.

Nous sommes heureux de pouvoir donner le compte rendu complet de la solennité de cette Société.

Distribution des récompenses du 10 août 1890, sous la présidence de M. Bernot, officier de l'instruction publique, président de la Société, assisté de MM. Maitrejean, conseiller de préfecture de l'Aube, Vernant, officier de l'instruction publique, vice-président de la Société.

Étaient présents : MM. *Petit, Thomassin, Lesmaret, Courjan*, membres de la Société.

Le dimanche, 10 août, à deux heures de l'après-midi, a eu lieu dans la grande salle de l'hôtel de ville la distribution des prix de la Société de protection de l'Enfance ouvrière.

M. *Bernot* présidait cette touchante cérémonie; il était très entouré. Tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre à laquelle il s'est consacré avaient voulu, en l'assistant, lui donner, en même temps qu'un encouragement, une marque de profonde sympathie.

Comme il le fait depuis dix ans, l'orphéon si bien dirigé par M. *Olivier*, prêtait à cette cérémonie son concours désintéressé. Il a chanté avec une rare perfection deux chœurs de *Saintis, Fleurs et Femmes* et *Messidor*.

Par intervalle, un groupe d'enfants est venu chanter des chœurs et réciter des poésies. Tout cela a été écouté attentivement, nous pourrions dire avec grand plaisir et les assistants ont emporté un excellent souvenir de cette journée doublement intéressante, parce qu'elle était en même temps que la fête de la jeunesse, la consécration du travail et de la bonne conduite.

DISCOURS DE M. BERNOT

MESDAMES, MESSIEURS, MES ENFANTS,

Il y a dans la vie des hommes comme dans celle des peuples des souvenirs qui durent, parce qu'ils naissent des plus nobles sentiments du cœur humain; la reconnaissance ou l'admiration des grandes vertus publiques.

Ceux de l'enfance se gravent si profondément dans la mémoire qu'ils ne s'éteignent qu'à la mort.

Dans l'âge le plus avancé, on aime à les rappeler, et la vieillesse en fait le sujet de ses plus douces jouissances.

Ce qui console eneor nos dernières journées,
C'est un vieux souvenir des premières années (1).

Tel sera, mes enfants, j'aime à le croire, l'effet qu'auront produit sur vous, sur votre jeune imagination les deux grands événements qui se sont récemment succédé à quelques semaines d'intervalle dans la ville de Troyes.

Vous vous souviendrez toujours, avec les circonstances qui l'ont accompagné, de l'accueil le plus gracieux et bienveillant que le Président de la République a fait à son passage dans nos murs à la délégation de l'Enfance ouvrière.

Sans doute, tout le monde a pu voir le Chef de l'État, tout le monde a pu l'acclamer quand il a traversé nos rues; mais avoir été admis en dehors des considérations politiques, près de sa personne, à l'honneur de recevoir une poignée de main, une parole affectueuse, un témoignage quelconque d'intérêt et de tendres sentiments, ce n'est pas une de ces choses qu'on oublie.

Les choses du jeune âge
Preennent, comme le vin, leur force en vieillissant,
Et d'année en année, elles vont grandissant.

Votre présence, également par délégation, à l'inauguration du 22 juin, a encore ajouté à l'estime que les pouvoirs publics ont pour vous; elle vous a donné une place marquée dans les souvenirs de cette solennité.

C'est qu'on aime l'enfance ouvrière; c'est qu'on aime plus que jamais les enfants du peuple qui ne sont plus aujourd'hui une quantité négligeable. On comprend que l'avenir du pays n'est pas seulement dans la forte éducation des enfants du riche; mais que les enfants du pauvre, du prolétaire ont aussi leur droit imprescriptible d'y avoir une large part.

Et c'est pour cela que vous avez été admis à participer à ces deux grandes solennités publiques: non pas comme simples témoins oculaires, inactifs, mais comme témoins agissant et parlant.

Vous y avez joué le rôle de ces antiques théories si fréquentées dans les républiques de la Grèce où des jeunes filles portant des fleurs et

(1) Guy de Maupassant.

des couronnes venaient chanter aux pieds des statues des grands hommes des hymnes en l'honneur des dieux et des héros.

C'était là que se manifestait dans toute sa splendeur l'amour de la patrie qui n'est que l'expansion publique et grandiose de l'amour de la famille.

Dans ces solennités on se trouve transporté dans un milieu qui élève nos pensées, nous inspire la dignité de nous-mêmes, en donnant à notre âme l'enthousiasme du bien et l'exemple des grandes vertus. Mais c'est au foyer domestique qu'il faut en recevoir et en sentir les premières impressions.

Nos pères étaient patriotes, et ils l'ont prouvé sur tous les champs de bataille de l'Europe, parce qu'ils avaient d'abord appris à aimer la petite patrie, qui est la famille.

Il n'y a pas de solide et véritable patriotisme, si dès le berceau, sur les genoux de la mère, le cœur de l'enfant n'a pas senti pénétrer dans toutes ses fibres cette affection filiale qui grandit avec l'âge, se fortifie par la reconnaissance, et fait le bon fils en même temps que le bon citoyen.

C'est l'esprit de famille qui fait l'homme.

Son affaiblissement serait pour une société un symptôme de décadence. Se soustraire par un désir précoce d'indépendance à l'autorité paternelle, à la douce influence de la famille, est un sérieux danger pour la morale publique, un grave oubli des saintes lois du devoir que la nature impose à tout être venu dans ce monde, envers ceux qui l'ont fait naître.

Or, mes enfants, il faut que vous sachiez, et on vous l'apprend à l'école, que tous les membres de la famille sont solidaires et que les devoirs qu'ils ont à remplir sont réciproques. C'est de l'ensemble de ces devoirs bien compris de part et d'autre que dépendent le bonheur et souvent le bien-être de chacun d'eux.

Celui qui sait garder intact l'honneur du foyer domestique est toujours prêt à défendre celui de la patrie.

Dans une nation il y a le chef du gouvernement; dans la famille il y a le père. C'est lui le protecteur, le pourvoyeur, la raison vivante, comme dit Jules Simon, de la maison. Tout se fait par lui et en son nom, et sa responsabilité morale et matérielle est d'autant plus grande que sa famille est plus nombreuse et qu'elle a besoin de plus de conseils et de prévoyance.

La mère a un autre rôle ou plutôt un double rôle. Son action s'étend aux besoins du corps et aux besoins de l'âme. C'est elle qui dépense, qui doit, par une sage et prudente administration, équilibrer le petit budget domestique et régler jour par jour tout ce qui se consomme dans la maison.

Uniquement occupée à l'intérieur, elle est le guide naturel et indispensable de la première enfance; c'est elle qui reçoit le premier sourire de l'être qu'elle a mis au monde, qui assiste à ses premiers bégaiements, qui le nourrit de sa propre substance, qui l'initie à la vie physique et morale et le prépare aux vertus domestiques en éveillant en lui le premier sentiment du devoir.

Voilà, Mesdames, votre rôle; voilà la sainte et sublime mission que la Providence vous a départie. Vous avez créé un citoyen; c'est à vous encore d'en faire un homme.

Et vous, mes enfants, vous avez aussi des devoirs à remplir. Vous ne devez jamais oublier ceux qui vous ont élevés avec tant de soins et de sollicitude, qui ont appris à votre jeune âme à sentir et à penser, qui lui ont infiltré goutte à goutte l'idée du bien et des nobles sentiments.

Quand l'âge vous aura grandis, ne les abandonnez pas; groupez-vous autour d'eux, travaillez avec eux dans un intérêt commun, toujours dociles à leurs conseils et à leur expérience, et conservez par la régularité de votre conduite, l'honneur du foyer domestique, cette chose sacrée pour laquelle on sacrifie sa vie.

Quand cet accord, cette subordination de pouvoirs et de devoirs existe dans une famille, quand une bonne éducation domestique a entouré les premières années de l'enfant, que celui-ci dans l'âge des séductions a su trouver des règles de conduite qui l'ont maintenu dans la bonne voie. Oh! soyez sûrs que les bons pères auront fait les bons fils, les bonnes mères, les bonnes filles. Et de cette famille-là, quelle que soit sa position sociale, riche ou pauvre, on pourra dire : *Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée.*

Tout à l'heure, mes enfants, vous allez entendre proclamer des noms à qui la Société de l'Enfance ouvrière a été heureuse d'accorder des médailles d'honneur; ce sont des ouvriers et des ouvrières plus âgés que vous; qui ont pratiqué, et qui pratiquent encore l'esprit de famille, source des plus douces jouissances, des plaisirs les plus purs.

Nos médailles ont pour devise « Honneur et Travail ! » que cette devise soit aussi la vôtre. Et, après être sortis de l'école, si vous persévérez dans la voie que vos parents et vos maîtres vous ont tracée, quand le temps sera venu, nous serons heureux aussi de vous faire participer à ces mêmes récompenses qui seront l'honneur de votre vie et le symbole de vos vertus domestiques.

Ce discours a été suivi du rapport sur l'attribution des médailles. Voici ce document :

On nous a dit souvent : « Votre Société s'occupe des enfants de 12 à 15 ans qui fréquentent les écoles de fabriques : voilà qui est bien ; c'est une excellente chose assurément; et votre œuvre mérite la reconnaissance publique.

» Encourager les enfants, stimuler leur zèle par des récompenses est un puissant moyen d'éducation. Mais, une fois sortis de l'école, vous ne le suivez plus. Livrés à eux-mêmes ils ne reçoivent plus ni conseils ni encouragements dans un âge où on oublie vite les leçons du maître.

N'auraient-ils pas aussi droit à votre sollicitude et ne pourriez-vous pas réserver quelques récompenses pour ceux qui ont su se maintenir dans la voie du bien au milieu des dangers que court leur inexpérience?

Ces observations étaient justes et nous les avons déjà faites nous-

mêmes: mais nos ressources pécuniaires ne nous permettaient pas d'y faire droit.

Nous sommes plus heureux aujourd'hui; grâce à de généreuses offrandes, nous pouvons satisfaire, dans une certaine mesure, au besoin qui nous était signalé.

Nous avons dix médailles à décerner. Six à des ouvrières et quatre à des ouvriers de 17 à 20 ans, désignés par les patrons eux-mêmes et reconnus dignes à tous égards par la Commission chargée de faire un choix parmi les candidats.

Ces médailles ne sont pas des prix de *Rosières*, puisque les deux sexes y ont part. Ce sont des prix d'honneur et de travail, parce que nous estimons que là où se trouvent le sentiment de l'honneur et l'amour du travail, il y a aussi de la vertu, c'est-à-dire l'accomplissement des devoirs qui sont chez l'ouvrier le bon fils, plus tard le bon père, le bon citoyen et l'honnête homme; et chez l'ouvrière, la femme soigneuse et dévouée, aimant son intérieur, ne se trouvant heureuse, et c'est son plus beau rôle, qu'au milieu des siens, prodiguant son cœur à tous, ennemie d'un faux luxe et de ces plaisirs dangereux qu'on ne satisfait qu'au préjudice de la famille et de la conscience.

Voilà les vertus qui nous ont été signalées, que nous avons nous-même en partie contrôlées, et que nous allons récompenser, espérant les retrouver l'année prochaine pour les donner de nouveau en exemple et encourager d'autres mérites.

Avant de passer à la lecture de la liste des récompenses attribuées aux enfants, M. Bernot a annoncé que la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, dont le siège est à Paris, rue de Rennes, 44, avait accordé cinq médailles, quatre livrets de caisse d'épargne, et que les médailles étaient attribuées comme suit :

1^o Une médaille d'argent à M. Luquet, directeur de l'école libre de MM. Poron et Mortier, pour la bonne tenue de la classe :

2^o Une médaille de bronze à M. Courjan, directeur de l'école municipale des fabriques, pour la bonne tenue de sa classe :

3^o Une médaille de bronze à M^{me} Courjan pour la même école où elle dirige l'enseignement des filles :

4^o Une médaille de bronze à M. Olivier, directeur de l'orphéon, pour services rendus à la Société :

5^o Une médaille de bronze à M. Alexandre (Eugène), secrétaire de la Société orphéonique, pour le même motif.

Les livrets de caisse d'épargne applicables à quatre apprentis.

DANS LA SOMME, à Abbeville

M. *Lecoustellier*, propriétaire de la grande manufacture la *Corderie abbeilloise*, un de nos collègues les plus dévoués, avait bien voulu nous signaler les nombreux services rendus à l'industrie par M. Cagnard, le zélé directeur de l'école de garçons du faubourg Rouvroy pour des cours spéciaux faits aux apprentis. La Société,

très heureuse de récompenser de semblables mérites, avait prié M. Lecoustellier de vouloir bien remettre à M. *Cagnard* la médaille qu'il avait si bien méritée.

Voici les détails de la cérémonie dans laquelle M. Lecoustellier a fait cette remise, tels qu'ils nous sont transmis d'Abbeville.

Le dimanche 3 août, une cérémonie bien intéressante avait lieu à l'école des garçons du faubourg Rouvroy. Il s'agissait de la distribution des prix aux jeunes apprentis et de la remise de la médaille d'argent décernée par la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures à M. *Cagnard*, le zélé directeur de cette école, en récompense des soins tout particuliers et du dévouement que ce maître apporte depuis plus de vingt ans dans la tenue des cours spéciaux dont il a la direction.

Par une coïncidence des plus heureuses, M. *le Préfet* de la Somme avait bien voulu déléguer pour la présidence de cette solennité, M. Lecoustellier, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller d'arrondissement.

Les trois classes transformées, pour la circonstance, en une immense salle, avaient peine à contenir la nombreuse assistance qui avait voulu, par sa présence, donner une marque éclatante de sympathie au personnel de l'école pour les services rendus à la classe laborieuse du faubourg.

Un grand nombre de notabilités de la ville avaient tenu à honneur d'assister à cette cérémonie, afin de prouver tout l'intérêt qui s'attache à ce qui concerne la situation des jeunes apprentis.

Avaient pris place sur l'estrade : MM. *C. le Coustellier*, chevalier de la Légion d'honneur, président ; *Sannier* et *Sorez*, adjoints de la ville ; *Fontaine*, inspecteur primaire de la section ; *Muchy*, *Gramidon*, *Dela-croix* et plusieurs de leurs collègues du conseil municipal : des officiers de la garnison, etc. etc. M. *François*, maire de la ville et député de la première circonscription. M. *Cauillier*, conseiller municipal, directeur de la « Corderie abbevilloise », dont on regrettait vivement l'absence, en raison de la sympathie toute particulière qu'ils accordent à la population industrielle, s'étaient, pour des motifs d'ordre privé, fait excuser.

Après un discours très applaudi, marqué au coin de la grande sollicitude qu'il porte à la classe laborieuse des travailleurs, M. C. le Coustellier a retracé les devoirs généraux des jeunes ouvriers, surtout celui de mettre la plus ferme attention et la meilleure volonté à combler les lacunes laissées dans leur éducation première. Il a insisté spécialement sur la reconnaissance à manifester, en toute occasion, envers ces maîtres dévoués qui n'épargnent ni leur temps, ni leur santé, pour le bien de leurs élèves.

Enfin, M. le Président, par une attention délicate a prié M. l'Inspecteur Fontaine, au nom de la Société de Protection, de bien vouloir remettre à M. *Cagnard* la distinction qui lui avait été attribuée.

Profondément ému, M. l'inspecteur adressa ses félicitations à son subordonné, et c'est aux applaudissements prolongés de toute l'assis-

tance qui ratifiait d'une manière significative l'heureux choix fait par la Société, que M. Cagnard se rendit à l'estrade pour y recevoir la médaille d'argent et le diplôme, juste récompense de ses services.

Voici terminée la liste des industriels membres de la Société et de MM. les inspecteurs qui nous ont fait part des mesures qu'ils avaient prises pour donner de la solennité à la remise des récompenses accordées à leurs candidats, mais là ne s'arrête pas la liste de ceux qui se sont montrés reconnaissants, soit pour les récompenses accordées à leur demande, soit pour celles qui leur étaient personnellement accordées.

Pour les présentateurs, inspecteurs ou industriels, nous pouvons dire que tous, sans exception, ont envoyé l'assurance de leur satisfaction en priant la Société d'agréer l'expression de leur reconnaissance.

Pour les lauréats nous ne pouvions nous attendre à la même unanimité; beaucoup d'ouvriers et d'enfants ont dû se borner à remercier leur présentateur lors qu'il leur a remis leur récompense.

Mais les principaux lauréats ont bien voulu adresser leurs remerciements à la Société en même temps qu'à leur présentateur. Quelques contremaîtres et ouvriers nous ont adressé des lettres de remerciements, quelquefois collectives, d'autrefois écrites par leur patron lui-même, qui voulait bien constater le bon effet produit par ces récompenses dans son personnel.

Nous ne pouvons donner toutes ces lettres de remerciements; nous nous bornerons à en citer deux, écrites par deux lauréats, la première adressée par M. *Reumaux*, ingénieur en chef des mines de Lens (Pas-de-Calais), à M. Durassier, son présentateur.

Je m'empresse de vous accuser réception du diplôme et de la médaille de vermeil que la Société de protection m'a fait le grand honneur de me décerner.

Je vous prie d'agréer et de bien vouloir faire agréer à M. le Président et à MM. les membres du conseil de la Société de protection, l'expression de ma sincère reconnaissance.

La deuxième, celle de M^{lle} *Renaudier*, dite sœur Saint-François Xavier, de l'orphelinat Saint-Charles, au Mans.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

M. *Giroud*, inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription, m'a remis la médaille d'argent, que le jury des récompenses de 1890, a bien voulu me décerner.

Veuillez, Monsieur le Secrétaire, avoir la bon é d'être mon inter-
prète près des honorables membres du jury, en leur offrant ma vive
et sincère reconnaissance.

Cette distinction flatteuse ne fera qu'accroître mon zèle et mon
dévouement près des enfants qui me sont confiés.

Veuillez, Monsieur le Secrétaire, recevoir mes sentiments respec-
tueux et reconnaissants.

Nous pouvons ajouter que presque partout les journaux de la
localité, sans distinction de nuances, ont reproduit la liste des
lauréats de la région, en mentionnant avec sympathie le nom de
la Société. Nous pouvons citer entre autres qui nous sont parve-
nus :

Le Republicain de Nogent-le-Rotrou.

Le Nogentais.

Le Journal de Montreuil (Pas-de-Calais).

Le Progrès de la Côte-d'Or.

Le Bien public de Dijon.

L'Observateur d'Avesnes.

L'Indépendant du Loir-et-Cher.

A la suite de tous ces services rendus, nous pensons qu'il est
de toute justice de signaler, à votre reconnaissance, le nom des
personnes dévouées à la Société qui ont bien voulu recruter des
membres nouveaux, perpétuels ou annuels, désirant unir leurs
efforts à ceux dont les fêtes solennelles les rendent témoins.

Nous donnons ci-dessous la liste de ces personnes ayant pré-
senté des membres nouveaux depuis la dernière fête de 1888 et,
en regard, le nombre de ces membres présentés, par ordre de
date.

PRESENTATEURS	MEMBRES	
	PERPÉTUELS	TITULAIRES
MM.		
COLCOMBET, membre perpétuel de la Société	1	»
DURASSIER, secrétaire de la Société	10	34
QUÉROY, inspecteur départemental	4	24
BARBERY, — — — — —	»	1
THIAREAU, ingénieur civil.	»	1
DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire	»	2
VINOT, membre de la Société.	»	4
ROCHE, trésorier de la Société.	1	6
LANDOIS, inspecteur divisionnaire.	»	3
<i>A reporter.</i>	13	72

MM.	PRÉSENTATEURS		MEMBRES	
			PERPÉTUELS	TITULAIRES
		<i>Report.</i>	13	72
LINARÈS, inspecteur divisionnaire.			1	4
BARRAL, — — — — —			»	6
VALLAND, — — — — —			»	2
SRIBER, membre de la Société.			»	3
LÉON SAY, Président de la Société.			4	»
GOFFINON, membre de la Société			»	1
DENIS, — — — — —			»	1
GILLET, — — — — —			»	2
PÉRISSE, — — — — —			1	»
APPERT, — — — — —			»	3
MOURCEAU, — — — — —			»	3
LALLEMANT, inspecteur départemental.			»	1
D ^r E.-R. PERRIN, membre de la Société			»	2
FOLLOT, membre de la Société			»	1
REY, inspecteur départemental.			»	3
BOYER, inspecteur divisionnaire			»	1
GOUTTES, — — — — —			»	1
DELATTRE, — — — — —			2	2
MAMY, ingénieur-directeur de l'Association des industriels de France			»	1
LE ROY, inspecteur divisionnaire			»	1
JARACZEWSKY, — — — — —			»	1
			<u>18</u>	<u>111</u>

En tout, 129 cotisations tant perpétuelles qu'annuelles, auxquelles nous devons ajouter :

Don de M. Colcombet, de Saint-Étienne.	Fr. 100
Don de la classe 59 à l'Exposition universelle de 1889. par M. Périssé.	100
Don de MM. A. Giraud et C ^{ie} de Lyon.	100
Don de M. H. Gérardin	10

DOCUMENTS OFFICIELS

LOI

AYANT POUR OBJET D'ABROGER LES DISPOSITIONS RELATIVES
AUX LIVRETS D'OUVRIERS

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés : la loi du 22 juin 1854, le décret du 30 avril 1855, la loi du 14 mai 1851, l'article 12 du décret du 13 février 1852, sur les obligations des travailleurs aux colonies et toutes les autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets d'ouvriers.

Néanmoins, continueront à être exécutés : les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquit de la fabrique de Lyon ; celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 relatif aux livrets des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, lequel sera applicable aux enfants et aux filles mineures employés comme apprentis ou autrement.

ART. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage, entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers, est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

Cette nature de contrat est exempte de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui il les a loués, sous peine de dommages et intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie, et l'espèce de travail auquel elle a été employée.

Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 juillet 1890.

CARNOT.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Jules ROCHE.

Le Ministre de l'intérieur,
CONSTANS.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

**Chambre syndicale du Papier et des industries
qui le transforment.**

Séance du vendredi 11 avril 1890.

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidence de M. Choquet.

L'ordre du jour appelle le rapport suivant du président de la Commission des apprentis.

« MESSIEURS,

» J'ai l'avantage de vous informer que les cours d'enseignement professionnel ont été clôturés fin mars: tous les rapports de MM. les Professeurs ne me sont pas encore parvenus, mais je puis néanmoins vous dire que les résultats obtenus sont des plus satisfaisants, et quelques-uns des professeurs m'ont déjà témoigné leur contentement, et principalement dans les cours de deuxième année, où quelques élèves se sont particulièrement distingués.

» La Conférence sur l'Économie sociale a eu lieu le jeudi 3 avril, en l'hôtel des Chambres syndicales.

» Presque tous les apprentis qui suivent les cours et ceux qui ont pris part aux concours de travaux manuels y assistaient. La grande salle du Syndicat général était littéralement comble.

» Les sujets traités par notre professeur M. Terrisse étaient les suivants :

» *Les conditions du travail ;*

» *L'association ouvrière ;*

» *Le salariat ;*

» *La participation aux bénéfices.*

» M. Terrisse a tenu son nombreux auditoire sous le charme de sa parole, pendant près de deux heures.

» Un grand nombre d'élèves ont fait un résumé des sujets traités dans la conférence, et nous avons l'intention de donner des récompenses spéciales à ceux qui nous seront désignés par le professeur conférencier.

» Les concours de travaux manuels ont eu lieu les samedi 29, dimanche 30 et lundi 31 mars, dans les locaux indiqués dans le programme :

» 56 apprentis papetiers ont pris part à ces concours ;

» 33 cartonniers et 5 graveurs et écrivains lithographes.

» Le nombre de ces derniers a sensiblement diminué cette année, en raison de ce que la Chambre syndicale des graveurs en tous genres a cru devoir faire ses concours quelques jours après les nôtres. et bien des patrons ont hésité à nous présenter leurs apprentis, car le temps qu'ils sont obligés de donner coup sur coup à leurs apprentis, pour prendre part à ces concours, leur est préjudiciable.

» MM. les Membres du jury, désignés pour examiner les travaux de concours, se sont réunis cette semaine :

» Pour les papetiers, le mercredi 9 courant ; les cartonniers, le 10, et enfin les graveurs ce jour.

» Nous ne pourrons vous donner le résultat de leur appréciation que dans une prochaine séance.

» Nous venons vous prier de voter des remerciements à MM. Hauducœur et Moncarré, qui mettent si gracieusement leurs ateliers et leur matériel de fabrication à la disposition de nos apprentis pour les concours de travaux manuels. »

Selon le vœu de M. Chapuis, des remerciements sont adressés à MM. Hauducœur et Moncarré.

Le président de la Commission des apprentis donne ensuite quelques détails sur la distribution des prix qui aura lieu à la salle des Fêtes du Trocadéro et qui promet d'avoir le plus grand éclat. M^{me} Brunet-Lafleur a bien voulu se charger de l'organisation de la partie musicale.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des Industries qui s'y rattachent.

Séance du 4 juin 1890.

PRÉSIDENCE DE M. MASCURAUD, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à huit heures et demie,

Membres présents: MM. Mascuraud, président; Delahaye, Besson, vice-présidents; Lejollot, vice-président honoraire; Blum, Sauvé, secrétaires; Decaux, trésorier; Alexandre, Charles, Couture, Couturier, Fayet, Galand, Henry, Heraud, Lazard, Lefebvre, Marmorat, Plumet, Regad, Roux, et Seguin.

Membres excusés: MM. Piel, président honoraire; Mandrillon, Bourgain, de Thierry, Prat, Rabanit, et Ruteau.

Absents sans excuses: MM. Chauvin, Luchard, en congé, Marguerond.

M. Ouillon, membre honoraire, assiste à la séance.

M. Charles donne communication du procès-verbal de la séance de la Commission de l'école de dessin.

Extrait du procès-verbal: Proposition de M. Charles au sujet des engagements de souscription en faveur de notre école pour aider à son entretien et à son développement.

Il est adopté que chaque membre de la Chambre en recevra dix; il devra mettre ses noms et adresse derrière. Dans les quinze jours qui suivront la signature d'engagement, le trésorier devra faire encaisser, et tous les ans aux mêmes époques, il devra faire toucher. De cette façon, notre caisse se trouvera mensuellement alimentée par les souscriptions reçues.

Dans le mois du paiement de la souscription, le président enverra une lettre de remerciements au donataire, lequel recevra une invitation spéciale pour la distribution des récompenses de l'école à laquelle il veut bien s'intéresser.

Proposition de MM. Besson et Sauvé, sur le travail professionnel à l'École de dessin.

L'école est divisée en trois classes:

1^{re} classe, bijouterie;

2^e classe, ciseleurs, graveurs en bijoux;

3^e classe, graveurs sur acier.

Chaque classe se décompose en deux sections, qui se subdivisent en quatre groupes.

Un groupe de chaque classe ayant une semaine de travail manuel, tous les enfants feront donc, dans un mois, trois semaines de dessin et une semaine de travail professionnel. Les travaux exécutés seront conservés avec une note mentionnant le temps mis à l'exécution et le nom de l'élève désigné par un numéro. Ces travaux concourront pour les récompenses.

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Lejolliot, qui s'étend sur le but poursuivi par cette proposition, qui est de perfectionner nos apprentis en leur apprenant à l'école ce que leurs patrons ne peuvent leur apprendre chez eux. Ils ne se serviront pas d'estampes, on leur donnera du cuivre en plané et ils exécuteront d'après dessin, repérant eux-mêmes les ornements, ajustant les bates, faisant les charnières, etc.; ce que ne peut faire un patron, puisque la bijouterie d'aujourd'hui n'est faite que d'estampes qui sont soudées les unes aux autres, et qu'en faisant travailler dans les conditions où nous voulons le faire, leur bijouterie serait d'un prix trop élevé pour pouvoir lutter contre la concurrence.

Nous aurons à surveiller nous-mêmes ces travaux; il nous faudra

donc aller souvent à l'école; ce sera pour nous un dérangement, mais nous y trouverons notre récompense dans la satisfaction d'avoir participé, pour notre faible part, au relèvement du niveau manuel de nos ouvriers et d'avoir facilité nos jeunes apprentis à tout faire par eux-mêmes, d'être des ouvriers habiles, connaissant à fond leur métier. De plus, nous demanderons à des contremaîtres ou à de bons ouvriers de venir quelques soirs les aider de leurs conseils. Nous sommes certains qu'ils ne nous refuseront pas leur concours, qu'ils se feront un devoir de nous aider et de participer à l'œuvre de relèvement que nous avons entreprise.

M. CHARLES craint que nous ne froissions les patrons en les faisant travailler le soir.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'aucun patron ne s'est froissé jusqu'à présent. Les élèves ont toujours répondu à notre appel pour les concours de bijouterie, qui se font chaque année en vue des récompenses. Les patrons ne seront-ils pas les premiers à profiter des enseignements que pourront acquérir leurs apprentis?

M. ALEXANDRE demande pourquoi sur les feuilles de souscription l'on a mis le mot « annuellement ».

M. LE PRÉSIDENT répond que, pour faire vivre une institution, il faut que son budget puisse être établi; que le seul moyen de l'établir est d'avoir des souscriptions annuelles; qu'une certaine somme une fois donnée ne peut suffire; il faut que nous puissions compter sur les souscripteurs qui voudront bien nous aider.

M. OULLON demande que chaque patron qui envoie des apprentis à l'école verse 10 francs par an.

M. LE PRÉSIDENT répond que cette question a été traitée dès les débuts de l'école; ce projet a été abandonné.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

La Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment s'est réunie dans le local ordinaire de ses séances, le vendredi 6 juin 1890, à neuf heures du soir, sous la présidence de M. Choquet, assisté de MM. E. Fano, Zeller, vice-présidents; P. Fano, archiviste Bazin, trésorier; Meilhac et Putois, secrétaires.

Etaient présents: MM. Chapuis, Bouchez, Wolff, Proust, Cottray, Hadrot, Grillet, Strebel, Haro, et Martin, membres de la Chambre.

Assistaient à la séance: MM. Chancel et Chédeville, adhérents.

Excusés: MM. Vacquerel, Jouanny, Fortin, Valdampierre.

La parole est ensuite donnée à M. Chapuis, président de la Commission des cours et concours, qui s'exprime en ces termes:

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS, MES CHERS COLLÈGUES,

» Je crois inutile de vous donner le compte rendu de la séance solennelle de la distribution des récompenses aux apprentis, qui ont pris part aux divers concours de travaux manuels et d'encouragement et aux élèves de notre école professionnelle.

» M. le Secrétaire de la Chambre s'étant chargé du soin de le faire publier dans le journal *l'Union nationale* du samedi 17 mai, nous devons lui adresser toutes nos félicitations pour les soins qu'il a apportés à relater les principaux faits de cette solennité.

» Le nombre des récompenses s'est élevé à trois cent soixante-sept ; dans ce nombre figurent soixante-dix-neuf livrets de la Caisse d'épargne, sept livrets de la Caisse de retraite, soixante-seize médailles de vermeil, argent et bronze de grand et petit module, et enfin deux cent cinq volumes de différente valeur.

» Puis il a été décerné, au nom de la Chambre syndicale, un diplôme d'honneur à M. G. Guérin, contremaître de la maison Hauducœur, professeur des cours d'enseignement théorique et pratique de la fabrication des registres, et un diplôme de capacité à l'apprenti cartonnier Georges Michel, de la maison Tuytens.

» Les deux médailles d'argent grand module offertes par M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, ainsi que les deux volumes portefeuille des arts décoratifs, offerts par l'Union centrale des arts décoratifs, ont été décernés aux deux élèves Eugène Schoettel et Henri Hauk, qui ont obtenu les plus hautes récompenses dans toutes les facultés de nos cours professionnels.

» Le produit de la tombola a été de 401 francs et celui de la quête de 391 fr. 80 c.

» Nous avons aussi à vous informer que le Conseil municipal de la ville de Paris, après s'être rendu compte des efforts faits par la Chambre syndicale du Papier pour perfectionner son œuvre d'enseignement professionnel, d'après le rapport de M. l'Inspecteur primaire et sur la proposition de M. Emile Richard, président de la Commission du budget, a porté à 2,500 francs le montant de la subvention annuelle, qui était de 2,000 francs l'année précédente.

» Dans sa dernière réunion, la Commission a accepté la proposition de M. Putois, relativement à l'excursion à faire faire aux apprentis qui ont pris part aux derniers concours et aux élèves de notre Ecole professionnelle, dans leur fabrique de papiers de fantaisie au Grand-Montrouge.

» Cette excursion aura lieu l'un des derniers dimanches de septembre avant la réouverture des cours.

» La Commission, ayant terminé ses travaux de l'exercice 1889-1890,

a été dissoute dans cette séance et il a ensuite été procédé à la formation de la nouvelle Commission pour l'exercice 1890-91.

» Nous vous donnons ci-dessous les noms des membres qui ont été proposés et que nous soumettons à votre approbation; ce sont :

» MM. Acker, Aubert, Bazin, Bellavoine, Bouchez, Chapuis, Chanel, Chedeville, Cottray, Fano (Paul), Fano (Georges), Fouqueray, Gompel, Hauducœur, Lard, Lemoine, Lesourd, Oppenheim, Paris (Pierre), Paris (Hilaire), Proust, Strauss, Strebel, Zeller et Landrin.

» MM. les Membres de l'ancien bureau restent en fonctions jusqu'aux prochaines élections; puis MM. Aubert, Chedeville, Cottray, Lemoine, Lesourd, Proust et Strauss ont été désignés pour procéder à l'installation des travaux de concours des apprentis à l'Exposition des sciences et des arts industriels qui va s'ouvrir prochainement au palais de l'Industrie.

» MM. Terrisse, Gouchon et Guérin, professeurs, seront adjoints à MM. les Membres de la Commission, à titre de délégués.

» En conséquence, nous vous prions, Messieurs et chers Collègues, de bien vouloir approuver toutes ces propositions. »

Les propositions de M. Chapuis sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité par la Chambre.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 2 juillet 1890.

PRÉSIDENCE DE M. MASCURAUD, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à huit heures et demie.

Membres présents : MM. Mascuraud, président; Piel, président honoraire; Besson, vice-président; Blum, Sauvé, secrétaires; Decaux, trésorier; Mandrillon, Alexandre, Charles, Chauvin, Couture, Couturier, Henry, Lefebvre, Luchard, Marmorat, Plumet, Rabanit, Roux Séguin.

Absents excusés : MM. Delahaye, vice-président; Fayet, Regad.

Absents sans excuses : MM. Bourgain, Galand, Héraud, Lazard, Prat.

En congé : MM. Marguerond, Ruteau.

M. CHARLES, secrétaire de la Commission de l'École de dessin, donne lecture des procès-verbaux des deux séances tenues ce mosi-ci.

Extrait des Rapports.

Les conférences professionnelles seront continuées, M. Blum doit en faire une le 8 juillet à 9 heures du soir. La Commission demande

que les conférenciers donnent le sujet qu'ils traitent et que les membres de la Commission soient informés de la date des conférences.

Pour la Société du travail professionnel, nos ressources étant très modestes, la Commission demande que la Chambre attende après les vacances pour y donner une solution.

M. PIEL pense que l'on ne doit pas demander aux personnes qui voudraient faire une conférence, de la soumettre à la Commission : ce serait mettre cette personne en suspicion.

M. CHARLES répond que ce n'est que le sujet de la conférence et non la forme que l'on demande qui soit soumis à la Commission. Ces rapports sont adoptés.

M. LE PRÉSIDENT dit que les bons de souscription ont déjà donné des résultats, et qu'il est persuadé que nous arriverons à couvrir les frais de notre école, grâce au concours de nos confrères qui ne nous feront pas défaut. Il est heureux de remercier la maison Lyon-Alemand, de la souscription annuelle de 50 francs, qu'elle a bien voulu nous donner.

La Chambre à l'unanimité vote des remerciements.

M. LE PRÉSIDENT communique la liste des patrons qui envoient leurs apprentis à l'école et ne versent aucune cotisation et engage les membres de la Chambre de vouloir bien faire une démarche auprès de ces Messieurs afin d'obtenir une cotisation annuelle qui nous aidera dans la tâche que nous avons entreprise.

Chambre syndicale des graveurs en tous genres.

Séance du 18 juin 1890.

PRÉSIDENCE DE M. TASSET.

La séance est ouverte à neuf heures et demie.

Sont présents : MM. Tasset, président ; Janvier, Weill, vice-présidents ; Marin, Nickees, secrétaires ; Bing, Foucault, Goux, Lemoine, Provost-Blondel, Strenz, membres du Comité.

Les cours professionnels.

La parole est donnée à M. Provost-Blondel.

Il propose de former une bibliothèque composée de documents utiles pour les élèves qui suivront les cours. Ces documents, dit-il, seraient fournis par les membres de notre Chambre syndicale et dans les différents genres qu'elle représente.

Cette proposition présentée, M. WEILL a la parole et s'exprime ainsi :

« Personne ici, Messieurs, ne doute de l'intérêt que je porte à notre Chambre syndicale ; il n'est donc pas étonnant que je m'occupe d'une

façon toute spéciale de ce qui concerne nos apprentis, étant donné que leurs propres intérêts sont les nôtres; car si nous parvenons à faire de bons élèves, nous aurons certainement de très bons ouvriers.

» Depuis longtemps, Messieurs, il est question de créer une école professionnelle; mais pour des raisons majeures, il ne nous est pas possible de donner suite à ce projet: un manque de fonds de réserve d'abord, puis une objection très juste de notre honorable président, qui pense qu'après une journée bien remplie, il est presque impossible de demander aux apprentis de venir suivre nos cours du soir. Étant du même avis que ceux de nos membres qui ont partagé cette façon de penser, je désire malgré tout une école professionnelle pratique; j'ai étudié du reste un moyen terme pour obtenir un bon résultat et si j'ai demandé la parole, c'est pour vous faire la proposition suivante :

» 1^o Pour nous éviter des frais, chose que nous ne pourrions supporter, c'est de faire nos cours pratiques ou conférences professionnelles dans le sein même de l'Union nationale; l'administration mettra, j'en suis certain, une salle à notre disposition. Quant aux professeurs, je crois, Messieurs, que la plupart de nos confrères donneront avec plaisir leur concours gratuit.

» 2^o De faire un cours chaque semaine et dans la journée, ce qui permettra aux élèves un peu éloignés du centre de pouvoir, tout en suivant nos cours, suivre aussi les classes du soir dans leurs quartiers.

» Je suis persuadé que les patrons ne refuseront pas à leurs apprentis deux heures par semaine pour venir à nos cours; ils comprendront, je l'espère, le grand avantage qui en résultera pour l'élève qui, en plus de sa spécialité, apprendra ou aura tout au moins une idée des divers genres de gravure qui se font et dont il pourra profiter.

» Telle est, Messieurs, la proposition que j'avais à vous soumettre et que je serais très heureux que vous preniez en considération. »

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il préférerait, au projet de M. Weill, des conférences mensuelles par exemple, faites par les uns et les autres sur les différentes branches intéressant la gravure; que ces conférences devraient s'adresser non seulement aux apprentis, mais aux ouvriers graveurs qui peuvent y trouver un intérêt;

Qu'il ne lui paraissait pas très facile de faire venir des apprentis une fois par semaine, venant de tous les coins de Paris, et dans la journée, suivre un cours de deux heures, insuffisant comme temps pour donner des résultats appréciables.

M. BING demande la parole et dit qu'il est très favorable à l'idée d'organiser des cours-conférences où il serait possible de bien démontrer, au tableau pour le dessin, et sur une table pour la gravure,

bien des choses qui seraient utiles à nos jeunes élèves. Nous ne donnerons sans doute pas, dit-il, un enseignement parfait, mais en attendant que des ressources soient trouvées pour organiser une école professionnelle, nous devons nous contenter de cette façon d'opérer.

M. BING propose que la Chambre syndicale fasse des bourses et envoie à la fin de leur apprentissage les jeunes gens qui se seraient fait remarquer dans les concours, afin d'étudier dans différents ateliers les genres de gravure similaires au genre appris par eux; il pense que par ce moyen nous ne formerions pas que des spécialistes, mais des jeunes ouvriers ayant des idées très étendues sur la gravure et ayant un goût artistique plus développé.

La discussion s'engage sur les difficultés de pouvoir bien démontrer tous les différents genres de la gravure autre part qu'en ateliers.

MM. JANVIER, STRENTZ et MARIN donnent quelques explications à l'égard de leurs spécialités.

M. LE PRÉSIDENT dit que cette question a besoin d'être étudiée à nouveau et propose de la remettre à une prochaine séance.

Un des membres de la Chambre présente différentes pièces gravées, sculptées, repoussées, etc.; il prie des collègues présents, graveurs en tous genres, de bien vouloir décider et dire dans quelle catégorie d'ouvriers d'art il convient de classer l'auteur des travaux qu'il présente.

A l'instant, il est décidé que les travaux d'art industriel présentés doivent faire classer leur auteur parmi les ciseleurs, quel que soit le procédé employé par l'ouvrier artiste qui les a exécutés, qu'il soit graveur, sculpteur, modelleur, dessinateur ou seulement rien que *ciseleur*.

M. PROVOST-BLONDEL informe ses collègues qu'il saisira la Chambre des graveurs en tous genres d'une question relative à la déclaration ci-dessus, et qu'il communiquera une lettre du président de la Chambre de l'un des plus importants syndicats d'industrie d'art de Paris.

Train machine avec les appareils de protection (Système CARBULENT)

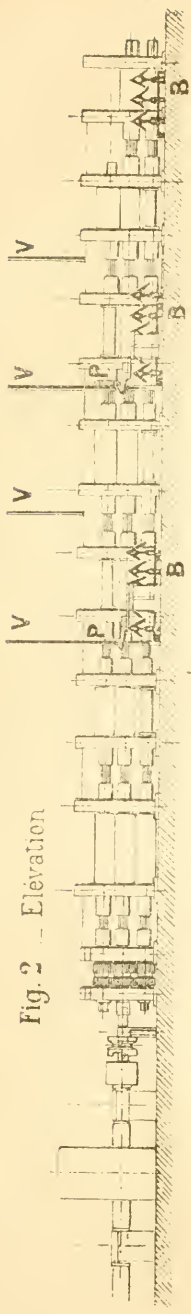


Fig. 2 - Elevation

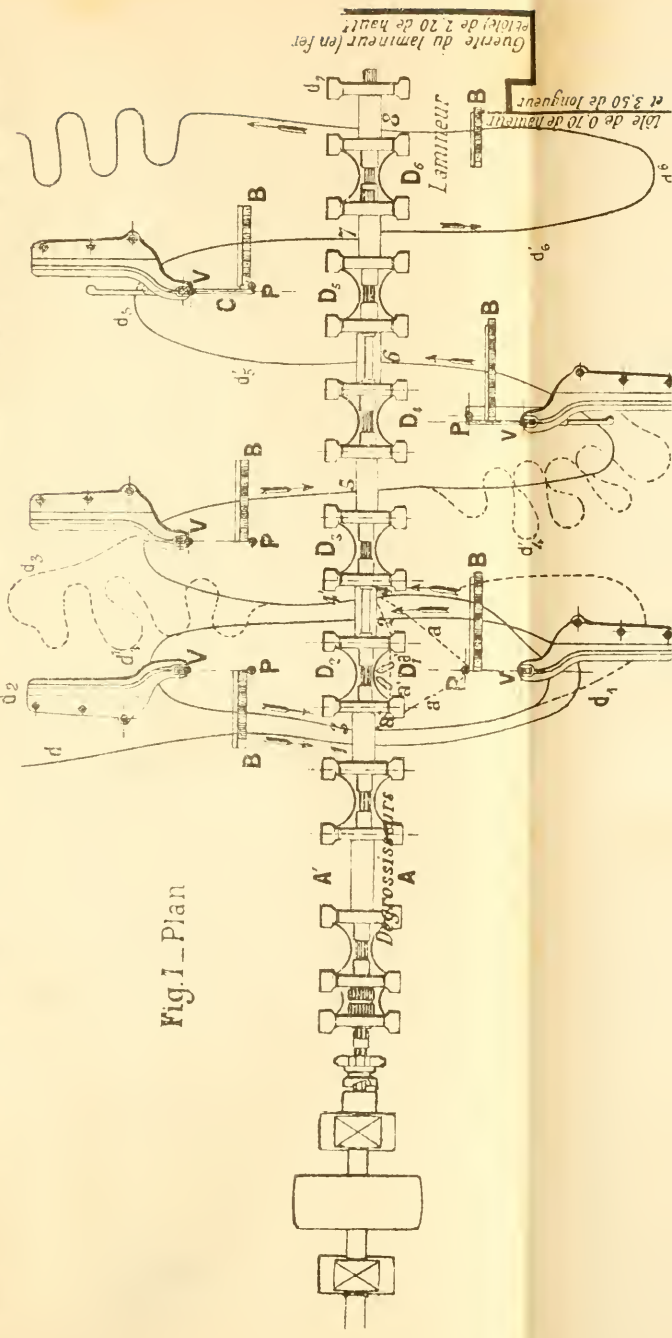
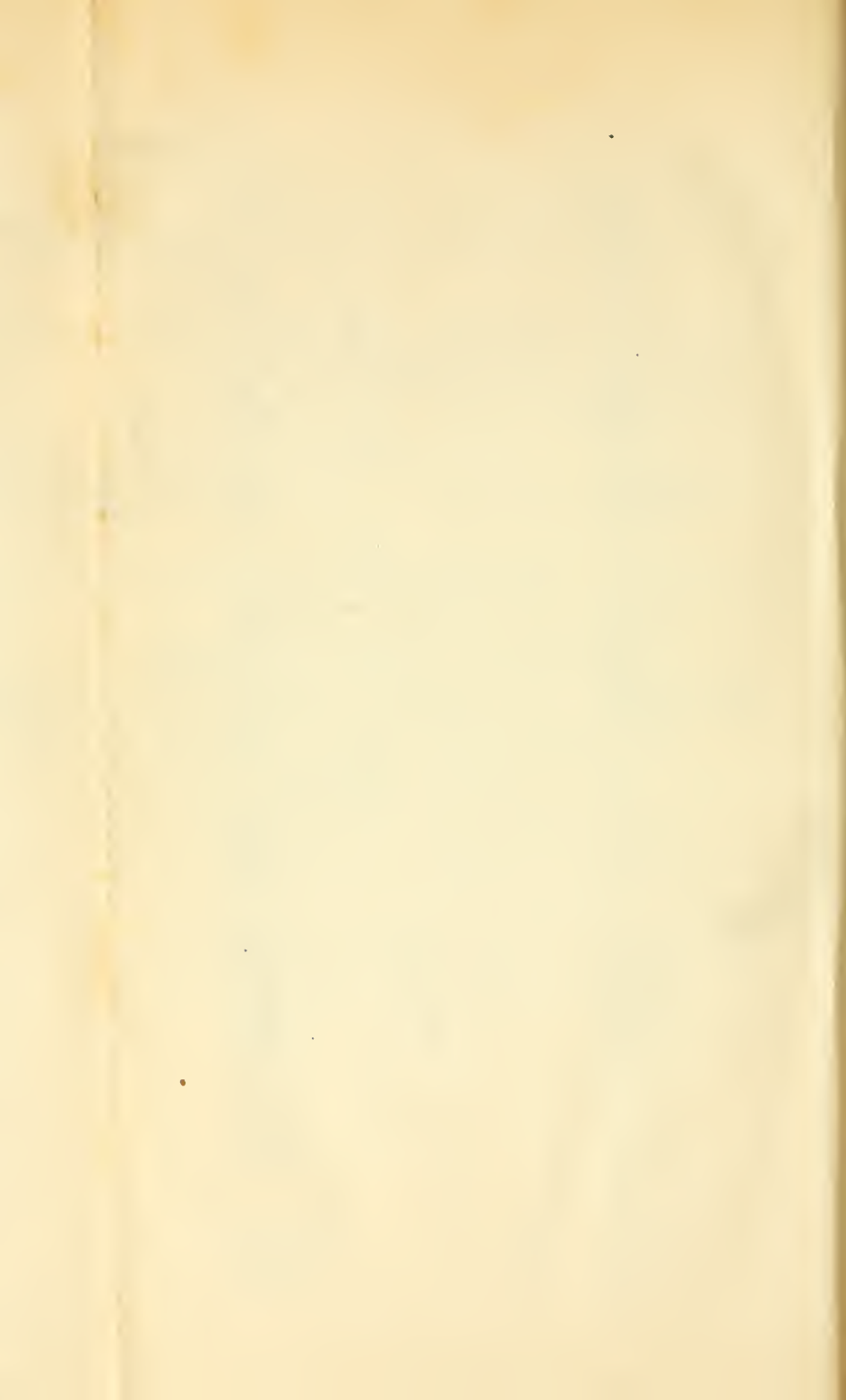


Fig. 1 - Plan



par S. CARBILLET, chef mécanicien aux forges de-Manois (Breveté S. G. D. G. le 13 Novembre 1873)

Détails d'un élément des appareils protecteurs

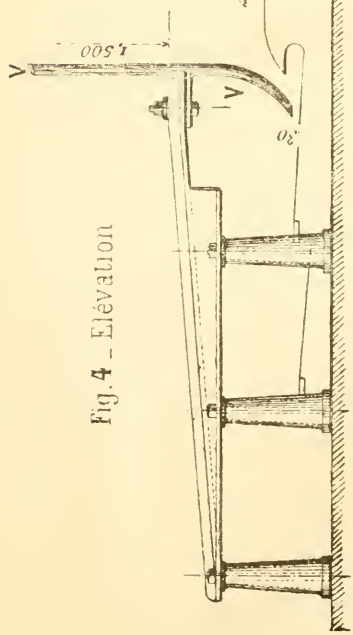


Fig. 4 - Elevation

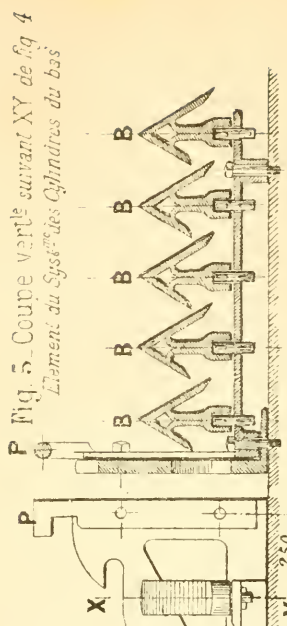


Fig. 5 - Coupe verticale suivant XY de fig 4
Elément du Système des Cylindres du bas

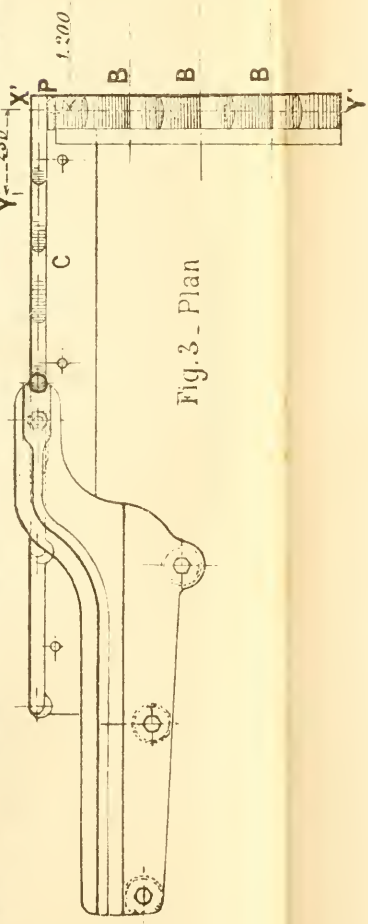


Fig. 3 - Plan

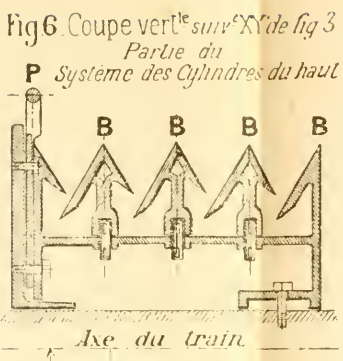
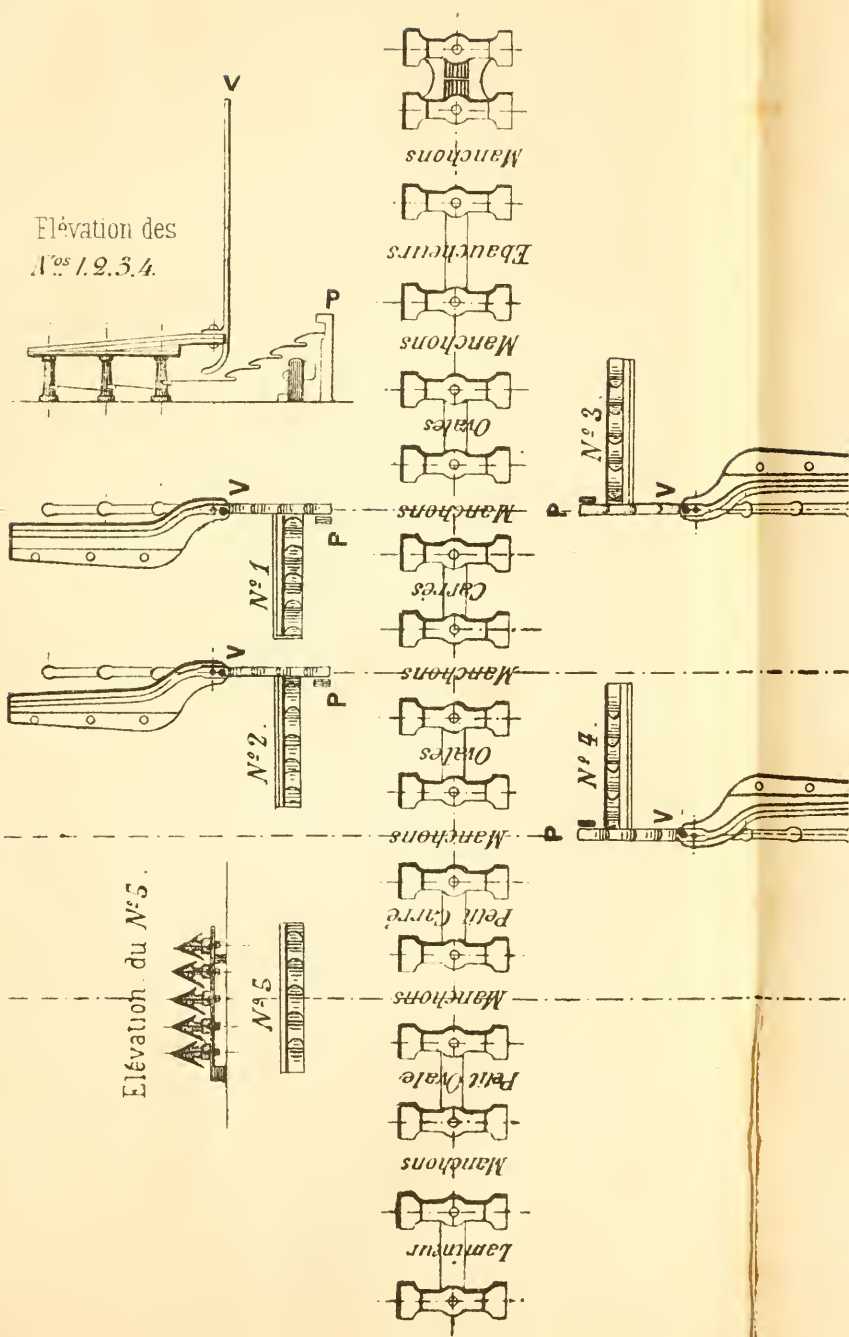
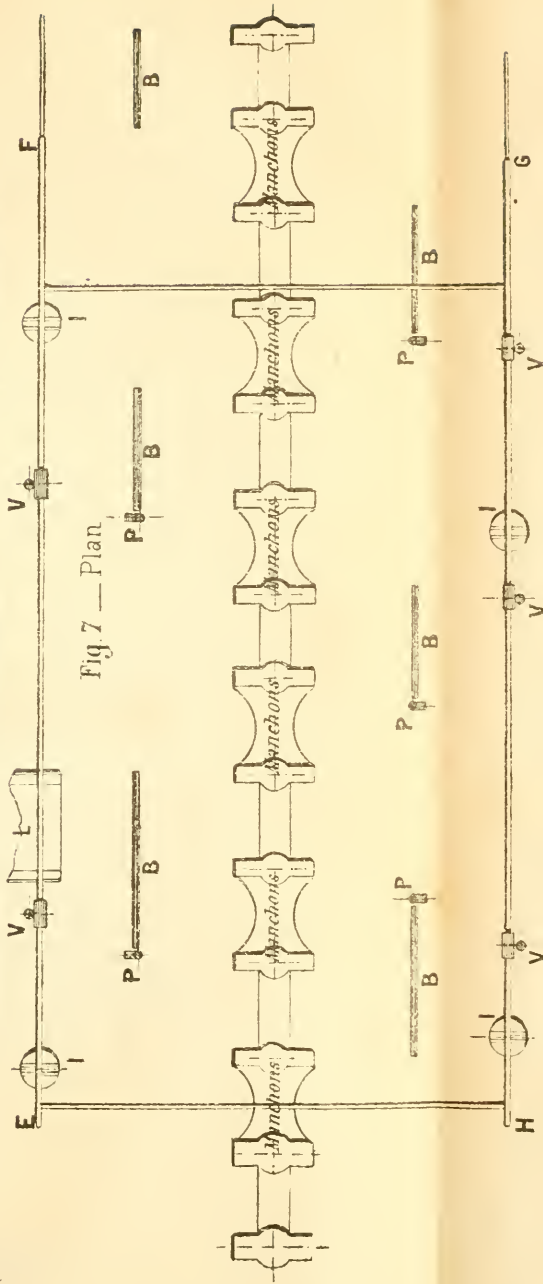
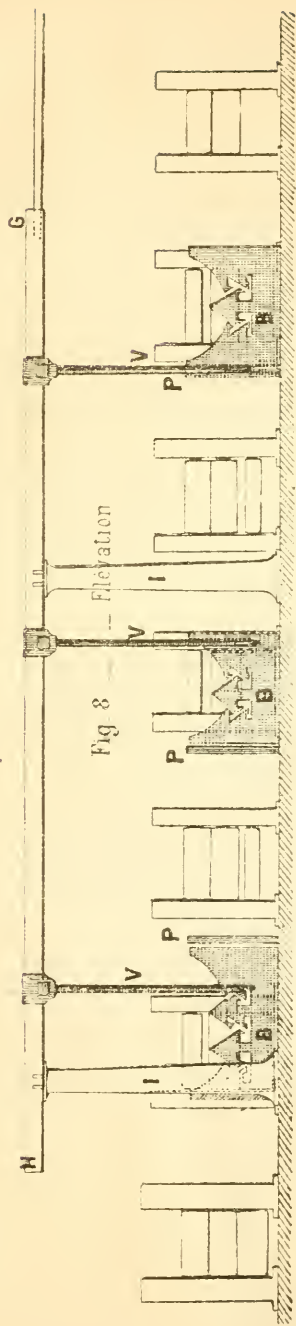


Fig. 6 - Coupe verticale suivant XY de fig 3
Partie du Système des Cylindres du haut

par S. CARBILLET, chef mécanicien à Manoirs



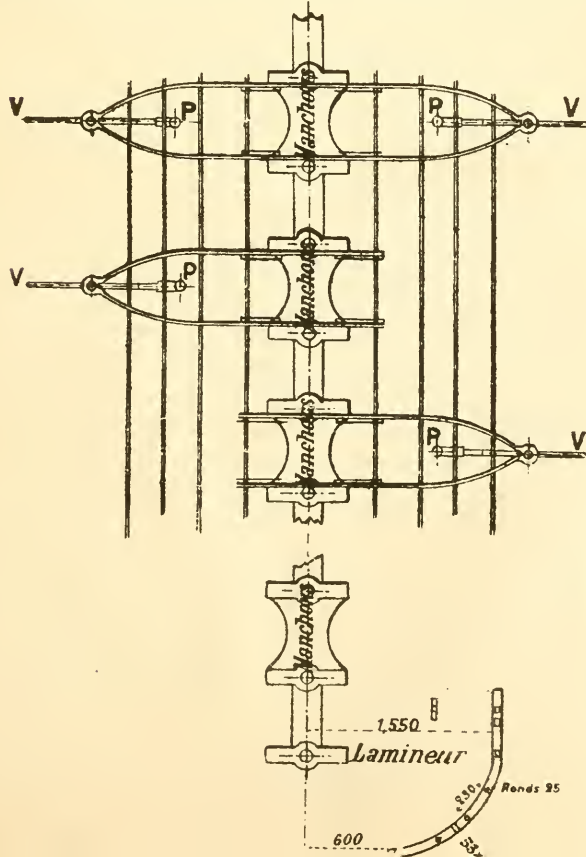
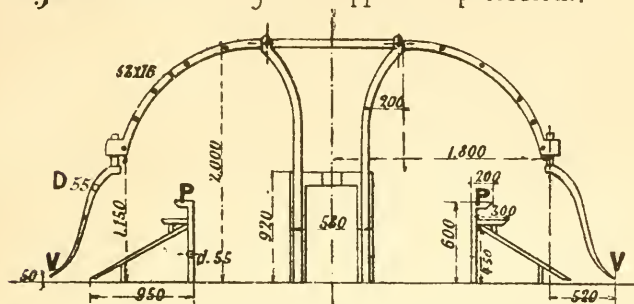


Croquis des protecteurs du train à verge de tréfilerie d'Eurville (Haute-Marne)

systeme VINCENT (breveté S. G. D. G.)

les 6 Septembre 1873 & 3 Septembre 1874)

Fig10- Elevation du grand appareil protecteur.





LAMINAGE DE LA VERGE DE TRÉFILERIE

ET APPAREILS PROTECTEURS

POUR ÉVITER LES DANGERS QUE PRÉSENTE CE TRAVAIL (1)

L'appareil protecteur de M. Carbillet est installé à Marnaval, près Saint-Dizier et à Manois; il l'avait été aussi à Rachecourt, mais dans cette usine il a été démonté parce qu'on a cessé de fabriquer le petit fer à machine. — Au Cloismortier, le même appareil a subi des modifications apportées par MM. Simon, Lemut et C^{ie} (actuellement Reverchon et C^{ie}).

A la forge d'Eurville, M. Vincent a été secondé très utilement par M. Bernard, contremaître mécanicien qui a fait les appareils installés dans cette usine.

Il existe aujourd'hui, dans la Haute-Marne, trois types de ces appareils protecteurs, savoir :

1° Celui de Marnaval et de Manois, inventé par M. Carbillet;

2° Celui du Cloismortier, appareil du même genre que le précédent, modifié par MM. Simon, Lemut et C^{ie};

3° Le type d'Eurville, inventé par M. Vincent.

Je vais donner la description de chacun d'eux.

1° Appareils de Marnaval et de Manois

(Système CARBILLET.)

Les grandes usines de Marnaval, près Saint-Dizier, appartiennent à la Société des Forges de Champagne. Les appareils protecteurs qui y sont installés sont représentés dans les dessins ci-annexés (*pl. I et II*).

La *planche I* représente un train machine (plan et élévation) avec les appareils protecteurs.

La *planche II* (à une échelle plus grande) montre les détails d'un élément de l'appareil, élément qui se décompose lui-même en quatre parties, savoir :

(1) Ces intéressants documents sont extraits d'un rapport de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire. Ils sont publiés avec l'assentiment de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies. La Société offre à M. le Ministre l'expression de sa reconnaissance. Le rapport date de septembre 1887.

1° Un piquet de fer P de 0^m70 de hauteur, autour duquel l'ouvrier doubleur passe la barrelette qui sort d'une cannelure avant de l'introduire dans la cannelure suivante.

2° Des ancrs renversées, BBB (ou plaques découpées), se recouvrant partiellement, dans lesquelles le fil de fer ou barrelette s'introduit naturellement et d'où il ne peut sortir qu'en suivant la ligne horizontale, de sorte que l'anse qui se forme ne peut se resserrer pour atteindre l'ouvrier doubleur qui est auprès du laminoir.

3° Une lame C, placée perpendiculairement aux ancrs B et présentant une série de crochets ou crans à crémaillère dans lesquelles le fil s'éloignant des piquets P s'engage successivement.

4° Une barre verticale V (fixée et suspendue sur le bâti) au-dessous de laquelle le fil de fer peut passer pour se développer sur le sol de l'usine, mais qui arrêterait ce fil s'il se relevait. Cette barre verticale V a pour but d'empêcher le fil de sauter au-dessus des piquets P lorsque les démêleurs, pour défaire une boucle avec leurs crochets, exercent une traction sur le fil incandescent. Dans ce cas, en effet, le fil en sautant au-dessus des piquets P viendrait atteindre le doubleur au-dessus de la ceinture.

Les parties qui composent un élément sont combinées d'une façon très ingénieuse et les éléments dont la réunion constitue l'ensemble de l'appareil protecteur sont disposés alternativement et symétriquement de chaque côté du train (ainsi que le montrent les *fig. 1 et 2 (pl. I)*, de manière à protéger efficacement chaque doubleur.

5° Il existe aussi entre les cages des cylindres, dans l'espace correspondant aux manchons, des refuges limités par des tôles courbées où l'ouvrier pourrait se placer si, malgré toutes les précautions, une barrelette venait à l'atteindre, par exemple, s'il négligeait de passer le fil au-dessus du piquet P; dans ce cas la partie inférieure du corps serait garantie jusqu'à la hauteur du laminoir.

6° Enfin l'ouvrier doubleur a de grandes bottes avec avant-pieds en tôle qui lui protègent les jambes.

7° Le lamineur est protégé, en outre, par une guérite en tôle et barres de fer (de 2^m20 de hauteur) indiquée à la droite du train (*pl. I*).

Cette description sommaire terminée, voyons la marche du travail (représentée *fig. 1, pl. I*), telle qu'elle se pratique à Marnaval.

Les ouvriers dégrossisseurs placés en AA' reçoivent les billettes ayant comme section un carré de 50 à 60^{mm} et un poids de 15 à 20^{kg}, provenant du four à réchauffer et les passent alternativement en bas et en haut, la cage des dégrossisseurs ayant trois cylindres, jusqu'à ce qu'elles atteignent la section d'un carré de 13^{mm} environ.

Le doubleur D₂ saisit la barre à la sortie des cylindres dégrossisseurs (sa longueur est de 13^m environ) et l'enfile en (1); le doubleur D₁ enfile en (2); le doubleur D₂ en (3); puis D₁ en (4). De là la barre est passée une fois dans chaque cage suivante par les autres doubleurs aux passages 5, 6, 7, 8. On voit que les doubleurs sont tous entourés d'un cercle de fil de fer incandescent; les doubleurs D₁ et D₂ sont même entourés de deux cercles; les appareils protecteurs leur sont donc à tous indispensables.

Les petits démêleurs $d, d_1, d_2, d_3, d_4, d_5, d_6, d_7$ ont tous le même rôle, c'est-à-dire d'empêcher les plis des barres de s'emmêler et d'empêcher le dernier bout des barres de fouetter latéralement lorsqu'il change de direction.

En travail courant, lorsque les doubleurs sont assez habiles pour ne pas manquer les barres à la sortie, il n'y a pas d'accidents pour les uns ni pour les autres.

Grâce à cet ensemble de précautions, les chances d'accidents sont réduites au minimum, les doubleurs se trouvent protégés autant que possible, mais pas cependant d'une manière absolue. Ainsi s'ils ont enfilé d'une cage à la suivante, par exemple du passage (3) au passage (4), sans avoir eu le soin de passer la barre a au-dessus du petit piquet P et que cette barre soit arrêtée au passage (3), elle prend la position $a' a' a'$. Le doubleur n'a d'autre ressource que de coller ses jambes dans le refuge, ou espace libre, formé par la tôle cintrée disposée à cet effet.

Lorsque la barre est passée au-dessus du piquet P, bien qu'elle soit arrêtée en (3), elle a la position $a P a$ et le doubleur ne court aucun danger.

Les doubleurs risquent encore d'être atteints lorsque le bout des barres, au lieu de sortir en suivant le guide ou coulisse, s'échappe en passant entre le cylindre supérieur et la coulisse, celle-ci ayant reculé pour une cause quelconque. La barre monte alors en suivant une direction presque verticale jusqu'à une hauteur de 2 ou 3 mètres pour retomber ensuite. Dans ce cas, les doubleurs les plus voisins doivent s'éloigner au plus vite, afin de ne pas être atteints.

Une barre peut aussi se diviser et frapper l'ouvrier à l'improviste.

Quant aux démêleurs, ils sont placés en $d, d_1, d_2, d_3, d_4, d_5, d_6, d_7$ (pl. I, fig. 1). Ils n'ont rien à redouter tant que la barre suit le trajet indiqué en traits pleins.

La position la plus à craindre a lieu, par exemple, quand le doubleur D_3 ne peut, pour une raison quelconque, et principalement après qu'il a manqué la barre à la sortie en (4'), enfiler en (5). La barre continuant à sortir en (4'), le démêleur d_3 vient en d'_3 pour faciliter la formation des plis indiqués en pointillés; autrement le fil pourrait s'emmêler, s'enrouler en fagot et serait perdu. Avec son crochet l'enfant le dispose en plis en commençant par l'extrémité et en se rapprochant du train. Pendant ce temps le fil de la cage voisine continue à circuler et lui passe derrière les talons. L'enfant peut mettre le pied sur ce fil ou dans l'une des boucles de celui qu'il arrange; il peut aussi arriver qu'il tombe. Dans ces cas un accident est à craindre. Pour l'éviter, le doubleur D_3 n'aurait qu'à serrer la barre avec les tenailles qu'il tient toujours à la main pour que la barre soit coupée et cesse par suite d'être entraînée.

Le même fait peut avoir lieu en d_4, d_5, d_6 .

Une cause analogue d'accident se produit quand une bavure du fil fait glisser la barre de la cannelure, l'engage entre les cylindres, et qu'il n'y a plus entraînement mais glissement.

Une bonne précaution à prendre me paraît être la défense absolue faite aux démêleurs de se porter en d'_3, d'_4 , etc. Lorsque ces cas se présentent, ils doivent rester à leurs postes $d_1, d_2, d_3, d_4, d_5, d_6, d_7$... c'est-à-dire à l'extrémité ou à la tête de l'anse formée par les barres d'un passage au suivant; ils doivent toujours être en tête et en dehors des boucles ou des anses, jamais dans l'intérieur ni sur les côtés où il y a danger. Il vaut mieux s'exposer à la perte d'un peu de fer qu'à un accident. Le déplacement des démêleurs pour faciliter la formation des plis ne me paraît pas indispensable; c'est un moyen d'éviter quelques rebuts, mais qui peut devenir dangereux pour le démêleur; une surveillance rigoureuse est nécessaire.

On n'emploie que rarement et exceptionnellement des doubleurs au-dessous de seize ans. Les démêleurs sont généralement moins âgés. — Il faut, pour être doubleurs ou serpenteurs au train à machine, des ouvriers agiles et adroits; pour cela, il faut que ces

ouvriers aient vécu autour du train, dès leur jeunesse, et il importe qu'ils aient été d'abord démêleurs. Ceux-ci sont nécessaires non seulement pour le concours qu'ils apportent à la fabrication de la verge de tréfilerie, mais encore pour le bon recrutement du personnel ouvrier. Il y a, d'ailleurs, des enfants étourdis que l'on ne doit pas employer aux trains à machine, dans leur propre intérêt et aussi dans celui des autres ouvriers de l'équipe qui pourraient être blessés par l'imprudence de ces enfants. C'est aux Directeurs d'usines responsables à faire le discernement nécessaire et à exercer une grande surveillance.

Avec des doubleurs adroits, les chances d'accidents sont pour ainsi dire annulées. D'autre part, les systèmes de protection adoptés donnent aux doubleurs, en raison de la sécurité plus grande qui leur est offerte, une sûreté de main qu'ils n'auraient pas sans cela. Quant aux ouvriers dégrossisseurs placés en AA' et au lamineur placé à la dernière cage du train, ils sont le plus possible à l'abri des accidents.

Manois.

Aux forges de Manois appartenant à M. de Beurges, les appareils de protection sont semblables aux précédents. Avant leur installation, les doubleurs et lamineurs avaient les jambes remplies de cicatrices de brûlures. En cas de danger, ils étaient obligés de faire de la gymnastique pour se sauver en sautant sur les cages des laminoirs. La *Pl. III* donne le plan d'ensemble de ces appareils inventés, comme je l'ai dit, par M. Carbillet, chef mécanicien de cette usine.

Appareils du Closmortier.

Les usines du Closmortier et de la Forge Neuve appartiennent à la Société Reverchon et C^{ie} (précédemment Simon, Lemut et C^{ie}).

Cette Société a imaginé et essayé, depuis longtemps, plusieurs appareils; ceux qui pourraient gêner la liberté des mouvements de l'ouvrier ne peuvent être adoptés, ils deviendraient dans certains cas une cause d'accidents. On n'a conservé que les plus simples; ils sont représentés sur les croquis *fig. 7 et 8 (pl. IV)*.

On voit d'abord une grande cage en fer EF, GII suspendue à environ 2^m de hauteur autour du laminoir; elle est supportée par des colonnes de fonte I, I, I, I. A la cage qui est déjà une protection contre certains accidents sont fixées des barres verticales V, V, V, V

dont l'extrémité inférieure s'approche à un ou deux décimètres du sol; ces barres verticales sont placées en face des ouvriers doubleurs et les protégeraient d'une manière certaine dans le cas où le fil de fer incandescent viendrait à sauter et pourrait les atteindre au-dessus de leurs grandes bottes de tôle. Cette disposition existe au Closmortier depuis plus de vingt ans.

On y ajouta, il y a une quinzaine d'années, un système de plaques verticales à crans dont l'effet a été plus complet. Ces plaques B sont figurées verticalement sur la *fig. 8* devant les cylindres. Le plan (*fig. 7*) montre leur emplacement horizontal en avant des cylindres en B,B,B,B; elles sont une modification des ancrerenversées du système Carbillet installé aux usines de Marnaval et de Manois. A côté de ces plaques on remarque les piquets P,P,P,P au-dessus desquels l'ouvrier doubleur passe (comme à Marnaval) la barrelette qui sort d'une cannelure du cylindre pour l'introduire dans la cannelure suivante. La verge de fer qui tombe sur le bord d'une plaque B s'engage nécessairement dans un des crans, et une fois là elle circule sans pouvoir en sortir. L'usage de ces plaques de défense a été étendue à toutes les cages de doubleurs et même au tourniquet servant à enrouler sous forme de couronne le fil dont le laminage est achevé.

Grâce à ces précautions, à une surveillance constante, au travail modéré demandé aux ouvriers auxquels on accorde des repos par l'emploi des relais, cette usine n'a eu à déplorer aucun accident grave depuis un grand nombre d'années.

Dans ces derniers temps on a essayé au Closmortier d'offrir aux enfants chargés de démêler les plis de fer qui court d'une cage à l'autre, une sécurité de plus, par l'emploi d'un plancher suspendu à quelques centimètres au-dessus du sol; il est figuré partiellement en L (*fig. 7*). Les plis circulent librement sous cette sorte de pont, et lorsque le démêleur y est monté il ne peut être atteint. Si donc il arrive que les plis viennent à s'emmêler, ou si le démêleur perd la présence d'esprit qu'il faudrait pour se garer, il a la ressource de monter sur le pont qui, pour lui, remplit le même office que les refuges établis pour la sécurité des passants au croisement des rues parcourues par de nombreuses voitures.

Toutefois MM. Reverchon et C^e n'ont pas généralisé l'emploi de ce système de plancher parce que, disent-ils, il n'est pas encore démontré qu'il ne puisse, dans certains cas, être cause d'accidents. Ils le conservent au poste où il paraît devoir rendre le plus de

services, provoquant et recueillant les observations des ouvriers. Ceux-ci sont jusqu'ici partagés d'opinion; les uns estiment que le pont est une utile sauvegarde, d'autres font ressortir que le travail des démôleurs est parfois gêné. Le pont a, en effet, l'inconvénient de gêner la circulation et si l'ouvrier vient à le rencontrer en reculant, il est exposé à tomber. Dans l'emplacement qu'il occupe, ces industriels ne pensent pas qu'il puisse nuire et ils l'ont maintenu malgré les avis de quelques ouvriers; mais pour le moment ils ne croient pas devoir en placer d'autres. Peut-être sera-t-il possible d'installer un second pont-refuge quand l'habitude de faire usage du premier sera acquise par les ouvriers. Cet essai de pont suspendu pour protéger les démôleurs étant le seul que j'aie vu jusqu'ici, il m'a paru utile de reproduire les développements qui précèdent.

Appareils d'Eurville

(Système VINCENT).

Les forges d'Eurville exploitées actuellement par MM. Marcellot et C^{ie} l'étaient antérieurement par MM. Paul Jamin et C^{ie}; elles fabriquent spécialement la verge de tréfilerie. Le système de protection installé au train du petit mill poursuit le même but que celui de Marnaval et du Cloismortier pour la protection des doubleurs, bien que la construction soit différente. Les croquis *fig. 9 et 10* (*pl. V*), représentent une partie de l'appareil qui, dans son ensemble, a l'aspect de la carcasse métallique d'une voûte recouvrant la partie du train où travaillent les doubleurs.

Le croquis *fig. 9* est le plan d'une partie du train avec une partie des appareils protecteurs.

La *fig. 10* représente une élévation de l'appareil vu d'un bout du laminoir.

Les doubleurs qui saisissent le fil incandescent à la sortie d'une cannelure, pour l'introduire dans la suivante, ont le soin de la passer au-dessus du piquet P qui le retient prisonnier; en s'éloignant, l'anse de fil rencontre un second crochet, puis elle descend et passe sous la pointe V de la barre suspendue; si, plus loin, le fil formait une boucle et se relevait, il rencontrerait forcément cette barre V et la carcasse métallique qui l'empêcherait d'approcher du laminoir et d'atteindre les ouvriers.

Les éléments de l'appareil se placent, comme il est indiqué sur le plan (*fig. 9*), de manière que les pointes V se trouvent entre

les cages des cylindres et au milieu de l'intervalle réservé aux manchons d'accouplement. Les piquets P alternent de façon qu'il y ait un piquet correspondant à chaque élément du grand appareil du côté où se tient le doubleur...

Enfin, le lamineur est protégé par un appareil spécial placé devant la cage du cylindre finisseur; il est représenté sur le plan (*fig. 9, pl. V*) et en élévation à la *fig. 11 (1)*.

Autres usines.

Dans une autre usine, à Commercy, les propriétaires, MM. Grosdidier fils et gendre, complètent le système de protection. Les bottes métalliques et les piquets ont toujours existé; mais ce n'est que depuis neuf mois environ qu'on a établi des plaques à ancrs renversées (appelées chapeaux de gendarmes); elles ont deux étages de crans. Enfin dans une installation nouvelle, ils ajoutent les tiges suspendues (ou barres V indiquées à Marnaval, *pl. I et II*). A la suite de ces installations, j'ai la conviction que les accidents diminueront.

Dans les autres forges où l'on ne fabrique que du fil de fer de gros numéro et de faible longueur, on se contente des bottes en tôle et des piquets P : Forges de Rachecourt, de Sainte-Marie (à Saint-Dizier), d'Abainville (Meuse), de Saint-Bernard-Clairvaux (Aube), etc., etc.

Dans son avant-dernière fête de l'enfance ouvrière, en 1888, la Société de protection a décerné des récompenses aux inventeurs des appareils protecteurs ci-dessus et aux industriels qui en ont fait l'application dans leurs établissements métallurgiques.

Elle est, par suite, très heureuse d'avoir été mise à même de les faire connaître à ses adhérents, surtout au lendemain de la promulgation du décret du 10 juillet 1890, fixant les conditions d'emploi des enfants dans le Laminage de la Verge de Tréfilerie, qu'elle a publié dans son dernier Bulletin.

(Note de la Rédaction.)

(1) Cet appareil a été modifié à Eurville, depuis septembre 1887, date du présent rapport.

DISTRIBUTIONS DE PRIX

Cours et concours de la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

La distribution des prix aux apprentis papetiers, cartonniers et graveurs et aux élèves de l'Ecole professionnelle de la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment, a eu lieu le dimanche 11 mai 1890, à deux heures, dans la salle des Fêtes du palais du Trocadéro, sous la présidence d'honneur de M. le Ministre du commerce et de l'industrie et de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts qui avaient délégué M. Martel, inspecteur général de l'enseignement primaire, pour présider à la solennité.

Plus de trois mille personnes assistaient à la cérémonie, et sur l'estrade avaient pris place, aux côtés de M. Martel, M. Germain Thomas, président du Comité central des Chambres syndicales; M. Templier, président du Cercle de la librairie; M. D. Wolff, président de la Société de secours mutuels de la Papeterie; M. E. Choquet, président de la Chambre syndicale du Papier; M. J. Chapuis, président de la Commission des cours et concours professionnels de la Papeterie; M. Victor Pacon, président honoraire de la Chambre syndicale du Papier et vice-président du Comité de patronage des enfants du papier peint; M. Durassier, secrétaire de la Société de protection des apprentis; M. Delorme, directeur de l'école Gutenberg; M. Tasset, président de la Chambre des Graveurs; M. Bourgerie, secrétaire de la Chambre syndicale des Imprimeurs-lithographes et d'autres notabilités du commerce et de l'industrie, ainsi que les membres du jury et les professeurs.

De nombreux journaux s'étaient fait représenter par des rédacteurs; nous citerons les *Débats*, le *Petit Journal*, l'*Evénement*, le *Soir*, le *Petit Parisien*, le *Moniteur de la Papeterie française*, la *Revue de la Reliure française*, le *Bulletin de l'Industrie française*, etc.

Après l'exécution d'un morceau par la musique du 28^e régiment d'infanterie, dont le chef est M. Houzeaux, M. Martel a ouvert la séance et donné la parole à M. Choquet, président de la Chambre syndicale du Papier, qui dans une allocution toute vibrante de cœur a tenu l'auditoire sous le charme de sa parole. Il a rappelé en termes émus le souvenir de notre ancien président, l'un des fondateurs de l'œuvre, M. J.-L. Havard, que son grand âge a empêché, pour la première fois, d'assister à notre fête annuelle; puis après avoir fait

l'éloge de M. Chapuis, président des cours, et ceux des professeurs, il a parlé du succès de notre Ecole professionnelle à l'Exposition universelle de 1889 où les travaux de nos élèves ont remporté une des plus hautes récompenses, la médaille d'or.

Il a terminé son discours en donnant à nos enfants des conseils empreints de sagesse et de patriotisme.

Après deux salves d'applaudissements de toute la salle, M. le Président a donné la parole à M. le Président des cours qui a présenté son rapport sur les cours de l'année.

M. Chapuis, après avoir remercié les bienfaiteurs de l'œuvre : donateurs, souscripteurs, artistes, professeurs et l'administration de l'Union nationale, ainsi que tous ceux qui prêtent leur concours à l'œuvre, s'est adressé aux jeunes élèves et a fait l'éloge de leur zèle et de leur application à l'étude. Le travail si complet de M. Chapuis, présentant les progrès accomplis depuis la fondation, a soulevé, à plusieurs reprises, de nombreux bravos dans toute la salle.

Puis, M. Martel, prenant la parole, dans un discours d'une superbe envergure, a tenu l'assemblée sous le charme de sa parole. Il a fait voir l'intérêt que M. le Ministre de l'instruction publique porte à notre œuvre en associant, pour la première fois depuis quatorze ans, l'Université et l'Enseignement professionnel privé. Il a rappelé le souvenir des grands universitaires qui patronnent notre œuvre, comme MM. Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris; Buisson, directeur de l'enseignement primaire; Ollendorff, directeur de l'enseignement technique au ministère du commerce; puis il a payé un juste tribut d'éloges au savant regretté Salicis, le promoteur, l'apôtre de l'enseignement manuel à tous les degrés; il a fait voir l'entente s'établissant maintenant entre le monde universitaire et le monde industriel, pour élever le niveau de l'ouvrier et permettre à notre industrie française de tenir toujours droit et ferme, au premier rang, le drapeau de notre patrie.

En terminant, il a rappelé la médaille d'argent attribuée à M. Chapuis, l'infatigable président des cours, à la suite de l'Exposition universelle, et a annoncé que le Ministre du commerce l'avait chargé de remettre deux médailles, en son nom, aux deux élèves les plus méritants des cours de l'année; les deux lauréats sont : MM. Eugène Schoettel et Henri Hank.

Les applaudissements de la salle entière ont remercié M. Martel de son superbe discours.

Puis M. P. Fano a donné lecture du palmarès; de nombreux livrets de caisse d'épargne et de retraite, des médailles et des volumes, dons de généreux souscripteurs, ont été décernés aux élèves.

Un magnifique concert, organisé par M^{lle} Panchioni, des concerts Lamoureux, a eu son succès habituel: nous avons entendu M^{lles} Pan-

chioni, Josée, Maya, Evel; MM. Duchesne de l'Opéra-Comique et Prevost de l'Opéra; M. Camille Perrier, chanteur comique; M. Ten Brink, un jeune violoniste plein d'avenir; l'accompagnateur était M. Raoul Pickaërt.

M. GALIPAUX, du Palais-Royal, qui est de toutes nos fêtes, a récité deux monologues, où la verve endiablée de l'artiste s'est donnée cours à la grande joie de toute la salle.

Une tombola au profit de l'école a terminé la fête.

Le soir, un diner intime, sous la présidence de M. Choquet, réunissait les artistes qui avaient prêté leur concours et la plus grande partie des membres de la Chambre et de la Commission des cours.

L'un des Secrétaires,

G. PUROI.

Assistance paternelle des Fleurs et Plumes.

La distribution solennelle des récompenses du patronage industriel l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes a eu lieu, le dimanche 1^{er} juin 1890, au Palais du Trocadéro, sous la présidence de M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, représenté officiellement par M. G. Ollendorff, directeur du personnel, de l'enseignement technique et des syndicats professionnels, assisté de MM. Jacques, député de la Seine; Kaempfen, directeur des musées nationaux; Martel, inspecteur général de l'enseignement; Lucas, Nusse, Linarès, Roche, Durassier, Laloue, Le Maire-Demouy, etc., ainsi que des membres du Conseil d'administration et de censure, et d'un grand nombre de notabilités commerciales.

Rapport de M. R. TURNER, président de la Société. — Discours de M. OLLENDORFF. — La cérémonie est terminée par un brillant concert, avec le généreux concours de M^{mes} Girardin, Rosahl, Wissocq; MM. Hamel, E. Clément, Nobels, Sady-Petit, Darzacq, Leserre, Voisin; l'orchestre du manoir des Adrets, chef, M. A. Krever, et l'excellente musique du 103^e de ligne, chef, M. Fouquet.

PRINCIPAUX LAURÉATS RÉCOMPENSÉS.

M^{me} Dessarte, 31 ans dans la même maison, médaille d'argent.

M^{lle} Poulain, 34 ans dans la même maison, médaille de vermeil.

Concours libre (Fleurs et plumes).

1^{re} année. — 1^{ers} prix : M^{lles} Lacharpagne, Laplaige.

2^e année. — 1^{ers} prix : M^{lle} Bernard, M. Bruny (teinture de plumes).

3^e année. — 1^{ers} prix : M^{lles} Coulbrant, Meune, Grimm, Bergue.

Concours du Patronage.

1^{re} année (fleurs). — M^{lles} Laguignier, Rambourg, Berthe Grand, M. Louis Jeudy.

1^{re} année (plumes). — M^{lles} Besnard, Vastine.

2^e année (fleurs). — M^{lles} Fleury, Maigre et Clément.

2^e année (plumes). — M^{lles} A. Renault, Gerboz, M^{te} Renault.

3^e année (fleurs). — M^{lles} Geerts, Pia Grand et médaille du ministre.

3^e année (plumes). — M^{lles} Noël, Jacques et médaille du ministre.

Instruction et dessin.

M^{lles} Rambourg, Loye, Naret, Berraud, Pontus.

Excellence.

1^{re} année. — M^{lle} Ramus, 100 francs.

2^e année. — M^{lle} Barrier, 125 francs.

3^e année. — M^{lle} Rousseau, 150 francs.

Dévouement filial.

M^{lle} Houppeaux, 100 francs.

M. le Ministre du commerce a bien voulu accorder :

Une médaille d'argent à M^{lle} Solange Muffang, professeur de dessin.

Une médaille d'honneur du travail à M. Jules Richard, depuis 35 ans dans la maison Millon-Lestrade.

M. R. d'Isle, vice-président de la Société, a été nommé officier d'académie.

Sommes distribuées en livrets de caisse d'épargne : 3.655 francs.

École professionnelle de typographie de l'Imprimerie Chaix.

La distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle de typographie de la Maison Chaix que connaissent bien les lecteurs de notre Bulletin a eu lieu le 26 octobre dans l'une des salles de l'imprimerie. M. Alban CHAIX, qui présidait cette réunion et qui, comme son père, l'un des membres d'honneur de notre Conseil d'administration, est plein de sollicitude pour tous les enfants qui sont confiés à sa Maison, était entouré des chefs de service, des contremaîtres des différents ateliers et des professeurs de l'École. Les anciens apprentis en grand nombre avaient tenu à venir applaudir aux succès de leurs jeunes camarades.

Les deux prix d'honneur qui se composaient d'un diplôme, d'un livret de la caisse d'épargne de 25 francs et d'un volume richement relié ont été décernés à WAGNER (Joseph), apprenti compositeur, et à PLOUZEAU (Paul), jeune employé de bureau.

Parmi les élèves qui ont obtenu ensuite le plus de prix ou qui ont été le plus fréquemment nommés, nous avons remarqué, dans la section des compositeurs : Charlot et Château (1^{re} division); Engler, Délécay et Wagner (2^e division); dans la section des imprimeurs : Péan, Plouzeau et Urbain, cours des margeurs; Bellay, Fontaine et Noël, cours des receveurs.

La médaille d'honneur en argent à l'effigie de Gutenberg, que la maison a l'habitude de décerner chaque année à l'ancien élève de l'École professionnelle dont les services comme ouvrier ou employé ont été le plus remarquables, avait été accordée cette année à M. LUCILLIER (Gustave), sous-prote, professeur à l'École, entré dans la maison en 1874, comme apprenti compositeur, soit seize ans de présence.

Quatre autres anciens apprentis : Legault (Henri) et Tridon (Léon), compositeurs, Rideau (Célestin) et Bournizien (Georges), signalés par leurs habitudes d'ordre, d'économie, d'exactitude et de bon travail, ont reçu en récompense des livrets de la Caisse d'épargne ou des livres richement reliés, la Maison tenant à montrer à tous combien elle attache d'importance à ces qualités si précieuses pour l'avenir de l'ouvrier.

De l'ensemble du compte rendu donné à cette réunion, sur le fonctionnement de l'École pendant l'année, il résulte que dans l'enseignement général et technique, de même que dans la pratique des institutions de prévoyance, tous, apprentis et anciens apprentis, retirent de l'institution patronale due à l'initiative de MM. Chaix, institution qui vise l'avenir de l'ouvrier tout autant que le présent, tous les fruits que la Maison, lors de la création, il y a 23 ans, était en droit d'en attendre.

La situation de la Caisse d'épargne est particulièrement satisfaisante; celle des apprentis a donné :

Pour les compositeurs	(3 ^{me} et 4 ^{me} années)	Fr. 176 80
—	(1 ^{re} et 2 ^{me} années)	236 60
Pour les imprimeurs	(3 ^{me} et 4 ^{me} années)	342 40
—	(1 ^{re} et 2 ^{me} années)	99 30

Soit pour l'année un total de . . . Fr. 855 10

Celle des anciens apprentis (compositeurs et imprimeurs) est plus satisfaisante encore. Il a été économisé :

1 ^o Pour la caisse d'épargne.	Fr. 5,672
2 ^o Pour la retraite.	9,050

Soit . . . Fr. 14,722

Cette dernière somme de 9,050 fr. ajoutée aux économies antérieures donne pour la caisse des retraites seulement un capital d'environ 120,000 fr. immobilisé sur la tête de 180 intéressés, pour leur produire une retraite à 55 ans.

La dernière partie du compte rendu, qui résume à la fois la situation présente et l'esprit qui a guidé MM. Chaix lors de la création de l'École, mérite d'être citée :

« Cette année, comme les années précédentes, la Maison n'a donc qu'à se féliciter des sacrifices qu'elle a faits pour votre instruction professionnelle et technique, pour le fonctionnement régulier des nombreuses institutions de prévoyance créées en votre faveur, et les résultats qu'elle a obtenus l'encouragent plus que jamais à poursuivre le but qu'elle s'est toujours proposé :

» Développement des qualités intellectuelles de l'enfant par l'instruction ;

» Apprentissage progressif et méthodique du métier, complété et éclairé par les cours techniques, tout en maintenant rigoureusement l'enseignement dans le domaine des travaux pratiques tels que les offrent journellement les clients ;

» Moralisation du jeune ouvrier par la formation d'un premier capital et la pratique constante de l'épargne.

» Vous représentez ici, comme vous le voyez, enfants et jeunes ouvriers, tout un système d'éducation par l'atelier et par le patron auquel depuis quelque temps on oppose l'éducation par l'École professionnelle théorique dirigée par l'État ou les Municipalités. Sans rechercher tout ce que l'École professionnelle ainsi comprise peut avoir d'heureux pour l'avenir de la société, de l'ouvrier et de l'industrie ; sans vouloir opposer programme à programme ; sans rechercher les raisons qui peuvent condamner ou approuver les deux systèmes d'apprentissage en présence, voyez seulement les résultats que nous avons obtenus avec nos méthodes, comparez tout ce qui est fait pour vous dans le présent, tout ce que ces institutions vous promettent pour l'avenir, et groupez-vous comme par le passé autour du chef de la Maison ; c'est toujours la Maison pour chacun et tous pour la Maison, comme l'a si heureusement inscrit sur le Drapeau dont l'honneur vous est aujourd'hui confié, le père de notre si sympathique patron, M. Chaix, dont la mémoire et les enseignements nous sont toujours si chers. »

G. B.

CHRONIQUE

L'ÉCOLE NATIONALE DES ARTS INDUSTRIELS DE ROUBAIX

Dans quelques jours aura lieu, à Roubaix, l'inauguration d'une école nationale des arts industriels. On peut prévoir dès maintenant que cette inauguration aura tout l'éclat que comporte une solennité qui marquera dans l'histoire de l'enseignement professionnel français.

L'école est bâtie sur l'ancien cimetière, qui servait de jardin public depuis nombre d'années. Elle est l'œuvre de M. Dutert, l'architecte de la galerie des machines. On y donne des cours de sculpture et de modelage, de physique et de chimie, d'architecture, de construction, de dessin linéaire, de géométrie, de mécanique, de dessin et de composition décorative. Une partie des bâtiments est réservée au tissage mécanique et à la main, au remettage et au lissage; elle comprend en outre des laboratoires de teinture, de matières colorantes et d'impression.

Le terrain sur lequel a été élevé l'ensemble des constructions étant en contre-haut de plus de deux mètres sur la rue de la Gare, l'architecte a profité de cette situation pour établir, devant la façade principale, un jardin en pente qui dégage heureusement l'ensemble de l'école. Le mode de construction est des plus simples. L'architecte semble s'être préoccupé surtout de créer de vastes salles, largement éclairées et ventilées. La maçonnerie de briques domine dans toutes les parties de l'école; la pierre et la décoration ont été réservées pour le bâtiment en façade principale où sont réunies les collections.

Cette façade est des plus jolies, avec ses toits aigus qui se silhouettent franchement sur le ciel trop souvent couvert des régions du Nord. Elle est flanquée, aux extrémités, de deux grands pavillons de trois étages qui annoncent l'entrée de la bibliothèque et de l'amphithéâtre public; ils sont couronnés de frontons sculptés: les *Arts*, de M. Lanson; les *Sciences*, de M. Hugues. Au centre du bâtiment qui relie ces deux pavillons est un remarquable groupe, l'*Art industriel*, dû au ciseau de M. André Allar. Une frise ornementale qui court le long de toute la façade représente les attributs des connaissances enseignées à l'école; elle est l'œuvre de M. Laoust, statuaire. A l'intérieur de ce bâtiment, au pied de l'escalier principal, est placée la belle statue en pierre de Chevreul qui a figuré à l'Exposition universelle de 1889. Cette œuvre remarquable est de M. Fagel.

Outre Chevreul dont les découvertes ont été si précieuses aux industries locales, l'architecte a fait figurer dans les grands escaliers les statues de Jacquard, de Pierre de Werchin, de Josué Heilman, de Philippe de Girard et de Vaucanson. Enfin, dans l'amphithéâtre

public, le souvenir des industriels Decresme, Motte, Ernould-Bayard et Castel est également rappelé par des bustes.

Voici dans quelles circonstances l'école a été fondée :

A dire vrai, l'école des arts industriels de Roubaix ne date pas d'aujourd'hui. Elle existe en réalité depuis plusieurs années. L'industrie roubaisienne, comprenant qu'elle ne pouvait conserver sa supériorité à l'étranger que par l'instruction de la classe ouvrière, avait, de 1874 à 1881, consacré une somme totale de 3,086,059 francs à ses écoles d'enseignement général, et 359,529 francs, à ses cours spéciaux et à ceux d'application.

Au début, ces cours ne comprenaient que l'étude classique du dessin. Peu à peu on y ajouta les études de physique, de chimie, de mécanique, de chauffage, de tissage, de teinture, etc. Mais ces cours, établis provisoirement dans des bâtiments loués et très éloignés les uns des autres, étaient donnés dans des espaces trop restreints, mal éclairés, où les conditions hygiéniques les plus élémentaires ne pouvaient être observées. Le nombre des professeurs était insuffisant. Enfin, les riches collections de livres, de modèles et d'échantillons pouvaient être difficilement communiquées aux élèves.

Dès la première enquête, l'inspecteur de l'enseignement du dessin avait signalé l'importance de ces cours et la nécessité de les grouper dans un seul bâtiment approprié aux divers enseignements ; d'accord avec la municipalité et le conseil qui administrait les cours, il proposa une école nationale des arts industriels réunissant un musée, des cours de dessin, de tissage, de teinture et de tapisserie.

La création de l'école fut autorisée par la loi du 5 avril 1881 et des négociations furent engagées pour l'établissement d'une convention destinée à constater les engagements réciproques de l'État et de la Ville. Cette convention fut approuvée par la loi du 22 avril 1886.

Mais l'obligation de restreindre les dépenses au budget des travaux empêcha de commencer immédiatement les constructions. De nouvelles négociations furent alors engagées par les soins de la direction des bâtiments civils à l'effet d'obtenir de la ville de Roubaix l'avance de la part contributive de l'État, et la loi du 11 février 1887 autorisa la ville à contracter dans ce but un emprunt dont le montant doit lui être remboursé par l'État en trente annuités.

La même année, ces adjudications furent prononcées et les fouilles commencèrent. L'école est terminée depuis quelques mois. Tous les services ont pu fonctionner à la rentrée des classes.

La dépense totale autorisée par la loi du 22 avril 1886 est de 1,988,453 francs. Les travaux exécutés sous la surveillance de la direction des bâtiments civils ont atteint 1,920,000 francs. — (*Le Temps*, 2 décembre 1890.)

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents :

MM.

Présentateurs .

MM.

Société anonyme des hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin, à Anzin (Nord) . .	DURASSIER.
Appert frères, maîtres, 66, rue Notre-Dame-de-Nazareth (Paris)	id.
Lambert (J.-M.-Victor), chef-directeur chez MM. Veuve Pommery et fils et Cie, négociants en vins de Champagne, à Reims (Marne)	BAHBY, insp. départ.
Roederer (M ^{me} Eugène), 18, rue Andrieux, à Reims (Marne)	DELAISSEMENT insp. divis.

MEMBRES ORDINAIRES

Hohweiller (Edouard), directeur d'une fabrique d'ébénisterie, à Senon (Meuse)	DELAISSEMENT.
Sirven (B.), manufacturier, à Toulouse (Haute-Garonne)	LE ROY, insp. divis.
Resseguier , maître de verrerie, à Toulouse (Haute-Garonne)	id.
Brabant , émailleur, 38, rue Turbigo (Paris) . . .	ROCHE.
Governore (M ^{me} Vve), bijoutier, 41, rue Turbigo (Paris)	id.
Berger (Gustave), chef du personnel de la maison Chaix, 20, rue Bergère (Paris)	DURASSIER.
Tallon (Eugène), ancien député, président de chambre, à la Cour d'appel de Lyon.	id.
Buron (O.), ingénieur, chef de service à la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans, 1, quai d'Orsay (Paris)	id.
Tétard , fabricant de sucre, à Gonesse (Seine-et-Oise)	LINARÈS, insp. divis.
Bourdrez , serrurerie artistique, à Blancy-les-Arras (Pas-de-Calais)	VAN GRUTTEN, insp. dép.
Dussaussy , membre du Conseil général, à Calais (Pas-de-Calais)	id.
Ketin , fonderie, à Blancy-les-Arras (Pas-de-Calais) .	id.
Froger de Mauny (Edmond), avocat, Paris. . .	FROGER DE MAUNY.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1890.)

A

ABUS du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. (Extrait des mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine, sur les) I, 26. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *vis Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — Auxquels sont exposés les apprentis, par M. le Dr Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresca, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les) VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), I, 517. — (Communication de M. le Dr Marjolin sur le *Comité des*), 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des), 193. — (Règlement du *Comité des*), 108, 182. — Prix et médailles offerts, 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comité des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Oeuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de l'Imprimerie Chaix contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux, en 1875, du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

sur les travaux, en 1876, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — (Séance du *Comité des*), 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 16, 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la justice criminelle, pour l'année 1877, 404. — Prévention des accidents de fabrique, XIII, 50. — (Responsabilité des), en Angleterre (bill), XIII, 460. — Les projets de loi Oviève et Nadaud. — (Réglementation préventive des) et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, XIV, 32. — (L'Association de Rouen pour prévenir les), 54. — (Projet de loi et rapport de M. Nadaud sur la responsabilité des), 61. — (Enquête sur les) ordonnée par le ministre de l'agriculture et du commerce, 63. — (Tableau statistique des) en Angleterre, 98. — (Projet de lois allemandes sur la déclaration et la réglementation des), 99 et 100. — (Discours de M. Vavas seur sur la responsabilité des), 121. — (Correspondance du Comité des), 141. — (Assurance en Allemagne contre les), 203. — Appareil protecteur contre les métiers à coton par M. Plassiard, 234. — (La loi allemande sur les assurances contre les), 294. — (Réponse au discours de M. Vavas seur sur la responsabilité des), 311. — Notice sur l'Association de Mulhouse pour prévenir (les), 328. — Responsabilité, après mutilation d'enfant, XV, 109. — Rapport à l'Association de Rouen pour prévenir (les), 120. — Tableau statistique (des) en Angleterre, exercice 1880. — *idem* en Prusse, 1875 à 1880, 178. — (Appareil préventif contre les) dans les filatures XVI, 7. — (*Comité des*), séance du 18 décembre 1882. — Tableau statistique (des) en Angleterre, 339. — L'Association parisienne pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique, XVII, 111, 385. — Circulaire de M. Plassiard sur les accidents spécialement dans les filatures, 157. — Essai de statistique (des) XVIII, 154. — Tableau statistique (des) en Angleterre (1883) 206. — Rapport au Comité judiciaire sur la

nécessité des mesures préventives (contre les) par M. Tommy-Martin, 225, Tableau statistique (des) en Angleterre, 1884, XIX, 58. — Le cache-tout, vêtement protecteur (contre les), 62. — Assurance des ouvriers contre les accidents. *Cheys son*, XXI, 221. — *Chronique*, association des industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents, Instructions sur les moteurs industriels, XXI, 378. — Contre-projet de loi sur les accidents du travail reposant sur l'adoption de l'assurance obligatoire présentée par le Congrès des Industriels de France, XXII, 142. — (Comité des) séances des 24 mars, 22 mai, 28 juillet, 27 octobre et 24 novembre 1890, par M. le Dr E. Thomas, secrétaire du Comité, XXIII, 73, 194, 361, 522. — Appareils de sécurité de M. Reumaux pour les mines, par M. L. Duras sier, XXIII, 199. — L'air comprimé aux mines de Blanzy, par M. Léon Duras sier, XXIII, 202. — Rapport sur un dispositif d'arrêt des scies par M. Ed. Gruner, XXIII, 205. — Rapport sur un dispositif d'arrêt des transmissions par M. P. Mahler, XXIII, 206. — (Projet de loi concernant la responsabilité des) texte adopté par le Sénat, XXIII, 81. — (L'assurance contre les) par M. Albert Chauflon, XXIII, 112. — (Projet de loi relatif au droit à indemnité des ouvriers victimes d') présenté par le gouvernement, XXIII, 221. (*Voy. Jurisprudence.*)

ACROBATES (Les petits), IX, 634; XII, 334. — Le petit acrobate, conférence par M. Fliche. XVII, 200.

ADULTES (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.

AGE des enfants (l'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descottes, V, 348.

AGRICULTURE en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'), (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (*Voy. Orphelinats, Campagnes.*)

AIGNAN (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.

Akroyd (M. Edward), (Médaille à l'Etablissement de), IV, 31.

Aldrophe (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.

ALÉNÇON (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.

ALGÉRIE (Les Enfants Assistés en) XVI, 171; XVII, 240, 241.

Alicot (M.). Rapport sur l'*Œuvre des Bibliothèques*, III, 389.

Allard (M. Paul). Rapport de la *Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure* sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.

ALLEMAGNE (Orphelinats établis en), II, 396. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X, 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les corporations en), XII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217. — Loi du 17 juillet 1878 modificative de la législation industrielle, XIII, 445. — Projet de loi sur la déclaration et la réglementation des accidents industriels, XIV, 99 et 100. — L'assurance contre les accidents, 204, 294. — Loi du 18 juillet 1881. (Corporations et apprentis en), XVI, 156. — Projet de loi sur la pension des vieux ouvriers, XX, 181. — Exécution de l'assurance obligatoire, 182. — La protection des enfants en Allemagne, 257.

ALLIANCE UNIVERSELLE (Comité de l') VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.

ALSACE-LORRAINE (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 516. — Dépoulation industrielle, IX, 95. — Toast à la ville de Mulhouse, XII, 460. — (Association d'), XIII, 477. — (Influence de

l'anonymat sur les Institutions ouvrières en), XV, 401.

ALSACIENS-LORRAINS (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsoln, V, 30. — (Les apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'exposition de la), XI, 387.

AMEUBLEMENT (Chambre syndicale de l'). — Distribution des prix, XIX, 327. (Voy. *Chambres syndicales, Ecole professionnelle.*)

AMIENS (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 284. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.

Amigues (M. Jules). Article sur la *Société de protection* à propos de la séance de la *Société patron. des fleurs et plumes*, V, 245.

AMIS DE L'ENFANCE. — (Voy. *Société des Amis de l'enfance.*)

AMSTERDAM (Participation de la Société à l'Exposition Internationale d') médaille d'or obtenue, XVI, 255.

ANGENS (Patronage de N.-D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288; II, 341.

ANGLETERRE (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — (Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'inspection des manufactures en), 430. — (De l'inspection du travail des enfants en), III, 10 à 40. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232; de M. Baker, 237. — (Etat des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — Industrial schools, 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 483; IX, 96, 344, 630. — (Le contrat d'apprentissage en), X, 379. (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail

dans les manufactures en), XII, 83. — (Gain des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301. — L'asile pour les enfants en convalescence à Norbiton, V. *Apprentissage*, 461. — Loi sur la responsabilité des accidents, XIII, 413. — Statistique des accidents de fabrique, XIV, 98. — La loi française du 7 décembre 1874 comparée à l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enfance abandonnée ou coupable (en) XV, 80. — Tableau statistique des accidents (en), année 1880, 177. — (Organisation et rémunération de l'inspection en), 310, 255. — (Les inconvénients de l'apprentissage nomade en) XV, 404. — Analyse du rapport de l'inspection anglaise, exercice 1882, XVI, 335. — (Tableau des accidents en) 1881, 339. — En 1883, XVIII, 206. — En 1884, XIX, 58. — (V. *Nouvelle-Angleterre*.)

ANNONAY. Communauté des Dames de la Providence, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.

Anthoine (M.), inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 303.

ANZIN (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.

* APPRENTIS (Legs en faveur d'), I, 268 — de l'imprimerie Chaix, II, 84; — de M. Lemaire, 86. — (Notice sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (Comité de placement des) (Voy. *Comités*); voy. aussi *Enfants*, *Pensions*, *Maison d'apprentis*, *Lits*, *Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements. (Rapport sur la réglementation de la condition des), XII, 425. — (Proposition sur l'établissement d'un tableau

d'honneur des) XIII, 363. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, par M. J. Périn, XIV, 13). — (La question des), XVI, 247. — Les apprenties sourdes-muettes de Laon, XVI, 294. — Les apprentis en Danemark, lois et institutions, XVII, 221. — Le patronage des apprentis de Chaumont par M. E. Nusse, XIX, 351. — Apprentis de la maison Lemaire, XX, 233. (V. *Patronage*.)

APPRENTIS ÉTRANGERS (Patronage des), III, 398.

APPRENTIS MUTILÉS (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secourus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30; XI, 332, 334.

APPRENTIS VICTIMES d'accidents; de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. — D'accidents, 128; VI, 433; VII, 192. VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.

APPRENTISSAGE (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemins de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l'), par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs, 33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du XII^e au XV^e siècle, 40. — Du XVI^e à la fin du XVII^e siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiclard, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d'), V, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — (Projet d'une école d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — (*Formule* du contrat d'), 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d') dans le droit anglais, par M. E. Nusse, 379. — (De l') dans les métiers du bâtiment, par E. Flamant, XII, 445. — (Rapport sur ses résultats et sur le projet de loi des écoles d') par M. E. Nusse, XIII, 403. — Note

historique (sur l'). par M. J. Périn XIV, 323. — Société (d') des jeunes orphelins, 286. — Les inconvénients de (l') moderne, XV, 404. — (Les causes de décadence de l'), XVI, 85. — Apprentissage et Corporations en Allemagne, 156. — En Norvège, 157. — Les institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage, XVII, 364. — Influence des associations coopératives (sur l'). — 376. — Recrutement (de l') Fleurs, 445. — Dans la dentelle, 467. — L'apprentissage, 469. — Des meilleurs moyens législatifs pour relever (l'), par M. Nusse, XVIII, 115. — Discussion de ce rapport, XIX, 26. — Résumé de cette discussion, par M. Faustin Hélie, 70. — Enquête professionnelle (sur l'), 145. — Apprentissage manuel, 267. — Sanctions du contrat, 282, 285. — Manuel, 369. — Dans le temps passé (Juliette Parent) des fleurs et plumes, 371. Sanctions du contrat, XX, 17. — (L') d'après le livre des monographies professionnelles de M. J. Barberet, XX, 55-152. — (L') au congrès de Bordeaux, 176. V. *Association, Patronage, Placement, Société*.

ARBRES de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XIII, 10, 436; XIII, 410.

ARCHEVÊQUE DE PARIS (Mgr l'). Son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.

Arlès-Dufour (M.), censeur de la Société, en 1867, I, 35.

ARMÉE DE TERRE (Institution de l'État pour les enfants de l'). III, 114.

Arnault (M. l'abbé). Observations sur le travail, II, 237.

ANQUEBUSIERS-ARMURIERS, XX, 55.

ARRAS (Maison d'apprentis fondée par le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.

Arnonsohn (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.

ASILES d'enfants à New-York, VII, 47. A Norbiton (Angleterre) pour les enfants convalescents, XII, 461.

ASSISTANCE JUDICIAIRE, V, 35. — (Règlements et bureau du Comité de l'), VII, 68, 172, 204, 489; VIII 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire*.)

ASSISTANCES PATERNELLES. — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52. — (Note sur les Sociétés d'), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, 184, X, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 405, 609; XI, 376. — Patronage des apprentis tapisseries XII, 13; — des fleurs et plumes, XII, 70. — *idem*, distribution des prix, 204. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).

ASSISTANCE PUBLIQUE, à Paris, IX, 516. — (Rapport du directeur de l') sur le service des enfants moralement abandonnés, XIV, 333. — *Idem*, 1881, XVI, 331. — Les Enfants assistés en Algérie, XVI, 171. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur les enfants moralement abandonnés en 1882, 265. — Enfants assistés en Algérie XVII, 240, 241. — Enfants assistés, XIX, 266.

ASSOCIATION pour le placement en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, XV, 285. Prix, XVIII 201. XIX, 104, discours de M. Nusse. — *Id.* 1887. *discours* de M. Nusse, XX, 131. — Distribution de prix, discours de M. Nusse, XXI, 203.

ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique (Statuts de l'), II, 238; VII, 393. — (Voy. *Accidents*.)

ASSOCIATION pour la réforme du travail des enfants, III, 306.

ASSOCIATION PARISIENNE pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique XVII, 111. — Comment sa filiation se rattache au Comité des accidents de fabrique de la Société de protection des apprentis, 121, 385. (Voy. *Société*.)

ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE, XX, 38.

ASSOCIATION POLYTECHNIQUE, liste des cours, VII, 555.

- ASSURANCES** (Loi sur les Caisses d'), II, 455. — L'assurance en Allemagne contre les accidents, XIV, 203, 294 — première application de la loi et compte rendu, XX, 182. — Des ouvriers contre les accidents, XXI, 221.
- ATELIER** (L'), annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311. — (L'enfant et l'), conférence par M. Fliehe, XIX, 182. — D'aveugles, XVI, 244.
- ATELIERS D'APPRENTISSAGE** (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.
- ATELIER en voyage** (Un), récit, IV, 60
- ATELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295; — pour les jeunes filles, XI, 294.
- ATELIERS-MODÈLES** (Notice sur les), II, 266. — (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 136.
- ATELIERS INSALUBRES**, IX, 578.
- AUCH** (Œuvre des apprentis fondée par M^{lle} Debus), I, 294.
- AUTRICHE** (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451. Loi sur le travail des enfants dans les mines, XIX, 365. — Loi du 8 mars 1885 sur l'Industrie, XX, 240.
- AVANT-PROPOS** sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la *Société*, I, 3.
- AVEUGLES** (École enfantine d'), XVI, 161. — (Ateliers d'), 244. — École Braille, XIX, 271.

B

- BACCARAT** (La Cristallerie de), I, 299 — Sa pension d'apprentis, VII, 335 390. — (*Voy. Cristalleries, Verreries*).
- Baines** (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.
- Baker** (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. —
- De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.
- BALANCIERS**, XX, 56.
- BALE** (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.
- Bamberger** (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.
- Bapterosses** (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche), V, 78; VI, 390.
- Baras** (M.), instituteur à Liancourt. Son rapport sur les institutions scolaires et de prévoyance de la maison Ph. Latour, XIV, 288.
- Barberet** (J.). L'apprentissage d'après son livre sur les monographies professionnelles, XX, 55-152.
- Barbier** (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.
- Barreswil** (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.
- Barret** (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire considérée au point de vue religieux*, XII, 117.
- BATIMENT** (De l'apprentissage dans les métiers du), par E. Flamant, XII, 445.
- Bauduz** (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, IX, 250.
- Baumert** (M. l'abbé), s.-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.
- Beaulieu** (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.
- Beauvais** (*Œuvre du Sacré-Cœur à*), III, 90. — (*Autres Œuvres à*), 92,

BELGIQUE (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12. — Association pour la réforme du travail en), 306. — (Travail des enfants en), V, 317. — (Les enfants dans les mines à charbon en), 320. — (Projet de loi sur le travail des enfants en), 400. — (Rapport sur l'industrie de la houille en), VI, 521 (Caisse d'épargne en), VII, 539. — (Congrès d'hygiène en), VIII, 484. — Congrès de Bruxelles, X, 167. — (Travail des enfants dans les mines en), XI, 382. — (Ecole d'Art décoratif en), XII, 390. — (L'enseignement professionnel et industriel en), 465. — Commission du travail (en), XX, 183. — Loi protectrice des travailleurs, 208. — Loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, XXIII, 311.

Bellay (M. de). Sa lettre sur l'œuvre d'adoption des petites filles abandonnées, fondée par M^{me} Tarbé des Sablons, XXIII, 139.

Benoit-Germain (M. E.). Sa lettre sur les concours d'apprentis institués par les Prud'hommes de Nîmes, XXII, 258.

Bérard (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — Exposés et comptes rendus financiers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487. — Rapport au Comité consultatif des Arts et Manufactures sur l'interdiction du travail des enfants dans l'industrie des couvreurs et plombiers pour

toitures, XVI, 278. — Rapport au même Comité sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Conférence sur l'application aux enfants travaillant dans la verrerie de la loi du 19 mai 1874 et le soufflage mécanique du verre, 123. — La Verrerie de Folembay (par M.) XVIII, 266. — Industries ayant pour objet de dégager des poussières, travail des chiffons, os, corne, nacre, (par M.) 371. — Le travail des enfants à l'étirage de la verge de tréfilerie, XIX, 357. — Id. dans les verreries, XX, 51. — Commentaire sur les dangers du laminage des verges de tréfilerie, XXI, 243. — Lettre relative à l'Exposition générale allemande de tous les moyens d'empêcher les accidents, XXII, 142.

Bérard (A.). Sur l'Exposition universelle de protection contre les accidents à Berlin, XXII, 368.

Berger (M. Gustave). Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie, V, 224 à 240. — Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de la Tutelle, 294 et suiv. — Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisse d'épargne scolaires, à Paris et en province: à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de M. Chaix, VIII, 366. — Sur l'école technique de l'Horlogerie, IX, 168. — Quelques observations à propos de l'arrêté du 10 août 1877 de M. le Préfet de la Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris, XI, 172. — Monographie de l'apprentissage français, à l'Exposition de l'Economie sociale, XXII, 480.

Bernot (M.), président fondateur de la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes, inaugure cette Société; son discours, XIV, 383. — Son article sur l'Orphelinat de Saint-Martin des Vignes, XV, 143.

Berthier (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Président de l'Œuvre des Lits d'apprentis, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.

Beslay (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.

Beudant (M.), conseiller municipal de Paris. Extrait de son rapport au Conseil municipal sur les ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les écoles d'apprentis, 281. — (Voy. *Ateliers-modèles*.)

BIBLIOTHÈQUES des Patronages (envois délivrés aux), II, 282. — Des apprentis israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — Rapport sur l'*Œuvre des*, III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36; — populaires (communication de M. Hennequin sur les), V, 342; — spéciale de la *Société de protection* (création de la), V, 397. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476. 565; VIII, 3 8, 409. — Bibliothèques communales, 497, 506; d'apprentis, IX, 104; 358. — Livres : M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefebvre, *Questions vitales*, X, 639. — M. Tallon Eug., *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89; — Dubail (M.), *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France*, XI, 110. — Rapport de M. Lefebvre sur les bibliothèques d'apprentis, 132. — M. Jules Lallois, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295. — M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, 392. — M. Victor Bohert, *La Participation aux bénéfices*, 392; — M. le docteur Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeunesse*, 395; — MM. Joret-Desclousiers et Ch. Beaufrand, *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie*, 706. — MM. J. Hayem et J. Périn, *Traité du contrat d'apprentissage*; MM. Jules Périn et E. Nasse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie* — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de salimbanques*, XI, 564; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale* (*Les lois*

fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'État), XII, 98; — M. J. Barret, *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117. — M. Hubert Valcroix, *Etude sur les diverses législations qui régissent le travail des enfants et des femmes employés dans l'industrie*, XIII, 107, M. G. Bruno, *Francinet*, XII, 406. — *La science pénitentiaire au congrès de Stockholm*, MM. Fernand Desportes et Léon Lefebvre, XIV, 207. — Marie Lacroix, *Jeanne*, XIX, 179. — Tallon, *Manuel pratique*, 3^e éd., XVIII, 93. — M. Charles Constans, *Petit Code de l'apprenti et du patron*, XIX, 142.

BIDACHE (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.

BIJOUTERIE ET ORFÈVRE (Statuts de la *Société des enfants de la*), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette école, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362. — *Idem*, XIII, 79. — *Idem*, XVI, 315. — *Idem*, XIX, 46, 324. — Ecole (de la), XX, 43.

BIJOUTERIE-IMITATION (Chambre syndicale de la), X, 366. — Compte rendu des travaux de l'année 1876, 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une école gratuite de dessin par la Chambre syndicale de la), IX, 164, 322; X, 366, 369. — (Distribution des prix de l'école de dessin de la), XIII, 93. — (Assemblées de la), XV, 397; XVI, 63, 75, 131; XVII, 78; 442; XVIII, 37, 64, 178. — Prix, 202. — (Assemblée de la), 249. — *Idem*, 360. — XIX, 35. — 46. — 95. — 97, 100. — 246. — 249. — Assemblée, XX, 31. — 35. — Prix, 35. — (Ecole de la), 44. — Séance, 109. — *Idem*, 119. — Inauguration officielle de la nouvelle école professionnelle, XXII, 105. — Rapport relatif à ladite, XXII,

223. — Distribution de prix, XXII, 233. — Rapport de la commission de l'école de dessin, XXII, 352. — Séance du 5 novembre 1889, XXIII, 94. — Séance du 4 décembre 1889, XXIII, 229. — Séance du 5 février 1890, XXIII, 237. — Assemblée générale du 5 mars 1890, XXIII, 241. — Séance du 4 juin 1890, XXIII, 581. — Séance du 2 juillet 1890, XXIII, 585.
- BIJOUTIERS** (Apprentis), XX, 57.
- BILLETES** (L'Orphelinat luthérien des), I, 295 ; IV, 30.
- Blanc** (M. Louis). *Le Droit de protection sociale*, VII, 420.
- Blanchon** (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305 ; II, 392.
- BLANZY** (C^{ie} des mines de), I, 300.
- Blot et Drouard** (Caisse de secours et de retraite du personnel de la Maison), VIII, 359.
- Bohert** (M.), auteur de *la Participation aux bénéfices*, XI, 392.
- Bois** (M. Victor). Sa lecture sur la vie de *Stephenson*, par Samuel Smiles, III, 40.
- Bonjean** (Georges), fondateur de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, XIII, 479. — Vice-président de la Société de protection des apprentis, XV, 4 et 17. — L'Œuvre de (M.), rapport par M. Nusse, 133. — Lettre sur l'Ecole Industrielle de la rue Clavel, XVIII, 35.
- Bonne** (M. Ch.), avoué, à Bar-le-Duc. (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'Etat*, XII, 98.
- Bonnechose** (Mgr de). Discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.
- BONNETERIE** (Chambre syndicale de la), école française de bonneterie, XXII, 227.
- BON-PASTEUR** (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon pour les dames du), III, 88.
- BORDEAUX**, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.
- Boudrand**, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.
- BOULANGERIE**, XX, 64.
- BOULOGNE-SUR-MER**. Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.
- BOURG D'AULT** (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.
- Bourreuil** (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'Agriculture, etc. Vice-Président d'honneur en 1867, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.
- Bouteiller** (M. de). Son allocution, comme délégué du conseil municipal à la séance extraordinaire du 30 juillet 1882. (6^e fête de l'Enfance ouvrière), XV, 207.
- Boyer** (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.
- BRASSERIE**, voir *Cafés*.
- BREST** (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.
- Breton** (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de), 407.
- BRONZE ET MÉTAUX** (Détermination sur les enfants des Chambres des). III, 421. — Cours, XIX, 59. — Instruction professionnelle, XX, 65.
- BRUXELLES** (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à), IX, 533.
- Buisson**. *Rapport sur l'instruction primaire* à l'Exposition de Vienne, IX, 483.
- Buisson** (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.
- Burat** (M.). Rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

C

- CABARETIER** (Danger pour l'apprenti), VI, 333.
- CACHETOUT** (V. *Accidents de fabrique*).
- Cacheux** (M. E.). État actuel en France du Patronage et de l'enseignement des apprentis, XXII, 536.

- CAEN.** Orphelinat avec apprentissage, I, 290.
- Cafés et brasseries** (De l'emploi de filles mineures dans les), par M. Faustin Hélie, XVI, 18. — Projet d'arrêt d'interdiction de l'emploi des mineures (dans les), XVIII, 110.
- Caille** (Patronage dirigé par M.), I, 288.
- CAISSES D'ASSURANCE**, en cas d'accidents (Loi relative à la création de) II, 455.
- CAISSES des Écoles**, I, 213. — (Situation des), II, 455. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des), 67; — des II^e et XIX^e arrondiss^{ts} de Paris, 70. — (Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73. — (Circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76. — (Création d'une), à Versailles, III, 422. — (Assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les), et l'Enseignement professionnel, XI, 90, 287. — (Situation de la) au 1^{er} juin 1878, XII, 95. — (Statuts de la) du II^e arrondissement, 402. — (Circulaire de la Société à MM. les Présidents des), XIV, 134.
- CAISSES D'ÉPARGNE** en Belgique, VII, 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des) VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établissement de *la Tutelle*, 373; — chez M. Chaix, 375, 534; — de Saint-Nicolas, IX, 94; X, 394.
- CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES** (Communication de M. de Malaree sur les), VII, 417, 498; X, 394.
- CAISSE** de patronage. (V. *Patronage*.)
- CAISSES** de PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Touage de la Seine, X, 193.
- CAISSES** de RETRAITE, de secours, d'assurances, à l'Ecole professionnelle des typographes de M. Chaix, VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.
- CALIFORNIE** (Les Écoles en), VII, 184.
- CALVADOS** (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.
- CAMPAGNES** de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.
- CANADA.** Projet de *Réforme* de la législation ouvrière; travail des enfants, XVI, 235.
- Carriot** (M.). Rapport sur l'enseignement professionnel, XV, 46.
- CARROSSERIE**. — V. Société d'Instruction. — Apprentissage, XX, 166.
- CARTONNAGE**, voir *Papiers*.
- CASTRES** (Tarn) (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.
- CAUTERETS** (Maison hospitalière de), (Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.
- CÉRAMIQUE** (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394. — Apprentissage de la céramique, XX, 75.
- CERCLE DES JEUNES OUVRIERS**, dirigé à Paris par M. Maignen, I, 289.
- CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE** (Directeur, le Rev. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.
- CERNAY.** Orphelinat, II, 334.
- Cerfberr** (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.
- CERTIFICATS** d'études (sujet de composition pour), V, 327.
- Chaix** (M. A.). Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de M.), I, 173. — (Maison de M.), 304. — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — (L'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heures de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.),

VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis, chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — Distribution des prix à l'Ecole professionnelle XIV, 399; XV, 391; XVI, 80, 314. — Participation aux bénéfices de l'imprimerie, XVII, 381. — Distribution des prix, XVIII, 67. — 363 (Voy. *Typographes.*)

Chaix, fils (M. A.). Rapport sur les finances de la Société (Exercice 1889) et projet de budget (exercice 1890).

CHALES (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.

CHAMBÉRY (Établissement de sourds-muets à), III, 275.

CHAMBRES SYNDICALES (Protection accordée aux apprentis par les), II, 288. — (Notions sur les Œuvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256; — de l'Ameublement, XI, 239; XII, 71; — des Appareils de chauffage, VII, 532; VIII, 452; IX, 92; — des Arts et Industries appliquées au culte et aux édifices religieux, XI, 239; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355; IX, 164, 322; X, 366. — (Distribution des prix de l'Ecole de dessin de la), 369; XI, 242; XII, 72, 369; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246; — de la Bouche-rie, VIII, 452; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79; — de la Chaussure, IX, 168; X, 280; — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80; — des Doreurs, Miroitiers et Ornementalistes, XII, 377; — des Emballeurs, VIII, 512; IX, 93; X, 82; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279; — des Fleurs et Plumes, VII, 166; IX, 605; X, 82; XII, 378; — de la Fumisterie, VIII, 359, 453, 515; IX, 83; — de la Ganterie, IX, 168; X, 84; — de l'Horlogerie, IX, 168; X, 281; — des Instruments et appareils de l'art médical, XI, 248; XII, 74; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181; XI, 252;

XII, 75, 201; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs, etc., VI, 407; — du Papier et des industries qui le transforment, VII, 437; VIII, 352; IV, 92; 187, 322, 501; X, 85, 148, 270; XI, 25, 386; XII, 76. — (Distribution des prix aux apprentis du), 198, 207, 370; — de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans, VIII, 517; XI, 254; — des Pâtisseries, XII, 210, 303; — de la Tabletterie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323; X, 161; XI, 259; des Tapissiers, IV, 12; V, 280; VII, 165, 532; IX, 534; — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161; — des Doreurs, Miroitiers, Ornementalistes, XII, 448; — des Pâtisseries, 450; — de la Bijouterie-imitation, XIII, 74; — des Doreurs Ornementalistes, *ibid.*; des Fleurs, Plumes et modes, 75; — des Instruments et appareils de l'art médical, 77; — des Sculpteurs Ornementalistes, *ibid.*; — de l'Ameublement, 206; — de la Bijouterie-imitation; — de la Bonneterie en gros; — de la Brosserie, 207; — de la Confection pour dames et enfants; — des Doreurs Ornementalistes, Miroitiers et Encadreur, 208; — des Fabricants d'appareils à gaz; — des Fils et toiles de lin; — des Fleurs, plumes et modes, 209; — de l'Horlogerie, 211; — du Papier, règlement sur le concours des apprentis, 211; — des Entrepreneurs de couverture, XIII, 411; — de la Maroquinerie et gainerie, XIV, 78; — de la Photographie, 81; — des Marchands tailleurs, 82; — de la Bijouterie-imitation, 87; — de la Passementerie, 162; — de la Maroquinerie, 162; — des Pâtisseries, 163; — des Fabricants d'appareils d'éclairage, 171; — de la Bijouterie-imitation, 171; — des Corsets, 172. — L'Enseignement professionnel ouvrier (par les), 222. — Chambre de la passementerie, 255; — des Pâtisseries, 255; — de la Maroquinerie, 257; — de la Serrurerie, — des Marchands-tailleurs, 394; — de la Passementerie, de la Photographie, 395; — des Emballeurs, de la Passementerie, XV, 78; — des Fabricants de lampes et ferblanterie, 155; — des Fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 156; — des Corsets et accessoires, 157; 158, 160; — de la Bijouterie-imita-

tion, 161, 163; — de la Photographie, 165; — de la Maroquinerie et gainerie, 169; — de la Passementerie, 171; — des Emballeurs, 172; — de la Maroquinerie, 298; — des Fabricants de lampes et ferblanterie, 299; — des Chaudronniers étameurs, 299; — de la Passementerie, 300; — des Marchands tailleurs, 301; — de la Maroquinerie, 301. — des Fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 302; — des Marchands tailleurs, 394; — de la Passementerie, 395; — Maroquinerie, gainerie, 396; — Chaudronniers-étameurs, 397; — des Dentelles, tulles, broderies, 398; — des Fabricants d'appareils d'éclairage, XVI, 61; — des Corsets, *ibidem*; — de la Maroquinerie, 65; — de la Passementerie, 66; — des Industries diverses, 66; — des Corsets, 74; — des Ouvriers jardiniers, 79; — des Corsets, 125; — de la Photographie, 128; — Syndicat général, 138; — Ouvriers tisseurs de Lyon, 145; — Chaulleurs-mécaniciens, 146; — Maroquinerie, 198; — Lampistes-ferblantiers, 199; — Layetiers-emballeurs, 206; — Doreurs-encadreur, 207; — Corsets, 207; — Chaudronniers, 208; — Corsets, 212; — Maroquinerie, 213; — Chaussure, 216; — Passementerie, 298; — Appareils à gaz, 299; — Chaussure, 303; — Bijouterie-imitation, 304; — Syndicat général, *ibidem*; — Corsets, 310; — Grains et farines, *ibidem*; — Prix de la Chambre des dentelles, 311; — Photographie, XVII, 69; — Corsets, 69; — Marchands tailleurs, 70; — Passementerie, 73; — Bronze-imitation, 73; — Négociants-Commissionnaires, 74; — Corsets, 79; — Syndicat général, 83; — Corsets, 90; — Ferblantiers-lampistes, 90; — Marchands tailleurs, 173, 182, 187; — Ganterie, 190; — Maroquinerie, 192; — Corsets, 193; — Confection, 194; — Chapeaux de paille, 194; — Tailleurs, 197; — Des ouvriers en voitures, distribution des prix, 199; — Syndicat général, 337; — Tailleurs, 338; — Mégissiers, 338; — Chapellerie, 340; — Chaussure en gros, *ibidem*; — Ferblantiers-lampistes, 343; — Brosserie, 344; — Ganterie, 346; — Syndicat général, 347; — Emballeurs, 348; — Corsets, 350; — Chemisiers, 351; — Passementerie,

353; — Ferblantiers-lampistes, 354; — Chapeaux de paille, 354; — Chambres syndicales ouvrières; leurs créations en matière d'apprentissage, 364; — Marchands tailleurs, 441; — Ferblantiers, 442; — Passementerie, 449; — Diamants, 450; — Grains, farines, 451; — Confection, 452; — Diamants, XVIII, 37, — Maroquinerie, 38; — Bonneterie, 50; — Passementerie, 53; — Tailleurs, 54; — Dentelles, 63; — Corsets, 66; — Chapeaux de paille, 67; — Tailleurs, 67; — Emballeurs, 178; — Confection, 179; — Corsets, 179; — Tailleurs, 185; — Ganterie, 190; — Tailleurs, 190; — Passementerie, 192; — Maroquinerie, 193; — Corsets, 193; — Grains, 197; — Syndicat général, 197; — Confection, 199; — Tailleurs, 233; — Corsets, 234; — Tailleurs, 234; — Passementerie, 236; — Corsets, 237; — Enseignement libre, 238; — Grains, 245; — Industries électriques, 245; — Diamants, 248; — Enseignement libre, 249; — Ouvrier pensionnaire de la Chambre de l'ameublement, 300. — Passementerie, 360; — Dentelles, 361; — Tailleurs, XIX, 31; — Instruments de l'art médical, 35; — Fabricants de lampes, 35; — Tailleurs, 44, 45; — Corsets, 45; — Tailleurs, 95; Corsets, 98; — Pelleterie, 100; — Dentelles, prix 102; — Tailleurs, 244; — Corsets, 248; — Dentelles, 249; — Instruments de l'art médical, 252; — Tailleurs, 316, 320; — Corsets, 321; — Ameublement, distribution de prix, 327; — Congrès des chambres syndicales en 1886 et rapport des délégués de la Société de Protection, XX, 12; — Tailleurs, 20; — Enseignement libre et laïque, 20; — Tailleurs, 21; — Bonneterie, 22; — Passementerie, 30; — Bijouterie-imitation, 31; — Corsets, 32; — Bonneterie, 33; — Tailleurs, 33; — Corsets, 34; — Chapellerie, 34, 109; — Corsets, 113; — Passementerie, 113; — Bonneterie, 114; — Graveurs, 116; — Tailleurs, 118; — Industries diverses, 120; — Passementerie, 124; — Corsets, 124; — Congrès (des) ouvriers d'Algérie, 183; — Chemisiers, 190; — Industries diverses; exposé de l'enseignement professionnel, 191; — Bonneterie, 212; — Tailleurs, 214; — Graveurs, 214; — Tailleurs, 215; — des industries diverses; Enseigne-

ment professionnel à l'école ou à l'atelier, 269. — *Bijouterie imitation*, 280; *Papier et industries qui le transforment*; — Rapport de M. Chapuis, 281; — Marchands tailleurs de Paris, 284; — Tapisseries, distribution des prix, 284; — Bijouterie, joaillerie, 285; — Bijouterie-imitation, séance du 4 novembre 1887; — Composition du bureau de revision pour règlement de l'école de dessin, XXI, 22; — du papier et industries qui le transforment; — Rapport de M. Chapuis sur l'exercice 1886-1887, XXI, 23; — Ganterie, peaux pour gants, séance du 12 décembre 1887, 52; — des marchands tailleurs de Paris, 53, 56, 152; — Bijouterie-imitation. — Rapport sur l'école de dessin, 153; — Récompenses, 169; — Papier et industries qui le transforment. Rapport de M. Chapuis, 174; — Ganterie et peaux pour gants, 176; — du papier et des industries qui le transforment, 176; — Maîtres tailleurs de Paris, 177 et 178; — passementerie, mercerie, boutons et rubans, 180; — Graveurs en tous genres, 181; — Maîtres tailleurs de Paris, 191; — Bijouterie-imitation, 193; — Maîtres tailleurs de Paris, 196, 197, 209; — Graveurs en tous genres, 202; — du papier et des industries qui le transforment, 219; — Assistance paternelle des fleurs et plumes, XXII, 89. — Graveurs en tous genres, XXII, 103. — Papier et industries qui le transforment, XXII, 103. — Bijouterie-imitation, XXII, 105. — Papier et industries qui le transforment, XXII, 107 et 220. — Assistance paternelle des fleurs et plumes, XXII, 221. — Bijouterie-imitation, XXII, 223. — Papier et industries qui le transforment, XXII, 224. — Bonneterie, XXII, 227. — Papier et industries qui le transforment XXIII, 230 et 232. — Bijouterie-imitation, XXII, 352. — Papier et industries qui le transforment, XXII, 360. — Gravures en tous genres, XXIII, 87. — Papier et industries qui le transforment, XXIII, 90. — Bijouterie-imitation, XXIII, 94. — Fleurs et plumes, XXIII, 95. — Graveurs en tous genres, XXIII, 228. — Bijouterie-imitation, XXIII, 229. — Graveurs en tous genres, XXIII, 231. — Papier et industries qui le transfor-

ment, XXIII, 233. — Bijouterie-imitation, XXIII, 237. — Graveurs en tous genres, XXIII, 240. — Bijouterie-imitation, XXIII, 241. — Papier et industries qui le transforment, XXIII, 251. — Papier et industries qui le transforment, XXIII, 580. — Bijouterie-imitation, XXIII, 581. — Papier et industries qui le transforment, XXIII, 583. — Bijouterie-imitation, XXIII, 585. — Graveurs en tous genres, XXIII, 586. — (Voy. *Horlogerie, Papier, Fleurs et plumes, Bijouterie-imitation*.)

CHAPELLERIE, l'apprentissage (de la), XX, 152. — (V. *Ecole professionnelle*.)

Chapin (M. Williams). Sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (Note sur les Fabriques de), 411.

Chapuis. — Rapport à la séance du 7 octobre 1887, XX, 281. — Rapport sur l'exercice 1886-1887, XXI, 23; — Rapport, 174.

Chardin (La fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387; VII, 393.

CHARITÉ MATERNELLE (Société de), son histoire, VIII, 307.

CHARPENTIER ET SCIEURS DE LONG; enseignement professionnel, XX, 154.

CHARRONS. (V. *Carrosserie*)

Charton (M. Edouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

CHARTRES (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.

Château (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.

CHATILLON ET COMMENTRY (L'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.

CHAUDRONNIERS, apprentissage, XX, 171.

CHAUFFAGE (Chambre syndicale du), IX, 92.

CHAUFFEURS, CONDUCTEURS, MÉCANICIENS, leurs cours professionnels, XVII, 364; — XVIII, 301.

Chauffon (M. A.). L'assurance contre les accidents industriels, XXIII, 112.

CHAUMONT, le Patronage des apprentis (de), par M. E. Nusse, XIX, 351.

Chaurand (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.

Chauveau-Lagarde (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213; V, 37. — Article nécrologique, XIV, 30.

CHEMINS DE FER (Apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324. — Dans celle du Nord, XVIII, 70. — Distribution des prix en 1885, XVIII, 260.

Chevalier (M. Michel), membre de l'Institut, Censeur de la Société en 1867, I, 35.

Cheysson (M.), ingénieur en chef des ponts et chaussées. — Assurance des ouvriers contre les accidents, XXI, 221.

CHIFFONS (V.) *Poussière*.

CHINE. — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.

CHRONIQUE. — L'apprentissage, XX, 292; — L'école d'ameublement, 293; — Les écoles d'enfants de troupe, 293; — Institutions en faveur de l'enfance, 294; — en Russie, 296; — Enquête ouvrière en Hollande, 296; — Propagande coopérative par les femmes, 297; — Association contre les accidents en Suisse, 297; — Lois protectrices des travailleurs; — Cours publics pour apprentis en Suisse, XXI, 93. *Voir* **SUISSE**; — Enfance abandonnée, XXI, 94; — Asile-ouvroir municipal, 236; — Cours professionnel du chemin de fer du Nord, 236; — Fleurs et plumes, 237; — Association des industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents. — La responsabilité en matière d'accidents de fabrique, XXII, 153. — Les accidents du travail, XXII, 157. — Mesures populaires, XXII, 158. — Cours professionnels, XXII, 262. — Les écoles professionnelles, XXII, 264. — L'enseignement technique à l'Exposition universelle de 1889, XXII, 371. — Une récompense bien attribuée, XXII, 390. — Création en France d'une école coloniale, XXII, 538. — Le Congrès du Commerce et de l'Industrie, par M. Léon Ducret, de la Chambre syndicale des Industries diverses, XXIII, 144. — Les Arts graphiques à l'Exposition de 1889,

par M. Edouard Duruy, XXIII, 157. — Conseils des Prud'hommes, XXIII, 169. — Un atelier socialiste, XXIII, 170. — Le livre de raison d'un ouvrier, XXIII, 174. — L'hygiène de l'adolescence, par M. le Dr Georges, XXIII, 177. — Les professions en France, XXIII, 323. — Le Travail des enfants au Parlement espagnol, XXIII, 324. — Les revendications ouvrières, au point de vue de l'hygiène, par le Dr Napias, XXIII, 324. — L'Episcopat français et le socialisme d'Etat, XXIII, 513. — L'atelier, XXIII, 515. — L'Ecole nationale des arts industriels de Roubaix, XXIII, 603.

Instructions sur les moteurs industriels, 378; — le saint et noble ordre des Chevaliers du travail, 392; — Exposition universelle de 1889, 398; — les bourses commerciales, 399.

CIRCULAIRE du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'étude exigé par la loi du 19 mai 1874, X, 411; — du Ministre de la justice sur les procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 413; — du Ministre de l'intérieur aux préfets, XI, 28; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158; — du Ministre de la justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352, du Ministre du commerce sur le certificat dit abrégé XIX, 20. — (*Voy. Ministres.*)

CLASSES LABORIEUSES (Enquête sur la condition des), V, 82. — Libertinage, VI, 455.

CLASSES SPÉCIALES pour apprentis (Lettre du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (*Voy. Ecoles.*)

Claude (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.

Claye (M.), (Atelier d'instr. typographique de), III, 221. — (L'Œuvre de), IV, 28. — (Note sur l'atelier de), V, 369; VII, 391.

Clémendot (M.). Sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.

CLUNY (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.

CLUSES. — (V. *École d'hortogerie.*)

Cochin (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.

Cohadon (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154-305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M^{me}), II, 265. — (Compte rendu d'une visite à l'atelier de M^{me}), par M. Robiquet, I, 434. — (Emigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don fait par la Société à M^{me}), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}), VI, 448; VII, 394.

Colcombet (Victor). Notice nécrologique par M. Léon Durassier, XXIII, 508.

Colcombet frères (MM.), à Saint-Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubanerie de), II, 388; IX, 256.

COLLÈGE MUNICIPAL DE SAUMUR, XX, 39.

Collinot (M.). (Note sur l'atelier de), II, 271, 339.

COLONBIE. (V. *États-Unis de la.*)

Colombier (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 499. — Sa nécrologie, XII, 310.

COLONIE agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; — de Sainte-Foy (Rapport sur la), XII, 383; — d'orphelins, XVI, 161; — agricole et maritime de Belle-Ile-en-Mer, 286; scolaire, XVIII, 379.

COMITÉS de la Société: 1° de publication, 2° des recettes, 3° des dépenses (Liste des membres composant les), I, 34; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'ensei-

gnement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. — (Membres faisant partie des), XXIII, 11. — (Voy. *Comité des Accidents de fabrique, Comité des Institutrices de charité, Comité judiciaire, Comité des Sociétés d'assistance paternelle et Comité du placement des apprentis.*) **COMITÉ DES BIBLIOTHÈQUES.**

COMITÉ DES PUBLICATIONS (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE. — Donne naissance à l'Association parisienne pour prévenir les accidents de fabrique; XVII, 121; — Histoire, but, essais de statistique d'accidents, XVIII, 154. — (Voy. *Accidents de fabrique.*)

COMITÉ DES BIBLIOTHÈQUES. — Règlement, XX, 268.

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213. — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), V, 7, 127. — (Question sur le contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326, 422; XIII, 19, 120, 325, 401; XIV, 21, 25, 136, 236, 321; XV, 18, 100, 114, 260, 327; XVI, 13, 101, 177, 181, 259; XVII, 19, 133, 326, 329, 397. — (Constitution de Sociétés en vue de création d'écoles d'apprentissage), XV, 260; XVI, 13, 102, 177, 259. — Revision de la loi de 1874, XVII, 398; XVIII, 30. — Comptes rendus, XVIII, 29, 105, 109. — Réformes de l'apprentissage, discussion, 218-227. — Rapport du Comité judiciaire sur les dangers de la pornographie pour l'enfance, 375; Séance du 9 décembre 1885, XIX, 21, discussion sur les publications obscènes; — *idem*, 16 novembre 1885; — séance, 21 décembre 1885; — discussion sur les moyens de remédier à la décadence de l'apprentissage, 26; — *idem*, 1^{er} février 1886, 26. — Rapport de M. Faustin-Hélie sur les délibérations de ce Comité au sujet de mesures intéressant l'apprentissage, 70; — séance du 12 avril 1886; — discussion sur les livrets, 75. — Séance du 7 juin 1886; discussion sur les sanctions du contrat d'appren-

tissage 282. — Séance du 22 novembre 1886, même sujet, 285. — Séance du 27 décembre 1886, XX, 17. — Séance du 28 mars 1887, 92; — *idem*, du 25 avril 1887, 93. — Séance du 14 novembre 1887; danger de l'extension des fêtes foraines. — Discussion concernant la déclaration, par les patrons, des accidents arrivés à leurs ouvriers, 263. — Séance du 23 janvier 1888, XXI, 18. — Séance du 12 mars 1888; approbation de l'ordonnance du préfet de police interdisant le service des filles mineures dans les brasseries, 19; — Vouu tendant à maintenir les commissions locales, 20; — Séance du 23 janvier 1888, 103; — Rapport de M. Louiche-Desfontaines sur l'école municipale Diderot, 104. — Séance du 28 janvier 1889, par M. Félix Tournier, XXII, 57. — Rapport sur l'observation de la loi du 7-20 décembre 1874, par M. E. Milliot, XXII, 57. — Séances du 11 mars et du 3 juin 1889, par M. Félix Tournier, XXII, 167. — Séances du 18 novembre et du 3 décembre 1889, par M. Félix Tournier, XXII, 408. — Séance du 13 janvier 1890, par M. F. Tournier, XXIII, 71. — Séance du 9 juin 1890, par M. F. Tournier, XXIII, 193. — Séance du 10 novembre 1890, par M. F. Tournier, XXIII, 528.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ.
— (Voy. *Institutrices de charité*.)

COMITÉ DE PATRONAGE. — (Voy. *Patronage*.)

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS,
— (Voy. *Placement des apprentis*.)

COMMISSIONS dont se composait la Société: 1° des mines, agriculture; 2° imprimerie, papier; 3° bijouterie, horlogerie; 4° filature, tissage, impressions; 5° tissus divers; 6° confections diverses; 7° bâtiment; 8° ameublement et accessoires; 9° industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37; — du travail des enfants chargée d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES accordées par la Société. — (Rapport de

la), par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (Nomination de membre des), dans la Seine, VIII, 42; IX, 19, 136; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141; — dans la Manche, Eure, Orne, 296; — Calvados, Ille-et-Vilaine, 300; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302; — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304; — Finistère, Morbihan, 306; — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem*, du préfet de l'Ariège, 315. — Aveyron, Cantal, Tarn, 316. — Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424. — (*Bulletin des*), X, 21, 205. — (Rapport de la 2^e) de Paris, 21. — (Rapport de l'ancienne 4^e) de Paris, 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des Commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formation des), XI, 158. — (Rapport de la 8^e), présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de police par la 3^e) pour 1877, 344. — Article de M. Robiquet sur la protection de l'enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8^e), présenté par M. de Heredia au Conseil général de la Seine, 638. — (Compte rendu de la 5^e) (*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII^e arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45; — du III^e arrondissement, 157; — du VI^e arrondissement, 159; — du IX^e arrondissement, 163; — du XVII^e arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — (Instruction du Préfet de police sur les dépenses des), 363, 364. — (*Bulletin des*), rapport des Commissions locales avec les Inspecteurs du travail des enfants, 444. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65. — Réunion générale des présidents et des secrétaires du département de la Seine, 158. — Décision du Conseil général de la Seine sur leur composition, *ibid.* — Rapport des 1^{re}, 14^e, 17^e, 19^e, 21^e, 36^e Commissions locales, 165 et suivantes. — (Compte rendu des séances des) du département de Seine-et-Oise.

359. — (Recueil de décisions et instructions à l'usage des), XIII, 413. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 429. — *Idem*, XIV, 67. — Rapport de la 19^e Commission locale, 69; — de la Commission locale de l'arrondissement de Troyes, 155. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), XIV, 357. — *Idem*, XV, 56. — Extrait du rapport de la 21^e Commission locale, hommes, 269. — *Idem*, de celle de Troyes, 270. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 367; XVI, 37. — Observations de la XIX^e sur l'emploi des enfants dans les ateliers de force motrice, 49. — Les Commissions locales de la Seine par M. E. Nusse, XVI, 15. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 317. — *Idem*, XVII, 48. — 429. — (Note sur les) par M. F. Fabre, XVIII, 111. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 169. — *Idem*, 318; — *Idem*, XIX, 234. — Rapport de la Commission de Troyes, 307. — Lettre de la XIX^e commission locale au Conseil Général de la Seine, 311; — Réunion générale des présidents et secrétaires, des secrétaires XXI, 126. — *Idem*, 352. — *Idem*, XXII, 180. — Rapport de la Commission supérieure de la Seine pour 1887, XXII, 300. — Réunion générale des présidents, présidents et secrétaires des Commissions locales de la Seine, XXII, 334. — Rapports des dites pour l'année 1888. (Extraits), XXII, 432.
- COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619. — Rapport de M. le président; X, 7; XI, 337; XII, 342; XIII, 143, XIV, 113; XVII, 403; XVIII, 309, XIX, 291; XXII, 284; XXIII, 496.
- COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la), XII, 373. — *Idem*, exercice 1879, XIII, 414. — (Observations de M. le Dr Perrin devant la), sur l'inexécution de l'art. 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. — (Voy. *Travail des enfants*.)
- COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST, ses institutions en faveur de l'Enfance ouvrière, XIV, 284; ses trains scolaires d'apprentis et d'excursion pour ouvriers, XIX, 265.
- COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à) fondé par Napoléon I^{er}, I, 118.
- COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des) échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395; VI, 421.
- CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.
- CONDAMNATIONS (Relevés des) par le tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94; XI, 705. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.
- CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à), V, 390.
- CONFÉRENCE sur St Vincent de Paul, protecteur des apprentis, III, 483. Conférence professionnelle, XIV, 402. — Conférence de Troyes, XV, 87, 310.
- CONFÉRENCE DE BERLIN. (Protocole de la), XXIII, 317.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (Voy. *Orphelinats*.)
- CONGRÈS DE BORDEAUX (L'apprentissage au), XX, 176.
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT. — Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS DES CHAMBRES SYNDICALES, XX, 12. — ouvrières d'Algérie, 183; des *Chambres syndicales* de France, XXI, 39.
- CONGRÈS des instituteurs au Havre. Programme de travail manuel, XIX, 61.
- CONGRÈS DES OUVRIERS CUISINIERS, XX, 176.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL (Projet du). — De la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS OUVRIERS, IX, 632; XI, 291; XIII, 473.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE, XI, 557.
- CONGRÈS SOCIALISTE, XIV, 402.
- CONSEIL D'HYGIÈNE (Composition du), VIII, 535.

CONSEILS de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.

CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.

CONSEIL d'honneur et d'administration (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6; XIII, 12; XIV, 3; XV, 3; XVI, 3; XVII, 3; XVIII, 3; XIX, 3; XX, 3; XXI, 3; XXII, 5; XXIII, 9.

CONSEIL GÉNÉRAL de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; des 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 489, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Songeon, Leven, Dujarrrier et de Heredia, XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638, 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305. — Frais d'inspection du travail des enfants, 443.

CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.

CONSEILS GÉNÉRAUX. leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponse des) sur le travail des enfants, II, 126.

CONSEIL MUNICIPAL de Paris (Rapport au) sur la création d'une École d'apprentis, par M. Beudant, V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Sur la gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Mailhard, 701; — de M. Hovelacque, XIII, 305.

CONTRAT d'apprentissage, I, 16. — (Exemples d'exécution du), III, 217; V, 126. — (Extrait du *Traité du* par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — (Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)

CONTRAVENTIONS aux lois régissant le travail des enfants, XI, 329.

CONTREMAÎTRES faisant des Cours d'apprentis, II, 160.

Corbin (M. Henri). Note sur le travail des enfants dans les sucreries, II, 245.

Cordier (M.), député. Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.

CORRESPONDANCE. Lettre de M. Benoit-Germain relatifs aux concours d'apprentis institués par les prud'hommes de Nîmes, XXII, 258. — Lettre de M. de Bellay sur l'œuvre d'adoption des petites filles abandonnées fondée par M^{me} Tarbé des Sablons, XXIII, 139.

Cornudet (M. Michel). Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.

CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS (Anciennes), à Lyon, XI, 685, action moralisatrice (des), XIX, 147. Aux États-Unis, XX, 184.

COTON (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.

Coulon (M.), membre du *Comité judiciaire*. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.

Coulon (M. Henri). Rapport sur l'emploi des filles mineures dans les débits et autres lieux publics, XVII, 146.

Coulonge (M. Christian de). Etudes sur les Œuvres de patronage : Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 206. — (Les causes de la décadence de l'apprentissage, par), XVI, 85.

COUTURE (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrond^t pour les travaux de), VI, 475.

COUVREURS. (Rapport de M. Paul Bérard sur la nécessité d'interdire le travail des enfants dans les industries des) et des plombiers pour toitures, XVI, 278. — Décret prohibant ces travaux, 284, jurisprudence, XIX, 29.

CREUSOT (Le), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Condition des enfants au), VIII, 526; XI, 386.

CRISTALLERIES ET VERRERIES (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin. Le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)

Crouslé (M. L.). Rapport sur la création d'une Ecole d'apprentis dans le V^e arr^t, V, 220.

Crozatier (Concours pour le prix de M.), IX, 357.

CUISINE (Académie de); ses cours professionnels, XVII, 364.

CULTES DIVERS (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

Cunisset-Garnot (M.). Sur un accident d'usine; enfant au-dessous de seize ans; appareils protecteurs; moteurs mécaniques, XXIII, 506.

D

Dabin (M. l'abbé), fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.

Dalsème (J.-M.). Sa conférence sur la takymétrie, XII, 413.

DANEMARCK (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422. — Les apprentis (lois et institutions), XVII, 221.

Decaisne (Dr). Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.

DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349. — Du 31 octobre 1882, interdisant le travail des enfants dans certaines industries dangereuses, XV, 362. — Interdisant l'emploi de certains mineurs comme producteurs de force motrice, 363. — Dans le triage ou le délisage des chiffons, 363. — Sur la traction par des enfants, 364. — Sur les travaux dégageant des poussières, 365. — Sur les travaux de couvreurs et de plombiers, 366; XVI, 284. — Sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 47. — Concernant les enfants employés dans les ateliers de laminage et d'étrépage de la verge de tréfilerie, XXIII, 495.

Délaissement (M.), inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.

Delaporte (Don de 500 fr. par M^{lle}), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Ecoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.

DÉLÉGATION cantonale pour l'instruction du II^e arrond. (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.

Délerot (M. Émile), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication, I, 36; V, 37. — Rapport sur les pensions d'apprentis, I, 64; — sur les ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.

DEMI-TEMPS pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370. — (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — (Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Ecoles, Travail des Enfants.*)

Denière (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.

DENTELLE (Apprentissage dans l'industrie de la), XVII, 476. Cours professionnels de dessin des Chambres de la dentelle et de la passementerie, XX, 45.

DÉOLS (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.

DÉPÔT de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.

Descottes (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.

Désir (M^{lle}), Présidente du *Comité des institutrices de charité*, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.

DESSIN et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndi-

- cale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'Ecole professionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — Distribution des prix aux élèves de l'Ecole de la ville de Paris, XII, 398.
- Devienne** (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.
- DIACONESSES PROTESTANTES** (Œuvres fondées par les), II, 374.
- DIDEROT**. — Voy. *Ecole municipale*.
- Didot** (M. Ambroise-Firmin) préside la séance du Patronage des enfants de la Papeterie, III, 420.
- DIEPPE**. Œuvre des apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360. — (Les institutions charitables de), XIII, 434.
- Dieterle** (M.), vice-président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.
- Dietsch** (M.), I, 308. — (Écoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin) par), III, 425. — Etat récapitulatif des fondations de M.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62. (Institutions de prévoyance de la maison), XV, 311.
- Dietz-Monnin** (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre de commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie, X, 281.
- DISTRIBUTION DE PRIX**. — Ecole professionnelle de l'imprimerie Chaix, le 13 octobre 1889, XXIII, 109. — Elèves des deux sexes des cours gratuits professionnels commerciaux de l'Union nationale, XXIII, 253. — Patronage des enfants de l'Ébénisterie, le 16 mars 1890, XXIII, 258. — Cours et concours de la chambre syndicale du papier, le 11 mai 1890, XXIII, 597. — Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, le 1^{er} juin 1890, XXIII, 599. — Ecole professionnelle de Typographie de l'imprimerie Chaix, le 26 octobre 1890, XXIII, 600.
- Dollfus** (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.
- Dulois** (M.) (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.
- Dubosq** (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 395.
- Ducarre** (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du travail en France, XI, 110.
- Ducellier** (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.
- Ducholet** (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227. — Distribution des prix de ce patronage, XVII, 355. Article nécrologique, XX, 78.
- Dufourc d'Antist** (M.), chargé des envois des livres aux bibliothèques, II, 282.
- Dufrenoy**, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.
- Dumangin**, président de la 2^e Commission locale de Paris. Rapport au Préfet de la Seine, X, 21.
- Dumas** (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868 pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; son rapport sur le travail des enfants, IX, 13. — Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7. — Rapport présenté à M. le Président de la République par le

président de la commission supérieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocution de) à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, XII, 342. — (Allocution de) à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 256. — Lettres à MM. J. Périn et Ernest Nusse au sujet de la mutation du secrétariat, XIV, 15 et 16. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, 143. — (Allocution de M.) à la sixième fête de l'enfance ouvrière, XV, 187. — Mort de M. Dumas; les adieux de la Société, XVII, 113. Statue de M. Dumas, XX 84.

Dumoustier de Frédeilly (M.), directeur du commerce intérieur au Ministère de l'agric. et du comm. Discours : à la distribution de l'Ecole de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321; — à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ebénisterie, VIII, 288; — aux prix de l'Ecole supérieure de commerce, 492; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363; — à la Société des enfants du Papier peint, 273; — à la distribution des récompenses des enfants des Fleurs et Plumes, XI, 377; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebénisterie, 536.

Dupin (M. le bon). Son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

Dupuy de Lôme (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

Durassier (Léon). Le repos du dimanche dans les verreries, XX, 223. — Etude sur l'inspection du travail dans l'industrie, XXI, 55. — Patronage laïque du XVII^e arrondissement, XXI, 374. — Les prud'hommes de Nîmes et l'apprentis-

tissage, XXII, 131. — Le patronage de Puteaux, XXII, 251. — Ecole professionnelle des Ternes pour jeunes filles, XXII, 500. — Les appareils de sécurité pour les mines de M. Reumaux, XXIII, 199. — L'air comprimé aux mines de Blanz, XXIII, 202. — Notices nécrologiques de MM. Emile Muller et Charles Petit, XXIII, 321. — Notice nécrologique de M. Victor Colcombet, XXIII, 508. — Notice bibliographique sur l'ouvrage : *La charité à Nancy*, par M. l'abbé Girard, XXIII, 000.

Duvergier (M.), anc. Président de section au Conseil d'Etat; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

EBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — Société paternelle de l'), 330. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'). 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — (Séance solennelle du Patronage des enfants de l'), V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), V, 367. — Distribution des prix, VI, 152, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocution de la Société de protection, XI, 14. — (Distribution des prix aux enfants de l'), 530. — *Idem* en 1881, XIV, 95. — *Idem* en 1882, XV, 149. — *Idem* en 1883, XVI, 147. — *Idem* en 1884, XVII, 198. — *Idem* en 1885, XVIII, 200. — *Idem* en 1886, XIX, 103. — Patronage industriel des enfants (de l'), XX, 45. — Distribution de prix, 126.

ÉCOLE-ATELIER (L'). — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

ÉCOLES COMMUNALES (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305. (Surveillance des élèves en dehors du temps des classes des), XV, 267.

ÉCOLES intermédiaires pour les professions, I, 120; — professionnelle de Paris (Rapport sur les), 137; — d'apprentis de MM. Trapps et Steinheil, I, 378; — diverses de l'Etat inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gerard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des, d'après le rapport de M. Gréard, V, 111. — (Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V, 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arr^t), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284; — professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la Bijouterie, 284; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussions sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de La Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de lois tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145. — Enfants d'aveugles, XVI, 161. — D'enfants de troupe, 213. — Braille d'aveugles. V. *Aveugles*.

ÉCOLES D'APPLICATION, XVII, 110.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE (Projet d'une) par M. Robert, VI, 372; — de couture, 475. — (Discussion devant la Chambre des députés du projet de loi sur les), Proposition de M. Lorois, 153; XI, 365; XII, 16. — (Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les), XIII, 29. — (Rapport de la Commission du Sénat sur les), 35. — (Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés sur les), 46. — (Projet de la Commission présenté au Sénat sur les), 47. — (Discussion au Sénat d'une proposition de loi sur les), 124. — Rapport supplémentaire au Sénat, 349. — (Rapport sur le pro-

jet de loi des), XIII, 403, XVI, 168. — Les écoles d'apprentissage, XVIII, 381; XIX, 367.

ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS (Conseil général de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *An Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'Ecole de commerce de Paris, 402. — Ecole professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455. — Ecole de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'Ecole de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Gollinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323, 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473, XIII, 469. — Création à Lille et à Nevers, XIV, 112. — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES DE DEMI-TEMPS à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, (V, 101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278. — (Réflexions sur les) par MM. Nusse et J. Périn, à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504. — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.

ÉCOLES DE FABRIQUE (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; — de la Ville de Paris, 393.

ÉCOLE GUTENBERG (Ecole professionnelle syndicale d'imprimerie, Rapport de M. Nusse sur l'), XX, 287.

ÉCOLE DE GROSSE CHAUDRONNERIE, XVII, 240.

ÉCOLE D'HORLOGERIE (V. *Horlogerie*.)

ÉCOLES DE JEUNES DÉTENU (Création d'), XI, 556.

ÉCOLE DE LAITERIE, XIX, 367.

ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL (Projet de création d'), XII, 309.

ÉCOLE INDUSTRIELLE (L') de la rue Clavel, par M. E. Nusse, XVII, 454. Lettre de M. G. Bonjean (sur l'), XVIII, 35, de M. Nusse, secrétaire de la Société, 167. — Ecole industrielle de Versailles, 300.

ÉCOLES MANUELLES D'APPRENTISSAGE. (Projet de décret approuvé par le Conseil d'Etat), XXI, 121.

ÉCOLE MÉNAGÈRE, XVIII, 302.

ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS, boulevard de La Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473; X, 392, 498; XI, 559. — (Don fait à l'), XI, 278. — Diderot, XVIII, 299.

ÉCOLE (L'), municipale de physique et de chimie industrielle, XV, 180.

ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE (Règlement de l'), de Besançon, communiqué à la Société par M. Is. Roche, XII, 79.

ÉCOLE NATIONALE DES ARTS DÉCORATIFS, XVII, 38.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE des apprentis tailleurs, XV, 278; — de la maroquinerie (Statuts), 298; — de la passementerie, 300; — des fabricants d'appareils à gaz, 302. — Ménagère, XVII, 111. — Statuts révisés de l'École des tailleurs, 178. — Ouvrière de l'ameublement, 364. — Des ouvriers mécaniciens en précision, 364; XX, 44 — du meuble et de la serrurerie, XVIII, 208; — du passage Saint-Pierre, 301. — V. *Chemins de fer*. — Des apprentis mécaniciens de M. Gérard (rapport par M. Nusse), XIX, 112. — Municipale des apprentis dessinateurs-lithographes, 147. — De l'ameublement (municipale), 369; — de chapellerie de Villenoy, XX, 40; des apprentis tailleurs, 41; — de l'Est, XX, 39.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'imprimerie *Chaix* — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES PROFESSIONNELLES de Paris (Rapport sur cinq), par M. Émile Percire fils, I, 137. — Les Écoles professionnelles, XIV, 401. — De la rue Hauteville à Paris, XVI, 119. — (V. *Société*); XVII, 469. — (Projet d'exposition des), XVIII, 56. — Municipales de Paris pour jeunes filles, par M. Nusse, XIX, 48.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, directrice M^{me} Carot, à Paris, IX, 252; — de couture à Paris, M^{lle} Trembley directrice, XIV, 283; — de Levallois-Perret, XX, 42.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (l'), dirigée par M^{me} de Metz. — (Extrait du rapport annuel de),

XI, 542; XII, 211. — (Allocation à l'), 319. — L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, XV, 280. — Extrait du rapport annuel, XVI, 242.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES TERNES pour jeunes filles, par M. Léon Durassier, XXII, 500.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE (Voyage entrepris par l'), XI, 286.

ÉCONOMIE CHARITABLE (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.

ÉCOSSE (Les habitations ouvrières en), XV, 84.

ÉDUCATION des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.

Eichthal (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.

ELANCOURT. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.

Elhoungne (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.

EMBALLAGE (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'), Statuts, VI, 424.

EMBALLEURS (Chambre syndicale des), VIII, 512; IX, 92. — L'Emballleur parisien, IX, 356.

ÉMIGRATION de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.

EMPLOI DES ENFANTS (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. E. Nusse et J. Perin, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334. — Réclamations sur l'inexécution de la loi, XIV, 107. — Rapport par M. Émile Salle sur cette inexécution, 119. — Circulaire de M. le Préfet de police sur cette inexécution, 151. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, par M. E. Nusse, 199. — Exécution des lois protectrices de l'Enfance, par M. Ad. Faustin-Hélie,

1298. — Note sur les tours de force au moyen âge, par M. J. Perrin, 323. — Rapport de M. Tournier, sur les exercices de dislocation, 324. — Rapport de M. Marjolin sur les exercices dangereux. XV, 14. — Infractions; jurisprudence, XVII, 138. — Conséquences sur le système osseux des exercices de dislocation, 238. — V. *Enfants dans les professions ambulantes, acrobates.*

ENCOURAGEMENT AU BIEN (Société d'), récompenses offertes, VI, 424; VII, 503.

ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, XIII, 478. — Projet de modification à la puissance paternelle, XIV, 103. — (Circulaire de l'Assistance publique sur), 104. — (Projet de loi sur l'), 296. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur le service des Enfants moralement abandonnés, XIV, 333; — leur protection, 400. — En Portugal, Suisse et Mexique, XV, 80; — en Angleterre, *ibid.* — L'Œuvre de M. Georges Bonjean en faveur de l'), 133. — L'Œuvre de l'adoption des petites filles, 182. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur l'), 331. — Circulaire de M. le Procureur de la République sur la mendicité des enfants, XVI, 110. — Placement en province des enfants abandonnés, 162. — (Institutions charitables de New-York en faveur de l'), 221. — (Rapport du directeur de l'Assistance publique sur l') en 1882. 265. — Comment on devient criminel, étude sur la précocité des malfaiteurs à notre époque, par M. Louis Fliche, XIX, 121. — Mendicité et cruauté, 269. — Union française pour la défense des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, XX, 258. — (Projet de loi sur la protection de l'), XXII, 80.

ENFANCE INFIRME OU INCURABLE A PARIS, XV, 272. — (V. *Aveugles.*)

ENFANTS (Les). — (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse. IV, 22; — de l'industrie, émigrés pendant le siège de Paris, 122. — De troupe, écoles, XVI, 243. Leur santé par les maisons d'été et les maisons de santé, XVIII, 83; — magnétisés ou anesthésiés, 208.

ENFANT des manufactures (L'), par M. Migneret, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. — (Article

de M. Wolowski sur les), II, 91. — (Vacances des), III, 327; — dans les imprimeries, VIII, 20. — Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger leur santé, XIII, 373. — L'enfant et l'atelier, conférence par M. Fliche, XIV, 182. — en Suède, ordonnance du 18 novembre 1881, XVI, 159. — (Voy. *Instruction, Recréations, Vacances.*)

ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Victimes d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172, 493; IX, 23, 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388, 555. — Décret, XV, 364. — Rapport de M. P. Bérard au Comité consultatif des arts et manufactures sur la surcharge des enfants. XVI, 189. Décret, 194.

ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — (Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187. — XVIII, 302. — Petits chanteurs dans les cafés-concerts, XIX, 59-269. — Rapport sur l'observation de la loi du 7-20 décembre 1874 (relative à la protection des), par M. E. Milliot, XXII, 57.

ENFANTS MALHEUREUX (Les), II, 705.

ENFANTS MINEURS (Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs), VI, 465. — Leur emploi aux théâtres, XV, 117. — (Circulaire de M. le Procureur de la République sur les), XVI, 195.

ENFANTS MUTILÉS (Patronage des), V, 36, 53.

ENFANTS PATRONNÉS (Les), XI, 712.

ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école d'), VII, 45.

ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97, 189, 564; IX, 205 — à New-York, VII, 47, 463; VIII, 54. — (V. *Enfance abandonnée.*)

ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.

Engel-Dollfus (M. F.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 284. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83; — offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70. — Influence de l'anonymat sur les Institutions ouvrières d'Alsace-Lorraine. — Sa vie et ses œuvres, article nécrologique, XVII, 99.

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863. I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 344, 427; — sur les conditions du travail, 406; — VIII, 486; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28. — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 30. — Professionnelle sur l'apprentissage, XIX, 145.

ENSEIGNEMENT LIBRE. — (V. *Chambres syndicales*.)

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 90. — (Les mousses et l'), XVI, 170. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire*.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Notes sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du g^{ral} Morin sur l'), VII, 513; — à l'étranger, XVIII, 91.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE INDUSTRIEL dans les écoles publiques, par G. Salmon, XXII, 362.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107; — technique (projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 127. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d') religieux fondée par l'abbé Chevrier à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Pratique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la Société sur l'), 197. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Bendant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l'), par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'Ecole de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 311. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l') par M. Favre, VIII, 511; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 93; — de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, par M. E. Flamant, 445. — (L') en Belgique, 465. — Distribution des prix aux élèves de l'école professionnelle de dessin et de modelage de la bijouterie, XIII, 79. — de l'école de dessin de la Bijouterie-imitation, 93. — Cours de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — L'enseignement manuel, 212. — Le travail manuel dans les écoles, 215. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — (Rapport de la Commission instituée par le préfet de la Seine sur l'), XIV, 392. — (Rapport de M. Carriot sur l'), XV, 46. — Des Institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, XVII, 364, 471. — (Institutions d') de la compagnie du chemin de fer du Nord, par M. Nusse, XVIII, 70. — Discussion à la Société d'économie politique, XX, 174. — Exposé de la

- question de l'enseignement professionnel par M. Limousin, 191. — Enseignement technique, XX, 258. — Enseignement professionnel en France depuis 1789, par M. Ch. Lucas, XXII, 514.
- Esnault-Peltre** (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Grosne, VII, 389.
- ESPAGNE.** Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.
- Estelle** (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.
- ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES** (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.
- ÉTAT** (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.
- ÉTATS-UNIS** (Filature et fabrique de MM. Chapin, aux), II, 411. — (Règlement de l'école et du travail aux) de l'Etat de Massachusetts, IV, 101; VII, 544. — (Sociétés protectrices de l'Enfance aux), X, 86. — Lois obtenues par une Société fondée à New-York en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Dispositions de ces lois, 94. — Fondation en faveur des femmes, 382. — Modifications, loi du Massachusetts, XV, 84. — (L'enseignement des femmes aux), XVI, 341. — Santé des enfants par des maisons de santé et d'été, XVIII, 83 (V. *New-York*). — L'idée corporative (aux), XX, 184.
- ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE.** Loi sur la protection de l'enfance en Colombie, 257.
- ÉTRANGER** (Renseignements divers sur le travail à l'), VI, 375, 450, 521. — (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie, 184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Londres, VIII, 60. — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380. (Voy. *Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie*, etc.)
- ÉTRANGERS** (Patronage des apprentis), III, 328; V, 36; X, 413.
- ÉTRANGERS (Pays).** Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, par M. E. Nusse, XI, 350, 513.
- Ettlinger** (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370; VII, 391.
- EXPOSITION** de 1876 à Philadelphie (Devoirs d'écoliers américains recueillis à l'), X, 401; — de 1879 à Sydney (Australie), XII, 309; — scolaire à Lausanne, 309.
- EXPOSITION** de 1878 à Paris (Circulaire du Comité du contentieux à l'), X, 30. — (Participation de la Société de protection à l'), X, 322, 415; XI, 22, 148, 312, 319, 479; — (Bibliothèque d'ouvrages techniques à l'), XI, 107. — Règlement des conférences et Congrès à l', 279. — (Distinctions honorifiques accordées aux membres de la Société à l'occasion de l'), 554.
- EXPOSITION** de 1883 à Amsterdam, médaille d'or obtenue par la Société, XVI, 251, 255.
- EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE**, XII, 90, 320, 401.
- EXPOSITION DES SCIENCES ET ARTS INDUSTRIELS** de 1887, XX, 37.
- EXPOSITION** universelle d'Économie domestique (Groupes composant l'), V, 247. (V. *Écoles professionnelles*.)
- EXPOSITION** générale allemande de tous les moyens d'empêcher les accidents (Lettre relative à), par P. Bérard, XII, 142. (Voy. *Correspondance*). — (Sur l'), par A. Bérard, XXII, 368.
- EXTERNAT** d'apprentis (Devis d'un), V, 238.

F

- Fabre** (M. Jules). Rapport au Comité judiciaire sur la revision de la loi du 19 mai 1874, XVII, — sur la 3^{me} édition du manuel pratique de M. Tallon. — XVIII, 93. — (Notes sur les commissions locales, par), 111, 331.
- FAIENCE.** (Voy. *Gien*.)
- Falize** aîné (M.), Président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 413. — Son discours à la distribution des prix de l'École profess. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

Fagniez (M. Gust.), auteur d'*Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècles*, XI, 392.

Fanien (MM.), fabricants de chaussures à Lillers. — Fondation d'une école, XI, 551.

Faucher (M. Léon). Inspection des fabriques et réglementation industrielle en Angleterre et en Allemagne, XXIII, 268.

Faure (M. Félix), V. *Nadaud*.

FEMMES, (enseignement des) aux États-Unis, XVI, 341.

Feray (M.), député. — Son discours sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.

Ferry (M. E.), son discours à l'École professionnelle de M. Chaix, IX, 624.

FÊTES organisées pour les enfants; vacances des enfants des manufactures, III, 327. — des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — A la cristallerie de Sèvres, par M. Linarès, XXIII, 137. — (Voy. *Arbres de Noël*.)

FÊTES DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection). — (1^{re}), 27 octobre 1867, I, 271. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — (2^e), 5 juillet 1874, VII, 357-410; IX, 41, 123. — (3^e), 30 avril 1876, 229. — (Programme des prix de la 4^e), XI, 5. — (4^e), 28 juillet 1878, 404. — (Programme des prix de la 5^e), XIII, 5. — Compte rendu de cette fête, 229. — (Programme des prix de la 6^e), XV, 5. — Compte rendu de cette fête, 185. — Rapport sur les travaux de la Commission des récompenses et l'organisation de la 6^e Fête par M. Is. Roche, XVI, 34. — Programme de la 7^e fête, XVII, 5. — Compte rendu de cette fête, 245. — Liste des lauréats, 267. — Programme de la 8^e fête, XIX, 5. — Compte rendu de cette fête, 150. — Liste des lauréats, 163. — Programme de la 9^e fête, XXI, 5. — Distribution des récompenses, 241. — Liste des lauréats, 271. — Programme de la 10^e fête, XXII, 22. — Liste des lauréats, XXII, 28. — Programme de la 10^e fête, XXIII, 29. —

Liste des lauréats XXIII, 35. — Liste des récompenses décernées à la 10^e fête, XXIII, 402. — Rapport sur les travaux de la commission d'organisation et des récompenses de la 10^e fête, par M. I. Roche, XXIII, 530.

FILATURES (École de), fondée à Mulhouse, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176. — (Précautions à prendre pour éviter les accidents dans les), VII, 423. — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475. — Métiers à tisser (nettoyage des), VII, 7. — De MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335. — Appareil préventif contre les accidents de fabrique (dans les), XVI, 7. — Circulaire de M. Plassiard sur les accidents (dans les), XVII, 156.

FILLES (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des) par M. Joseph Lefort, 469.

FILLES DE LA SAGESSE à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.

FILLES MIXEURES (Emploi des) dans les cafés et brasseries, par M. Faustin-Hélie, XVI, 18. — Rapport sur leur emploi dans les débits et autres lieux publics, par M. H. Coulon, XVII, 146. — (Note sur l'interdiction de l'emploi des) dans les cafés, débits, brasseries, XVIII, 110. — Arrêté du maire de Douai à ce sujet, 301.

FILON (F.). notice nécrologique sur M. Marguerin, XVII, 464.

Flamant (M. E.). De l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, XII, 445.

FLERS. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Fonscault, I, 294.

FLEURS ET PLUMES (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des), (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — (Distribution des récompenses [à la Société d'assistance

paternelle des), X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397; — du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 321. — Séance du 10 novembre 1874, 535. — Séance du 4 avril 1875, VIII, 344. — Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878, 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196. — Assemblée de la chambre syndicale, XIII, 433; XIV, 78, 173. — (Distribution des prix de l'Assistance paternelle des), 180. — Assemblées de la chambre syndicale, 256, 258, 264, 277. XV, 79. — (Distribution des prix aux enfants de l'assistance paternelle des), 287. — (Assemblées de la Chambre syndicale des), 289, 291, 296. — (Assemblée de la Chambre syndicale des), 392; XVI, 64. — (Assistance paternelle des), 67. — (Assemblée de la Chambre des), 77, 131. — Prix de l'Assistance paternelle, 218, 304; XVII, 66, 82, 183, 187, 337, 338, 356 (Prix), 443, 445, 451. Assistance paternelle (des), XVIII, 40, 54. — Chambre syndicale, 180, 194, 245. — *Idem*, 10 juillet 1885, 340. — Assistance paternelle, 24 novembre 1805, groupes de famille, XIX, 36. — Concours, 94. — Chambre syndicale, 247. — (Prix) Assistance, 255. — Assemblée du patro-

nage, XX, 26. — Notice, XX, 49. — Prix, 219. — Séance du 6 novembre 1887. — Compte rendu du secrétaire, XXI, 27. — Compte rendu du trésorier, 30. — Groupes de familles, 32. — Elections, 39. — Concours libre de 1888, 179. — Chronique, 237. — Assemblée générale du 13 novembre 1888, XXII, 89. — Concours libre de 1889, XXII, 221. — Séance du 10 décembre 1889, XXIII, 95. — (Distribution solennelle des récompenses du patronage industriel l'Assistance des), le 1^{er} juin 1890, XXIII, 599.

Fliche (M. Louis). L'enfant et l'atelier, conférence, XIV, 182. — Rapport sur les propositions de loi Faure et Nadaud concernant l'hygiène et la sécurité du travail industriel, XVII, 22. — Le petit acrobate, conférence, 200. — Comment on devient criminel, étude sur la précocité des malfaiteurs à notre époque, XIX, 121. — Danger de l'extension des fêtes foraines, XX, 263.

Flour (M. Edouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 245.

FOECY. Colonie professionnelle, I, 293.

FOLEMBRAY (Les enfants de la verrerie de), III, 112. — La verrerie (de), par M. Paul Bérard, XVIII, 266.

Follot (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du Papier peint, XI, 176. — Censeur de la Société, 7.

FONDEURS TYPOGRAPHES (ouvriers), leurs cours professionnels, XVII, 364.

FONDS DE SECOURS (Rapport sur l'emploi du), par M. Is. Roche, XXIII, 217.

Forcade (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.

FORCE (Dordogne) (Orphelinat de la), II, 333.

FORCE MOTRICE (Emploi des mineurs comme production de), XV, 363. — (Nécessité de réglementer l'emploi des Enfants dans les ateliers dits de), XVI, 49.

Fouchet (M. Paul). Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de

M. Collinot, I, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.

FOURCHAMBAULT. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.

Fourment (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de), 379.

Fourneyron (Nécrologie de M. Benoit, II, 16.

FRÈRES de la Sainte-Famille, à Viron (Isère), fondateurs de l'Orphelinat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.

FRÈRES des Écoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles professionnelles au XVIII^e siècle, I, 112. — (Patronage dirigé par les), I, 216, 284. 310. (Voy. *Patronages*.)

Frère-Orban. Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.

Freycinet (M. de). Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.

Froger de Mauny (M.). Rapport au Comité judiciaire sur la proposition d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118. — Notice nécrologique sur M. Chauveau-Lagarde, XIV, 303.

Froment-Meurice (M.), secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.

FUMISTES ET RAMONEURS (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.

FUMISTERIE (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515; X, 83.

Funck (M.). Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.

FUTEAU (Meuse). Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

G

Gagny (M^{lle} Paula), fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.

GANTERIE (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la), à Grenoble, X, 84.

GARDIENS (les) d'enfants, XV, 87.

GARDIENS DE LA PAIX (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à M. le Président de la Société, envoyant la liste des) méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à décerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.

Génin (M^{lle} Louise), fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.

GENTILLY (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerfberr, III, 439

Geoffroy-Saint-Hilaire (M.) Président du Comité des recettes et Dépenses, V, 38.

GÉOGRAPHIE (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

Gérard. — (V. *Mécaniciens, Ecole professionnelle*.)

Gerdalle (M^{me}) sœur Onésime de la congrégation de Saint-Charles, à Bar-le-Duc, VII, 398.

GIEN (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

Gilet-Piéron (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

Gillon (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

Giraud (M.), président de la Chambre syndicale des marchands-tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201.

Goblet (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

Godchaux (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie), séance solennelle. VIII, 128; IX, 258.

Godin (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

Goffin (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

Goguel (M.) (Notice nécrologique sur), VII, 474.

Goldenberg (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur), V, 132.

Goldschmidt (M. Léopold). Don à l'*Œuvre des Bibliothèques*, V, 26.

Goubert (M. le docteur Elie), a publié un ouvrage intitulé : *Des Agents perturbateurs de la Jeunesse*, XI, 395.

GRADIGNAN. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.

GRAND'COMBE (Gard), (Compagnie des mines de la), I, 3.

Gras (M.). Son école typographique, à Montpellier, III, 223.

Graux (M. Georges), avocat, secrétaire du Comité de l'*Assistance judiciaire*, VII, 68.

GRAVEURS en tous genres (Chambre syndicale des). Concours et Exposition, XXII, 103. — Distribution de récompenses, XXII, 109. — Assemblée générale du 21 mars 1889, XXIII, 87. — Séance du 20 novembre 1889, XXIII, 228. — Séance du 18 novembre 1889, XXIII, 231. — Séance du 15 janvier 1890, XXIII, 238. — Séance du 19 février 1889, XXIII, 240. — Séance du 18 juin 1890, XXIII, 586.

Gréard (M.), membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Ecoles d'apprentis, V, 65. —

Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — (Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878, par) sur l'enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine, XI, 659.

GRENOBLE (L'asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

Grosselin (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (Notice sur), IV, 14.

Groult (M.) (Maison de), I, 304, — (Internat manufacturier de), II, 303. — (Compte rendu d'une visite à l'internat de), II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé offic. d'Académie, 328; VII, 392.

GROUPES DE FAMILLE, V. *Fleurs et Plumes*.

Gruner (M. Edouard). Rapport sur un dispositif d'arrêt des scies, XXIII, 205.

Guerrier de Haupt (M^{lle} Marie), lauréat de l'Académie française et de la Société de Protection des apprentis, XI, 462. — La Clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

Guichard de Choisy (M^{lle}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), III, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

H

HABITATIONS (les) ouvrières en Écosse, XV, 84. En France, XVI, 85.

Halluin (Le rev. P.), directeur de l'*Immaculée-Conception*, maison d'apprentis à Arras, I, 78, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

Hamelin (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour

- dévider la soie, I, 166. — (L'établissement de), 301. — (Fabriques de soie de), II, 382; VII, 389.
- Hansen** (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la Chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.
- Harmel frères** (Établissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Extrait d'une brochure faite par), XI, 546.
- Havard** (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du papier, VII, 449; VIII, 352; X, 158.
- HAVRE** (École d'apprentissage au), II, 292.
- Hayem** (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Œuvre des fils d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.
- Hayem** (M. Julien), Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Périn, V, 140; VII, 392. — Note sur l'enseignement primaire (l'École annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.
- Hébert** (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie, V, 21.
- Hébert-Duperron** (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.
- Hélie** (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire, en remplacement de M. Eug. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 155; — vice-président de la Société, XIV, 14. — Son article sur l'exécution des lois protectrices de l'Enfance ouvrière, 298. — Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres, XV, 117. —
- Rapport sur l'emploi des filles mineures dans les cafés et les brasseries, XVI, 18. — Rapport sur les délibérations du Comité judiciaire touchant certaines mesures proposées dans l'intérêt de l'apprentissage, XIX, 70. — Compte rendu du petit code manuel de l'apprenti et du patron, par M. Charles Constans, 142.
- Hement** (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.
- Hémon** (M. A.), bijoutier, à Paris. — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nusse, XI, 552.
- Héraud** (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.
- Hermant** (M^{me}). Lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.
- Hervé-Mangon** (M.), membre de la Commission supérieure départementale du travail des enfants, XIII, 157.
- Hiélard** (M. Léon), président du Syndicat général d'industries parisiennes. — De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67; — dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes (11 novembre 1873), VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.
- HOLLANDE** (Loi sur le travail en), III, 479. Enquête ouvrière en Hollande XX, 296.
- HONGRIE** (Loi sur l'Industrie du 21 mai 1884), XIX, 360.
- HORLOGERIE** (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une École technique d'), 170; X, 281. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), XIII, 65. — Création d'une École d'Horlogerie à Paris, XIV, 91. — Son inauguration, 94. — (Chambre syndicale de l'), 398. — *Id.*, de Lyon, distribution de prix, XV, 76. — (Bal de l'), XVI, 79. — Distribution des prix à l'École, 219. — Bal, XVII, 98. — Prix, 362. — *Idem*, XIX, 258. — L'École d'Horlogerie, XX, 42. — Prix, 1887, 221. — École d'Horlogerie de Cluses, XIX, 368.

Houget (M.) de Verviers (Belgique). Lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481; IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.

Hudelot (M.), inspecteur départemental du travail des enfants, XIII, 158.

Hyacinthe (P.). Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313

HYGIÈNE de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484; IX, 524. — Rapport sur les propositions Faure et Nadaud au sujet de l'hygiène du travail industriel, XVII, 22.

I

Impératrice Eugénie (L') reçoit une députation de la Société, I, 99. — (Discours de M^{rs} l'Archevêque de Paris à), 276. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.

Imprimerie (Institutions de protection en faveur des enfants de l'), III, 218. — (Statuts de la Société paternelle des enfants de l'), *ibid.* — (Société paternelle de l'), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62. — (Accidents dans l'), VIII, 16, 22.

INDUSTRIE (Loi sur l'). V. *Autriche*.

INSALUBRITÉ de l'industrie. Mèches à fumer, X, 578.

INSPECTION du travail des enfants, créée dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions. *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des cir-

conscriptions et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur les accidents atteignant les enfants, 420, 509; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'), 653. — Nomination d'inspecteurs et d'inspectrices départementaux, 655. — Leurs rapports avec les commissions locales, XII, 444. — Circulaire de la Société à MM. les Inspecteurs divisionnaires sur l'état de l'inspection départementale, XIV, 17. — Lettre de l'Inspection sur la concordance des lois de 1874 et de 1882, XVI, 9. — (Voy. *Inspection*.)

INSPECTION du travail des enfants, (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 431. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et suiv.; — en Angleterre; article de M. Alphonse Striber, III, 11 à 40; — en Silésie, VIII, 383. — Frais d'inspection du travail des enfants, XII, 443. — Lettre de MM. les Inspecteurs départementaux de la Seine, XIII, 64. — Remise aux enfants de la II^e circonscription des récompenses décernées par la Société de protection, 358. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — (L') et le Conseil général de la Seine, XV, 85. — (Organisation et rémunération de l') en Angleterre, 310, 255. — Lettre de l'Inspection sur la concordance des lois de 1882 et de 1874, XVI, 9. — Lettre de félicitations (à l') par M. le ministre du commerce, 189. *Idem*, 1885, XVIII, 166. — Liste des 21 inspecteurs divisionnaires, 379.

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE (étude sur l') XXI, 55, par M. Durassier.

INSPECTION DES FABRIQUES et réglementation industrielle en Angleterre et en Allemagne par M. Léon Faucher, XXIII, 268.

INSTITUT NORMAL catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. Société.)

INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE (Article sur un), par N. Salicis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 331.

INSTITUTION Lenoir de Versailles, XX, 38.

INSTITUTION Livet à Nantes, XIII, 103.

INSTITUTIONS PRIVÉES en faveur des enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (*Comité des*), II, 158; V, 36; VII, 110, 197; X, 406, 427; XI, 157, 474, 492, 618; XII, 26, 336. — (*Règlement du Comité des*), VII, 176, 490. — (Fête du *Comité des*), VIII, 13. — (Nécrologie de M^{lle} Désir, présidente du *Comité des*), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distribution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'Arbre de Noël, XII, 10, 436; XIII, 149. — (Les élèves apprenties des), 353; XIII, 410; XIV, 141.

INSTRUCTION des enfants des manufactures (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l'), dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491; IX, 483. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire élémentaire, 441; — sur le même objet, XIII, 150; — sur le visa des certificats d'instruction, 152. — Classes spéciales pour les apprentis, 156. — Circulaire du préfet de police sur le visa des certificats d'instruction, XIV, 248. — Circulaire sur le certificat dit abrégé, XIX, 29.

INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M^{me} Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de l'), XII, 555. — (Projet de loi sur l'), XII, 94.

INTEMPÉRANCE (De l') chez les enfants, par M. Joseph Lefort, VIII, 33.

INTERNAT D'APPRENTIS (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — (Rapport de M. Is. Roche sur les), XI, 133. — (Considérends votés sur les), par M. Lefebure, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les), 305. — (Commission des), XII, 101. — (Rapport de la Commission des), présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.

INTERNATS de charité, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II, 345; — d'apprentis des sœurs de Marie-Auxiliatrice (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.

INTERNAT MANUFACTURIER (Nouvel) de Vitry-sur-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413; — (à l') de M. Groult, 420.

INVALIDES du travail, à Lille (Lettre de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

ISRAËLITE (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262. — Distribution de prix, XVIII, 200. — XIX, 47, XX, 127.

ITALIE (Condition des enfants dans les fabriques en), X, 676. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392. — Les Pifferrari, XIII, 216. — Projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie, 378.

J

JAPON (Instruction primaire au), IX, 517.

Japy (M.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours, X, 284.

Jardiniers. Leurs cours professionnels, XVII, 364.

Jay (M. Raoul). Son livre sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, XIII, 384.

Jeanne (M. R.). Articles sur les arbres de Noël, III, 72.

Joret-Desclosières (M.), secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23. — Son livre sur les grands inventeurs dans les sciences, les arts et l'industrie, XIII, 385. — Compte rendu de l'ouvrage de MM. Léon Lefebvre et Desportes, sur la science pénitentiaire, XIV, 207.

Joubert (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 870. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; VII, 385.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

Jourdain (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notice sur les apprentis de l'imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

Jullien (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'Orphelinat professionnel de l'Immaculée-Conception à Toulouse, 249.

JURISPRUDENCE protectrice des apprentis, V, 94, 100, 272, 354; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33; XII, 24, 137, 140, 142, 331, 334; XIII, 328; XIV, 28, 243. — Travail des mines, 243. — (Visite aux orphelinats), 245. — Travail des mines, nuit, XV, 28, 107. — Responsabilité après mutilation d'enfant, 109. — Cumul de peines, contraventions, 111. — Responsabilité, imprudence de l'enfant, 263. — Taillerie de diamants, 264. — Machine mue à bras d'hommes, 265. — Procès-verbaux, dangers, insalubrité, commission locale, 328. — Machines dangereuses, engins protecteurs, imprudence de l'enfant, XVI, 102. — Livret, travaux dangereux, cumul, récidive, traction, 184. — Machines dangereuses, arbres de transmission, 162. — Interdiction du service des femmes dans les débits, 264. — Cumul des amendes prononcées en vertu de la loi du 19 mai 1874, XVII, 136. — Excès commis par des acrobates dans l'emploi de jeunes enfants, 138. — Application de la loi du 19 mai 1874 aux enfants étrangers, 328. — Responsabilité du patron; incendie, limite,

XVIII, 108. — Gestion par la femme, responsabilité pénale du patron; fonction publique des inspectrices, 221. — Police d'atelier, livret, visite, enfant travaillant pour le compte d'autrui, 223. (Voy. *Comité judiciaire*.) — Plombier couvreur; — interdiction d'employer des enfants, XIX, 29. — Associé, responsabilité pénale, peine, cumul, 77. — Travail des enfants, infractions à la loi. Durée de la prescription, XX, 19. — Appareils dangereux, arbre de transmission, accident de fabrique, 94. — Enfant loué pour un service à vie sans valeur en argent, nullité du contrat, 189. — Durée de la journée, XXII, 257. — Jugement en matière d'affichage de la loi du 19 mai 1874. (Communication de M. J. Perin), XXIII, 320. — Accident d'usine; enfant au-dessous de seize ans; appareils protecteurs; moteurs mécaniques par M. Cuisset-Carnot, XXIII, 506.

K

Keller (M.), député. Son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

KEMBS (Haut-Rhin). Orphelinat.

Kœchlin-Engel (M. Rod.). Rapport sur les finances de la Société (Exercice 1888), XII, 57. — Rapport sur les opérations de la Société avec le Comptoir d'escompte en 1889, XXII, 280.

Krisvéol (M. O.). Les Institutions de l'État en faveur des enfants, II, 340.

Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neuhof, V, 396.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

Lacroix (M. Sigismond) (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

Ladoucette (Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Rapport de M. le B^{on} de), 360.

Lallon (M. J.), auteur des projets de réforme pénitentiaire, XI, 295.

LAMINAGE DE LA VERGE DE TRÉFILIERIE (Appareils protecteurs), XXIII, 589.

Laneyrie (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

Langénieux (M^{sr}), fondateur de la Soc. Paternelle de l'Ebénisterie, II, 145. — (Euvre fondée par), VI, 25.

Lantiez (M. l'abbé). Sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31, 112.

Lassez (M. G.), auteur de *l'Enseignement professionnel; ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504.

LAUSANNE (Exposition scolaire à), XII 309.

Lavollée (M. C.). Sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

LAYETIERS-EMBALLERS. — (Voy. *Emballers*.)

Leclaire (M.), entrepreneur de peinture. — (Distribution des prix aux apprentis de la Maison), I, 165. — (L'Etablissement d'apprentis de M.), I, 304. — (Nouveaux Statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189. Apprentis de la Maison, XVIII, 212.

Lefebure (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général de la Société*, 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76, IX, 234. — Livre intitulé : *Les Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur *les Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de), sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132. — (Rapport de) sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, XIII, 232.

— (La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm par M.), XIV, 207.

Lefort (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 449. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; — *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salaires des enfants dans les filatures, 176. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.

Legentil (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.

LÉGISLATIONS anglaise et autres (Quelques mots sur le travail dans les), I, 4.

LÉGISLATION française du travail des enfants (Analyse de l'essai de M. Duval-Arnould, avocat, sur la), par M. E. Milliot, XXII, 146.

LÉGISLATION. — (Voy. *Loi*.)

Legouvé (M.), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

Legrand (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-modèles, II, 266.

LEGS en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.

Lekime (M^{me}), directrice de l'atelier de cigarrières, IV, 26. — Emigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don fait par la Société à), V, 261.

Lemaire (M.) (Fabrique de), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — (Visite du Ministre de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.

Lemoine (M. Henri). Allocution à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — président du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494. — Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.

Lequien (M. Justin). Son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.

Leroux (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du Comité du placement des Apprentis; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — (Rapport de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — (Rapport de), XI, 112.

LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI, patronage de jeunes filles, IX, 221. XIX, 76.

Lespinnasse de Florentin (M^{me}) sœur de Saint-Vincent-de-Paul, ancienne supérieure de l'Hôpital civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.

L'Étang (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.

Leurent (M.), député. Discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.

Leygues (M. G.). Rapport sur les services pénitentiaires, XXII, 73.

LIBÉRÉS (Patronage des). — (Voy. Société pour le patronage des libérés.) — Œuvre (des) de Saint-Lazare. XVIII, 210.

LIBRAIRIE (Soc. paternelle des enfants de l'Imprimerie et de la), IV, 52.

LILLE. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.

Limousin. Exposé de la question de l'enseignement professionnel, XX, 191.

Linarès (M.), la loi sur le travail des enfants dans Seine-et-Oise, XV, 125. — Fête à la cristallerie de Sévres, XXIII, 137.

LISIEUX (Ecoles annexées aux manufactures dans l'arrond^{mt} de), II, 471.

LITS D'APPRENTIS (Œuvre des), II, 174. — (Souscripteurs à l'Œuvre des), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'Œuvre des), III, 382; V, 39.

LIVRETS des enfants travaillant dans l'industrie. (Rapport sur les), XVII, 151. XIX, 76.

LOGEMENTS et établissements industriels (De la salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.

Lois d'Autriche-Hongrie. V. *Autriche*.

Loi du 22 mars 1841 sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants, en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de), sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Idem*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants, (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. — (Voy. Travail.)

LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à la), VI, 347. — Texte de la loi, VII, 305. — Enquête relative aux règlements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie, 19. — Proposition de modification à la loi, par M. Testelin, IX,

294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13. — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (*Explication théorique et pratique de la*), par M. Jules Périn, avocat, X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313. — (Recueil des instructions et décisions relatives à l'application de la), XII, 313. — (Rapport au comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la), 240. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur l'interprétation de l'article 10 de la), 247. — (Observations de M. le Dr Perrin sur l'observation de l'article 14 de la), 149. — (Contravention, peine, cumul, XV, 111. — Dans le département de Seine-et-Oise, 125. — Rapport de M. Nusse sur la conciliation des lois de 1874 et de 1882, XVI, 15. — Circulaire de l'Inspection sur le même sujet, 9. — Rapport sur les livrets des enfants travaillant dans l'industrie, XVII, 151. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce sur les améliorations à introduire dans la), 159. — Rapport sur la revision (de la) au Comité judiciaire, 331. — (Voy. *jurisprudence*.) — Les divers projets de lois portant modification de la loi du 19 mai 1874, XX, 138. — La protectrice des travailleurs en Belgique, 298.
- LOI DU 7-20 DÉCEMBRE 1874 relative à la protection des enfants dans les professions ambulantes (Rapport sur l'observation de) par M. E. Milliot, XXII, 57.
- LOI (DU 2 JUILLET 1890) sur les livrets d'ouvriers, XXIII, 579.
- PROJET DE LOI sur le travail des enfants des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, XXI, 345. — Id., adopté en première délibération par la Chambre des Députés le 8 juillet 1890, XXIII, 486.
- LOI ALLEMANDE du 17 juillet 1868 modifiant la législation industrielle XIII, 143.
- LOI ANGLAISE sur la responsabilité des accidents, XIII, 460.

- LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19-23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.
- LOIRET (L'apprentissage dans le dép. du), III, 259.
- Longhaye (M. Aug.). Son rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.
- Lorois (M.). Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage soumis à la Chambre des députés et adopté, XII, 153.
- Lossler (M.). Sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.
- Lucas (M. Ch.). L'enseignement professionnel en France depuis 1789, XXII, 514.
- LUNDI (Société du travail du), II, 300.
- LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels. dirigé par M. Cobus, I, 293.
- Luynes (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosses, V, 78.
- LYCÉE FONTANES (Allocation à la Société), XII, 8.
- LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocation à la Société), XI, 130; XII, 8.
- LYON (Distribution des prix à l'École d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 288. — (Providence Saint-Bruno, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de Saint-Joseph à), 354. — (Succursales des sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (L'Œuvre des dames tutrices établie à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.

M

- MACHINES MUES A BRAS D'HOMME, XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.
- Maffre (M.). (Notice nécrologique sur) VII, 475.

Mahler (M. P.). Rapport sur un dispositif d'arrêt des transmissions, XXIII, 206.

Maignen (M. Maurice) (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.

Maillard (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.

MAISON D'APPRENTIS TONNELLÉ, directeur: M. l'abbé Archambault, à Tours, IX, 249.

MAISONS D'ÉCOLE. Leur insalubrité à Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).

MAISON DE FAMILLE fondée par la Société des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'Instr. publ. à la), II, 261.

MAISON D'APPRENTIS. Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.

MAISON D'APPRENTIS de la ville de Nancy, IX, 250.

MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.

MAISON DE NOTRE-DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.

MAÎTRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*, par MM. Hayem et Périn, V, 141.

MAÎTRE D'ÉCOLE prussien (Le), VII, 497.

Malarce (M. de). *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.

Malartre (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.

Malescourt (M. Louis). Internat manufacturier, IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.

Mame (MM.), I, 309. — (Fête à l'Imprimerie de), à Tours, 426, VII IX, 256.

MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. A. Beaulieu, III, 54. — (Travail des enfants dans les), VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants*.)

Marceille (M. l'abbé), directeur du Patronage de Saint-Ceruin, à Toulouse. — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

Marguerin (M.). directeur de l'école Turgot (Livre donné à), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37. Notice nécrologique (sur) XVII, 464.

Marie (M.), ancien bâtonnier, Censeur de la Société, en 1867, I, 5.

Marienvall (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARNE (Institutions de l'État, en faveur des enfants dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

MARINS (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

Marjolin (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'internat des sœurs de Marie-Auxilatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569. — Observations sur le danger de la préparation des enfants aux exercices acrobatiques, XV, 14.

Marochetti (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. —

- (Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII^e Commission locale, en 1878. XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Sur l'exercice 1881. XV, 29.
- MARSEILLE.** Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers. fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David. I, 291.
- Martin** (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.
- MARTIN** (M. Tommy). Rapport sur la nécessité des mesures préventives contre les accidents industriels XVIII, 225.
- Mathieu** (M. H.). De l'apprentissage dans les Compagnies de chemins de fer. I, 324.
- Mauge du Bois des Entes** (M.) (Notice nécrologique sur), IX, 206.
- Maurice** (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures. V, 332. — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.
- Max Richard** (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.
- Mayniel** (M. E.). Note sur l'Œuvre des fumistes et ramoneurs, II, 425.
- MAZANET** (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.
- Mazaroz** (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.
- MEAUX** (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses. VIII, 448.
- MÉCANICIENS** (Projet d'École d'internes pour les apprentis), VI, 407. — École professionnelle (des apprentis) de M. Gérard, par M. Nusse, XIX, 111. Distribution des prix, 326.
- MÉDAILLES** accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — Aux vétérans de l'industrie (décret qui les institue), XXII, 430. (Voy. *Récompenses*.)
- Melun** (M. le C^{te} de). Compte rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des Ecoles chrétiennes, I, 284, 312. — Discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; VII, 385.
- MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ** (Liste des) en janvier 1887, etc., I, 39, 94, 95, 181, 269, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Listes générales, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715. — XII, 541. — XIII, 543. — XIV, 473. — XV, 477. — XVI, 415. — XVII, 549. — XVIII, 461. — XIX, 457. — XX, 385. — XXI, 581. — XXII, 7. — XXIII, 13.
- MEMBRES DIGNITAIRES DÉCÉDÉS**, XXIII, 7.
- MEMBRES CORRESPONDANTS** de la Société de protection des apprentis (Instruction pour les), I, 270; VI, 530.
- MÉMOIRES** des instituteurs (Extraits des) sur les abus du travail des enfants en 1861, I, 25.
- MENDICITÉ DES ENFANTS.** — (V. *Enfance abandonnée ou coupable*.)
- MÉNIL-SAINT-FIRMIN.** Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.
- MENUISIERS** en bâtiments, leurs cours, XVII, 364.
- MESSAGERIES** (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.
- MÉTIERS.** — (Voy. *Filatures*.)
- METTRAY** (La Colonie de), IV, 27.
- METZ** (Rapport à la Société des jeunes ouvriers de), V, 393.
- METZ** (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295; VII, 389.
- Metz** (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brigand par), II, 399.
- MEULES** (Rapport du conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.

MEXIQUE (L'Enfance abandonnée au), XV, 80.

MEYSENTHAL (Les enfants dans la verrerie de), III, 111.

Midocq (M.), (Ateliers de), II, 267.

Migneret (M.), ancien conseiller d'Etat ; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès, et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocation sur le projet de fondation de pensions d'apprentis à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1878, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réelu vice-président en 1875, V, 8.

Million (M^{le}), directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

Milliot (M. E.), Rapport sur l'observation de la loi du 7-20 décembre 1874, XXII, 57. — Analyse de l'essai sur la législation française du travail des enfants de M. Duval-Arnould, avocat, XXII, 146.

MINES (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règlement d'administration pour les enfants employés dans les), VI, 180. — Le travail de nuit de l'enfant dans les mines est-il illicite ? rapport par M. Tournier, XV, 20. — Observations sur le même sujet, par M. Eugène Tallon, 102. Le travail des enfants dans les mines, par M. E. Nusse, XIX, 327. — Loi autrichienne sur le travail des enfants dans les mines, XIX, 365.

MINISTRE DE LA JUSTICE (Circularité du), prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113; XII, 352.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE (M. le). Circularité sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89; VI, 457. — Lettre

du), sur l'inscription de diverses Ecoles du gouvernement, II, 274. — (Lettre du), XI, 130. — (Circularités du), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours du), à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 408. — (Lettre du) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574. — Circularité ordonnant une enquête sur les accidents de fabrique, XIV, 63. — Idem sur le travail des enfants dans les manufactures, 153. — Lettre de félicitations à l'Inspection parisienne, XVI, 189. — Circularité de M. le Ministre du commerce sur les améliorations à introduire dans la loi du 19 mai 1874, XVII, 159. Lettre du Ministre du Commerce à l'Inspection parisienne, XVIII, 166. Circularité sur le certificat dit abrégé, XIX, 20.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Ecoles, 345. — Circularité relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305. — Circularité relative au certificat d'instruction primaire 441. — Circularité sur les cours normaux de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — Circularité (du) sur la surveillance des enfants en dehors des classes, XV, 267.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (M. le). Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.

Monnier (M. Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail ma-

- nuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, II, 213.
- MONTARGIS** (Société d'assistance de), III, 264.
- MONTATAIRE** (Organisation des usines de), VIII, 303.
- MONTBÉLIARD**. (Association évangélique pour le patronage des enfants indigents), I, 291.
- Monteaux** (M.). Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214, 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.
- Moore** (Georges), sa biographie, XV, 316.
- Mouchy** (duc de), prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte rendu, 102. — Compte rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la *Société de protection*, 253. — Compte rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. — Compte rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.
- Mourceau** (Fabrique de M.), I, 307. — Son Ecole pour les apprentis, VII, 167, 392.
- Mousses** (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341. — (Les) et l'enseignement primaire, XVI, 170.
- MULHOUSE** (Les Ecoles techniques de), I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis, de M. Trapp à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 235 ; VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — Société des amis de l'instruction populaire de), IV, 81. — (Exposition industrielle

à), IX, 342. — Notice sur l'association (de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 328.

Müller (M. Émile). Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Etablissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337. — Contre-projet de loi sur les accidents du travail reposant sur l'adoption de l'assurance obligatoire présentée par le Congrès des industriels de France (présidé par), XXII, 142. — Notice nécrologique par M. Léon Durassier, XXIII, 321.

MUSÉE CANTONAL (Le). Observations de M. G. Wickam, XII, 308.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (Le), XII, 307.

MUSÉE INDUSTRIEL (Le), au Champ de Mars, XII, 94.

N

NACRE. — (*V. Poussières*.)

Nadaud (M. Martin). (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589. — (Rapport de) à la Chambre des députés, 621. — Projet de loi sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 61. — Examen de ce projet, par M. Ernest Nusse, 32. — Rapport sur le projet de loi déposé par M. Nadaud et M. Félix Faure sur l'hygiène et la sécurité du travail industriel, XVII, 22.

Najeau (M.). Son Internat pour les enfants de la Passementerie. III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.

NANCY (Œuvre des apprentis de), I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson. I, 310 ; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (Ecole professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.

NANTES (Ecole d'apprentis à), I, 261. — Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-joie, I, 290.

Napias (M. le Dr H.). Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger la santé des enfants travaillant dans l'industrie, XIII, 373.

NÉCROLOGIE. MM. Gabriel Dufrenoy; II, 15; Isaac Duproy, 15; Benoit Fourneyron, 16; J.-B. Martin, 17; Martin Riess, 18; Roche, 19; J.-J. Roquebert, 20; Sallandrouze, 21; Sommier, 22. — Aug. Cochon, V, 131; Goldenberg, 132; Leclaire, 328; — Philib. Pompée, VII, 101; H. de Triqueti, 354; Goguel, 474; Matire, 475; Sahler, 475; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62; De-fourneaux, 538. — Mange du Bois-des-Entes, IX, 206; Schlumperger, 639. — Ern. Labbé, X, 88; Isid. Carlhian, 89. — Six Titus-salt; Henri Haffely-Patek; Vincent Dubochet; J.-B. Pastré; E. Moïana; A. Wallaert; Jean Brunet; Debain; Ch. Reboux; Heynin; Ch. Semon; M^{me} Chisholm; Miss Carpenter; Lud. Duchesne; Juteau; Weill-Picard; Mathias; Ch. Gundelach, XI, 109; — Schloss, 294; Germ. Thibaut, 390; Jules Riotot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310; El. Bachotet, 407; M^{me} Canonge, 408. M. Hippolyte Topart, 477. — M. Courvoisier, XIII, 227. — M. Hénon aîné, *ibid.*; M. Cartier-Bresson, 479. — M. l'Inspecteur Maurice. XIV, 112. — M. Chauveau-Lagarde, 303. — M. le baron James-Édouard de Rothschild, 406. — M. Albert Cécille, XV, 88. — M. le comte de Butenval, XVI, 172. — M. le docteur Grauguard. *ibidem.* — M. Engel-Dollfus, XVII, 99. — M. J.-B. DUMAS, 113. — M. Marguerin, 464; — M. Eugène Bourdon, XVIII, 97; — M. Pontemps, 207; — M. Baptérosses, 296; — M. Tresca, 298; — M. Ducholet, XX, 78. — MM. Marienval et Th. Nadeau, XXII, 147.

NEUFHOF (Orphelinat de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.

NEVERS (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les Sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94. — Les enfants travaillant dans l'industrie (à), par M. Ernest Nusse, XVI, 150. — Institutions charitables

de New-York en faveur de l'enfance, par M. E. Nusse, 221. — Suite et fin, XVII, 225.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin) (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868, au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — (L'instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, inspecteur d'académie à Lille, XII, 303. — Rapport sur les enfants blessés et mutilés, X, 218. Nord (C^{ie} du chemin de fer du), V. — Chemin de fer.

NORWÈGE. Modifications à la législation industrielle sur les apprentis, XVI, 157.

NOUVELLE-ANGLETERRE (Réclamations contre les patrons de la), XVI, 241.

NUSSE (M. Ern.), avocat. Conférence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot. *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336, 436; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner quatre livrets de la Caisse d'épargne, 323. — *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de), sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques des 19-23 mars, 3 décembre 1877, 96; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187; — Rapport sur les internats d'apprentis 305. — Etude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire dans les pays étrangers, 350; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474; — *Reflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504; — Etude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 513; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société sur di-

vers ouvrages publiés sous les auspices de la Société, 577; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les Accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la Commission des Internats d'apprentis, par), 195. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Canterets, 216. — Les ouvriers meuliers de La Ferté-sous-Jouarre (Etude de), 368. — Rapport sur la réglementation de la condition des apprentis, 425. — Rapport sur les contradictions existant entre la loi du 4 mars 1851 et celle du 19 mai 1874 et le mode d'interprétation proposé pour les lever, 432. — L'Arbre de Noël, 438. — Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les écoles d'apprentissage, XIII, 29. — L'institution Livet à Nantes, 103. — Les élèves apprentis des institutions de charité, 353. — Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des apprentis de France, 362. — Rapport sur les résultats de l'apprentissage et sur le projet de loi des écoles d'apprentissage, 403. — L'Arbre de Noël, 410. — Le petit vagabond du pays de Caux et les institutions charitables de Dieppe, XIII, 434. — *Secrétaire de la Société de protection des apprentis*, XIV, 14. — Lettre de M. J.-B. Dumas à ce sujet, 16. — Les projets de loi Oviève et Nadaud, réglementation préventive des accidents de fabrique et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, 32. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — Rapport au Comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, 240. — Les institutions de la Compagnie des che-

mins de fer de l'Ouest en faveur de l'Enfance ouvrière, 284. — Réponse au discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des accidents de fabrique, 311. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24. — L'Orphelinat des Arts et les Dames fondatrices, 69. — L'œuvre de M. Georges Bonjean, 133. — La Société d'Instruction professionnelle et artistique de la Carrosserie, 147. — Compte rendu bibliographique de *Jeanne*, par M^{lle} Marie Lacroix, 179. — L'enfance infirme et incurable à Paris, 272. — L'École professionnelle des apprentis tailleurs, 278. — L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, 281. — Les Institutions de prévoyance de la maison Dietsch frères, 311. — L'histoire d'une boîte de sardines (par M.), 385. — Rapport sur la conciliation des lois du 19 mars 1874 et du 28 avril 1882, XVI, 15. — Les Commissions locales de la Seine (par M.), XVI, 52. — La Société pour le placement en apprentissage des jeunes orphelins (par M.), 112. — L'École professionnelle pratique de la rue d'Hauteville, 119. — Les enfants travaillant dans l'industrie à New-York, 150. — Les Institutions charitables de New-York en faveur de l'enfance, 221. — Projet de réforme de la législation ouvrière au Canada, 235. — Accusation contre les patrons de la Nouvelle-Angleterre, 241. — La Colonie agricole et maritime de Belle-Ile-en-Mer, 286. — Les apprentis sourdes-muettes de Laon, 294. — Frédéric Engel-Dollfus, sa vie et ses œuvres, XVII, 99. — Mort de M. J.-B. Dumas; les adieux de la Société, 113. — Rapport sur le livret des enfants travaillant dans l'industrie, 151. — Les Institutions charitables de New-York en faveur de l'Enfance (suite et fin), 225. — Discours prononcé à Troyes, le 22 juin 1884, 357. — Les Institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, 364. — L'École Industrielle de la rue Clavel, 454; — Les Institutions d'enseignement professionnel de la compagnie du chemin de fer du Nord en faveur de l'Enfance ouvrière, XVIII, 70; — La santé des Enfants par les maisons d'éducation et de santé, traduit de l'anglais, 83; — Des meilleurs moyens législatifs

de relever l'apprentissage dans le double intérêt de l'Enfant et de l'Industrie, 115 : — Lettre sur l'École Industrielle de la rue Clavel, 167 ; — Discours à la Distribution des prix de l'École professionnelle du chemin de fer du Nord, 260 ; — Les pupilles de la Ville de Paris (par M.), 272. — Les tapisiers de Paris et leur patronage industriel, 365. — Les jeunes filles apprenties des écoles professionnelles municipales de la Ville de Paris, XIX, 48. — Discours prononcé à la Sorbonne à la distribution des prix de l'Association pour le placement en apprentissage d'orphelins, 104. — L'École professionnelle des apprentis mécaniciens de M. Gérard, 112. — Les papeteries du marais et de Sainte-Marie, 259. — Le travail des enfants dans les mines, XIX, 327. — Le patronage des apprentis de Chaumont, 351. — Rapport du jury des classes 5 et 6 à l'Exposition internationale des sciences et des arts industriels, XX, 37. — Ernest-Guillaume Ducholet, article nécrologique, 78. — Discours prononcé à la distribution des prix de l'Association pour le placement en apprentissage et le patronage des orphelins, 131. — Les divers projets de loi portant modification de la loi du 19 mai 1874. — Les apprentis de la maison Lemaire, 233. — École Gutenberg professionnelle, syndicale d'imprimerie, XX, 287. — Discours à la distribution des prix ; association pour le placement en apprentissage des orphelins des deux sexes, XXI, 203.

O

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.

OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III, 398.

OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêt de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris, par M. Berger, membre de la Commission locale du XI^e arrondissement, XI, 172.

ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. — (Voyez *Comités annexes*.)

ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.

ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404 ; IX, 515.

ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, I, 290.

ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, I, 285.

ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, I, 292.

ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris, médaille d'argent, I, 292 ; IX, 253. — (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.

ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocation à l'). Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocation d'un livret à l'), XII, 103.

ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Fourvières, IV, 21.

ŒUVRE GÉNÉRALE des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, IX, 252.

ŒUVRE des apprentis orphelins à Auteuil (But de l'), X, 378.

ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy (Récompense à l'), I, 286.

ŒUVRE des vestiaires, VII, 184.

ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS, à Paris, rue Saint-Jacques, 253 et 255 ; XII, 305 ; — Boulevard de Vaugirard, n^{os} 14, 307.

OFFRES d'apprentis à placer, V, 87, 133. — Par les patrons, de places d'apprentis, V, 249 ; — D'apprentis, 250, 329, 419, 479.

OISE (Œuvres du département de l'), III, 90.

Ollivier (M.) (Lettre d'adhésion de), IV, 5.

ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME-PRÉSENTATRICE, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT. — Du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Tarn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — De Notre-Dame-de-Youize, à Voison, XI, 429. — De la Ducheraie, commune de Cambon, 419. — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430. — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430. — De M^{lle} Génin, à Saint-Denis, 430. — De l'Adoption, XII, 459. — Des arts et les Dames fondatrices, XV, 69. — De Saint-Martin des Vignes, à Troyes, 143. — Du Commerce, XVI, 124.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149. — (Association pour le placement en apprentissage et le patronage d') des deux sexes, XV, 285. — (Société d'apprentissage des jeunes), 286. La Société pour le placement en apprentissage (des jeunes), — par M. Ernest Nusse, XVI, 112. — Association pour le placement en apprentissage d'orphelins des deux sexes, distribution des prix, 149. — Société pour le placement (des jeunes), *idem*, 150. — Colonies agri-

coles (d'), 161; — et abandonnés de la Seine, 243. — Leur adoption par les anciennes corporations, XIX, 146.

Os. V. Poussières.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

OUVRIERS. Les Institutions créées (par les) en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, XVII, 364.

OUVRIERS EN VOITURES, leur cours professionnel, XVII, 364. — Prix, XVIII, 255.

OUVRIERS MÉCANICIENS EN PRÉCISION, leur école professionnelle, XVII, 364.

OUVROIR Saint-Pierre à Chartres, II, 334. — De la Providence à Beauvais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geneviève, VIII, 480.

OUVROIR du V^e arr^t (École d'apprentissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476. — du Marais et de Sainte-Marie, XIX, 259.

PAPIER (Groupe syndical du) (Distribution des prix aux apprentis du), VII, 319. — Séance de distribution de récompenses, 437. — (Concours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Chambre syndicale du), X, 85. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270. — (Règlement sur les concours des apprentis du), XIII, 211. — Assemblée de la Chambre syndicale, XIV, 83. — Commission du concours des apprentis, 84. — Chambre syndicale, concours des apprentis, 164. — Distribution des prix, 170. — Programme des cours, XV, 172. — Distribution des prix, 287. — Assemblée de la Chambre syndicale (du), 396. — Du papier, XVI, 62, 129. — Comité du cartonnage, 39. Rapport concours apprentis, 208, 213. — Prix, 217. XVII, 96. (Prix)

- 355, 443; XVIII, 39. — Assemblée de la chambre syndicale, 236. — Prix, 256. — Assemblée de la Chambre, 360. — Rapport sur une excursion scolaire, XIX, 32. — Programme des concours, 91. — Prix, 98. — Rapport concours, 101. — *Idem*, 244. — *Idem*, 250. — Prix, 254. — Assemblée de la Chambre syndicale, 321. — Cours professionnels, XX, 47. — Programme des concours en 1887. 84. — Assemblée de la Chambre, 116. — *Idem*, 124. — Rapport sur le concours des apprentis, 217. — Distribution des prix, 220. — Rapport sur le concours des apprentis, XXII, 103. — Ecole professionnelle, XXII, 107. — Rapport de la Commission des apprentis, XXII, 220. — *Idem*, XXII, 224. — *Idem*, XXII, 230. — Distribution des prix, XXII, 232. — Rapport de la commission des apprentis, XXII, 360. — Séance du 8 novembre 1889, XXIII, 90. — Séance du 6 décembre 1889, XXIII, 233. — Séance du 7 mars 1890, XXIII, 251. — Séance du 11 avril 1890, XXIII, 580. — Séance du 6 juin 1890, XXIII, 583. — Distribution des prix aux apprentis papetiers, cartoniers et graveurs et aux élèves de l'école professionnelle, XXIII, 597. — Avis concernant la réouverture des cours de l'école professionnelle (année 1890-1891), XXIII, 000.
- PAPIER PEINT** (Distribution des prix à l'Œuvre des apprentis du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — Distribution des récompenses, II, 275. 305. — (Note sur l'industrie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159; VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270. — Distribution des prix, XIV, 94. — *Id.* en 1882, XV, 149. — En 1883, XVI, 148. En 1884, XVII, 199. En 1885, XVIII, 201. — XX, 127.
- PARENTS** (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs : Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.
- PARIS** (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinck, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8. — Pupilles de la ville de Paris par M. E. Nusse, XVIII, 272. — Ecoles professionnelles municipales de jeunes filles, par M. Nusse, XIX, 48.
- PARTICIPATION** de l'ouvrier aux bénéfices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godechaux, VIII, 128. — Dans la librairie de M. Masson, 134; — chez M. Chaix, XIII, 174; XVII, 381. — (Voy. *Caisses*.)
- PARZUDAKI**, successeur de Ph. Latour; ses institutions à Liancour, en faveur de l'enfance, XIV, 288.
- PASSEMENTERIE** (Internal des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VIII, 517. (V. *Dentelles*.)
- PATRONAGES** (Études sur les Œuvres de), par M. de Coulange, I, 208. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers sous le nom de Saint-Jean, à Paris, I, 293. — Visite faite à deux patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Société d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage, dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 388, 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319. — Patronage des apprentis du XIII^e arrondissement (Caisse de), Société de protection et de placement, XV, 150. — (Association pour le) des orphelins des deux sexes, 285. — Comité de Patronage du XVII^e arrondissement. Prix, XVIII, 257. — Le patronage des apprentis de Chaumont, par M. E. Nusse, XIX, 351. — Patronage du temps passé : Juliette Parent des fleurs et plumes, 371. — Patronage de Puteaux (Le) par M. Léon Durassier, XXII, 251.

PATRONAGES INDUSTRIELS. — (Voy. *Assistance paternelle, Société des*). — *Papier peint.* — *Ebénisterie, Tapissiers.*

PATRONAGE LAIQUE D'APPRENTIS. — Distribution des prix, XX, 128. — Patronage laïque du XVII^e arrondissement, par Léon Durassier, XXI, 374. — Patronage et enseignement des apprentis (Etat actuel en France) par M. E. Cacheux, XXII, 536.

PAYS-BAS (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

Paz (M. Eugène). Offre de son gymnase pour ledimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite Ecole des *Arts et Métiers*, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnellé, 86. — (Allocution de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fondée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Étude sur les), par M. Héliard III, 165 à 182. — Lettre de M. Schloss, V, 342. — Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329. — Pension d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.

PENSIONS PROFESSIONNELLES, XX, 84. — Des vieux ouvriers, projet de loi en Allemagne, 181.

PENSIONNAT de jeunes filles. — De l'Église réformée à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294; VIII, 472. — (Voy. *Orphelinats, Internats, Maisons.*)

Pereire (M. Émile) fils. Rapport sur cinq Ecoles professionnelles de Paris, I, 137.

Pericoli (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.

PÉRILS et police de l'atelier (Discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arr. de Paris. — Projet de *Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels*, I, 263. — Membre, puis secrétaire du *Comité judiciaire*, II, 180, 322; III, 213; V-37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié: *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 405. — Lettre à M., Engel-Dollfus sur les *Accidents dans les Scieries mécaniques* (devant la Jurisprudence), IX, 46, 91. — Comptes rendus du *Comité judiciaire*, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149. — Compte rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte rendu des séances ordinaires de la Société, du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'enfance ouvrière*: Histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. — Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149. — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse, avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes des saltim-*

banques, acrobates, etc., 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — Allocution sur la tombe de M. J. Riottot, 563. — *Le Travail des enfants dans l'arrachage de la betterave, les sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'Acte anglais, concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218. — Ordre du jour du bureau de la Société concernant sa retraite des fonctions de secrétaire, XIV, 15. — Lettre de M. J. Dumas sur le même sujet, 15. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, 139. — Note historique sur l'apprentissage, 323, — sur les tours de force au moyen âge, 323. — Sur les accidents du travail, XXII, 157. — Sur un jugement en matière d'affichage de la loi du 19 mai 1874, XXIII, 320.

Périsse (M. Antoine) (Écoles établies à Lyon, par), III, 87.

Pernolet (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.

Péronne (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

Perrin (M. le Dr E.-R.). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; — Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du bronzage, 142. — Observations de) présentées à la commission départementale supérieure sur l'exécution de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. — Rapport sur la comptabilité de la Société en 1885 et projet de budget pour 1886, XIX, 24 et 19. — Distribution de récompenses aux apprentis du XII^e arrondissement, XXII, 128.

Petit (M. Ch.), président-fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur

les classes spéciales, 428. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fondateur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70. — Notice nécrologique par M. Léon Durassier, XXIII, 322.

PHILADELPHIE. — V. Tissage.

Piel (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.

Piéttri (M.), ancien Préfet de police Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.

Pirmez (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.

PITHIVIERS (Œuvres établies à), III, 266.

Piver (M. Alphonse), fondateur de la *Tutelle*, maison d'apprentis, à Paris, I, 83. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis la *Tutelle*, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, XII, 315.

PLACEMENT des apprentis (*Comité du*), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419; VI, 527; VII, 28, 101, 191, 35, 479, 566; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157; du 8 juin, 313, — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du *Comité*, 521; IX, 115, 217, 359; 1^{er} fév. 1877, X, 91. — Séance du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102; XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. — (Rapport de M. Leroux, secrétaire du *Comité du*), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du *Comité du*), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le *Comité du*), 127. — (Lettre de M. de Coulonge au), 296. — Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulonge, 396. — (Compte rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de

- l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du Comité de), sur l'exercice 1878, par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du 20 juin 1879. Rapport sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Rapport sur l'exercice 1879, présenté par M. Is. Roche, vice-président, XIII, 53. — Rapport sur l'exercice 1880, présenté par M. Is. Roche, XIV, 43. — Idem sur l'exercice 1881, présenté par MM. Roche et Barochetti, XV, 29. — Placement des apprentis du XIII^e arrondissement, XV, 150. — Association (pour le) en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, 285; XVI, 112. — Rapports sur l'exercice 1883, XVII, 28. — Rapport sur l'exercice 1884, XVIII, 141. — Rapport sur l'exercice 1885, XIX, 79. — Rapport sur l'exercice 1886, XX, 97. — Rapport sur l'exercice 1887, XXI, 110. — Rapport sur l'exercice 1888, XII, 167. — Rapport sur l'exercice 1889, XXIII, 208.
- PLAISANCE.** Orphelinat de jeunes filles dirigé par le pasteur Paumier, I, 291; VII, 388. — Rapport (sur le), 1882, XVI, 24.
- Plassiard (M.),** inspecteur divisionnaire à Nancy. Sa lettre sur les appareils de sécurité pour nettoyer les métiers à coton, XIV, 234. — Sur les appareils préventifs dans les filatures, XVI, 7. — Circulaire sur le même sujet, XVII, 156.
- FLOMBIÈRES** pour toitures. — (V. *Couvreurs*.)
- Poan de Sapincourt (M.),** Membre correspondant du Comité des accidents de fabrique, XIV, 10. — Article sur l'association de Rouen pour prévenir les accidents de fabrique, 54. — Rapport à cette association, exercice 1880-1881, XV, 120.
- Poiré (M.),** Livre sur les principales industries, IX, 104.
- POITIERS** (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.
- POLISSOIRS** à ventilateurs de M. Goldenberg, IV, 48.
- PONT-AUDEMER.** Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.
- PONT-A-MOUSSON.** Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.
- PORCELAINE** (Apprentis décorateurs sur), III, 279.
- PORNOGRAPHIE.** (Voir *Publications obscènes*.)
- PORTUGAL.** Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383. — L'enfance abandonnée en, XV, 80.
- Portz (M^{lle})** (Asile établi à Versailles par), III, 95.
- POUL-AR-BACHET** (Finistère) (Ouvroir de), II, 333.
- POUSSIÈRES.** Industries qui les dégagent : chiffons, os, corne, naere, par M. Bérard, XVIII, 371.
- Pouyer-Quertier (M.),** député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.
- PRÉFECTURE DE POLICE** (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2^e Commission locale de Paris, à la), X, 21; — (de l'ancienne 4^e Commission locale de Paris, à la) 115. — Statistique des apprentis et enfants employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrices nommés par la), pour compléter le service de l'inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à la), 353. — Lettres à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364. — Rapports des inspecteurs sur le travail des enfants avec les Commissions locales, 444. — Visa des certificats d'instruction, XIII, 152. — Etat des livrets délivrés en 1879, 154. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — Circulaire sur la salubrité des ateliers, XIV, 66. — Idem sur l'inexécution de la loi des 7-20 décembre 1874 pour les enfants employés par les acrobates, 151. — Circulaire sur l'interprétation de l'article 10 de la

- loi du 19 mars 1874, 247. — Idem, sur le visa des certificats d'instruction, 248.
- PRÉFET DE LA SEINE** (Lettres à M. le), sur les Ecoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs, VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Ecoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332. — Circulaire aux instituteurs sur le certificat à délivrer aux enfants employés dans l'industrie, XIII, 150. — Circulaire sur les classes spéciales d'apprentis, 156.
- Prétavoine** (M.), député. Discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.
- Prevost et Lambert** (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.
- PRÉVOYANCE** (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287. — Institutions (de) de la maison Diesteh, XV, 311.
- Prieur de la Comble** (M.), banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi VI, 114. et V, 38.)
- PRIX** décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)
- PROCÈS-VERBAUX** des séances de la Société. — (Voy. *Société*.)
- PROCURER DE LA RÉPUBLIQUE**. Circulaire sur la mendicité des enfants, XVI, 110. — Sur l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, 195.
- PROTECTION** de l'enfance ouvrière (article de M. Robiquet, sur la), XI, 499. — En Allemagne, XX, 257.
- PROTESTANT** (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) de Neuhoi, V, 396.
- PRUDHOMMES DE NIMES** et l'apprentissage (Les), par Léon Durassier, XXII, 131. — Lettre de M. Benoît Germain, président des prud'hommes de Nîmes relative à la monographie précédente, XXII, 258.
- PRUSSE** (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X, 167. — (Inspection du travail des enfants, dans les manufactures en), XII, 392. — Statistique des accidents (en) de 1875 à 1880, XV, 178.
- PUBLICATIONS OBSCÈNES**. Démarches de la Société pour les combattre, XVIII, 214, 307. — Rapport du Comité judiciaire sur les dangers de la pornographie pour l'enfance, 375, XIX, 21, 23, 59, 67, 143. — Motion de M. Chabert au conseil municipal, 268. — Faits dénoncés, 274.
- PUPILLES** de la Ville de Paris, par E. Nusse, XVIII, 272, 377.
- PUY** (Le). Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'Instruction, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RAMONEURS. — (Voy. *Œuvre des Petits Ramoneurs*.) — Les Petits Ramoneurs, XIII, 225.

RAPPORT présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337; XII, 342; XIII, 143; XIV, 113; XVII, 403; XVIII, 309.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance, séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les, séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers, IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhouse, pour

- réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199 — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contremaîtres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'Ecole professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148. — Distribution (des) en 1882, XV, 185. — Liste (des) en 1882, 210. — Rapport sur la Commission (des), par M. Thomas, XVII, p. 393. — *idem*, (1886) par M. Roche, 277.
- RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ POUR SURVEILLANCE**, IX, 35 X, 9.
- RÉCOMPENSES OBTENUES PAR LA SOCIÉTÉ**, XXIII, 5.
- RECOUBEAU** (Drôme), (Maison de) II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.
- RÉCRÉATIONS aux enfants**, III, 396.
- RÉFORME pénitentiaire** (Art. de M. Robiquet), VII, 559.
- RÈGLEMENT DU COMITÉ**. (Voy. *Comités*.)
- REIMS**. Patronage, fondé par la Société industrielle, I, 245.
- RENNES**. Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, I, 291.
- Renault** (M. Léon), avocat, député; — nommé membre de la Commission supérieure du travail des enfants, XII. — Rapport à la séance du 30 juillet 1882 sur l'exercice 1880-1882, XV 191. — Rapport à la séance du 29 juin 1884 sur l'exercice 1882-1884, XVII, 256. — Allocution à l'installation de M. Say, XVIII, 9. — Rapport à la séance du 4 juillet 1886, sur l'exercice 1884-1886, 154. — Rapport à la séance du 1^{er} juillet 1888, XXI, 258. — Discours prononcé à la séance du 29 juin 1890, XXIII, 385.
- RENSEIGNEMENTS**. Avis concernant la réouverture des cours de l'Ecole professionnelle de la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment pour l'exercice 1890-91, XXIII, 000.
- REPOS des dimanches et fêtes** (Discussion sur le), II, 206.
- RESPONSABILITÉ**. Du patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, XIII, 24. — Du patron employant un enfant dans une industrie non comprise dans le décret des 22-24 mai 1875, 137. — Pour défaut de surveillance, 142.
- Reuil** (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.
- Reverdy** (prix fondé par M.), IX, 347. — (Legs), XI, 390.
- Rey** (M. l'abbé). Colonie de Citeaux, IV, 27.
- RHONE** (Œuvres et institutions du département du), III, 77.
- Ribains** (M. l'abbé de), directeur du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, IX, 249.
- RIBEAUVILLÉ**. Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, II, 334.
- Richter-Linder** à Bâle (Établissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.
- Riess** (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.
- Riottot** (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du Papier peint. — Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du Papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du Papier peint, VII, 160; VIII, 249; IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de), XI, 562.
- Risse** (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393. — Sa lettre, 435.
- Rivarol** (M. le C^{te} de). Directeur de la *Maison de famille*, II, 261.
- Robert** (M. Charles), anc. conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — (Circulaire de), secrétaire général du Ministre de l'Instruction publique, adressant un exemplaire du n^o 2 du Bulletin de la Société, à tous les provideurs et principaux des lycées et collèges de l'Empire, I, 102. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses de la Soc. paternelle de l'Ebénisterie et des Fleurs et Plumes, II, 145. — Discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'Ebénisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer

des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'Etat, V, 41. — Discours sur l'enseignement technique, à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'Ecole professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre, 421. — Son discours à l'assemblée de la Soc. des Fleurs et Plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des Fleurs et Plumes, VI, 378. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les Assistances paternelles, VII, 89. — Conférence intitulée: Ecole ou prison, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528. — Aux enfants du Papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des Fleurs et Plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468; — à la 3^{me} distribution des prix de la Société de protection, IX, 231; — aux apprentis de M. Chaix, 620. — Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480. — Discours à la distribution des prix de l'Ecole professionnelle de M. Chaix, XII, 451.

Robert (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La *Société de Protection* et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.

Robin (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du *Comité des accidents de fabrique*; son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.

Robin (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.

Robiquet (M. Paul). Compte rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; — de M. Groult, 420; — d'une visite à l'atelier de M^{me} G., III, 434. — Elu secrétaire du *Comité des publications* de la Société. — Membre de l'ancienne 4^{me} Commission locale. Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du *Comité des publications*, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Paris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6^{me} Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65. — Président de la séance du 29 juin 1884 (7^e fête de l'enfance ouvrière). Son discours à cette occasion, XVII, 247.

Roche (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulange, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28; — sur l'exercice 1879, XIII, 53; — sur l'exercice 1880, XIV, 43. — sur l'exercice 1881, XV, 29. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice 1881, 93. — Rapport sur le placement des apprentis, exercice 1882 (par M.), XVI, 21. — Sur les travaux de la Commission des Récompenses et l'Organisation de la 6^e Fête, 34. — Son rapport sur la comptabilité de l'exercice 1883, 95. — Rapport sur les travaux du Comité de placement des apprentis en 1883, XVII, 28. — En 1884, XVIII, 141. — En 1885, XIX, 79. — Rapport sur les travaux de la Commission des récompenses, 277. — Rapport sur l'exercice 1886, travaux du Comité de placement, XX, 97. — Rapport sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XXI, 110. — Rapport sur les travaux du comité de placement des apprentis (Ex. 1888), XXII, p. 167. — Rapport sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XXIII, 208. —

- Rapport** sur l'emploi du fond de secours, XXIII, 217. — **Rapport** sur les travaux de la Commission d'organisation et des récompenses de la 10^e Fête de l'Enfance ouvrière, XXIII, 530.
- Roche** (M^{me} Eugénie), en religion sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles employées dans le commerce, XI, 431.
- Roche** (Nécrologie sur M.), II, 19.
- Roche-Guyon** (La). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.
- Rodanet**, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. — (Voy. *Horlogerie*.)
- Rolland** (M.), directeur général des manufactures ; vice-président en 1867, I, 37.
- ROLLIN** (Les apprentis du collège). I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.
- Roquebert** (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.
- Rostaing** (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, 208.
- Rothschild** (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.
- Rothschild** (M. le baron Edmond de). Sa lettre au Maire du IX^e arrondissement (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398.
- ROUEN** (Rapport sur le travail des enfants, à), III, 54. — (Association de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 54. — Rapport à cette association sur l'exercice 1880-1881, XV, 120.
- ROUMANIE**, projet de loi protectrice du travail, XX, 182.
- Roussel** (M. l'abbé), Directeur de l'Œuvre des Apprentis orphelins, à Paris-Auteuil, IX, 253.
- Roussel** (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.
- Rouvenat** (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur), VII, 564.
- Rouville** (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.
- RUILLÉ-SUR-LOIR** (la communauté des sœurs de), VII, 387.
- RUSSIE** (Fondation d'écoles professionnelles en). VI, 376. — L'industrie et les ouvriers en Russie, XIII, 463. — Avis du Conseil d'Etat de l'Empire (de), pour les mesures concernant le travail des enfants employés dans l'industrie, XV, 308; XVII, 236. — Les enfants travaillant dans l'industrie (en), 462. — Avis du Conseil de l'Empire sur le travail de nuit, XX, 256. — Institutions en faveur de l'enfance, XX, 296.

S

- SACRÉ-CŒUR** (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.
- Sahler** (A.) (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.
- SAINT-BRIEUC** (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.
- SAINT-CATHERINE** (L'Œuvre de), à Lyon, I.
- SAINT-FOY** (Colonie agricole de Dordogne). (Rapport de la), XII, 383.
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.
- SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES** (Vendée). (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.
- SAINT-LAZARE**. — (Voy. *Libérées*.)
- Saint-Mauris** (M. René de). Études sur les Sociétés paternelles, fondée par les patrons, à Paris, I, 229.
- SAINT-NICOLAS** (Œuvre de). — (Voy. *Œuvre*.)
- Saint-René-Taillandier** (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Société paternelle de l'Imprimerie, IV, 54.
- SAINT-VINCENT-DE-PAUL**, I, 340. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.
- Sajou** (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 147, 305.

SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

Salicis (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.

Sallandrouze de Lamornaix (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

Salle (le vénérable Abbé de la); fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.

Salle (M. Emile), son rapport sur les exécutions de la loi du 20 décembre 1874, XIV, 119.

Salomon (G.). L'enseignement primaire industriel dans les écoles publiques, XXII, 362.

SALUBRITÉ DES ATELIERS (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur la), XIV, 66.

Sarda (Fabrique de velours de M.), I, 303. — (Rubanerie de M.), II, 390.

SARDINES (L'histoire d'une boîte de), par M. Ernest Nusse, XV, 385.

Saunier (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, V, 293.

Saveney (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

SAVOIE (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275, 320.

SAXE (Ecoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.

Say (Léon), président de la Société, V, 7. — Rapport sur l'exécution de la loi du 19 mai 1874 en Seine-et-Oise, XV, 125. — Nommé président de la Société, XVIII, 4 et 8. — Son installation, 8. — Allocution à la séance du 4 juillet 1886, 150. — Son allocution à cette occasion, 18. — Son allocution à la séance extraordinaire du 1^{er} juillet 1888, XXI, 245. — Discours sur l'enseignement professionnel, XXII, 411. — Son allocution à la séance du 29 juin 1890, XXIII, 371.

SCHLESWIG-HOLSTEIN (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hap-sen, XII, 394.

Schneider (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

Schoelcher (M.), Rapport sur l'enfance abandonnée ou coupable en Angleterre, XV, 80.

SCIÉRIES mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578.

SCIEURS DE LONG. (V. *Charpentiers.*)

SCULPTURE (État de l'Enseignement technique de la), à Paris, V, 340.

SÉANCES de la Société. — (Voy. *Société.*)

SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108. — (Le Congrès des), XIV, 301. — La confrérie des compagnons cordonniers, XIX, 146.

SEINE-ET-OISE (Œuvres et institutions de), III, 95. — La loi du 19 mai 1874, dans le département (de), XV, 125.

SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.

Serstevens (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.

Sérurier (M. le C^{te}). Sa communication sur les enfants de l'Imprimerie, III, 218. — Président de la Société paternelle des enfants de l'Imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.

SERVICE ALIMENTAIRE des élèves des écoles communales : Rapport présenté à la délégation cantonale du XI^e arrondissement par M. Julien Hayem, XII, 51.

SERVICES PÉNITENTIAIRES. (Rapport sur les), par M. G. Leygues, député, XXII, 73.

SILÉSIE (Voy. *Inspection.*)

Simon (M. Jules). Discours sur l'instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Discours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.

Sivan (M^{lle}), à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'Établissement de), 376.

Smiles (M. Samuel). Son ouvrage : la *Vie de Stephenson*, III, 40.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES. — Influence sur l'apprentissage, XVII, 376.

SOCIÉTÉ d'apprentissage des jeunes orphelins, XV, 286. (Distribution de prix), XVII, 199. *Idem*, 1885 XVIII, 205. *Idem*, 1886, XIX, 104. — Préceptes appris à ses apprentis, 268. — Distribution des prix en 1887, XX, 130.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DE L'ENFANCE OUVRIÈRE A TROYES. (Voy. *Troyes*.)

SOCIÉTÉ des Amis de l'enfance, I, 222, 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.

SOCIÉTÉ des Amis de l'instruction populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.

SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques, IV, 23.

SOCIÉTÉ d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.

SOCIÉTÉ d'encouragement au bien (Séance de la), dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247 ; VI, 424.

SOCIÉTÉ d'encouragement de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie, X, 256. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, 265. — (Statuts de la), 266.

SOCIÉTÉ d'encouragement des ouvriers. — Lettre de M. Fougereux, entrepreneur de travaux publics, XI, 107.

SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION aux bénéfices, formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices de l'entreprise, XII, 301.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS (Constitution de la), X, 186.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse. Ses vœux, en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.

SOCIÉTÉ DE L'ORPHELINAT DE LA SEINE (Assemblée générale de la), XI, 288.

SOCIÉTÉ de tempérance, XI, 291.

SOCIÉTÉ d'instruction professionnelle et artistique de la carrosserie, XV, 147. — Distribution de prix, XVI 149. — *Idem*, 1885, XVIII, 204. *Idem*, 1886, XIX, 104, notice XX, 471

SOCIÉTÉ générale pour le patronage des libérés ; But, XI, 289, 556.

SOCIÉTÉ de patronage des Alsaciens-Lorrains. Son but, XI, 288.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à Lyon, IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les patrons (Etudes sur les) ; par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation, en 1868, des), 274.

SOCIÉTÉ de prévoyance et de secours mutuels de la maison Leclaire. — Banquet du 11 mars 1877, X 189.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. — (Séance préparatoire de la), I, 32. — Statuts provisoires, 33. — (Conseil de la), 35. — (Comités de la), 36. — Commissions de la), 37. — (Séance d'inauguration de la), I, 45. — Compte rendu financier, 60, 61. — (Réception par l'impératrice Eugénie d'une députation de la), 99. — Séance du 10 septembre 1867, 1-3. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (27 octobre 1867), 271. — Séance du 12 décembre 1867, 314. — (Mention de la) dans l'exposé de la situation de l'Empire, 361. — Séance du 23 février 1868, II, 3. — Compte rendu financier, 12. — Séances du 25 mai, 179 ; du 9 juin, 194. — Reconnue comme établissement d'utilité publique. Décret 175. — (Subvention accordée à la), 179. — Séance du 19 juin, 209. — (Vœux exprimés par la), 523. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Distribution des récompenses, 331. — (Les Sociétés de secours mutuels et la), 434. — Séance du 20 mars 1869, III, 3. — (Allocation, par la ville de Paris, à la), 106. — Séance du 12 juin 1869, 158. — Statuts, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. — (Ecrits fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des industriels par la), *ibid.* — Séance générale du 19 juin 1870, IV, 3. — Réunion du 6 août 1871, 105 ; du 8 novembre 1870, 114. — Assemblée générale du 23 décembre 1871, V, 6. — Exposé financier, pour 1871, 12. — Séance générale du 8 février 1872, 33. —

Sa situation et son *Bulletin* en 1872, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), 31, 34. — (*Comités annexes* de la), 35. — (Lettre du Ministre de l'Inst. publ. accordant une subvention à la), 89. — (Lettre du Min. du Commerce accordant une subvention à la), 90. — Séance générale du 4 avril 1872, 165; du 2 mai, 183; du 6 juin, 251. — (Compte rendu financier trimestriel de la), 91. — (Allocation de la ville de Paris à la), 251. — (Compte rendu financier de la), 91, 263. — (Dondumin. de l'Intérieur à la), 331. — Compte rendu financier, 348, 459. — Séance du 7 novembre 1872, V, 431. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, 315; — du 1^{er} mai 1873, 351. — Demande un traité international pour le travail des enfants, 350, 386. — Compte rendu financier, 388. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 3 juillet 1873, 428; du 6 novembre 1873, 457; — (allocation par les Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture à la), 457. — Instructions pour les membres correspondants, VI, 530. — Séance du 8 janvier 1874, VII, 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 5 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le ministère de l'Intér. à la), 481. — Compte rendu financier, 12, 488. — Séance du 6 janv. 1875, VIII, 5. — Compte rendu financier, 2. — Séance du 4 mars, 65; — du 3 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste des récompenses, 543. — Séance du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285.

— Séance du 6 juillet, 365. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1^{er} mars, 97; — du 3 mai, 193; — du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — (*Voy. Statuts.*) — Participation à l'Exposition universelle de 1868, IX, 528. — (Allocation de M. le Ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le proviseur du Lycée Louis-le-Grand), 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1878, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur décerné à la Société par M. le Ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son Bulletin trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte rendu financier de l'année 1878, 321. — Séance du 6 nov. 1879, 409. — Programme des prix à décerner en 1880 à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 5. — Séance du 15 janv. 1880, 11; — du 8 avril 1880, 112. — Compte rendu de la distribution des récompenses de la 5^e fête de l'enfance ouvrière, 229. — Rapport sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, 232. — Allocation de M. le Président de la Société, 256. — Séance du 1^{er} juillet 1880, 305. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, 315. — Séance du 4 novembre 1880, 389. — Réimpression des statuts, XIV, 5. — Séance du 13 janvier 1881, 7. — Elections *ibid.* — Rapport des censeurs sur l'exercice 1880, 18. — Séance du 7 avril 1881, 113. — Ordre du jour sur l'ineécution de la loi du 20 décembre 1894, 117. — Circulaire de la Société à MM. les Présidents de la Caisse des Ecoles, 134. — Séance du 7 juillet 1881

217. — Séance du 3 novembre 1881, 305. — Programme des prix à décerner en 1882 à la 6^e fête de l'Enfance ouvrière XV, 5. — Séance du 5 janvier 1882, 11. — Séance du 20 avril 1882, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice de 1881, 93. — Séance extraordinaire du 30 juillet 1882, distribution des récompenses, 185. — Allocution de M. Dumas, président, 187. — Rapport de M. Léon Renault, secrétaire général, 191. — Allocution de M. de Bouteiller, délégué du conseil municipal, 207. — Séance du 6 juillet 1882, 255. — Séance du 9 novembre 1882, 321. — Séance du 11 janvier 1883, XVI, 5. — Du 5 avril 1883, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1883, 95. — Séance du 5 juillet 1883, 173. — Séance du 8 novembre 1883, 253. — Médaille d'or obtenue à l'exposition Internationale d'Amsterdam (1883), 251, 255. — Programme de la 7^e fête de l'Enfance ouvrière, XVII, 5. — Séance du 10 janvier 1884, 11. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1884, 13. — Séance du 3 avril 1884, 119. — Séance extraordinaire du 29 juin 1884, 245. — Discours de M. Jules Simon, président, 247. — Rapport de M. Léon Renault, 256. — Liste des lauréats, 267. — Séance ordinaire du 10 juillet 1884. — Séance du 13 novembre 1884, 389. — Rapport de la Commission des récompenses, 393. — Du 8 janvier 1885, XVIII, p. 5. — Séance extraordinaire du 26 février 1885, 8. — Allocution de M. Renault, 9. — De M. Say, installé comme Président, 18. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1884, 24. — Séance ordinaire du 30 avril 1885, 101. — Séance ordinaire du 16 juillet 1885, 213. — Séance ordinaire du 5 novembre 1885, 305. — Programme de la 8^e fête de l'Enfance ouvrière, XIX, 5. — Séance ordinaire du 14 janvier 1886, 11. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1885, 14. — Projet de budget, 19. — Séance ordinaire du 8 avril 1886, 65. — Séance extraordinaire du 4 juillet 1886, 149. — Allocution de M. Léon Say, 150. — Rapport de M. Léon Renault, 154. — Liste des lauréats, 163. — Séance ordinaire du 22 juillet 1886, 231. — Séance ordinaire du 11 novembre 1886, 273.

— Rapport de la Commission des Récompenses, 277. — Séance du 13 janvier 1887, XX, 5. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1886, 8. — Rapport des délégués de la Société au Congrès des Chambres syndicales, 12. — Séance du 21 avril 1887, 89. — Séance du 21 juillet 1887, 185. — Séance du 10 novembre 1887, 261. — Séance du 12 janvier 1887 XXI, 11. — Rapport des censeurs sur les finances, 13. — Projet de budget, 17. — Séance du 19 avril 1888, 98. — Subventions, 98. — Séance extraordinaire du 1^{er} juillet 1888, 241. — Allocution de M. L. Say, 245. — Rapport de M. Léon Renault, 258. — Liste des lauréats, 271. — Commentaire sur les dangers du laminage des verges de tréfilerie, par M. P. Bérard, 243. — Séance du 9 août, 341. — Séance du 6 décembre 1888, XXI, 401. — Séance du 10 janvier 1889, XXII, 57. Séance du 4 avril 1889, XXII, 161. — Séance du 18 juillet 1889, XXII, 277. — Séance du 14 novembre 1889, XXII, 401. — Séance du 9 janvier 1890, XXIII, 65. — Séance du 17 avril 1890, XXIII, 185. — Séance extraordinaire du 29 juin 1890, XXIII, 368. — Discours de M. Léon Say, président de la Société, XXIII, 374. — Discours de M. Léon Renault, secrétaire général de la Société, XXIII, 385. — Séance du 17 juillet 1890, XXIII, 333. — Rapport sur la marche et les travaux de la Société pendant la période 1888-1890, XXIII, 342. — Séance du 13 novembre 1890, XXIII, 517.

SOCIÉTÉ de protection et de placement des apprentis du XIII^e arrondissement, XV, 150.

SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (Patronages de la), I, 220, 286.

SOCIÉTÉ pour l'Instruction professionnelle des femmes, XVI, 340.

SEURS BLEUES (Maisons des), II, 367.

SEURS DE MARIE-AUXILIATRICE. — Leur internat d'apprenties, IX, 329.

SEURS fidèles compagnes de Jésus. — Leur orphelinat, IX, 509.

SEURS de Saint-Vincent-de-Paul. (Patronages dirigés par les), I, 218.

SOIE (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3.

Sommier (Nécrologie de M. Pierre Alexandre), II, 22.

SOURDS-MUETS. Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335. — (Atelier de lingerie, au Puy, pour les) 335. — Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — (Société pour les publications, à l'usage des), X, 99. Les apprentis sourdes-muettes de Laon, XVI, 294, leur distribution de prix, XIX, 323.

Spuller (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, XII, 73.

Sriber (M. Alphonse). Article sur l'inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11. — Rapport sur la comptabilité de la Société en 1887 et projet de budget pour 1888, XXI, 13.

STATUTS provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34. — Statuts de la Société (Extrait des), XXII, 3; XXIII, 3.

Steinheil (M.), I, 305. — (École d'apprentis de M.), 381.

Stephenson (La vie des), par Samuel Smiles, III, 40.

STRASBOURG (École israélite des *Arts et Métiers*, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.

SUBLIME (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.

SUCRERIES (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 142. — V. *Travail des enfants*.

SUÈDE (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171. — (L'instruction industrielle en), XIII, 105. — Ordonnance du 18 novembre 1881 sur l'emploi des mineurs dans l'industrie, XVI, 159. — Loi sur le travail de nuit des enfants en Suède, XIX, 366.

SUISSE (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Bâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en),

345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. Observations de M. Robiquet sur la nouvelle loi, 694. — L'enfance abandonnée (en) XV, 80. — Loi protectrice du travail des femmes, XX, 175. — Assurance contre les accidents, 297. — Cours publics des classes ouvrières XXI, 93.

SURCHARGE. (V. *Enfants, Surcharges*.)

SURVEILLANCE MATERNELLE (Maison de), à Lyon, III, 88.

SURVEILLANT (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.

Suzainnecourt (C^{ie} de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.

SYDNEY (Australie) (Exposition de), XII 309.

T

TABAC, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.

TABLETTERIE (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.

Taborin (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.

TAILLE des Diamants (La), XIV, 299.

TAILLEURS, l'École professionnelle des apprentis, XV, 278. (V. *Chambres syndicales, écoles professionnelles*.)

Talbert (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.

Tallon (M. Eugène), avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264. — Ses discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du Comité judiciaire, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la loi du 19 mai 1874*, sur le travail des Enfants employés dans

- l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcés par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685. — Observations sur le travail de nuit des enfants dans les mines XV, 102. — Note sur l'application de l'art. 12 de la loi de 1874 et l'emploi des mineurs aux métiers de tissage à la main comme producteurs de force motrice, XVI, 104. — Article bibliographique sur la 3^e édition de son manuel, XVIII, 93.
- TAPISSIERS** (Communication de la Chambre syndicale des). VII, 165. — (Statuts du Patronage des), 532. — (Chambre des), IX, 354. Distribution des prix de leur patronage, XVIII, 264. — Les Tapisseries de Paris et leur patronage industriel, par M. Nusse, 364. — Prix, XIX, 256. — Patronage des apprentis tapisseries, XX, 46.
- TEINTURERIE** de soie (Rapport sur la de M. Gilet-Piéton, à Lyon, I, 337.)
- Teisserenc de Bort** (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.
- TEMPÉRANCE** (Société française de), VIII, 53; IX, 215.
- THÉÂTRE**. Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes (au), par M. Faustin-Hélie, XVIII, 302. — Enfants dans les cafés-concerts, XIX, 59. — Motion de M. Chabert au conseil municipal, 268. — Figurantes de l'Eden-Théâtre, XX, 87.
- Thénard** (M. Arnould). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéton, I, 337. — Étude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvriers, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.
- Thiriez** (M.M.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335-257.
- Thomas** (M. le Dr E.). secrétaire du Comité des accidents de fabrique. Rapport sur les travaux de la Commission des récompenses, t. XVII, p. 393. — Histoire du Comité des accidents de fabrique, son but, ses essais de Statistique, XVIII, 154. — Procès-verbaux des séances des 24 mars, 22 mai, 28 juillet 27 octobre et 24 novembre 1890 du Comité d'accidents de fabrique, XXIII, 73, 194, 361, 522.
- Thorel** (M.). conseiller municipal à Paris, délégué cantonal, IV, 27.
- TISSAGE** (École théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132. Emploi des enfants et filles mineurs dans les ateliers (de) par M. Tallon, XVI, 104. Rapport sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Son apprentissage à Roanne, XIX, 63. — École (de), à Philadelphie, XX, 176
- TISSEURS** (Ouvriers, de Lyon), leurs cours professionnels, XVII, 364.
- Tonnellé** (M^{me}) et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.
- Topart** (M.), vice-président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation. Son discours, X, 374.
- TOUAGE** de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.
- TOULOUSE** (Organisation des apprentis à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.
- Tournier** (M. Félix). Secrétaire du Comité judiciaire de la Société. — Son rapport sur les exercices de dislocation XIV, 324. — Rapport sur la question de savoir si le travail de nuit de l'enfant dans les mines est licite, XV, 20. — Séances des 28 janvier, 11 mars, 3 juin, 18 novembre et 3 décembre 1889 du Comité judiciaire de la Société, XXII, 57, 167 et 408. — Séances des 13 janvier, 9 juin, 10 novembre 1890 du Comité judiciaire de la Société, XXIII, 71, 193 et 528.
- TOURS** (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-la-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.
- Trapp** (M.), I, 306. — Son École d'apprentis à Mulhouse, 378.
- TRAVAIL** (Enquête sur les conditions du), VIII, 486. — (Durée de dans les manufactures, XIV, 403. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24. — Manuel du congrès des instituteurs du Havre, XIX, 61. — Manuel du congrès de

Ronen, 252. — Manuel, 267. — Commission (du), en Belgique, XX, 183. — Législation protectrice (du), en Roumanie, 182.

TRAVAIL DES ENFANTS. En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — (Einde médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205, 264. — (Règlement sur le), 277. — Observations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussion sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Idem* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Idem* sur le travail insalubre, 248. — Etablissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instruction sur le travail et sur

l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — (Documents relatifs à la loi sur le), 420. — Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. Lois.) Dans l'arrachage de la betterave, les sucreries et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 671. — (Frais d'inspection du), XII, 443. — (Rapports des commissions locales avec MM. les inspecteurs du), 444. — (Circulaire de M. le Ministre du Commerce sur le), XIV, 153. — Interdiction (du), dans certaines industries dangereuses, décret du 31 octobre 1882, XV, 362. — Interdiction de l'emploi de certains mineurs comme producteurs de force motrice, décret du 31 octobre 1882, 363. — Dans le tirage ou le délisage des chiffons, 363. — Dans la traction des fardeaux, 364. — Dans les ateliers d'où se dégage la poussière, 365. — Dans les chantiers de couvreurs et de plombiers, 366. — Observations sur la XIX^e Commission locale sur la réglementation de l'emploi des enfants dans les ateliers dits de force motrice, XVI, 49. — Dans l'industrie à New-York, 150. — Décret sur la surcharge des enfants français, 194. — Canada, projet de loi sur la législation ouvrière (et le), 285, en Russie, XVII, 462. — Travail des enfants dans les mines, par M. E. Nusse, XIX, 327. — dans l'étrépage de la verge de tréfilerie, par M. E. Bérard, 357. — Loi autrichienne sur le travail des enfants dans les mines, XIX, 365. — Dans les verreries, par M. P. Bérard, XX, 51. — Repos du dimanche dans les verreries, par M. Léon Durassier, XX, 223. — (V. Enfants surchargés.)

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — (Enquête et règlement d'administration sur le), VIII, 192. — Décret du Ministre du Commerce, relatif au travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 157. — Est-il licite dans les mines? Rapport de M. Tournier, XV, 20. — Jurisprudence, 28. — Observations de M. E. Tallon sur le travail de nuit des enfants dans les mines, 102. — Arrêt de Cassation, 107. — Travail de nuit des enfants en

Suède, XIX, 366. — En Russie, XX, 256.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248. — Application de l'art. 12 de la loi, emploi des enfants dans les métiers de tissage, par M. E. Tallon, XVI, 104. — Décret prohibant ces travaux, 281. — Rapport de M. P. Bérard sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Décret sur cet emploi, 47. — Rapport de M. P. Bérard sur la nécessité de prohiber le travail des enfants dans les professions de plombiers-couvreurs, XVI, 278.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (École de M.), à Lyon, III, 86.

TROYES. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292. — Société de protection de l'enfance ouvrière, statuts, XIV, 88. — (Voy. *Commission locale*.) — Inauguration de la Société de protection de l'enfance ouvrière de), XIV, 383. — Conférences de cette Société, XV, 87, 310. — (L'Orphelinat de Saint-Martin-des-Vignes à), 143. — (Extrait du rapport de la Commission locale de) pour 1882, 270. Concours entre les enfants (de), travaillant dans l'industrie, XVI, 85. — Compte rendu des récompenses (1883), 342. — Distribution des prix, 1884, XVII, 357. id. XVIII, 265. — Rapport de la commission locale (de) XIX, 307. — Distribution de prix, 323.

Turney (M. R.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'inobservation de la loi de 1874, 375.

Turquetil (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi de travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (Ouverture de la). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions

d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 52. Arrêté du 22 Prairial an V sur (la) d'office, XVIII, 227; V. *Pupilles*.

TYPOGRAPHES (École professionnelle, fondée par M. Chaix pour les), notices et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de comptabilité, 496. — Distribution des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye, pour les), II, 221; V, 369. — (École professionn. de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix école Chaix, VII, 523; VIII, 455; X, 396; XI, 545; XII, 403, 451; XVI, 80; XVII, 381; XVIII, 67, 363; XIX, 323; XXIII, 109; XXIII, 600.

U

Union française pour la réforme des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, XX, 258.

UNION NATIONALE (Distribution des prix aux élèves des deux sexes des cours gratuits professionnels commerciaux de l'), XXIII, 253.

V

VACANCES. — (Voy. *Enfants*.)

VAGABONDAGE (Enquête sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du) par M. Marjolin, I, 19. — (Cas de), 347. — (Le) et le Dépôt de la Préfecture de police, XI, 109. — Arrestation de vagabonds, XII, 307. — Le petit vagabond du pays de Caux, XIII, 434.

VALENCE (Drôme) (Orphelinat de), I, 289.

Valroger (M^{re} de), à Caeu (Ban-nière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même maison, 376.

Vavasseur (M.), avocat à la Cour d'appel. — Discours sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 121. — Réponse à ce discours par M. Nusse, 311.

VERGE DE TRÉFILERIE (Le travail des enfants à la), par M. P. Bérard, XIX, 357.

VERRERIES ET CRISTALLERIES. Verrerie de M. Boissière, I, 303. — (L'enfant dans les), I, 350. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 465. — (Règlements des enfants dans les), III, 111. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants dans les), par M. Dubois, IV, 46. — (Emploi des enfants dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget, pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget, pour les enfants de la), 410. — Conférence de M. P. Bérard sur l'application de la loi du 19 mars 1874 au travail des enfants employés dans la verrerie, et sur le soufflage mécanique, XVII, 123. — (Travail des enfants dans les), par M. P. Bérard, XX, 51. — Repos du dimanche (dans les), par M. Léon Durassier, XX, 223. — (Voy. *Céramique, Cristalleries, Folembroy*.)

VERSAILLES (L'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M^{lle} Portz, à), I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. — (Société de la Caisse des écoles, à), IV, 90.

VERVIERS (Belgique). (Association pour la réforme en faveur des enfants à), III, 306.

VESTIAIRES (But de l'Œuvre des), VII, 184.

Vever (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie. Discours, X, 362.

VIDALON-LES-ANNOY (Papeterie de), II, 405; V, 476.

VIENNE (L'*Athenaeum* de), VI, 451. — (Rapport sur l'Enseignement primaire, à l'Exposition de), par M. Buisson, IX, 483.

VILLE DE PARIS. — (Voyez *Paris*.)

Villeminot (Règlement de la manufacture de M. Jouanny), II, 309.

Vilpède et Gamba, I, 308. — (Ateliers de MM.), II, 266.

Viollet-le-Duc (M.). Sa conférence sur l'enseignement des arts du Dessin, X, 172.

VISITES du Ministre de l'Instr. pub. à divers établissements industriels : Chaix, etc., II, 258.

VIZILLE (Manufacture de M. Durand à), I, 302. — (Note sur la même), II, 391.

VŒUX exprimés par la Société de protection, et présentés au Ministre, II, 253; — des Délégations ouvrières, sur les apprentis, 290.

W

Wickham (M. Georges), président de la Ch. syndic. des Instrumens et Appareils de l'art médical. — Observations au sujet du Musée de M. Twining de Twickenham, XII, 308. — Biographie de George Moore, XV, 316. — L'enseignement technique à l'étranger, XVIII, 91.

Wolf (M.), École d'apprentissage, I, 174.

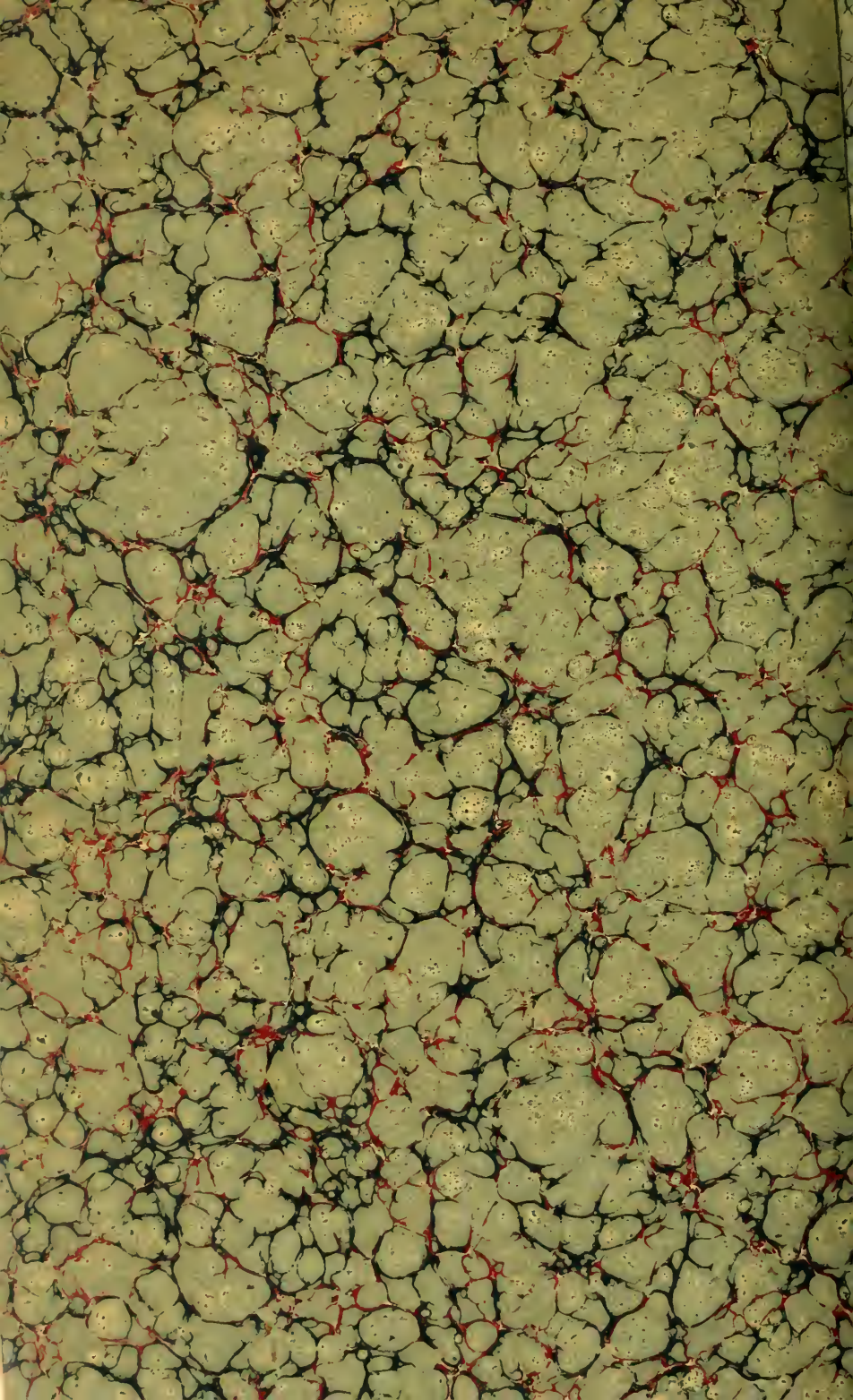
Wolowski (M.). Rapport sur une médaille à décerner, II, 23. — Le travail des enfants dans les manufactures, cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, leçons des 14 et 17 avril 1868, II, 91. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 171.

WORKHOUSE. (Établissements de couture), VI, 451.

Z

ZURICH (Législation relative aux enfants dans le canton de), III,

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER. — IMPRIMERIE CHAIX
RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 28305-11-90.



331.3106244

S678B

v.23

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employes
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.22

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

331.3106244 S678B v.23

c.1 Societe de protect
Bulletins.

OISE



3 0005 02023647 0

